



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

26^e Législature — 3^e session

Vol. 3 - Séances du 1^{er} juin au 6 juillet 1962

1962

Texte établi par Jocelyn David, Ian Marcotte
et Josée Levasseur

Orateur : l'honorable John Richard Hyde

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

26e Législature – 3e session

Vol. 3 - Séances du 1^{er} juin au 6 juillet 1962

1962

Séance du vendredi 1^{er} juin 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 10 h 30¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Subsides:

**Budget des dépenses
1962-1963**

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides².

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions huit cent douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Enseignement agricole, y compris subventions (Agriculture et Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Bernatchez (Lotbinière) commente et critique la décision du comité Régis de recommander une seule faculté d'agronomie sur le campus de l'Université Laval. Sous prétexte de vouloir l'avancement de la science agronomique par l'intensification de la recherche, dit-il, est-il vraiment nécessaire de bouleverser les cadres établis? Pourquoi une seule faculté d'agronomie sur le campus universitaire de Laval? La commission aurait-elle été influencée plus par des déclarations du ministre de l'Agriculture et de la Colonisation (l'honorable M. Courcy), et quelques-uns de ses collaborateurs immédiats, que par les mémoires qui lui ont été soumis³? Je proteste devant l'appréciation partielle, préjugée et souverainement injuste de la commission Régis sur la valeur de nos écoles françaises d'agronomie. Ses commentaires n'équivalent à rien de moins qu'à une insulte directe à l'adresse de ses 1,500 gradués.

Il se porte à la défense de ces diplômés d'écoles qui ont bâti la profession agronomique en faisant plus de bien que de bruit. Ces hommes, dit-il, sont demeurés les pieds à terre, face à la réalité, aptes à penser par eux-mêmes. Par leur compétence, leur esprit de travail, leur dévouement, ils ont élaboré des structures, posé des points d'appui dont bénéficient aujourd'hui non seulement la classe agricole, mais la population tout entière.

Il rend hommage au travail fait par les institutions d'Oka et de Sainte-Anne-de-la-Pocatière. Le rapport de la commission Régis, dit-il, a voulu déprécier ces deux institutions. Les principaux organismes agricoles du Québec sont opposés au projet du gouvernement d'instituer une faculté d'agronomie sur le nouveau campus de l'Université Laval, à Sainte-Foy. Les organismes, telles l'Union catholique des cultivateurs et la Corporation des agronomes, avaient suggéré qu'une faculté universitaire soit créée dans un milieu rural, et non à proximité d'une ville.

Il (M. Bernatchez) expose des objections présentées par divers organismes et des agronomes compétents, devant la décision du ministre de l'Agriculture et de la Colonisation, d'établir la faculté d'agronomie à Québec. Selon Roméo Martin, déclare-t-il, président de la Corporation des agronomes de la province de Québec, dans la revue *Agriculture* de mai-juin 1961⁴: "La Corporation des agronomes de la province de Québec, s'exprimant par la voix de son conseil administratif, tient à préciser qu'elle ne recommande pas la localisation de l'institution d'enseignement agronomique sur le campus d'une université existante."

Dans le mémoire de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) du 28 avril 1961: "Nous ne pouvons concevoir une institution agronomique qui ne serait pas dotée d'une ferme principale adjacente ou d'accès facile pour les professeurs, les étudiants et les groupes de producteurs intéressés. L'agriculture est une science appliquée. (...) La ferme est un laboratoire ou, en tout cas, devrait l'être. L'ignorer constituerait une faille dans l'enseignement agronomique. (...) En définitive, l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) regretterait énormément que notre future institution française d'enseignement agronomique soit placée dans un milieu et dans une situation tels qu'elle risque de devenir graduellement une sorte de tour d'ivoire à l'intérieur de laquelle les savants tourneront en vase clos."

Les professeurs de Sainte-Anne, dans *Le Soleil* du 25 janvier 1962: "Nous restons convaincus que le progrès de la science agronomique sera le mieux et le plus économiquement assuré par le maintien et le développement de nos institutions dans son milieu naturel favorable à ce progrès."

La Coopérative fédérée: "Nous estimons que l'enseignement agronomique doit demeurer en contact avec les autres domaines de l'enseignement universitaire, mais sans s'isoler de son objectif qui est l'agriculture. Et nous nous demandons si la localisation sur le campus universitaire de l'institution d'enseignement agronomique est indispensable pour le maintien nécessaire des échanges et contacts avec l'enseignement des autres disciplines universitaires, et si telle localisation de l'institution n'aurait pas pour résultat de la situer un peu loin et de la rendre moins facile d'accès."

Si l'on en croit ce que dit le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation (l'honorable M. Courcy), tout le monde a été unanime à recommander que la faculté d'agronomie soit installée sur le campus de l'Université Laval de Québec. Or, c'est exactement le contraire qui a été recommandé à la commission Régis, qui a tenu enquête là-dessus. Tout d'abord, la Corporation des agronomes a présenté un mémoire à la commission Régis, dans lequel elle ne favorise pas le voisinage physique et immédiat de la faculté d'agronomie avec les autres facultés universitaires.

Mais, comme les commissaires semblaient interpréter ce mémoire tout de travers, la Corporation des agronomes a joint une lettre au mémoire, afin de dissiper toute équivoque possible. Une fois de plus, dans cette lettre, les agronomes répètent qu'ils ne favorisent pas le voisinage de la faculté d'agronomie avec les autres facultés universitaires. Mais le ministre nous dit publiquement, en Chambre, que la Corporation des agronomes s'est prononcée en faveur de l'établissement de la faculté d'agronomie sur le campus de l'Université Laval de Québec.

Le mémoire de la Coopérative fédérée du Québec est tout aussi défavorable à loger la faculté d'agronomie sur un campus universitaire. Tout en recommandant que la faculté d'agronomie s'associe aux autres facultés universitaires, la Coopérative fédérée signale le danger qu'il y aurait d'éloigner cette faculté d'agronomie de son milieu naturel: la terre. Mais le ministre affirme aujourd'hui que la Coopérative fédérée du Québec favorise l'établissement de la faculté d'agronomie sur le campus de l'Université Laval.

Enfin, le mémoire de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) précisait, dans ses conclusions, qu'il était difficile de concevoir une faculté agronomique qui ne serait pas dotée d'une ferme. Le

mémoire de l'Union catholique des cultivateurs se prononçait même contre un milieu trop universitaire, car alors, selon l'Union catholique des cultivateurs, la faculté d'agronomie risquerait de devenir une tour d'ivoire à l'intérieur de laquelle les savants tourneraient en vase clos. Mais le ministre affirme que l'Union catholique des cultivateurs est en faveur de la création d'une faculté d'agronomie sur le campus de l'Université Laval.

En réalité, les trois organismes sur lesquels s'appuie le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation étaient tous trois contre la solution que leur a imposée le ministre. Mais, comme ils n'avaient pas le choix, ils doivent aujourd'hui s'incliner devant le fait accompli. Et c'est ainsi que, contre l'avis de tout le monde, la faculté d'agronomie s'installera sur le campus de l'Université Laval de Québec, plutôt qu'à Saint-Hyacinthe, sans que le ministre ne cesse pour autant de proclamer que c'est sur l'avis des autorités compétentes qu'il installe l'agriculture sur un campus d'asphalte.

Après avoir pris connaissance des conclusions du rapport, on est en droit de s'interroger sur l'objectivité du comité Régis, qui a fait enquête sur l'enseignement agricole dans la province. De quel droit, pour quelle raison peut-on motiver la nomination de cinq des neuf membres du comité parmi des gradués de l'institut agricole d'Oka, alors qu'aucun n'y représentait l'École de Sainte-Anne-de-la-Pocatière? Il n'y a qu'une explication.

Il est clair que le gouvernement tenait au préalable ses vues et décisions qu'il a voulu dissimuler, par et à travers ce comité, en y désignant des membres déjà favorables à ses vues et qui, du même coup, pourraient servir de rempart en quelque sorte aux pressions que l'on pressentait bien devoir venir principalement de la région de Montréal.

Les autorités libérales du Québec créent des commissions pour leur faire endosser des décisions déjà prises par le cabinet, et le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation avait pris sa décision avant même de confier le problème à la commission Régis⁵.

On a pris pour acquis la disparition de l'École de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, sans même se soucier de la plus élémentaire délicatesse et décence. Dans le meilleur intérêt de l'agriculture et de la classe agricole, il n'y a qu'une solution logique, celle qui consiste dans le maintien et le développement des écoles d'agriculture d'Oka et de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, à condition cependant qu'on les rende plus efficaces, en augmentant leurs budgets et en leur accordant une plus large mesure de liberté d'action qui leur sont indispensables pour poursuivre et accentuer

leur mission, soit leur programme d'enseignement et de recherche. L'enseignement agronomique supérieur, qui sera dispensé à Sainte-Foy, devrait être diffusé à Sainte-Anne-de-la-Pocatière.

Pour répondre, par ailleurs, aux impératifs que posent aussi bien l'intensification, le développement et la coordination de la recherche que la préparation d'un nombre accru de post gradués, il faut que le gouvernement voie sans délai à la création d'un conseil provincial de recherches sur les ressources naturelles et qu'il établisse, à l'endroit qu'il considérera le plus approprié, le conseil de ressources naturelles, ou l'équivalent, conformément à une recommandation de la commission Tremblay⁶.

On pourrait transporter à cet endroit le conseil des recherches du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, et lui fournir toute l'aide financière nécessaire à l'efficacité de son travail. Cette institution pourrait être aménagée de façon à pouvoir accueillir les gradués des facultés d'agriculture désireux de poursuivre des études, en vue de l'obtention d'un doctorat ou d'une maîtrise en science agricole.

Un conseil de recherche sur les ressources naturelles pourrait facilement s'articuler sur les facultés des sciences des universités existantes, remplir le rôle que doit jouer une institution de haut savoir dans le domaine agricole, et il deviendrait en mesure de réaliser une intégration bien ordonnée de notre enseignement agronomique.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):

Les membres du comité Régis ont eu toute la liberté pour étudier les divers projets qui leur ont été soumis et se prononcer en faveur de l'établissement d'une faculté d'agronomie dans la cité universitaire Laval. La région de Saint-Hyacinthe est tout de même la mieux pourvue du Québec au point de vue de l'enseignement et la production des fruits, légumes, produits laitiers n'a d'égale nulle part dans la province. Si la faculté doit s'organiser à Québec, la région agricole de Saint-Hyacinthe reste la mieux établie et la plus productrice du Québec.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):

C'est par pur hasard que les agronomes membres du comité Régis étaient des anciens d'Oka. Ils furent, pour la plupart, délégués par des organismes agricoles. Le comité Régis a présenté un rapport fort bien étoffé sur cette question de l'enseignement agricole et agronomique. Tous ses membres ont fait preuve de compétence, de dévouement et de

sincérité. Je les en remercie encore une fois, bien sincèrement.

Le peuple de la province a le droit de connaître la vérité. Si j'ai suggéré au gouvernement de cette province de demander l'avis de la commission Parent sur les recommandations du rapport Régis - elle a eu en main le rapport préliminaire du comité Régis peu après sa parution - c'est que les suggestions des trois membres⁷ dissidents comportaient, de façon implicite, l'idée de l'établissement éventuel d'une université à Saint-Hyacinthe. L'opposition, son chef et le député de Lotbinière (M. Bernatchez) lancent des injures à la face des membres de la commission Parent, en affirmant que cette dernière a endossé la décision majoritaire du rapport Régis 24 heures après l'avoir reçu, c'est-à-dire sans l'étudier.

Le comité Régis a soumis son rapport préliminaire en juin 1961 et, dès les premières semaines de son existence - la commission Parent a été nommée il y a environ un an - la Commission royale d'enquête sur l'enseignement a eu ce rapport préliminaire en main. Elle a étudié le rapport final et fait comparaître les membres du comité Régis à la séance du vendredi 12 janvier 1962. La commission Parent a donc eu tout le temps voulu pour faire l'étude du rapport. Elle a pris une décision libre, comme tous les membres du comité Régis l'ont fait auparavant.

Si, en février, je me suis prononcé, dit-il, en faveur d'une faculté d'agronomie sur un campus universitaire, c'est que j'étais au courant des opinions exprimées précédemment par certains groupements comme la Corporation des agronomes, l'Union catholique des cultivateurs et la Coopérative fédérée de Québec. Je n'ai exprimé, déclare-t-il, qu'une opinion personnelle et, comme tout autre citoyen, j'ai le droit de le faire. Si le député de Lotbinière est sérieux, il va retirer ses insinuations et ses accusations à mon sujet.

Qu'il aille demander l'opinion des deux employés du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, MM. Jean-Paul Lettre et René Monette, qui ont fait partie du comité Régis, et dont le second a différé d'avis avec la majorité sur la question de l'emplacement de la faculté d'agronomie⁸. Qu'il aille leur demander, dis-je, à ces deux employés de mon ministère ou à toute autre personne s'ils ont reçu l'ordre de se prononcer dans un sens ou dans l'autre, si la décision d'aménager à Québec une faculté d'agronomie était prise avant même que le problème ne fût confié à la commission Régis.

Tous les organismes importants ont endossé la décision du gouvernement au sujet de cette faculté. L'Union catholique des cultivateurs et la Corporation des agronomes avaient proposé, en 1958, au gouvernement de l'Union nationale de créer une faculté sur un campus universitaire. C'est ce que le gouvernement libéral est en train de faire.

Le gouvernement actuel veut travailler pour la classe agricole. L'enseignement agricole est un moyen de l'aider. Le gouvernement va développer l'enseignement agronomique; il va organiser l'enseignement technique agricole; il va développer l'enseignement professionnel agricole.

M. Bernatchez (Lotbinière): Le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation (l'honorable M. Courcy) ne veut plus décentraliser l'enseignement agricole dans le Québec comme il le laissait entendre lors du centenaire de l'École supérieure d'agriculture à Sainte-Anne-de-la-Pocatière, en 1959.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): M. le président, je répète ce que j'ai affirmé hier soir: l'enseignement technique agricole commencera en septembre, à Sainte-Anne-de-la-Pocatière et à Saint-Hyacinthe, les deux premières années du cours de trois ans conduisant soit à la faculté d'agronomie, soit à l'École de médecine vétérinaire, et peut-être à d'autres facultés.

Par surcroît, il y aura, dès cet automne, à l'Institut technique agricole de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, des cours de préparation aux hautes études agronomiques⁹.

Le gouvernement a ainsi pris une décision en tenant compte du bien de l'agriculture du Québec, de l'essor de l'agriculture, et de l'avancement de l'enseignement agronomique dans la province et le pays. Il fallait que ça change. C'est changé. Ça bouge et ça va continuer de bouger, en agriculture.

M. Johnson (Bagot) pose des questions.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): L'école agronomique a été le sujet de discussion au Parlement depuis la présentation du rapport Blais.

Les instituts techniques agricoles permettront de former d'excellents cultivateurs... pratiquants, selon l'expression employée par le député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau).

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Pratiquants chez eux, oui... mais protestants à la Chambre basse¹⁰.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Des instituts techniques agricoles sortiront les techniciens nécessaires pour accroître la production de nos fermes et répondre à la demande qui, au Québec, est supérieure à cette production dans la proportion de 120 %.

M. Johnson (Bagot): Est-ce que, dans ces écoles, on va former des conducteurs de "bulldozer" pour M. Scalabrini¹¹?

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): (En riant) Vous poserez vos questions lors de l'étude des prévisions budgétaires de la Jeunesse.

M. Bellemare (Champlain): L'École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pérade, fondée en 1937 par l'Union nationale, célèbre cette année son 25^e anniversaire de fondation¹². Le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation ne pourrait saisir une meilleure occasion pour agrandir cette institution devenue trop exigüe pour le nombre d'élèves qui veulent s'y inscrire.

Il met en relief les services rendus par l'institution dans une région comme le comté de Champlain, qui comporte 37 paroisses agricoles. M. Jean-Charles Magnan, dit-il, l'ancien directeur de l'enseignement agricole, a fait preuve de dévouement en servant les intérêts de cette institution.

Le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation serait bien inspiré s'il prenait tout de suite les dispositions voulues pour accommoder davantage les nombreux élèves, à la rentrée d'octobre, à Sainte-Anne-de-la-Pérade. Pour donner une idée de l'influence que cette École a eue chez nous, je dirais que les statistiques nous prouvent que 84 % des élèves qui ont fréquenté l'École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pérade sont restés sur la terre des aïeux. D'après les statistiques, c'est un excellent établissement.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Si ces chiffres sont exacts, l'École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pérade mérite d'être citée en modèle pour avoir su inculquer à ses élèves un profond attachement à la terre. Si 84 % des élèves sont restés attachés à la terre, il convient de les féliciter et de féliciter également les professeurs de l'École de Sainte-Anne-de-la-Pérade pour cet excellent résultat.

C'est véritablement une école modèle, d'autant plus que ce que l'on regrette malheureusement le plus dans nos écoles d'agriculture, aujourd'hui, enfin

dans la plupart d'entre elles, c'est que les jeunes qui en ont suivi les cours se détachent vite, à un moment ou à un autre, de leur vocation agricole.

M. Bellemare (Champlain): Le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation va-t-il profiter de l'anniversaire pour agrandir l'École de Sainte-Anne-de-la-Pérade?

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): L'École ne sera pas agrandie cette année. Je n'ai pas, déclare-t-il, la finance requise pour faire droit à ces demandes.

Le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation a cependant des projets d'amélioration des écoles d'agriculture de la province pour l'an prochain, et ils se réaliseront.

M. Bellemare (Champlain): Les dirigeants de l'École n'ont reculé devant aucun sacrifice financier dans l'intérêt de l'institution. Ils ont aménagé, dans un garage, un atelier où ils enseignent les procédés de la mécanique agricole, et tout cela, à leurs frais.

L'agrandissement de l'immeuble serait possible, car l'emplacement est très vaste. Il invite le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation à aller le visiter.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Je profiterai de la première occasion pour aller le visiter.

Je peux adresser, dit-il, au personnel de l'École d'agriculture du Témiscamingue les mêmes félicitations qu'à celui de l'École de Sainte-Anne-de-la-Pérade pour l'attachement à la terre inculqué aux élèves.

M. Pouliot (Gaspé-Sud) souligne les services éminents que l'École de Val-d'Espoir a rendus à l'agriculture et aux agriculteurs, dans le comté de Gaspé-Sud. L'institution, déclare-t-il, fondée en 1938, avait accueilli, en 1961, 836 élèves, une moyenne de 36 par année. Fils de cultivateurs, dont l'âge variait de 16 à 25 ans, ils étaient venus recevoir une solide formation, dans une ambiance de choix, pour se préparer un avenir conforme à leurs aspirations et aux exigences de la société moderne. Un bon nombre d'entre eux y ont acquis des connaissances agricoles et techniques assez étendues pour leur permettre de s'établir sur des fermes, avec l'assurance de goûter le bonheur et le succès. Une grande partie ont poursuivi leurs études dans des

centres d'enseignement spécialisé ou même jusqu'au terme du cours classique.

L'École forestière de Duchesnay et les écoles d'arts et métiers en ont admis plusieurs. Tous ces jeunes gens, de même que leur famille, n'avaient eu qu'à se féliciter de ces années marquantes passées dans cette précieuse institution: l'École moyenne Sainte-Marie, située à Val-d'Espoir, Gaspé.

L'institution, en 1961, n'était pas seulement couronnée de lauriers académiques. Dirigée par les clercs de Saint-Viateur, elle a été aussi un centre de formation morale qui pouvait s'enorgueillir à bon droit d'avoir parmi ses anciens un nombre remarquable d'éléments d'élite occupant aujourd'hui des postes de commandement dans leurs milieux respectifs.

De plus, l'École Sainte-Marie n'a pas rayonné seulement par l'éducation dispensée à la jeunesse rurale. Elle a aussi prêché d'exemple en matière agricole, en défrichant et en exploitant de façon progressive un large domaine.

En 1938, l'étendue de terre défrichée se limitait à 72 arpents; en 1961, elle couvrait un superbe domaine de 235 arpents. Un drainage souterrain de 12,000 pieds assurait un parfait égouttement, et les cultures en deux rotations offraient un coup d'œil qui émerveillait les visiteurs. On y récoltait du foin, des grains variés, des pommes de terre, des navets, des carottes, des choux, des betteraves, des fraises, framboises et divers autres produits. Les surplus étaient facilement écoulés. La ferme a puissamment favorisé le développement de l'aviculture en Gaspésie.

Chaque année, on y élevait de 15,000 à 17,000 poussins et 2,000 dindonneaux, qui étaient vendus dans la Péninsule gaspésienne, dans l'archipel de la Madeleine et à l'île d'Anticosti. On y pratiquait aussi l'élevage d'une cinquantaine de bestiaux. On a également fait progresser la floriculture dans toute la Gaspésie. Une production de 36,000 plants ne suffisait pas à la demande de la population, encouragée à orner les abords des habitations.

Que de services signalés ont été rendus par cet établissement! Hélas, cette œuvre méritante à plus d'un titre s'est éteinte par suite de l'incurie du gouvernement provincial actuel. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas continué à appuyer cette œuvre féconde, bien enracinée dans le sol de la Gaspésie et adaptée à son économie agricole?

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) répond¹³.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): La population de la péninsule tirait d'immenses avantages de l'exploitation rationnelle de cette ferme-école. Ils sont innombrables, ceux qui ont bénéficié de ses enseignements, de ses conseils et de ses expériences. L'École Sainte-Marie était située à proximité de la grand-route, sur laquelle s'ouvraient d'excellentes voies d'accès. Elle jouissait à la fois de la solitude et de la facilité des communications requises pour l'accomplissement de sa mission. Le fonds de terre était tout à fait approprié aux cultures gaspésiennes, comme l'indique d'ailleurs le rendement des récoltes.

Le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation annonce qu'il va subventionner la construction d'une école semblable ailleurs¹⁴. Pourquoi partir à zéro ailleurs dans la péninsule quand existait déjà à Val-d'Espoir une réussite aussi notoire?

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) répond¹⁵.

M. Pouliot (Gaspé-Sud) plaide le maintien de l'École d'agriculture de Val-d'Espoir dans son comté. Dans les autres parties de la province, déclare-t-il, on comprend assez mal les besoins d'une région éloignée comme la Gaspésie. La population agricole du comté de Gaspé-Sud s'étonne qu'on laisse cette école fermer ses portes.

Où le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation a-t-il pris ses renseignements pour décider de fermer l'École d'agriculture de Val-d'Espoir? A-t-on fait une étude sur l'établissement de Val-d'Espoir?

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Aucune décision définitive n'a été prise. La commission Régis fait justement l'étude de ce problème, et elle s'est rendue dans ce but à Rimouski.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): On a toujours tort de penser que Rimouski, c'est la Gaspésie. Nos problèmes respectifs ne sont pas du tout les mêmes. Le gouvernement actuel ne se corrige jamais de ses erreurs. Il croit que lorsqu'il fait quelque chose à Rimouski, il fait quelque chose pour la Gaspésie. Il croit, lorsqu'il fait quelque chose à Matane, que la Gaspésie est satisfaite. Mais, messieurs, vous n'êtes en Gaspésie ni à Rimouski ni à Matane, vous n'êtes qu'à la porte. La Gaspésie est encore plus loin que cela, et vous l'oubliez toujours.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le rapport de la commission Régis sera bientôt

soumis, et une décision sera prise dans l'intérêt des cultivateurs gaspésiens qui méritent une attention spéciale.

Il félicite le député de Gaspé-Sud de l'intérêt qu'il porte à sa région.

M. Pouliot (Gaspé-Sud) suggère que l'École de Val-d'Espoir devienne un orphelinat agricole, un centre de recherche agricole, ou encore une école de technologie agricole. Son maintien, déclare-t-il, est indispensable si l'on veut fournir aux cultivateurs les moyens de rester attachés à la terre.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil de recherches agricoles, y compris subventions (Agriculture et Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Organismes de mise en marché (Agriculture et Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Larouche (Témiscamingue): Il est urgent de construire et d'organiser un abattoir dans la région de Rouyn. Depuis de nombreuses années, l'élevage des animaux de boucherie a pris un essor considérable, et il ne faudrait pas retarder la mise en marché de cette entreprise de plusieurs millions de dollars.

On expédie environ 20,000 animaux, chaque année sur le marché, à partir de cette région; cela justifie une dépense de la part du gouvernement en vue de la construction de l'abattoir. Où en est rendu le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation dans le projet d'abattoir du Nord-Ouest du Québec et quand le gouvernement le construira-t-il?

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Les éleveurs produisent en effet presque le double des animaux de boucherie, par rapport à l'élevage il y a quelques années, mais le financement de cette entreprise ne marche pas aussi rapidement qu'il avait été espéré. Après avoir consulté toutes les autorités compétentes, l'abattoir devrait être situé à Rouyn.

Le gouvernement est actuellement en négociations avec la Coopérative fédérée, pour ouvrir un abattoir à Rouyn dans le Nord-Ouest québécois. Pour la réalisation de ce projet, la Coopérative fédérée a suggéré de construire un abattoir à trois conditions.

La Coopérative demande: que le gouvernement fournisse \$1,000,000 du coût de construction qui sera de \$1,500,000¹⁶; que le gouvernement s'engage à défrayer le déficit d'opération pour les 10 premières années; et que le gouvernement entreprenne un programme d'élevage. Le gouvernement est en train de prendre connaissance de la proposition¹⁷.

Il ne faut pas aller trop vite, et il n'est pas question pour le moment de construire un abattoir dans le Nord-Ouest du Québec.

M. Larouche (Témiscamingue) critique l'attitude du gouvernement qui retarde à ouvrir un abattoir dans le Nord-Ouest québécois. Les libéraux, dit-il, il y a deux ans, insistaient sur l'urgence d'un tel projet. Pourquoi on n'y voit plus aujourd'hui la même urgence?

Vous avez l'audace de nous recommander de ne pas aller trop vite aujourd'hui, alors qu'avant 1960, vous parcouriez l'Abitibi et le Témiscamingue en criant qu'il était urgent que l'abattoir soit construit. Et, à vous entendre parler aujourd'hui, je crois même que vous cherchez à nous convaincre que l'abattoir n'est pas nécessaire.

Il cite des chiffres se rapportant aux abattoirs de la région de Hull et du Lac-Saint-Jean. La population animale de l'Abitibi et du Témiscamingue, déclare-t-il, est tout aussi forte que celle des régions déjà desservies par un abattoir. Aucun argument sérieux ne peut être invoqué pour s'opposer à la construction d'un abattoir dans le Nord-Ouest du Québec. À moins que quelqu'un ne soit intéressé à ce que nous favorisions les autres abattoirs.

M. Johnson (Bagot): Le premier ministre actuel a promis formellement l'abattoir à la population du Nord-Ouest du Québec, avant d'être élu. Il a même déclaré que c'était ridicule d'envoyer les animaux de l'Abitibi et du Témiscamingue à Montréal, pour les faire abattre, et il proclamait partout:

"Il faut doter votre région d'un abattoir immédiatement." Mais, deux ans après, son ministre de l'Agriculture et de la Colonisation vient nous dire publiquement qu'il ne faut pas aller trop vite.

Il insiste pour qu'on s'empresse de réaliser le projet.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Projets de loi:

Protection des emprunteurs

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est) pour **l'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 48 pour protéger les emprunteurs contre certains abus.

Le projet de loi veut en premier lieu rendre applicable, à la clause de datation en paiement, l'avis de 60 jours imposé actuellement dans le cas de vente à réméré ou sous condition résolutoire seulement. D'après le projet de loi, en vertu d'un amendement apporté au Code civil, le prêteur devra donc donner un avis de 60 jours à son débiteur en faute dans ses paiements, avant d'entrer en possession des biens de ce dernier comme remboursement. La loi actuelle ne fixe aucun délai.

Le projet de loi a aussi pour but de permettre aux tribunaux de réduire en certaines occasions les obligations financières trop onéreuses qui résultent de certains prêts, compte tenu des risques et des circonstances ayant entouré l'opération financière. Le cessionnaire de bonne foi sera protégé, mais le projet de loi spécifie que toute personne qui s'occupe du rachat de dettes ou qui effectue des prêts en remboursement de dettes doit prendre soin d'éviter de reconnaître toute dette résultant de transactions frauduleuses, ou de prêts onéreux, sous peine d'être tenu responsable de toute perte par la victime de cette transaction.

Des lois analogues existent dans les autres provinces canadiennes.

M. Johnson (Bagot): Je suis heureux, dit-il, de suggérer que le bill soit adopté à l'unanimité en première lecture.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Pont de Trois-Rivières

M. Bellemare (Champlain) demande au ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) d'avoir un exemplaire du projet de loi assurant la construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à Trois-Rivières. Il dit savoir que le texte législatif est imprimé et qu'il porte le numéro 46.

M. l'Orateur: Le bill n'est qu'en appendice et la coutume veut qu'un projet de loi ne soit pas distribué tant qu'il n'a pas été déposé. Le fait qu'un numéro ait été donné au projet de loi n'indique pas qu'il soit nécessairement achevé d'imprimer.

M. Bellemare (Champlain): Le bill est imprimé!

Ajournement

M. l'Orateur fixe à deux heures et demie le début de la séance de lundi.

(Le sergent d'armes prend la masse, symbole de l'autorité présidentielle, sur son épaule pour aller se placer près du trône et raccompagner l'Orateur vers la sortie.)

Des députés font remarquer qu'à cause de l'heure des trains il conviendrait mieux de retarder la séance d'une demi-heure et de fixer le début de la séance à 3 heures¹⁸.

(Le sergent d'armes revient à l'extrémité de la table centrale avec la masse et la dépose soigneusement sur les deux coussins traditionnels.)

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à lundi, à trois heures de l'après-midi.

M. l'Orateur prononce l'ajournement de la Chambre à trois heures, lundi après-midi.
Adopté.

(Le sergent d'armes reprend la masse sur son épaule pour aller se placer près du trône et raccompagner l'Orateur vers la sortie.)

La séance est levée vers midi¹⁹.

NOTES

1. *Le Temps* du 14 juin 1962, à la page 8, indique que M. Gabias est absent de la Chambre, sans préciser de motif. Par ailleurs, le premier ministre est absent de la Chambre, car il reçoit, à Toronto, un doctorat honorifique de l'université de cette ville. Son remplaçant habituel, M. Gérin-Lajoie, était aussi absent pour recevoir un mémoire. C'est le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) qui agit comme premier ministre intérimaire. Pour cette séance, on compte 29 libéraux et 14 députés de l'Union nationale à leur fauteuil. À un moment, les whips ministériels, MM. Philippe Lalonde et Albert Morissette, se consultent dans un coin de la Chambre. Voir: *La Tribune* du 2 juin 1962, à la page 2, et *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 16.

2. *Le Nouvelliste* du 2 juin 1962, à la page 16, prend la peine de noter que, pour une rare fois, il n'y a pas eu de période de questions, à l'ouverture de la séance, et que l'Assemblée s'est aussitôt formée en comité des subsides.

3. Selon *Le Droit* du 2 juin 1962, à la page 23, les mémoires soumis à la commission Régis l'auraient été sous l'ancienne et sous la nouvelle administration. Pourtant, la commission Régis a été instituée par un arrêté en conseil le 5 octobre 1960. Il est donc impossible que des mémoires aient été soumis sous l'ancienne administration, comme l'indique le journal.

4. "Annexe au mémoire de la Corporation au Comité d'étude sur l'enseignement agricole et agronomique", *Agriculture*, mai-juin 1961, à la page 63.

5. Cette dernière affirmation serait une reprise d'une déclaration du chef de l'opposition faite la veille, selon *L'Action catholique* du 1^{er} juin 1962, à la page 9.

6. M. Bernatchez fait probablement référence au chapitre intitulé "Le territoire et les richesses naturelles" du *Rapport de la commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels*, 1956, vol. III, aux pages 9-21.

7. *Le Soleil* du 2 juin 1962, à la page 39, rapporte seulement deux membres dissidents, mais ils étaient bel et bien trois: Raynald Ferron, René Monette et Lionel Sorel. Voir: *Rapport du Comité d'étude sur*

l'enseignement agricole et agronomique, Québec, 1961, aux pages 167 à 180.

8. Dans *La Presse* du 2 juin 1962, à la page 13, on lit que MM. Lettre et Monette auraient tous les deux différé d'avec la majorité des membres du comité Régis. Pourtant, seul M. Monette fait partie des signataires dissidents du rapport. Voir note précédente.

9. Selon *La Tribune* du 2 juin 1962, à la page 13, il y aurait aussi une formation préagronomique, dès septembre, à Saint-Hyacinthe.

10. *La Presse* du 2 juin 1962, à la page 13, précise que le député de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel) fait allusion au fait que le député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau), qui se vante d'être un cultivateur pratiquant, attaque souvent les autorités provinciales à l'Assemblée législative. Par ailleurs, le premier ministre a employé l'expression "cultivateur pratiquant" lors de l'ajournement de la séance du 31 mai 1962.

11. Le chef de l'opposition fait allusion aux déclarations du député de Compton (M. Gosselin) durant les débats des séances du 30 et du 31 mai 1962.

12. Selon *L'Action catholique* du 2 juin 1962, à la page 13, M. Bellemare aurait plutôt souligné le 103^e anniversaire de l'École de Sainte-Anne-de-la-Pocatière. La source confond visiblement à partir de la déclaration du député de Lotbinière (M. Bernatchez) faite auparavant.

13. Selon *Le Temps* du 7 juin 1962, à la page 9, le ministre Courcy répond aux questions de M. Pouliot en recourant à tous les faux-fuyants, sans motiver d'aucune façon ce lâche abandon.

14. M. Pouliot fait référence à une déclaration du ministre Courcy lors de la séance du 29 mai 1962.

15. Voir note 14.

16. D'après *Le Montréal-Matin* du 2 juin 1962, à la page 5, le gouvernement disposerait de \$1,000,000 et se dit incapable de construire l'abattoir, car il coûterait \$1,500,000.

17. Contrairement aux affirmations du ministre Courcy, citées dans d'autres sources, *Le Montréal-Matin* du 2 juin 1962, à la page 5, rapporte que le ministre croit qu'il n'y a pas assez de bétail dans cette région pour alimenter un abattoir.

18. *L'Action catholique* du 2 juin 1962, à la page 3, note que les députés qui insistent en ce sens sont ceux de la région de Montréal et de l'ouest de la province.

19. Bien que les sources n'indiquent pas l'heure de l'ajournement, aucune d'entre elles ne signale des débats durant l'après-midi.

Séance du lundi 4 juin 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Pont
à Trois-Rivières**

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) pour **l'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 46 assurant la construction d'un pont sur le Saint-Laurent à Trois-Rivières².

Le projet de loi, explique-t-il, comporte 13 articles. Il modifie la loi concernant la construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à proximité de Trois-Rivières (4-5 Elizabeth II, chapitre 161) sanctionnée le 2 février 1956.

L'article 1 ajoute aux six membres de la Corporation du pont de Trois-Rivières deux autres membres qui seront nommés par le cabinet provincial.

L'article 2 prévoit la nomination d'un ou deux vice-présidents, en plus du président, du secrétaire et du trésorier.

L'article 3 charge le gouvernement de remplir toute vacance, sauf lorsqu'il s'agit d'un membre désigné par le conseil municipal de Trois-Rivières.

L'article 4 confie au Conseil des ministres le soin de fixer la rémunération du président, des vice-présidents, du secrétaire et du trésorier.

L'article 5 stipule que le règlement devra être approuvé par les autorités provinciales.

L'article 6 exige que le choix des employés de la Corporation du pont de Trois-Rivières soit soumis aux conditions de la loi du service civil, mais il appartiendra à la direction de l'entreprise d'exercer les pouvoirs que cette loi attribue à un chef de ministère.

L'article 7 mentionne que des soumissions publiques seront demandées avant la signature de contrats dont l'enjeu sera de plus de \$25,000.

L'article 8 obligera la société à soumettre plans et devis au cabinet, avant la demande de soumissions.

L'article 7 forcera également la Corporation du pont de Trois-Rivières à suivre, pour les contrats, les mêmes normes que le gouvernement.

En vertu de l'article 9, le ministre de la Voirie procédera aux expropriations nécessaires.

L'article 10 libère l'entreprise de l'obligation de percevoir un péage suffisant pour défrayer toutes les dépenses courantes. En prélevant un droit de passage, la société cherchera seulement à recueillir "autant que possible" l'argent nécessaire au paiement de ses dépenses.

L'article 11 exemptera la Corporation du pont de Trois-Rivières de tout impôt; de plus, cette clause mentionne que l'entreprise devra faire examiner ses états financiers par le vérificateur en chef des *Comptes publics* de la province et communiquer, chaque année, une copie de ses états financiers à l'Assemblée législative.

Le principal article du bill 46 autorise le gouvernement à garantir le paiement des obligations de la Corporation du pont de Trois-Rivières jusqu'à concurrence de \$30,000,000. Le gouvernement s'engage aussi à combler tout déficit jusqu'au remboursement complet des emprunts. Après ce remboursement, le pont deviendra la propriété du gouvernement et la Corporation pourra être dissoute. Le ministre de la Voirie est chargé de l'exécution de la loi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.
(Applaudissements à droite)

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Je comprends que le député de Champlain (M. Bellemare) ne soit pas heureux, mais je suis surpris de constater qu'il n'applaudisse pas également... Mais que voulez-vous?

M. Bellemare (Champlain) riposte...

Des députés ministériels: À l'ordre! À l'ordre!

M. Johnson (Bagot): Est-ce que le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) a l'intention d'apporter cette loi en deuxième lecture avant le 18 juin, jour de l'élection fédérale?

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Le bill est déposé aujourd'hui. La deuxième lecture sera faite dès la prochaine séance.

M. Bellemare (Champlain): Je réserve mes applaudissements, dit-il. Lorsque le pont sera bel et bien bâti, je féliciterai le ministre du Travail. Mais j'ai bien peur de ses promesses et de celles des autorités provinciales actuelles.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) pour **l'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 46 assurant la construction d'un pont sur le Saint-Laurent à Trois-Rivières³.

M. Bellemare (Champlain) fait objection à la motion. Le gouvernement, dit-il, n'a pas encore déposé la copie du rapport des ingénieurs-conseils Demers, Lemieux et Roy, de Québec, et Beauchemin, Beaton et Lapointe, de Montréal. Le rapport des ingénieurs est indispensable aux députés pour étudier la mesure législative. Les députés n'ayant pas conséquemment la documentation nécessaire pour se prononcer, on ne peut passer à l'étude du bill sans l'avoir en main.

J'ai personnellement présenté, déclare-t-il, une motion inscrite à la suite de l'ordre du jour de la Chambre demandant la production de ces documents le 12 avril, il y a sept semaines. M. l'Orateur, le gouvernement devrait d'abord les déposer avant de demander à la Chambre d'étudier les résolutions.

Il proteste contre ce retard indu à produire les documents. Il semble, dit-il, qu'il serait de première importance que les représentants du peuple puissent consulter, avant la deuxième lecture du projet de loi, le rapport que la Corporation du pont de Trois-Rivières a en main depuis un mois et demi déjà⁴...

Des députés ministériels: À l'ordre! À l'ordre!

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Champlain (M. Bellemare).

M. Bellemare (Champlain) continue de parler...

Les députés ministériels font du brouhaha.

M. l'Orateur: À l'ordre! Il ne s'agit pas de voter immédiatement les résolutions, mais seulement de remplir la formalité qui permettrait de les examiner à sa prochaine séance. Cette proposition ne signifie pas nécessairement que les résolutions seront examinées demain.

Des députés de l'opposition appuient l'objection du député de Champlain (M. Bellemare).

M. Johnson (Bagot): La motion du gouvernement de prendre en considération les résolutions à la prochaine séance est prématurée, parce que l'opposition n'a pas encore les documents suffisants pour connaître tout le problème. Que le gouvernement dépose le document demandé par le député de Champlain, sinon nous avons raison de dire que la motion du gouvernement est prématurée, aujourd'hui, que la Chambre n'est pas mise au courant des études techniques et que nous n'avons pas les renseignements suffisants pour passer à l'étude des résolutions.

Depuis le 12 avril, le gouvernement a eu tout le temps voulu pour étudier le rapport des ingénieurs et pour déposer le document. Comme il ne l'a pas fait, nous devons nous objecter à la motion présentée par le député de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel) au nom du gouvernement.

Des députés ministériels: Vote! Vote⁵!

M. l'Orateur: Qu'on prenne le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arsenault, Bédard, Bertrand (Terrebonne), Binette, Castonguay, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Jourdain, Mme Kirkland-Casgrain, MM. Lafrance, Lalonde, Lambert, Laporte, Laroche, Lechasseur, Levesque (Bonaventure), Lizotte, Maheux, Morissette, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Turpin, 36.

Contre: MM. Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Cottingham, Ducharme, Élie, Gosselin, Johnson, Laberge, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Maltais, Pouliot, Prévost, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Thibault, Tremblay, 22.

Ainsi, la motion est adoptée.

Les députés ministériels: L'opposition est contre le pont de Trois-Rivières!

Ils conspuent l'opposition.

Une voix ministérielle: Vous avez voté contre le pont de Trois-Rivières?

M. Bertrand (Missisquoi): Non, nous avons voté contre le péage prévu sur ce pont de \$25,000,000.

M. Bellemare (Champlain): Nous avons voté contre le péage prévu sur ce pont de \$25,000,000. Je ne crois plus aux promesses de libéraux depuis longtemps.

M. Lizotte (Montmagny): Le député de Champlain (M. Bellemare) s'est fait hara-kiri.

M. Bellemare (Champlain): Allez mettre votre chemise brune, votre chemise de l'armée⁶...

M. Lizotte (Montmagny): Je défends mon pays, ma province, moi.

Les députés ministériels ovationnent le député de Montmagny.

M. Bellemare (Champlain): Avec mes collègues de l'opposition, explique-t-il, je ne peux voter en faveur de la motion. Il faut que nous soyons mieux renseignés par le gouvernement sur les recommandations faites par les ingénieurs Demers, Beauchemin, Beaton et Lapointe.

Je suis pour un pont bâti immédiatement par les autorités de la province, mais contre un pont à péage érigé par une corporation, surtout quand, dans la région de Montréal, on vient d'annoncer l'établissement, par le ministère des Travaux publics, d'un pont et d'un tunnel devant coûter \$50,000,000, qui ne seront pas à péage. La région de Trois-Rivières a droit à autant de considération que la région de Montréal.

M. Johnson (Bagot) revient sur la question du rapport.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le chef de l'opposition.

Questions de privilège:

Dépôt d'affidavits

M. Gosselin (Compton) invoque une question de privilège pour faire une déclaration verbale et communiquer des affidavits à l'Assemblée législative, au sujet des déclarations assermentées de M. Scalabrini déposées, la semaine dernière, par le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation (l'honorable M. Courcy)⁷.

J'ai l'intention, déclare-t-il, après avoir pris connaissance des rapports publiés dans les journaux en fin de semaine, de prouver mes accusations.

Il tente de déposer sur la table de l'Assemblée législative des documents qu'il juge de nature à prouver qu'il avait entièrement raison, la semaine dernière, lorsqu'il a soutenu que des heures de travail ont été payées à M. Scalabrini pour des travaux d'amélioration de fermes, et que toutes ne furent pas entièrement effectuées.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) intervient.

M. l'Orateur: Cette intervention peut entraîner un nouveau débat.

M. Johnson (Bagot): Le député de Compton a simplement invoqué le Règlement de la Chambre et use d'une question de privilège pour rétablir la réputation de son nom, son honnêteté et son intégrité.

M. Gosselin (Compton): Le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation a déposé des affidavits signés par Edmond Scalabrini. Ces documents, dit-il, ont été interprétés comme contredisant les accusations que j'ai portées en Chambre, et c'est pourquoi je veux déposer en Chambre d'autres affidavits pour prouver ma sincérité.

M. l'Orateur: J'ai l'impression, dit-il, que le député de Compton semble vouloir irrégulièrement ressusciter un débat déjà clos.

Il suggère de prendre l'affaire en délibéré, quitte à revenir sur le sujet à la prochaine séance s'il y avait vraiment question de privilège. J'examinerai les affidavits à l'extérieur de la Chambre, dit-il, et je discuterai du sujet, en privé, avec le député de Compton, afin de voir s'il y a un moyen de déposer les documents⁸. Je rendrai un verdict demain après-midi, à la reprise de la session.

M. Gosselin (Compton) accepte et renonce à la question de privilège.

Questions et réponses orales:

Salaires non versés

M. Bellemare (Champlain): Les employés de la pépinière provinciale située à Proulxville se plaignent de n'avoir pas été payés depuis trois ou

quatre semaines⁹. Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault) sait-il si cette situation est due à de la négligence, à un retard, ou si le gouvernement, tout simplement, manque de fonds?

L'honorable M. Arsenault (Matapédia) ne répond pas immédiatement, mais prend note de la question.

M. Johnson (Bagot): (Ironiquement) C'est attribuable à un manque de fonds.

Motions des députés:

Commissaire d'écoles

Les députés ministériels félicitent l'élection par acclamation du député d'Arthabaska (M. Morissette) en tant que commissaire d'écoles d'Arthabaska pour un sixième terme consécutif.

Projets de loi:

Loi médicale

L'honorable M. Poulin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 96 modifiant la loi médicale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) pour **l'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Gosselin (Compton): Il est un devoir d'extrême importance à accomplir pour un député qui a reçu un mandat de ses électeurs et qui veut s'efforcer de mettre fin à des irrégularités: c'est celui d'en aviser le ministre et le ministère concernés.

Afin de protéger sa réputation et son honneur, un député possède certains privilèges dont celui de présenter une documentation exacte prouvant qu'il a raison lorsqu'il a fait certaines affirmations.

Au cours des années précédentes, des assertions ont été faites, sans aucune preuve ou par ouï-dire. Pour un homme public qui a sa formation à cœur, qui veut que le député soit respecté, il est important de garder la confiance de la population. Et, afin que cette confiance soit respectée et protégée, le député doit être capable de fournir les preuves de ce qu'il a déclaré, il doit pouvoir faire toute la lumière sur des irrégularités administratives et les étaler en toute objectivité. Il doit pouvoir aussi démontrer qu'il a été entendu en Chambre.

Je veux qu'on se serve du comté de Compton pour faire un exemple dans la province. Dans le cas présent, si les gens du gouvernement, qui ont dit que le favoritisme doit disparaître, sont sincères et qu'ils veulent mettre un terme aux irrégularités, ils doivent démontrer que ceux qui ont concouru à ces irrégularités peuvent encourir des pénalités et qu'ils les puniront.

La semaine dernière, au cours du débat des estimés du ministère de l'Agriculture, le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation (l'honorable M. Courcy) a déposé des soi-disant affidavits signés par M. Edmond Scalabrini, de Sainte-Edwidge. Lesdits affidavits ont été interprétés comme contredisant les accusations que j'ai portées dans cette Chambre et ma parole s'est trouvée mise en doute. Je veux prouver le contraire aujourd'hui. Un député qui veut garder la confiance de ses électeurs doit être en mesure de prouver ce qu'il avance. J'ai des documents prouvant ce que j'ai soutenu l'autre jour, et je voudrais, comme me le permet le Règlement, déposer à mon tour des affidavits au soutien des accusations que j'ai portées dans cette Chambre.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette manière de discuter la motion qui est devant la Chambre, alléguant qu'elle constitue une référence à un débat qui a eu lieu pendant la session en cours.

Décisions de l'Orateur:

Interdiction de revenir sur une question déjà décidée

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare qu'il ne peut permettre que le député continue de discuter d'une affaire qui a fait le sujet d'un débat au cours de la présente session et, se basant sur le paragraphe 7 de l'article 285 du Règlement, il maintient le point d'ordre soulevé par l'honorable député de Saint-Maurice.

L'intervention du député de Compton (M. Gosselin) est irrégulière car, selon l'article 285, il n'est pas permis à un député de référer à un débat antérieur, et on ne peut permettre à un député de reprendre ou de poursuivre un débat sur le même sujet.

Il refuse que l'on dépose les affidavits.

M. Johnson (Bagot) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arsenault, Bédard, Bertrand (Terrebonne), Binette, Boulais, Castonguay, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Jourdain, Mme Kirkland-Casgrain, MM. Lafrance, Lalonde, Lambert, Laporte, Laroche, Lechasseur, Levesque (Bonaventure), Lizotte, Maheux, Pinard, Plante, Plourde (Roberval), Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Turpin, Vaillancourt, 37.

Contre: MM. Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Cottingham, Ducharme, Élie, Gosselin, Johnson, Laberge, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Maltais, Pouliot, Prévost, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Talbot, Thibeault, Tremblay, 23.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Gosselin (Compton): Les documents du gouvernement montrent que M. Scalabrini, connu comme organisateur libéral, a obtenu la majorité des contrats gouvernementaux, pour amélioration des fermes dans le comté, et qu'il a facturé à la province des travaux qui n'ont jamais été effectués.

(Le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation (l'honorable M. Courcy) tape des doigts sur son bureau alors que le député de Compton parle.)

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): J'ai déjà demandé une enquête, dit-il.

M. Gosselin (Compton): Oh! Je connais vos enquêtes; elles sont toutes préparées d'avance.

Il propose, appuyé par le député de Shefford (M. Russell), que l'Assemblée législative de Québec, tout en étant prête à voter les subsides nécessaires à l'administration, prie le gouvernement de la province

d'ordonner une enquête publique à être tenue au chef-lieu du comté de Compton dans le plus bref délai possible, relativement à l'emploi des deniers votés pour fins d'agriculture et de colonisation au cours des années fiscales 1960-1961 et 1961-1962, spécialement des travaux exécutés par Edmond Scalabrini dans le comté de Compton, et je dépose les documents¹⁰.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Si on fait enquête dans Compton, déclare-t-il, on remontera plus loin que deux ans; on peut aller jusqu'en 1956 ou 1957.

M. Gosselin (Compton): Quand vous voudrez et pour les années que vous voudrez. Nous sommes prêts.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette motion, alléguant qu'elle est irrégulière pour les mêmes raisons que celles qui ont motivé la décision précédente de M. l'Orateur, et aussi parce qu'elle entraînerait une dépense d'argent, contrairement aux exigences de l'article 155 du Règlement.

M. Bertrand (Missisquoi): Le député de Compton se montre respectueux d'une décision présidentielle précédente et des règlements en profitant, pour présenter sa motion, du moment où la Chambre reprend l'étude du budget de l'Agriculture. La motion ne se rapporte pas à un point particulier du budget, mais embrasse tous les crédits budgétaires de ce ministère. Elle élargit les cadres du débat qui a déjà eu lieu, en demandant qu'une enquête porte sur des faits reliés à la dépense des deniers publics. Elle semble donc régulière, bien fondée et recevable; elle répond aux exigences du Règlement, et peut-être même davantage à l'intérêt de la province de Québec...

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) intervient.

M. l'Orateur prie le député de Missisquoi (M. Bertrand) de s'en tenir à la question de la régularité ou de l'irrégularité de la proposition du député de Compton (M. Gosselin), non du fond de l'affaire.

M. Gosselin (Compton): Après deux ans seulement, vous avez peur de la vérité!

M. Bertrand (Missisquoi): Il n'y a pas d'autre moyen mis à la disposition d'un député à

l'Assemblée législative, qui désire réclamer une enquête publique sur le partage des deniers concernant l'agriculture et la colonisation, départements relevant du ministère de l'Agriculture, que de soumettre les éléments mêmes d'une preuve, et c'est ce que le député de Compton (M. Gosselin) présente avec sa motion: des affidavits attestant de la véracité des faits qu'il a dévoilés en Chambre, ici, la semaine passée.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):

La motion est irrecevable parce que contraire à un article du Règlement qui interdit à tout député de proposer ainsi une dépense d'argent. Ce privilège est réservé aux ministres de la couronne.

Toute cette question pourra être débattue devant le comité des comptes publics qui se réunira au cours de la prochaine session.

M. Johnson (Bagot) appuie les revendications du député de Compton.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) s'objecte à la motion du député de Compton. Elle entraînerait, dit-il, des dépenses et, dans un tel cas, seul un ministre peut présenter une motion appelant des frais. L'item ayant soulevé le débat a été adopté, et il n'y a pas lieu d'y revenir.

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu): Je crois bien que le gouvernement n'a pas de leçon à recevoir du député de Compton. Nous sommes prêts à ordonner la tenue d'une enquête sur n'importe quoi, mais on nous reproche de l'autre côté de la Chambre de poser trop de questions.

Il refuse la motion du député de Compton. Elle entraînerait, dit-il, des dépenses et, dans un tel cas, seul un ministre peut présenter une motion appelant des frais. L'item ayant soulevé le débat a été adopté et il n'y a pas lieu d'y revenir.

Décisions de l'Orateur:

**Interdiction de revenir
sur une question déjà décidée**

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare qu'il est d'avis que la motion est irrégulière, parce qu'elle est contraire aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 285 du Règlement. Il ajoute que la raison d'être de cet article, c'est d'empêcher qu'il arrive des

situations où l'on n'en finirait jamais de discuter un sujet et qu'il importe que l'on ne puisse revenir sur une question qui a été discutée et décidée.

Il est donc déclaré que la motion est hors d'ordre parce qu'elle est contraire aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 285 du Règlement et à celles de l'article 377.

La motion, dit-il, est irrecevable parce que sa teneur a déjà donné lieu à un débat antérieur et que la question a été vidée.

M. Johnson (Bagot) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

Les députés discutent de part et d'autre.

M. Gosselin (Compton): C'est le bâillon encore une fois!

Un député ministériel: Dépêchez-vous donc, ça coûte \$71 la minute, cette session-là!

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arsenault, Bédard, Bertrand (Terrebonne), Binette, Boulais, Castonguay, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Jourdain, Mme Kirkland-Casgrain, MM. Lafrance, Lalonde, Lambert, Laporte, Laroche, Lechasseur, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Mont-Laurier), Lizotte, Maheux, Morissette, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Turpin, Vaillancourt, 39.

Contre: MM. Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Cottingham, Ducharme, Élie, Gosselin, Johnson, Laberge, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Maltais, Pouliot, Prévost, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Talbot, Thibeault, Tremblay, 23.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Johnson (Bagot) demande qu'on inscrive au procès-verbal la motion et les documents que désire déposer le député de Compton (M. Gosselin).

M. l'Orateur: Seuls pourront être enregistrés le vote et la motion l'ayant suscité, mais pas les documents.

La motion principale est adoptée¹¹.
M. l'Orateur quitte le fauteuil.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec).

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) pour **l'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Organismes de mise en marché (Agriculture et Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) demande une enquête du ministre de l'Agriculture et de la Colonisation (l'honorable M. Courcy) sur la mise en marché des produits agricoles, principalement sur le commerce du lait et la vente du lait nature auprès des compagnies distributrices pour éliminer la politique des paiements de lait de surplus quand il est employé pour le lait nature. Le lait de surplus, dit-il, est beaucoup moins rémunéré.

Il réclame aussi un budget de \$25,000 pour supporter la publicité des produits laitiers.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): L'enquête demandée par le député de Napierville-Laprairie auprès des compagnies distributrices de lait est en cours depuis plus d'un an. Dès le mois de janvier 1962, les résultats se sont fait sentir sur le marché de Montréal puisque, dans ce seul mois, tous les cultivateurs vendant du lait sur le marché de Montréal ont reçu \$40,000 de plus.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie): Le gouvernement devrait dépenser plus de \$3,000,000 pour la mise en marché des produits agricoles et non pas seulement \$340,000 comme c'est le cas dans le budget 1962-1963.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): La loi de mise en marché sera probablement amendée, mais certainement pas au cours de la présente session.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) pose d'autres questions à propos de la Commission de l'industrie laitière et de l'Office des marchés agricoles.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) nie la rumeur voulant que l'Office des marchés agricoles soit sur le point d'être aboli. La Commission de l'industrie laitière sera peut-être fusionnée avec l'Office des marchés agricoles; c'est ce que mon ministère envisage. Depuis deux ans, les deux organismes se rencontrent et, bien qu'ils aient collaboré, ils n'arrivent pas à coordonner leur action; ils émettent des décisions différentes et souvent contraires.

La fusion aura pour effet de mettre fin à cette situation et répondra à une requête de l'Union catholique des cultivateurs, afin de mettre de l'ordre dans ces organismes. Plusieurs autres groupes de producteurs exigent la réunion de ces deux services.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie): On oblige les cultivateurs à construire des laiteries avec réfrigérateur, au coût de \$2,000 ou \$3,000, mais, par contre, on empêche le cultivateur de toucher le prix réel pour son lait. Et voilà que maintenant on fusionne la Commission de l'industrie laitière et l'Office des marchés agricoles.

Il s'oppose à la fusion.

Je suis bien prêt à reconnaître les grandes qualités du président de la Commission de l'industrie laitière, M. Nolasque April, et qu'il est un bon homme, mais il cumule trop de fonctions.

Étant aussi président de l'Office des marchés agricoles, sa double fonction est trop accablante pour donner un bon résultat pour le bien-être des cultivateurs.

La Commission de l'industrie laitière a rendu d'immenses services.

M. Bernatchez (Lotbinière) interroge le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation au sujet de la loi des produits laitiers.

M. Johnson (Bagot) questionne à plusieurs reprises le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation au sujet de la loi des produits laitiers.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) présentera, dès la prochaine session, une loi pour refondre entièrement la loi des produits laitiers de la province de Québec.

M. Johnson (Bagot) invite le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation à dire le nom qui restera après la fusion de la Commission de l'industrie laitière et de l'Office des marchés agricoles.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Organismes de mise en marché englobe tout.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) pour **l'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Comités consultatifs et de mise en marché (Agriculture et Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Johnson (Bagot): Les crédits demandés pour différents items de l'agriculture sont diminués cette année, comparativement à l'an dernier. Le gouvernement consacre trop d'argent aux comités d'étude, au lieu d'encourager les cultivateurs par toutes sortes de moyens.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) pour **l'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quarante-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Encouragement à l'agriculture (Agriculture et Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le ministère de l'Agriculture dépensera une somme de \$145,000, en 1962-1963, pour la publicité éducative dans le domaine de l'encouragement à l'agriculture. Une partie de cette somme, soit \$40,000, sera consacrée à des annonces dans la revue *La Terre de chez nous*.

(Protestations à gauche)

M. Bernatchez (Lotbinière): Le gouvernement actuel a dépensé \$40,000, en publicité, pour dire aux cultivateurs à quel âge il fallait faire vacciner les veaux. Toute cette publicité ne fait que répéter, en somme, les enseignements du service de propagande agronomique¹². Le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation ferait mieux d'utiliser cette somme pour la promotion des produits agricoles et pour améliorer les relations entre cultivateurs et gens de la ville. Quand on pense que le gouvernement a demandé aux cultivateurs de prélever 3½ % sur leur

prime de beurrerie pour établir un budget de \$100,000 devant servir à la promotion des produits laitiers...

M. Johnson (Bagot): Combien d'argent le gouvernement a payé en annonces dans le journal de l'Union catholique des cultivateurs, *La Terre de chez nous*?

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Selon un contrat en vigueur depuis deux ans, le ministère verse à l'Union catholique des cultivateurs \$44,200 par année, pour quatre pages d'annonces dans chaque édition de ce journal. Cela représente \$0.42 par année pour chaque cultivateur du Québec.

M. Johnson (Bagot): À ce prix, il est difficile pour *La Terre de chez nous* d'être entièrement libre. Le fait pour le gouvernement de consacrer \$40,000 en annonces à une revue la met dans une mauvaise position pour exercer une saine critique du gouvernement.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Cette annonce est un bon placement.

M. Johnson (Bagot) n'en est pas convaincu. Il invite le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation (l'honorable M. Courcy) à s'en assurer. Il n'y verrait pas d'objection si, toutefois, la publicité se révèle efficace.

Il met le ministre en garde contre la tentation qu'il pourrait avoir d'utiliser son contrat avec *La Terre de chez nous* pour passer un licou au journal.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) pour **l'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million huit cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Établissement des fils de cultivateurs (Agriculture et Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six millions cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions et primes (Agriculture et Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Bernatchez (Lotbinière): Au sujet des engrais chimiques, les compagnies ont-elles promis de ne pas en augmenter le coût, comme elles avaient fait sous l'Union nationale? Le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation a-t-il pris des mesures pour éviter une hausse des prix?

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): J'ai rencontré, dit-il, les représentants des sociétés qui fabriquent des engrais chimiques, afin de m'assurer que les prix de ces engrais ne seront pas augmentés cette année. La seule chose qui les empêche de s'engager par écrit à ne pas augmenter les prix des engrais chimiques actuellement, c'est la question de l'échange du dollar canadien et du dollar américain; elles ne savent pas quelle influence aura, sur le marché, la dévaluation du dollar canadien. Tout ce qu'elles ont promis, c'est de faire l'impossible pour empêcher une augmentation de prix.

M. Bernatchez (Lotbinière): Le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation n'a pas assez bien expliqué à la population la part importante que prenait le fédéral dans le paiement de subventions et de primes, dans le domaine de l'agriculture.

Le gouvernement provincial reçoit une grande partie de l'argent qui sert aux achats d'engrais chimiques du gouvernement fédéral. Le gouvernement doit, en 1962-1963, verser des subventions de \$3,000,000 aux cultivateurs pour l'achat d'engrais chimiques, mais, par ailleurs, le gouvernement fédéral fera un remboursement de \$2,224,600 de ce montant.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Le député de Lotbinière veut faire admettre que le gouvernement reçoit du fédéral les deux tiers de son argent destiné aux subventions d'engrais. Est-il chargé par M. Raymond O'Hurley¹³ de défendre les intérêts fédéraux à Québec, de faire de la publicité électorale pour un parti fédéral? Le député préconise-t-il la politique de M. O'Hurley ou est-il ici pour la politique provinciale?

M. Bernatchez (Lotbinière): M. O'Hurley est certainement beaucoup mieux qualifié que M. Auguste Choquette, son adversaire libéral dans Lotbinière, pour représenter les intérêts des cultivateurs. Pour ma part, je ne suis pas ici pour représenter M. O'Hurley ou M. Choquette, mais pour les cultivateurs de la province de Québec et, à ce titre, je veux tout simplement savoir quelle est la

participation des autres gouvernements dans les subsides payés dans le Québec.

M. Bellemare (Champlain): Les concours de pâturage constituent une mesure très utile et très appropriée pour encourager l'établissement de pâturages permanents.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Les concours ont sans doute rendu de très grands services, mais maintenant le bien-fondé de l'établissement de pâturages permanents est compris des cultivateurs. Il faut chercher à développer d'autres secteurs en accordant des primes pour d'autres types d'activités agricoles.

L'étude de la résolution est suspendue.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux¹⁴.

Reprise de la séance à 8 heures

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Le comité poursuit l'étude de la résolution 5, qui se lit comme suit:

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six millions cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions et primes (Agriculture et Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) interroge le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation sur l'aide financière que le gouvernement a accordée aux cultivateurs de Saint-Rémi, dans son comté, dont les récoltes ont été dévastées par une tempête de grêle, le 15 août 1961.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): En outre, la personne chargée de l'enquête dans cette

affaire l'a été au moment où elle était à la direction de l'Union catholique des cultivateurs diocésaine.

Il lit une lettre de M. Hermas Lefort, directeur diocésain de l'Union catholique des cultivateurs:

"Saint-Rémi, le 26 mars 1962

"À l'honorable Alcide Courcy,
"Ministre de l'Agriculture,
"Hôtel du Gouvernement,
"Québec.

"Honorable Monsieur,

"À titre de directeur diocésain de l'Union catholique des cultivateurs, et de président du syndicat de Saint-Rémi, jusqu'à l'assemblée annuelle tenue le 19 mars 1962, j'ai le très grand honneur de vous soumettre ce qui suit:

"1. Le syndicat de l'Union catholique des cultivateurs vous offre le témoignage de sa profonde gratitude pour les allocations généreuses que vous avez accordées à la suite de notre requête en dédommagement des pertes subies par la grêle, le 15 août dernier, ce que nous n'avons jamais eu antérieurement.

"2. La requête que nous vous avons adressée ne fut pas faite à la légère quoi qu'en dise M. Hercule Riendeau qui cherche inutilement de se faire avec cela du petit capital politique.

"3. Tous les sinistrés gravement auraient pu avoir une réclamation à temps. Quelque temps après la grêle du 15 août, nous avons lancé dans la population notre désir de réclamer de l'aide de votre ministère. Ensuite, nous avons favorisé des démarches auprès des conseils municipaux de chaque paroisse pour qu'une résolution approuvant nos demandes vous soit envoyée. Donc, les gens en entendaient encore parler. Enfin, le propagandiste régional a commencé à visiter les fermes. Réalisant que ce travail était trop fastidieux, donc trop lent parce qu'il devait visiter toutes les fermes sur toute leur étendue, endommagées ou non, nous avons décidé d'inviter tous ceux qui ont subi des pertes très désastreuses par la grêle de venir donner leur nom et la description de leur perte, à une assemblée qui se tiendrait à l'École d'agriculture de Saint-Rémi. Elle eut lieu en fin septembre. L'annonce en fut faite le dimanche précédent du haut de la chaire, dans toutes les paroisses intéressées et l'avis de communication avait été envoyé la semaine précédente à nos trois hebdomadaires locaux. Donc tous auraient pu s'y rendre pour inviter nos inspecteurs d'aller les voir.

"Ils sont demeurés indifférents pour un certain nombre. Mais, ces jours-ci, apprenant que

d'autres ont eu un chèque de compensation, et poussés par notre député qui a excité la jalousie populaire en faisant circuler la liste des chèques reçus avec le montant inscrit, un trop grand nombre croit maintenant qu'il était dans la zone du désastre et veut réclamer des dommages. Ils se croient d'autant plus confiants que M. Riendeau a annoncé que le montant voté à cet effet n'était pas épuisé. Remarquez que les principaux lieutenants du député ont reçu une très généreuse compensation.

"M. Riendeau, député, s'est même fait le propagandiste. Il a dit entre autres à M. Gérard Lefrançois, au garage Bomhower, ceci ou à peu près: "Tu as eu des dommages par la grêle toi et tu n'as rien reçu. Viens me voir, je va t'arranger ça." À quoi M. Lefrançois a répondu: "Je remercie le bon Dieu, je n'en ai pas eu par la grêle et puis comment se fait-il que tu pourrais m'obtenir quelque chose, toi qui n'as jamais été capable d'en avoir pourtant durant tout le temps que tu as été au pouvoir?"

"Le même M. Riendeau est aussi allé chez M. Léo Boyer pour dire ceci, en s'adressant à Madame: "Votre mari est ici?" Sur réponse négative, il ajouta: "J'arrive de chez Georges Lemieux (le voisin). Je passe pour faire des réclamations au sujet de la grêle et je va apporter cela sur le parquet de la Chambre la semaine prochaine. Si votre mari veut faire une réclamation, dites-y de venir me voir." Inutile d'ajouter que M. Boyer, homme honnête, ne s'est pas rendu à sa demande. Je suis allé estimer les dommages sur sa ferme avec lui l'été dernier et il savait que les chiffres que j'ai donnés alors étaient très justes. De plus, il sait que la lisière de grêle la plus forte a passé juste sur une partie de sa terre; que l'autre partie, qui touche à la terre de M. Lemieux, n'a pas eu beaucoup de dommages. Donc, son voisin, M. Lemieux, qui était presque entièrement hors de zone, en a eu encore moins, ce que j'ai pu aller constater avec M. Boyer.

"Inutile d'allonger la liste de personnes que M. Riendeau a sollicitées pour offrir des prétendues faveurs. Je puis affirmer en plus qu'il a réuni des cultivateurs chez lui pour monter ce "genre de bateaux", entre autres le 17 mars¹⁵ dernier.

"Je vous envoie ces lignes, honorable monsieur, pour vous faire connaître ce que nous avons et pour vous signaler d'où vient tout le trouble à ce sujet, dans le comté Napierville-Laprairie. C'est son mode de reconnaissance envers l'Union catholique des cultivateurs pour la tâche qu'elle s'est imposée dans cette affaire, et son genre de témoigner sa reconnaissance au gouvernement, le premier dans l'histoire qui a donné une compensation si généreuse aux principaux qui ont été frappés durement par la

grêle; Union nationale comme libéraux, membre de l'Union catholique des cultivateurs ou non.

"J'admets cependant que quelques cultivateurs situés dans la lisière désastreuse n'ont pas bénéficié d'une réclamation. Nous tâcherons d'y remédier sous peu. Cependant, ils sont les premiers responsables de cet état de choses parce qu'ils n'ont pas répondu à l'appel et ne sont pas venus à l'assemblée spéciale pour nous faire part de leur perte. Beaucoup ne se rappellent pas d'avoir dit, en ce temps-là: "Inutile de nous déranger, nous n'avons jamais obtenu quelque chose dans ces cas-là.

"Votre bien reconnaissant"

"Signé: Hermas Lefort, cultivateur,
"Saint-Rémi, comté de Napierville

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que durant l'étude des estimations budgétaires du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, l'honorable ministre (M. Courcy) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Lettre de Hermas Lefort

Copie d'une lettre de M. Hermas Lefort, de Saint-Rémi, comté de Napierville-Laprairie, en date du 26 mars 1962, adressée à M. Courcy, ministre de l'Agriculture et de la Colonisation. (Document de la session no 160)

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) pour **l'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six millions cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions et primes (Agriculture et Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) démontre que M. Lefort, bien que directeur diocésain de l'Union catholique des cultivateurs, est aussi l'un des plus fervents organisateurs libéraux du comté.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): (Candide) Je ne suis pas au courant, déclare-t-il.
(Les députés de l'opposition sourient.)

M. Riendeau (Napierville-Laprairie): Le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation a laissé se commettre de la politcaillerie au détriment des cultivateurs du comté de Napierville-Laprairie. Le ministre avait le devoir de traiter tous les sinistrés de la même façon, bleus comme rouges. S'il a le temps de s'arrêter à la lecture de lettres comme celle qu'il vient de lire, il n'est pas à la hauteur du poste qu'il occupe et ne remplit pas son rôle.

Le gouvernement a confié à une personne inexpérimentée, et ancien organisateur libéral, le soin de faire enquête dans le cas d'un désastre causé par la grêle, l'an dernier, dans le comté de Napierville-Laprairie. Il en est résulté que l'enquête fut incomplète, au point que le ministère de l'Agriculture a dû la recommencer.

Par ailleurs, par suite de cette politique, plusieurs cultivateurs, affectés par l'élément destructeur, n'ont pas reçu de la part du gouvernement les compensations auxquelles ils ont droit. Ces sinistrés n'ont rien reçu, mais ont été victimes du fanatisme politique, tandis que d'autres ont reçu une indemnité sans y avoir droit.

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri): Le discours du député de Napierville-Laprairie a réussi à endormir un confrère¹⁶ ...

M. Riendeau (Napierville-Laprairie): Attendez que l'on vous dise vos vérités; ça va vous servir de piqure contre l'endormitoire!

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Plusieurs chèques doivent encore être envoyés, puisqu'il a fallu recommencer l'enquête, mais tout le monde aura la part à laquelle il a droit.

M. Johnson (Bagot) fustige l'incompétence du ministère. Un homme sans terre ni jardin, déclare-t-il, a reçu par inadvertance un chèque de \$1,000 pour dommages subis à ses récoltes par la grêle.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le chèque fut retourné au gouvernement¹⁷.

M. Johnson (Bagot): Lors de l'étude du budget supplémentaire de l'agriculture, le premier ministre et le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation avaient donné à la Chambre l'assurance que l'enquête sur le sinistre du mois d'août serait menée sérieusement par l'agronome du comté. Ce soir, le ministre nous apprend que cette enquête a été faite par un nommé Lefort et que tout est à recommencer.

Le ministre a donné lecture de la lettre de Lefort, dans l'espoir de pouvoir contredire le député de Napierville-Laprairie. La parole de ce collègue vaut autant, sinon plus, que celle de cet organisateur libéral qui écrit des commérages.

Le ministre devrait être plus sérieux sur une affaire aussi importante que celle-là et traiter tout le monde sur le même pied. Qu'il prenne au moins la responsabilité de ne pas accorder d'indemnité à ceux qui n'y ont pas droit, mais de la verser à ceux qui la méritent.

Un député de l'opposition fait un rapprochement entre M. Lefort, membre de l'Union catholique des cultivateurs et organisateur libéral, et son chef, M. Jean-Baptiste Lemoyne, président de l'Union catholique des cultivateurs et candidat libéral fédéral dans Saint-Hyacinthe.

M. le président (Candidement) interrompt l'échange pour soumettre à l'Assemblée que toute la question est irrégulière depuis la reprise des débats, à 8 heures¹⁸.

M. Johnson (Bagot) réclame la promulgation d'une loi d'assurance des récoltes pour permettre aux cultivateurs d'éviter des pertes énormes lorsqu'il se produit des désastres comme le feu, la grêle, la gelée, etc. Avec une assurance-récolte, dit-il, les cultivateurs seraient traités sur le même pied, et il n'y aurait plus lieu de craindre la discrimination ou la partialité.

En attendant que cette loi soit instituée, que le gouvernement s'adresse aux agronomes de comté pour faire le relevé des dégâts causés par les désastres, plutôt que de s'adresser à des personnes qui n'ont pas le temps ou qui ne se donnent pas la peine de faire une enquête complète.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) pour **l'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-douze mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses

diverses et imprévues (Agriculture et Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million trois cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration - Office du crédit agricole (Agriculture et Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Russell (Shefford) adresse quelques questions au ministre de l'Agriculture et de la Colonisation.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Même si le ministère de l'Agriculture a réduit de 66 à 25 le nombre des inspecteurs de fermes au crédit agricole, ils ont accompli plus de travail. En 1959, avec 664 inspecteurs, on a accompli 4,035 inspections de fermes; en 1960, avec 66 inspecteurs, on a complété l'inspection de 4,194 fermes et, l'an passé, avec 25 inspecteurs seulement, on a complété 6,000 inspections agricoles. Avec les libéraux, on travaille!

M. Johnson (Bagot): Ce que le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation ne dit pas, c'est que, du temps de l'Union nationale, les inspecteurs travaillaient à temps partiel et, qu'actuellement, chaque prêt agricole coûte trois fois plus cher aux contribuables que sous l'Union nationale; au moins \$25 du prêt actuellement.

M. Russell (Shefford) se plaint du coût des inspections de fermes.

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu): (Avec humour) Du temps de l'Union nationale, je connaissais un inspecteur qui recevait un salaire, une pension des invalides, un salaire de garde-chasse. Il ne devait forcément que travailler à temps libre comme inspecteur de fermes!

Une voix ministérielle: Pas aussi une pension de mère nécessiteuse?

M. Johnson (Bagot): On ne changera pas les Sorelois avec un tel député.

Combien d'employés viennent d'Ottawa?

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Nous avons 220 employés; tous sont soumis aux concours du service civil.

M. Johnson (Bagot): Tous? Même les hauts fonctionnaires?

Le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation a engagé, à des salaires élevés, d'anciens fonctionnaires fédéraux pour les postes importants dans le ministère, alors que d'autres fonctionnaires compétents, qui travaillent depuis de nombreuses années pour le gouvernement provincial, ont été négligés.

L'augmentation des crédits affectés aux salaires, au chapitre de l'Office du crédit agricole, ne bénéficie pas à l'ensemble des fonctionnaires de ce département, mais est plutôt réservée aux gros organisateurs libéraux que le ministre est allé chercher dans le fonctionnarisme fédéral. Il y en a 22 comme ça, à la police provinciale, des retraités ou quasi-retraités au fédéral, et plusieurs à l'Agriculture.

Les fonctionnaires provinciaux, dans l'ensemble, n'ont bénéficié d'aucune augmentation statutaire de salaire après celle qui leur a été accordée par arrêté en conseil, à l'automne de 1959, sous le gouvernement de M. Paul Sauvé. Là où il y a augmentation des sommes consacrées aux salaires, ce sont des amis du gouvernement qui en profitent. Le gouvernement offre de gros postes, avec de gros salaires, aux gros libéraux d'Ottawa.

L'administration de l'Office du crédit agricole coûtera \$1,300,000, comparativement à \$700,000 en 1959-1960. En 1960-1961, \$714,000 étaient consacrés aux salaires de l'Office du crédit agricole. Cette année, on y consacre \$1,040,000 - une augmentation de plus de 40 %. Mais l'augmentation ne se voit pas dans les augmentations de salaire des sténographes, des messagers ou des autres employés subalternes.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Tous les fonctionnaires du ministère sont choisis par concours de la Commission du service civil. Nous sommes allés chercher à Ottawa des hommes compétents que l'administration précédente avait laissés s'exiler.

Le salaire des employés supérieurs n'a pas changé. De plus, les augmentations de salaire, cette année, à l'Office du crédit agricole, ne sont que de \$28,000. C'est bien peu pour les gros organisateurs, les gros libéraux. Les autres augmentations sont statutaires¹⁹.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) pour **l'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq millions

de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achats de terrains et constructions de bâtiments, et construction de chemins et ponts de colonisation (Agriculture et Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté²⁰.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à deux heures et demie de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée vers 10 heures.

NOTES

1. Le premier ministre, M. Lesage, est absent; il se trouve à Montréal où il doit s'adresser en soirée à l'Association canadienne des manufacturiers. Voir: *The Gazette* du 5 juin 1962, à la page 1. De plus, *Le Temps* du 14 juin 1962, à la page 8, indique que M. Gabias est absent de la Chambre, sans préciser de motif.

2. À l'index des *Journaux de l'Assemblée législative*, M. Hamel figure comme parrain du bill. Pourtant, c'est bien M. Lesage qui apparaît en tant que parrain sur la copie du projet de loi qui a été utilisée lors des trois lectures en Chambre.

3. Selon *L'Action catholique* du 5 juin 1962, à la page 20, c'est l'Orateur de la Chambre, M. Hyde, qui

proposa que les résolutions du bill 46 soient étudiées à la prochaine séance.

4. *La Presse* du 5 juin 1962, à la page 31, précise que jusqu'à ce jour, les seuls qui ont pris connaissance du rapport des ingénieurs sont les membres du cabinet provincial et ceux de la Corporation du pont de Trois-Rivières.

5. Selon *Le Montréal-Matin* du 5 juin 1962, à la page 12, seul le ministre Hamel aurait demandé le vote.

6. M. Bellemare fait référence aux fonctions qu'occupe M. Lizotte dans l'armée.

7. Voir les documents de la session nos 157 à 159 déposés lors de la séance du 31 mai 1962.

8. La version rapportée par *La Tribune* du 5 juin 1962, à la page 2, apparaît moins probable: "L'Orateur promet d'étudier le dossier présenté par le député de Compton, si ce dernier dépose une motion en Chambre."

9. Selon *Le Nouvelliste* du 5 juin 1962, à la page 10, il s'agirait de trois ou quatre mois.

10. Après cette troisième tentative de déposer en Chambre les affidavits, *Le Nouvelliste* du 5 juin 1962, à la page 10, et *Le Devoir* du même jour, à la page 2, indiquent que M. Gosselin, de guerre lasse, en a donné la copie aux journalistes. Pourtant, *Le Temps* du 6 juin 1962, aux pages 1 et 12, et *Le Montréal-Matin* du 5 juin 1962, à la page 8, laissent entendre que les affidavits ont été déposés sur la table du greffier. Les *Journaux de l'Assemblée législative* donnent raison aux deux premières sources, puisqu'on n'y mentionne aucun dépôt de document. Pour consulter ces affidavits reproduits intégralement ou en partie par les journalistes, voir: *Le Temps* du 6 juin 1962, aux pages 12-14; *La Presse* du 5 juin 1962, à la page 31; *Le Montréal-Matin* du 5 juin 1962, à la page 8; et *Le Nouveau Journal* du 5 juin 1962, à la page 9.

11. D'après *Le Nouvelliste* du 5 juin 1962, à la page 10, la Chambre consacre près d'une heure à discuter de nouveau de l'affaire Scalabrini. Selon *Le Droit* du 5 juin 1962, à la page 3, il s'agit de plus d'une heure.

12. L'article du *Temps* du 14 juin 1962, à la page 8, rapporte bien les mots "propagande économique", mais il est clair que, dans le contexte, on parle de "propagande agronomique".

13. M. O'Hurley est le candidat du Parti progressiste-conservateur dans Lotbinière en vue des élections fédérales qui auront lieu le 18 juin 1962; il sera élu.

14. *La Tribune* du 5 juin 1962, à la page 25, indique qu'à un moment du débat sur les crédits de l'Agriculture et de la Colonisation, durant l'après-midi, il ne restait que 15 députés ministériels et 10 députés de l'opposition, les autres députés étant sans doute attirés par le soleil.

15. Le nombre 17 a été ajouté à la main par-dessus le nombre 18 dactylographié du Document no 160 de la session de 1962.

16. *La Tribune* du 5 juin 1962, à la page 25, ne précise pas à quel moment cette intervention de M. Lalonde et la réplique de M. Riendeau qui suit se produisent.

17. *Le Nouveau Journal* du 5 juin 1962, à la page 9, n'indique pas si c'est le ministre Courcy qui donne cette précision; nous l'avons déduit.

18. *Le Nouveau Journal* du 5 juin 1962, à la page 9, précise que le débat irrégulier sur cette question a duré une heure et sept minutes.

19. Le débat sur cette question a duré un quart d'heure, selon *La Tribune* du 5 juin 1962, à la page 25.

20. *L'Action catholique* du 5 juin 1962, à la page 1, note que l'adoption des crédits de l'Agriculture et de la Colonisation a été complétée à la dernière minute, peu avant l'ajournement, c'est-à-dire un peu avant 10 heures du soir.

Séance du mardi 5 juin 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Binette (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 147 modifiant la charte de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice;
- bill 177 modifiant la charte de la cité de Sorel;
- bill 122 modifiant la charte de la cité de Jonquière.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 220 modifiant la charte de la cité de Charlesbourg.

Projets de loi:

**Charte de
Saint-Léonard-de-Port-Maurice**

M. Meunier (Bourget) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 147 modifiant la charte de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 147 sans l'amender.

M. Meunier (Bourget) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Sorel

M. Lechasseur (Verchères) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 177 modifiant la charte de la cité de Sorel.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 177 sans l'amender.

M. Lechasseur (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Jonquière

M. Harvey (Jonquière-Kénogami) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 122 modifiant la charte de la cité de Jonquière.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 122 sans l'amender.

M. Harvey (Jonquière-Kénogami) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Charlesbourg**

M. Roy (Lévis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 220 modifiant la charte de la cité de Charlesbourg.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 220 sans l'amender.

M. Roy (Lévis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la gazoline

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) pour **l'honorable M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 47 modifiant la loi de la gazoline.

Tel qu'annoncé dans le discours sur le budget, dit-il, le gouvernement veut porter de 13 cents à 18½ cents par gallon l'impôt qui frappe le carburant servant à actionner les diesels.

D'autre part, les autorités provinciales proposent une nouvelle définition du mot "gazoline", de façon à ne désigner par là que le carburant destiné à la production de force motrice, dans un moteur à combustion interne ou utilisé à cette fin. On se trouve ainsi à éliminer certains produits dont on se sert pour le nettoyage des moteurs et pour lesquels on devait payer l'impôt sur l'essence, parce qu'ils étaient officiellement considérés comme entrant dans la catégorie des gazolines. On modifie également la définition des pompes à essence, afin de ne pas la restreindre à celles qui sont utilisées dans le commerce, mais en exceptant toutefois celles qu'emploient les cultivateurs dans l'exploitation de leur ferme.

Le bill 47 touche à la perception de l'impôt sur la gazoline. Cet impôt est toujours payable pour le carburant consommé dans la province. Remise doit en être faite directement au bureau du revenu si, pour une raison quelconque, la taxe n'a pas été payée lors de l'achat de l'essence. Exception est faite pour le carburant contenu dans le réservoir d'un véhicule au moment où il entre au Québec, à la condition que la quantité n'excède pas 40 gallons.

L'article 3 du projet de loi a pour but de permettre à des agents du ministère du Revenu de faire les vérifications nécessaires non seulement chez les marchands, mais chez les gens qui utilisent l'essence et le carburant à diesel.

On augmente l'amende minimum, en la portant de \$1 à \$25, dans le cas où une personne vendrait de l'essence sans en avoir la permission, ou bien en refusant de faire rapport mensuellement à l'administration provinciale. L'article 5 fixe l'amende minimum à \$50, dans le cas de celui qui néglige de

percevoir l'impôt alors qu'il le devait, et à \$200, dans le cas de récidive au cours des 12 mois suivants.

D'autres clauses du bill stipulent que les arrangements prévus pour la perception de l'impôt peuvent être conclus non seulement avec un détaillant, mais aussi avec un commerçant en gros.

Une disposition prévoit que les factures à produire pour obtenir un remboursement doivent être les factures originales délivrées lors de l'achat.

Enfin, on autorise le sous-ministre à exercer les attributions du ministre.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Motions des députés:

Retour du ministre des Affaires culturelles

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) se fait le porte-parole de la Chambre pour souhaiter la bienvenue au ministre des Affaires culturelles et procureur général (l'honorable M. Lapalme) de la province. Ce dernier, dit-il, m'avait demandé de ne pas en parler, mais l'incident ne pouvait passer inaperçu.

Je veux être très réservé dans mes compliments, mais je veux dire que les collègues du procureur général et ministre des Affaires culturelles ainsi que les députés ont été très fiers de la façon dont il a représenté la province de Québec en France¹, et nous le félicitons pour la manière dont il s'est acquitté de sa délicate mission. Il a été un excellent ambassadeur du Québec outre-mer.

(Applaudissements)

M. Johnson (Bagot) joint ses vœux à ceux du premier ministre pour saluer le retour du ministre des Affaires culturelles.

(En blaguant) Quand j'ai appris l'accident d'Orly et lu le rapport de cette tragédie, j'ai souhaité que le procureur général ne fût pas dans l'avion qui s'est écrasé au sol en décollant de l'aéroport de Paris². Je suis très heureux de le revoir à son siège en Chambre; nous le sommes tous.

(Sur un ton railleur) Je pense qu'il a sans doute eu un rapport que nous avons accompli énormément de progrès à la Chambre basse depuis son départ...

(Rires)

... et je ne voudrais pas gâter les vœux de bienvenue que j'adresse au procureur général en lui demandant aujourd'hui un rapport du voyage en France et sur certaines chicanes d'artistes³...

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)
se lève.

Les députés applaudissent chaleureusement, dans une longue ovation.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):
(En souriant) Merci!

Questions converties en motions pour dépôt de documents:

Amélioration des fermes dans Napierville-Laprairie

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par le député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau):

1. Quels sont les nom, prénoms et adresse de chacune des personnes du comté de Napierville-Laprairie à qui des octrois ont été payés pour amélioration de ferme, à l'aide de tracteurs ("bulldozer") au cours de l'année 1961?

2. Combien d'heures ont été octroyées à chacune de ces personnes?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)
propose qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

Adopté.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)
dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.
(Document de la session no 161)

Questions et réponses écrites:

Demandes d'emprunt à l'Office du crédit agricole

M. Roy (Nicolet): 1. Combien de demandes d'emprunt furent officiellement reçues par l'Office du crédit agricole du Québec:

- a) en 1959;
- b) en 1960;
- c) en 1961?

2. Combien de demandes d'emprunt furent officiellement approuvées par l'Office du crédit agricole du Québec:

- a) en 1959;

b) en 1960;

c) en 1961?

3. Combien de demandes d'emprunt à l'Office du crédit agricole du Québec sont demeurées non réglées:

a) au 31 décembre 1959;

b) au 31 décembre 1960;

c) au 31 décembre 1961?

4. Quel était le nombre total d'évaluateurs, d'estimateurs et d'inspecteurs payés par l'Office du crédit agricole du Québec, soit sur une base de traitement annuel ou sur une base forfaitaire:

a) au 31 décembre 1959;

b) au 31 décembre 1960;

c) au 31 décembre 1961?

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1.

a) En 1959: 4,345 demandes officielles reçues;

b) en 1960: 4,745 demandes officielles reçues;

c) en 1961: 9,668 demandes officielles reçues.

2. a) En 1959: 3,082 demandes officiellement approuvées;

b) en 1960: 3,093 demandes officiellement approuvées;

c) en 1961: 3,447 demandes officiellement approuvées.

3. a) En 1959: 285 demandes à l'étude pour décision des régisseurs; 242 nouvelles demandes;

b) en 1960: 735 demandes à l'étude pour décision des régisseurs; 248 nouvelles demandes;

c) en 1961: 3,649 demandes à l'étude pour décision des régisseurs; 2,318 nouvelles demandes.

4. a) Au 31 décembre 1959: 15 inspecteurs, 54 estimateurs;

b) au 31 décembre 1960: 15 inspecteurs, 55 estimateurs;

c) au 31 décembre 1961: 25 inspecteurs, 3 estimateurs.

Employés du contrôleur de la trésorerie

M. Cloutier (Québec-Centre): Quels sont les nom, prénoms, adresse, fonction et traitement de chacun des fonctionnaires et employés du bureau du contrôleur de la trésorerie?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Les traitements suivants sont imputables à l'article budgétaire "Conseil de la trésorerie - Bureau du contrôleur". (Voir le tableau à la page suivante)

<i>Nom</i>	<i>Adresse</i>	<i>Fonction</i>	<i>Traitement</i>
Dolbec, A.-J., c.a.	1120, ave Brown, Québec	Contrôleur de la trésorerie	\$ 16,000.00
Larue, Lucien	907, ave Madeleine-de-Verchères, Québec	Secrétaire du conseil	12,000.00
McGee, J.-Chs., I.L.I.	1236, rue Albert-Lozeau, Québec	Officier budgétaire et conseiller juridique	9,200.00
Asselin, Jacques-A., c.a.	65, côte du Passage, Lévis	Officier budgétaire	6,000.00
Bédard, Gustave, c.g.a.	1570, chemin Gomin, Québec	Officier budgétaire	7,600.00
Blondeau, Marc-A., c.a.	327, rue Boisseau, Québec	Officier budgétaire	6,000.00
Blanchet, René, b.s.c.	320, ave Landry, Québec	Officier budgétaire	6,800.00
Boulanger, Jacques, c.a.	2666, rue Brome, Québec	Officier budgétaire	8,700.00
Breton, Ulric, c.g.a.	76, rue des Érables, Loretteville	Officier budgétaire	6,250.00
Carrier, Marc, m.s.c.	479, rue Rouville, Québec	Officier budgétaire	6,000.00
Casgrain, Raymond, m.s.c.	2000, rue Richer, Québec	Officier budgétaire	7,100.00
Couture, P.-A.	39, ave des Rosiers, Québec	Officier budgétaire	7,000.00
Croteau, Roger, c.a.	2030, rue St-Rédempteur, Giffard	Officier budgétaire	6,000.00
Delisle, Alex., b.s.c.	67, ave Pierre-Maufay, Québec	Officier budgétaire	6,500.00
Desmeules, R., b.s.c.	598, rue Mon-Repos, Québec	Officier budgétaire	6,250.00
Guérin, Gilles, c.a.	770, ave Belvédère, Québec	Officier budgétaire	7,600.00
Labrie, Roland, m.s.c.	32, place Rougemont, Québec	Officier budgétaire	7,600.00
Langlois, Guy, c.a.	1645, boulevard de l'Entente, Québec	Officier budgétaire	7,100.00
Poitras, Michel, c.a.	222, rue Louis-Riel, Québec	Officier budgétaire	6,000.00
Pouliot, Jacques, m.s.c.	62, ave Royale, Saint-Laurent, I. O.	Officier budgétaire	6,750.00
Proulx, J.-A., b.s.a.	832, ave Madeleine-de-Verchères, Québec	Officier budgétaire	9,500.00
Rondeau, Benoît	54, ave de la Colline-Nord, Québec	Officier budgétaire	8,200.00
Vézina, Claude, m.s.c.	46, rue Montmorency, Boischatel	Officier budgétaire	6,000.00
Gagnon, Yvette	808, rue Sainte-Julie, Québec	Commis en chef	4,750.00
Desbiens, Lina	1335, rue Montmorency, Québec	Secrétaire-dactylo	4,400.00
Martin, Denyse	755, rue Saint-Bernard, Québec	Secrétaire-dactylo	2,500.00

Route Calway

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): 1. La route 23, connue sous le nom de "route Calway", dans le comté de Beauce, a-t-elle été entretenue pendant les hivers 1960-1961 et 1961-1962?

2. Dans l'affirmative:

a) quel montant le gouvernement a-t-il payé pour l'entretien de cette route;

b) à qui le montant a-t-il été payé;

c) quand ce montant a-t-il été payé?

L'honorable M. Pinard (Drummond): 1. Oui.

2. a) Pour l'hiver 1960-1961: \$6,152; pour l'hiver 1961-1962: aucun, la municipalité n'ayant pas encore envoyé un état de compte au ministère de la Voirie;

b) à la municipalité de Saint-Joseph-de-Beauce;

c) le 7 juillet 1961.

Questions et réponses orales:

Pont de Trois-Rivières

M. Bellemare (Champlain) désire poser une question au sujet du rapport des ingénieurs concernant

le futur pont de Trois-Rivières, alors que la période de questions est passée et que la Chambre a déjà entamé les affaires du jour.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) permet tout de même au député de Champlain de poser sa question.

M. Bellemare (Champlain): J'ai demandé le rapport des ingénieurs sur le futur pont de Trois-Rivières par une motion, il y a quelques semaines déjà, le 12 avril. Il serait important pour les députés d'en prendre connaissance afin d'être mieux en mesure de discuter, en connaissance de cause, le projet de loi par lequel le gouvernement veut garantir un emprunt de \$30,000,000 pour la réalisation d'un pont.

Aurons-nous le rapport?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Non! Non! Le rapport des ingénieurs Demers, de Québec, et Beauchemin, Beaton et Lapointe, de Montréal, sur le projet du pont de Trois-Rivières ne sera pas rendu public.

Ce n'est pas dans l'intérêt public de déposer le document et d'en révéler ainsi la teneur, parce que le document contient des indications précises sur

l'endroit exact où se trouvera le futur pont. C'est notre devoir de ne le rendre public que lorsque les dépôts nécessaires à l'acquisition des terrains auront été faits, lorsque la Corporation du pont de Trois-Rivières aura homologué les terrains à exproprier.

En effet, pour la réalisation du projet, il faudra procéder à des expropriations. Or, si les gens savaient l'emplacement exact où l'on érigera les extrémités de l'énorme armature, on aurait à se plaindre de la spéculation au détriment de la population de Trois-Rivières.

M. Bellemare (Champlain): Le premier ministre pourrait au moins nous communiquer le rapport, après en avoir retranché le passage en question, la partie qui concerne le site du pont.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): (Moqueur) Voyons! Vous vous plaindriez du document tronqué.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Sans cette partie-là, le rapport des ingénieurs-conseils qui ont fait les études sur l'ensemble du projet de construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à Trois-Rivières ne veut plus rien dire; la chose est impossible.

M. Bellemare (Champlain): Les membres de la Corporation du pont ont obtenu le rapport. Ils peuvent spéculer, eux?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est évident, mais les membres de la Corporation du pont de Trois-Rivières en ont chacun une copie sous le sceau du secret professionnel. Si je le dépose en Chambre, il sera public, toute la population pourra en prendre connaissance, et cela pourrait donner lieu à de la spéculation. Or, il n'est pas dans l'intérêt public qu'il en soit ainsi.

Un ouvrage public nécessite des expropriations. Celles-ci ne peuvent être faites tant qu'il n'y aura pas eu une autorisation législative. Entre-temps, le rapport ne doit pas être rendu public immédiatement, pour éviter la spéculation sur les terrains où la traverse routière aura ses emprises; ce serait faire le jeu des spéculateurs.

M. Bellemare (Champlain): Je suggère...

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Champlain.

Des voix ministérielles: À l'ordre! À l'ordre!

M. l'Orateur: À l'ordre!
(Le brouhaha persiste)

M. Johnson (Bagot): M. l'Orateur, voulez-vous faire taire cette meute?

M. l'Orateur: Le premier ministre a répondu à la question et il a expliqué au député de Champlain les raisons du refus du gouvernement. Je considère que l'incident est clos.

Dépôt de documents:

Commission d'enquête, Hôpital Saint-Michel

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de la Commission d'enquête sur l'organisation et l'administration de l'hôpital Saint-Michel. (Document de la session no 162)

Projets de loi:

Loi de la gazoline

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) pour **l'honorable M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 47 modifiant la loi de la gazoline.

Adopté.

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions cinq cent cinquante et un mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Caron (Maskinongé) blâme le gouvernement pour la réduction du budget du ministère de l'Industrie et du Commerce.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Rousseau) a-t-il lu un article publié récemment dans la revue *Les affaires*? demande-t-il. Pour son information, je lui dirai que la revue *Les affaires* a qualifié de "quêteux" le budget du ministère de l'Industrie et du Commerce.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Les coupures au budget du ministère de l'Industrie et du Commerce, comme celles des autres ministères, ont été faites selon un ordre de priorités dans les besoins et non pas sur une base de pourcentage.

Le gouvernement compte dépenser, cette année, \$3,337,500, soit \$67,500 de plus que l'année dernière. Les crédits à l'Industrie et au Commerce augmenteront à mesure que le budget et les crédits de la province le permettront.

Il réitère son regret d'avoir dû couper le budget de la province et de certains ministères jusqu'à concurrence de \$250,000,000, à cause des prévisions et des budgets supplémentaires possibles.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): On n'a pas réussi à inculquer l'idée aux jeunes de se lancer dans le monde des affaires. Pour ma part, j'ai déjà préconisé l'établissement d'écoles spéciales à cette fin, tout comme il existe diverses écoles de métiers. Le ministre de l'Industrie et du Commerce devrait instituer une école d'initiation aux affaires, afin de convaincre les jeunes de se consacrer à cette profession.

Par ailleurs, il est de première importance de s'intéresser à l'aspect éducatif de cette question et d'encourager les jeunes à s'intéresser aux affaires, au moyen de bourses d'orientation. Mais le ministre de l'Industrie et du Commerce n'a aucun projet à nous exposer dans ce domaine.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): J'ai reçu, dit-il, des représentations sur le sujet et j'ai des idées personnelles sur le sujet, mais je préfère

attendre les résultats de la Commission d'enquête sur l'enseignement et du Comité d'étude sur l'enseignement spécialisé.

Ne voulant pas rien dévoiler maintenant pour ne pas être accusé plus tard d'avoir influencé des décisions de la commission Parent, déclare-t-il, j'aurai des nouvelles à communiquer à la Chambre dans ce domaine lorsque la commission aura déposé son rapport.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) cite et brandit des articles de journaux rapportant une conférence du ministre de l'Industrie et du Commerce, pour tenter de lui faire dire qu'il avait promis qu'une partie au moins de l'industrie sidérurgique du Québec serait située sur la Côte-Nord.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): Je n'ai jamais promis, affirme-t-il, qu'un complexe sidérurgique serait établi sur la rive nord du Bas-Saint-Laurent. Je n'ai fait qu'exprimer une opinion personnelle sur les avantages de la région de la Côte-Nord.

M. Caron (Maskinongé) cite et brandit des journaux. Le ministre de l'Industrie et du Commerce a promis, dit-il, au cours d'un discours prononcé à Sept-Îles, en février 1961⁴, qu'une industrie sidérurgique serait créée sur la rive nord.

Le Parti libéral a promis, dans son programme, l'établissement d'une industrie sidérurgique dans la province. De son côté, le ministre de l'Industrie et du Commerce s'est prononcé publiquement en faveur de l'établissement d'une industrie sidérurgique dans une région de la province. Si ce ne sont pas là des engagements, je me demande ce que c'est.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): Rien dans le texte du discours ne spécifiait que l'industrie en question serait située sur la Côte-Nord plutôt qu'ailleurs. Mes propos, prétend-il, ont été mal interprétés.

J'ai bel et bien parlé, dit-il, de la possibilité d'ériger l'aciérie sur la rive nord, mais ce n'était là qu'une opinion personnelle.

M. Caron (Maskinongé): Quand le ministre se prononcera-t-il publiquement en faveur d'une région dans la province?

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): Le Bureau des recherches économiques du ministère de l'Industrie et du Commerce fait présentement une étude sur les marchés de l'acier, pour le compte du

comité spécial qui aura à déterminer l'emplacement de la sidérurgie. Quand il aura complété cette étude, le Bureau soumettra un rapport au comité spécial, qui décidera à quel endroit l'établissement d'une industrie sidérurgique sera le plus profitable pour la province.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) pose une question au sujet du Bureau de recherches économiques et scientifiques.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): Le rapport du Bureau de recherches économiques et scientifiques, sur la Côte-Nord, est encore à l'état embryonnaire. Les études et les enquêtes se poursuivent. Il y a, au Bureau, 25 employés qui étudient la situation économique des régions et tracent des plans d'aménagement régionaux.

M. Caron (Maskinongé): L'Institut de recherches sidérurgiques de France (IRSID) relève-t-il du ministère de l'Industrie et du Commerce?

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): Non.

M. Caron (Maskinongé): Qui a retenu les services de l'IRSID?

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): C'est le ministère de l'Industrie et du Commerce qui a retenu les services de l'IRSID.

M. Johnson (Bagot) cite et brandit à son tour des comptes rendus de journaux à l'effet que le ministre de l'Industrie et du Commerce avait déclaré, dans un discours, que le complexe sidérurgique serait construit à Sept-Îles.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): Je répète qu'il n'y a pas eu de promesse de ma part. J'ai tout simplement exprimé une opinion personnelle sur les avantages de la région, sur la foi des études faites au ministère.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Comment le ministre de l'Industrie et du Commerce peut-il parler de ces études quand il nous a déclaré, tout à l'heure, qu'il n'avait pas encore de rapport sur la réalisation du projet?

L'honorable M. Rousseau (L'Islet) admet avoir déclaré que cette région présentait bien des avantages pour un tel projet. Actuellement, dit-il, des

études sont faites pour déterminer à quel endroit précis serait située cette importante industrie, pour donner le meilleur rendement possible.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Le ministre de l'Industrie et du Commerce est-il au courant des conclusions d'une autre étude, pour promettre à la Côte-Nord une industrie sidérurgique?

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): Je répète qu'il n'y a pas eu de promesse de ma part. J'ai tout simplement exprimé une opinion personnelle, sur les avantages de la région, qui ne présume aucunement des conclusions d'une étude entreprise par les experts du gouvernement et dont les conclusions serviront de base à la décision qui sera prise.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Suivant la Chambre de commerce, l'établissement d'un complexe sidérurgique entraînerait une mise de fonds d'au moins \$300,000,000...

M. Caron (Maskinongé): La déclaration du ministre de l'Industrie et du Commerce est une promesse voilée, parce qu'il s'est prononcé en faveur de l'établissement d'une industrie sidérurgique dans ce secteur.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): Rien, dans le discours de février 1961, à Sept-Îles, ne mentionnait que l'industrie serait située sur la Côte-Nord. Je n'ai alors qu'exprimé, insiste-t-il, une opinion personnelle sur les avantages de la région.

Une décision finale sera rendue seulement lorsqu'une étude approfondie sera faite sur les utilisateurs d'acier dans la province.

M. Caron (Maskinongé): Est-il justifié d'interpréter au moins comme un engagement de la part du ministre de l'Industrie et du Commerce l'affirmation à Sept-Îles que la Côte-Nord aurait au moins une partie de l'industrie sidérurgique?

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): Ce n'est pas ce que j'ai dit. Je n'ai engagé le gouvernement d'aucune façon. Je n'ai fait qu'exprimer une opinion personnelle, déclare-t-il, et j'ai parlé des avantages de la Côte-Nord pour l'établissement d'une partie de l'industrie sidérurgique.

M. Caron (Maskinongé), M. Johnson (Bagot) et M. Thibeault (Montréal-Mercier): Mais quelle partie?

L'honorable M. Rousseau (L'Islet) ne répond pas.

M. Johnson (Bagot): Le gouvernement hésite face au projet d'un complexe sidérurgique. Tous les contribuables souhaitent l'aciérie. Pouvons-nous au moins avoir un espoir?

Il demande au gouvernement de se ressaisir et de hâter l'avènement du complexe sidérurgique auquel nous prépare le développement de notre économie. En 1948, le député de Chambly (M. Laporte) soutenait, dans *Le Devoir*, que la réalisation du projet était facile, et il qualifiait de traîtres ceux qui ne voulaient pas de l'aciérie pour le Québec. Toute l'élite a cru à ce journal et les libéraux ont condamné l'Union nationale.

Les adversaires de l'Union nationale, dans le passé, ont soutenu que la réalisation d'un complexe sidérurgique était facile, mais, deux ans après l'avènement des libéraux au pouvoir, on constate que toute cette affaire n'était, malheureusement, qu'un ballon politique. Ce qui ne nous empêche pas, nous, de l'Union nationale, de souhaiter avec tous les contribuables que l'aciérie puisse se réaliser. Le plus tôt sera le mieux. Mais, depuis qu'il est au pouvoir, le gouvernement actuel patine. En 1958 et en 1960, c'était de la malhonnêteté que de répandre des faussetés. Pourquoi alors hésiter aujourd'hui, si c'était si facile en 1958?

M. Caron (Maskinongé): Le gouvernement se montre trop lent à réaliser ses promesses dans le domaine de la sidérurgie.

Il presse le gouvernement de donner suite à ses promesses en réalisant l'industrie sidérurgique promise.

M. Laporte (Chambly): Le ministre de l'Industrie et du Commerce a fait plus pour la sidérurgie que l'Union nationale en 16 ans. Ce que le ministre a dit au sujet de la localisation du futur complexe sidérurgique est vrai, bien qu'on puisse différer d'opinion sur le sujet. L'Union nationale ne connaît pas ça, des opinions divergentes, parce que c'est le parti du "toé, tais-toé"⁵.

M. Johnson (Bagot): C'est un génie, celui qui affirme que le Nouveau-Québec est un territoire riche en minerais.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): La réplique du député de Chambly est excellente! Très bien.

M. Johnson (Bagot): C'est toujours le petit dernier qui est le plus fin⁶.

M. Caron (Maskinongé): Le gouvernement critique les 16 ans de l'Union nationale, parce qu'il n'a pas eu ou n'a pas pris le temps de doter la province d'une aciérie. Mais les gisements miniers existent depuis le commencement du monde.

M. Parent (Hull): Enfin, une admission! Ce n'est pas vous autres qui avez fait ça!

M. Caron (Maskinongé): Tout le monde le savait, mais il fallait s'y rendre; plusieurs millions ont été dépensés pour le chemin de fer.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): Où allaient les profits?

M. Caron (Maskinongé): L'Union nationale a préparé le terrain, elle vous a facilité les choses. Qu'attendez-vous maintenant? Le peuple vous jugera.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): C'est ça. Bravo!
(Applaudissements à droite)

M. Caron (Maskinongé): J'ai bien peur que pour les amis d'en face, ce soit leur *Mane, thecel, pharès*⁷.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet) réclame un crédit pour le centre de mécanographie.

M. Johnson (Bagot): (Avec humour) Si c'est un cerveau mécanique, pour remplacer celui du ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Rousseau), nous ne pouvons pas refuser les crédits, bien sûr.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): Est-il exact que, dans le nord de Montréal, sous l'Union nationale, il y avait des inspecteurs de lignes blanches?

M. Johnson (Bagot): Le ministre de l'Industrie et du Commerce me demande s'il est vrai que nous avons nommé des inspecteurs pour surveiller les barres blanches sur la route, au nord de Montréal? Oui. Je lui répondrai que les libéraux étaient si croches et voleurs dans ce coin-là qu'il fallait les surveiller pour les empêcher de voler les barres blanches⁸.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent soixante-dix-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Agents généraux de la province (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Johnson (Bagot): Combien d'employés à New York?

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): Un agent, M. Charles Chartier, et trois secrétaires.

Des voix de l'opposition: Quels sont leur nom? Leur âge? Sont-elles jolies? Leurs mensurations?

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): M. Chartier n'a pas d'assistant, mais on va lui en nommer un prochainement, c'est prévu au budget.

M. Johnson (Bagot) pose des questions sur les traitements et allocations de la Délégation générale du Québec à Paris.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): M. Charles Lussier, délégué général du Québec à Paris, a beaucoup à faire dans la Ville lumière; il doit réaliser plusieurs missions.

M. Lussier doit s'intéresser aux possibilités d'immigration au pays, accueillir les visiteurs qui font à Paris des stages d'études dans le domaine commercial, recevoir les visiteurs canadiens recherchant des relations d'affaires là-bas, fournir des renseignements multiples, tout en cherchant à intéresser les industriels à s'établir au Québec.

M. Lussier touche un salaire de \$14,208.25 par année, plus \$4,400 pour son allocation de séjour, plus \$5,500 pour ses frais de représentation, plus un maximum de \$5,040 pour son allocation de logement, plus \$1,938.75 à titre d'ajustement du coût de la vie, ce qui fait un peu plus de \$31,000 au maximum.

Ses deux attachés - culturel et commercial - touchent \$11,366 par année, plus les frais d'usage et certains frais de représentation. Il n'est pas question pour le moment d'y nommer un attaché de presse.

Des députés de l'opposition: Le gouvernement a investi des sommes considérables dans ces délégations outre-mer; on devrait en retirer beaucoup pour justifier la dépense.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): On ne peut s'attendre à un résultat maximum en quelques mois seulement.

M. Johnson (Bagot): Le mobilier de la Maison du Québec à Paris est composé de meubles scandinaves.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): Les meubles de la Maison du Québec à Paris ont été fabriqués au Canada, achetés à Montréal, et transportés là-bas, à Paris.

M. Johnson (Bagot): Je crois que le ministre de l'Industrie et du Commerce vient de s'allonger le cou un peu trop, quand il dit que les meubles de la Maison du Québec à Paris ont été fabriqués et achetés au Canada. Selon mes informations, les meubles ont été fabriqués en Scandinavie, livrés à San Francisco, achetés là et transportés à Montréal, puis livrés enfin à Paris. Mais je prends note que le ministre soutient publiquement que les meubles ont été fabriqués et achetés au Canada.

M. Tremblay (Maisonnette): Quels furent les frais de réception pour l'année 1961-1962 à la maison de Paris?

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): Les frais de réception, pour l'année 1961-1962, se sont chiffrés par \$33,000 environ, dont \$25,000 pour l'avion spécial qui a transporté la délégation de Québec, soit les ministres et les journalistes, à Paris pour l'inauguration officielle, l'automne dernier.

M. Tremblay (Maisonnette): Et le certain M. Mercier?

L'honorable M. Rousseau (L'Islet) répond.

M. Tremblay (Maisonnette): Le ministre de l'Industrie et du Commerce parle d'électricité tout de travers, car il n'a pas assez d'électricité dans la tête pour éclairer même une "flashlight".

M. Johnson (Bagot) pose une question sur les traitements et les allocations du représentant du Québec à Londres, M. Hugues Lapointe.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): M. Lapointe est payé \$14,000 pour des frais d'entretien. Il a aussi une secrétaire, une sténographe anglaise et un commis anglais. Aucun attaché de presse n'est

encore nommé, mais il y a des pourparlers pour la nomination d'un journaliste¹⁰.

M. Lapointe a, en outre, comme M. Lussier, un salaire de \$14,208.85 par année, plus \$4,400 pour son allocation de séjour, plus \$5,000 pour ses frais de représentation, plus un maximum de \$5,040 pour son allocation de logement, plus \$1,938.75 à titre d'ajustement du coût de la vie.

Le gouvernement provincial suit la règle établie par le gouvernement du Canada pour les salaires et autres frais de représentation à l'étranger.

M. Caron (Maskinongé): Nous sommes très mal représentés à Londres, parce que la nomination politique d'Hugues Lapointe à ce poste a probablement été la pire de toutes les nominations que le gouvernement actuel ait faites. M. Lapointe n'avait aucune qualification particulière pour nous représenter, aussi bien au point de vue culturel que commercial ou industriel¹¹. Il devrait être rappelé immédiatement.

Des députés ministériels: Obscène! Indécent!

M. Caron (Maskinongé): Tout le monde sait qu'il doit sa nomination comme agent de la province à Londres, non pas parce qu'il est compétent, mais à ses antécédents fédéraux ainsi qu'à sa grande et vieille amitié avec le premier ministre, qui fut ministre en même temps que lui à Ottawa¹² dans le cabinet de M. Louis Saint-Laurent.

Il doit son élection dans le comté de Lotbinière au fédéral à son père, feu M. Ernest Lapointe¹³, ancien bras droit de M. William Lyon Mackenzie King, jusqu'à sa mort au milieu de la dernière guerre mondiale, et son entrée dans le cabinet, à son père également.

Enfin, le premier ministre du Québec avait aussi une dette de reconnaissance, à cause de juin 1960, à payer à M. Lapointe pour son aide. Ce dernier, après sa défaite aux élections de 1957, se trouva désemparé et s'est tourné vers le premier ministre de la province qui le récompensa pour sa collaboration. C'est uniquement pour tout cela que M. Hugues Lapointe nous représente - et nous représente très mal - à Londres.

Un député ministériel: C'est un discours-crachat!

Des députés ministériels: Obscène! Indécent!

L'honorable M. Rousseau (L'Islet) soulève un point d'ordre. Le député de Maskinongé

(M. Caron), dit-il, n'a pas le droit d'attaquer de cette façon un représentant de la province à l'étranger.

Les députés de l'opposition crient.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): Ce que vient de dire le député de Maskinongé est indécent.

M. Caron (Maskinongé): Un député a le droit de dire ce qu'il pense d'un employé de la province. Je me fais l'écho du sentiment général dans la province à propos de cette nomination partisane. Le premier discours de M. Lapointe démontre qu'il n'est pas homme à s'élever au-dessus de la politique, et je réclame la révocation de sa nomination comme agent général de la province à Londres.

Des députés ministériels: Obscène! Indécent!

M. Lechasseur (Verchères): (Fâché) À titre de vétéran et d'ancien compagnon d'armes de M. Lapointe, je me dois de protester avec force contre tout ce que vient de dire le député de Maskinongé. Le député de Maskinongé dit des faussetés. Je lui rappellerai que M. Lapointe est descendu sur le sol de France lors de l'invasion, le 6 juin 1944¹⁴, à la tête de son régiment de la Chaudière, et je n'endurerai pas que sa valeureuse action soit salie par un embusqué de cette sorte (Pointant M. Caron du doigt).

Si M. Hugues Lapointe a été nommé ministre des Affaires des anciens combattants, c'est qu'il a servi son pays avec loyauté et bravoure.

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu): En premier lieu, un discours comme celui que vient de prononcer le représentant de Maskinongé ne devrait pas être toléré dans un lieu comme l'Assemblée législative¹⁵.

On reproche à M. Lapointe d'être avocat et le fils de son père. On lui reproche également d'être un ami intime du premier ministre de cette province. Aurait-il fallu qu'il fût son ennemi? On lui reproche également d'avoir été ministre des Anciens combattants. Ces déclarations seront à la honte de celui qui les a prononcées.

Il rappelle le service de guerre de M. Lapointe en France. M. Lapointe a été nommé, dit-il, ministre à son retour du front; il a gravi seul les degrés du monde politique et occupé divers ministères. Donc, il a gagné ses galons dans l'arène fédérale bien après la mort de son père. Même après sa défaite comme député en 1957, M. Lapointe a

toujours montré honnêteté, dignité, entregent et politesse¹⁶.

Personne aux Communes, pas même les libéraux, n'a critiqué la nomination de M. George Drew, ancien chef conservateur, comme ambassadeur du Canada à Londres. Personne non plus, à Québec, n'a critiqué la nomination de l'ancien ministre conservateur fédéral, l'honorable Paul Comtois, comme lieutenant-gouverneur de la province. Aucun parti n'a cru bon d'exprimer des critiques.

S'il fallait que les partis critiquent toujours, comme le fait l'Union nationale, la nomination comme représentants du pays ou de la province de personnes qui ont participé à la politique, on s'exposerait à décourager de telles personnes. C'est à décourager de la vie publique si l'on ne peut espérer servir son pays en le représentant à l'étranger, parce qu'on a connu la vie politique de la province ou du Canada.

À cause de nos relations personnelles, je regrette que ce soit le député de Maskinongé qui ait fait une telle intervention.

M. Caron (Maskinongé): Je n'aurais pas dit un mot, déclare-t-il, si M. Lapointe avait représenté la province, au lieu du Parti libéral.

M. Johnson (Bagot): Le ministre de l'Industrie et du Commerce serait bien avisé de prier son personnel à l'étranger d'oublier leur¹⁷ allégeance politique personnelle, pour représenter plus dignement tous les citoyens de la province de Québec.

Des députés ministériels protestent.

M. Johnson (Bagot): Je n'invente rien, hélas! Il suffit de lire principalement le texte de la première allocution prononcée récemment par le représentant du Québec à Londres, M. Hugues Lapointe, pour se rendre compte qu'il fait de la politique dans ses discours et que les phrases proviennent en ligne droite du programme du Parti libéral provincial.

Une voix: Que fait-il de l'article 60?

M. Johnson (Bagot) cite des extraits du discours de M. Hugues Lapointe. M. Lapointe a déclaré, dit-il, dans une conférence prononcée dans la capitale anglaise, que nous sommes, dans la province de Québec, une bande d'arriérés. Et il pousse l'esprit de parti jusqu'à soutenir que le Québec était, jusqu'à il y a deux ans, synonyme de traditionalisme et d'isolationnisme, une province où

l'avenir, au lieu d'être un défi, était un sujet de crainte. Selon M. Lapointe, qui signale des changements pour le mieux depuis la victoire libérale, la population du Québec a une chance de sortir d'un état d'infériorité.

Il n'appartient pas à un représentant de la province d'aller enfoncer encore plus avant les préjugés que les Anglais ont toujours entretenus au sujet des Canadiens français. Nous en avons assez souffert, dans la province, de ces gens qui nous méprisaient parce que nous n'avons pas leur langue, leur religion, leur manière de voir, de faire et de vivre.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Quelle honte et quel dommage que nous n'ayons pas un *Hansard*.

M. Johnson (Bagot): À mon avis, il est ridicule de dépenser de l'argent de la province pour envoyer et entretenir à l'étranger des représentants qui n'ont rien de mieux à faire que de salir une grande partie de la population de cette même province et dire que ce sont des arriérés. Quand on représente sa province et son pays à l'étranger, il faut être capable de s'élever au-dessus de la partisanerie politique.

Je n'endurerai pas que l'argent des contribuables serve à la propagande d'un parti politique, à de la partisanerie politique en faveur du Parti libéral et du gouvernement du Québec. Nos représentants à l'étranger doivent se conduire de façon à ce que tous les citoyens soient fiers d'eux.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): M. Hugues Lapointe s'acquitte très bien de sa tâche.

M. Johnson (Bagot): Cela me fait penser au chauffeur de taxi qui avait toutes les qualités au monde, dont les qualités mentionnées par le ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Cournoyer), sauf celle de savoir conduire une voiture.

C'est exactement la même chose pour M. Hugues Lapointe. Il a toutes les qualités au monde et, bien qu'il soit chargé de nous représenter, cela ne le rend pas plus diplomate qu'il ne l'est.

On n'a jamais eu à reprocher des discours de ce genre à M. Drew.

Il réclame la révocation de la nomination de M. Lapointe comme délégué général du Québec à Londres.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet) interrompt le chef de l'opposition.

Des députés ministériels: Obscène! Indécent!

M. Thibeault (Montréal-Mercier) pose des questions sur l'ouverture d'autres délégations du Québec à l'étranger.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): Le gouvernement de la province projette d'ouvrir une maison commerciale à Chicago, mais ce n'est pas pour cette année. Par ailleurs, il n'est pas encore question d'avoir une maison en Italie.

M. Johnson (Bagot) demande des détails sur l'annonce du ministre de l'Industrie et du Commerce que le Québec ouvrirait une maison en Italie.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet) nie avoir fait une telle déclaration.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) pose une question sur le projet d'une délégation du Québec en Italie, en faisant référence à des articles de journaux publiés en février 1962, après une conférence donnée à Montréal par le ministre de l'Industrie et du Commerce devant un groupe d'hommes d'affaires d'origine italienne¹⁸.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): (Sur un ton pour dérider et en riant) Lors du discours prononcé à Montréal, en février dernier, devant un groupe d'hommes d'affaires d'origine italienne et qui a donné lieu à une telle interprétation, je n'ai pas parlé de la possibilité d'établir une maison du Québec en Italie, dans la partie française du discours. Mais, dans la partie que j'ai prononcée en italien et qui avait été préparée par un autre, je ne sais pas ce que j'ai dit.

(Rires)

M. Johnson (Bagot): (Sur un ton léger et en riant) Souvent, on accuse les journaux d'avoir mal interprété, mais là on a un ministre qui avoue qu'il ne sait pas ce qu'il a dit. Il faudrait faire une prohibition formelle au ministre de l'Industrie et du Commerce de ne pas aller parler en italien à des banquets; autrement, il va nous embarquer dans des aventures et dans toutes sortes de mésaventures.

Il faudrait aussi interdire au ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) de parler en russe. Même en français, il cause des problèmes à ses collègues¹⁹.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Puisqu'on parle de discours, j'ai parlé en italien devant l'Association des ingénieurs et architectes. La question a été posée directement: "Nous espérons que le procureur général ouvrira une maison à Rome."

J'ai répondu que je n'avais aucune objection que ce soit à Rome ou à Milan, mais que ça relevait du ministère de l'Industrie et du Commerce. J'ai simplement oublié de dire que le ministre répondrait en italien.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-dix-huit mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office provincial de l'artisanat, y compris subventions (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): J'ai obtenu, dit-il, \$178,000 pour l'Office provincial de l'artisanat.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) invite le ministre de l'Industrie et du Commerce à développer l'artisanat dans la province de Québec. À cette fin, suggère-t-il, accordons des petits octrois aux artisans, pour leur permettre de s'acheter du matériel. Aidons aussi les artisans en trouvant des marchés pour leurs produits.

Il voudrait que les maisons de souvenirs vendent des articles fabriqués par nos artisans, plutôt que des objets fabriqués bien souvent au Japon ou en Allemagne, ou encore dans d'autres provinces. Le ministère de l'Industrie et du Commerce pourrait s'entendre, dit-il, à ce sujet avec l'Office provincial du tourisme.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Recherches scientifiques et techniques: honoraires professionnels et frais de déplacement (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Expositions (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): Le ministère de l'Industrie et du Commerce consacrera environ \$25,000²⁰, cette année, pour subventionner diverses expositions artisanales tenues au Canada et à l'étranger.

M. Johnson (Bagot): Le gouvernement poursuit-il les démarches nécessaires pour obtenir que Montréal soit le site de l'exposition universelle de 1967? Le ministre de l'Industrie et du Commerce se tient-il en étroite relation avec qui de droit pour obtenir que l'exposition de 1967 soit tenue à Montréal?

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): Des démarches en ce sens ont été entreprises. Je suis en relation très étroite, déclare-t-il. Je m'occupe de cette exposition, et je fais jouer toutes les influences possibles pour qu'elle soit tenue dans la métropole du Canada, car elle va coïncider avec les célébrations du Centenaire du Canada.

M. Johnson (Bagot): Est-ce qu'une loi autorisant une exposition universelle à Montréal a été adoptée pendant l'administration du premier ministre Paul Sauvé?

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): Je ne suis pas certain. Le gouvernement provincial est toujours disposé, dit-il, comme il a été prévu sous le gouvernement de M. Paul Sauvé, à consacrer \$15,000,000, pour aider à l'établissement d'une exposition aussi importante, si elle a lieu dans la province, dans la cité de Montréal.

M. Johnson (Bagot): Le ministre de l'Industrie et du Commerce ne se fera sûrement pas d'ennemi du côté de l'Union nationale s'il obtient que l'exposition vienne à Montréal. L'Union nationale a travaillé en ce sens, et le gouvernement peut compter sur l'opposition pour l'aider à réaliser ce projet qui jetterait du lustre sur la province de Québec.

Lorsque nous étions au pouvoir, nous avons travaillé sur ce projet, mais les Russes ont obtenu l'exposition universelle. Est-ce le ministre qui a poussé les Russes à retirer leur candidature?

Étant membre du comité des fêtes du Centenaire, qui avait obtenu l'appui de neuf autres provinces pour exiger du gouvernement fédéral qu'on fasse l'impossible pour amener l'exposition mondiale de 1967 au Canada, et plus particulièrement à Montréal, j'appuie, dit-il, le projet d'une exposition universelle et mondiale dans la ville de Montréal. Je suggérerais que le gouvernement actuel capitalise sur cet appui; si le premier ministre en a besoin, il peut utiliser l'appui que lui offrent les autres provinces.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): C'est déjà fait. Le Québec s'est assuré l'appui des neuf autres provinces.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'ai causé, dit-il, de la question avec M. Jean Drapeau, le maire de Montréal, et M. Lucien Saulnier, président du Conseil exécutif de Montréal, lundi soir, lors d'une rencontre préliminaire.

Je viens de communiquer avec M. Drapeau au téléphone, quelques instants avant d'entrer en Chambre, afin de le rencontrer vendredi de cette semaine²¹, pour prendre toutes les dispositions nécessaires en vue d'amener l'exposition universelle à Montréal en 1967, pour le centenaire de la Confédération. L'impossible sera fait pour réaliser ce projet.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce m'accompagnera, ajoute-t-il, aux pourparlers que je tiendrai à Montréal vendredi.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): Il n'y aura pas d'office de crédit industriel dans la province de Québec, parce que la Société générale de financement viendra combler les besoins de crédit pour la petite comme pour la grosse industrie.

J'ai mis fin aussi, dit-il, au régime des petites subventions de \$500 et \$1,000, parce qu'elles ne sont plus nécessaires à cause du développement des services techniques dans le ministère de l'Industrie et du Commerce. Ces services techniques rapportent bien plus à la petite entreprise que les services

qu'elle pourrait obtenir à l'aide de ces petites subventions qui avaient cours dans le passé. Les services techniques du ministère préparent des plans pour l'industrie, en vue de l'aider à se développer, et ces plans, bien définis, amènent plus facilement les banques et les maisons de crédit à fournir les sommes dont l'industrie a besoin.

M. Bellemare (Champlain): Le ministère de l'Industrie et du Commerce versera-t-il des subventions aux bureaux de renseignements touristiques? Celui du Cap-de-la-Madeleine est le bureau touristique qui rend peut-être les plus grands services, puisqu'il reçoit 1,200,000 pèlerins qui visitent le sanctuaire et la région chaque année.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet): Non.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté²².

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Le comité poursuit l'étude des crédits budgétaires.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions sept cent quarante mille dollars, nécessaire pour

couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Bellemare (Champlain) relève une déclaration du député de Jonquière-Kénogami (M. Harvey), rapportée dans les journaux, disant qu'il jugeait inutiles les bureaux provinciaux de placement et qu'il invitait les industriels à consulter les bureaux fédéraux.

M. Harvey (Jonquière-Kénogami): Le journaliste n'a pas donné une déclaration complète. Dans ma déclaration, explique-t-il, je trouvais que les bureaux provinciaux de placement ne jouaient pas pleinement leur rôle. J'ai conseillé aux industriels de s'adresser aux bureaux fédéraux de placement, parce que ceux-ci tiennent des fiches sur les travailleurs. Cela facilite l'embauchage, dit-il.

M. Bellemare (Champlain) revient sur la déclaration du député de Jonquière-Kénogami.

Un député de l'opposition évoque le sort du directeur du bureau de placement de Jonquière en poste avant les élections provinciales.

M. Harvey (Jonquière-Kénogami): En dépit des affidavits que j'avais contre le directeur du bureau de placement de Jonquière, je l'ai gardé!

M. Johnson (Bagot): Vous avez entendu, M. le président: "Je l'ai gardé." Voilà la plus belle démonstration du patronage qui se pratique sous le gouvernement actuel. Le député de Jonquière-Kénogami avoue franchement qu'il décide lui-même du sort des fonctionnaires dans son comté.

(Avec sarcasme) Le député de Jonquière-Kénogami a proféré sa remarque au moment où il occupait le fauteuil du premier ministre.

M. Harvey (Jonquière-Kénogami): Je n'ai pas gardé le directeur, explique-t-il, mais les déclarations assermentées se rapportant à celui-ci.

Les députés s'esclaffent.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Le député de Trois-Rivières (M. Gabias) a été absent deux semaines...

M. Gabias (Trois-Rivières): La meilleure preuve que le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) s'absente souvent de la Chambre, c'est

qu'il croit que tout le monde est absent... quand il n'y est pas lui-même. Ainsi, j'ai été absent vendredi et lundi derniers, seulement, et le ministre du Travail affirme que j'ai été absent deux semaines. Or, le ministre du Travail confond: c'est lui qui a été absent deux semaines et qui, ne me voyant pas, a cru que c'était moi qui étais absent. Il est vrai que le ministre du Travail, en plus de ses nombreuses absences, est bien souvent présent de corps... mais non d'esprit²³.

M. Bellemare (Champlain): Est-il vrai que les bureaux seront transformés en bureaux d'administration afin d'aider les députés?

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): En principe, le gouvernement n'a pas l'intention de faire disparaître les bureaux provinciaux de placement. Ils existent depuis 1913 et constituent un geste d'autonomie positive.

Le ministère du Travail va voir également à ce que ces bureaux aient des fiches sur les travailleurs. Les bureaux fédéraux de placement ont des fiches qui indiquent le passé du travailleur, et les bureaux provinciaux de placement n'ont pas ce genre de fiches. Nous avons un employé qui travaille à la coordination de ce travail.

M. Bellemare (Champlain) revient encore sur la déclaration du député de Jonquière-Kénogami. Les libéraux, dit-il, font du patronage dans les bureaux de placement. Pour avoir un emploi à ces endroits, il faut être recommandé par un "patroneux" du parti.

M. Harvey (Jonquière-Kénogami): L'Union nationale n'a rien fait en 16 ans, même pas dans un système de fiches.

Des députés ministériels répondent aux accusations du député de Champlain.

M. Tremblay (Maisonnette) oriente le débat sur l'efficacité des bureaux provinciaux de placement.

M. Boudreau (Saint-Sauveur): Il faut déplorer le cas de jeunes finissants des instituts techniques qui ne peuvent pas trouver d'emploi. Je pourrais citer plusieurs cas précis, mais je m'en abstiens, car je sais que le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) admet que la situation existe. Je suggère la création d'une commission qui se pencherait sur le cas des finissants de nos instituts techniques.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministère du Travail étudie cette question²⁴.

M. Bellemare (Champlain): Trop de jeunes de 13, 14, 15 et 16 ans sont lancés sur le marché du travail et sont engagés dans diverses industries. Selon des statistiques recueillies dans le rapport du ministère du Travail, 7,426 garçons et filles de 13 à 17 ans avaient été embauchés à plein temps au Québec en 1960-1961.

D'après une enquête de la Jeunesse ouvrière catholique chez les jeunes travailleurs, aucun de ces enfants n'avait complété sa neuvième année et 36 % d'entre eux sont présentement en chômage. C'est la province de Québec qui a le plus haut pourcentage de jeunes de cet âge au travail, et ce n'est pas flatteur pour nous.

L'industrie rend un mauvais service à ces jeunes en les embauchant. Ces garçons et filles sont susceptibles d'être les premières victimes d'un chômage prochain. En outre, ils deviennent aptes à contracter des maladies industrielles.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): La loi actuelle permet aux enfants de 14 ans de travailler. La seule restriction imposée aux adolescents de 14 ans qui désirent travailler vise à les empêcher de le faire dans des établissements jugés dangereux. Le seul contrôle que peuvent exercer les inspecteurs, c'est de déterminer s'il s'agit d'un établissement dangereux ou non.

M. Bellemare (Champlain) propose une réglementation plus sévère pour l'embauche des jeunes et une plus grande sévérité de la part des inspecteurs dans le choix des recrues.

Le gouvernement devrait, déclare-t-il, adopter des lois interdisant aux enfants de 14 ans d'entrer sur le marché du travail.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) est d'accord avec cette proposition. La loi permettant aux enfants de 14 ans de travailler, dit-il, devra être amendée, afin de concorder avec celle rendant obligatoire la fréquentation scolaire jusqu'à l'âge de 15 ans.

Quatorze ans, c'est trop jeune pour travailler. C'est pourquoi le gouvernement a pris des mesures pour décourager le travail juvénile, comme les allocations scolaires de \$10 par mois aux parents dont les enfants de 16 et 17 ans fréquentent l'école, la scolarité gratuite du cours secondaire et la fréquentation scolaire obligatoire jusqu'à 15 ans. Ces mesures favorisent la prolongation de la scolarité et

la diminution du nombre d'enfants de moins de 16 ans qui cherchent du travail.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à deux heures et demie de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée vers 10 heures.

NOTES

1. *Le Nouvelliste* du 6 juin 1962, à la page 12, rappelle que M. Lapalme a représenté la province à l'exposition de Bordeaux tenue sous le thème de *L'Art au Canada*.

2. M. Johnson fait référence à l'accident survenu le 3 juin, alors que M. Lapalme était de retour au pays depuis le 2 juin 1962.

3. *La Presse* du 6 juin 1962, à la page 12, erre en précisant que le chef de l'opposition fait allusion à la facilité qu'a M. Lapalme de faire faire des investigations, et aux différends de ces jours derniers entre les deux partis politiques à l'Assemblée législative. Selon *Le Soleil* du 6 juin 1962, à la page 14, et *Le Montréal-Matin* du même jour, à la page 10, il s'agit plutôt d'une allusion à la chicane survenue à Paris entre des

peintres canadiens. Voir, entre autres, les propos tenus à ce sujet durant la séance du 2 mai et "M. Lapalme menace de faire certaines révélations si...", dans *Le Nouveau Journal* du 6 juin 1962, à la page 2.

4. Selon *Le Montréal-Matin* du 6 juin 1962, à la page 13, le discours date de septembre 1961.

5. M. Laporte fait référence à la désormais célèbre interjection que Maurice Duplessis aurait adressée au ministre Antoine Rivard, à Baie-Comeau, le 14 juin 1958. Voir à ce sujet: Mathieu Rompré, "Le "toé, tais-toé" de Duplessis: mythe ou réalité?", *Bulletin de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale*, vol. 30, no 1-2, septembre 2001, à la page 20.

6. Cet échange entre le chef de l'opposition et M. Courcy est rapporté hors contexte dans *La Tribune* du 6 juin 1962, à la page 20.

7. Mots hébreux signifiant: Compté, pesé, divisé. M. Caron fait référence à la menace prophétique qu'une main mystérieuse écrivit sur le mur du palais royal au moment où Cyrus pénétrait dans Babylone. Voir: *Ancien Testament*, Livre de Daniel, chapitre V.

8. Cette intervention du chef de l'opposition est rapportée hors contexte dans *Le Temps* du 14 juin 1962, à la page 8.

9. *La Tribune* du 6 juin 1962, à la page 20, ne précise pas à qui exactement M. Tremblay fait référence, mais il y a tout lieu de croire qu'il s'agit d'A. F. Mercier qui était président du *Soleil* et de *L'Événement-Journal*, en plus d'être vice-président de *La Presse canadienne*, au moment où la délégation du Québec s'est rendue à Paris.

10. *Le Soleil* du 6 juin 1962, à la page 32, signale que la rumeur veut qu'il s'agisse de M. Fernand Renault, autrefois de la Tribune de la presse à Québec, et actuellement à l'emploi de Radio-Canada, à Londres.

11. Au lieu d'être affirmative, *Le Droit* du 6 juin 1962, à la page 13, est la seule source qui rapporte cette phrase sous une forme interrogative.

12. Hugues Lapointe (1911-1982), député fédéral de Lotbinière, fut ministre des Affaires des anciens combattants (1950-1957) et ministre des Postes (1955-1957), tandis que Jean Lesage, député fédéral de Montmagny-L'Islet, dirigeait le ministère du Nord canadien et des Ressources nationales (1953-1957).

13. Ernest Lapointe (1876-1941), député fédéral de Kamouraska puis de Québec-Est, fut notamment ministre de la Justice et procureur général du Canada durant plus de 12 ans.

14. M. Lechasseur fait référence à l'opération Overlord, au débarquement de Normandie.

15. *La Tribune* du 6 juin 1962, à la page 6, et *Le Droit* du même jour, à la page 13, signalent que l'intervention du ministre Cournoyer est motivée par le fait que M. Lapointe est son ancien collègue aux Communes. En effet, M. Cournoyer est député aux Communes entre 1946 et 1953.

16. Selon *Le Nouveau Journal* du 6 juin 1962, à la page 8, cette intervention est attribuée au ministre Rousseau.

17. Plusieurs sources rapportent aussi "son allégeance", comme pour cibler particulièrement l'allégeance politique du ministre Rousseau au Parti libéral.

18. Selon *Le Soleil* du 6 juin 1962, à la page 32, c'est le chef de l'opposition qui interroge le ministre à ce sujet.

19. *La Presse* du 6 juin 1962, à la page 53, ajoute que René Lévesque n'est pas en Chambre au moment où Daniel Johnson tient ces propos.

20. Selon *Le Soleil* du 6 juin 1962, à la page 3, cette somme s'élève à \$36,000.

21. Plusieurs sources signalent que la Chambre ne siègera pas ce vendredi, car toute la députation est invitée au dîner d'État offert en l'honneur de la reine mère Elizabeth et à l'ouverture officielle du nouvel édifice de l'Hydro-Québec. Voir, entre autres, *Le Devoir* du 6 juin 1962, à la page 12.

22. Plusieurs sources indiquent que les crédits de l'industrie et du commerce ont été adoptés en trois heures, donc juste avant la suspension de la séance.

23. Cette réponse de M. Gabias et l'intervention qui précède celle de M. Hamel sont rapportées sans plus de précision sur le contexte, dans *Le Temps* du 14 juin 1962, à la page 8.

24. *Le Nouvelliste* du 6 juin 1962, à la page 12, note que M. Bellemare a animé pendant une grande partie de la soirée le débat sur les bureaux de placement provinciaux.

Séance du mercredi 6 juin 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Binette (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 130 modifiant la charte du village de Senneville;

- bill 149 pour autoriser la cité de Westmount à aliéner au Reddy Memorial Hospital la ruelle portant le numéro 378-37-2 de la paroisse de Montréal;

- bill 197 modifiant la charte de la cité de Chomedey;

- bill 224 autorisant La Laurentienne, compagnie d'assurance sur la vie, à faire de l'assurance générale et à changer de nom.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 213 concernant les horlogers ont déclaré qu'ils désiraient le retirer, et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Charte de Senneville

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 130 modifiant la charte du village de Senneville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 130 sans l'amender.

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Westmount et
Reddy Memorial Hospital**

M. O'Reilly (Montréal-Verdun) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 149 pour autoriser la cité de Westmount à aliéner au Reddy Memorial Hospital la ruelle portant le numéro 378-37-2 de la paroisse de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 149 sans l'amender.

M. O'Reilly (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Chomedey

M. Lavoie (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 197 modifiant la charte de la cité de Chomedey.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 197 sans l'amender.

M. Lavoie (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**La Laurentienne,
compagnie d'assurance**

M. Roy (Lévis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 224 autorisant La Laurentienne, compagnie d'assurance sur la vie, à faire de l'assurance générale et à changer de nom.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 224 sans l'amender.

M. Roy (Lévis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Demande et dépôt de documents:

Collège des médecins et chirurgiens

M. Leclerc (Charlevoix) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres, officiers ou employés et le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, ainsi que copie de tout mémoire présenté ou expédié au gouvernement par l'association ci-dessus mentionnée, le tout depuis le 5 juillet 1960 jusqu'au 20 février 1962.

Adopté.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 163)

Questions de privilège:

Anniversaire du débarquement de Normandie

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je crois qu'il convient de souligner qu'aujourd'hui le 6 juin marque un important événement, soit le 18^e anniversaire du débarquement des troupes canadiennes et alliées en Normandie, en 1944. L'un des premiers militaires descendus sur le sol français à la tête de ses troupes, en ce jour glorieux, était le représentant de la province de Québec à Londres, l'honorable Hugues Lapointe.

(Des murmures de désapprobation se font entendre du côté de l'opposition)

Je n'ai pas l'intention de revenir sur un débat antérieur qui est clos, mais je veux dire¹, sur une question de privilège, que si j'avais été en Chambre hier, lorsque le député de Maskinongé (M. Caron) a parlé comme il l'a fait, il aurait eu ma façon de penser, et il aurait été obligé de retirer ses paroles désobligeantes.

C'est regrettable que M. Lapointe doive subir un tel traitement de la part de l'Union nationale. Il a cependant reçu une réponse adéquate de la part du député de Richelieu (l'honorable M. Cournoyer).

Je tiens aussi à dire que, si feu M. Paul Sauvé, un autre vétéran de la campagne de France, avait été en Chambre, le député de Maskinongé aurait été exterminé.

M. Bertrand (Missisquoi): Quel enfantillage! C'est incroyable!

M. Johnson (Bagot): Vous avez été en mesure de voir, M. l'Orateur, le sérieux du premier ministre lorsqu'il évoque l'héroïsme des troupes qui ont débarqué en Normandie et pour lesquelles tout le monde entretient de l'admiration...

Une voix ministérielle: Sauf le député de Maskinongé (M. Caron) et le député de Missisquoi (M. Bertrand).

M. Johnson (Bagot): ... mais tout ça, c'était un moyen détourné du premier ministre pour faire de la petite politique, de la politicaillerie. En aucun temps, personne n'a mis en doute les qualités et l'héroïsme du représentant de la province à Londres, en ce qui concerne son service militaire. L'Union nationale respecte M. Lapointe.

(Avec vigueur et fermeté) Je veux protester de toutes mes forces toutefois contre cette méthode du premier ministre d'utiliser ainsi le prétexte des événements historiques et héroïques pour faire de la petite politique partisane.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je n'ai pas fait de petite politique, de politique partisane ou de politicaillerie. J'ai simplement rappelé l'événement historique et héroïque, soit le débarquement de nos troupes en Normandie, et mentionné qu'à la tête de ces troupes, il y avait un homme admirable qu'on a violemment et vilement attaqué en cette Chambre, hier.

M. Johnson (Bagot): La réponse parfaitement adéquate a été donnée par le député de Richelieu (l'honorable M. Cournoyer), hier après-midi, et c'eût été très bien que toute la chose en restât là. Le boniment du premier ministre n'ajoute pas à sa réputation parlementaire.

Questions et réponses orales:

Maternité à Armagh

M. Johnson (Bagot): Sur la foi d'un article de *L'Événement-Journal* du 4 juin², la construction d'une maternité dans la paroisse d'Armagh de Bellechasse a été annoncée par le député de Bellechasse (M. Plante) au cours d'un discours en faveur du candidat libéral à l'élection fédérale, M. Ovide Laflamme. Qu'en est-il du projet? Le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) a-t-il autorisé le député de Bellechasse à annoncer cette décision avant qu'elle ne soit communiquée à la Chambre?

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): Après entente avec le ministre des Finances (l'honorable M. Lesage), le Conseil des ministres a décidé il y a longtemps de construire une maternité à Armagh. Le député de Bellechasse était en effet autorisé à l'annoncer à la population.

Si le représentant de Bellechasse en a fait part aux électeurs en pleine campagne fédérale, c'est une simple coïncidence, sans doute.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je me souviens d'avoir annoncé en Chambre une nouvelle politique de construction d'hôpitaux dans les campagnes. La construction d'une maternité à Armagh est l'application de cette nouvelle politique annoncée il y a quelque temps.

M. Guillemette (Frontenac): Il ne s'agit pas d'une politique nouvelle.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le gouvernement provincial a l'intention d'ouvrir des maternités dans tous les districts ruraux pour que les omnipraticiens et les médecins de famille ne désertent pas nos campagnes. Le premier établissement du genre sera érigé à Armagh, dans la circonscription de Bellechasse.

M. Johnson (Bagot): D'autres annonces semblables par les libéraux provinciaux, pour

favoriser des candidats libéraux à l'élection fédérale vont-elles être autorisées?

(La question reste sans réponse)

Nationalisation de l'hydro-électricité

M. Johnson (Bagot): Dans une conférence à Trois-Rivières, samedi soir dernier, au congrès des sociétés Saint-Jean-Baptiste, le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque) cherchait à étayer sa thèse de l'étatisation et a cité le premier ministre pour l'appuyer: "Les richesses naturelles du Québec appartiennent en propre aux citoyens de la province; elles doivent être exploitées d'abord et avant tout à leur avantage, et cela, de façon rationnelle pour obéir aux impératifs de l'économie moderne³."

Est-ce l'avis du premier ministre ou son opinion a-t-elle été mal interprétée quand le ministre l'a cité, disant que les richesses naturelles appartiennent aux citoyens de la province et doivent être exploitées à leur avantage? Est-ce l'intention du gouvernement de procéder, tôt ou tard, à l'étatisation de la Shawinigan Water and Power?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Mon texte a été bien ou mal interprété. Le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) s'est entretenu avec moi par téléphone à la suite du discours devant la Société Saint-Jean-Baptiste, à Trois-Rivières, et m'a avisé qu'il avait parlé d'"intégration" future dans le domaine de la production et de la distribution de l'électricité, et non d'"étatisation"⁴.

Si on lit *Le Devoir* de lundi matin⁵, on verra que, lorsque le ministre est cité entre guillemets, il est question d'intégration. Quand le journal parle d'étatisation, il s'agit évidemment de commentaires des journalistes. Quant à mon discours sur la question de l'étatisation rapporté par le ministre et dont il a cité des passages, j'en enverrai une copie au chef de l'opposition. Je sais qu'il est assez intelligent pour l'interpréter⁶.

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil supérieur du travail (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Relations patronales-ouvrières (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Le comité étudie simultanément les résolutions 1 et 2.

M. Bellemare (Champlain): Le Conseil supérieur du travail devrait être un organisme agissant et opérant que le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) devrait consulter plus souvent, au lieu d'aller chercher des experts à l'extérieur et de chercher conseil ailleurs.

Le Conseil a siégé quatre fois, l'an dernier. Cette année, il ne se serait réuni que deux fois⁷. Pourtant, le Conseil est composé d'hommes compétents et qualifiés, représentant les patrons et les ouvriers⁸.

Il cite une foule d'articles de journaux qui traitent du Conseil supérieur du travail et du code du travail, qui adressent des reproches au ministre du Travail, en disant que le Conseil supérieur du travail a déjà fait la grève contre lui, et qu'il n'a vraiment pas de politique définie.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Je demande au député de Champlain s'il prend à son compte les propos et critiques des journalistes qu'il cite. Le propre de l'homme, c'est de rire et non pas de se montrer ridicule.

M. Johnson (Bagot): Si le terme "ridicule" s'adresse aux journalistes Neron, Clift, Daigheault et Felteau⁹, je proteste; mais, s'il s'adresse au ministre du Travail (l'honorable M. Hamel), je suis d'accord.

M. Bellemare (Champlain): Le ministre du Travail est-il, oui ou non, en bons termes avec le Conseil? Croit-il réellement en son efficacité? On ne le dirait vraiment pas. Ce n'est pas étonnant alors qu'il ait eu mauvaise presse. Lorsqu'il siégeait dans l'opposition, le ministre du Travail a fait campagne dans la province et a suscité des appétits qu'il ne peut satisfaire aujourd'hui. Lorsqu'il siégeait à gauche de l'Orateur, il n'avait pas de termes assez violents pour dénoncer le gouvernement de l'Union nationale en lui reprochant de ne pas doter la province d'un code du travail et de ne pas consulter le Conseil supérieur du travail. Mais, aujourd'hui responsable du ministère du Travail, le député de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel) est encore loin de pouvoir présenter cette fameuse loi, en dépit de ses promesses solennelles de 1960.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) raconte comment le Conseil supérieur du travail a pris naissance et l'œuvre qui a été réalisée par l'organisme jusqu'à date.

En 1944, dit-il, le gouvernement libéral a fondé le Conseil supérieur du travail pour grouper les ouvriers, les patrons et les économistes. Le Conseil supérieur du travail a rédigé, en 1952, un projet de code du travail qui obtint l'unanimité de ses membres et qui recueillit l'approbation de tous les milieux intéressés. Mais, au lieu de profiter de l'occasion, le gouvernement de l'Union nationale a enterré le rapport en 1953, a fait preuve d'un manque d'intérêt à l'égard du mouvement ouvrier et a laissé mourir le Conseil supérieur du travail.

Dès le retour des libéraux au pouvoir, en 1960, j'ai rencontré les membres du Conseil supérieur du travail, et l'organisme s'est remis à la tâche pour tenir cinq séances dès la première année. Il y a deux méthodes de faire travailler un organisme consultatif tel que le Conseil supérieur du travail: lui soumettre des projets ou lui demander des suggestions. Le gouvernement a opté pour la seconde, du moins pour l'élaboration d'un code du travail.

Le Conseil supérieur du travail a été prié de reconsidérer le projet de code du travail de 1952, qui fut enterré, et de faire des suggestions. Le Conseil a accompli un travail merveilleux. Voici un député qui reproche au Conseil supérieur du travail de ne pas siéger suffisamment. (Fâché et montrant le poing) La commission permanente, composée de neuf membres, a siégé à 23 reprises depuis 1960, alors que durant sept ans sous l'Union nationale, entre 1953 et 1960, elle n'a pas siégé une seule fois. Les reproches du député de Champlain sont bien mal fondés.

La commission permanente du Conseil supérieur du travail ne s'est pas entendue sur 40 articles du projet du code du travail de 1952. J'ai demandé aux parties patronale, ouvrière et aussi aux sociologues de me faire un rapport de leurs dissidences. Ces rapports furent soumis en février dernier, mais, en raison de la session et de l'administration du ministère, je n'ai pas eu le temps de tout scruter cette volumineuse documentation; lorsque j'en aurai le temps, je l'étudierai.

Par ailleurs, la commission permanente doit encore étudier plusieurs sujets comme les accidents du travail, le salaire minimum, les sentences arbitrales obligatoires, etc. Le code du travail peut s'interpréter de deux façons. À l'étranger, un code du travail comprend toute la législation ouvrière, la loi des accidents de travail, etc. Dans la province de Québec, ce code se restreindra à la loi des relations patronales-ouvrières.

Il (l'honorable M. Hamel) se défend d'avoir jamais fait de la démagogie à l'occasion des conflits ouvriers. Lorsque je suis intervenu dans une grève, dit-il, c'est parce que j'avais été invité à le faire.

Jamais les relations entre le Conseil supérieur du travail et le ministre du Travail n'ont été meilleures qu'aujourd'hui...

(Rires sarcastiques à gauche)

Le Québec a connu trois fois moins de grèves qu'en Ontario depuis avril 1961, soit 55 contre 163. Jamais depuis 16 ans, et même 20 ans, le climat social des relations patronales-ouvrières n'a été plus sain et plus serein qu'il ne l'est aujourd'hui dans la province de Québec. Le climat s'améliore de jour en jour.

Pendant 16 ans, sous le régime de l'Union nationale, les travailleurs de la province se sont heurtés à un mur.

(Protestations)

M. Bellemare (Champlain): Le climat ouvrier n'est pas aussi sain dans la province que ne le prétend le ministre du Travail; il se détériore. D'avril 1959 à juillet 1960, soit durant les 15 derniers mois d'administration de l'Union nationale, il y a eu 92 grèves impliquant 25,255 ouvriers; 290,000 jours de travail furent perdus. De juillet 1960 à novembre 1961, soit durant les 15 premiers mois d'administration du régime libéral, il y a eu 125 grèves impliquant 54,141 ouvriers et faisant perdre 565,000¹⁰ jours de travail. L'augmentation du nombre de grèves, d'après ces chiffres, fut de 33¹¹; celle des jours de travail perdus atteignit 275,000; et le nombre d'ouvriers impliqués se serait accru de 28,000.

Peut-on dire alors qu'il y a un climat ouvrier plus salubre, dans la province? Ces chiffres sont extraits des statistiques officielles du ministère de l'Industrie et du Commerce. Avec un seul juge dans le passé, la Commission des relations ouvrières abattait autant de besogne autrefois qu'elle n'en accomplit aujourd'hui avec trois juges.

Le ministre du Travail est blâmable de ne pas se servir davantage de cette équipe du Conseil supérieur du travail; la collaboration des membres pourrait l'aider à orienter la préparation de son code du travail et de toute sa législation ouvrière. Le premier ministre¹² disait, en février dernier, que les dernières recommandations du Conseil supérieur du travail au sujet du code du travail étaient parvenues au gouvernement. En 1960, le ministre du Travail a promis que la province aurait son code du travail dès la prochaine session.

Nous sommes à la fin de la session de 1962 et rien n'est venu encore; le code du travail n'est pas encore prêt. Le ministre du Travail souffrirait-il de paralysie, par hasard? Et la refonte de la loi des accidents du travail sera-t-elle prête pour la présente session? Le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) devrait soumettre aux Chambres le code du travail et des lois préparées dans l'intérêt des patrons et des ouvriers.

On dirait que le ministre du Travail a une spécialité: celle d'allumer des feux et de créer des préjugés. Mais où va-t-il? Le ministre du Travail me fait penser à la chanson "Meunier, tu dors". On pourrait dire, dans son cas: "Ministre, tu dors". Le Conseil supérieur du travail sortira de la stagnation et de la paralysie lorsque le ministre du Travail sortira de son sommeil.

(Le débat est ponctué de cris)

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Le climat industriel n'est pas si mauvais dans la province de Québec. Il n'y a actuellement que deux grèves: il y a la grève du camionnage à Montréal, et c'est le ministère fédéral des Transports qui est en cause; il y a aussi la grève de Tornhill, à Granby, à laquelle on cherche une solution. La situation n'a donc rien de particulièrement alarmant.

Le gouvernement actuel a fait plus, en deux ans, dans le domaine du travail, que l'administration précédente pendant 16 ans. Un code du travail sera soumis à l'approbation des Chambres dans le plus bref délai possible.

Il proclame la détermination du gouvernement de défendre le droit de grève dans la province de Québec.

Si j'appartenais à un parti taché du sang versé des ouvriers grévistes de Louiseville, d'Asbestos, de Shawinigan et de Murdochville¹³, j'aurais la décence de me taire.

(Protestations)

M. Bellemare (Champlain): En moins de deux ans, le Parti libéral s'est déjà entaché de beaucoup de sang. Je veux avoir la même latitude que le ministre du Travail, et j'espère que j'aurai la permission de pouvoir lui parler du sang de Tracy, du sang des camionneurs de Montréal¹⁴ et d'autres grévistes.

(Protestations)

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Il n'y a pas un homme honnête dans la province de Québec qui ne dise qu'il y a eu un changement énorme. À côté des critiques spectaculaires, j'ai des montages de témoignages qui affirment que le climat est meilleur.

(Protestations)

M. Bellemare (Champlain): J'accuse le ministre du Travail de ne pas savoir se servir du Conseil supérieur du travail.

M. le président rappelle la Chambre à l'ordre.

M. Johnson (Bagot): Le bilan des réalisations libérales dans le domaine ouvrier n'est pas riche après deux ans. Il est du devoir de l'opposition de prêcher et de plaider en faveur de la classe ouvrière que le Parti libéral actuel est en train de trahir.

Relevant l'allusion du ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) au sang versé des ouvriers, il ne pensait pas tant, dit-il, aux photos de policiers avec des garcettes et des bâtons, publiées dans le temps, qu'aux photos de policiers avec des revolvers, prises à la grève de Tracy.

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu) souligne la rapidité du règlement de la grève de Tracy et d'autres, qui furent déclenchées depuis l'avènement des libéraux au pouvoir. Ce règlement rapide est attribuable, dit-il, à l'intervention du ministre du Travail.

M. Johnson (Bagot): Tant mieux si les grèves sont plus courtes. Mais, si le ministre du Travail veut reprocher à l'Union nationale Asbestos, Murdochville, Louiseville, etc., il devra prendre la responsabilité des grèves passées et de celles à venir.

Malgré ces difficultés en période de transition, je suis fier des réalisations de l'Union nationale dans le domaine du mouvement ouvrier. L'honorable Antonio Barrette s'est acquis une réputation enviable à travers tout le pays et même à l'étranger, à titre de ministre du Travail, à la suite de la législation ouvrière qu'il a fait adopter dans cette province. Et ce ne sont pas uniquement des éloges verbaux qu'on lui a adressés, car M. Barrette a été l'initiateur de lois qui ont été imitées dans les autres provinces et dans d'autres pays.

Il passe en revue les réalisations de l'Union nationale au chapitre des relations ouvrières, depuis 16 ans. Sous l'administration de l'Union nationale, dit-il, les ouvriers ont obtenu des lois comme la loi de réhabilitation, la loi de réadaptation dans le cas des tuberculeux, la loi des relations ouvrières, les écoles de métiers de la construction, et combien d'autres qui font l'admiration des patrons et des ouvriers non seulement au Canada, mais dans le monde entier.

C'est l'honorable Antonio Barrette qui a créé les centres d'apprentissage; c'est lui qui a créé les cliniques de réhabilitation pour les ouvriers victimes d'accidents de travail; c'est lui qui a institué le service de placement pour les ouvriers infirmes; c'est lui qui a accordé aux ouvriers victimes d'accidents de travail le droit de choisir leur médecin; c'est lui qui a accordé aux ouvriers le droit de se syndiquer; c'est lui qui a établi le salaire minimum pour les bûcherons; c'est lui qui a fait voter les lois protégeant l'ouvrier contre les maladies industrielles, l'amiantose et la silicose; c'est lui qui a institué les services de conciliation et d'arbitrage; c'est lui qui a institué la loi du salaire minimum; et c'est lui qui a amélioré les conditions de travail des bûcherons. Voilà les réalisations dues à l'initiative de l'Union nationale et à son souci de protéger les intérêts de la classe laborieuse.

(Avec émotion) Il rappelle le souvenir de l'œuvre de Maurice Duplessis qui était affectueusement entouré de la classe ouvrière non seulement de la région de Trois-Rivières, mais de toute la province. M. Duplessis, dit-il, était jaloux des droits et prérogatives de la classe ouvrière; il la défendait partout et en toute occasion. Aussi, sa mémoire est conservée avec émotion dans les foyers des travailleurs.

De 1940 à 1944, il y a eu 19 arbitrages, tandis que, de 1945 à 1959, il y en a eu 2,183¹⁵. De 1940 à 1944, il y eut 355 grèves impliquant 143,000 ouvriers, alors que, de 1944 à 1960, les grèves furent au nombre de 439, impliquant 169,000 ouvriers. En

1958-1959, il y eut 12,000 nouveaux contrats de travail. On comptait 295,000 syndiqués, en 1958, pour 188,000, en 1944, soit près de deux fois plus, par suite du climat favorable créé par l'Union nationale.

Bref, le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) n'est évidemment pas sérieux quand il ose prétendre que l'Union nationale n'est pas à la page. Aussi, je serais heureux de féliciter le ministre actuel du Travail si, un jour, il parvient à rendre aux ouvriers une minime fraction de l'œuvre admirable et des services rendus à la classe ouvrière de la province de Québec que l'honorable Antonio Barrette a accomplis pendant 16 ans comme ministre du Travail, dans le gouvernement de l'Union nationale.

Le ministre du Travail et ses collègues ont fait miroiter ce qui paraissait être une grande compréhension du problème ouvrier avec le programme qu'ils offraient au peuple. Mais qu'est-ce qui a été réalisé? Tout est en marche, mais rien ne marche; tout a été promis, mais rien n'a été réalisé. Le travail, c'est l'enfant abandonné avec l'agriculture que les libéraux négligent. On crée des comités par dizaine, par cinquantaine; on engage les meilleurs experts qui viennent d'Ottawa, passer par-dessus les fonctionnaires de Québec; et pourtant, c'est la stagnation.

Le gouvernement tarde à présenter le code du travail. Si un code du travail était peut-être prématuré en 1945, alors qu'il y avait tant de choses à faire, il est aujourd'hui, en 1962, d'une impérieuse nécessité. On l'a d'ailleurs promis tapageusement; c'est une question d'honneur pour le gouvernement de le réaliser.

Je sais que le ministre du Travail comprend de mieux en mieux la difficulté de la tâche qu'a remplie si dignement, et avec tant d'efficacité, l'honorable Antonio Barrette, ancien député de Joliette. Je sais aussi qu'il reconnaît, en outre, l'ampleur de la tâche qu'a accomplie le gouvernement Duplessis avec si peu de heurts, et aussi si peu de victimes de l'évolution industrielle exceptionnellement accusée. Le gouvernement ne devrait pas se contenter de blâmer l'Union nationale pour le passé, mais il devrait plutôt se soucier de l'avenir, en s'inspirant de ce qui a été réalisé par l'ancien gouvernement.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): De 1952 à 1960, j'ai siégé dans l'opposition et je n'ai pas attaqué le ministre du Travail, M. Barrette, au sujet des grèves qui sévissaient dans la province. Je reconnaissais que la tâche du ministre du Travail était difficile.

M. Tremblay (Maisonnette): Le Conseil supérieur du travail pourrait jouer un rôle d'une extrême importance, si on lui en fournissait l'occasion; il devrait jouer ce rôle et préparer le meilleur code du travail que la province puisse avoir. Mais il lui faudrait des comités pour en assurer la parfaite mise en œuvre. Le gouvernement devrait constituer des comités permanents pour favoriser les négociations.

M. Caron (Maskinongé) intervient.

Des députés de l'opposition interviennent. Ils allèguent que le ministre du Travail est incompétent et qu'il n'est pas en mesure de répondre aux besoins de la population du Québec.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à la présente séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 28 modifiant la loi des autoroutes.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture.

M. l'Orateur: Madame, Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif^{d6}.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

28 Loi modifiant la loi des autoroutes;

32 Loi modifiant la loi de la Régie des alcools du Québec;

143 Loi modifiant la charte de la Société canadienne pour empêcher les cruautés envers les animaux;

154 Loi concernant les commissaires d'école de la cité de Thetford Mines;

185 Loi modifiant la charte de la cité de Hull;

205 Loi constituant en corporation Assurances U.C.C. Compagnie Mutuelle;

210 Loi modifiant la loi concernant la Corporation de Montréal métropolitain;

221 Loi pour autoriser le Cercle universitaire de Montréal inc., à acheter de gré à gré certains immeubles de la succession Alfred Dalbec;

222 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Laurent.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille

dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil supérieur du travail (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Relations patronales-ouvrières (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Le comité poursuit l'étude simultanée des résolutions 1 et 2.

M. Tremblay (Maisonnette) fustige ceux qui sont portés à prendre la défense du chef syndicaliste américain James Hoffa¹⁷, président des camionneurs des États-Unis qui touche \$100,000 par année en salaire, soit presque quatre fois le salaire du premier ministre. La province de Québec n'a pas besoin, dit-il, de James Hoffa, du président des "Teamsters" américains, pour régler ses problèmes ouvriers.

Vous connaissez tous les moyens radicaux qu'emploie James Hoffa pour organiser les syndicats... radicaux pour ne pas dire communistes. Il ne faut pas que de pareilles méthodes soient en usage ici.

Nous avons dans la province une législation et des hommes compétents pour régler nos problèmes. Si on est rendu à tolérer, chez nous, les manières de ce genre de chevalier d'industrie, rien ne sert de prêcher et défendre la démocratie. Autrement, comment pourrions-nous parler de démocratie?

Je crois qu'il vaut mieux prévenir un incendie que de s'employer ensuite à l'éteindre. James Hoffa n'est certes pas sans savoir ce qui est survenu récemment à Jacques-Cartier¹⁸.

Le gouvernement provincial a le devoir d'empêcher James Hoffa de faire de l'organisation syndicale dans le Québec. Le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) a les outils nécessaires pour conjurer cette menace. S'il ne croyait pas avoir les moyens efficaces, le procureur général (l'honorable M. Lapalme) pourra sans doute lui en suggérer. Qu'est-ce que le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) entend faire?

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):

Les relations industrielles relèvent du Travail, le banditisme, du procureur général, et les entrées dans le pays, d'Ottawa. Nous avons eu des plaintes de voies de fait contre les partisans de James Hoffa. Nous avons référé ces cas au procureur général, qui

étudiera les rapports de la police et avisera aux mesures à prendre.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) n'a pas, dit-il, devant lui actuellement les rapports de police, mais il peut dire qu'il partage l'opinion du procureur général de l'Ontario sur Hoffa.

M. Bellemare (Champlain): Peu après l'avènement des libéraux au pouvoir à Québec, le député de Gaspé-Nord (M. Jourdain) recommandait aux ouvriers de la Gaspé Copper Mines de ne plus adhérer au syndicat des métallos, favorisant de la sorte la formation d'un syndicat dirigé par les patrons. Le ministre du Travail a toléré, il y a quelques mois, que le député de Gaspé-Nord se prononce en faveur d'un syndicat de boutique.

Pourtant, le ministre du Travail avait promis, lors de la campagne électorale, de se prononcer contre les syndicats de boutique. Il n'a évidemment pas tenu sa promesse. Lorsque le moment est venu de trancher la question à la Gaspé Copper Mines, le ministre s'est récusé en disant que cette affaire ne l'intéressait pas, mais qu'il appartenait aux ouvriers de prendre une décision. Le ministre a rejeté la requête des unions ouvrières de décertifier le syndicat de la Gaspé Copper Mines.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Le député de Champlain fait une scène au sujet de la grève de Murdochville, survenue il y a deux ans, à la Gaspé Copper Mines. Il m'était impossible de dénoncer un syndicat de boutique et de rendre ainsi un jugement, quand la cause était devant la Commission des relations ouvrières.

Il ne m'appartient pas, dit-il, de rendre un jugement lorsqu'il existe des institutions formées spécialement pour étudier ces causes. La Commission des relations a son rôle, son devoir et ses prérogatives, et je n'ai pas et n'aurai jamais la prétention ou l'envie de les lui soustraire.

Il m'était donc impossible de dire que cette union était dominée...

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri): C'est le cas de l'Union nationale.

M. Jourdain (Gaspé-Nord) est opposé, déclare-t-il, aux syndicats de boutique contrôlés par les employeurs. Mais ce n'est pas le cas de la Gaspé Copper Mines, comme d'ailleurs la cour l'a établi; personne ne peut prouver que l'association des travailleurs de Murdochville est un syndicat dominé

par l'employeur. Les journaux l'ont présumé sans avoir de preuve.

J'ai cherché, dit-il, à éclaircir les faits et à éviter la répétition des scènes épouvantables qui se sont déroulées sous l'Union nationale, et pour lesquelles les ouvriers de Murdochville paient encore.

M. Bellemare (Champlain): À cause de la loi de l'assurance-hospitalisation, les employés des hôpitaux se demandent s'ils seront libres de négocier ou s'ils devront se plier aux salaires fixés par le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier).

M. Johnson (Bagot): Le ministre de la Santé est intervenu dans les relations patronales-ouvrières au sujet des employés d'hôpitaux; le ministre intervient dans l'embauche de certains employés d'hôpitaux. C'est une menace à la liberté de négociations, et la CSN et la FTQ ont protesté auprès du ministre du Travail.

Depuis l'assurance-hospitalisation, les employés se demandent s'ils peuvent continuer de négocier ou s'ils doivent attendre que le ministre de la Santé fixe leurs salaires, comme il détermine les autres dépenses des institutions. Le Service de l'assurance-hospitalisation a retourné les budgets de certains hôpitaux, indiquant les départements où le nombre d'employés devrait être réduit.

Que le ministre de la Santé étudie ce problème; il ne faudrait pas que les relations patronales-ouvrières, dans les hôpitaux, deviennent le tombeau¹⁹ des libertés de certains employés et de certains syndicats dans les hôpitaux.

C'est un problème vital que celui de la liberté de négociation des quelque 15,000 employés d'hôpitaux. Et cela devient inquiétant à la suite de l'initiative qu'a prise le premier ministre de fixer, dans son bureau, les salaires des médecins attachés aux hôpitaux.

Il en avertit le premier ministre, déclare-t-il, avant qu'il ne soit trop tard et que l'intervention du ministre de la Santé n'aille trop loin. De telles actions sont contraires aux principes des lois de l'arbitrage de la province.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): La question soulevée intéresse à la fois les ministères de la Santé, du Travail et des Finances. J'ai toujours dit qu'il n'était pas juste d'accorder un chèque en blanc aux hôpitaux. Nous avons raison de croire que, depuis qu'ils savent que les dépenses sont partiellement remboursables par le gouvernement par le moyen de l'assurance-hospitalisation, les hôpitaux,

ou du moins certains hôpitaux, n'ont pas mis le même zèle qu'autrefois ni la même rigueur dans le contrôle des revendications de salaire, pour s'opposer à des augmentations de salaire souvent extravagantes des employés d'hôpitaux. Ainsi, à la suite de l'adoption de la loi de l'assurance-hospitalisation, certains hôpitaux ont accordé d'une façon trop hâtive et d'emblée des hausses de salaire à leurs employés.

Depuis que le gouvernement a mis en vigueur l'assurance-hospitalisation, il faut procéder à des contrats avec les employés des hôpitaux. Les augmentations deviennent une chaîne sans fin. Comme le gouvernement a pris le contrôle de ces immenses institutions, il n'y a personne pour prendre l'intérêt du public sur les conseils d'administration, de sorte que le gouvernement est obligé d'intervenir, même dans la négociation des contrats collectifs.

Pour le contourner, au lieu de brimer et piétiner la liberté des hôpitaux en matière d'arbitrage, nous avons nommé un comité consultatif, présidé par le juge T. A. Fontaine, de Montréal, et formé pour s'enquérir de l'administration des hôpitaux, étudier les normes de la rémunération du personnel hospitalier et pour protéger les intérêts du public.

Pour garantir les intérêts de toutes les parties intéressées, le comité comprend des représentants de l'Association des hôpitaux catholiques, les groupements et syndicats d'infirmières, des unions ouvrières et du ministère des Finances. Le Service de l'assurance-hospitalisation accepte toujours les décisions rendues par le comité d'arbitrage. Jamais le gouvernement n'est intervenu dans ses décisions ni n'a voulu établir un contrôle sur les hôpitaux.

Nous avons établi ce comité consultatif pour mettre un peu plus d'ordre, d'uniformité et de justice là où existait la pagaille dans la question des salaires des infirmières et des employés d'hôpitaux. Le comité ne fait que recommander au Service de l'assurance-hospitalisation les salaires qui devraient être payés. Nous avons ainsi protégé la population, les payeurs de taxes qui doivent payer pour l'assurance-hospitalisation, tout en sauvegardant les droits des employés d'hôpitaux.

Les députés de l'opposition ont la même responsabilité que le ministre des Finances d'économiser les deniers publics. Je leur demande de comprendre et d'approuver ce que nous avons fait pour tenter d'apporter de l'ordre là où il y avait du désordre, avant l'assurance-hospitalisation. Nous n'avons pas imposé nos vues aux hôpitaux. Nous avons créé un comité consultatif où le gouvernement n'est représenté que par une personne sur huit ou neuf. Les autres parties sont justement les intéressés.

Nous avons laissé entendre aux représentants des associations d'hôpitaux, des unions ouvrières et des employés d'hôpitaux que le temps était arrivé d'en venir à des normes raisonnables.

L'opposition trouve-t-elle qu'il y avait meilleur moyen de protéger la liberté des citoyens, tout en sauvegardant l'argent des contribuables?

M. Larouche (Témiscamingue): Tout cela était à prévoir²⁰.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Comment l'opposition peut-elle parler de difficultés prévues après son inaction de 16 ans? Nous, au moins, nous avons su éviter aux payeurs de taxes, en instituant un comité consultatif qui établit des normes raisonnables de salaires, les dépenses de salaires incontrôlées des hôpitaux qui auraient pu coûter chaque année des millions et des millions de dollars aux contribuables de la province. L'Union nationale aurait continué d'augmenter cette perte...

M. Bellemare (Champlain) invoque le Règlement. Le premier ministre, dit-il, est parti en peur et est hors du sujet.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je n'ai voulu que faire appel à la compréhension et à la coopération des députés de l'opposition pour que le projet de l'assurance-hospitalisation soit efficace. Dans une entreprise aussi grosse comme l'assurance-hospitalisation, il faut envisager des périodes d'ajustement. Les salaires de nos hôpitaux étaient inférieurs à ceux des hôpitaux des autres provinces...

M. Johnson (Bagot): M. le président, vous ne pouvez tolérer plus longtemps le spectacle d'un premier ministre qui peut parler de n'importe quoi, au moment où nous étions à discuter un article du budget qui concernait les relations patronales-ouvrières.

M. le président: De part et d'autre, on s'est éloigné du sujet. Que tous les députés en reviennent au poste budgétaire à l'étude.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je me suis éloigné du sujet et je m'en excuse. Le comité consultatif dont j'ai parlé concernait justement les relations patronales-ouvrières, et j'avoue que je suis sorti des cadres du débat.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures**Subsides:****Budget des dépenses
1962-1963****En comité:**

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil supérieur du travail (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Relations patronales-ouvrières (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Le comité poursuit l'étude simultanée des résolutions 1 et 2.

M. Johnson (Bagot) compare petits et grands hôpitaux. Les employés des petits hôpitaux ont droit, déclare-t-il, aux mêmes salaires que les employés des hôpitaux plus importants, et ils ne doivent pas supporter seuls le fardeau des sacrifices qui profitent à toute la communauté, pour le bien commun, ou qui servent à tout le monde, pour la masse des contribuables. Malgré les grandes promesses du ministre du Travail, la liberté syndicale s'y trouve gravement compromise, et presque inexistante. Il réclame la liberté de la négociation pour les employés des petits hôpitaux.

Le gouvernement est intervenu, dit-il, dans les relations patronales-ouvrières dans les hôpitaux. Les syndicats ouvriers ont protesté contre ces interventions. Parce que l'assurance-hospitalisation lui coûte beaucoup plus cher qu'il ne l'avait cru, le premier ministre est en train, aujourd'hui, de fixer les salaires de tout le monde, dans les hôpitaux de la province.

Ainsi, le premier ministre détermine arbitrairement qu'un certain petit hôpital n'a pas le droit d'embaucher plus de 14 employés. Le syndicat

proteste, soutient que le nombre d'employés est insuffisant, et exige des négociations. La direction de l'hôpital réplique que le gouvernement l'oblige à n'avoir que 14 employés à son service et se dit incapable de négocier.

Dans un petit hôpital, par exemple, on décrète que le garçon d'ascenseur ne sera payé que \$30 par semaine. Le syndicat proteste et signale que, dans un autre hôpital, de la province, le garçon d'ascenseur est payé \$60 ou \$70 par semaine. La direction de l'hôpital réplique qu'elle ne peut négocier parce que le premier ministre a décidé que le salaire du garçon d'ascenseur serait de \$30 par semaine.

Si c'est le gouvernement qui paie, en vertu de quel principe un opérateur d'ascenseur, dans un petit hôpital, doit-il continuer à travailler pour \$30 par semaine quand les mêmes employés, dans un autre hôpital, gagnent jusqu'à \$60 et \$70 par semaine, d'autant plus que le gouvernement fédéral rembourse la moitié de ces frais? Je voudrais que le ministre du Travail nous dise en vertu de quel principe on doit faire supporter par un certain groupe d'employés une responsabilité qui est du domaine de la collectivité. Il y a de l'inquiétude à ce sujet chez les unions ouvrières.

Il est bien regrettable que le premier ministre découvre qu'il en coûte beaucoup plus cher de tenir des promesses que d'en faire, mais ce n'est pas une raison suffisante pour tout chambarder le marché du travail et fausser la législation ouvrière. Qu'est-ce que le ministre du Travail entend faire pour corriger la situation?

Je demande au ministre du Travail de faire en sorte qu'un comité spécial intervienne, afin que le système de comptabilité et de contrôle des hôpitaux ne s'immisce pas dans les libres négociations de conventions collectives.

La CSN étudie une formule qui, tout en respectant les droits de tout le monde, ne fait pas porter le fardeau aux petits salariés des hôpitaux.

Les résolutions 1 et 2 sont adoptées.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Enquêtes et recherches (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent

cinquante-deux mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à l'apprentissage et autres subventions (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements - Conseil législatif (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et dépenses diverses - Conseil législatif (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements - Assemblée législative (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Johnson (Bagot): Les sessions sont beaucoup plus longues qu'avant. La correspondance des députés est plus volumineuse. Ils doivent aller plus souvent dans leur région. À l'heure actuelle, les députés reçoivent \$6,700 d'indemnité, plus \$3,300 pour défrayer leurs dépenses dès qu'ils ont complété 30 jours de session. Tout le reste est à leurs frais et dépens. Il en résulte un lourd fardeau pour ceux-ci. Le montant alloué aux dépenses ne varie pas selon la durée de la session, ni selon le nombre des séances auxquelles les députés assistent. Plusieurs députés estiment que ce montant est insuffisant. On cite des cas où un député a des dépenses qui excèdent de beaucoup ses revenus et doit conséquemment compter sur la caisse électorale de son parti pour survivre. Si les indemnités étaient haussées, on assurerait mieux l'indépendance de ces députés, dit-on.

De plus, pour ce qui est des dépenses encourues par un député dans son comté, les avocats

sont favorisés par rapport aux députés qui exercent une autre profession. En effet, un avocat a déjà un bureau et des secrétaires qui peuvent s'occuper aussi de la correspondance qu'il reçoit comme député. De plus, beaucoup de gens ont tendance à préférer, comme avocat, une personne qui est, au surplus, député. Les affaires de l'avocat ne souffrent pas de sa participation au gouvernement, au contraire.

Mais les députés qui sont médecins, ou cultivateurs, ou employés de compagnie, au contraire, doivent encourir des dépenses supplémentaires pour faire faire leur travail de secrétariat. De plus, ils ne peuvent exercer leur profession aussi facilement que s'ils n'étaient chargés de représenter leur comté en Chambre. Il apparaît nécessaire d'établir un système d'indemnités qui corrige la discrimination qui s'exerce présentement entre les députés.

Pour changer les normes qui déterminent présentement les indemnités payables aux députés, il faudrait que la loi soit amendée.

Il propose que les indemnités accordées aux députés, si elles sont augmentées, le soient d'après les dépenses réelles que les députés ont à encourir et que ces augmentations d'indemnités soient distribuées d'après un système de comptabilité qui tienne compte de deux facteurs. Il suggère la formation d'un comité spécial par la Chambre, pour étudier la possibilité d'accorder aux députés une indemnité qui servirait à payer un ou une secrétaire dans leur comté, et une allocation de séjour, après 30 jours de session, aux représentants qui demeurent dans un certain rayon de la capitale provinciale.

On devrait considérer premièrement, déclare-t-il, la possibilité de prévoir une indemnité de \$2,300 à \$2,400 par année à un fils de député, à son père ou à quelqu'un d'autre qui l'aide dans son travail. En effet, les députés doivent dans leur comté engager des secrétaires pour les aider. Bien souvent, ce sont des membres de la famille du député qui agissent comme secrétaires, et la plupart des députés paient de leur propre poche pour qu'une personne, un fils ou une fille l'aide à titre de secrétaire.

Deuxièmement, on pourrait considérer aussi la possibilité d'accorder une allocation de séjour: qu'après 30 jours de session, les députés reçoivent une indemnité d'environ \$8 pour frais de séjour dans la capitale provinciale, quand ils viennent de l'extérieur de Québec, et qu'ils doivent séjourner dans des hôtels pendant la durée de la session, frais de séjour payés aux députés qui feraient acte de présence à la Chambre; et une allocation pour frais de voyage, s'ils habitent dans un rayon de 15 milles autour de la ville de Québec, ou encore s'ils habitent

des comtés tellement éloignés qu'il leur faut prendre deux ou trois jours, par les moyens ordinaires de transport, pour se rendre à Québec.

Un tel système serait mieux qu'une augmentation globale, parce que les députés des régions éloignées, particulièrement ceux qui doivent régulièrement prendre l'avion et qui ne peuvent pas utiliser leur laissez-passer de train, seraient encore désavantagés par rapport à ceux dont leur circonscription est plus proche de Québec.

M. l'Orateur (M. Hyde, Westmount-Saint-Georges) n'aimerait pas tellement, dit-il, être dans la position de décider seul ces dépenses. Il faudrait être spécialiste pour déterminer quelles sont les dépenses qui doivent être accordées. Il pourrait peut-être, déclare-t-il, en dire un mot au comptable de l'Assemblée législative.

Je sais que la question intéresse tous les députés et que le public serait consentant à accorder une meilleure indemnité pour que leurs représentants donnent un meilleur rendement.

Depuis 1955, les indemnités²¹ sont passées de \$5,500 à \$10,000. Elles sont au même niveau que celles des députés à Ottawa, mais on parle dans ces milieux d'augmenter les indemnités, et personne ne sera surpris si le salaire des députés fédéraux est augmenté à la prochaine session.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Plusieurs députés sont d'accord avec le principe d'une hausse de ces indemnités.

M. Bellemare (Champlain) croit qu'il n'y aura pas d'opposition²².

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et dépenses diverses - Assemblée législative (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. l'Orateur invite les députés à ne pas gaspiller les instruments de travail: le papier, les crayons et les effaces.

M. Johnson (Bagot): L'Orateur de la Chambre est bien chanceux; il a hérité d'enfants bien

élevés. Nous avons été habitués à ne pas perdre nos effaces et nos crayons.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements - Bibliothèque de la Législature (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat de livres, reliure, frais de bureau et dépenses diverses - Bibliothèque de la Législature (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent treize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Transports et Communications)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Bertrand (Missisquoi) plaide pour que le ministère des Transports publie un rapport qui soulignerait les activités du service central aérien, les initiatives en matière de sécurité routière et autres informations qui susciteraient beaucoup d'intérêt et constitueraient une mine précieuse de renseignements.

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu) se montre disposé à étudier cette suggestion.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service d'inspection

(Transports et Communications)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service central de transport aérien (Transports et Communications)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions huit cent quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureau des véhicules automobiles (Transports et Communications)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Sécurité routière, y compris subventions (Transports et Communications)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Régie des transports (Transports et Communications)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Régie des services publics (Transports et Communications)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subsides à des compagnies de transport maritime et aérien (Transports et Communications)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) soulève la question du projet du C.N.R. de s'intéresser au transport routier. Dans un récent mémoire, déclare-t-il,

l'Association des camionneurs a représenté que seuls les camionneurs ne reçoivent pas de subsides du gouvernement pour encourager l'efficacité de leurs services.

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu):

Je ne crois pas, dit-il, que la province de Québec puisse suggérer à Ottawa de couper les subsides au C.N.R.. Je suis très sympathique aux camionneurs puisqu'ils constituent ma meilleure clientèle. Nous sommes disposés à les aider dans toute la mesure du possible.

Il n'y a pas eu de permis octroyé au C.N.R. aux fins du transport routier.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)

propose: 21. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Transports et Communications)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)

propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à deux heures et demie de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée vers 10 heures.

NOTES

1. La version rapportée dans *L'Action catholique* du 7 juin 1962, à la page 14, est beaucoup moins directe et affirmative: "Qu'il me soit permis de dire que (...)".
2. "La campagne électorale", selon *L'Événement-Journal* du 4 juin 1962, à la page 1.
3. Selon *Le Devoir* du 4 juin 1962, à la page 1, cet extrait d'un discours a été prononcé par M. Lesage, le 3 juin 1962 à Ottawa. Cependant, M. Lévesque a cité l'extrait dans son discours à Trois-Rivières, samedi le 2 juin 1962. Forcément antérieur, le discours de M. Lesage a donc eu lieu avant le 2 juin 1962.
4. D'après *Le Temps* du 21 juin 1962, à la page 3, la conversation téléphonique entre M. Lesage et M. Lévesque aurait eu lieu avant le discours de ce dernier, et les deux hommes se seraient entendus pour que M. Lévesque parle d'intégration.
5. Voir "Lévesque: nationalisons l'électricité", dans *Le Devoir* du 4 juin 1962, aux pages 1 et 2.
6. Selon *Le Devoir* du 7 juin 1962, à la page 1, le premier ministre aurait dit: "J'espère que le chef de l'opposition sera assez intelligent pour comprendre." De plus, le même quotidien signale que M. Lévesque n'est pas en Chambre, sans préciser s'il s'agit d'une absence pour l'ensemble de la séance. Enfin, *The Gazette* du 7 juin 1962, à la page 2, note que M. Lévesque n'est apparu que sporadiquement en Chambre depuis les trois dernières semaines.
7. *Le Montréal-Matin* du 7 juin 1962, à la page 8, demeure vague en évoquant "peut-être une couple de fois".
8. Selon *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 7 juin 1962, à la page 10, M. Bellemare souligne plutôt que le Conseil supérieur du travail devrait être composé d'experts qualifiés.
9. Il s'agit de Gilles Néron et de Cyrille Felteau, du *Nouveau Journal*, ainsi que de Dominique Clift et Richard Daignault, de *La Presse*.
10. Le nombre original rapporté par *Le Nouvelliste* du 8 juin 1962, à la page 11, est 275.000. Étant donné que ce nombre est aussi rapporté comme augmentation entre les jours de travail perdus durant le régime de l'Union nationale et celui du Parti libéral, et étant donné que l'on peut présumer que M. Bellemare avait tout intérêt à signaler une augmentation des jours de travail perdus entre les deux régimes, il y a tout lieu de croire que 290,000 jours de travail perdus durant les 15 derniers mois de l'Union nationale plus une augmentation de 275,000 jours donnent bien 565,000 jours de travail perdus durant les 15 premiers mois du Parti libéral. Cependant, *La Presse* du 8 juin 1962, à la page 38, indique 554,000 jours de travail perdus durant les 15 premiers mois du Parti libéral. Si ces derniers nombres sont bons, il faudrait donc établir l'augmentation entre les deux régimes à 264,000 jours de travail.
11. Les deux sources, soit *Le Montréal-Matin* du 7 juin 1962, à la page 6, et *Le Nouvelliste* du 8 juin 1962, à la page 11, rapportent pourtant une augmentation de 32 jours de grève entre les deux périodes, mais, 125 moins 92 donne bien 33 jours de grève.
12. Bien que *Le Nouvelliste* du 7 juin 1962, à la page 26, mentionne le premier ministre, soit M. Lesage, il y a tout lieu de croire, d'après le contexte, qu'on voulait dire le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel).
13. M. Hamel fait référence aux grèves d'Asbestos en 1949 (mineurs de l'amiante), de Shawinigan en 1951 (ouvriers de l'Alcan), de Louiseville en 1952-1953 (ouvriers de l'Associated Textile), et de Murdochville en 1957 (mineurs de la Gaspé Copper). Voir: *Histoire du mouvement ouvrier au Québec. 150 ans de luttes*, Montréal, CSN et CEQ, 1984, aux pages 183-195 et 314-315. Par ailleurs, *Le Droit* du 7 juin 1962, à la page 10, mentionne aussi la ville de Drummondville dans l'énumération du ministre Hamel, mais nous n'avons pas de références qui confirment une grève majeure à cet endroit.
14. Voir notamment les débats à ce sujet lors de la séance du 26 avril 1962.
15. Un dédoublement typographique dans *Le Montréal-Matin* du 7 juin 1962, à la page 10, répète la même information, mais cette fois avec 7,939 arbitrages entre 1945 et 1959.
16. Les sources ne précisent pas à quel moment du débat survient la sanction royale.
17. James Riddle Hoffa (1913-1975) est le président international du syndicat américain Teamsters Union depuis 1957.

18. M. Tremblay fait référence à la récente mise sous tutelle de la ville de Jacques-Cartier. Voir la séance du 25 mai 1962 et les journaux du 26 mai, notamment *La Presse*, à la page 23.

19. Dans *Le Montréal-Matin* du 7 juin 1962, à la page 6, et dans *The Gazette* du 7 juin 1962, à la page 1, ce mot prend de l'ampleur pour devenir "cimetière" ou "graveyard".

20. *The Gazette* du 7 juin 1962, à la page 1, rapporte plutôt: "Tout cela reste à voir." Cependant, cela correspond moins avec l'intervention suivante du premier ministre.

21. Si *Le Soleil* du 7 juin 1962, à la page 8, utilise le mot "indemnités", le contexte nous porte à présumer qu'il s'agit plus de la rémunération globale des députés, incluant donc leur salaire et leur indemnité de dépenses.

22. *Le Soleil* du 7 juin 1962, à la page 8, note que le ton du débat laisse entendre que plusieurs députés partagent l'idée d'une augmentation des indemnités, mais qu'aucune décision n'a été prise cependant.

Séance du jeudi 7 juin 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 175 concernant certains actes consentis pour le compte de Buanderie Saint-Hubert Laundry inc.-Inc.

M. Binette (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 160 modifiant la charte de la cité de Pointe-Claire;
- bill 161 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Projets de loi:

Charte de Pointe-Claire

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 160 modifiant la charte de la cité de Pointe-Claire.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 160 sans l'amender.

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Lachine

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 161 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 161 sans l'amender.

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Buanderie Saint-Hubert inc.

M. Lavoie (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 175 concernant certains actes consentis pour le compte de Buanderie Saint-Hubert Laundry inc.-Inc.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 175 sans l'amender.

M. Lavoie (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Motions des députés:

**Anniversaires de l'honorable premier ministre,
M. Lesage et de MM. Bellemare et Coiteux**

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je voudrais faire par anticipation une déclaration qui,

je crois, n'engendrera pas de combat. Le 10 mai prochain...

M. Johnson (Bagot): Revenez donc de Bordeaux. Le procureur général (l'honorable M. Lapalme) se croit encore en France!

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Comme le 10 juin se trouvera être un dimanche, je voudrais faire une exception. Le 10 juin, ce sera l'anniversaire de naissance du premier ministre. (Sur un ton enjoué) À force de siéger des années dans cette Chambre, je suis maintenant un des plus âgés de l'équipe ministérielle. Je voyais les années s'acharner sur moi, mais je suis heureux de voir qu'il en est qui y franchissent de temps en temps le cap de la cinquantaine et me rejoignent. C'est ce qui arrivera au premier ministre dimanche, et c'est ma vengeance la plus douce.

Jusqu'ici, le premier ministre, qui a abandonné la politique fédérale en 1958 pour mener les libéraux au pouvoir en 1960, n'a connu que des succès. Je n'insisterai pas là-dessus parce que je ne voudrais pas mêler la politique à ce qui n'est que la célébration d'un anniversaire. Je laisse de côté les attaques politiques¹ pour m'arrêter à l'homme. Je veux rappeler cependant que la raison principale de ses évidents succès remportés dans la vie politique réside dans cette chose fort simple, mais parfois assez difficile: le travail.

Je pourrais toucher à d'autres aspects de la personnalité du chef du gouvernement, mais je ne m'arrêterai qu'à celui-là, à la somme énorme de travail qu'il est habitué d'abattre. Ce n'est pas le propre d'un seul homme, dans cette Assemblée, d'être travailleur et laborieux, mais dans le cas présent, c'est une chose qui saute aux yeux.

Je veux donc féliciter le député de Québec-Ouest (l'honorable M. Lesage), d'une part, de sa longévité et, d'autre part, de son esprit de travail qu'il a toujours montré, surtout depuis qu'il est premier ministre. Je lui souhaite d'avoir toujours l'âge qu'il aura le dimanche 10 juin, c'est-à-dire 50 ans.

Il lui présente d'abord des vœux de bonne santé. Sans la santé, déclare-t-il, il serait absolument inutile de souhaiter longue vie à qui que ce soit, et tous les autres souhaits sont inutiles si le premier ministre n'est pas en santé. Au nom du groupe que je représente, je lui offre donc mes vœux de bonne santé pour qu'il puisse continuer à exercer ses fonctions importantes actuelles; et j'y ajoute tous les autres vœux que l'on présente dans des circonstances

semblables. Il présente également ses souhaits à la femme et aux enfants du premier ministre.

(Un page apporte alors, de la part des députés, un bouquet de 50 roses rouges au premier ministre.)

(Applaudissements)

M. Johnson (Bagot): C'est un plaisir réel de me joindre au procureur général et ministre des Affaires culturelles (l'honorable M. Lapalme), quinquagénaire depuis si longtemps, pour offrir des vœux au premier ministre au nom de mes collègues et en mon nom personnel. Que le premier ministre accepte l'expression de mon admiration pour son esprit de travail et les sacrifices qu'il s'impose au service de la province.

Le procureur général m'a enlevé de la bouche les paroles que je voulais prononcer pour exprimer mon admiration devant l'esprit de travail du premier ministre. Parfois, je me demande si c'est l'opposition qui le pousse à travailler davantage. J'ai l'impression que c'est naturel chez lui et qu'il a cultivé cette vertu. Je ne puis m'empêcher d'affirmer ici que, dans toutes les couches sociales de la province, on y gagnerait à imiter cet esprit de travail. J'offre également mes vœux à l'épouse et à la famille du premier ministre. Ce sont les vœux sincères de rudes combattants qui ont l'impression de tenir le premier ministre en forme.

En voyant les roses sur le bureau du premier ministre, je pense qu'il serait tenté de dire que, pour lui, les épines représentent l'opposition et qu'il voudrait qu'il n'y ait pas d'épines en ce jour². Nous sommes très heureux aujourd'hui, pour une fois, à l'occasion de son anniversaire prochain, d'ôter les épines³. Les épines ne piqueront pas trop, à la présente séance; ce n'est d'ailleurs que jeudi⁴...

(Applaudissements)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) remercie les députés et tout particulièrement le procureur général (l'honorable M. Lapalme) et le chef de l'opposition des vœux qu'ils lui ont exprimés.

Le cap de la cinquantaine est dur à passer, je le sais. Je me demande donc si le procureur général n'a pas voulu me faciliter la tâche en laissant croire que c'est déjà fait lorsqu'il a parlé du 10 mai... Le cap de la cinquantaine est d'autant plus dur à franchir que je crois aussi que mon collègue et le chef de l'opposition ont voulu me donner trois longs jours pour réfléchir sur cette étape de ma vie, en m'offrant aujourd'hui leurs vœux par anticipation pour le 10 juin.

Les vœux de santé qu'ils me présentent me sont extrêmement agréables car, s'il est une chose dont a besoin un homme qui a à remplir les fonctions que j'occupe, c'est bien la santé. On a parlé de mon esprit de travail, mais c'est facile de l'avoir car, une fois qu'on l'a acquis, il ne disparaît jamais. Et d'ailleurs, il en faut car, dans la position d'un premier ministre, on n'est jamais capable d'accomplir tout ce que l'on voudrait faire en une journée.

Dans la vie, il y a tellement de choses à accomplir que nous ne sommes pas toujours en mesure de toutes les faire ou de les faire aussi bien que nous le voudrions. Peu importe ce que les hommes publics accomplissent, ils ne peuvent pas faire tout ce qu'ils voudraient. Il faut donc agir vite et, en même temps, essayer de faire bien, et c'est très difficile. Cela demande-t-il du courage? Peut-être, mais les événements et les hommes nous poussent tellement de façon constante. C'est à ce point qu'on oublie parfois que les hommes publics sont des humains.

On voudrait, comme certains groupes d'hommes et des organismes l'ont affirmé ces jours-ci, par exemple, que le premier ministre et le gouvernement puissent étudier et approuver en une semaine, voire en quelques jours, des centaines d'articles de trois projets de loi qui ont nécessité des années de préparation et sur lesquels les intéressés ne s'entendent pas entièrement eux-mêmes⁵.

Je crois qu'en beaucoup trop de milieux, non seulement dans le Québec mais aussi dans les autres provinces, on comprend et on conçoit mal le travail et les responsabilités des hommes publics. On s'imagine qu'ils possèdent l'omniscience et le don de l'omniprésence, qu'ils peuvent tout faire rapidement avant même de réfléchir. Cela est évidemment faux. C'est dommage que, dans certains milieux, il y ait si peu de compréhension de la charge de travail imposée à nos hommes publics. Ce n'est pas juste et ce n'est pas à l'avantage du bien commun.

Je m'excuse si je m'éloigne du sujet et de mêler ici un brin de philosophie à ces remerciements. Ayant atteint la cinquantaine, j'ai peut-être le droit de faire un brin de philosophie. (En souriant) Ayant atteint la cinquantaine, dit-il, je peux maintenant en faire autant que le député de Chicoutimi (M. Talbot) et celui de Yamaska (M. Élie).

Mais sachez que j'apprécie hautement et vivement les souhaits qui m'ont été adressés. Cette manifestation prouve qu'il existe, en Chambre, un esprit de compréhension qui permet à tous les députés de passer des moments agréables, en dépit de leurs divergences d'opinions politiques. Il (l'honorable

M. Lesage) remercie la Chambre pour les roses offertes. (S'adressant au chef de l'opposition) Elles sont sans épines, déclare-t-il. Je remercie le chef de l'opposition pour les vœux qu'il a adressés aux membres de ma famille; je serai heureux de les transmettre, dit-il.

(Applaudissements)

M. Johnson (Bagot): Le député de Champlain (M. Bellemare) à l'Assemblée législative célèbre demain son cinquantième anniversaire de naissance. Notre collègue s'est taillé une belle et solide réputation en Chambre. Il me permettra de lui offrir nos meilleurs vœux de santé et de lui souhaiter qu'il conserve toujours sa verdeur, sa patience et son sourire conquérant.

Il lui présente les souhaits de circonstance et lui offre ses vœux ainsi que ceux de tous les députés de l'opposition.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je joins mes vœux à l'opposition et je présente à l'endroit du député de Champlain (M. Bellemare) les souhaits de circonstance. Le député de Champlain est un excellent travailleur et batailleur. Nous sommes presque jumeaux.

Comme moi, il prend peut-être souvent la mouche un peu vite, mais il a un excellent cœur, et je puis l'assurer de mon admiration, de mon amitié et de mon estime.

M. Bellemare (Champlain) remercie le chef de l'opposition et le premier ministre pour les souhaits de circonstance. Chaque âge a ses plaisirs, dit-il. Moi-même, j'ai plus de misère avec ma vertu qu'avec ma santé...

Les députés rient.

M. Bellemare (Champlain): Je passe la cinquantaine avec appréhension...

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Traversez... Traversez... Il n'y a pas de danger!

M. Bellemare (Champlain): Je me sens jeune à 50 ans. J'ai déjà lu quelque part qu'on a l'âge qu'on porte sur le front...

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): (Désignant son crâne chauve du doigt et en souriant) Le député de Champlain peut-il me dire quel âge j'ai?

(Le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Dozois), le député de Chicoutimi (M. Talbot) et le député de Papineau (M. Lorrain), entre autres, sourient modestement puisqu'ils arborent des crânes fort reluisants.)

M. Bellemare (Champlain): Je crois qu'il doit y avoir des centaines dans cette Chambre...

(Rires)

Les vœux de l'Assemblée me vont droit au cœur et m'aideront à poursuivre mon travail difficile.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) formule des vœux à l'adresse du député de L'Assomption (M. Coiteux) qui fête son anniversaire aujourd'hui⁶, et il le félicite.

M. Johnson (Bagot) formule aussi des vœux à l'adresse du député de L'Assomption.

(Ironiquement) Je me réjouis des longues sessions qui permettent de célébrer l'anniversaire de tous et chacun.

Questions et réponses orales:

Relations Québec-Ontario, perception de la taxe de vente

M. Bellemare (Champlain)⁷: Il n'appartient pas au député de Hull (M. Parent) de faire des déclarations à la *Presse canadienne* à l'extérieur de la Chambre, au sujet de la perception de la taxe de vente aux ressortissants de l'Ontario qui vont acheter dans la province voisine, le Québec⁸.

M. Parent (Hull): Je m'intéresse sérieusement à cette affaire parce que les commerçants de mon comté sont affectés, Hull étant le plus grand centre à la frontière des deux provinces. Toronto veut imposer au Québec ses lois. Cela cause du tort aux commerçants de chez nous. J'ai fait ma déclaration, précise-t-il, non pas en ma qualité d'adjoint parlementaire du ministre du Revenu, mais comme représentant de mes électeurs.

Le gouvernement de l'Ontario a décidé d'exiger, à partir du 1^{er} juin⁹, que les commerçants d'automobiles perçoivent la taxe de vente sur le prix total des voitures, quand les acheteurs sont de l'Ontario, et de remettre le produit de cette taxe de vente au ministre des Finances de l'Ontario. Les commerçants reçoivent des lettres du contrôleur de l'Ontario les priant de percevoir la taxe.

La restriction ne s'applique pas en territoire ontarien, mais touche particulièrement les commerçants de Hull dans leurs ventes à la clientèle ontarienne. Les commerçants de Hull, et du Québec, doivent donc percevoir, pour l'Ontario, la taxe de vente sur le prix brut d'une automobile plutôt que sur le prix net, soit la différence entre le prix de la voiture neuve et le prix de l'auto usagée donnée en échange au vendeur.

Cette mesure est le début d'une véritable barrière tarifaire entre les deux provinces. J'ai averti le premier ministre du Québec de ce problème. Le ministre du Revenu (l'honorable M. Earl) a été aussi informé de la chose. Au ministère du Revenu, on a toujours accepté que la taxe soit perçue sur le montant net de la transaction de l'automobile. Le ministre du Revenu m'a dit, révèle-t-il, que, si cette exigence continue de se manifester et que l'Ontario ne revient pas sur la décision prise, la province de Québec imposera aux commerçants de l'Ontario la même mesure, à moins qu'une entente ne soit conclue.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Des pourparlers ont été entamés entre les officiers du Revenu de l'Ontario et ceux du Québec, au sujet de la perception de la taxe de vente aux ressortissants d'une province qui vont acheter dans la province voisine.

La province de l'Ontario fait de la discrimination pure et simple à l'endroit de certains commerçants d'automobiles du Québec. Depuis le 1^{er} juin, le gouvernement ontarien exige des commerçants d'autos du Québec, qui exploitent une succursale d'une maison ontarienne, qu'ils perçoivent et remettent au contrôleur du revenu de l'Ontario la taxe de vente sur le prix brut de la voiture, sans tenir compte de la valeur de l'automobile prise en échange.

Le gouvernement de l'Ontario a le droit de percevoir d'un citoyen de cette province la taxe de vente provinciale, même quand il achète une voiture en dehors de l'Ontario. Mais, si le gouvernement de l'Ontario exige la taxe de vente sur le prix brut de l'automobile achetée dans le Québec, quand il n'exige que la taxe de vente sur la différence entre le prix de vente et la valeur de l'automobile donnée en échange pour une automobile en Ontario, il y a discrimination.

Des pourparlers ont été entamés avec Toronto à ce sujet. Il n'y a pas encore d'entente entre Québec et Toronto, mais nous croyons pouvoir régler cette petite différence d'opinions à l'amiable lors de

l'excellente occasion qu'est la prochaine conférence que les premiers ministres des provinces tiendront entre eux, en août de cette année, à Victoria. Dans un avenir plus ou moins proche, la question de la perception de la taxe sur les ventes sera discutée d'une façon générale, et non plus seulement sur un point précis, par le Québec et l'Ontario¹⁰.

Questions et réponses orales:

Lois sur les coopératives

M. Johnson (Bagot): (S'adressant au premier ministre) Nous recevons continuellement des appels téléphoniques de gens qui veulent savoir s'il est possible de voir adopter, cette année, la législation sur les coopératives¹¹.

Est-ce possible d'avoir cette année les lois des coopératives demandées par le Conseil québécois des coopératives?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Ce n'est pas raisonnable. On ne demande pas un bill privé, et il n'y a pas qu'un bill. En réalité, il s'agit de trois projets de loi qui mesurent six pouces d'épaisseur et qui contiennent tous des centaines d'articles. Ils ont été rédigés par les conseillers juridiques des autorités provinciales, en collaboration avec le Conseil de la coopération. Un texte concerne les coopératives en général, le second se rapporte plus particulièrement aux coopératives agricoles, et le troisième traite des coopératives qui s'occupent d'épargne et de crédit. Les trois bills seront soumis à l'Assemblée législative par le gouvernement.

Les mouvements coopératifs nous ont remis, il n'y a seulement que quelques jours, les trois projets de loi comportant des centaines d'articles; et on s'imagine qu'en peu de temps, quelques jours ou une semaine, je peux - et mon cabinet également - faire une étude complète de ces documents et assimiler ces projets de loi. Avant de les soumettre à l'Assemblée législative, il faut bien en connaître la teneur.

Nous sommes déjà débordés. Ne sait-on pas que la session bat son plein, que la Chambre siège actuellement cinq jours par semaine, pendant toute la journée? Chaque semaine, le cabinet provincial tient une séance, soit le lundi matin, et l'étude des projets de loi se fait à ces séances. C'est inhumain d'exiger des autorités provinciales et du chef du gouvernement qu'ils corrigent et assimilent en

quelques heures, ou en quelques jours, un travail que les organismes intéressés et des spécialistes ont mis quatre ans et plus à préparer et à accomplir.

Il (l'honorable M. Lesage) se plaint de l'intransigeance que montrent certaines personnes à l'égard des gouvernants, et il formule certains reproches à l'adresse des impatients qui parlent de retard. L'agitation des coopératives est typique des demandes irraisonnables à mon égard, dit-il, même par les personnes cultivées de la société.

On prend quatre¹² ans à exposer les problèmes par écrit, on les soumet et on nous fait une suggestion aujourd'hui, et dès le lendemain, on me téléphone pour avoir une réponse, pour savoir si nous l'avons acceptée. On veut laisser croire que le premier ministre peut voir en une heure ce qu'on a pris quatre ans à préparer.

On élabore un projet de loi à la suite d'études qui ont duré plusieurs années et l'on voudrait que le gouvernement l'approuve sans le scruter. On désire ces lois qui accordent des privilèges particuliers à des entreprises alors que l'on n'est pas encore parvenu à conclure une entente entre elles. Il arrive assez souvent que je reçoive une demande. Je demande des renseignements supplémentaires et on prend trois semaines pour me les donner.

Mais, un jour plus tard, ils sont de nouveau au téléphone à me demander quels sont les résultats. C'est ça, la situation que l'on fait aux hommes publics. On ne conçoit pas la somme énorme de travail qui incombe au premier ministre et aux hommes publics.

J'ai l'intention de tenir mes engagements pris à ce sujet. Nous sommes au 7 juin. La session ne finira certainement pas avant la fin de juin. D'ici là, j'étudierai les projets de loi et ferai l'impossible pour faire voter, avant la fin de la présente session du Parlement provincial, les nouvelles lois sur les coopératives¹³.

Mais, de grâce, qu'on cesse d'alerter les journaux, la radio et la télévision pour dénoncer le gouvernement, pour me faire des reproches parce que je n'ai pas eu le temps physique d'étudier le projet de loi jusqu'à date, et pour réclamer que l'Assemblée se prononce avant qu'elle ne soit prête.

Je le prendrai, le temps physique pour l'étudier. Qu'on me laisse au moins le temps de prendre connaissance des textes, qu'on nous laisse le temps d'étudier ces projets de loi et qu'on n'essaie pas de me faire présenter des bills sans que j'aie pu les examiner. Je ne vais pas essayer de présenter une loi, en fait, trois lois, que je n'ai pas eu le temps d'étudier et de comprendre.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 35 du Bureau des expropriations de Montréal;
- bill 39 modifiant la loi concernant les prêts agricoles.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 131 modifiant la charte de la ville de Saint-Félicien;
- bill 144 modifiant la charte du Club de golf de Saint-Hyacinthe ltée;
- bill 172 éteignant une servitude affectant un certain nombre de lots situés en la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil;
- bill 189 changeant le nom de Coenraad Zuurbier en celui de Joseph-Napoléon-Benoît-Conrad Côté.

Questions et réponses écrites:**Pont au lac Toro**

M. Lavallée (Berthier): 1. Le ministère des Travaux publics a-t-il fait construire un pont ou une levée sur les bords du lac Toro, à Saint-Michel-des-Saints, comté de Berthier, depuis le mois de juillet 1960?

2. Dans l'affirmative, ces travaux ont-ils été exécutés à la journée ou par contrat?

3. Si par contrat, quel est le nom du contracteur et le montant qui lui a été payé pour l'exécution dudit contrat?

4. Y a-t-il eu demande de soumissions et, dans l'affirmative, quel est le nom des soumissionnaires et le montant de chaque soumission?

5. Si ces travaux ont été faits à la journée, quel en est le prix total?

6. Ces travaux ont-ils été exécutés dans un chemin public ou sur des lots privés?

7. S'ils ont été exécutés sur des lots privés, quel est le numéro de chaque lot et le nom des propriétaires desdits lots?

8. Le conseil municipal de Saint-Michel-des-Saints a-t-il recommandé l'exécution de ces travaux par résolution et à quelle date?

9. Sinon, qui a demandé la construction de ce pont ou de cette levée?

10. La municipalité de Saint-Michel-des-Saints a-t-elle fourni gratuitement le terrain nécessaire à la construction du pont et des approches?

11. Ce pont ou cette levée a-t-il été construit pour enjamber un cours d'eau ou une décharge?

12. Si oui, quel est le nom de ce cours d'eau?

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):

1. Oui.

2. 3. et 4. À la journée sous la surveillance de notre ingénieur.

5. \$21,253.07.

6. et 7. Chemin verbalisé.

8. 9. et 10. Oui, résolution du 5 décembre 1960.

11. Décharge.

12. Décharge du lac à la Truite.

Palais de justice à Hull

M. Desjardins (Gatineau): 1. Depuis le 5 juillet 1960 jusqu'au 1^{er} mai 1962, des travaux de réfection ont-ils été exécutés au palais de justice de Hull?

2. Dans l'affirmative, ces travaux ont-ils été exécutés par le ministère des Travaux publics ou donnés à contrat?

3. Dans ce dernier cas, à qui le ou les contrats ont-ils été accordés?

4. À quelle date et pour quel montant dans chaque cas?

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):

1. Oui.

2. À contrat.

3. et 4. (Voir la liste ci-dessous)

- | | | |
|----|--|-------------|
| a) | Avila St-Jean, Limbour, comté de Gatineau, P.Q.
23 décembre 1960 - remplacement d'une porte défectueuse | \$ 250.00 |
| b) | Marois Électrique ltée,
195, rue Amherst, Hull, P.Q.
12 janvier 1961 - Travaux de réfection de l'électricité | \$24,872.97 |
| c) | Gérald Lafortune Construction ltée,
6, rue Brodeur, Hull, P.Q.
6 juin 1961 - Restauration, transformation et aménagement de nouveaux bureaux au soubassement et au rez-de-chaussée | \$23,952.00 |

d)	Marois Électrique ltée, 195, rue Amherst, Hull, P.Q. 21 juillet 1961 - Ajustement des fils de surface et des sorties électriques aux nouvelles boiseries en rapport avec les travaux en cours	\$3,528.29
e)	Gérald Lafortune Construction inc., 6, rue Brodeur, Hull, P.Q. 27 juillet 1961 - Ouvrage de réparation de plâtre, de réfection des murs intérieurs et de peinture	\$4,527.00
f)	Gérald Lafortune Construction inc., 6, rue Brodeur, Hull, P.Q. 17 novembre 1961 - La réparation de plâtre et peinture dans certains corridors et au bureau général, rez-de-chaussée et soubassement	\$1,615.00
g)	Marois Électrique ltée, 195, rue Amherst, Hull, P.Q. 8 février 1962 - Installation de fixtures diverses et travaux mineurs complétant les améliorations faites au système électrique	\$1,900.00

Demande et dépôt de documents:

Employés du ministère des Affaires culturelles

M. Maltais (Québec-Est) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une liste donnant le nom, prénoms, adresse, fonction et traitement de chacun des fonctionnaires et employés du ministère des Affaires culturelles.

Adopté.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 164)

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions deux cent cinquante-neuf mille huit cent cinquante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Tremblay (Maisonnette): Il en coûte \$300,000 de plus que l'an passé au ministère des Travaux publics. Pourquoi? Pour augmenter le nombre d'ingénieurs?

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Une partie des \$300,000 de plus, demandés cette année pour le ministère des Travaux publics, sera pour augmenter le nombre des ingénieurs, des architectes et du personnel en général. Il faut de nouveaux ingénieurs, spécialement pour surveiller les travaux, et du personnel, pour les nouveaux services. Le ministère dispose actuellement de 57 ingénieurs et de huit ingénieurs de district.

M. Tremblay (Maisonnette) reproche au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Saint-Pierre) l'augmentation du nombre des ingénieurs et architectes au service du gouvernement.

Vous avez déjà 57 ingénieurs, dit-il, vous ne trouvez pas que c'est assez? Le ministre veut en engager d'autres. Mais, M. le ministre, le gouvernement n'est pas la terre promise. C'est l'argent du peuple qui vous est confié, il faut l'administrer comme son propre argent. Le ministre est un bon homme d'affaires, meilleur que le premier ministre... Heu... Je retire mes paroles à l'adresse du premier ministre à l'occasion de sa fête. Mais rappelez-vous que la piastre que l'ouvrier se fait arracher par le gouvernement rapetisse pas mal quand elle arrive au bout. Donnez donc des contrats à l'entreprise privée, ça vous coûtera moins cher, les piastres rapetisseront moins.

Des députés de l'opposition soutiennent qu'avec le personnel actuel, le ministère des Travaux publics peut facilement s'arranger.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Le nombre des ingénieurs et des architectes est

insuffisant dans le ministère des Travaux publics. Quand le ministère peut faire lui-même les plans des travaux de la province, il le fait. Mais il doit continuellement en donner à l'extérieur.

M. Johnson (Bagot) pose une question au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Saint-Pierre) à propos de la surveillance et des ingénieurs ne travaillant pas pour le ministère.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Il faut actuellement confier des travaux de surveillance à des bureaux d'ingénieurs. Tous les ponts de la route transcanadienne sont confiés à des entrepreneurs particuliers.

M. Bellemare (Champlain): Cinquante-sept ingénieurs au ministère des Travaux publics suffisent; vous ne bâtissez pas 57 ponts par jour!

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Le ministère des Travaux publics a besoin de beaucoup d'ingénieurs pour surveiller les travaux en cours. Il faut comprendre aussi que l'on doit surveiller des travaux d'une valeur totale de \$15,000,000, au ministère des Travaux publics, et de \$20,000,000, dans les autres ministères.

Le département des Travaux publics est chargé de l'entretien des machines diverses qui sont la propriété de la province, comme les dactylographes, les machines comptables, etc. Il y en a 13,053 en tout. Le département a économisé \$45,000, en 1961, grâce à la centralisation de l'entretien. C'est en moyenne \$3.48 par appareil. Et l'Hydro-Ontario veut maintenant suivre cet exemple. En effet, les résultats de l'économie ont été tellement probants que l'Hydro-Ontario a écrit au ministère pour demander des explications sur sa façon de procéder.

Les services téléphoniques du gouvernement vont coûter \$230,000 cette année. L'an dernier, 280,000 appels interurbains ont été placés et enregistrés aux bureaux du gouvernement...

M. Johnson (Bagot): Pour du patronage?

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Non, heureusement, ça n'existe plus.

Les services comportent 79 employés, dont 41 préposés au téléphone à Québec, et 28 à Montréal.

M. Johnson (Bagot): Le 17 octobre dernier, *Le Soleil* publiait une information disant que le département des Travaux publics s'apprêtait à demander

une somme de \$4 par mois aux fonctionnaires qui utilisent les terrains de stationnement du ministère des Travaux publics. La rumeur fut alors démentie par un sous-ministre des Travaux publics¹⁴.

Il pose plusieurs questions pour arriver à démontrer qu'une lettre a été écrite par un chef de service, et distribuée dans une dizaine de départements, donnant à entendre qu'une somme de \$4 serait demandée pour le stationnement.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Une lettre a été envoyée par le directeur des services et adressée à tous les services, à l'effet qu'il faudra payer \$4 pour le stationnement du ministère des Travaux publics. Cette lettre a été écrite sans autorisation, et elle ne reflétait pas l'intention du ministère.

Le ministère n'impose pas une charge de \$4 par mois aux fonctionnaires qui stationnent leur voiture sur les terrains du gouvernement, près du parlement. Rien n'a été payé par les fonctionnaires.

Plusieurs départements ont été surpris par cette lettre. Les employés, qui ont besoin d'une auto pour leur travail, ont aussi besoin d'une place pour stationner. Actuellement, on établit des priorités et on fait la surveillance des terrains de stationnement du ministère.

M. Johnson (Bagot): Je ne blâme pas personnellement le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Saint-Pierre). L'incident démontre un manque de coordination dans le ministère. Il est mieux pour le gouvernement de ne jamais cacher la vérité; le gouvernement ne devrait pas avoir peur de dire la vérité. Les journaux, que nous abîmons souvent, finiront par perdre confiance. Le gouvernement doit admettre ses erreurs.

M. Bellemare (Champlain) demande au ministre des Travaux publics de donner un plus grand nombre de places de stationnement aux députés autour du parlement. Il suggère que les voitures des députés soient stationnées sur la place du Parlement, face à la "porte du sauvage", plutôt que de céder ces places aux fonctionnaires. Environ 75 députés ont une voiture; par ailleurs, une quinzaine de journalistes ont leur auto.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-

douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Véhicules moteurs (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq millions cent cinquante-quatre mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Ponts - Entretien et construction de ponts semi-permanents, y compris subventions (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Johnson (Bagot): Le gouvernement de la province va dépenser cette année \$5,500,000 pour l'entretien et la construction de ponts semi-permanents.

Il propose que la construction des ponts se fasse d'après des plans quinquennaux ou triennaux établis par le gouvernement. De tels plans, déclare-t-il, feraient disparaître le patronage et le favoritisme qui règnent présentement dans ce secteur des travaux publics.

Le temps n'est-il pas venu pour le gouvernement d'adopter une politique statutaire sur la construction et la réfection des ponts des municipalités? demande-t-il au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Saint-Pierre).

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):

Il y a une politique dans ce domaine. À une demande d'une municipalité pour la construction d'un pont, le ministère des Travaux publics envoie immédiatement sur les lieux un ingénieur étudier le problème. L'ingénieur fait ensuite rapport, et les autorités du ministère décident ensuite des besoins, de l'urgence et de la possibilité, suivant le budget. Puis, la dépense est étudiée au Conseil de la trésorerie en fonction du budget.

On envoie toujours enquêter un ingénieur. Même sur recommandation favorable de l'ingénieur, la décision du gouvernement dépend toujours du budget...

M. Lafontaine (Labelle): Et du comté...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Du budget et du Conseil de la trésorerie. (À l'intention du chef de l'opposition) Et ce Conseil est présidé par celui qui vous parle.

M. Johnson (Bagot): Là, on comprend que c'est le premier ministre qui décide quels ponts réparer.

M. Caron (Maskinongé): Le grand chef des "patroneux".

M. Johnson (Bagot): Le gouvernement devrait élaborer une politique définie, afin de ne pas laisser les demandes des municipalités à sa discrétion. S'il faut prendre en charge tous les ponts, on ne devrait pas hésiter, quitte à le faire suivant un plan quinquennal ou triennal.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):

Pour montrer qu'il n'y a pas de favoritisme politique, il s'est construit pour \$145,160 de ponts dans le comté de Labelle, représenté par un oppositionniste (M. Lafontaine).

C'est plus que dans le comté de Saint-Hyacinthe.

M. Lafontaine (Labelle): Le ministre des

Travaux publics dit qu'on a construit pour \$145,000 de ponts dans le comté de Labelle. Or, toujours selon le ministre, le pont de La Macaza a été commandé en octobre 1960, sous l'Union nationale, au coût de \$115,000. Si on enlève maintenant ce montant de \$115,000 du montant de \$145,000 cité par le ministre, il ne reste pas grand-chose pour les ponts semi-permanents du comté de Labelle.

M. Johnson (Bagot): On ne peut procéder au petit bonheur dans l'exécution des projets de construction des ponts semi-permanents. S'il n'y a plus de patronage sous le gouvernement actuel, comme on le prétend, qu'on dresse des plans quinquennaux ou triennaux, de façon à ce que la province sache où elle va. S'il n'y a pas de patronage, qu'on nous le prouve.

Il n'en reste pas moins vrai que le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Saint-Pierre) ne peut nous dire clairement si le gouvernement a une politique au sujet des ponts semi-permanents.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):

La preuve qu'il existe une politique à cet égard, tous les ponts semi-permanents endommagés sérieusement doivent être reconstruits; c'est la politique du gouvernement.

M. Johnson (Bagot): Un inventaire des ponts à reconstruire a-t-il été dressé? demande-t-il au ministre des Travaux publics.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):

Je ne peux répondre au chef de l'opposition¹⁵.

M. Johnson (Bagot): La preuve qu'il n'y a pas de politique, c'est qu'il n'y a même pas eu d'inventaire.

M. Bellemare (Champlain) attire l'attention du ministre des Travaux publics sur l'état du pont de bois de Saint-Adelphe.

À mon avis, dit-il, il est extrêmement dangereux et on devrait le reconstruire. Ce pont, d'une longueur d'environ 180 pieds, l'un des derniers ponts couverts de la province, a baissé de un pied au centre; il est accroché à deux piliers sur chaque rive et n'a aucun appui au centre. Saint-Adelphe est une paroisse où existe un commerce de bois intense, et plusieurs camions emploient ce pont. Je crains qu'un désastre ne se produise un jour.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) suggère au député de Champlain de lui faire parvenir des observations par écrit.

M. Bellemare (Champlain) insiste pour que le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Saint-Pierre) prenne note de l'affaire et envoie des inspecteurs.

Il se plaint aussi du système d'éclairage du pont de Sainte-Anne-de-la-Pérade. Le pont, dit-il, a l'air d'un pont d'une paroisse dans l'opposition¹⁶ parce que les lampadaires sont cassés et que seulement deux sur 15 éclairent.

M. Lavallée (Berthier): Le pont Grandchamps, dans la paroisse de Berthier, est fermé depuis la débâcle parce qu'il a été avarié par les glaces. Le pont est-il sur la liste des ponts à réparer? demande-t-il au ministre des Travaux publics.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) prend note de la question. Je communiquerai avec le député de Berthier, dit-il.

M. Lavallée (Berthier): La construction d'un pont au lac Toro, par le gouvernement, est un scandale. Ce pont ne sert qu'à une compagnie de transport, soit la compagnie Maislin Brothers.

M. Tellier (Montcalm): Les gens de Joliette demandent depuis longtemps un pont à Terrebonne, sur la route de Joliette. Lors de la dernière campagne électorale, le premier ministre est venu dans mon comté et a promis que l'on commencerait, dès le mois de novembre suivant, la construction d'un beau pont tout neuf, et gratuit, à Terrebonne. Il y a deux

ans de cela, déjà, et le vieux pont à péage est toujours en place à Terrebonne.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): (En souriant) Faites comme les gens de Trois-Rivières, proclamez: Notre pont, nous l'aurons.

M. Tellier (Montcalm): Dans les estimés budgétaires que le ministre des Travaux publics nous demande d'approuver, y a-t-il des crédits pour un nouveau pont à Terrebonne?

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Avant de tracer les plans du pont, il fallait établir le tracé de la route 15. Or, on vient tout juste de nous remettre le tracé définitif de la route 15. Maintenant, nous pourrions commencer à préparer les plans du pont¹⁷.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Indemnités aux accidentés ou leurs dépendants et soins médicaux (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions aux corporations municipales de comté pour les voûtes et bureaux d'enregistrement (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze millions cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction et réfection de ponts permanents (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatorze

millions cinquante-huit mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entretien, réparations, loyers et aménagement des palais de justice, prisons, édifices publics et autres locaux (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Bellemare (Champlain): Un total de 989 femmes de ménage sont employées pour l'entretien des édifices du gouvernement à travers la province, et elles reçoivent un salaire moyen de \$45 par mois.

Le salaire que paie le gouvernement aux femmes qui font le ménage dans les bureaux au parlement le matin n'est pas suffisant. Ces ouvrières doivent se rendre à leur travail à des heures difficiles et ne retirent que le maigre salaire de \$45 par mois. Il réclame \$65. Le gouvernement paie \$65 par mois d'allocations à des personnes ou des femmes qui ne travaillent pas et qui sont dans le besoin.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Les femmes de ménage touchent en fait \$1.64 l'heure, et elles travaillent pour la plupart ailleurs durant la journée. Pour augmenter encore leur salaire, il faudrait envisager en diminuer le nombre, ou envisager une hausse qui coûterait au gouvernement \$240,000 de plus par année.

M. Bellemare (Champlain) suggère de réduire le nombre des femmes de ménage, si nécessaire, mais de leur donner un salaire plus convenable.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Travaux de la Chambre:

Projets de loi à étudier la semaine prochaine

Au programme de la Chambre pour lundi, dit-il, nous poursuivrons l'étude des crédits du

ministère des Travaux publics, puis ceux des Terres et Forêts, du procureur général, de la Famille et du Bien-être social, de la Jeunesse et de l'Instruction publique.

L'Assemblée législative étudiera la loi des hôpitaux en deuxième lecture, à l'ouverture de la séance, mardi à 2 h 30, quoi qu'aient été les progrès de lundi. Le projet de loi modifiant la loi de la taxe sur la gazoline viendra en second lieu, et ensuite probablement la deuxième lecture du projet de loi du pont de Trois-Rivières.

Mercredi et jeudi soir prochains, on étudiera les subsides, suivant en autant que possible l'ordre déjà établi.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): (Blaguant) J'ai l'impression que c'est le programme de juillet que le premier ministre vient de donner.

M. Johnson (Bagot): La motion Prévost?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): La motion du député de Montmorency (M. Prévost) concernant l'éducation et les écoles neutres ne sera pas étudiée mercredi. Je n'ai pas eu le temps de me préparer à ce sujet et de l'étudier à fond. Le député de Montmorency a été averti du retard, d'ailleurs.

M. Johnson (Bagot): Le gouvernement a-t-il reçu des demandes relatives à la loi des hôpitaux au sujet de certaines rumeurs voulant que diverses autorités hospitalières demanderont d'être entendues devant le comité des bills publics?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Non, aucune.

M. Johnson (Bagot): L'étude du bill ne pourrait pas être reportée d'une autre semaine?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'appellerai la loi des hôpitaux, mardi, parce qu'il est urgent que cette loi soit adoptée à cause de la situation à l'institut Albert-Prévost, de Montréal¹⁸, institut qui sera assujéti aux dispositions de la future loi.

Il s'agit d'un projet de loi très important présenté à la demande des intéressés.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se

trouve ajournée à lundi, à trois heures de l'après-midi¹⁹.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30²⁰.

NOTES

1. Selon *Le Droit* du 8 juin 1962, à la page 20, il s'agirait plutôt d'attaches politiques.
2. La version rapportée par *La Tribune* du 8 juin 1962, à la page 3, diffère légèrement de celles des autres sources: "Aux roses qu'on vient de lui offrir se greffent sans doute les épines de l'opposition."
3. La version rapportée par *L'Action catholique* du 8 juin 1962, à la page 3, diffère passablement de celles des autres sources: "Le premier ministre a tenté de dire que les épines, c'était l'opposition. (Notons que le premier ministre n'a pas encore pris la parole) (...). Mais aujourd'hui, je suis très heureux d'aider les autres députés à lui retirer ses épines et à lui présenter mes meilleurs vœux."
4. *La Tribune* du 8 juin 1962, à la page 2, précise qu'il s'agit d'une allusion aux fréquentes sorties du premier ministre lors des séances du vendredi.
5. Selon *Le Soleil* du 8 juin 1962, à la page 30, et *Le Devoir* du même jour, à la page 3, il s'agirait d'une allusion aux projets de loi des coopératives. Voir, à ce sujet, la question orale plus loin au cours de la présente séance.
6. *La Presse* du 8 juin 1962, à la page 47, précise que M. Coiteux est absent, ayant été appelé au chevet d'un membre de sa famille, malade.
7. *Le Soleil* du 8 juin 1962, à la page 9, est la seule source qui indique que le chef de l'opposition rapporte en Chambre la déclaration du député Oswald Parent.
8. Pour un aperçu de la déclaration de M. Parent, telle que rapportée par *La Presse canadienne*, voir: "Barrière tarifaire. L'Ontario risque de se faire prendre à son propre piège", dans *La Presse* du 7 juin 1962, à la page 24.
9. Selon *L'Action catholique* du 8 juin 1962, à la page 3, c'est depuis juin 1961.
10. *La Presse* du 8 juin 1962, à la page 23, *Le Montréal-Matin* du même jour, à la page 8, et *The Gazette* du même jour, à la page 1, indiquent que l'intervention du premier ministre aurait été faite auprès de journalistes, après l'ajournement.
11. *Le Devoir* du 8 juin 1962, à la page 3, note que lors du congrès à Québec, les 4 et 5 juin derniers, le Mouvement coopératif a blâmé le gouvernement de ne pas avoir amendé la loi qui régit les caisses populaires et autres organismes coopératifs. Par ailleurs, *La Tribune* du même jour, à la page 19, signale que le Mouvement coopératif a adopté une résolution, au congrès, exigeant que le gouvernement sanctionne les trois projets de loi dès la présente session pour accorder justice égale à toutes les formes d'entreprises.
12. *L'Action catholique* du 8 juin 1962, à la page 2, rapporte ici trois ans, mais il est clair, d'après les autres sources, qu'il s'agit bien de quatre ans.
13. D'après *Le Soleil* du 8 juin 1962, à la page 3, les propos de M. Lesage signifieraient plutôt que les lois concernant la coopération ne seront pas étudiées au cours de la présente session par la Chambre.
14. Voir: "Stationnement gratuit pour les fonctionnaires", dans *Le Soleil* du 17 octobre 1961, à la page 3.
15. Selon *Le Temps* du 21 juin 1962, à la page 13, M. Saint-Pierre avoue que son ministère n'a pas encore fait l'inventaire des besoins dans ce domaine.
16. Sainte-Anne-de-la-Pérade se trouve dans le comté de M. Bellemare, le comté de Champlain.
17. La réponse de M. Saint-Pierre rapportée par *Le Temps* du 21 juin 1962, à la page 8, est beaucoup plus désinvolte: "Ce projet préoccupe si peu le gouvernement que les plans n'en sont même pas ébauchés."
18. Pour résumer, la crise à l'institut Albert-Prévost éclate au grand jour lorsque *Les fous crient au secours* est publié le 15 août 1962, avec une postface

de Camille Laurin, alors psychiatre à l'Institut. À peine trois semaines plus tard, le ministre de la Santé, M. Couturier, annonce la création d'une commission chargée d'examiner la situation dans les hôpitaux psychiatriques. Le rapport de cette commission, rendu public en mars 1962, est accablant. Voir: Jean-Claude Picard, *Camille Laurin. L'homme debout*, Montréal, Boréal, 2003, aux pages 117-167 et Annexe 1.

19. Plusieurs sources rappellent que les membres des deux Chambres et leur épouse vont assister à un dîner d'État, vendredi midi, à Montréal, en compagnie de la reine mère.

20. Selon *Le Nouvelliste* du 8 juin 1962, à la page 24, et *Le Montréal-Matin* du même jour, à la page 2, c'était plutôt vers 5 h 15. Cette dernière source ajoute que les députés devaient prendre le train de 6 heures pour Montréal, à cause du dîner d'État prévu avec la reine mère.

Séance du lundi 11 juin 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 16 concernant la Commission municipale de Québec, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 5 est modifié en ajoutant, à la fin de l'alinéa c, ce qui suit:

"Ce délai de trente jours court à compter du jour où le jugement est devenu exécutoire ou, si un sursis a été accordé à la municipalité pour satisfaire à ce jugement, à compter de l'expiration de ce sursis."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 25 modifiant la loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec et concernant Atlantic Iron Ore Limited, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 7 est remplacé par le suivant:

"7. L'article 8 de ladite loi est modifié en remplaçant dans la troisième ligne les mots et millésime "juillet 1962" par les mots et millésime "janvier 1966"."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 179 modifiant la charte du Crédit Foncier Franco-Canadien, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 8 est modifié en biffant les deux derniers alinéas, l'un commençant par les mots "La liste des actionnaires" et l'autre par les mots "Cette liste est tenue".

Projets de loi:

Commission municipale

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 16 concernant la Commission municipale de Québec.

L'amendement est lu.

Il est ordonné que l'examen de cet amendement soit remis à la prochaine séance.

Loi du développement minier et Atlantic Iron Ore Ltd.

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 25 modifiant la loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec et concernant Atlantic Iron Ore Limited.

L'amendement est lu.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je n'ai pas encore eu le temps d'examiner l'amendement.

Il propose de remettre l'examen de l'amendement à une autre séance. Entre-temps, dit-il, le document reçu du greffier du Conseil législatif sera inscrit aux procès-verbaux de la Chambre. Ainsi, tous les députés pourront alors en prendre connaissance et exprimer l'opinion que chacun jugera à propos.

M. Johnson (Bagot) y consent.

Il est ordonné que l'examen de cet amendement soit remis à la prochaine séance.

Crédit Foncier Franco-Canadien

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 179 modifiant la charte du Crédit Foncier Franco-Canadien.

L'amendement est lu.

Il est ordonné que l'examen de cet amendement soit remis à la prochaine séance.

Explications sur des faits publiés:

Article paru dans un journal

M. Maltais (Québec-Est) précise une déclaration qu'il a faite en fin de semaine².

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatorze millions cinquante-huit mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entretien, réparations, loyers et aménagement des palais de justice, prisons, édifices publics et autres locaux (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Johnson (Bagot): Du poste budgétaire de \$14,058,300 pour l'entretien, les réparations et les loyers des palais de justice, prisons, édifices publics, etc., c'est globalement \$3,058,300 de plus que ce que réclamait le gouvernement de l'Union nationale pour 1960-1961³, alors qu'on aurait pu croire qu'il allait diminuer.

Je suis surpris, dit-il, de constater une telle augmentation, alors que le gouvernement actuel a tellement critiqué la politique de location de l'ancien gouvernement. Quand je constate cette augmentation, je ne puis m'empêcher de me rappeler les condamnations sans appel de l'opposition libérale qui nous accusait de trop dépenser pour la location de bureaux. Les critiques formulées par les candidats libéraux, lors de la campagne électorale de 1960, reprochaient au gouvernement de l'Union nationale de consacrer de trop fortes sommes à la location d'édifices, plutôt que d'acquérir ces édifices ou de construire.

Le premier ministre actuel et son ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) ont fait grand état, lors de la campagne électorale, du coût des loyers des bureaux et immeubles loués par la méchante Union nationale, mais, dès leur arrivée au pouvoir, ils ont fait voter un budget supplémentaire de \$1,000,000 de plus en loyers, et cela, pour leurs neuf premiers mois d'administration seulement; et pourtant, en neuf mois, ils n'avaient pas de nouvelle législation, pas de nouveaux services exigeant la location de nouveaux bureaux.

Or, malgré les promesses solennelles du gouvernement actuel de réduire le coût des locations, c'est 20 %⁴ de plus qu'on nous demande aujourd'hui,

à cette seule fin. On paie maintenant des loyers jusqu'à 75 % plus élevés que sous l'Union nationale, alors qu'il y a trois ans, on reprochait à l'Union nationale de favoriser ses amis par des loyers élevés. Le gouvernement libéral ne tient pas sa promesse de réduire les dépenses pour la location de bureaux gouvernementaux à travers la province. Pour la location d'édifices, le budget comporte une somme de \$6,529,300; c'est \$1,009,200⁵ de plus que l'année dernière, et près du double de ce que dépensait la méchante Union nationale. Et partout ces fonds publics sont grugés par des favoris insatiables, des anciens candidats, des organisateurs, des parents et amis libéraux.

Le gouvernement favorise les propriétaires libéraux en signant les baux et il paie plus cher, parfois le double, à cause de cette politique de favoritisme. On renonce à un bureau parce qu'il appartenait à un membre de l'Union nationale, pour en louer un autre, chez un partisan libéral, à un prix plus élevé.

On nous accusait de maintenir un système qui enrichissait nos amis. Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Saint-Pierre) peut-il expliquer pourquoi les dépenses de location augmentent, alors qu'en criant au scandale les libéraux s'engageaient à les comprimer, durant la dernière campagne électorale?

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):

Le chef de l'opposition falsifie à la hausse les chiffres, lorsqu'il parle de \$3,000,000 de plus qu'en 1960, la dernière année d'administration de l'Union nationale. L'augmentation serait de l'ordre de \$1,200,000⁶.

La grande raison de l'augmentation des deniers nécessaires à la location de bureaux à travers la province résulte de l'expansion rapide des différents services de l'administration provinciale et des différents ministères; elle explique la location de nouveaux locaux depuis deux ans. Le gouvernement se propose de mettre en application des projets au cours de l'année, pour remédier à la pénurie de locaux du gouvernement.

C'est ainsi que le ministère des Travaux publics a dû ouvrir 15 nouveaux bureaux régionaux pour le ministère de la Famille et du Bien-être social et en continuera l'aménagement; 16 nouveaux bureaux régionaux pour la police provinciale; le coût de location d'un bureau à Londres est inclus dans ces prévisions, de même que celui d'une école des gardes-chasse, qui sera administrée par le ministère de la Chasse et des Pêcheries.

À Québec, le ministère a, en outre, loué au Centre Champlain, sur la rue de la Couronne, à l'intersection de la rue Prince-Édouard, des bureaux pour la Commission des allocations sociales. La surface louée est de 2,700 pieds carrés et le prix de location: \$2.65 du pied⁷.

Le ministère de la Jeunesse a demandé des bureaux régionaux plus nombreux. Il en a été de même pour le ministère de la Chasse et des Pêcheries qui a demandé des locaux additionnels. Seize nouveaux postes de la Sûreté provinciale ont été ouverts et le ministère de l'Agriculture a ouvert sept nouveaux bureaux régionaux, etc.

M. Johnson (Bagot): Est-ce que le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation (l'honorable M. Courcy) a fait des démarches auprès du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Saint-Pierre) pour obtenir des bureaux plus grands?

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): L'espace est requis pour des développements futurs dans les régions.

M. Johnson (Bagot): Au moment où l'on étudiait ses crédits, le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation n'était pas au courant. Bizarre que subitement la mémoire lui revienne.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Toutes ces locations expliquent l'augmentation du coût des loyers, qui passera à \$6,529,300, comparativement à \$5,520,100 pour l'an dernier, soit une augmentation de plus de \$1,000,000.

Au sujet du favoritisme, il cite des cas qui se sont produits sous l'ancien régime. M. Georges Gagné, de Montréal, dit-il, a loué un édifice au gouvernement de l'Union nationale, avec un bail de 20 ans à \$20,505 par année, soit environ \$410,000 pour un soubassement.

L'honorable M. Levesque (Bonaventure): On pourrait citer une aussi longue liste de baux favorisant des gens de l'Union nationale.

M. Johnson (Bagot): On demande au ministre des Travaux publics pourquoi il en coûte si cher et il ne répond pas. Nous allons donc répondre pour lui et citer des cas, comme à Berthier, par exemple, où il en coûte deux fois plus cher pour louer un bureau alors qu'il n'y a plus qu'un agronome au lieu de trois. La réponse vraie, c'est que nous nous trouvons en face de patronage. On enlève

un bureau ici, parce qu'il était loué à un partisan de l'Union nationale, et on le donne à un partisan libéral, à prix deux fois plus élevé.

M. Guillemette (Frontenac): Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Saint-Pierre) a favorisé des amis du Parti libéral dans le comté de Frontenac. Le gouvernement, dès son arrivée au pouvoir, a enlevé des loyers à des partisans de l'Union nationale, pour les donner à des amis du régime actuel. Un tel système ne peut conduire le gouvernement qu'à des déficits accumulés et à des augmentations de taxes au détriment des contribuables.

Que le ministre des Travaux publics explique les chambardements survenus dans le comté de Frontenac depuis juin 1960. Dans ma circonscription et dans Mégantic, on a déménagé presque tous les bureaux du gouvernement. Il y a augmentation de loyer dans presque tous les cas⁸. Avant 1960, l'on obtenait un loyer pour un bureau au premier étage⁹ au coût de \$60 par mois. Depuis 1960, on a loué une cave à \$125 par mois. Loin de corriger la situation comme on l'avait promis, on fait plus mal qu'auparavant. Et le nouveau contrat de location est pour 10 ans.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Cette majoration des loyers en province, en ce qui touche les immeubles ou locaux loués par le ministère des Travaux publics, s'établit à \$932,000 environ, comme l'indique le budget comparativement à l'an passé; mais il faut considérer l'aménagement de nombreux bureaux régionaux pour les divers ministères, dont le Bien-être social et l'Agriculture en particulier...

M. Guillemette (Frontenac): Je parle des anciens bureaux, pas des nouveaux. Le gouvernement libéral et en particulier le ministère des Travaux publics ne corrigent pas la situation, tel qu'on l'avait promis, une situation que les libéraux ont flagellée lors de l'élection de 1960. C'est un plus grand mal encore; le gouvernement et le ministère commettent l'erreur d'aggraver le mal. Et des contrats couvrent des périodes de 10 ans.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Jamais nous n'avons signé des contrats de 10 ans dans le comté de Témiscamingue.

Des voix de l'opposition: Lâchez l'ouest. Il s'agit de Frontenac.

M. Guillemette (Frontenac): Le ministre des Travaux publics est certainement au courant. J'ai posé la question au *Feuilleton*, et il a lui-même répondu.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Aucun bail de 10 ans, dans Témiscamingue.

Pour ce qui est de Frontenac¹⁰, les locaux nouveaux ont été loués à MM. Bourque, Filion, Toulouse, et le député de Frontenac (M. Guillemette) le sait bien. Il est venu à la pêche et je n'ai pas mordu.

M. Guillemette (Frontenac): Pour préciser la question et éclairer le ministre des Travaux publics, je parle des nouveaux bureaux de la Commission des liqueurs et de la Voirie à Lac-Mégantic¹¹.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Le bureau de la Commission des liqueurs n'existe plus, c'est celui de la Régie des alcools. On n'a pas encore complété le système de planification au ministère de la Voirie; c'est pourquoi il faut prévoir de l'espace pour remiser la machinerie.

M. Guillemette (Frontenac): Mais comment explique-t-on que l'on paie maintenant un loyer de \$125 pour une cave alors qu'avant 1960, on versait seulement \$75 pour un bureau au premier étage¹²... au compte de la Voirie?

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Tout est conçu en vue de la planification. Lorsque nous avons pris la direction du ministère, en 1960, nombre de services étaient inadéquats, très peu étaient bien organisés. Il a fallu améliorer.

M. Guillemette (Frontenac): On comprend la voracité du ministère du Bien-être, mais pas les augmentations des loyers pour des services déjà existants.

M. Johnson (Bagot): On constate que le coût global des loyers a augmenté en un an de près de \$1,000,000 et que cette augmentation n'est pas justifiée. Qu'il y ait amélioration, personne ne veut en douter.

M. Lavallée (Berthier): Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Saint-Pierre) a favorisé des amis du Parti libéral dans le comté de Berthier. Le gouvernement, dès son arrivée au

pouvoir, a enlevé des loyers à des partisans de l'Union nationale pour les donner à des amis du régime actuel.

Le gouvernement actuel ne fait guère mieux dans le comté de Berthier qu'ailleurs. Avec \$65 mensuellement¹³, on avait des bureaux pour trois agronomes, à Berthier, il y a deux ans. Maintenant, le gouvernement a jugé bon de déménager ce bureau et débourse \$137 par mois pour un nouveau local, alors que le nombre des agronomes a été réduit à un.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): De l'espace est requis pour des développements futurs.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): L'entretien, l'éclairage, le service d'eau sont soldés par le propriétaire.

M. Lavallée (Berthier): C'était la même chose dans l'ancien bureau.

M. Johnson (Bagot): Le gouvernement pratique ouvertement et avec plus de rapidité que jamais le patronage qu'il a pourtant flétri aux élections de 1960.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): On nous accuse de patronage quand nous enlevons un bureau loué à un partisan de l'Union nationale pour le donner à un autre?

Une voix de l'opposition: Un autre partisan libéral.

M. Johnson (Bagot): C'est une magnifique exhibition de candeur de la part du ministre des Travaux publics. Mais, dans Bagot, à Acton Vale par exemple, on a résilié un bail et déménagé un bureau de la province d'un local loué d'un partisan de l'Union nationale, pour s'installer dans un local loué d'un partisan notoire du Parti libéral, connu des libéraux et organisateur libéral. Pourrait-on en savoir la raison?

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Le déménagement a eu lieu parce qu'il y avait trop de rats dans la cave.

M. Johnson (Bagot): Le bail est transmissible et le propriétaire tente actuellement de le "peddler"¹⁴.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Le bail avec M. Dorais, à Acton Vale, n'est pas

encore signé, mais il serait valide pour cinq ans, à \$1.48 le pied carré. C'est bon marché.

M. Johnson (Bagot): Il n'y a que le ministre des Travaux publics pour se défendre du patronage?

M. Russell (Shefford): Le ministre des Travaux publics a favorisé des amis du Parti libéral dans le comté de Shefford. Le gouvernement, dès son arrivée au pouvoir, a enlevé des loyers à des partisans de l'Union nationale, pour les donner à des amis du régime actuel.

Le bureau de l'unité sanitaire a-t-il été déménagé, à Granby?

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Mais non.

M. Russell (Shefford): Évidemment que non. Si le bureau de l'unité sanitaire n'a pas été déménagé, à Granby, c'est pour l'excellente raison que le bureau est loué d'un partisan libéral. Les libéraux ont jugé qu'il n'était pas nécessaire de déménager ce bureau. Et le bureau a été loué de ce partisan libéral sous l'administration de l'Union nationale. Car, sous l'Union nationale, nous ne regardions pas la couleur des yeux du propriétaire avant de louer un local. Nous regardions tout simplement si les locaux répondaient aux besoins pour lesquels ils étaient loués.

M. Caron (Maskinongé) critique le prix de location de certains locaux abritant des services du gouvernement à Louiseville.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement loue un local, par l'entremise du ministère des Travaux publics, sur la rue Saint-Jean, où est logée l'unité sanitaire. Il a en outre deux baux avec la ville, pour des locaux confiés à la Sûreté provinciale et à l'Agriculture.

M. Caron (Maskinongé): Pour loger la police provinciale et l'Agriculture dans un édifice, le gouvernement paie maintenant \$145 par mois pour des locaux au deuxième étage, dans une rue secondaire, alors qu'antérieurement, sous l'Union nationale, le gouvernement payait les mêmes services \$55 par mois, pour des locaux au rez-de-chaussée d'un édifice situé rue Principale, sur un coin¹⁵. C'est presque trois fois plus cher. Cela explique l'augmentation sur ce que ça coûtait du temps de l'Union nationale.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Le député de Maskinongé (M. Caron) peut-il me dire qui était propriétaire de l'édifice précédent?

M. Caron (Maskinongé): Madame Tremblay.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Votre sœur?

M. Caron (Maskinongé): Ma sœur, oui...

Des députés ministériels s'exclament et manifestent bruyamment.

M. Caron (Maskinongé): ... Et elle faisait une faveur au gouvernement en louant à si bon compte: cinq appartements, service d'un concierge, planchers garnis, stores vénitiens aux fenêtres...

Des députés ministériels s'exclament et manifestent bruyamment.

M. Caron (Maskinongé): ... Voyez la différence.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Il y a des cellules au nouveau poste de la police provinciale à Louiseville, et il n'y en avait pas là où la Sûreté avait ses quartiers précédemment.

M. Caron (Maskinongé): Le ministère des Travaux publics a-t-il loué un édifice à Rouyn?

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Oui, en effet, un bail nouveau a été signé, en date du 1^{er} mai, avec MM. Dionys Lafrenière et Dr Marius Raymond, pour centraliser tous les services du gouvernement. L'édifice a été loué au prix de \$2,000 par mois, soit \$24,000 par année. Les planchers des bureaux comportent 11,814 pieds carrés de superficie. C'est un édifice très moderne, dont les propriétaires assument l'entretien, et qui loge les bureaux de cinq ministères. Le bail est valable jusqu'au 30 avril 1967, et il remplace cinq baux qui prenaient justement fin et qui coûtaient au gouvernement \$31,000 par année. Les bureaux des cinq ministères étaient logés dans cinq édifices différents. Les baux représentaient une somme de \$27,829, plus \$3,000 pour l'entretien. On réalise, grâce à la nouvelle location, une économie annuelle de \$7,000.

M. Caron (Maskinongé) émet des doutes sur les propriétaires mentionnés par le ministre des

Travaux publics. Il s'agirait, dit-il, de prête-noms derrière lesquels se cacherait le député de Rouyn-Noranda (M. Turpin).

Il produit un certificat de recherche du bureau d'enregistrement du Témiscamingue, en date du 27 avril 1962, où le propriétaire mentionné est le député de Rouyn-Noranda (M. Turpin) qui aurait acheté l'édifice en 1946. Le certificat du bureau d'enregistrement s'arrête au 28 août 1946, dit-il, alors qu'il mentionne un bail du député de Rouyn-Noranda (M. Turpin) à la Compagnie Légalé Ltée, pour une période de 15 ans, avec option de renouveler pour 15 autres années.

M. Johnson (Bagot): Un député de l'opposition a déjà été sali parce que sa sœur avait loué un local au gouvernement pour \$55 par mois¹⁶. Aujourd'hui, nous avons un cas où le locateur est le député libéral du comté.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) produit un certificat d'enregistrement, daté du 22 novembre 1961, établissant la propriété de l'immeuble en question aux noms de M. Dionys Lafrenière et du Dr Marius Raymond.

M. Caron (Maskinongé): (S'adressant au ministre des Travaux publics) Je vous donne simplement ce conseil: si l'édifice a été vendu à MM. Lafrenière et Raymond, on serait mieux de faire enregistrer la vente si on ne veut pas avoir du trouble.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Cette accusation n'est qu'une pure manœuvre politique de la part de l'Union nationale.

M. Johnson (Bagot): Je m'en tiens au document cité par le député de Maskinongé.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Seul est bon, dit-il, son certificat enregistré à Rouyn en novembre dernier.

M. Caron (Maskinongé) dépose le document produit précédemment.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que, durant l'étude des estimations budgétaires du ministère des

Travaux publics, le député de Maskinongé (M. Caron) a déposé sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Lot dans le canton de Rouyn

Certificat des droits réels affectant le lot no 472 du bloc 41, canton de Rouyn, depuis le cadastre (16 mai 1927), en date du 27 avril 1962¹⁷. (Document de la session no 165)

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Le comité poursuit l'étude de la résolution 1, qui se lit comme suit:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatorze millions cinquante-huit mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entretien, réparations, loyers et aménagement des palais de justice, prisons, édifices publics et autres locaux (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Lavallée (Berthier) questionne le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Saint-Pierre) sur la location d'un bureau à la police provinciale, à Saint-Gabriel-de-Brandon.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): On a loué des Entreprises Saint-Gabriel, à Saint-Gabriel-de-Brandon, des bureaux réservés à la police provinciale, moyennant \$112 par mois.

M. Lavallée (Berthier): À Saint-Gabriel-de-Brandon, le gouvernement libéral paie \$112 par mois à la firme Entreprises Saint-Gabriel pour un local à l'usage de la police provinciale. Or, c'est un haut de maison qui vaut tout au plus \$30 par mois.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Cela ne fait que \$1.64 du pied carré.

M. Lavallée (Berthier): Mais il arrive que l'édifice appartient à la mère de l'ancien candidat libéral; une petite récompense. Le gouvernement aurait pu, pour le même prix, louer un local beaucoup plus convenable en s'adressant à la caisse populaire, qui vient de construire un immeuble moderne, qui aurait été tout indiqué pour abriter la police provinciale.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): C'est la Sûreté provinciale qui a choisi elle-même l'endroit.

M. Ducharme (Laviolette): Il y a encore mieux, dans Laviolette. Le ministre des Travaux publics sait-il que l'immeuble abritant le greffe de la Cour de magistrat, de la Cour supérieure, l'unité sanitaire de comté et le bureau provincial de placement, à La Tuque, a été loué du propriétaire M. Joffe Pilon, mon ancien adversaire libéral en 1952 et en 1956?

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Ces antécédents enlèvent-ils à M. Pilon le droit de vivre?

M. Ducharme (Laviolette): Non, mais, comme si ce n'était pas assez, M. Pilon est en outre registrateur.

M. Johnson (Bagot): C'est de la centralisation en faveur d'un ancien candidat. Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Saint-Pierre) a rompu un bail de 12 ans avec la municipalité de Buckingham. L'acte avait été signé par M. Roméo Lorrain¹⁸.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Sous l'Union nationale, le ministre des Travaux publics a signé un bail de 12 ans à la ville de Buckingham, mais aucune date n'apparaît sur le bail, et il peut être annulé.

M. Johnson (Bagot) reproche au gouvernement libéral sa transaction avec les frères Bourque, neveux du député libéral d'Outremont aux Communes, M. Romuald Bourque, et clients du député de Hull (M. Parent), ce dernier étant vérificateur en chef de leur compagnie.

L'administration, dit-il, leur a acheté un édifice au prix de \$475,000, leur assurant ainsi un substantiel profit de l'ordre de \$175,000.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Lorsque nous payons des loyers, l'Union nationale nous critique. Lorsque nous achetons pour ne pas avoir à payer, on nous critique encore.

Le profit réalisé par les propriétaires ne dépasse pas \$20,000.

M. Johnson (Bagot): Le ministre des Travaux publics du temps, le député de Montréal-Laurier

(l'honorable M. Lévesque), a dû signer un acte d'achat de la propriété Bourque, à Hull, au prix de \$400,000 parce que le loyer de \$73,000 par année était trop élevé.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Les frères Bourque ont reçu d'avance l'assurance que le gouvernement achèterait l'édifice, puisque celui-ci a été construit sur les plans du gouvernement de Québec, spécialement pour abriter les locaux de la Sûreté provinciale à Hull.

La province paie le prix que paie le gouvernement fédéral. Il y a une salle de tir, un garage, des bureaux pour l'administration, des chambres pour le personnel, etc.

Par ailleurs, l'édifice répondait sur tous les points aux exigences de la Sûreté provinciale. Le gouvernement a agi économiquement, lorsqu'il a décidé d'acheter l'édifice qui devait d'abord être loué. En fait, il fut occupé plusieurs mois par la Sûreté provinciale, avant que la province n'en devienne propriétaire.

C'est par erreur que j'ai déclaré précédemment avoir signé le bail pour la location de l'édifice des frères Bourque, à Hull, dit-il. Le sous-ministre avait laissé entendre aux frères Bourque, constructeurs et propriétaires de l'édifice en question, que le gouvernement était prêt à louer le tout, à raison de \$2.83 le pied carré.

L'affaire a été discutée avant que je n'assume la direction du ministère des Travaux publics, dit-il. J'ai constaté que je n'avais pas signé de bail, déclare-t-il, lorsque j'ai demandé une enquête sur ce qui s'est passé. Ayant été informé de l'affaire, et considérant le loyer trop dispendieux, plutôt que de le louer, une transaction en vertu de laquelle la province est devenue propriétaire de l'édifice, moyennant \$475,000, a fini par être bâclée avec les frères Bourque.

Le gouvernement a fait un très bon marché en achetant l'édifice au prix de \$475,000, à raison de \$1.20 le pied cube. Les frères Bourque ne voulaient pas vendre. Ils avaient même demandé \$75,000 de plus que le prix payé. Il aurait été impossible de construire un tel édifice pour un montant moindre.

M. Johnson (Bagot) pose des questions sur la location et l'achat de l'immeuble des frères Bourque.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): La lettre d'intention du gouvernement pour le projet originaire de location a été envoyée aux frères

Bourque, le 9 février 1961¹⁹, par le sous-ministre des Travaux publics. Subséquemment, il a été décidé d'acheter.

M. Johnson (Bagot) prend acte de la déclaration du ministre des Travaux publics et note que le prix de \$475,000 représente \$1.20 le pied cube.

À Laprairie, le 20 février 1962²⁰, un bail de \$8,520 par année, soit \$710 par mois, était signé avec la société Pays du Nord Construction inc., pour la location d'un immeuble pour abriter l'unité sanitaire. Or, il se trouve que le président de la compagnie est nul autre que l'ancien chauffeur du premier ministre de la province, M. Paul Perrier.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) admet que le loyer annuel n'était que de \$2,400 lorsque l'unité sanitaire était installée à Saint-Rémi. Mais l'immeuble a été vendu, dit-il, ce qui a nécessité le déménagement.

M. Johnson (Bagot): On dit que des réparations de \$18,610 ont été faites par le gouvernement dans l'immeuble, déclare-t-il.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): L'administration provinciale a fait pour \$12,752²¹ de réparations, et le propriétaire, le reste. Par ailleurs, c'est l'entreprise Pays du Nord Construction inc. qui a été choisie par soumissions pour faire des réparations dans son propre édifice.

M. Johnson (Bagot) évoque la question d'entrepreneurs invités à présenter des soumissions à Laprairie. Qui a fourni la liste de ces gens? demande-t-il. Qui a fourni les noms Longtin, Rouille, et Pays du Nord Construction pour les réparations aux locaux de l'unité sanitaire de Laprairie?

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Dans des cas semblables, on consulte les associations, les chambres de commerce. (Avec un certain sourire)²² D'ailleurs, on peut trouver la liste des entreprises et des entrepreneurs de construction dans l'annuaire téléphonique. Il suffit de l'ouvrir.

M. Johnson (Bagot): Le gouvernement fait du patronage, lorsqu'il s'agit de choisir la liste des entrepreneurs qu'on invite à soumissionner pour certains travaux. Dans les circonscriptions représentées à l'Assemblée législative par un député libéral, c'est plutôt à lui qu'on demande la liste des

soumissionnaires et, dans les comtés qui ont élu des députés de l'Union nationale, le ministre s'adresse au candidat battu qui devient l'agent de liaison entre la Fédération libérale et les pouvoirs publics.

Il insiste pour savoir qui fait le choix des entrepreneurs à qui on demande des prix pour les travaux à faire.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Ce soin est confié à un employé. C'est M. Bibeau qui dresse les listes au ministère des Travaux publics. Un bon employé qui a 15 ans d'expérience dans ce domaine. S'il a pris de mauvaises habitudes, c'est sûrement de votre temps.

M. Johnson (Bagot): Je ne connais pas M. Bibeau, mais je dis que ce n'est pas élégant de la part du ministre des Travaux publics de se décharger de ses responsabilités sur le dos d'un employé qui n'est pas ici et qui ne peut pas répondre.

Personne, dans la province, ne va croire que c'est dans les pages jaunes de l'annuaire téléphonique que le ministre des Travaux publics va chercher les noms des entrepreneurs appelés à soumissionner et auxquels le gouvernement va accorder des contrats. J'estime qu'il y a des moyens plus honnêtes d'administrer et de ne pas ouvrir la porte à des accusations de favoritisme de la part de l'opposition.

Il y a des associations d'entrepreneurs dans chaque région. Il y a aussi le député de chaque comté qui peut dresser une liste des entrepreneurs honnêtes et consciencieux de son comté. Ce n'est pas nécessairement mauvais, car le premier ministre lui-même a dit, dans cette Chambre, l'an dernier, que tous les députés, ministériels comme de l'opposition, avaient le devoir d'avertir le gouvernement si, dans leur comté, une entreprise fabriquait un produit dont le gouvernement pouvait avoir besoin.

Mais ce n'est là qu'une demi-mesure. C'est le système actuel qui cloche. Actuellement, nous ne pouvons surveiller les dépenses gouvernementales que dans les *Comptes publics* ou lors de l'étude des estimés budgétaires. Nous apprenons qu'il y a eu malversation lorsque le mal a été commis. Dans le passé comme aujourd'hui, certaines irrégularités ont été commises, et cela, c'est à cause du système actuel.

Le rôle de l'opposition est d'essayer de prendre le gouvernement en faute. Nous nous sentons comme des chats qui courent derrière des souris, et ce n'est pas un rôle agréable. Je n'aime pas cela parce que ce n'est pas suffisant pour assurer une

bonne administration. On nous rapporte des choses fantasmagoriques, à l'opposition. Il faut quand même poser des questions raisonnables. Mais tout cela n'est pas suffisant pour assurer une bonne dépense des fonds publics.

Il serait de beaucoup préférable que le gouvernement forme une commission des achats constituée de cinq membres, trois du parti ministériel et deux de l'opposition²³, pour surveiller l'utilisation de tous les deniers publics par l'administration provinciale.

Il (M. Johnson) s'en prend à la politique du gouvernement de demander des soumissions pour des contrats de moins de \$25,000 directement aux entrepreneurs, au lieu de demander des soumissions publiques, soulignant que le favoritisme n'était pas entièrement absent de la méthode d'accorder ces contrats. De cette façon, on pourrait corriger les abus avant qu'ils ne soient commis et non pas une fois que le mal est fait.

Tous tant que nous sommes, il nous est extrêmement désagréable d'être entraînés dans un scandale par de supposés amis. Et tout cela est encore plus désagréable pour un père de famille. Personnellement, et je tiens à le dire publiquement, je n'accuse pas le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Saint-Pierre) de malhonnêteté. Je suis convaincu que le ministre des Travaux publics tient à administrer honnêtement chaque sou de ses dépenses. Personne parmi nous, qui avons été ministres, ne veut faire salir son nom, celui de sa famille. Et pourtant, il ne manque pas d'hommes politiques qui ont été persécutés, dont la réputation a été ternie, pour des choses beaucoup moins graves que celles que nous reprochons aujourd'hui au gouvernement.

J'aurais bien aimé que l'opposition d'autrefois eût été aussi soucieuse que celle d'aujourd'hui de la réputation des hommes publics. Mais, malheureusement, c'est le système qui est mauvais. Qu'on mette fin à ce système qui veut que les deniers publics soient d'abord dépensés sans surveillance, puis qu'ensuite on cherche à mettre un ministre dans le pétrin. Le système est mauvais et il faut le corriger. Qu'on forme donc un comité spécial pour surveiller la dépense, et qu'on n'attende pas que le mal soit fait pour le corriger.

Je sais, et les ministres actuels le savent, que parfois un ministre est obligé d'accepter certains agissements qu'il n'approuve pas. Ensuite, par esprit de solidarité ministérielle, il se voit dans l'obligation de se charger de défendre parfois des choses indéfendables.

Je sais aussi qu'il existe autour de chaque parti de supposés amis que, comme ministre, on aimerait parfois mettre dehors. Il s'agit des amis du régime qui coupent les coins un peu ronds et placent parfois le ministre, ou qui nous placent, dans l'obligation de défendre des choses pas tellement défendables.

Tout cela pourrait être évité s'il y avait un bureau chargé, avec la participation de l'opposition, de surveiller les dépenses et qui ferait rapport régulièrement, chaque mois ou chaque année. Nous sommes aujourd'hui prisonniers d'un système qui est mauvais parce qu'il manque un rouage, et ce rouage, c'est une commission pour contrôler les dépenses du gouvernement. De cette façon, l'opposition pourra enfin exercer sa surveillance et pourra critiquer le gouvernement dans le domaine des idées, seulement, plutôt que de se borner à surveiller le domaine des peccadilles. Le système actuel est faussé.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):

L'opposition nous suggère une commission pour surveiller les dépenses. Une telle commission aurait pu être établie il y a 10 ou 15 ans. Au pouvoir, l'Union nationale a eu tout le temps voulu pour instituer un tel organisme, mais elle ne l'a pas fait. Pourquoi ne pas l'avoir établi?

Le chef de l'opposition croit que le gouvernement fait du patronage. La tâche des soumissions et locations est confiée aux officiers supérieurs du département; ce sont les hauts fonctionnaires qui se chargent de louer l'espace nécessaire, et donc, il n'y a pas de favoritisme.

Comment pouvons-nous scruter chaque nom pour savoir s'il s'agit d'un sympathisant libéral ou de l'Union nationale? C'est impossible. Nous nous occupons seulement de la compétence. La planification permettra de tout rationaliser. Des contrats, des adversaires en ont reçus; nous en distribuons même à eux. Et on appelle ça faire du favoritisme. Je ne fais pas de patronage, déclare-t-il. Nous administrons pour le plus grand bien de la province.

L'honorable M. Levesque (Bonaventure):

Jamais un gouvernement n'a fait de tels efforts pour assurer une saine administration.

La résolution est adoptée²⁴.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)

propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze millions cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les

dépenses prévues à l'article: "Achats de terrains, acquisition, transformations et construction d'immeubles (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):

Le gouvernement va construire cette année des palais de justice à Baie-Comeau, à La Malbaie²⁵, à Saint-Hyacinthe et à New Carlisle, et un bureau d'enregistrement à Laprairie, pour un total de \$2,263,900. Le palais de justice et la prison de Saint-Hyacinthe coûteront \$700,000.

M. Leclerc (Charlevoix): C'est une drôle de façon de combattre le chômage, mais les détenus de la prison de La Malbaie ont été appelés à faire des travaux pour un entrepreneur détenant un contrat du gouvernement. Cet entrepreneur a versé \$1.50 de l'heure au gardien de la prison pour chaque détenu, mais le gardien, à même cette somme, mettait \$1 dans sa poche et n'a remis que \$0.50 à chaque détenu.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):

L'affaire devra être éclaircie par le procureur général (l'honorable M. Lapalme).

M. Johnson (Bagot): Dans les quelque \$15,000,000 prévus pour l'achat de terrains, l'acquisition, la transformation et la construction d'immeubles, y a-t-il quelques dollars destinés à la construction du futur palais de justice de Montréal?

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):

Quatre millions de dollars environ sont destinés à l'expropriation des immeubles et terrains qu'il sera nécessaire de faire, en 1962-1963, en vue de l'érection du nouveau palais de justice de Montréal. Les travaux de démolition commenceront l'année prochaine et le chantier s'ouvrira dans deux ans. On s'attend à ce que les travaux soient terminés en 1967. Nous avons déjà institué un bureau de trois hommes, trois évaluateurs d'expérience, chargés de procéder à l'expropriation.

M. Johnson (Bagot): Et qui sont ces trois spécialistes?

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):

Il s'agit de MM. Hector Caron²⁶, courtier d'assurances, J.-Julien Perreault, architecte, et James Donald McDonald, conseiller municipal d'Outremont. Ils ont déjà étudié le problème avec les architectes et avec les estimateurs. Ils ont même envoyé des lettres aux

propriétaires actuels des terrains et des bâtiments que les pouvoirs publics veulent acquérir, avisant qu'ils seront expropriés. Dans cette lettre, on suggère le montant de l'indemnité à laquelle ils auront droit.

M. Johnson (Bagot): Et combien touchent ces spécialistes?

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):

Vingt-cinq mille dollars par année²⁷. C'est le traitement fixe que reçoit chacun d'eux, y compris le remboursement des dépenses faites pour s'acquitter de leur mission et faire des évaluations.

M. Johnson (Bagot): Je suppose qu'ils ont été choisis à la suite d'un concours public, car je remarque que l'un d'entre eux, M. Caron, à ma connaissance, est un ancien président du Club de réforme²⁸ de Montréal.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe)

fait un sourire embarrassé.

Un député de l'opposition: Un autre des trois spécialistes est aussi un ex-président du Club de réforme.

M. Johnson (Bagot): M. Perreault est organisateur libéral fédéral; on voit que les libéraux d'Ottawa et de Québec coopèrent bien. L'axe Pearson²⁹-Lesage semble établi définitivement. On s'en aperçoit dans les comtés où les patroneux sont à l'œuvre.

Un député ministériel:

C'est comme l'axe Johnson-Johnson-Thompson³⁰.

M. Johnson (Bagot): M. Caron n'est-il pas un ancien président du Club de réforme?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Oui, M. McDonald aussi.

M. Johnson (Bagot): Le troisième membre de ce bureau de spécialistes en expropriation n'a-t-il pas, lui aussi, rempli les fonctions de président du Club de réforme?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

La chose est peut-être possible, après tout.

M. Johnson (Bagot): En somme, vous avez créé une espèce d'amicale des anciens présidents du Club de réforme.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): La ville de Percé a perdu sa cause, et le palais de justice du district judiciaire de Gaspé sera établi dans la ville de Gaspé.

La résolution est adoptée³¹.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Le comité poursuit l'étude des crédits budgétaires.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions cent dix-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Bertrand (Missisquoi): D'où vous est venue l'idée de vouloir vêtir d'un uniforme tous les employés du ministère des Terres et Forêts?

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Le député de Missisquoi, qui a été durant trois ans ministre des Terres et Forêts, vient de nous prouver qu'il ne menait pas grand-chose dans son ministère. Il ne savait même pas que 661 employés portaient un uniforme très vieux. Ces gens, comme toute la population, ont voté pour un changement... d'uniforme et de gouvernement, il y a trois ans! Alors, nous leur avons donné les deux. Les employés ont demandé un changement de la coupe et de la couleur. On a donc commandé des uniformes neufs.

M. Bertrand (Missisquoi): Si je pose cette question, c'est que je veux aborder la politique générale du ministère des Terres et Forêts, connaître

ses principes de base, et la première question veut habiller ces principes.

Les députés rient et le procureur général (l'honorable M. Lapalme) s'étouffe.

(Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault) fait porter au chef de l'opposition, au député de Missisquoi, à quelques députés et aux journalistes un échantillon de l'étoffe des nouveaux uniformes, avec une photo d'un employé en uniforme. Il sort un morceau de tissu bleu d'un sac en papier brun et il le tient dans les airs.)

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Très bon matériel. Le tissu commandé est un composé de 60 % de laine et de 40 % de térylène³². C'est un tissu bien épongé, imperméabilisé; il est bien peigné. Une belle couleur aussi. Cependant, elle porte un drôle de nom: ça s'appelle numéro 14,100³³. On dit que c'est un bleu ténor³⁴, que moi j'appelle bleu laurentien, sans doute à cause du grand nombre de séparatistes dans la province et en leur honneur.

(En riant) En moyenne, ça prend quatre verges et sept huitièmes pour faire un uniforme, mais, pour le député de Maisonneuve (M. Tremblay), il en faudrait huit verges, tandis que le député de Missisquoi (M. Bertrand) pourrait se contenter de seulement trois verges³⁵.

M. Bertrand (Missisquoi): Je suis étonné et renversé que le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault), avec une telle éloquence et des arguments aussi frappants, n'ait pas réussi à convaincre ses collègues du cabinet qu'il fallait faire endosser un bel uniforme à tous les employés de son ministère³⁶.

Il souligne l'humour de l'homme politique le plus pittoresque de la province.

On dit que l'uniforme est bleu, déclare-t-il. Si l'on tenait compte des couleurs politiques successives que le ministre a connues au cours de sa brillante carrière³⁷, il porterait un uniforme joliment bariolé.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): (En souriant modestement) Le député de Missisquoi devrait avoir assez de flair politique pour s'apercevoir que, lorsqu'on parle d'uniformes, on ne parle pas de la Manicouagan.

M. Bertrand (Missisquoi): Voilà bien le caractère typique et humoristique de celui qui devait devenir le grand chef indien de la province, de celui qui, en tournée dans les congrès et en public,

distribue royalement le plus grand roman de sa carrière: *Malgré les obstacles*³⁸.

M. Johnson (Bagot): (Parlant de la photo d'un garde en grande tenue) Le ministre des Terres et Forêts le trouve-t-il beau?

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): C'est un genre. On compte actuellement 773 employés dans le ministère des Terres et Forêts, dont 10 nouveaux seulement. Lorsque le va-et-vient des employés sera stabilisé, on comptera environ 750 employés.

Le département compte un nouveau sous-ministre adjoint en la personne de M. Édouard Guay, dont le salaire est de \$15,000 par année.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions six cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Salaires et main-d'œuvre (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Bertrand (Missisquoi): Durant mon administration, dit-il, j'avais sous mes ordres des employés en qui j'avais pleine confiance, mais il était difficile d'obtenir les services d'ingénieurs forestiers.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Sous l'Union nationale, c'est tout le système qui était faux. Depuis 1960, la moyenne des salaires a été augmentée d'environ \$1,000 par employé.

M. Bertrand (Missisquoi): La reclassification a été faite non pas sous le présent régime, mais sous l'Union nationale, à l'automne 1959.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Lors d'un voyage à Cape Cod, aux États-Unis, j'ai remarqué qu'on avait obtenu d'excellents résultats et de fort jolis effets, à l'aide du reboisement. Je me demande si on ne pourrait pas faire de semblables efforts aux Îles-de-la-Madeleine. On y a déjà fait, sans succès, l'effet de certaines variétés de pins. Si on se donnait la peine de poursuivre ces essais, on pourrait faire des Îles-de-la-Madeleine un endroit aussi joli que Cape Cod et capable tout autant d'attirer les touristes. N'y aurait-il pas moyen, comme au Cape Cod³⁹, de planter des pins aux Îles-de-la-Madeleine? demande-t-il au ministre des Terres et Forêts.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Il est difficile de faire pousser les pins, car le salin, un vent de la mer, brûle les aiguilles. Le ministère des Terres et Forêts va essayer cette année de planter plusieurs milliers de pins de Corse, un pin maritime qui pourrait donner de bons résultats. Il s'agirait d'un arbre dont les aiguilles ne sont pas affectées par l'air salin de la mer. Les autres variétés essayées à date n'ont pas résisté à cet air.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million six cent deux mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Protection des forêts, y compris subventions (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Bertrand (Missisquoi): Que fait M. Honoré Pelletier au ministère des Terres et Forêts?

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): M. Honoré Pelletier a été engagé comme enquêteur spécial au ministère des Terres et Forêts, car le département de la protection des forêts croit que plusieurs feux de forêt ont été causés par des mains criminelles.

En fait, on a la quasi-certitude que 20 % des derniers feux de forêt combattus avec efficacité, heureusement, dans le Québec depuis le printemps, étaient l'œuvre d'incendiaires.

M. Johnson (Bagot): Honoré Pelletier, n'est-ce pas le même homme qui fut candidat libéral et qui s'est rendu utile au Parti libéral en remettant au procureur général (l'honorable M. Lapalme) un chèque de "commission" en pleine campagne électorale⁴⁰?

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Oui. Cela n'empêche pas M. Pelletier d'être compétent pour le travail qui lui a été confié. M. Pelletier est un employé à temps partiel du ministère des Terres et Forêts. Il ne travaille pour nous que depuis le 2 avril 1962, il est à l'essai...

M. Johnson (Bagot): Sans avoir passé le concours de la Commission du service civil?

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Non.

M. Johnson (Bagot): Sans concours, sauf le concours des circonstances électorales, que l'on comprend très bien. Mais que fait M. Pelletier?

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Il fait des enquêtes sur les incendies de forêt. À certains endroits, il est presque certain que les causes de feux de forêt soient attribuables à des gens qui ont accompli ces forfaits intentionnellement et délibérément. C'est pourquoi nous avons recours à un inspecteur spécial, M. Honoré Pelletier, pour découvrir les coupables et pour sévir.

M. Pelletier fait des enquêtes dans certains cas de feux de forêt où l'on soupçonne l'action d'un incendiaire, et il recherche ceux qui mettent le feu dans les forêts de la province.

Ses fonctions consistent aussi, dans le cas de coupe à blanc de certains boisés sur les fermes, à faire des enquêtes sur les lots que l'on pille un peu partout, au mépris de la loi, pour protéger les cultivateurs et les colons contre les requins exploiters, lesquels seront aussi matés par la force, s'il le faut.

Pour ce travail, M. Pelletier a un salaire de \$5,000 par année et il a droit au remboursement de ses dépenses de voyage. M. Pelletier conserve le titre d'enquêteur spécial et nous fera rapport.

M. Johnson (Bagot): Est-il astreint au port de l'uniforme?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il porte le BVD⁴¹.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Non, M. Pelletier n'est pas astreint au port de l'uniforme, car il n'est pas un employé permanent; il est à son noviciat.

M. Bertrand (Missisquoi): M. Pelletier, s'il fait réellement des enquêtes sur les feux que l'on croit avoir été mis par des mains criminelles, empiète sur les droits du département du procureur général (l'honorable M. Lapalme). Il s'agit là d'un cas patent de favoritisme puisque M. Pelletier n'a aucune qualification pour ce genre de travail.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Le député de Missisquoi persiste à se méprendre sur les qualités de M. Pelletier. Il est un homme fiable et parfaitement préparé à faire des enquêtes. (Avec humour) Il est doué d'un sens légal peu ordinaire. (Rires)

M. Bertrand (Missisquoi): On a beau rire, voilà un cas patent de patronage politique, et c'est une récompense politique qu'a reçue M. Pelletier par cette nomination.

M. Talbot (Chicoutimi) pose une question au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault) à propos d'enquêtes, dans le district de Roberval, au sujet de l'exploitation inutile des forêts du Québec.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Le ministère des Terres et Forêts a mené une quinzaine d'enquêtes dans le district de Roberval, au sujet de l'exploitation inutile des forêts du Québec.

Il y a une compagnie, dans cette province, qui a coupé trois fois la quantité de bois qu'elle devait couper. Nous lui avons demandé un plan d'aménagement et de conservation signé par un ingénieur forestier qualifié, mais elle a ignoré notre demande; elle s'est fichée de nous et elle a même coupé un supplément de 1,000 cordes de bois sans la permission du gouvernement. Il semblerait que cette compagnie de bois pense encore faire affaire avec le gouvernement de l'Union nationale.

M. Talbot (Chicoutimi) (Fâché) demande le résultat de ces enquêtes.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Les rapports ne sont pas complets. Le gouvernement libéral a l'intention de sévir contre les compagnies qui ont été protégées par le gouvernement de l'Union nationale dans le passé; nous sévirons contre ceux qui agissaient à leur guise sous l'Union nationale...

M. Talbot (Chicoutimi): Et qui sont devenus de bons amis du Parti libéral, et principalement du député de Roberval (M. Plourde). Le député de Roberval est intervenu pour faire cesser ces enquêtes, et le ministre des Terres et Forêts fait traîner les enquêtes. Que le ministre des Terres et Forêts donne le nom des compagnies qui ont fait le sujet des enquêtes!

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Si je donnais certains noms, je suis convaincu que je ferais de la peine au député de Chicoutimi.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa

Majesté pour compléter la somme de sept cent vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service forestier, y compris subventions (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Le ministère des Terres et Forêts procède à l'inventaire forestier dans les comtés suivants: Témiscamingue, Abitibi, Duplessis, Saguenay, et sur la rive nord du fleuve, en partant de Sept-Îles en direction du Labrador. À ce jour, un total de 9,404 milles carrés ont été inventoriés.

M. Bertrand (Missisquoi): Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault) ne semble pas comprendre l'importance de la recherche forestière. Les sommes consacrées au domaine de la recherche forestière sont coupées de moitié. Elles étaient de \$20,000 sous l'Union nationale; elles sont de \$10,000, cette année, au ministère. Sous mon mandat, j'avais fait accepter l'établissement d'une forme de recherche forestière, pour intéresser les ingénieurs forestiers désireux de s'adonner à la recherche.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Devant les choses à faire, et elles sont nombreuses, je me tourne vers l'immédiat et le pratique. On a trop donné d'importance au secteur de la recherche, des analyses et des rapports; on a toujours laissé trop espérer de ces recherches, de ces analyses, de ces rapports. Sous mon administration, dit-il, avec un budget accru et un personnel non augmenté, on s'efforce de faire vite et bien.

M. Bertrand (Missisquoi) suggère la création de centres de recherche dans le domaine forestier, au lieu de laisser à un autre gouvernement le soin de s'en charger. Ça serait faire ainsi de l'autonomie positive, dit-il.

M. Johnson (Bagot): Je ne comprendrai jamais qu'une province aussi riche que le Québec dans le domaine forestier ait besoin d'Ottawa et des plans conjoints pour la recherche et pour construire des routes d'accès. Le ministre des Terres et Forêts devrait avoir l'ambition de créer des centres de recherche dépendant de son département et des écoles gravitant autour de ce département. Ces centres pourraient collaborer avec les autres provinces. Pourquoi refuser de devenir autonome dans ce domaine?

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million six cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Arpentage (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Bertrand (Missisquoi) loue la compétence de M. Georges Côté, directeur du Service provincial de l'arpentage et commissaire des frontières. Dans un chapitre du rapport annuel du ministère des Terres et Forêts, dit-il, M. Côté se plaint de la description imprécise de la ligne de démarcation et réclame une décision prochaine, pour faire disparaître quantité de difficultés d'ordre administratif ou autres et pour ne pas se trouver dans une situation gênante.

M. Côté déclare: "Dans un pays de l'étendue du nôtre, où le développement des ressources naturelles, l'expansion de l'industrie, les besoins de la colonisation, l'organisation administrative et judiciaire entraînent la connaissance exacte du territoire et de la situation des traits qui le caractérisent, il est regrettable que les frontières nous séparent des provinces de Terre-Neuve, d'Ontario et des Territoires du Nord-Ouest. Il n'est pas exagéré de dire que cet état de choses paralyse, dans une certaine mesure, le développement économique de la province. (...)

"La description vague et imprécise, telle que contenue dans le jugement du Conseil privé, en date du 1^{er} mars 1927, rend impossible la délimitation, la démarcation ou l'établissement, sur le terrain et sur nos cartes, de cette ligne frontière d'une longueur d'environ 2,000 milles, et en bordure de laquelle se fait depuis quelques années une exploitation minière à un rythme accéléré.

"Tant et aussi longtemps que Québec n'aura pas acquiescé au jugement du Conseil privé et que cette ligne frontière n'aura pas été plus clairement définie et établie sur le terrain, nous considérons tout le territoire du Nouveau-Québec, celui d'Ashuanipi et les districts électoraux de Saguenay et de Duplessis, tels que statués, comme faisant bel et bien partie de notre province⁴²."

Je demande au ministre des Terres et Forêts s'il a du nouveau dans ce domaine.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il n'y a pas de problème du côté de la frontière du Nouveau-Brunswick, mais, pour ce qui est de notre frontière avec l'Ontario et le Labrador terre-neuvien, M. Côté m'a remis une volumineuse documentation que je suis en train d'examiner.

M. Bertrand (Missisquoi) pose des questions au premier ministre au sujet des îles de la baie d'Hudson, de la baie James et de la baie d'Ungava.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le problème des îles, il s'agit là encore d'une autre volumineuse documentation. J'ai devant moi des renseignements abondants que m'a fournis M. Côté à ce propos. Mais je suis au courant de la situation parce que je la connaissais avant même de venir ici⁴³.

M. Bertrand (Missisquoi): Ottawa dit que les îles de la baie d'Hudson lui appartiennent.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): En 1912, Ottawa a acheté le territoire au nord du Québec ayant jusque-là appartenu à la Compagnie de la baie d'Hudson et l'a cédé à Québec. Ce territoire s'arrêtaient alors à la côte, et le fédéral se réservait la possession de ces îles qui font maintenant partie des Territoires du Nord-Ouest. Les milliers de petites îles qui longent les côtes sont très riches en gisements de minerais.

Nous voulons en venir à une entente avec Ottawa au sujet de la répartition entre le Québec, l'Ontario, le Manitoba et les Territoires du Nord-Ouest de ces îles de la baie James à la baie d'Ungava et du fond de la mer à proximité des côtes.

À la prochaine conférence interprovinciale, du 5 au 8 août, à Victoria en Colombie-Britannique, j'en reparlerai et entamerai des pourparlers avec les représentants des provinces concernées⁴⁴, au sujet du problème des îles proches des côtes de la baie et du détroit d'Hudson ainsi que de la baie James.

M. Bertrand (Missisquoi): Le rapport du ministère dit que notre province n'a jamais acquiescé au jugement du Conseil privé.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le jugement rendu en 1927 par le Conseil privé à ce sujet est très compliqué. En fait, il est rempli de contradictions, par exemple pour ce qui regarde le bassin de la rivière Romaine. Il y est dit que le bassin de la rivière Hamilton appartient à Terre-Neuve et que le bassin des autres rivières appartient au Québec. Mais, au-dessus du 52e parallèle, la tête des eaux est dans Terre-Neuve. C'est tout cela que je suis en train d'étudier avec M. Côté, en vue d'un règlement éventuel⁴⁵. Pour l'instant, je ne suis pas encore en mesure de me prononcer. J'aime avoir en main toutes les informations possibles et tous les détails nécessaires avant de formuler une opinion définitive.

M. Bertrand (Missisquoi): À l'occasion des récents pourparlers avec le chef du gouvernement de Terre-Neuve, M. Joseph Smallwood, le sujet a-t-il été abordé⁴⁶?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Oui, la question des frontières du Labrador a été abordée. Le sujet a été posé, un point c'est tout. Ou, comme dirait M. Smallwood: "Le problème a été posé. Period." Je ne peux communiquer d'autres détails à la Chambre.

M. Bertrand (Missisquoi): M. Côté a toujours été pour l'Union nationale un conseiller compétent sur les questions de frontières.

Il soutient de nouveau l'opinion de M. Côté.

Malgré le jugement du Conseil privé, dit-il, tout ce que Terre-Neuve pourrait réclamer serait quelques milles le long de toute la côte, et non pas le territoire délimité sur la carte fédérale par la ligne pointillée que le Québec n'a jamais voulu reconnaître.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est de la poudre aux yeux, c'est de l'hypocrisie.

M. Bertrand (Missisquoi): Nous n'avons jamais voulu reconnaître le pointillé que nous prétendons la propriété de la province de Québec. Nous demandons au premier ministre d'être extrêmement prudent, de prendre en considération les intérêts primordiaux de la province et de préserver l'intégrité de l'aire québécoise.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): On vient de prier le premier ministre de préserver l'intégrité de la province de Québec, alors que je viens de dire que j'aurai des conversations avec les premiers ministres de l'Ontario et du Manitoba en vue d'obtenir d'Ottawa non seulement qu'on préserve notre territoire, mais qu'on l'agrandisse.

Je n'ai pas besoin qu'on me supplie pour protéger l'intégrité du territoire québécois, surtout lorsque ça vient de l'Union nationale qui n'a pas voulu que les frères des Écoles chrétiennes publient des cartes géographiques avec la ligne pointillée des cartes fédérales, mais qui a laissé l'Iron Ore Company déterminer la frontière.

Le grand autonomiste, feu l'honorable Maurice Duplessis, a créé un précédent dangereux lorsqu'il a confié le soin à une société minière, la compagnie Iron Ore, de décider elle-même à partir de quelle ligne de démarcation les redevances seront payables à Terre-Neuve...

M. Bertrand (Missisquoi): Il n'y a aucune description de territoire⁴⁷.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Non, il n'y a aucune description du territoire du Labrador, mais il y a des piquets, et je les ai vus. À partir de là, on paie des royautés à Terre-Neuve. On a reconnu implicitement la limite imposée par l'Iron Ore Co., parce qu'en 16 ans, on n'a pas eu le courage de négocier et d'exécuter le travail d'arpentage nécessaire.

On s'est contenté de se voiler le visage comme Tartuffe⁴⁸ en disant qu'on ne reconnaissait pas la ligne pointillée d'Ottawa, et nos enfants ont appris à l'école que le Labrador appartenait au Québec. Cette attitude était de l'hypocrisie. On laissait voler notre bien et notre butin pendant qu'on chantait l'autonomie.

Est-ce le gouvernement précédent qui a accordé une concession à Wabush Iron Ore Co.? Est-ce que le gouvernement de l'Union nationale a exigé que cette compagnie prenne des concessions de Québec et paie des redevances à Québec? Mais voilà que pieusement on nous demande de préserver le territoire de la province et les droits du Québec sur le Labrador que l'Union nationale a vendus pour un plat de lentilles. On a créé de dangereux précédents, sous l'Union nationale, qui nous nuiront pour un règlement favorable, parce que Terre-Neuve affirmera que, depuis des années, tout lui appartient à partir de la ligne de piquets⁴⁹.

Le gouvernement actuel de Québec entend mettre fin à la situation présente et veut en arriver à une solution, parce que cette situation a créé un tort considérable pour le développement et la mise en valeur de l'Ungava. On ne peut poser précédent plus dangereux que celui des piquets. J'ai vu ces immenses pelles mécaniques⁵⁰ puiser du minerai de fer à Knob-Lake, de part et d'autre de ces piquets plantés par l'Iron Ore.

M'informant à qui les royautés étaient payées, on m'a répondu que lorsque la pelletée est puisée à l'Est, on paie à Terre-Neuve; lorsqu'elle est puisée à l'Ouest, on paie à Québec. J'ai demandé si le gouvernement de Québec avait jamais protesté, mais il n'y a jamais eu de protestation du gouvernement de Québec, sous l'Union nationale, dans le passé.

L'Union nationale a laissé déterminer la frontière du Labrador, à Knob-Lake, par une compagnie dominée par des Américains et des capitaux des États-Unis. L'Union nationale a ainsi privé la province d'importantes royautés que cette compagnie a versées à Terre-Neuve. C'est ça,

l'Union nationale, grande avocate de l'autonomie. C'est ça, le grand gouvernement autonome.

M. Johnson (Bagot): Tout le monde est d'accord pour demander le rapatriement de la Constitution. Au moment du rapatriement de la Constitution canadienne, s'efforcera-t-on de résoudre la question frontalière? Le premier ministre est-il prêt à demander qu'on révisé cette question de frontières?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le rapatriement de la Constitution est un problème et la question des frontières du Labrador en est un autre. Il ne faut pas mêler les cartes. Le chef de l'opposition est le champion des "switchers" et, sous l'Union nationale, pendant 16 ans, nous avons eu un gouvernement de "piquets".

M. Bertrand (Missisquoi) ajoute quelques mots⁵¹.

Des députés ministériels crient et tapent sur leur pupitre.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé ses amendements aux amendements du Conseil législatif concernant le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal, mais avec une modification à laquelle il prie l'Assemblée législative d'acquiescer.

1. L'amendement 3 de l'Assemblée législative est modifié en remplaçant dans les deux dernières lignes de l'article 995a de la charte de la cité de

Montréal, édicté par l'article 104 du présent bill, les mots "La publication de l'avis d'homologation de la décision du Bureau" par ce qui suit: "La publication de l'avis mentionné à l'article 977".

Projets de loi:

Charte de Montréal

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté à l'amendement 3 de l'Assemblée législative au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

L'amendement est lu.

Il est ordonné que l'examen de cet amendement soit remis à la prochaine séance.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à deux heures et demie de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. *Le Nouvelliste* du 12 juin 1962, à la page 4, note qu'il y avait tout au plus une trentaine de députés à l'ouverture de la séance de l'Assemblée législative. Les rangs de l'opposition étaient particulièrement parsemés; avec le chef de l'opposition, on y comptait seulement neuf représentants. *La Tribune* du même jour, à la page 1, précise que M. René Lévesque est absent.

2. M. Maltais s'adressait samedi soir, soit le 9 juin, aux délégués de la Ligue de la jeunesse catholique réunis pour leur banquet annuel; "A. Maltais s'adresse à la Jeunesse catholique. La répartition fiscale: un épineux problème", dans *L'Événement-Journal* du 11 juin 1962, à la page 14.

3. D'après les *Comptes publics* de 1960-1961, les crédits pour ce poste s'élevaient à \$12,800,000. L'augmentation est donc d'un peu plus de \$1,200,000, et M. Johnson exagère donc de quelque \$2,800,000. Voir l'intervention suivante de M. Saint-Pierre.

4. Selon *Le Soleil* du 12 juin 1962, à la page 3, 20 % représente l'augmentation par rapport au précédent gouvernement. Cependant, d'après les *Comptes publics* de 1960-1961, les crédits attribués à la location de bureaux s'élèvent à \$4,512,995, et en ajoutant 20 %, cela ne donne qu'environ \$5,416,000 au lieu des \$6,529,300.

5. Bien que \$1,009,200 additionné aux \$5,402,100 des *Comptes publics* de 1961-1962 ne donne pas tout à fait \$6,529,300; selon *Le Devoir* du 12 juin 1962, à la page 3, cette augmentation se fait à partir de l'année 1960-1961. En considérant la note précédente, cela nous place loin du compte.

6. Les deux sources qui évoquent ce passage, *Le Nouvelliste* du 12 juin 1962, à la page 2, et *La Presse* du même jour, à la page 31, rapportent plutôt que M. Saint-Pierre reproche au chef de l'opposition d'avoir exagéré les chiffres de \$1,200,000, mais cela ne semble pas exact; voir note 3.

7. D'après *L'Action catholique* du 12 juin 1962, à la page 9, et le *Montreal Daily Star* du même jour, à la page 3, la location coûterait \$150,000 par année.

8. Selon *Le Temps* du 21 juin 1962, à la page 9, il y a eu augmentation de loyer partout.

9. D'après *Le Montréal-Matin* du 12 juin 1962, à la page 5, et *Le Temps* du 21 juin 1962, à la page 4, il s'agit du deuxième étage.

10. Ici, *La Tribune* du 12 juin 1962, à la page 7, indique que les ministériels sourient devant la méprise volontaire de M. Saint-Pierre; voir la précision qui suit de M. Guillemette.

11. En ce qui concerne un bureau du ministère de la Voirie à Lac-Mégantic, voir la question de M. Guillemette répondue par M. Pinard, lors de la séance du 4 avril. En ce qui a trait au bureau de la Commission des liqueurs, il ne semble pas y avoir de question de M. Guillemette à ce sujet dans les *Journaux de l'Assemblée législative* de 1962 et de 1960-1961.

12. Bien que le montant diffère du \$60 mentionné précédemment, il s'agit de la même source qui rapporte aussi \$75.

13. D'après *Le Nouvelliste* du 12 juin 1962, à la page 21, le loyer serait de \$60.

14. Il faut comprendre "peddler", au sens de sous-louer en colportant.

15. *La Presse* est la seule source qui indique que le montant de \$145 sert pour payer le loyer de l'unité sanitaire, de la Sûreté provinciale et de l'Agriculture.

16. *Le Nouvelliste* du 12 juin 1962, à la page 4, précise que le chef de l'opposition fait référence au local loué par la sœur du député de Maskinongé (M. Caron) et aux procédures judiciaires engagées en 1961 dans cette affaire.

17. À ce sujet, voir aussi le Document de la session no 172 et l'explication donnée par M. Turpin, lors de la séance du 19 juin 1962.

18. M. Lorrain est l'ancien ministre des Travaux publics sous les cabinets Duplessis, Sauvé et Barrette.

19. Selon *Le Nouvelliste* du 12 juin 1962, à la page 4, il s'agirait du 9 février 1962.

20. *Le Montréal-Matin* du 12 juin 1962, à la page 5, et *Le Temps* du 21 juin 1962, à la page 4, rapportent bien "29 février 1962". Cependant, comme 1962 n'est pas une année bissextile, nous proposons le 20 février 1962.

21. Selon *Le Montréal-Matin* du 12 juin 1962, à la page 5, et *Le Temps* du 21 juin 1962, à la page 12, M. Saint-Pierre déclare que le gouvernement a effectué aux frais de la province des travaux de l'ordre de \$18,711.

22. *Le Montréal-Matin* du 12 juin 1962, à la page 10, qui rapporte cette information, trace un parallèle avec le roman *Un certain sourire* de Françoise Sagan.

23. Selon *La Presse* du 12 juin 1962, à la page 35, cette information apparaît improbable; la commission proposée serait constituée de cinq membres de l'opposition.

24. Selon *Le Soleil* du 12 juin 1962, à la page 3, la discussion de ce crédit aurait duré deux heures.

L'Action catholique du même jour, à la page 9, signale que l'opposition a soulevé plusieurs cas où le gouvernement avait abandonné des loyers pour en prendre d'autres plus dispendieux, et que le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Saint-Pierre) a invoqué plusieurs raisons motivant ces changements.

25. M. Saint-Pierre fera une précision en Chambre durant la séance du 13 juin pour dire que ce n'est pas un palais de justice qui sera construit à La Malbaie, mais bien une annexe à la prison locale.

26. Selon *La Presse* du 12 juin 1962, à la page 35, il s'agit d'Hector Charron.

27. M. Saint-Pierre fera une précision en Chambre, durant la séance du 13 juin, pour dire que les trois spécialistes sont engagés à raison de \$25,000 chacun pour la durée de leur travail et non à raison de \$25,000 par année.

28. Club attaché au Parti libéral.

29. Lester B. Pearson est le chef du Parti libéral du Canada et sera premier ministre.

30. Outre le chef de l'opposition, on fait aussi référence à Paul-Léo-Maurice Johnson, député progressiste-conservateur de Chambly-Rouville de 1958 à 1962 et frère du chef de l'opposition, ainsi qu'à Robert Norman Thompson, chef du Crédit social.

31. *Le Droit* du 12 juin 1962, à la page 19, calcule que les crédits du ministère des Travaux publics ont été adoptés après quatre heures de débats, mais, en considérant qu'ils ont duré toute la séance du 7 juin, soit trois heures, et près de trois heures durant la présente séance, l'estimation du journal apparaît fausse.

32. *Le Soleil* du 12 juin 1962, à la page 3, rapporte plutôt 45 % laine et 55 % térylène.

33. *Le Devoir* du 12 juin 1962, à la page 9, indique plutôt 14,000.

34. *Le Devoir* du 12 juin 1962, à la page 9, rapporte étrangement le nom "thonor".

35. *Le Soleil* du 12 juin 1962, à la page 3, précise que M. Tremblay est très grand, tandis que M. Bertrand n'est pas très grand.

36. *The Gazette* du 12 juin 1962, à la page 4, souligne que le projet des uniformes pour le

ministère des Terres et Forêts a été torpillé par le cabinet à l'été dernier.

37. M. Arsenault a été député conservateur, député indépendant et député libéral.

38. Il s'agit d'une autobiographie de Bona Arsenault parue en 1953.

39. Dans *Le Soleil* du 12 juin 1962, à la page 3, notamment, on rapporte plutôt l'implantation de pins du Cape Cod aux Îles-de-la-Madeleine. Cette version a été modifiée car cette espèce, le pin du Cape Cod, n'existe pas; en fait, l'espèce de pin la plus répandue dans cette région est le pin rigide (*pinus rigida*).

40. *Le Devoir* du 12 juin 1962, à la page 9, rappelle que M. Pelletier s'est rendu célèbre, lors de la dernière campagne électorale, en rendant public un chèque remis par le député de Dorchester (M. Bégin), pour qu'il délaisse le Parti libéral, afin de se joindre à l'Union nationale. *La Presse* du 12 juin 1962, à la page 31, ajoute que ce témoignage contre l'Union nationale a encouru la formation de la commission Salvas. Enfin, *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 21, précise que M. Pelletier était candidat libéral en 1956 (dans le comté de Kamouraska).

41. BVD était une marque de commerce pour des sous-vêtements.

42. Voir: *Rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1961*, Québec, 1961, aux pages 112 et 113.

43. Rappelons que M. Lesage a été ministre fédéral du Nord canadien et des Ressources nationales, dans le cabinet Saint-Laurent, de 1953 à 1957.

44. Pour *L'Action catholique* du 12 juin 1962, à la page 18, il semble que M. Lesage veuille aussi en discuter avec les Territoires du Nord-Ouest, à la conférence interprovinciale. Cependant, il y a tout lieu de croire que les Territoires n'étaient pas invités ni présents lors de la conférence. Voir: "Huit premiers ministres sont réunis en C.-B.", dans *Le Devoir* du 6 août 1961, aux pages 1 et 2.

45. On peut consulter certains documents remis par M. Côté aux instances provinciales sous le titre: *Ligne frontière Québec/Terre-Neuve sur terre, entre le Labrador québécois et le Labrador terre-neuvien et sur mer, dans le golfe du Saint-Laurent*.

46. Cette rencontre a eu lieu le 21 mai, à Québec. Voir, entre autres: "À la suite de la rencontre Lesage-Smallwood: un accord prochain au sujet des chutes Hamilton! Terre-Neuve exportera son électricité au Québec!", dans *La Presse* du 22 mai 1962, aux pages 1 et 2, et une question orale, lors de la séance du 22 mai.

47. *Le Nouveau Journal* du 12 juin 1962, à la page 27, ajoute: dans le jugement du Conseil privé. Comme le jugement du Conseil privé, de 1927, établit la frontière, on veut plutôt faire référence à la loi de l'Iron Ore.

48. Tartuffe est le personnage principal de la pièce de Molière du même nom. M. Lesage fait probablement référence à la célèbre réplique de Tartuffe: "Couvrez ce sein que je ne saurais voir." Voir: "Tartuffe ou l'Imposteur", *Le nouveau dictionnaire des œuvres de tous les temps et de tous les pays*, 1994, vol. VI, à la page 7012.

49. *Le Soleil* du 13 juin 1962, à la page 15, et *Le Devoir* du même jour, à la page 1, rapportent la réaction de M. Smallwood, premier ministre de Terre-Neuve, à la déclaration de M. Lesage.

50. *Le Nouvelliste* du 12 juin 1962, à la page 2, et *Le Nouveau Journal* du même jour, à la page 27, indiquent pourtant qu'il s'agit de pelles électriques, mais ils font manifestement erreur.

51. *Le Nouveau Journal* du 12 juin 1962, à la page 27, rapporte que M. Bertrand, à l'issue de la séance, a confié que l'argument des piquets était faible puisque l'acte d'un locataire n'engage pas le propriétaire; donc, que les piquets de l'Iron Ore n'engagent en rien le gouvernement. M. Bertrand a ajouté que le premier ministre venait de faire le discours de M. Smallwood.

Séance du mardi 12 juin 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 198 concernant la succession Christine Fuoco Tirelli;
- bill 180 concernant la succession de l'honorable Joseph Masson.

M. Binette (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 137 modifiant la charte de la cité de Saint-Michel.

Projets de loi:

Charte de Saint-Michel

M. Meunier (Bourget) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 137 modifiant la charte de la cité de Saint-Michel.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 137 sans l'amender.

M. Meunier (Bourget) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Succession
Joseph Masson**

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 180 concernant la succession de l'honorable Joseph Masson.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 180 sans l'amender.

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Succession
Christine Fuoco Tirelli**

M. O'Reilly (Montréal-Verdun) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 198 concernant la succession Christine Fuoco Tirelli.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 198 sans l'amender.

M. O'Reilly (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Société générale
de financement**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 50 constituant la Société générale de financement du Québec.

C'est une loi d'une importance extrême, dit-il, pour amener la population du Québec à

investir pour le développement économique de la province de Québec. C'est la première fois qu'une tentative de ce genre est faite par un gouvernement du Québec. Il s'agira d'une société mixte dont les buts seront de susciter, d'encourager et de favoriser la formation, l'établissement et le développement d'entreprises industrielles et, accessoirement, d'entreprises commerciales.

Je crois sincèrement que cette mesure visera à élargir la base de la structure économique de la province de Québec, en accélérer le progrès et contribuer au plein-emploi. Un autre but de cette loi est d'amener la population du Québec à participer au développement des entreprises en y plaçant une partie de son épargne.

Le fonds social autorisé de la Société générale de financement du Québec sera de \$150,000,000, divisé en 15,000,000 d'actions d'une valeur nominale de \$10 chacune, dont 2,500,000 actions seront à dividende différé et seront réservées au gouvernement. Le reste comportera des actions ordinaires, à moins que la Société n'en décide autrement. À l'exception des actions à dividende différé du gouvernement, les actions pourront être achetées par versements, mais aucun particulier ne pourra détenir plus de \$10,000 d'actions. La Société aura donc des actions à dividende différé pour le gouvernement et des actions ordinaires offertes aux caisses populaires, aux autres institutions financières, ainsi qu'aux particuliers, qui rapporteront un dividende annuel. Dans les faits, les dividendes seront versés sur les actions à dividende différé seulement lorsqu'elles auront été payées pour les actions détenues par les coopératives de crédit, les institutions financières et le public. En ce qui concerne les particuliers, il y aura des titres convertibles en actions ordinaires.

La deuxième partie de la loi des compagnies s'appliquera à la Société générale de financement du Québec. La première émission d'actions à la Société sera faite après la nomination des 12 membres de son conseil de direction. La première émission totalisera un montant de \$20,000,000 réparti entre le gouvernement, les coopératives de crédit, les institutions financières et le public, par tranches de \$5,000,000¹.

Le ministre des Finances du Québec est autorisé à souscrire, au nom du gouvernement, la somme de \$5,000,000, payable sur le Trésor public en paiement de 500,000 actions à dividende différé de la Société, mais la Société devra, tant que les actions à dividende différé n'auront pas été entièrement souscrites, permettre au gouvernement d'en souscrire jusqu'à concurrence du tiers du nombre d'actions ordinaires attribuées.

Le gouvernement sera un actionnaire minoritaire. Par la suite, le gouvernement nommera seulement trois directeurs au conseil de direction de la Société. Les coopératives de crédit nommeront trois autres directeurs et les autres actionnaires nommeront les six directeurs restants.

Nous ne pouvons pas dire que demain tout le capital sera investi dans l'industrie. Pendant la période d'attente, il faut l'investir pour rapporter des dividendes. Les fonds qui ne sont pas affectés au financement de l'industrie peuvent être investis dans les émissions du Trésor, les débentures émises ou garanties par le gouvernement fédéral ou provincial et les débentures d'une municipalité ou d'une commission scolaire de la province de Québec. La Société doit être en mesure d'effectuer des investissements temporaires de la sorte.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 50 constituant la Société générale de financement du Québec.

M. Johnson (Bagot): À quelle date le texte législatif sera étudié?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Cela dépend du progrès que nous accomplirons avec les autres bills. Je ne suis pas maître de la marche des travaux de la Chambre.

La motion est adoptée.

Demande et dépôt de documents:

Barrage Gayhurst

M. Guillemette (Frontenac) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance et de tous documents échangés entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers et le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou officiers, ou toute personne, société ou corporation, depuis le 1^{er} janvier 1962 au 10 mai 1962, le tout concernant le barrage Gayhurst et les inondations de la rivière Chaudière dans le comté de Beauce.

Adopté.

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 166)

Remboursement de droits:

Horlogers

M. Boulais (Rouville) propose que, le bill 213 concernant les horlogers ayant été retiré, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction des frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Questions et réponses orales:

Journal des débats

M. Johnson (Bagot): Je m'excuse de revenir à la charge, mais doit-on enterrer définitivement le projet du *Journal des débats*?

Une voix ministérielle: On va enterrer l'Union nationale avant.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Vous n'avez donc pas interrogé le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Saint-Pierre) pendant l'étude des crédits du ministère des Travaux publics?

M. Johnson (Bagot): (Souriant) Non, on l'a oublié complètement. Le ministre des Travaux publics a aussi oublié d'en parler.

Projets de loi:

Hôpitaux

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 des hôpitaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Je présente cette mesure avec un grand sentiment de légitime fierté et d'orgueil, et je propose l'adoption du principe du bill destiné à réglementer pour le mieux la structure administrative de nos hôpitaux, parce qu'elle répond aux vœux de la population de la province de Québec. C'est une prévention contre des abus qui se sont souvent

répétés dans le passé, et ce projet de loi va mettre de l'ordre dans un des secteurs les plus importants de la vie de la province.

Il suffit d'avoir un peu d'expérience pour constater que le Québec ne répondait plus aux exigences de son époque. Quand le gouvernement libéral est arrivé au pouvoir, c'était la pagaille dans les hôpitaux de la province. Les irrégularités dans l'administration de certains hôpitaux, révélées par de récentes enquêtes publiques démontrant que la situation était plus mauvaise que celle qu'on espérait, ont démontré la nécessité d'un contrôle sur l'administration des hôpitaux en général. Le gouvernement se devait donc de réviser toute sa politique concernant les hôpitaux et leur administration. Il y a urgence d'établir des normes, pour assurer une saine administration des hôpitaux, tout en répondant aux vœux de la population et en mettant un terme définitif au formalisme désuet et moyenâgeux. Les enquêtes sur l'administration de plusieurs hôpitaux dans le Québec prouvent cet avancé.

Cela est d'autant plus nécessaire que², depuis l'instauration de l'assurance-hospitalisation, les hôpitaux reçoivent des montants importants de l'État et deviennent, en quelque sorte, par cette loi, un service de l'État. Il importe, dans ces conditions, de voir à ce que l'argent des contribuables soit bien utilisé. Pour permettre aux hôpitaux d'atteindre leur but, nous avons senti la nécessité, en face des révélations sorties de certaines enquêtes, que le gouvernement établisse une surveillance sur l'administration des hôpitaux de la province de Québec, et également sur leurs finances auxquelles la province contribue à même les fonds publics.

C'est pourquoi il est urgent et nécessaire de créer un mécanisme administratif complet et d'établir un contrôle sur toutes les activités administratives. Le bill 44 définit tous les pouvoirs des hôpitaux.

Ce projet de loi des hôpitaux constitue une étape importante dans l'évolution sociale de la province. Jusqu'ici, tout particulier pouvait acquérir ou fonder un hôpital, souvent avec des résultats plus ou moins satisfaisants, voire fort peu enviables, et peu intéressants pour la communauté. L'enquête sur l'hôpital Jean-Talon révèle et apporte la preuve d'une série de pratiques inimaginables dans un hôpital public ou privé. Cette loi empêchera la répétition d'irrégularités financières et médicales, comme il s'en est découvert à l'hôpital Jean-Talon.

L'enquête sur d'autres hôpitaux apporte la preuve de transactions étonnantes, que l'on peut facilement assimiler à des coups de Bourse dont le public a fait les frais. Cette loi empêchera d'autres

hommes de se livrer à une spéculation sans précédent³. Par cette loi, certains hôpitaux ne seront plus le fief de certains individus ou d'exploiteurs de la misère humaine, car la santé publique est une affaire trop importante pour qu'on puisse la laisser entre leurs mains. Cette loi permettra que la charité garde encore ses droits, mais elle établira que la médecine est devenue un service social.

Il (l'honorable M. Couturier) s'élève contre ceux qui suggèrent la formation d'une régie ou d'une commission des hôpitaux. Ce type d'organisme, dit-il, peut être utile lorsqu'il s'agit d'administrer une entreprise ou un commerce, ou encore de régler un secteur particulier et bien défini, mais il ne faut pas confier à d'autres la responsabilité du gouvernement d'administrer les fonds publics.

La loi poursuit un but principal, particulier et bien défini: protéger le malade. Tout dans le projet de loi concourt à ce but unique. La loi élimine tout mobile lucratif comme objectif d'une institution hospitalière et assure la sécurité du public.

La loi prévoit que les hôpitaux publics et privés, à l'exception de ceux qui sont régis par la loi des institutions pour malades mentaux, seront soumis à une demande de permis et à une réglementation administrative. De plus, les conflits possibles entre les bureaux d'administration et les bureaux médicaux des hôpitaux seront soumis à un arbitrage obligatoire.

L'article 19 fait suite à de nombreuses réclamations: il interdit à l'hôpital ou aux médecins de réclamer du patient toute renonciation des réclamations consécutives à des traitements ou interventions.

Pour mettre de l'ordre dans cette pagaille, le projet de loi donne l'autorité nécessaire au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder les autorisations voulues pour la création, l'agrandissement et la transformation d'hôpitaux. À l'avenir, toute subvention du gouvernement devra être employée uniquement pour les fins pour lesquelles elle fut accordée.

Le projet de loi dans son ensemble est une initiative pour apporter plus de sécurité au public, pour donner au médecin l'influence à laquelle il a droit et, à l'hôpital, certains avantages dont il profitera à la longue.

L'évolution de la médecine et de la science médicale au cours des 40 dernières années fut formidable et exceptionnelle. C'est pourquoi il importe d'établir et d'imposer des normes générales pour s'assurer et déterminer les devoirs et les droits de tous les professionnels, médecins et employés directement reliés à l'hôpital, ainsi que des patients dans les hôpitaux de cette province.

La loi n'est sans doute pas parfaite, aucun projet de loi n'est jamais parfait, celui-là comme les autres, mais, au moment où il faut absolument intervenir, c'est un commencement et c'est mieux que l'absence de toute législation. Il faut penser que nous entrons sur un terrain vierge.

M. Leclerc (Charlevoix): Lors de l'adoption de l'assurance-hospitalisation, l'an dernier, j'ai signalé que c'était là un premier pas vers l'étatisation de la médecine et des hôpitaux. On a dit: Non! Aujourd'hui, avec la loi des hôpitaux, le gouvernement nous fait franchir, cette année, un deuxième pas vers l'étatisation. Étatisation des hôpitaux, de la médecine et des services hospitaliers. Et qui va en souffrir les premiers? Les malades.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): La cause première de ce bill est attribuable à l'inaction du gouvernement précédent et de l'ancien régime de la tolérance. Pas question d'étatisation, ni de socialisme, mais de régler un problème social et humain.

M. Leclerc (Charlevoix): Il est très difficile de se lever aujourd'hui, surtout quand on est médecin, et d'oser critiquer le projet de loi du gouvernement. C'est d'autant plus difficile que, depuis deux ans, on a braqué la lentille grossissante sur les médecins, sur les hôpitaux et sur certains abus qui y ont été commis. Et le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) ne semble pas se rendre compte de la gravité de l'heure.

Que l'on protège la santé publique, j'en suis! Je ne veux pas qu'on revienne à la situation antérieure, mais, de là à tout chambarder, il y a une différence. Que certains médecins aient abusé dans le passé, je l'admets. Que certains autres individus, notamment des avocats et d'autres professionnels, aient mal agi, je l'admets.

Que certains directeurs d'hôpitaux aient commis des manquements, je l'admets aussi. Que certains autres sujets - et je n'ai pas besoin de préciser - aient posé des gestes condamnables, je l'admets encore. Mais ce n'est pas là un motif suffisant pour tout condamner.

On a placé l'objectif sur les communautés religieuses et sur les médecins, mais on a oublié de parler de trois siècles de dévouement. Parce que certains médecins se font \$20,000 par année, on a crié au scandale, mais, quand le gouvernement engage des gens à plus de \$20,000 par année, on ne dit rien. Et je soutiens que le gouvernement n'a pas

le droit de noircir des classes de la société et les hôpitaux comme on l'a fait, afin de permettre la passation de sa loi. Surtout quand on sait qu'un plombier ou un électricien charge encore plus cher que le médecin pour entrer dans la maison.

Pourquoi avoir monté en épingle certains scandales? Pourquoi ne pas avoir reconnu les services rendus et le dévouement affiché par 99 % de ces classes? On a préféré monter en épingle quatre ou cinq mauvais exemples.

Le gouvernement a tenu à faire tant de publicité aux abus, avec trois ou quatre mauvais exemples dans notre système d'hospitalisation, et il a tenu dans l'ombre les services rendus au lieu de souligner trois siècles de dévouement en faveur de nos hôpitaux.

Je demande au gouvernement et au ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) d'écouter les protestations de ses confrères les médecins. Si le ministre a jugé bon de faire des enquêtes, pourquoi ne pas tenir compte des recommandations?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Tous les intéressés pourront se faire entendre mardi prochain, à 10 h 30.

M. Leclerc (Charlevoix): Si on se fait battre, on pourra dire qu'on a fait notre devoir. Le gouvernement utilise les enquêtes pour ensuite justifier l'adoption de mesures législatives socialisantes.

Je suis en faveur d'une loi des hôpitaux, car, sous mon ministère, j'avais commencé à en préparer une. Pour ma part, je voterai en faveur de certains articles du projet de loi, mais je m'opposerai vigoureusement à d'autres s'ils ne sont pas modifiés. Il y en a qui sont acceptables, d'autres pas. Que le gouvernement étudie bien les rapports Chabot et autres ainsi que les recommandations des commissions d'enquête. Je n'entends pas, dit-il, sacrifier mon rôle dans l'opposition, et je ferai les réserves qui s'imposent sur la loi des hôpitaux.

Je suis prêt à accepter une régie, dit-il, mais non un contrôle ministériel qui conduira à l'étatisation.

M. Lizotte (Montmagny) félicite le gouvernement actuel et le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) de leur courage d'avoir présenté le projet de loi concernant les hôpitaux de la province de Québec, projet de loi qu'il approuve dans son ensemble. Le Québec doit suivre le progrès, dit-il. Nous sommes la seule province qui n'ait pas sa loi des hôpitaux. Il est temps que la province de Québec, en se donnant une loi fiable et honnête, la

loi des hôpitaux, se place au même niveau que les autres provinces du Canada, qui ont déjà, la plupart depuis longtemps, une telle loi. Personne n'a l'intention d'étatiser la médecine comme l'a laissé entendre le député de Charlevoix (M. Leclerc). Ce n'est pas sérieux.

Il cite les conclusions du rapport d'enquête sur l'hôpital Jean-Talon⁴. Tous les avocats au dossier, rappelle-t-il, ont été unanimes à déplorer l'absence d'une loi des hôpitaux dans la province de Québec, et le juge enquêteur a recommandé lui-même l'adoption de cette loi⁵.

Il cite plusieurs articles du projet de loi relatifs au droit de regard du gouvernement sur l'administration des hôpitaux. Pour arriver aux buts qu'il désire atteindre, dit-il, le gouvernement a cru bon de présenter cette loi à la Législature. Il n'est pas question d'étatisation, dans ce bill, mais il s'agit tout simplement de mettre de l'ordre, afin de protéger les patients.

Je me demande en quoi cette loi attaque les médecins. Le gouvernement a le devoir de surveiller la dépense des sommes versées aux hôpitaux à même les fonds publics. D'ailleurs, cette loi est désirée par un grand nombre de médecins.

M. Prévost (Montmorency): Dans la loi actuelle, il est question des hôpitaux modernes, ceux de notre temps, mais il convient de rendre justice à qui justice est due, aux communautés religieuses qui, depuis trois siècles, ont secouru les personnes affligées par la maladie. Ce n'est que depuis le début du siècle que les gouvernements s'intéressent aux hôpitaux qui, jusque-là, ont été supportés par les communautés religieuses.

S'excusant de parler en profane d'une question qui regarde principalement les médecins, les hôpitaux sont la première nécessité de l'homme à qui la santé fait défaut, déclare-t-il. Et, quand on parle des hôpitaux, on parle d'acte médical, d'acte administratif et d'acte de surveillance justifiée de la part de l'État: surveillance de l'État sur l'administration des hôpitaux et surveillance de l'État sur les associations qui ont affaire à l'acte médical.

Dans les hôpitaux modernes, une loi du genre de celle qu'on nous présente doit être agencée de façon à ce que personne n'empiète sur une fonction qui n'est pas la sienne. Il fut un temps où les soins spirituels dépassaient les soins médicaux dans les hôpitaux, mais, aujourd'hui, dans nos hôpitaux modernes, vous trouvez aussi, autour du malade, toute une équipe spécialisée de médecins, d'infirmières et d'administrateurs. Certains principes sont dans

l'intérêt du patient, car l'hôpital existe d'abord pour le patient et accessoirement pour le médecin.

C'est pourquoi le gouvernement devrait voir à la parfaite synchronisation de toutes les tâches à accomplir dans ce domaine. Le patient a droit aux soins médicaux de la meilleure qualité, mais cela implique de la part des médecins une compétence professionnelle poussée, une conscience professionnelle indéfectible, un goût prononcé pour la recherche et le travail.

La loi en discussion doit tenir compte des divers types d'hôpitaux. Il ne convient pas de mettre les hôpitaux publics sur le même pied que les hôpitaux privés. Il manque, dans la loi actuelle, un détail important. La loi ne vise que les hôpitaux publics et les hôpitaux privés, mais elle ne touche aucunement aux hôpitaux de recherche ou, si vous préférez, aux hôpitaux de faculté de médecine.

Il (M. Prévost) recommande au gouvernement de créer un hôpital de recherche médicale, qui serait un complément à tous les hôpitaux que nous avons dans la province de Québec.

Trois jeunes médecins, déclare-t-il, travaillant au centre de recherche du Toronto General Hospital, ont trouvé la solution recherchée depuis longtemps à un problème particulier et complexe du rein. Il y a urgence d'avoir, dans la province de Québec, des hôpitaux où l'on s'adonne à la recherche et à l'enseignement, sous la direction de la Faculté de médecine des universités québécoises. Il met cependant le gouvernement en garde contre la multiplication des centres de recherche dans le Québec. Un ou deux bons centres compétents suffiraient, dit-il.

Il manque, dans le Québec, des hôpitaux de recherche, des hôpitaux qui s'intéressent à la recherche pratique, et non seulement à la recherche théorique. Car il ne faut pas oublier que l'hôpital existe d'abord pour le patient et, accessoirement, pour le médecin, puisque, s'il n'y avait pas de patients, il n'y aurait pas d'hôpitaux. La loi actuelle devrait donc, en vue de disposer des moyens et des méthodes nécessaires à l'établissement de ces hôpitaux de recherche, prévoir dès maintenant leur existence, prévoir la création de tels centres de recherche médicale.

Je suis en faveur d'une loi des hôpitaux, mais je crois, dit-il, que la loi actuelle n'est bonne qu'en principe. Elle a besoin de nombreux amendements, dans ses détails, pour atteindre le but qu'elle vise.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Les meilleures législations, dans une société bien organisée, sont celles que se donnent les intéressés

eux-mêmes. L'idée d'étatiser la médecine et les hôpitaux du Québec est si loin de la pensée du gouvernement que le projet de loi 44 provient en grande partie des suggestions faites par les intéressés eux-mêmes.

Une loi des hôpitaux a germé dans mon esprit, dit-il, lorsque, le 19 avril 1961, j'assistais au congrès de l'Association des hôpitaux du Québec. Les associations hospitalières de la province et les associations médicales avaient inscrit au programme la création d'une loi des hôpitaux, et l'Association des hôpitaux a suggéré au gouvernement l'adoption d'une telle loi dans la province de Québec. À ce moment, il existait une loi semblable au fédéral et dans d'autres provinces du Canada.

J'ai alors félicité les organisateurs du congrès, pour avoir pensé d'étudier cette question, et les médecins, d'avoir pris ainsi les devants dans un domaine qui les concernait tout particulièrement. J'ai dit à ce moment aux congressistes que la meilleure loi de ce genre, qui serait la plus efficace, serait celle qui aurait pris ses racines dans le groupe médical et non celle qu'on leur impose, et que le gouvernement étudierait avec soin les recommandations qu'on lui ferait dans ce domaine⁶, invitant les organismes intéressés à en faire.

Trois mois plus tard, en juin de la même année, devant les membres de la Medical Association, j'ai fait appel aux médecins, dit-il, pour leur demander de collaborer avec le gouvernement, afin de mettre de l'ordre dans le domaine hospitalier.

Ce projet de loi est né dans un esprit de collaboration avec tous les intéressés. Le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) et moi-même avons reçu du comité conjoint des associations d'hôpitaux, du Collège des médecins et chirurgiens et des bureaux médicaux de la province de Québec un rapport contenant des suggestions, qu'on avait intitulé *Principe et définition*. Généralement, toutes les principales suggestions faites par ces organismes importants et compétents, nous les avons, dans toute la mesure du possible, inscrites en termes législatifs dans le projet de loi.

C'est dans un esprit de collaboration avec tous les intéressés que ce projet de loi a pris naissance, et le gouvernement fut saisi des recommandations bien avant que les enquêtes sur les hôpitaux Jean-Talon et Fleury nous révèlent certaines choses dans lesquelles nous devons mettre de l'ordre, dans l'intérêt de toute la communauté québécoise. Le gouvernement a des responsabilités et doit les assumer. Il n'a pas le droit, surtout lorsqu'il y a des abus tellement connus que ce sont les intéressés eux-

mêmes qui veulent se discipliner, de refuser d'ailleurs au Collège des médecins et à l'Association des hôpitaux d'adopter ce qu'ils demandent. Est-ce que nous avons le droit de penser qu'ils veulent l'étatisation? On n'a pas le droit de dire qu'un tel projet, inspiré par les intéressés mêmes, constitue un pas vers l'étatisation des hôpitaux et de la médecine.

M. Johnson (Bagot): C'est évident qu'il s'agit d'un pas.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je ne comprends pas les gens qui ne peuvent pas concevoir - comme les membres de l'opposition - que quelque chose ait changé dans le monde. Le vieil adage, selon lequel le meilleur gouvernement serait celui qui légifère le moins, n'est plus vrai. L'État a des responsabilités et doit les assumer. Quand un projet de loi est demandé par le Collège des médecins et les associations d'hôpitaux qui exigent de la discipline dans leur domaine, on n'a pas le droit de refuser. Lorsqu'il y a des abus, l'État n'a pas le droit de laisser aux intéressés eux-mêmes le soin de se discipliner. Est-ce qu'on peut refuser au Collège des médecins le droit de se discipliner? Avons-nous le droit de penser qu'ils veulent l'étatisation? Les intéressés ne peuvent certainement pas désirer l'étatisation.

Contrairement aux affirmations de l'Union nationale, il n'est pas question d'étatiser quoi que ce soit. La loi des hôpitaux n'est pas du tout une tentative du gouvernement d'étatiser la médecine, les hôpitaux dans la province de Québec et les services hospitaliers. La loi ne constitue pas une nouvelle étape vers l'étatisation. La rédaction du projet de loi a été préparée en consultation étroite avec le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier), les conseillers juridiques du gouvernement et les organismes intéressés.

Il n'est pas question d'une régie des hôpitaux, comme on l'a suggéré. Je continue à être définitivement contre cela, parce que le conseil de direction aurait un contrôle sur l'argent des contribuables. Ni le gouvernement ni l'Assemblée législative n'ont le droit d'abandonner à des tiers leur responsabilité première, qui est de voir à l'emploi bien ordonné du produit des taxes payées par les citoyens du Québec. Une telle régie existe en Ontario, mais la population paie l'assurance-hospitalisation, dans cette province, au moyen de primes, et il faut une commission pour fixer l'importance de ces primes.

Nous avons ici le même système avec la Commission des accidents du travail. Mais, au

Québec, lorsqu'il s'agit d'un service comme l'hospitalisation, où les fonds du Service de l'assurance-hospitalisation proviennent du Trésor provincial, de l'argent des taxes, je dis que le gouvernement et le Parlement n'ont pas le droit de renoncer à leur responsabilité première, celle de surveiller directement l'utilisation des deniers publics. Si on créait une régie des hôpitaux, au lieu de laisser le ministre administrer sa loi, on confierait un travail supplémentaire au directeur de l'assurance-hospitalisation et à ses assistants. Par ailleurs, les organismes qui ont recommandé l'institution de la loi n'ont pas suggéré de régie.

Il (l'honorable M. Lesage) invite les hôpitaux, les médecins et autres intéressés dans la loi des hôpitaux à se présenter au comité des projets de loi à caractère public de l'Assemblée législative à 10 h 30 mardi prochain, le 19 juin, où ils seront entendus pour faire valoir leurs représentations et leurs recommandations sur le projet de loi. Cependant, plusieurs organismes feront valoir des points de vue divergents sur la question.

M. Johnson (Bagot): J'ai apprécié que le premier ministre parle du bill d'un ton calme, contrairement au ministre de la Santé. C'est une sage décision que de permettre au comité des bills publics d'entendre des personnes qualifiées exprimer des points de vue différents sur ce qu'a dit le premier ministre.

Dans son principe, le projet de loi, tel que rédigé, ne favorisera pas de nature le maximum de liberté d'une profession dont la mission principale est de soigner et de guérir, si possible. Je sais qu'il s'agit là d'un domaine extrêmement important.

Si nous sommes favorables au principe d'une réglementation nécessaire des hôpitaux, nous sommes opposés à une enrégimentation. Si le projet de loi des hôpitaux n'est pas amendé après les représentations des intéressés durant l'étude en comité plénier, ce ne sera pas une réglementation, mais l'enrégimentation pure des hôpitaux, des services hospitaliers et des médecins.

Tous les organismes intéressés ont réclamé l'établissement d'une régie indépendante de la politique, d'un corps intermédiaire, pour l'application de la loi d'assurance-hospitalisation, qui est une mesure connexe à la présente loi. Mais on a préféré encore cette fois confier au gouvernement les pouvoirs que confère cette loi. Certes, les intéressés ont demandé eux-mêmes le bill. Les hôpitaux souhaitaient une réglementation, les médecins aussi. Sans vouloir offenser mes amis les médecins, je puis

dire que, dans certains coins de la province, il existe une sorte d'impatience parmi les médecins à vouloir secouer le joug des administrations et des institutions hospitalières, en particulier de certains médecins.

Les médecins sont fatigués de ce joug, qu'il provienne des institutions laïques ou des institutions religieuses. À mes amis les médecins, je leur demande de prendre garde. À vouloir se débarrasser d'un joug, on risque de tomber sous un autre. Si les médecins se débarrassent du joug des institutions hospitalières en demandant au gouvernement de résoudre le problème, ils risquent d'être assujettis à un joug plus lourd et plus embarrassant encore avec ce projet de loi, celui du gouvernement. C'est ainsi qu'en voulant se libérer du joug des Américains, Fidel Castro⁷ est tombé sous le joug des Russes, et maintenant, il est pris avec les communistes. Le mieux serait que les médecins composent avec le ministre de la Santé.

Je suis étonné que le premier ministre ne voie pas une menace d'étatisation, dans le bill. Nous voyons aujourd'hui les conséquences dangereuses des lois "socialisantes" passées par le gouvernement actuel. Qu'est-ce qu'il manque à cette mesure pour consommer l'étatisation des services hospitaliers? Le gouvernement pourra refuser un permis à tout hôpital et lui couper les vivres, s'assurant qu'il ne puisse recevoir de subventions provinciales et fédérales, ni de souscriptions publiques, puis il pourra en prendre possession. C'est du socialisme, au lieu d'une règle indépendante de la politique. Le premier ministre dit que ce n'est pas de l'étatisation ni du socialisme, mais que faudrait-il de plus pour que ce soit du socialisme?

Les dispositions du projet de loi donnent au cabinet un contrôle sur la classification des hôpitaux, leur construction et les conditions d'admission des médecins et des dentistes. La loi donnerait trop de pouvoir au ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) sur les ordres professionnels. Voilà un ministre qui pourra décréter jusqu'à la sorte de remède qu'on emploiera dans un hôpital, qui dictera jusqu'aux heures d'entrée et de sortie des patients de l'hôpital, qui ira jusqu'à définir ce qu'est un cabinet de médecin ou de dentiste, leur dimension et leur composante...

(Des hurlements se font entendre du côté des députés ministériels)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est de la pure fantaisie.

M. Johnson (Bagot): Qu'est-ce que vous voulez de plus pour que ce soit du socialisme et de

l'étatisation? Les actions du gouvernement peuvent être dangereuses. Le gouvernement prend en charge toutes les responsabilités, et il laisse la plupart des décisions relatives à l'administration des hôpitaux au ministre de la Santé. C'est un gouvernement régi par un homme et non pas par la loi. Nous ne pouvons pas réussir dans ce domaine avec un seul homme aux commandes.

Il cite Victor Hugo. Il n'y a qu'une sorte de socialisme, dit-il, et il est des vérités éternelles, des principes qu'on ne doit pas enfreindre, même en 1962.

Le socialisme, c'est substituer l'État aux initiatives privées. Pour montrer où mène son intervention souveraine, le gouvernement pratique le socialisme dans le domaine des hôpitaux, comme son intrusion dans le cas de l'hôpital d'Amqui, une institution publique.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est l'Union nationale qui a décidé sa construction.

M. Johnson (Bagot): Le gouvernement a remplacé les médecins d'un hôpital géré par le gouvernement en Gaspésie, à Amqui, par des partisans du Parti libéral. Tout le conseil d'administration a été composé presque exclusivement d'organiseurs et de militants libéraux. Parmi eux, on a vu un président de la Fédération libérale du comté qui n'avait que sa cinquième année de médecine, un marchand de moulée, un gérant de moulin à scie, un beurrier, tous libéraux reconnus. Il n'y avait qu'un seul médecin, un ancien président d'une association libérale.

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): Est-ce le conseil d'administration actuel?

M. Johnson (Bagot): On en a modifié la composition à la suite des protestations du corps médical et du public. On a nommé un autre médecin libéral, d'autres administrateurs d'allégeance libérale, et un médecin qui n'a pas de couleur parce que le ministre de la Santé n'a pas confiance dans le médecin libéral; le médecin indépendant est là pour renseigner le ministre qui ne se fie pas à ses amis libéraux. C'est un exemple frappant de ce qui arrivera si le projet de loi des hôpitaux n'est pas amendé. On verra nommer des amis politiques, des candidats battus.

Il suggère que le projet de loi soit amendé, pour éviter la tentation de nommer des libéraux et des amis politiques à la direction des hôpitaux. Le premier ministre et son gouvernement, dit-il, ont

établi systématiquement le patronage dans tout le secteur hospitalier⁸, et la présente loi est conçue en fonction de ce système.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le principe de la loi n'a rien à voir avec tout cela.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le chef de l'opposition qui s'éloigne du principe de la loi.

M. Johnson (Bagot): Mon devoir est d'attirer l'attention du gouvernement, avant qu'il ne soit trop tard, sur le fait que le projet de loi qu'on nous propose complète toutes les pièces du mécanisme nécessaire à la socialisation de la médecine et des hôpitaux. Le mécanisme ne servira peut-être pas tout de suite, mais la machine est là. La machinerie nécessaire à la socialisation de la médecine et des hôpitaux sera prête à fonctionner en tout temps. Le ministre de la Santé pourra s'arroger des pouvoirs dont il n'aura pas été fait mention en Chambre, mais qui étaient prévus implicitement dans le bill, comme il l'a fait dans l'application de la loi de l'assurance-hospitalisation.

Qu'un homme comme le député de Montréal-Laurier (l'honorable M. Lévesque) ou tout autre ayant les mêmes principes et partageant ses vues, par exemple, accède au poste de premier ministre, et on verra la parade de ceux qui sortiront des hôpitaux. Quelques pièces de cette machine ont été mises en place, l'an dernier, avec la loi de l'assurance-hospitalisation. Elle est maintenant complète.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le chef de l'opposition essaie encore de faire peur à la population. Tout ce que dit le chef de l'opposition, c'est un épouvantail à corneilles, parce que le député de Bagot (M. Johnson) est resté un vieux conservateur imbu du libéralisme économique à la mode du XIX^e siècle.

M. Johnson (Bagot): Le premier ministre lui-même a créé le précédent le plus dommageable à la liberté des hôpitaux et des médecins, lorsqu'il a fait mourir dans son antichambre la liberté de négociier des employés d'hôpitaux. Quelle clause faudrait-il ajouter au projet de loi pour que le gouvernement devienne propriétaire de tous les hôpitaux? demande-t-il au premier ministre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il ne peut s'agir de socialisation, car l'étatisation, c'est la prise de possession des hôpitaux par le

gouvernement. Il manque évidemment une clause accordant des pouvoirs d'expropriation et de compensation au gouvernement.

M. Johnson (Bagot): Mais tout cela est dans la loi. Le gouvernement n'a qu'à refuser le permis à un hôpital et à lui couper des subventions, puis il l'achète.

C'est la liberté des médecins qu'on veut brimer aujourd'hui. Demain, ce sera celle des ouvriers. Les dirigeants syndicaux sont justement alarmés par ce danger. Il y a de l'inquiétude, à ce sujet, et c'est ce qui arrive quand on accorde tous les pouvoirs à un ministre, au lieu d'en investir un corps intermédiaire.

Non, cette loi n'a pas été inspirée par les médecins du ministère de la Santé. Je crois plutôt qu'elle a été dictée par un groupe particulier qui semble inspirer le premier ministre, un groupe dont les philosophies sont connues. D'ailleurs, il n'y a pas une opposition parlementaire qui pourrait suivre le ministre de la Santé dans l'application de la loi. Le ministre de la Santé a donné l'exemple de celui qui ne répond pas aux questions. Jusqu'où ira le premier ministre pour défendre ses amis à Ottawa? Un groupe qui semble inspirer le premier ministre...

Un député de l'opposition: Lamontagne!

M. Johnson (Bagot): Tout est complet pour illustrer l'union intime des libéraux provinciaux et fédéraux. Le premier ministre a permis à M. Maurice Lamontagne, candidat libéral dans Québec-Est, d'assister à une séance du cabinet provincial⁹, tandis que M. Lester B. Pearson rend visite au premier ministre à sa résidence durant la fin de semaine.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): M. Maurice Lamontagne n'a jamais assisté à une réunion du cabinet. Quant à M. Pearson, j'ai été heureux de le recevoir chez moi, et personne ne m'empêchera jamais de le recevoir chez moi. Je suis un libéral et M. Pearson est un libéral, il est chef du Parti libéral, et personne ne m'empêchera de recevoir chez moi un grand et éminent citoyen du Canada qui sera élu le prochain premier ministre du pays aux prochaines élections fédérales.

M. Johnson (Bagot): Est-ce que le premier ministre du Québec a tenu également à accueillir l'honorable John Diefenbaker, un citoyen éminent du Canada et le premier ministre actuel du pays, lors de son récent passage à Québec?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) hoche la tête, sans répondre.

M. Johnson (Bagot): Il est heureux qu'il y ait une opposition pour briser le mur du silence, sans craindre de perdre des subventions ou un poste au Collège des médecins. Heureusement qu'il y a quelqu'un qui peut parler au nom des opprimés. C'est mon devoir de le faire et je ne crains pas de l'accomplir. Les enquêtes sur les hôpitaux Jean-Talon, Fleury et Saint-Michel ont créé un climat si malsain qu'il n'y a actuellement pas un médecin, pas un administrateur d'hôpital, aujourd'hui, qui ne soit reconnaissant au gouvernement de ne pas mentionner leur nom.

On est rendu à craindre, aujourd'hui, d'être dénoncé, sujet à des insinuations, que son nom soit publié dans les journaux ou à la télévision, ou qu'on soit caricaturé, tout cela, par la faute du gouvernement. La peur et l'inquiétude règnent. Heureusement qu'il y a quelqu'un pour parler dans la province sans avoir peur de perdre de prestige, nom, réputation, emploi, octroi ou avancement. C'est cela, le rôle de l'opposition, de dire franchement et tout haut ce que tout le monde pense tout bas. L'attitude que je prends, avec mes collègues, est l'accomplissement d'un devoir.

Le ministre de la Santé aurait dû insister non seulement sur quelques abus signalés dans quelques hôpitaux, mais sur le dévouement des autres. Il serait temps de rendre hommage à la charité des institutions hospitalières, au dévouement et à l'esprit de sacrifice du personnel religieux et laïque des hôpitaux, aux pionniers du domaine de l'hospitalisation. Nous avons un système d'hospitalisation dont nous devons nous enorgueillir et proclamer bien haut les mérites. Le ministre de la Santé n'en a nullement parlé en présentant son projet de loi de réglementation des hôpitaux.

À la suite de la publicité malsaine et déprimante contre des institutions hospitalières, au cours de certaines enquêtes, le ministre de la Santé et le premier ministre auraient dû se lever et montrer l'autre côté de la médaille. Ils auraient dû souligner la magnifique collaboration entre les hôpitaux et leurs employés. Pendant 16 ans, l'administration de l'Union nationale a pu contribuer au développement de nos hôpitaux, sans brimer la liberté de ces institutions et de la profession médicale.

On ne peut parler d'hôpitaux et d'assurance-hospitalisation sans évoquer, avec respect, le souvenir de tous ceux qui ont consacré leur vie aux hôpitaux, à l'époque où les gouvernements ne leur

venaient pas en aide. Je pense à ces religieuses qui ont acquis tant de mérite à sauvegarder notre système d'hôpitaux. Je songe aussi à ces laïcs, à ces hommes d'affaires admirables, qui ont pris à cœur le problème financier de nos hôpitaux et qui les ont soutenus de leurs deniers et de leur prestige.

Je songe à ces infirmières, à tous ces employés d'hôpitaux qui se sont contentés d'un petit salaire, du minimum nécessaire à leur existence en consentant généreusement à des sacrifices méritoires pour continuer à se dévouer au service des malades. Je songe à ces médecins qui, pendant plus d'une génération, ont dispensé bénévolement leurs services aux patients dans les hôpitaux. C'est tout cela, notre système d'hospitalisation.

C'est tout ce capital qu'il ne faut pas abandonner. Qu'il y ait eu des abus en ce domaine, pourquoi s'en surprendre? Y a-t-il une organisation au monde où quelqu'un n'ait pas eu à rougir à un certain moment? Mais ce qui serait mauvais, ce serait de suspendre une sorte d'épée de Damoclès pour faire taire certains médecins et certains hôpitaux. Ce serait un sacrilège contre la démocratie si le gouvernement s'arrogeait pareil droit.

Pourquoi le ministre de la Santé n'a-t-il pas protesté contre les dénigrements dont sont l'objet les services hospitaliers et les médecins? Pourquoi n'a-t-il pas fait état et n'a-t-il pas parlé avec éloge des mérites immenses de nos institutions, où la charité, le dévouement et l'esprit de sacrifice sont la règle générale? On a créé plutôt une atmosphère de suspicion générale. On a annoncé la tenue d'une enquête publique sur l'administration des sanatoriums Ross et Bégin, au moment même où commençait l'étude du projet de loi des hôpitaux. Tout cela fait partie d'une sombre machination en vue de faire passer cette loi d'enrégimentation des hôpitaux et des médecins.

Après avoir consulté les parties intéressées, je suis convaincu, dit-il, que le gouvernement a glissé sur une peau de banane en demandant une enquête sur le sanatorium Bégin, dans le comté de Dorchester. Cette enquête n'aura pas plus de résultat que celle sur l'hôpital Saint-Michel. L'enquête sur le sanatorium Bégin est utilisée pour intimider les hôpitaux pendant que le bill des hôpitaux est devant la Chambre. L'enquête ordonnée par le gouvernement sur l'administration financière des sanatoriums Bégin et Ross fait partie de l'opération préparée par le gouvernement pour faire peur, pour faire passer son projet de loi relatif aux hôpitaux. Le gouvernement utilise les enquêtes sur les hôpitaux Jean-Talon et Fleury sous un manteau de peur, pour ensuite justifier

l'adoption de mesures législatives socialisantes et pour appuyer son projet de loi sur les hôpitaux.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'aurais manqué à mon devoir si, après avoir reçu des rapports de l'auditeur de la province qui font croire qu'il y a eu de sérieuses irrégularités dans l'emploi des subventions données par le gouvernement à ces deux institutions, je n'avais pas ordonné qu'une enquête soit faite immédiatement sur le sanatorium Bégin et sur le sanatorium Ross, à Gaspé.

M. Johnson (Bagot): Le bill porte atteinte à la liberté des hôpitaux et des médecins. Pour éviter la socialisation et pour assurer la liberté, sous toutes ses formes, des individus à mesure que les rapports sociaux augmentent, il faut établir, autant que possible, entre l'État et les individus un corps intermédiaire pour régler leurs rapports, sauvegarder la liberté nécessaire à leur action et, aussi, établir une discipline de groupe, pour suppléer l'absence d'autodiscipline. Il faut que chaque individu apprenne à se discipliner et à respecter les droits de son semblable.

C'est le Collège des médecins qui a son mot à dire sur la conduite des médecins, non le gouvernement. Que penseraient le premier ministre et tous les avocats membres de la Chambre d'une décision du ministre de la Justice¹⁰ qui voudrait régir le Barreau? Ce serait une révolution dans la province. Les avocats n'accepteraient pas de voir le ministre de la Justice se substituer au Barreau, ou même s'arroger certains pouvoirs.

Il faut que la liberté soit garantie dans cette loi. Le gouvernement doit chercher à inclure, dans toutes ses lois, des règles statutaires pour garantir la liberté, et il ne devrait pas chercher à obtenir des pouvoirs discrétionnaires. La liberté des hôpitaux, celle des médecins, la liberté des corps professionnels voués au traitement des malades, la liberté de ceux qui investissent de l'argent, la liberté de ceux qui s'imposent des sacrifices pour maintenir des hôpitaux et la liberté des individus devraient être garanties dans la lettre de la loi. Il faut que le gouvernement s'occupe des hôpitaux, mais tout en respectant, dans la loi, la liberté de ces institutions et des médecins; et il faut respecter le principe qui veut que la liberté soit mieux protégée quand il existe un corps intermédiaire entre l'État et les professions ou les institutions.

Le cabinet a préféré ne pas créer une régie distincte, afin de mieux contrôler les hôpitaux. Lorsque j'examine le bill, je me demande comment il se fait que les médecins n'aient pas protesté plus fort jusqu'ici contre les contrôles que se donne le

gouvernement et qui appartiennent à leur Collège. On a l'impression que le Collège des médecins, les médecins individuellement, et les hôpitaux n'ont pas eu jusqu'ici le loisir de protester publiquement. Les dispositions du projet de loi ont été imposées aux médecins et aux hôpitaux, et ceux-ci n'ont pu être entendus.

Les médecins et les administrateurs des hôpitaux s'abstiennent de se prononcer contre la loi des hôpitaux, de crainte d'être calomniés et de peur d'être en mauvais termes avec le gouvernement provincial. Mais, heureusement, les corps intéressés auront le loisir de se faire entendre dès mardi sur la loi des hôpitaux, au comité des bills publics.

Personne ne met en doute le droit de regard indiscutable, et même le devoir du gouvernement sur la santé publique, à cause de ce que cela coûte aux contribuables, à cause des sommes considérables qui y sont investies. Le principe en regard duquel il faut placer la législation qui est actuellement devant nous est le suivant: Tâcher de gouverner par la loi et non par les hommes.

C'est un principe de base, et un gouvernement vraiment démocrate doit tendre ses efforts vers l'application de ce principe. Il faut que la loi établisse des règles tout en garantissant le respect des libertés. Il faut chercher à établir des corps intermédiaires entre l'État et l'administration. Il faut viser à l'autodiscipline des corps professionnels.

Je dis au gouvernement: Une réglementation des hôpitaux, oui, d'accord, mais une enrégimentation des hôpitaux, des services hospitaliers et des médecins, non, jamais¹¹.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): L'opposition insinue que les enquêtes sur les hôpitaux Jean-Talon et Fleury servent à faire passer la loi des hôpitaux. C'est une autre performance déplaisante de l'Union nationale qui vise à faire peur aux gens. L'opposition et le chef de l'opposition ne comprennent pas encore que le présent gouvernement ordonne une enquête aussitôt qu'il est mis au courant de certaines irrégularités, lorsqu'il a raison de croire que certains hôpitaux ne se conforment pas à la loi.

Dans le cas des sanatoriums Bégin et Ross, le gouvernement a procédé comme dans le cas des hôpitaux Jean-Talon et Fleury. Si des scandales ont rejailli de ces enquêtes sur certains hôpitaux, c'est dû à la négligence et à l'insouciance des anciens gouvernements de l'Union nationale; les scandales n'ont pas rejailli sur la charité des institutions hospitalières.

Le bill présenté par le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) a justement pour but de protéger la charité contre les exploiters. L'opposition doit adopter une attitude différente envers l'humanité dans la province.

À notre époque, les hôpitaux sont devenus un service public et social et, parce que ces hôpitaux sont obligés de fournir des services curatifs et préventifs à tous les citoyens, sans distinction de classe et de moyen, il est conséquemment devenu nécessaire de mieux ordonner les services hospitaliers. Nous croyons que nos hôpitaux doivent être un service public et social.

C'est pour cette raison que nous avons introduit un projet de loi révisé concernant les hôpitaux. Tous les règlements ne peuvent être contenus dans le bill, mais ils le seront au fur et à mesure que les besoins se manifesteront. Ce n'est pas le gouvernement qui va tout régir. À ce sujet, le gouvernement compte sur l'appui de tous les organismes intéressés pour l'éclairer.

On a supplié le gouvernement de présenter ce projet de loi. Suivant le bill, les pouvoirs législatifs concernant les hôpitaux ne sont pas tous dévolus au ministre de la Santé. Selon un amendement nouveau, ils sont détenus par l'ensemble du Conseil exécutif; c'est un contrôle moins dangereux.

La mesure démontre l'intention du gouvernement de régir selon la loi, et non en fonction des caprices d'un homme comme ce fut le cas auparavant. La loi s'inspire des suggestions des divers organismes professionnels ainsi que des membres du cabinet. La réglementation sur les services hospitaliers doit être déterminée par la loi, alors que, sous l'ancien gouvernement, l'administration se faisait sous la table. On créait des chaînes en or et l'on sait ce qu'elles sont devenues avec les enquêtes...

(Brandissant le rapport d'enquête sur l'hôpital Jean-Talon) La loi répond donc aux besoins de la population. Elle répond à la demande unanime exprimée par de nombreux mémoires et elle s'inspire en partie des conclusions. Elle répondra aux besoins d'agrandissement des hôpitaux et, avec l'appui des corps médicaux et hospitaliers, elle préviendra les scandales semblables à ceux qui ont éclaté avec le gouvernement antérieur.

Nous escomptons l'appui et la coopération des corps médicaux, du Collège des médecins et des services hospitaliers du Québec, pour établir un régime de réglementation des hôpitaux du Québec ainsi que pour assurer, par cette loi des hôpitaux, la pérennité de la charité hospitalière et sauver l'honneur de ceux et celles qui se sont...

(Ovation à droite)

M. Bertrand (Missisquoi): (Applaudissements à gauche) Les dernières paroles du ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) m'obligent à prendre la parole. Le ministre a brandi le rapport Jean-Talon, il nous parle du rapport qui a fleuri¹² sur son bureau, mais très peu du rapport Saint-Michel. Deux péchés, en somme, qu'il reproche à l'opposition, au gouvernement du temps...

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Deux péchés capitaux.

M. Bertrand (Missisquoi): L'argumentation du ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) est dirigée contre ceux qui ont déjà connu le pouvoir.

Le gouvernement se devait de réglementer les services hospitaliers, mais il aurait dû le faire par l'intermédiaire d'un organisme qui aurait groupé des représentants du gouvernement et des corps intermédiaires. Un comité, agissant à titre d'intermédiaire entre le gouvernement, les hôpitaux et les médecins, devrait être constitué de représentants de la profession médicale, des hôpitaux et du gouvernement, et avoir un rôle consultatif. Il devrait assurer la liberté des corps professionnels.

La manière dont le projet de loi est rédigé, il sert à restreindre la liberté, à réserver l'initiative et à bâtir la bureaucratie. Avec une régie des hôpitaux pour réglementer les services hospitaliers, au lieu de procéder par le bill 44, le gouvernement ne brimerait pas l'entreprise privée et n'instituerait pas une bureaucratie détestable, laissant ainsi un certain climat de liberté aux institutions mises en cause, telles que le Collège des médecins et les diverses associations hospitalières.

Le gouvernement utilise les enquêtes pour ensuite justifier l'adoption de mesures législatives socialisantes, et il s'expose, comme tout autre gouvernement, à des abus de pouvoir dans ses procédures d'enquête. Le gouvernement ne se gêne pas pour ordonner des enquêtes publiques, quand il s'agit des activités passées de l'Union nationale, mais il se contente de promettre des enquêtes privées, quand il s'agit d'accusations contre les activités de l'administration actuelle. On n'a qu'à se rappeler certains titres de journaux, certains éditoriaux: "Enquête publique quand il s'agit de l'Union nationale, mais enquête discrète"¹³ quand il s'agit du gouvernement libéral actuel"...

(Applaudissements à gauche)

Au comité des comptes publics, le gouvernement aura à répondre à des accusations autrement plus sérieuses...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Les enquêtes publiques suivent toujours les enquêtes privées ou discrètes, et les premières ne sont jamais entreprises sans une recherche préalable. Dans le cas des hôpitaux, les enquêtes publiques ont été précédées d'une enquête par l'auditeur général de la province de Québec; elles n'ont été ordonnées qu'après le rapport de ce dernier. On ne peut supposer alors que le gouvernement lance une enquête publique sans enquête privée.

M. Bertrand (Missisquoi): Au contraire. La meilleure preuve nous est donnée dans l'affaire Scalabrini¹⁴. Cette affaire a prouvé le contraire puisque, malgré la déposition en Chambre de tous les documents désirés et les explications fournies par le député de Compton (M. Gosselin), le gouvernement a décidé de procéder par une enquête discrète et privée, au lieu d'une audition publique des témoins.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Nous verrons d'abord si les avancées du député de Compton sont réelles et fondées. Si oui, si les preuves sont suffisantes et s'il y a d'autres irrégularités, ce sera alors mon devoir de décréter une enquête publique, sans hésiter un instant.

M. Johnson (Bagot): Pourquoi le gouvernement a conduit des enquêtes dans le fonctionnement de deux sanatoriums, mais non pas quant au travail d'un contracteur dans le cadre des travaux d'amélioration des fermes?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Dans toute enquête, il y a une enquête préliminaire; le gouvernement a toujours respecté cette méthode. On mène des enquêtes privées dans ces cas et l'on ne dirige une enquête publique que lorsque c'est justifié.

Le ministère de l'Agriculture fait actuellement enquête à la suite des accusations de détournement de fonds gouvernementaux dans le comté de Compton.

Une pré-enquête s'impose d'abord. S'il y a lieu, nous exigerons une enquête publique sur l'affaire Scalabrini, si elle est justifiée, si l'enquête privée découvre des irrégularités.

M. Bertrand (Missisquoi): Les intéressés, médecins et hôpitaux, sont mieux qualifiés que le gouvernement pour décider des mesures à prendre. Le Collège des médecins et tous les intéressés ont été convoqués à venir exposer leur point de vue au comité des bills publics...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je n'ai invité personne en particulier. J'invite les intéressés, de mon siège, en apprenant à la Chambre que le bill sera présenté au comité des bills publics mardi prochain, le 19 juin.

M. Bertrand (Missisquoi): (En s'adressant à l'Orateur) Est-ce que le frère directeur me permet de continuer mon discours? Il m'interrompt continuellement et, au lieu d'être premier ministre, il préférerait être Orateur, afin de couper constamment la parole aux autres. Qu'il prononce ses discours, mais qu'il laisse au moins parler les autres. Qu'il s'habitue à entendre un autre son de cloche.

Je regrette précisément que le gouvernement ne fasse pas appel aux corps intermédiaires pour définir sa loi et ses clauses. Ces associations sont, de par leur préparation, de par leurs fonctions, et de par leur compétence, en bien meilleure posture que le gouvernement pour déterminer ce qu'il faut pour réglementer les hôpitaux. Et le gouvernement se doit d'écouter leurs conseils. J'espère donc que les corps intermédiaires intéressés viendront nombreux au comité des bills publics, mardi prochain, le 19 juin, donner leur opinion sur le projet de loi du gouvernement et qu'ils s'expliqueront en toute franchise, en toute liberté et sans crainte de représailles.

L'opposition a exprimé les peurs ressenties par les médecins et les hôpitaux, qui n'ont pas encore été exprimées publiquement. L'opposition va encourager tous les représentants des hôpitaux à faire valoir leurs convictions et expériences personnelles, sans tenir compte des sentiments du gouvernement.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Les renseignements que j'ai fournis au ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier), il y a environ un an, dit-il, peuvent être responsables de l'enquête dans les hôpitaux.

Des opérations inutiles ont été faites, M. l'Orateur. Une vésicule biliaire a été enlevée pour rien. Les trois quarts de l'estomac d'une personne ont été enlevés pour rien. Une autre opération inutile a coûté \$450 et le patient ne pouvait même pas la payer. Je connais des cas de certains cabinets de médecin qui ont hospitalisé des personnes dans les hôpitaux qui font l'objet d'une enquête cette année.

Je suis en faveur du projet de loi. Lorsque certains médecins découpent le corps humain comme un menuisier coupe un morceau de bois, le gouvernement doit intervenir dans l'administration de certains hôpitaux. Le projet de loi corrigera les

abus qui ont été commis, faisant surtout allusion à des abus commis par certains médecins et chirurgiens dans les hôpitaux.

Un vote enregistré ayant été demandé, la motion est mise aux voix. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arsenault, Bédard, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boudreau, Brousseau, Charbonneau, Cliche, Cloutier, Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Couturier, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Earl, Élie, Gabias, Gérin-Lajoie, Gosselin, Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hébert, Johnson, Jourdain, Laberge, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavallée, Lavoie, Leclerc, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plante, Plourde (Roberval), Prévost, Raymond, Riendeau, Roy (Lévis), Roy (Nicolet), Russell, Saint-Pierre, Thibeault, Vaillancourt, 63.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 44 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

M. Johnson (Bagot): Bien que le bill soit accepté en principe, plusieurs amendements doivent être faits. L'opposition veut amender le bill en comité pour établir un conseil d'administration d'hôpital pour négocier entre l'État et les institutions¹⁵.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Projets de loi:

Loi de la gazoline

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 47 modifiant la loi de la gazoline.

L'honorable M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)¹⁶ propose: 1. Que l'article 2 de la loi de la gazoline (Statuts refondus, 1941, chapitre 83) soit modifié:

a) en remplaçant le paragraphe 1^o par le suivant:

"1^o le mot "gazoline" signifie un carburant destiné à la production de force motrice dans un moteur à combustion interne ou utilisé à cette fin;"

b) en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes du paragraphe 4^o, les mots "pour fins de commerce" par les mots "à l'exception d'une pompe utilisée par un agriculteur pour l'exploitation de sa ferme".

2. Que l'article 4 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 11 George VI, chapitre 34, et par l'article 4 de la loi 14-15 George VI, chapitre 15, soit de nouveau modifié:

a) en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

"1. Nul ne peut, par lui-même ou par son agent, employé ou associé, acheter dans la province de la gazoline pour son usage ou celui de sa famille sans payer, lors de l'achat, un droit de treize cents par gallon. S'il s'agit d'un carburant pour moteur diesel, ce droit est de dix-huit cents et demi par gallon;"

b) en ajoutant le paragraphe suivant:

"4. Quiconque fait usage de gazoline dans cette province doit payer le droit prévu au paragraphe 1 et, s'il ne l'a pas acquitté lors de l'achat, il est tenu de faire remise au bureau avec un rapport en la manière indiquée par le ministre. Sauf règlement contraire, le présent paragraphe ne vise pas l'usage de la gazoline qui, en quantité n'excédant pas quarante gallons, est contenue dans le réservoir qui alimente le moteur d'un véhicule lors de l'entrée de celui-ci dans la province."

3. Que l'article 6 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"6. Tout fonctionnaire autorisé du ministère du Revenu peut entrer dans l'établissement d'une personne tenue de rendre compte, pour visiter les lieux, examiner les registres et documents, vérifier

les quantités de gazoline acquises, livrées, utilisées et en main, et vérifier si les droits ont été perçus et remis et si les autres dispositions de la loi et des règlements sont observées.

"Tel fonctionnaire peut également entrer dans l'établissement d'une personne qui fait usage de gazoline, aux fins de vérifier la quantité dont elle a pu faire usage sans payer le droit fixé à l'article 4, et déterminer par l'examen de documents et autres constatations le montant des droits dus.

"Pour fins d'analyse, tel fonctionnaire peut également, en payant le prix courant, prélever de tout réservoir, un échantillon de gazoline n'excédant pas un quart de gallon."

4. Que l'article 7 de ladite loi soit modifié:

a) en insérant dans la cinquième ligne du paragraphe *b* du premier alinéa, après le mot "livrées", le mot "utilisées";

b) en insérant dans la première ligne du paragraphe *c* dudit alinéa, après le mot "vendeur", les mots "ou usager";

c) en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes du second alinéa, les mots "un dollar" par les mots "vingt-cinq dollars".

5. Que l'article 8 de ladite loi soit modifié:

a) en remplaçant, dans les septième et huitième lignes, les mots "n'excédant pas" par les mots "de cinquante à";

b) en ajoutant les alinéas suivants:

"Au cas de récidive dans les douze mois, l'amende minimum est de deux cents dollars.

"Le montant des droits non perçus ou non remis constitue une dette envers Sa Majesté, recouvrable par action civile."

6. Que l'article 9 de ladite loi soit modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Au cas de récidive dans les douze mois, l'amende est de cinquante à deux cents dollars."

7. Que l'article 10 de ladite loi soit modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Au cas de récidive dans les douze mois, l'amende est de cinquante à deux cents dollars."

8. Que l'article 16 de ladite loi soit modifié en insérant dans la neuvième ligne, après le mot "vendeur", les mots "ou grossiste".

9. Que l'article 18 de ladite loi soit modifié en insérant dans la deuxième ligne, après le mot "loi", les mots "ou d'un arrangement visé à l'article 16".

10. Que l'article 19 de ladite loi soit modifié:

a) en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes de la version française du

paragraphe *c* du premier alinéa, les mots "engin stationnaire" par les mots "moteur fixe";

b) en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe III du second alinéa, les mots "et acquittées" par les mots "délivrées lors de l'achat".

11. Que l'article 20 de ladite loi soit modifié:

a) en remplaçant le premier alinéa du paragraphe 1 par le suivant:

"1. Quiconque possède ou utilise une pompe à gazoline doit payer pour chaque voie d'écoulement un droit fixé comme suit d'après la population, selon le dernier recensement fédéral, de la municipalité locale où cette pompe est en usage:"

b) en ajoutant, au paragraphe 5 et au paragraphe 7, l'alinéa suivant:

"Au cas de récidive dans les deux ans, l'amende est de cinquante à deux cents dollars."

12. Que l'article 21 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"21. Le ministre du Revenu est chargé de l'exécution de la présente loi.

"Le sous-ministre du Revenu peut exercer tous les pouvoirs attribués par la présente loi au ministre du Revenu."

13. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entre en vigueur le 1^{er} juillet 1962.

L'honorable M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le bill, dit-il, fera entrer une somme additionnelle de \$1,500,000 dans le Trésor de l'État provincial. Ce même Trésor se trouvera privé de \$300,000¹⁷ par année par suite de la suppression de la taxe sur le millage des véhicules commerciaux, et de quelque \$300,000, par le fait que les plaques d'automobile ne suivront plus les véhicules qui changeront de propriétaire. La taxe sur le millage rapporterait environ \$1,000,000 par année, mais il est impossible de l'appliquer. La taxe de millage, impossible à recueillir et surtout à vérifier, sera abolie à compter du 1^{er} juillet.

En portant l'impôt sur le carburant à diesel de \$0.13 à \$0.185 par gallon, le Québec ne fait que s'aligner sur l'Ontario. Toronto a réduit de \$0.20 à \$0.185 cet impôt parce qu'ainsi, d'après les calculs des techniciens, le fardeau fiscal sera le même pour les propriétaires de véhicule à diesel que pour les propriétaires de véhicule à moteur à essence.

Au Nouveau-Brunswick, l'impôt est de \$0.23. Nous sommes réalistes en voulant nous aligner sur l'Ontario.

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu): En pratique, ce sont les entreprises de transport

interprovincial, dont les véhicules circulent entre l'Atlantique et le Pacifique, qui vont solder la note.

M. Johnson (Bagot): Le gouvernement surtaxe les compagnies qui devront utiliser l'huile diesel, ce qui représentera, pour certaines, une augmentation de \$0.01 du mille. Voter en faveur du projet veut dire que l'on occasionne aux camionneurs une dépense additionnelle de \$0.01 du mille.

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu): On a fait disparaître la taxe de millage qui affectait surtout les compagnies d'autobus. L'augmentation de la taxe sur la gazoline diesel est une compensation. Le revenu de cette taxe servira à construire et à améliorer des routes.

M. Johnson (Bagot): Avant d'arriver au pouvoir, les membres du gouvernement actuel avaient promis de diminuer les taxes. Voilà qu'ils les augmentent. Certes, ils prétendent qu'il ne s'agit pas d'un nouvel impôt, dans le cas présent, et que c'est seulement une mesure de justice distributive. Mais les petits camionneurs qui ont acheté des véhicules à diesel pour payer moins de taxes sur le carburant vont néanmoins en souffrir. Ce sont les petits camionneurs qui vont payer cette taxe, et plusieurs se sont plaints à moi, dit-il.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): La politique du gouvernement veut protéger le petit contracteur. Les protestations les plus nombreuses et les plus importantes sont venues des grosses compagnies comme Gaspé Copper Mines, Cartier Mining et Iron Ore du Canada.

Ces sociétés ont plusieurs gros camions de 40 et 60 tonnes, actionnés par moteurs à essence diesel, pour transporter le minerai de cuivre et de fer. Mais ça ne me fait pas trop de peine, parce que ça va compenser pour les conditions trop faciles qui ont été faites à ces compagnies par le gouvernement de l'Union nationale.

Quant aux petits camionneurs, ils utilisent pour la plupart l'essence comme carburant, et leurs dépenses ne sont pas augmentées par cette loi. De plus, ce sont eux surtout qui profitent de la disparition de la taxe sur le millage. Le projet de loi ne fait que compenser pour la taxe de \$0.01 du mille sur les camions et les autobus.

En effet, le bill fera entrer une somme additionnelle de \$1,500,000 dans le Trésor de l'État provincial. La province de Québec se trouve désormais sur le même pied que la province

d'Ontario, et elle taxe moins que certaines autres provinces le carburant diesel et l'essence. Au Nouveau-Brunswick, par exemple, la taxe sur l'huile diesel est de \$0.23 le gallon.

L'augmentation de la taxe sur l'huile diesel utilisée par les lourds camions fera payer aux propriétaires de ces voitures une partie des dommages causés à nos routes par les charges transportées dans les camions et sur les fardiers. Cette augmentation causera une perte au gouvernement, si on songe que la province de Québec perdra environ \$300,000 par année par l'abolition de la taxe dite de millage, jusqu'ici chargée aux propriétaires d'autobus et de camion, et \$300,000 par le fait que les plaques d'immatriculation suivront le propriétaire, et non plus la voiture, comme c'était l'usage jusqu'ici. La taxe rapportera donc \$900,000 de plus par année au Trésor provincial.

M. Russell (Shefford): Quel procédé entend suivre le gouvernement pour la perception de cette nouvelle taxe? Comment peut-on établir le remboursement à faire à un entrepreneur dont le ou les béliers mécaniques travaillent sur des fermes?

L'honorable M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): On vérifie avec le ministère de l'Agriculture. L'entrepreneur fait une déclaration au ministère. C'est justement pour contrôler ces déclarations qu'un fonctionnaire du ministère est autorisé à enquêter chez l'usager.

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): C'est peu précis comme direction. Un fonctionnaire pourrait se présenter chez n'importe quel automobiliste pour procéder à une enquête sur la consommation de carburant...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): La nouvelle loi ne concerne que les usagers d'huile diesel.

M. Johnson (Bagot): Ce qui est le plus grave dans cette loi, c'est qu'elle impose une nouvelle taxe. Le premier ministre est à la veille de se mériter un doctorat en taxation, comme le dirait le député de Maisonneuve (M. Tremblay). Vous aviez pourtant promis de diminuer les taxes. Voilà un impôt qui rapporte plus de \$1,000,000 par année...

L'honorable M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): (En anglais) Mais nous abolissons la taxe sur le millage, qui affectait les petits commerçants.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Les petits camionneurs utilisent de la gazoline et, conséquemment, sont épargnés de toute taxe.

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Cette taxe rapportera probablement plus que cela car la Commission des transports de Montréal à elle seule paiera au moins \$400,000 de plus par année, en raison de cette taxe.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Le président de la Commission des transports de Montréal, le brigadier Guy Gauvreau, m'a dit que la nouvelle taxe leur coûterait moins de \$100,000 par année.

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Le gouvernement n'a pas songé, en présentant cette loi, à exempter de cette augmentation de taxe sur l'huile diesel les municipalités propriétaires de système de transport en commun et les commissions scolaires?

Dorénavant, la Commission des transports de Montréal, qui consomme plus de 8,000,000 de gallons d'huile diesel par année, paiera \$0.185 de taxe sur chaque gallon consommé, au lieu de \$0.13 comme autrefois.

En se basant sur une simple multiplication, à la portée d'un élève de quatrième année, 8,000,000 de gallons à \$0.055 le gallon, cela donne \$440,000 au gouvernement provincial. La Commission des transports de Montréal va être dans l'obligation de déboursier une somme additionnelle de \$440,000 par année. Cela rend la Commission des transports de Montréal déficitaire.

Il aurait fallu exempter les conseils municipaux et les commissions scolaires.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Les municipalités seront compensées par l'abolition de la taxe sur le millage. Le Québec est la seule province à dépenser plus qu'elle ne reçoit pour sa voirie. En fait, c'est \$50,000,000 par année de plus qu'elle ne reçoit des usagers de la route. L'augmentation de l'impôt sur le carburant à diesel permettra de faire payer à ceux qui brisent le plus les routes une plus grande part des dépenses de la voirie.

M. Johnson (Bagot): Cette augmentation de taxe va rapporter environ \$1,200,000 de plus au gouvernement actuellement, et le gouvernement n'a pas de raison de l'augmenter.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

Adopté, après division.

L'honorable M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 modifiant la loi de la gazoline soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Johnson (Bagot) Il demande le vote sur l'adoption du projet en deuxième lecture.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bédard, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Brousseau, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Jourdain, Mme Kirkland-Casgrain, MM. Lafrance, Lalonde, Lambert, Laporte, Lavoie, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plante, Plourde (Roberval), Saint-Pierre, Turpin, Vaillancourt, 40.

Contre: MM. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Desjardins, Dozois, Élie, Gabias, Gosselin, Hébert, Johnson, Lafontaine, Lavallée, Maltais, Prévost, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Talbot, Thibeault, Tremblay, 22.

Ainsi, la motion est adoptée¹⁸. Le bill 47 est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Pont à Trois-Rivières

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 assurant la construction d'un pont sur le Saint-Laurent, à Trois-Rivières, soit maintenant lu une deuxième fois¹⁹.

La Corporation du pont de Trois-Rivières pourra, déclare-t-il, emprunter \$30,000,000 en trois ans, répartis sur les années 1963, 1964, 1965. Le coût du pont lui-même est fixé à \$22,500,000. La Corporation devra déboursier, en plus, \$1,000,000

pour l'achat de la traverse de la cité de Trois-Rivières, si on soustrait le prix possible de la vente de l'actif. Les frais additionnels pour la préparation des plans d'exécution sont prévus à \$2,000,000. L'administration figure pour \$400,000. Les frais de finance, durant la construction, seront de l'ordre de \$3,500,000, et les déboursés pour les émissions d'obligations sont fixés à \$600,000.

Des calculs ont été faits sur une base d'intérêt de 5¼ %, grâce à la garantie financière du gouvernement qui permet un taux d'intérêt moindre. L'emprunt est basé sur une période de 40 ans, à partir de 1970. Il n'y aura pas d'échéance de capital avant 1970, suivant le plan de financement soumis par la Corporation du pont, qui en a discuté avec les représentants de maisons de courtage.

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Ce sera remboursé comment?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Sur une période de 40 ans à partir de 1970.

Les dépenses d'administration prévues pour la première année (salaires, administration, intérêts, etc.) sont de l'ordre de \$1,920,000. Celles de la deuxième année sont estimées à \$2,147,000, parce que les frais d'opération se seront accrus et qu'il faudra payer les intérêts sur une année complète.

On calcule que les revenus d'opération de la première année complète de mise en service du pont varieront de \$1,500,000 à \$1,750,000, y compris le loyer pour la traverse des câbles téléphoniques.

Je suis plus pessimiste, dit-il, que les membres de la Corporation quant au déficit d'opération possible pour la première année, et je m'attends que ce déficit soit de \$200,000 à \$250,000 pour la première année.

M. Gabias (Trois-Rivières) et M. Bellemare (Champlain): (En chœur) Ce déficit sera d'au moins \$1,000,000.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je me fie aux chiffres qui sont devant moi et qui m'ont été fournis par la Corporation du pont, dans un rapport sérieux. Je suis un peu plus pessimiste que les membres de la Corporation et un peu moins sceptique que les députés de Trois-Rivières (M. Gabias) et de Champlain (M. Bellemare).

Les membres de la Corporation du pont ont la conviction qu'il n'y aura plus de déficit d'opération au bout de trois ans, mais je pense qu'il faudra quelques années, avant que le déficit ne soit complètement

effacé. C'est évident qu'avec la terminaison de la route Trans-Canada, la route 9, et les voies d'accès qui vont converger vers le pont, la circulation va augmenter. Le pont va relier deux centres comprenant la Mauricie d'un côté, et les régions de Drummondville, Bagot, Saint-Hyacinthe, de l'autre. Il ne peut qu'en résulter une augmentation de la densité de la circulation qui contribuera à éliminer plus rapidement le déficit d'opération.

J'ai voulu, dit-il, exposer les objets du projet de loi froidement, sans partisanerie. Je crois que nous avons pris les dispositions nécessaires pour que la loi de 1956, qui n'avait pu être appliquée, puisse être mise en force avec la garantie que les deniers seront dépensés à bon escient. Je n'ai pas besoin de donner lecture des télégrammes et des lettres d'appréciation que j'ai reçus de citoyens de la Mauricie, heureux que nous prenions les dispositions pour assurer la réalisation de ce projet.

Il (l'honorable M. Lesage) cite une lettre provenant de la Conférence des maires du Cœur-du-Québec, qui lui exprime leur reconnaissance après l'annonce que le gouvernement garantissait les emprunts de la Corporation. Je me rends, dit-il, au vœu de 85 maires du Cœur-du-Québec, en présentant la loi pour assurer la construction d'un pont sur le Saint-Laurent à Trois-Rivières. Ce pont voudra dire un nouvel essor économique pour les régions au nord et au sud du fleuve, sans compter le nouvel essor touristique qu'il va apporter.

Le 2 février 1956, une loi concernant la construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à proximité de Trois-Rivières, était sanctionnée. Dans cette loi, on formait la Corporation du pont de Trois-Rivières. Le gouvernement n'a pas l'intention de changer rien à cette Corporation, sauf en augmentant le nombre de deux, pour nommer au sein de l'organisme un représentant de la rive sud et un de la rive nord qui demeurerait en dehors de Trois-Rivières, vu que tous les autres membres sont de la cité de Lavolette²⁰. Il convient de nommer un membre domicilié sur la rive sud, parce que la traverse routière intéresse aussi les citoyens de ce côté du fleuve, et un qui ne soit pas Trifluvien, vu que le pont sera construit à environ un mille en amont de la cité trifluvienne.

La loi de 1956 obligeait la Corporation du pont à établir un taux de péage qui permettrait de financer l'entreprise. Après étude, il s'est avéré impossible de financer le pont sur cette base pour les premières années d'opération, de là l'amendement à la loi grâce auquel le gouvernement garantit les emprunts et les déficits d'opération pour les premières années.

Les taux de péage sur le pont seront sensiblement les mêmes qu'à la traverse de Trois-Rivières, mais ce sera combien plus commode!

Le principe fondamental du projet de loi est la garantie financière du gouvernement. Une clause est donc ajoutée à la loi existante, pour assurer le contrôle du gouvernement sur les dépenses qui seront faites, vu que les contribuables de la province contribueront à payer les déficits d'opération, au moins durant les toutes premières années.

Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard) attend que le bill ait été sanctionné pour commencer l'acquisition des terrains sur le site recommandé dans le rapport des experts.

M. Johnson (Bagot): Si le pont de Trois-Rivières, du Cap²¹, de Saint-Grégoire²², n'est pas construit aussi tôt qu'on le voudrait, ce ne sera pas la faute de l'opposition.

Même si le bill renferme quelques modalités un peu surprenantes, le principe d'un pont à Trois-Rivières, ça nous va. Pendant l'étude en comité, nous poserons plus de questions et, en troisième lecture, nous verrons. Je veux cependant faire deux réserves sur les modalités tout de suite. D'abord, nous comprenons mal que ce soit un pont à péage lorsque les péages sont abolis partout ailleurs.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est votre loi.

M. Johnson (Bagot): Deuxièmement, que ce soit la Corporation du pont qui construise, plutôt que le gouvernement, est ce qui me frappe, car M. François Nobert, le président...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il est secrétaire.

M. Johnson (Bagot): C'est quand même lui qui mène, et avec \$30,000,000, M. Nobert, ex-président de la Fédération libérale du Québec, sera plus important qu'au moins 16 ministres²³.

Il fait des comparaisons avec le montant garanti à la Corporation du pont et les budgets des différents ministres provinciaux.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Cela importe assez peu puisqu'en définitive, c'est le gouvernement qui contrôle les dépenses d'argent.

M. Johnson (Bagot) souhaite que les travaux commencent le plus tôt possible, et que l'essor et les

bienfaits qui découleront de la construction du pont s'étendent jusqu'au comté de Bagot. (En plaisantant) À la suite des contacts avec Bagot, déclare-t-il, les électeurs de Saint-Maurice jugeront peut-être utile de choisir l'Union nationale.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):

Le chef de l'opposition ne vivra jamais assez vieux pour voir un député de l'Union nationale représenter le comté de Saint-Maurice.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)

demande un vote enregistré.

Un vote enregistré ayant été demandé, la motion est mise aux voix. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arsenault, Bédard, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boudreau, Brousseau, Charbonneau, Cliche, Cloutier, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Desjardins, Dionne, Dozois, Élie, Gabias, Gérin-Lajoie, Gosselin, Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Johnson, Jourdain, Mme Kirkland-Casgrain, MM. Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Laporte, Lavallée, Lavoie, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lizotte, Maheux, Maltais, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plante, Plourde (Roberval), Prévost, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Saint-Pierre, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turpin, Vaillancourt, 61.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 46 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)

propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité²⁴:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 3 de la loi concernant la construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à proximité de Trois-Rivières (4-5 Elizabeth II, chapitre 161) est modifié en remplaçant dans la deuxième ligne les mots "six membres," par les mots

"deux membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil et six autres membres,".

M. Johnson (Bagot): Le premier ministre a dit plus tôt que la loi sanctionnée en 1956 était une loi de l'Union nationale. Or, si j'ai bonne mémoire, c'était un bill de la Corporation du pont, et non du gouvernement. Le gouvernement du temps était dirigé par M. Duplessis et a voulu permettre à M. Wickenden et aux autres membres de la Corporation de se mettre à l'action pour assurer la construction du pont. Si j'ai bonne souvenance, le gouvernement de l'Union nationale a fourni \$25,000.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Nous vous avons payé \$300,000 cette année pour des travaux de génie.

M. Johnson (Bagot): Mais je comprends mal la remarque déjà faite par le ministre des Travaux publics du temps (l'honorable M. Lévesque) qui a dit que, s'il fallait un pont à Trois-Rivières, c'était le gouvernement qui le construirait...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Nous sommes à l'article 1.

M. Johnson (Bagot): Oui, mais l'article 1 ne serait pas nécessaire si le gouvernement construisait. Je me demande pourquoi le gouvernement n'a pas suivi la politique du ministre des Travaux publics du temps (l'honorable M. Lévesque). Est-ce que ça augure que le gouvernement ne suivra pas non plus la politique du ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier)²⁵?

(Les ministériels ne répondent pas)

Pourquoi veut-on ajouter deux vice-présidents, outre le président, le secrétaire et le trésorier?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le chef de l'opposition est de nouveau en dehors du sujet en discussion, car cette disposition est la suivante.

Il suggère alors d'approuver le premier article avant l'ajournement.

M. Johnson (Bagot) ne veut pas.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le chef de l'opposition adopte la même attitude qu'au moment où la Chambre fut invitée à approuver une motion à l'effet de considérer les résolutions relatives au projet de loi lors d'une prochaine séance.

Demain, le comité procédera à l'étude du bill 46, après l'adoption en troisième lecture d'autres projets de loi et l'étude des amendements apportés par le Conseil législatif à des textes qui avaient déjà été approuvés par la Chambre basse, dont celui de l'Atlantic Iron Ore.

L'étude de l'article 1 est suspendue.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à deux heures et demie de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée vers 10 heures.

NOTES

1. *The Gazette* du 13 juin 1962, à la page 1, signale que les derniers détails instituant la Société générale de financement (SGF) ont été forgés lors d'une rencontre avec des représentants du monde des affaires et de la finance à Montréal, il y a quelques semaines. Le quotidien de langue anglaise précise que le montant de la première émission d'actions de la SGF suggère que le gouvernement avance avec prudence dans son entreprise de partenariat financier public-privé. Cela suggère aussi, toujours selon le quotidien montréalais, que les activités de la SGF ne seront pas concentrées uniquement dans une ou deux entreprises, comme le projet d'aciérie fréquemment mentionné.

2. Il manque plusieurs mots dans ce passage tiré de *La Presse* du 13 juin 1962, à la page 27; les mots "cela est d'autant" ont dû être ajoutés pour la compréhension.

3. Selon *Le Montréal-Matin* du 13 juin 1962, à la page 7, il s'agit d'une allusion aux événements survenus à l'hôpital Fleury.

4. Comme on ne précise pas exactement quelles conclusions M. Lizotte cite en Chambre et que ces dernières représentent un peu plus de huit pages du rapport, nous renvoyons le lecteur au *Rapport de la Commission d'enquête sur l'organisation et l'administration de l'hôpital Jean-Talon de Montréal*, 1961, aux pages 162-170. Notons aussi que les recommandations suivent jusqu'à la page 179.

5. Selon *L'Action catholique* du 13 juin 1962, à la page 3, ce sont les seuls avocats qui ont recommandé une loi des hôpitaux.

6. Selon *Le Montréal-Matin* du 13 juin 1962, à la page 5, M. Lesage aurait profité de l'occasion pour déclarer aux congressistes qu'il s'accordait avec eux sur la nécessité de moderniser la loi. Cependant, il nous apparaît difficile de moderniser ce qui n'est pas encore créé.

7. Fidel Castro (1927-), révolutionnaire et homme d'État cubain, prit le pouvoir en 1959, à la suite d'un coup d'État, et fit adhérer Cuba au communisme en 1962.

8. Selon *L'Action catholique* du 13 juin 1962, à la page 3, M. Johnson aurait aussi parlé du patronage dans la construction.

9. *The Montreal Daily Star* du 13 juin 1962, à la page 29, est la seule source qui indique que cette accusation a été alléguée plusieurs fois, sans toutefois préciser comment.

10. Cette référence au ministre de la Justice pour désigner le procureur général est inusitée. En effet, M. Claude Wagner sera le premier ministre de la Justice le 4 juin 1965 et, à partir de cette date, le ministre sera d'office procureur général.

11. Le discours de M. Johnson a duré plus d'une heure, selon *Le Soleil* du 13 juin 1962, à la page 24, et environ une heure, d'après *Le Montréal-Matin* du même jour, à la page 5.

12. M. Bertrand joue ici sur l'homophonie en faisant référence au rapport d'enquête sur l'hôpital Fleury.

13. *The Montreal Daily Star* du 13 juin 1962, aux pages 2 et 29, rapporte le terme "secrètes" à propos des enquêtes.

14. M. Bertrand fait référence aux débats sur les crédits de l'agriculture, qui ont eu lieu lors des séances du 30 et du 31 mai 1962, ainsi que du 1^{er} et du 4 juin 1962.

15. Selon *The Montreal Daily Star* du 13 juin 1962, à la page 1, le débat sur la loi des hôpitaux dure deux heures. Cependant, nous estimons que la durée serait plutôt de trois heures.

16. *The Gazette* du 13 juin 1962, à la page 4, indique que le débat a été largement accompli en anglais, un fait rare au Parlement de Québec, car le ministre du Revenu (l'honorable M. Earl) et parrain du bill 47 ne parle pas français.

17. Selon *La Presse* du 13 juin 1962, à la page 3, et *La Tribune* du 14 juin 1962, à la page 20, ce montant serait de \$325,000.

18. *Le Montréal-Matin* du 13 juin 1962, à la page 2, signale que le vote a été pris à 9 h 15 du soir.

19. À l'index des *Journaux de l'Assemblée législative*, M. Hamel figure comme parrain du bill. Pourtant, c'est bien M. Lesage qui apparaît en tant que parrain, sur la copie du projet de loi qui a été utilisée et initialement lors des trois lectures en Chambre.

20. Lavolette, sur lequel les historiens ont peu de détails, fut le premier commandant de Trois-Rivières, de 1634 à 1636. Voir: André Vachon, "Lavolette", *Dictionnaire biographique du Canada*, volume 1, aux pages 443 et 444.

21. M. Johnson fait référence à la municipalité de Cap-de-la-Madeleine, aujourd'hui intégrée à Trois-Rivières.

22. Saint-Grégoire est aujourd'hui un secteur de la municipalité de Bécancour, sur la rive sud du Saint-Laurent.

23. *Le Nouvelliste* du 13 juin 1962, à la page 32, rapporte plutôt 22 ministres, mais une vérification dans les *Comptes publics* de 1963 permet de valider le nombre de 16 ministres.

24. *Le Nouvelliste* du 13 juin 1962, à la page 30, note qu'il reste à peine cinq minutes avant la fin de la séance, lorsque la Chambre entame l'étude de cet article.

25. Ici, le chef de l'opposition fait allusion aux nombreux discours en faveur de la nationalisation de l'hydro-électricité, prononcés par M. Lévesque (Montréal-Laurier).

Séance du mercredi 13 juin 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Binette (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt et unième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 128 modifiant la charte de la ville de Duvernay.

Projets de loi:

**Charte
de Duvernay**

M. Lavoie (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 128 modifiant la charte de la ville de Duvernay.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 128 sans l'amender.

M. Lavoie (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Hôpital Saint-Luc

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 51 accordant une subvention spéciale à l'hôpital Saint-Luc.

L'hôpital, actuellement en construction, dit-il, est dans un urgent besoin de fonds, et il est

impossible d'obtenir de l'argent pour terminer les travaux d'agrandissement de l'institution. La direction de l'établissement hospitalier n'est pas en mesure de se procurer les \$8,000,000 nécessaires pour terminer le projet de construction, malgré de nombreuses subventions antérieures. Le gouvernement a octroyé dernièrement \$357,000 à l'institution, grâce aux crédits dont il dispose pour l'exercice financier 1962-1963.

Mais, ayant analysé la situation et les circonstances actuelles difficiles, le gouvernement s'est aperçu qu'il était de son devoir de faire davantage, et c'est alors qu'il a pris sa décision au sujet de la subvention spéciale de \$8,000,000 et de la garantie d'emprunt sur une période d'années difficile à définir dans le moment, à cause des conditions du marché.

L'hôpital Saint-Luc commencera par contracter, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, un emprunt de \$8,000,000 et les autorités provinciales garantiront le remboursement de la somme ainsi empruntée. La subvention sera versée par tranches, à même le fonds consolidé du revenu, au fur et à mesure que surviendront les échéances successives pour le remboursement de l'intérêt et de l'amortissement ou des versements du principal de l'emprunt.

Il est indispensable de faire approuver le projet de loi par les Chambres, car le système de contrôle des dépenses de l'État provincial ne permet pas de procéder autrement; nous ne pouvons généralement faire une telle dépense à même le fonds consolidé de la province. Grâce au bill 51, l'hôpital Saint-Luc pourra obtenir les fonds qu'il lui faut en émettant des obligations et en les écoulant à des conditions avantageuses, malgré l'état peu favorable du marché.

Mais, avec la garantie du gouvernement, nous espérons que l'hôpital pourra contracter cet emprunt dans de meilleures conditions que s'il était laissé à ses propres ressources. Sans la garantie de remboursement donnée par le gouvernement, sans l'appui moral du gouvernement, on peut même supposer que les administrateurs de l'institution ne parviendraient pas à recueillir des capitaux suffisants.

Il est nécessaire d'aider le grand hôpital dont Montréal a tant besoin.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:**Permis de la
Commission des liqueurs**

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)
dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 28 mars 1962, pour la production d'un état contenant les réponses aux questions suivantes:

Combien de permis pour la vente de liqueurs alcooliques la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle émis, du 1^{er} décembre 1960 au 12 avril 1961 inclusivement:

a) à des hôtels, pour la vente de liqueurs alcooliques à des voyageurs;

b) à des hôtels reconnus nécessaires pour le tourisme et situés en dehors des cités et villes et de la région "A";

c) à des navires ou à des wagons-restaurants, pour la vente de liqueurs alcooliques à des voyageurs;

d) à des clubs, pour la vente de liqueurs alcooliques à des membres du club;

e) à des hôtels ou cafés, pour la vente de liqueurs alcooliques pendant les repas;

f) à des auberges ou restaurants, pour la vente de vins et bières à des voyageurs pendant les repas;

g) à des tabagies, tabaconistes ou dépôts de journaux qui servent des repas légers, pour la vente de vins et bières à des voyageurs;

h) à des magasins d'épicerie ou d'alimentation, pour la vente de bières;

i) à des magasins d'épicerie ou d'alimentation à succursales multiples, pour la vente des bières;

j) à des tavernes, pour la vente des bières au verre;

k) à des personnes ayant charge de banquets, pour la vente de vins et bières?

2. Dans chaque cas, quels sont le nom et l'adresse du détenteur d'un nouveau permis, ainsi que l'adresse de son établissement?

3. Combien de nouveaux magasins la Commission des liqueurs a-t-elle établis du 1^{er} décembre 1960 au 12 avril 1961 inclusivement?

4. Les nouveaux permis pour la vente de boissons alcooliques, dans les hôtels, cafés, auberges, restaurants, tavernes, clubs, magasins d'épicerie et d'alimentation ont-ils été accordés après consultation avec les autorités religieuses et les ligues de tempérance ou d'abstinence?

5. Durant la même période du 1^{er} décembre 1960 au 12 avril 1961 inclusivement, combien de permis ont été révoqués et quel est, dans chaque cas,

le nom et l'adresse du détenteur dont le permis a été révoqué et quel est, dans chaque cas, le motif de cette révocation? (Document de la session no 167)

**Permis de la
Régie des alcools**

L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)
dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 28 mars 1962, pour la production d'un état contenant les réponses aux questions suivantes:

Concernant les permis de vente de boissons alcooliques:

a) Quel est le nombre de ces permis accordés par la Régie des alcools du Québec, du 13 avril 1961 au 15 mars 1962?

b) À quelle date chacun de ces permis a-t-il été accordé?

c) À quel nom chacun de ces permis a-t-il été accordé?

d) Où est situé l'établissement pour lequel un permis a été accordé?

Et ce, pour chacune des catégories suivantes, savoir:

1. Permis de salle à manger;
2. Permis de restaurant;
3. Permis de bar-comptoir;
4. Permis de bar-salon;
5. Permis de taverne;
6. Permis de cabaret;
7. Permis d'épicerie;
8. Permis de club;
9. Permis de pavillon de chasse ou de pêche;
10. Permis de banquet;
11. Permis d'hôtel;
12. Permis d'auberge;
13. Permis de motel;
14. Permis de bateau;
15. Permis de wagon de chemin de fer;
16. Permis d'avion;
17. Permis de piste de course;
18. Permis de villégiature;
19. Permis de poste de commerce;
20. Permis de brasseur;
21. Permis d'entrepôt;
22. Permis de distillateur;
23. Permis de fabricant de vins.

e) Combien de nouveaux magasins la Régie des alcools du Québec a-t-elle établis du 13 avril 1961 au 15 mars 1962?

f) Durant la même période du 13 avril 1961 au 15 mars 1962, combien de permis ont été

révoqués et quels sont, dans chaque cas, le nom et l'adresse du détenteur dont le permis a été révoqué et quel est le motif de cette révocation? (Document de la session no 168)

Questions converties en motions pour dépôt de documents:

Employés du Service des achats

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par le député de Montréal-Mercier (M. Thibeault):

1. Quel était, le 5 juillet 1960, le nom de chacun des employés du Service des achats, tant à Québec qu'à Montréal?

2. Quel était, le 15 mai 1962, le nom de chacun des employés au même service?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose qu'il soit produit et déposé sur le bureau de

la Chambre un document contenant les informations demandées.

Adopté.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 169)

Questions et réponses écrites:

Maison du Québec à Paris

M. Caron (Maskinongé): Quels sont les nom, prénom, adresse, fonction et traitement des fonctionnaires et employés du gouvernement à la Maison du Québec à Paris?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): (Voir le tableau ci-dessous)

<i>Nom et prénom</i>	<i>Adresse</i>	<i>Fonction</i>	<i>Traitement</i>
Lussier, Charles.....	31, boul. Jourdan, Paris, France.....	Agent général de la province.....	\$ 14,000.00
Mercier, Georges.....	19, Barbet-de-Jouy, Paris VIIe, France.....	Conseiller économique et commercial.....	11,200.00
Élie, Robert.....	19, Barbet-de-Jouy, Paris VIIe, France.....	Délégué culturel.....	11,200.00
Mondor, Mme Hélène.....	5, Casseloup-Laubat, Paris XVe, France.....	Secrétaire.....	3,900.00
Gauthier, Mlle Ghislaine.....	30, de Longchamp, Neuilly-sur-Seine, Paris, France.....	Secrétaire.....	3,600.00
Carrier, Mme Diane-G.....	31, boul. Jourdan, Paris, France.....	Téléphoniste-réceptionniste.....	2,200.00
Boily, Mme Nicole.....	31, boul. Jourdan, Paris, France.....	Téléphoniste-réceptionniste.....	800.00
Sanz, Francisco.....	26, rue Anatole-France, Alfortville, Seine.....	Messenger-chauffeur.....	2,400.00
Delloye, Charles.....	63, boul. des Invalides, Paris VIIe, France.....	Conseiller technique.....	8,700.00
Guilmet, Émile-Jules.....	28, Barbet-de-Jouy, Paris VIIe, France.....	Concierge.....	1,200.00

Maurice Pélouquin

M. Élie (Yamaska): 1. M. Maurice Pélouquin, ancien député de Richelieu, est-il encore à l'emploi du gouvernement de la province?

2. Dans l'affirmative: a) quelles sont ses fonctions; b) quel est son salaire annuel?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): 1. Non.

Permis pour la vente de bière dans les épiceries

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance): 1. Relativement au permis pour la vente de bière accordé par la Régie des alcools à M. Rolland Gagné, de Forestville-Nord, y avait-il dans son dossier une ou des recommandations, et, dans l'affirmative, de la part de qui?

2. La Commission des liqueurs, du 1^{er} août 1960 au 12 avril 1961 inclusivement, et la Régie des alcools, du 13 avril 1961 au 23 mai 1962 inclusivement, ont-elles reçu des demandes de permis provenant d'autres épiciers de Forestville-Nord?

3. Quelles demandes ont été acceptées?

4. Quelles demandes ont été refusées?

5. Donner, dans chaque cas, le motif ainsi que la date du refus ou de l'acceptation.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):

1. Oui, M. Rodolphe Blouin, maire de Forestville-Nord.

2. Oui, M. Pascal Lapointe, Forestville-Nord, P.Q.; Mme Roland Martel, Forestville-Nord, P.Q.; M. Ernest Tremblay, Forestville-Nord, P.Q.

3. M. Pascal Lapointe, Forestville-Nord, P.Q.

4. Aucune.

5. M. Pascal Lapointe: permis accordé le 30 mars 1962; Mme Roland Martel: jugement pas encore rendu; M. Ernest Tremblay: comme il y a des objections, cette cause sera entendue en audience publique.

Travaux de voirie dans le comté de Montcalm

M. Tellier (Montcalm): 1. Quel montant total le ministère de la Colonisation a-t-il dépensé dans le comté de Montcalm, durant l'année 1961, pour l'amélioration des chemins et ponts?

2. Quel montant a été dépensé dans chaque paroisse de ce comté?

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):

1. \$19,225.73.	
2. Municipalité de Rawdon	\$ 57.00
Municipalité de Saint-Calixte	7,500.00
Municipalité de Saint-Émile	2,494.95
Municipalité de Saint-Théodore de Chertsey	4,989.53
Budget "entretien"	4,184.25

Amélioration des fermes dans le comté de Montcalm

M. Tellier (Montcalm): 1. Quel est le montant que le gouvernement a accordé dans le comté de Montcalm durant l'année 1961: a) pour l'amélioration de fermes à l'aide de tracteurs; b) combien d'heures ont été accordées dans chaque paroisse dudit comté?

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):

1. a) \$27,359.25;	
b) Rawdon	702 heures
Saint-Alexis	615 heures
Saint-Calixte	214 heures
Saint-Esprit	694 heures
Saint-Jacques	772½ heures
Sainte-Julienne	515 heures
Saint-Liguori	679 heures
Sainte-Marie-de-Salomée	5¼ heures

Demande et dépôt de documents:

Employés du ministère des Richesses naturelles

M. Lafontaine (Labelle) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une liste contenant les nom, prénom, adresse, fonction et traitement de tous les employés et fonctionnaires du ministère des Richesses naturelles que le gouvernement a pris à son emploi depuis le 5 juillet 1960 jusqu'au 23 mai 1962, y compris les employés et fonctionnaires qui n'ont été engagés qu'à titre temporaire, ainsi que ceux qui ont été engagés pour le département des Mines et pour le département des Ressources hydrauliques, avant la fusion de ces deux ministères.

Adopté.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 170)

Projets de loi:

Hôpital Saint-Luc

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 51 accordant une subvention spéciale à l'hôpital Saint-Luc.

Adopté.

Complément de réponses:

Prison de La Malbaie

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): C'est une annexe, précise-t-il, qui sera construite à la

prison locale de La Malbaie, et non un palais de justice¹.

Palais de justice de Montréal

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):

Par ailleurs, les trois experts engagés par le gouvernement pour faire les expropriations nécessaires à la construction du nouveau palais de justice de Montréal recevront \$25,000 chacun pour toute la durée de leur travail, et non pas annuellement².

Déclarations ministérielles:

Prohibition d'alcool durant le jour du scrutin fédéral

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):

Je veux publiquement donner un avertissement aux détenteurs de permis de la Régie des alcools de la province, concernant le jour des élections, le lundi 18 juin prochain.

La loi fédérale est formelle, et le texte de la loi électorale du Canada décrète que "nulle boisson spiritueuse ou fermentée ou boisson forte ne doit être vendue ni donnée dans un hôtel, une taverne, un magasin ou tout autre endroit - et j'insiste sur les termes "autre endroit" - situé dans un arrondissement de votation, durant toute la journée du scrutin à une élection³".

En vertu de cette disposition, aucune boisson alcoolique ne peut être vendue ou servie en quelque endroit que ce soit, même à l'occasion d'un repas, durant les 24 heures du jour de calendrier de l'élection. Je répète: Aucune boisson, même avec un repas. La police des liqueurs, évidemment, sera tenue de faire son devoir si des infractions sont commises et exercera une surveillance durant 24 heures, le 18 juin.

Tous les détenteurs de permis seront passibles de poursuites s'ils violent la loi, le 18 juin. Par ailleurs, la Régie des alcools a décidé elle-même de fermer tous ses magasins, le 18 juin.

M. Johnson (Bagot): (Sur un ton narquois) Puisqu'il s'agit de prescriptions fédérales, la loi fédérale a-t-elle priorité sur la loi provinciale dans ce domaine? demande-t-il au procureur général (l'honorable M. Lapalme). La loi provinciale permet la vente de boissons avec le repas, le jour des élections.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):

Je n'ai pas l'intention de discuter la constitutionnalité de la loi fédérale en présence de la loi provinciale, ni de faire une analyse de la valeur relative des deux lois, ni de préjuger de ce que déciderait un tribunal. S'il y en a qui veulent soulever la question devant les tribunaux, c'est leur droit. Mais je dis que la loi fédérale décrète qu'aucune boisson ne doit être vendue ce jour-là. Quant à la Régie, elle fermera ses magasins le jour des élections, comme elle le fait lors de toute autre élection municipale, scolaire ou provinciale.

Et nous tenons à avertir les détenteurs de permis que la loi fédérale défend la vente ce jour-là et que ceux qui enfreindront la loi s'exposent à des poursuites judiciaires, quel que soit le type de permis d'alcool qu'ils détiennent. Je ne rends pas jugement sur le bien-fondé des poursuites et de la loi fédérale. La loi provinciale tient compte seulement des élections provinciales, municipales et scolaires et permet de servir de la boisson à l'occasion d'un repas, mais la loi fédérale ne fait aucune exception.

Je le répète pour le bénéfice de tous: Aucun alcool ne sera vendu en cette ville et en cette province pendant une période de 24 heures, le jour des élections.

M. Johnson (Bagot): C'est une excellente chose que la Régie ferme ses magasins. Mais quelle provision de la loi provinciale pourrait servir à empêcher un hôtel de servir de la boisson avec un repas?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):

C'est une prescription de la loi fédérale.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

C'est aussi le gros bon sens qui le veut.

M. Johnson (Bagot): Au point de vue constitutionnel, je me demande quelle loi provinciale défend de vendre ou de servir un verre de vin avec un repas en n'importe quel endroit. La loi a-t-elle le droit d'empêcher cela lundi, jour de l'élection? Je ne vois pas la loi défendant au premier ministre de servir un verre de vin à M. Lester B. Pearson, si ce dernier lui rend visite le jour de l'élection.

Je ne veux pas en discuter outre mesure, dit-il, et je remercie le procureur général (l'honorable M. Lapalme) d'en avoir averti la Chambre et la population.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):

J'ajouterai que, lorsque nous avons considéré cet

aspect, nous en sommes venus à la conclusion que je ne devais pas faire un exposé sur la valeur relative des lois, mais seulement placer la population devant un texte de loi et annoncer ce que la Régie des alcools fera au sujet de l'ouverture de ses magasins. Le reste ne m'intéresse pas.

Projets de loi:

Crédit Foncier Franco-Canadien

La Chambre, selon l'ordre du jour, prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 179 modifiant la charte du Crédit Foncier Franco-Canadien.

L'amendement est accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission municipale

La Chambre, selon l'ordre du jour, prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 16 concernant la Commission municipale de Québec.

L'amendement est accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Montréal

La Chambre, selon l'ordre du jour, prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

L'amendement est accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi du développement minier et Atlantic Iron Ore Ltd.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de l'amendement du Conseil législatif au bill 25 modifiant la loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec et concernant Atlantic Iron Ore Limited.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) rappelle tous les débats qui se sont tenus au sujet de

ce projet de loi, il y a quelques semaines. Il a été prouvé, dit-il, qu'il était impossible d'exiger de la compagnie qu'elle commence ses opérations commerciales avant janvier 1970.

L'amendement apporté au bill 25 par le Conseil législatif, pour fixer le délai au 1^{er} janvier 1966, est absolument irréalisable et irréaliste parce que les communications sont extrêmement difficiles dans cette partie du Nouveau-Québec, 800 milles au nord de la ville de Québec. Il n'y a pas de port de mer ni de chemin de fer. D'ici 1966, l'année 1962 étant déjà trop avancée, il ne reste que trois saisons de navigation. À cause du climat dans ce territoire du nord, la saison de navigation n'est que de trois mois et demi par année.

Il resterait, en somme, 10 mois et demi à la compagnie pour les immenses travaux nécessités par ce développement minier, pour entrer en production. Il n'y a pas assez de temps. Il faut tout transporter l'équipement par avion. Il est donc impossible physiquement à la compagnie Atlantic Iron Ore de construire un port de mer, une piste d'envol et des chemins en trois saisons de trois mois.

M. Johnson (Bagot): Le premier ministre raisonne comme si les constructions ne pouvaient pas s'effectuer dans trois ans.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le chef de l'opposition connaît-il les difficultés de construction dans l'Ungava?

M. Johnson (Bagot): Mais oui.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Qu'on ne vienne pas me parler de raisonnement simpliste de ma part, alors.

Par ailleurs, les prix du minerai sont à la baisse, et la compagnie est de moins en moins intéressée à investir des capitaux dans cette région éloignée et difficile d'accès, dans des conditions rigoureuses pour l'exploitation du minerai de fer. Car on peut avoir du minerai de fer un peu partout dans le monde pour beaucoup moins cher qu'ici, à cause de surplus sur le marché mondial. On peut maintenant trouver du minerai de fer de haute teneur en plusieurs parties du monde, spécialement en Mauritanie.

Dans une situation semblable, le meilleur moyen de désintéresser les gens, c'est de leur imposer des conditions impossibles à remplir. Et imposer des conditions irréalisables équivaut à adopter la méthode la plus efficace pour détourner le

capital étranger de notre province. Le gouvernement ne peut souscrire à l'amendement proposé par le Conseil législatif et, si le Conseil législatif ne retire pas son amendement, la compagnie devra abandonner tout espoir d'exploiter les gisements. On estimait l'investissement à \$200,000,000.

Il (l'honorable M. Lesage) propose, appuyé par le député de Montréal-Laurier (l'honorable M. Lévesque):

Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif pour l'informer que l'Assemblée refuse d'accepter l'amendement qu'il a apporté au bill 25 modifiant la loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec et concernant Atlantic Iron Ore Limited, et ce, pour la raison suivante:

Parce que cet amendement aurait pour effet de rendre la loi projetée inefficace et inutile en accordant, pour préparer la production commerciale, un délai si court qu'il rend l'opération économiquement et physiquement impossible.

Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

M. Johnson (Bagot): À la Chambre basse, l'opposition avait proposé que la société entreprenne sa production en janvier 1965. L'amendement du Conseil législatif apporte donc un an de plus.

L'Atlantic Iron Ore peut fort bien commencer sa production en 1966; elle aurait pu être lancée dès cette année. C'est M. Cyrus Eaton⁴ lui-même, président de l'Atlantic Iron Ore, qui déclarait, en décembre 1956, lors d'une conférence de presse, que sa compagnie serait en mesure de commencer sa production en 1959, en sortant le premier chargement de l'Ungava, et qu'elle serait en pleine production en 1960, au plus tard, si la loi était votée et si le permis d'exploitation était accordé, au lieu d'un permis de prospection qui lui avait été remis à l'époque. M. Eaton parlait après la fin de la saison de 1956; il disait qu'il pourrait produire dans un peu plus de deux saisons.

Or, nous sommes en 1962, ce qui veut dire que M. Eaton a eu deux ans de plus que prévu pour se préparer et qu'il reste quatre saisons à sa compagnie, 1963, 1964, 1965 et même 1966, pour faire les travaux nécessaires pour se mettre en pleine production. Et ce même Cyrus Eaton ne demandait, en 1956, que deux saisons et demie, trois saisons tout au plus, pour commencer la production. Nous lui accordons, en vertu de l'amendement du Conseil législatif, trois pleines saisons et même trois saisons et demie. M. Eaton aurait donc amplement le temps,

d'ici à 1966, pour terminer ce qu'il reste à faire avant de commencer ses opérations minières de production commerciale.

Beaucoup de travail préparatoire a été fait depuis. Même si la compagnie ne pouvait pas commencer cette année, il resterait encore trois saisons entières, avant 1966, et une partie de la saison de 1966, avant qu'elle ne soit obligée de produire son premier minerai. Je ne vois là rien d'irréaliste et d'irréalisable dans l'amendement apporté à la loi par le Conseil législatif. L'amendement est nécessaire pour hâter la mise en valeur des gisements du Grand Nord québécois.

En 1956, on ne possédait pas toutes les données sur la région. Aujourd'hui, on est complètement informé sur le climat, la marée, l'énergie, les plans d'installations portuaires, etc. Les conditions, en somme, sont plus favorables à la compagnie qu'en 1956.

On me dit que la compagnie a intérêt à ne pas être forcée d'entrer en production avant 1970 et qu'elle n'entend pas le faire; elle peut avoir raison. Je ne blâme pas la compagnie de demander un délai jusqu'en 1970 pour lancer la production minière dans l'Ungava, mais je blâme le gouvernement de le lui accorder. On retarde ainsi de quatre ans l'embauche d'un grand nombre d'ouvriers et on prive la province de revenus. Si la compagnie se lançait en production dès 1966, la province bénéficierait d'emplois permanents et nouveaux...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):
On va tout perdre.

M. Johnson (Bagot): Bref, l'attitude du gouvernement équivaut à la mise au réfrigérateur d'une partie imposante de nos richesses naturelles, car le délai jusqu'en 1970 permet à la compagnie de mettre ces richesses naturelles en conserve pour aller ensuite "bargainer" sur le marché mondial. C'est un instrument de marchandage pour acheter des droits en Afrique du Sud et au Venezuela, et pour magasiner sur les marchés européens. Voilà la réalité de la situation à un moment où la province et le gouvernement ont besoin d'argent. Nous parlons sans cesse du développement des richesses naturelles du Québec, mais c'est le plus loin où nous allons.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)
investit l'opposition et lui prête des intentions.

M. l'Orateur intervient et demande au député de Montréal-Laurier de parler plutôt de l'amendement.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):

La façon dont la majorité du Conseil législatif a amendé le bill 25, concernant l'Atlantic Iron Ore, enlève toute signification à ce projet de loi. Nous sommes devant l'alternative suivante: ou bien nous voulons que soient exploitées les richesses minières de la baie d'Ungava, ou bien nous voulons les geler et en empêcher le développement ainsi que la mise en valeur. Le bill 25 exprimait, en s'appuyant sur les faits, notre volonté d'en arriver à l'exploitation de ces richesses.

En prétendant ramener à 1966 le début effectif de l'exploitation, on la rend du même coup absolument irréalisable et on compromet, peut-être irrémédiablement, toute occasion prochaine d'extraction du minerai de fer de la baie d'Ungava. Je me contente de rappeler à ce propos que le projet de loi permet à la compagnie d'obtenir son permis et d'amorcer les travaux de mise en valeur le 1^{er} janvier 1963.

Vu les conditions à remplir au point de vue technique et économique et le minimum indispensable de formalités administratives, c'est la date la plus rapprochée à laquelle on pouvait fixer le point de départ. Or, de 1963 à 1966, à raison d'une centaine de jours de navigation par année dans les eaux subarctiques, il n'y aurait qu'environ 300 jours d'arrivage et de déchargement, moins le temps qu'il faudrait pour aménager d'abord, sur un rivage difficile, des quais en eau profonde. Après quoi, à même le restant des 300 jours, il y aurait des chemins à tracer, un village à bâtir et toute une vaste entreprise minière à organiser à partir de zéro, non seulement pour l'extraction, mais aussi pour la concentration d'un minerai à basse teneur.

Vu certaines circonstances géographiques, la société minière ne peut absolument pas commencer l'exploitation de son gisement avant 1970. Le délai jusqu'à 1966 étant évidemment insuffisant, nous avons fixé à 1970 la mise en marché obligatoire de l'entreprise, c'est-à-dire la production elle-même. Mais, pour qu'il y ait financièrement intérêt à commencer plus tôt l'exploitation, pour peu que les conditions du marché le permettent, nous avons établi dès 1966 une augmentation des redevances.

Lorsque M. Eaton a fait cette déclaration en 1956, il essayait de vendre l'idée du projet au gouvernement, parce qu'il avait hâte de faire des profits sur le lucratif marché de vendeur du minerai de fer à la fin des années 1950.

L'entreprise m'a informé que celle-ci n'est nullement intéressée à entrer en production en 1966, car, dans de telles conditions, seul un programme

d'urgence pour la mise en chantier de tout le dispositif d'extraction, de concentration et d'expédition du minerai permettrait de rencontrer la nouvelle échéance imposée par la Chambre haute.

Or, un pareil programme coûterait trop cher, et la surabondance de fer dans le monde entier ne le justifierait pas. Le gouvernement sait ce qu'il fait. Une autre chose dont il faut tenir compte, c'est le fait que des pays comme la Nouvelle-Zélande ont du minerai dont la teneur en fer est de 60 %, comparativement à celui de l'Ungava qui en contient 80 %⁵.

L'amendement qui nous est soumis rendrait le projet de loi inopérant. Le plus grave, c'est qu'un exemple de partisannerie aussi irresponsable soit donné avec un tel éclat, au moment même où les marchés internationaux du minerai sont plus incertains parce que plus saturés que jamais. On le sait, ou on devrait le savoir mieux que quiconque, puisque cette saturation provient pour une bonne part des nouvelles mines du Québec lui-même et du Labrador. C'est ce qui rend plus difficile l'exploitation de nouvelles sources de minerai, si elles sont géographiquement marginales et éloignées comme celles de la baie d'Ungava. C'est une situation de fait dont le contrôle nous échappe et à laquelle aucun refrain pseudo-patriotique à base de calculs électoraux ne pourra rien changer.

Pendant quatre jours, lors du débat dans cette Chambre, nous nous sommes évertués à expliquer cette situation. Je regrette beaucoup de n'avoir pas été plus convaincant, mais il faut dire que, de toute évidence, l'opposition était fermement décidée à ne pas comprendre. Maintenant, ce sont les honorables représentants de l'opposition au Conseil législatif qui prennent la même attitude. Les députés et conseillers de l'Union nationale compromettent la mise en valeur du Grand Nord québécois par leur attitude devant le projet de loi de l'Atlantic Iron Ore. Il me semble que ce n'est pas le moment, dans un secteur pour le moment instable de notre économie, de faire de l'électoralisme aussi facile qu'irresponsable.

Aussi, je propose respectueusement de refuser cet amendement au bill 25 et de renvoyer le projet de loi au Conseil législatif, tel qu'approuvé par la Chambre, en priant ces honorables messieurs d'y réfléchir à nouveau, en ne pensant cette fois qu'à l'intérêt de la province. Et avec l'espoir que le mal certain, que la partisannerie aveugle nous a déjà fait dans ce cas, soit encore réparable⁶.

M. Bellemare (Champlain): Je suis contre la mesure du gouvernement de rejeter l'amendement du

Conseil législatif. L'amendement est nécessaire pour hâter la mise en valeur des gisements du Grand Nord québécois.

Le premier ministre voudrait qu'on fasse un acte de foi et qu'on lui dise: "Oui, vous êtes tout-puissant et nous allons nous incliner." Je ne suis pas prêt à cela.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) fait une mise au point.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Champlain.

M. Bellemare (Champlain): Nous ne sommes pas obligés de faire un acte de foi.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) fait une mise au point.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Champlain.

M. Bellemare (Champlain): Il reste à la compagnie un total de 103 jours pour se préparer à son exploitation commerciale, mais il faut aussi tenir compte du temps accordé à la compagnie dans le passé pour se préparer à ces opérations.

La compagnie a commencé ses installations en 1957, et elle devrait être prête à entrer en production en 1966.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) fait une mise au point.

M. l'Orateur: Pour la troisième fois, je rappelle à l'ordre le député de Champlain.

M. Johnson (Bagot): Dès que ça rouspète de l'autre côté, vous vous levez...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je demande au chef de l'opposition de retirer ses paroles.

M. Johnson (Bagot): Je suis prêt à déclarer que c'est par coïncidence.

M. Bellemare (Champlain) répond à des assertions du premier ministre⁷.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) lui envoie porter le texte de ses remarques.

M. Johnson (Bagot): Le premier ministre prend la peine d'écrire ses injures. C'est probablement un discours prononcé par M. Eaton.

M. Bellemare (Champlain): Nous sommes prêts à voter pour l'entrée en production en 1966, mais pas en 1970. Je ne comprends pas l'attitude des libéraux qui, pendant la campagne électorale, ont promis de ne pas céder nos richesses naturelles aux étrangers.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Champlain et l'invite à s'en tenir à l'amendement proposé par le Conseil législatif, ainsi qu'à la motion du premier ministre visant à retourner l'amendement au Conseil.

M. Bellemare (Champlain): Qu'indique le changement d'attitude du gouvernement? Quel est donc le plan visé d'accorder un tel délai à la compagnie?

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Champlain et l'invite à s'en tenir à l'amendement proposé par le Conseil législatif ainsi qu'à la motion du premier ministre visant à retourner l'amendement au Conseil.

M. Bellemare (Champlain): Le gouvernement libéral fait volte-face devant la situation.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Champlain et l'invite à s'en tenir à l'amendement proposé par le Conseil législatif ainsi qu'à la motion du premier ministre visant à retourner l'amendement au Conseil.

M. Bellemare (Champlain): Si les députés de l'opposition s'opposent à fixer à janvier 1970 le délai pour le commencement des opérations commerciales de la compagnie, si nous votons contre, c'est parce que l'opposition est consciente du mandat qui lui a été confié par la population, et que c'est contraire au mandat qui nous a été donné par la population.

Si nous l'approuvions, nous trahirions notre mandat. C'est ce que nous ne ferons pas.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) prend la défense du point de vue gouvernemental et des possesseurs de capitaux qui ont un projet de \$200,000,000 dans l'Ungava. Il approuve l'attitude du gouvernement dans ce débat.

À mon avis, dit-il, il faut accepter les conclusions des études faites au ministère des Richesses naturelles. Le Québec fait face à un défi incroyable en ce qui a trait au minerai de fer de l'Afrique du Nord et de l'Amérique du Sud. Des risques sont pris par ceux qui investissent des capitaux dans l'Ungava, et la compagnie devra envisager une sérieuse concurrence des mines de fer de l'Afrique et de l'Amérique du Sud. Si nous acceptons l'amendement du Conseil législatif, la province de Québec risque de perdre \$200,000,000⁸. On ne doit pas risquer de faire avorter un projet où \$200,000,000 doivent être investis et qui assurerait un gagne-pain à des milliers de personnes en cas de réussite.

Le Conseil législatif me surprend beaucoup. Se sont-ils renseignés au sujet d'une ville de 4,000 habitants sur le site, pendant une période de trois mois par année? Je ne peux pas comprendre leur attitude.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Hanley) parce qu'il est interdit aux députés de l'Assemblée de parler des membres du Conseil législatif.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Dans les circonstances, l'amendement du Conseil législatif est inacceptable. L'intérêt du Québec exige de rejeter l'amendement.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Mon gouvernement ne peut absolument pas accepter un compromis. L'Atlantic Iron Ore juge impossible de commencer l'exploitation de son gisement minier et ses opérations commerciales en 1966, car elle considère qu'il lui est matériellement et physiquement impossible de le faire avant 1970. De plus, je suis informé que la société abandonnera son projet si l'amendement de la Chambre haute est approuvé par l'Assemblée législative, c'est-à-dire si le Parlement veut obliger l'entreprise à commencer son exploitation le 1^{er} janvier 1966, au lieu du 1^{er} janvier 1970.

Une vive concurrence existe actuellement sur le marché du minerai de fer dans le monde. Dans les circonstances présentes, si l'opposition à l'Assemblée législative et la majorité de l'Union nationale à la Chambre haute demeurent dans les mêmes sentiments, si vous persistez dans votre attitude, vous serez tenues responsables devant la province d'avoir empêché la réalisation du projet de l'Atlantic Iron Ore et l'exploitation du sous-sol du Nouveau-Québec dans l'Ungava.

M. Johnson (Bagot): Ne nous faites pas pleurer.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il ne s'agit pas de pleurer; mais avec l'amendement, on impose à la compagnie des conditions extrêmement difficiles.

M. Johnson (Bagot): Quel changement avec le discours de Montmagny⁹! Le premier ministre et son gouvernement pleureront s'ils ne se montrent pas plus raisonnables.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je ne pleurerai pas. Que chacun prenne ses responsabilités. Je demande le vote.

(Pendant que les whips demandent aux députés de se rasseoir, le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Hanley) joue le rôle de l'Orateur pendant environ 10 minutes pour donner un répit au député de Westmount-Saint-Georges, M. Hyde¹⁰. Les députés font des salutations élaborées lorsqu'ils passent devant lui.)

M. Bertrand (Missisquoi): Le président de l'Irlande!
(Rires)

M. l'Orateur (M. Hanley) se croise les bras et sourit.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arsenault, Bédard, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Jourdain, Mme Kirkland-Casgrain, MM. Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Turpin, 44.

Contre: MM. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Charbonneau, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Hébert, Johnson, Laberge, Lafontaine, Lavallée, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Talbot, Thibeault, 25.

Ainsi, la motion est adoptée.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative n'a pas accepté leur amendement¹¹.

Loi de la gazoline

L'honorable M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 modifiant la loi de la gazoline soit maintenant lu une troisième fois.

M. Johnson (Bagot): Le gouvernement a l'intention d'abolir la taxe dite de millage, je n'en doute pas. Il abolira ainsi une taxe sur le millage des autobus et des camions qui lui rapporte tout au plus de \$325,000 à \$350,000 par année. Par contre, de l'avis du ministre du Revenu (l'honorable M. Earl), la province de Québec va retirer des revenus additionnels de \$1,600,000, avec la nouvelle taxe imposée.

En somme, le gouvernement ira chercher un profit net de \$1,250,000 par année dans les poches des contribuables. Et ceux qui en souffriront le plus seront les exploitants des services d'autobus à l'intérieur des villes, comme ce sera le cas à Montréal, à Québec et ailleurs.

C'est une nouvelle taxe dont souffriront les opérateurs d'autobus à l'intérieur des grandes villes. À Montréal, par exemple, la Commission de transport achète chaque année environ 8,000,000 de gallons d'huile pour les moteurs diesel des autobus. C'est une dépense additionnelle de \$440,000 qui se traduira probablement par une hausse du taux de transport.

Ce sont les petits camionneurs de la province qui seront aussi affectés par la hausse de l'impôt.

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu): Le gouvernement précédent n'a jamais perçu la taxe dite de millage. L'abolition de la taxe sur le millage compense partiellement la hausse de l'impôt sur l'huile à diesel. La taxe de millage, partiellement appliquée dans la province, affectait particulièrement les compagnies d'autobus.

D'autre part, après avoir examiné la situation, le gouvernement a constaté que cette hausse fera disparaître une injustice flagrante, celle dont étaient victimes les propriétaires de véhicules à moteur à essence qui, jusqu'à ce jour, ont dû verser au fisc de plus fortes sommes que les propriétaires de véhicules à diesel, car les camionneurs possédant des véhicules

à moteur diesel ne payaient pas la taxe sur l'essence. Les gros propriétaires de camions coûtant de \$40,000 et \$50,000 s'en tiraient à bon compte, et les petits propriétaires n'ont pas cessé de protester depuis quelques années contre cette inégalité de traitement.

Le gouvernement présentera sous peu, probablement vendredi, une loi abolissant la taxe du millage. Il a reçu, à ce sujet, des félicitations de la part d'un grand nombre de personnes, notamment de propriétaires d'autobus, pour avoir converti la taxe sur le millage en un impôt sur le carburant à diesel.

Des voix de l'opposition: Nommez-les! Nommez-les!

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu): Certainement. Il y a M. Renaud Chapdelaine, ancien candidat et député conservateur à Ottawa, président de l'Association des chauffeurs d'autobus. Il y a aussi M. Wilbrod Bhérér, conseiller juridique de l'Association des propriétaires d'autobus, qui a félicité le gouvernement de sa décision. Ce sont là deux de vos amis.

La majorité des camionneurs du Québec ont des véhicules qui marchent à l'essence et la majorité des véhicules à diesel en circulation dans la province appartiennent à de grosses entreprises ayant leur siège social en dehors du Québec. Quant aux gros propriétaires de camions servant à l'exploitation des richesses naturelles, cette taxe nous permet de les faire contribuer davantage aux revenus de la province.

M. Russell (Shefford): Ce sont les petits camionneurs de la province qui seront affectés par la hausse de l'impôt.

M. Bertrand (Missisquoi): Ce sont les petits camionneurs de la province qui seront affectés par la hausse de l'impôt.

M. Parent (Hull): La taxe sur le carburant diesel va rétablir l'équilibre entre les gros et les petits...

M. Johnson (Bagot): Huit millions de gallons à \$0.055, cela fera un fardeau additionnel de \$440,000 par année pour la Commission de transport de Montréal, pour faire rouler ses autobus.

M. Parent (Hull): Non, cela fera au maximum \$100,000 qu'il faudra ajouter aux dépenses, à cause de la disparition de la taxe sur le millage, parce que le

gouvernement supprime une taxe proportionnelle aux parcours des véhicules commerciaux. Et cette addition n'aura aucune influence sur le taux du billet d'autobus dans la ville de Montréal.

M. Johnson (Bagot): Cela forcera la Commission de transport de Montréal à hausser son tarif et, encore une fois, ce sera l'usager des transports en commun qui sera appelé à payer l'augmentation de l'impôt provincial sur le carburant à diesel. C'est pour cette raison que nous ne pouvons pas voter pour cette loi¹².

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arsenault, Bédard, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Courmoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Jourdain, Mme Kirkland-Casgrain, MM. Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Rousseau, Roy (Lévis), Turpin, 42.

Contre: MM. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Charbonneau, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Hébert, Johnson, Laberge, Lafontaine, Lavallée, Maltais, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Russell, Talbot, Thibeault, 25.

Les députés ministériels conspuent l'Union nationale parce qu'elle vote contre ce projet de loi.

M. Bertrand (Missisquoi): Nous avons voté contre les taxes.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 47 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Pont à Trois-Rivières

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 46 assurant la construction d'un pont sur le Saint-Laurent, à Trois-Rivières.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 3 de la loi concernant la construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à proximité de Trois-Rivières (4-5 Elizabeth II, chapitre 161) est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots "six membres," par les mots "deux membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil et six autres membres,".

M. Bellemare (Champlain) parle de façon générale sur le projet de loi.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) interrompt le député de Champlain et lui fait remarquer que le comité plénier en est à l'article premier et que les règlements ne permettent pas de faire des discours à ce stade.

M. Bellemare (Champlain) continue de parler de façon générale sur le projet.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) interrompt encore le député de Champlain et lui fait remarquer que le comité plénier en est à l'article premier et que les règlements ne permettent pas de faire des discours à ce stade.

M. Bellemare (Champlain) persiste à vouloir démontrer qu'il a personnellement travaillé au succès du projet, alors qu'il était membre du gouvernement précédent.

Il s'en prend à la politique du gouvernement actuel sur le projet de doter la région de Trois-Rivières d'un pont à péage et, surtout, de créer une corporation à cette fin.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) invite le président du comité plénier à user de ses pouvoirs de sanction, s'il le faut, soit expulser de l'Assemblée législative le député de Champlain qui ne cesse de refuser d'obtempérer à ses ordres.

(Le député de Champlain reprenant son siège)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le problème qui nous intéresse, c'est de donner à la région de Trois-Rivières, de la Mauricie, de la Rive-

Sud, des Bois-Francis un contact et un lien par un pont jugé nécessaire depuis longtemps, mais toujours refusé par l'ancien gouvernement.

M. Johnson (Bagot): Vous proposez deux nouvelles nominations à la Corporation du pont. Pour nous permettre de bien comprendre qu'il ne s'agira pas de nominations politiques, est-ce que le député de Yamaska (M. Élie) ne pourrait pas être nommé sur cette Corporation à titre de représentant de la Rive-Sud?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): S'il démissionne comme député, je verrai.

M. Johnson (Bagot): Encore des conditions?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Si le député de Yamaska (M. Élie) veut démissionner de son poste de député de Yamaska, je m'engage à le nommer sur la Corporation du pont de Trois-Rivières...

(Applaudissements à droite)

... mais je l'avertis que les membres de la Corporation ne sont pas rémunérés.

M. Élie (Yamaska): Je préfère garder mon siège de député.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Pas de danger qu'il démissionne alors... On les connaît trop.

M. Johnson (Bagot): Le gouvernement se cherche des élections? Est-ce qu'on pourrait en tenir dans le comté de Bellechasse?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Avant d'organiser des élections dans la province, attendez le résultat des élections fédérales.

Une voix ministérielle: Triste sort... Tous dans le même plat: Thompson-Johnson¹³...

M. le président intervient.

M. Gabias (Trois-Rivières) pose des questions sur le choix des commissaires et de leurs successeurs.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Pour le choix des commissaires et de leurs successeurs, on applique à la Corporation du pont le même principe qu'à l'Office des autoroutes.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2, 3 et 5 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 7, qui se lit comme suit:

"7. L'article 14 de ladite loi est modifié en ajoutant ce qui suit:

"Les contrats et engagements de la Corporation sont soumis à l'approbation soit du lieutenant-gouverneur en conseil, soit du Conseil de la trésorerie ou du contrôleur, suivant les règlements régissant les contrats et engagements du gouvernement et la loi concernant le contrôle des finances s'applique à la corporation *mutatis mutandis*.

"La loi instituant un service général d'achats pour le gouvernement ne s'applique pas à la Corporation.

"Aucun contrat dont le coût estimatif dépasse vingt-cinq mille dollars n'est accordé par la Corporation pour des travaux de construction ou des fournitures, sans demande de soumissions par annonce publique."

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est la même chose pour le contrôle des finances que pour le choix des commissaires et de leurs successeurs.

C'est-à-dire que tout achat de moins de \$25,000 sera approuvé par la Corporation, sujet à révision par le vérificateur de la province. Tout achat de \$25,000 à \$1,000,000¹⁴ relèvera du ministère des Travaux publics, et tout achat de \$1,000,000 et plus sera soumis au Conseil des ministres.

L'article 7 est adopté.

Les articles 8, 10 et 13 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 46 assurant la construction d'un pont sur le Saint-Laurent à Trois-Rivières.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Que l'article 12 de la loi concernant la construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à proximité de Trois-Rivières (4-5 Elizabeth II, chapitre 161) soit remplacé par le suivant:

"12. Les fonctionnaires et employés de la Corporation sont nommés suivant les dispositions de la loi du service civil, la Corporation exerçant cependant à leur égard les pouvoirs que cette loi attribue au chef d'un ministère."

M. Gabias (Trois-Rivières): Le gouvernement devrait inclure, dans le texte législatif, une disposition semblable à celle qui défend aux membres de l'Office des autoroutes du Québec d'avoir un intérêt, direct ou indirect, dans une entreprise de construction ou d'entretien de routes, ni dans une entreprise de fabrication ou de vente de machinerie, d'appareils ou de matériaux utilisés dans la construction ou l'entretien de routes.

Ainsi, dans le bill, les membres de la Corporation ne pourront avoir aucun intérêt, direct ou indirect, dans les entreprises qui participeront à quelque phase de la construction.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je me suis rassuré auprès des membres de la Corporation qu'aucun n'a intérêt dans les terrains que le gouvernement devra acquérir en vue de la mise en chantier du pont.

M. Gabias (Trois-Rivières): Je ne doute pas de cela, mais on devrait prendre exemple sur la loi de l'Office des autoroutes qui l'indique clairement. Je connais assez bien les membres de la Corporation du pont pour penser qu'aucun d'eux n'aurait objection à cela.

(Le premier ministre examine le texte législatif.)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le député de Trois-Rivières (M. Gabias) a raison. Il faut en effet le prévoir. Je proposerai un amendement à ce sujet demain.

L'amendement prévoira que les membres de la Corporation du pont ne pourront avoir aucun intérêt personnel, direct ou indirect, dans les expropriations qui seront effectuées par le ministère de la Voirie sur les emplacements des approches de la traverse routière, dans un contrat, ni dans quelque autre affaire qui touche la construction du pont.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 2. Que l'article 16 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"16. Le ministre de la Voirie peut exercer, pour l'acquisition des immeubles et droits immobiliers qu'il juge nécessaires pour les fins de la Corporation, tous les pouvoirs d'expropriation qu'il peut exercer pour les fins de la loi de la voirie en suivant la même procédure.

"La Corporation est tenue de rembourser au gouvernement les indemnités payables en raison des expropriations faites en vertu du présent article, y compris les intérêts et les frais, et par ce remboursement, la propriété des biens expropriés lui est transportée."

Adopté.

3. Que l'article 18 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"18. La Corporation est exempte de toute taxe imposée en vertu d'une loi de la Législature."

M. Johnson (Bagot): La Corporation du pont sera exemptée des taxes provinciales, mais n'est-il pas exact de dire que ça coûterait moins cher en taxe fédérale si le pont était construit par la province, car on éviterait 11 % de taxe fédérale?

C'est une autre occasion pour déplorer que le gouvernement ne construise pas, car cela ne se produirait pas. Il aurait été beaucoup plus simple et économique que le ministère des Travaux publics se charge lui-même d'ouvrir le chantier. On va payer 11 % de taxe à Ottawa, lors de l'achat de matériaux; on économiserait ainsi 11 % de \$22,000,000.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Ça dépend de la manière dont on procédera. Le gouvernement provincial achètera les matériaux au nom des contracteurs, pour éviter la taxe fédérale.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 4. Que ladite loi soit modifiée en insérant, après l'article 22, les suivants:

"22a. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il fixe, garantir le paiement en principal et intérêts de tout emprunt contracté par la Corporation jusqu'à concurrence d'un montant principal de trente millions de dollars."

"22b. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il fixe, s'engager irrévocablement à payer chaque année, tant que toutes les obligations émises par la Corporation n'auront pas été rachetées ou payées, le montant nécessaire pour porter le revenu net de la Corporation à un montant suffisant pour acquitter l'intérêt et l'amortissement ou les échéances annuelles ou semestrielles de principal et tous autres frais annuels de ces obligations dont l'émission totale ne dépassera pas trente millions de dollars."

"Les montants dus en vertu de l'engagement visé au présent article ou de la garantie visée à l'article précédent sont payables sur le fonds consolidé du revenu."

M. Gabias (Trois-Rivières): Selon la déclaration faite par le premier ministre hier, l'emprunt sera remboursable pendant 40 années à compter de 1970. Il se paiera plus en intérêts que le montant initial de l'emprunt garanti par le gouvernement.

Il n'est pas normal qu'on paie \$35,000,000 ou \$36,000,000 en intérêts pour un emprunt de \$30,000,000. Le gouvernement aurait pu obtenir une meilleure finance. Il aurait été beaucoup plus simple et économique que le ministère des Travaux publics se charge lui-même d'ouvrir le chantier.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Non, non. Avec la garantie du gouvernement, la différence peut être au plus de un dixième.

M. Gabias (Trois-Rivières): Le gouvernement pourrait conseiller les membres de la Corporation.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Les emprunts de la province se font sur une base semblable, sujets aux conditions du marché. Je prends en bonne part la suggestion du député de Trois-Rivières (M. Gabias) de conseiller la Corporation.

M. Bellemare (Champlain) conteste le déficit prévu par le premier ministre pour la première année d'opération, et qui s'élève à \$250,000.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): La Corporation du pont elle-même a prévu un déficit de \$170,000, mais je préfère pour ma part être un peu plus pessimiste.

M. Bellemare (Champlain): Le 8 février 1961, le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier), qui était alors ministre des Travaux publics, avait prévu un déficit annuel de \$1,500,000. Je soutiens que, pour une fois, il avait raison.

Il cite des statistiques tendant à contredire les estimations fournies à la Chambre, mardi soir, par le chef du gouvernement. Les revenus bruts de la traverse, l'année dernière, furent de \$673,432.71.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Les taux seront prochainement augmentés, et ce sont à peu près les mêmes qui seront en vigueur sur le pont.

M. Bellemare (Champlain): Le revenu net de la traverse de Trois-Rivières n'est que de \$250,000.

Nous sommes tous pour le pont de Trois-Rivières, mais le gouvernement s'y prend bien mal. Si, comme le disait le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier), le pont coûte \$25,000,000, un emprunt de \$25,000,000 à 5½ % exigerait, la première année, une annuité de \$1,575,000 et, la deuxième année, une annuité de \$1,564,000. Le déficit probable d'opération du pont va être d'au moins \$1,000,000 par année, somme que les contribuables québécois et les usagers vont être tenus de payer.

Ce qui revient à dire, autrement, qu'en outre de payer des taxes et de payer des intérêts, la population va payer les déficits du pont et, pour finir, va payer ensuite pour traverser le fleuve. Voilà tout un cadeau que l'on fait à la population de la Mauricie. La population de la Mauricie sera très désappointée d'avoir à payer pour traverser le pont qu'elle réclame depuis si longtemps entre Trois-Rivières et la Rive-Sud.

Pourquoi le gouvernement ne se servirait-il pas de la Corporation du pont pour bâtir le pont en le finançant lui-même? Il sauverait au moins \$40,000,000 d'intérêts à toute la province pour un pont de \$25,000,000 avec des intérêts d'environ \$1,375,000 par année. Je dis que c'est là la clé du problème. Nous voulons un pont, mais payé par les contribuables de la province comme ceux de Terrebonne, de Charlemagne, de Hull, de Boucherville, etc. Si le

gouvernement est prêt à payer les déficits annuels de l'entreprise, il pourrait tout aussi bien assumer complètement le coût de construction et ne pas imposer le péage. Le gouvernement pourrait voter \$10,000,000 sur le budget de 1962-1963, \$10,000,000 sur le budget de 1963-1964, \$10,000,000 sur le budget de 1964-1965 et financer ainsi lui-même la construction du pont.

Il est anormal de vouloir exiger un péage aux usagers du pont alors qu'on l'a aboli partout ailleurs. Il est anormal que l'État du Québec ne se charge pas lui-même des travaux et qu'il les laisse faire par la Corporation du pont de Trois-Rivières. Il aurait été beaucoup plus simple et économique que le ministère des Travaux publics se charge lui-même d'ouvrir le chantier.

Cela permettrait d'éviter d'emprunter et d'avoir à payer \$40,000,000 d'intérêts, car le gouvernement pourrait prendre dans le Trésor \$10,000,000 pendant trois ans, ce qui serait suffisant pour payer architectes, ingénieurs, entrepreneurs, expropriés, marchands, etc. Cela permettrait d'éviter que les gens paient deux fois pour l'utilisation du pont: une fois comme contribuables de la province appelés à combler les déficits de la Corporation du pont de Trois-Rivières, une autre fois à titre d'usagers astreints au péage.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Le coût du pont sera de \$22,917,616.

Le gouvernement ne fait pas l'argent. Ces trois tranches de \$10,000,000, il faudrait que le gouvernement les emprunte à 5% ou qu'il imprime de l'argent, ce qu'il n'a pas le droit de faire. Le député de Champlain parle comme les créditistes et, à l'entendre, on le croirait créditiste.

Nous allons payer les intérêts pour le pont de Boucherville, tout comme nous allons payer les intérêts sur l'emprunt nécessaire à la construction du pont à Trois-Rivières.

En 1956, des gens sont venus devant la Législature disant que le projet était rentable. Ils ont fait des pressions. Mais, après études, on s'est rendu compte que le projet n'était pas rentable. Le gouvernement du temps n'était aucunement intéressé à voir réussir le projet...

M. Bellemare (Champlain) invoque le Règlement et souligne que M. François Nobert, secrétaire de la Corporation, a donné les véritables raisons pour lesquelles le pont n'a pas été bâti, en 1960.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il y a un fait bien simple. C'est que, le 5 juillet 1960, il

n'y avait rien de fait. Le pont n'était pas construit ni en voie de construction. Et la législation était la même qu'en 1956. Aucune disposition ne fut prise par le gouvernement, après 1956, pour que le pont soit construit. Et pourtant, comme aujourd'hui, il fallait un pont sur le Saint-Laurent à Trois-Rivières.

En 1960, nous avons pris le pouvoir, nous avons fait faire les études nécessaires par des ingénieurs compétents. Nous avons eu un rapport, il a été étudié au Conseil des ministres, nous l'avons accepté et nous en sommes venus à la conclusion de donner suite à la demande de la population de Trois-Rivières. Le gouvernement en est arrivé à la solution à laquelle on s'arrête actuellement. C'est la meilleure dans les circonstances.

Si l'administration provinciale se chargeait elle-même des travaux, il lui faudrait emprunter à des conditions sensiblement les mêmes que la Corporation du pont de Trois-Rivières et payer des intérêts. Pour les matériaux, cette dernière n'aura pas à payer de taxes à Ottawa, car ce sera l'État du Québec qui procédera aux achats. Et les dépenses de la société seront soumises aux mêmes règles que celles de l'Office des autoroutes. Le député de Champlain m'a demandé de déposer ce rapport. Je suis prêt à lui montrer le rapport, à condition qu'il s'engage sous serment à garder le secret le plus absolu.

Nous avons également reçu des délégations de Trois-Rivières, dont une était accompagnée des membres de la Corporation du pont et des maires de la région, qui nous ont demandé de rendre possible la construction du pont par des amendements de la loi. Je leur ai expliqué qu'il était impossible, étant donné les conditions du crédit, que la Corporation agisse seule, et le gouvernement a décidé de garantir l'emprunt nécessaire. C'est ce que nous faisons.

Je ne comprends pas le député de Champlain. Je ne comprends pas qu'il critique un moyen normal de donner à la population de la région de la Mauricie ce qu'elle demande et désire depuis des années. J'aurais assez honte, à sa place.

Quant au financement, on a parlé de \$170,000 de déficit la première année. J'ai personnellement prévu qu'il sera plus élevé, mais il est un fait sur lequel on compte beaucoup, c'est que la circulation sera presque triplée et que les revenus augmenteront d'autant plus que les taux de la traverse seront augmentés. On a assuré le gouvernement que les taux de péage seront à peu près les mêmes que ceux de la traverse; les revenus du pont seront donc plus élevés que ceux de la traverse. À cause de cela et des améliorations prévues au réseau routier, on est assuré qu'en peu d'années le pont se financera par lui-

même. Ainsi, nous sommes pratiquement assurés que le déficit sera moindre qu'on ne le prévoit.

Mais supposons que le déficit soit de \$400,000 la première année, et même si le déficit était de \$700,000...

M. Bellemare (Champlain): S'il est de \$1,000,000?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): ... qu'il soit de \$1,000,000, même, nous le paierons. Nous le paierons comme nous paierons celui de \$600,000 ou de \$700,000, pour assurer à la région de Trois-Rivières un moyen de communication entre les deux rives du fleuve Saint-Laurent. La question des déficits d'opération du pont qui sera construit à Trois-Rivières par la Corporation du pont, avec l'appui du gouvernement qui garantira un emprunt de \$30,000,000, n'est pas une raison pour ne pas donner aux gens de la Mauricie le pont qu'ils désirent si vivement depuis longtemps. Le gouvernement paiera ce déficit, quel qu'il soit. Rien dans la loi ne dit que le paiement des déficits va être limité. Nos estimations sont cependant à l'effet qu'il sera beaucoup moins élevé que cela.

Ce que je ne comprends pas dans l'attitude du député de Champlain, c'est qu'il se serve de l'argument que le déficit sera épouvantable. On dirait qu'il veut presque me convaincre que je dois retirer le projet de loi. En somme, le député de Champlain essaie de nous décourager pour que nous abandonnions la construction du pont de Trois-Rivières. Pour une fois, je lui conseille de suivre le sage exemple que lui a donné, cet après-midi, le député de Trois-Rivières (M. Gabias).

M. Bellemare (Champlain): Je suis entièrement favorable à la construction du pont de Trois-Rivières. Ce à quoi je m'objecte, c'est au péage. Si vous êtes prêts à payer les déficits, pourquoi ne pas construire le pont vous-mêmes? Le rapport des experts sur le projet de construction d'un pont sur le Saint-Laurent contient une option en faveur de l'aboutissement du pont au Cap-de-la-Madeleine comme site. C'est pour cette raison que le premier ministre ne veut pas me montrer le document.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Non!

Des députés ministériels: Ah! C'est donc cela! Il a des options... C'est la chicane entre Trois-Rivières et le Cap-de-la-Madeleine.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il y a des alternatives, dans le rapport, mais les experts recommandent définitivement la construction du pont à l'ouest de Trois-Rivières. Il désigne le site de façon vague, afin d'éviter la spéculation. De mon siège, je dois dire que, si les ingénieurs avaient laissé au gouvernement le choix, ils auraient manqué à leur devoir.

M. Bellemare (Champlain): Un pont au Cap-de-la-Madeleine coûterait beaucoup meilleur marché, soit \$16,000,000, alors que le coût prévu de la traverse routière de Trois-Rivières est de \$22,917,616.

La longueur du pont, au Cap, serait limitée à 1,600 pieds, alors que la traverse de Trois-Rivières mesure 6,000 pieds de longueur.

Il se défend d'entretenir une chicane avec Trois-Rivières à ce sujet. L'essentiel est d'avoir le pont, dit-il, qu'il soit à Trois-Rivières ou au Cap. Mais je veux qu'il soit construit par les employés de la province et que ce ne soit pas un pont à péage.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je suis prêt à montrer le rapport au député de Champlain, à condition qu'il le tienne secret. Le député sera sous serment lorsqu'il en prendra connaissance.

M. Bellemare (Champlain): Le gouvernement ne veut pas construire le pont lui-même parce qu'il ne veut pas prendre l'odieux d'un pont à péage.

Il proteste de nouveau contre le péage et proclame qu'il n'a pas raison d'avoir honte de la position qu'il prend relativement à cette question.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 46 assurant la construction d'un pont sur le Saint-Laurent, à Trois-Rivières¹⁵.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million six cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Arpentage (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Bertrand (Missisquoi): Dans un discours que le premier ministre a prononcé au début de la semaine, au sujet de la frontière entre le Québec et le Labrador, il a déclaré que l'Union nationale s'était fiée à des piquets posés par la compagnie Iron Ore, pour déterminer à quelle province des royautés devaient être payées par la compagnie pour l'exploitation des mines du Labrador. Le premier ministre a, lundi dernier, fait de cette affaire une question de "politicaillerie". Le premier ministre et le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault) ont accusé l'Union nationale d'avoir manqué à son devoir et trahi les intérêts de la province en laissant l'Iron Ore délimiter elle-même la frontière, en posant des piquets ici et là.

Le premier ministre se rend coupable d'une véridique hérésie légale¹⁶ quand il soutient qu'un piquet planté dans le sol du Nouveau-Québec par la compagnie Iron Ore le met en très mauvaise posture pour négocier avec Terre-Neuve, au sujet de notre frontière commune. Jamais des piquets posés par une tierce personne n'ont fixé des frontières territoriales entre deux pays ou deux provinces. Qui osera affirmer que la pose de piquets par un locataire ou par un concessionnaire pouvait engager le propriétaire véritable et chambarder ses titres de

propriétaire? Un étudiant de première année en droit sait cela.

Ni les piquets de l'Iron Ore ni le jugement du Conseil privé de Londres n'établissent la frontière entre Québec et Terre-Neuve à l'endroit où elle doit être. C'est pourquoi la province de Québec n'a jamais voulu accepter le jugement du Conseil privé qui entérinait un règlement entre deux pays à la suite de négociations auxquelles la province de Québec ne fut pas partie.

Les propos du premier ministre auraient pu être tenus par M. Joseph Smallwood lui-même. En réalité, le premier ministre a déjà acquiescé au jugement du Conseil privé de Londres, qui a établi entre Québec et Terre-Neuve une frontière que la province de Québec n'a jamais voulu accepter. Mais le premier ministre veut sans doute justifier sa politique future vis-à-vis de Joseph Smallwood. Si on se base sur les actes passés du premier ministre, c'est pour justifier ses actes que le premier ministre et le gouvernement préparent une entente avec Terre-Neuve et M. Smallwood.

Le premier ministre se fait l'avocat de Terre-Neuve, à Québec, afin de faire accepter par l'opinion publique le jugement rendu par le Conseil privé de Londres, alors que Québec n'était même pas représenté. Le premier ministre essaie de donner un complexe d'infériorité à la province. Les propos du premier ministre constituent un accroc indirect et portent atteinte à l'intégrité du territoire, et ils constituent un appui à Terre-Neuve.

Ce ne sont pas des supplications que nous devons adresser au premier ministre, mais plutôt des remontrances. Nous devons lui faire des remontrances pour le réquisitoire mélodramatique qu'il a prononcé en faveur des droits de Terre-Neuve dans le Nouveau-Québec. Mais tous ensemble, dans cette Chambre, nous devrions nous élever au-dessus de la partisanerie politique et travailler, d'un commun accord, à sauvegarder l'intégrité territoriale de notre province.

Il (M. Bertrand, Missisquoi) recommande au gouvernement la prudence, une qualité essentielle, surtout lorsqu'il s'agit d'un problème important comme celui de l'intégrité du territoire.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): L'Union nationale a fait preuve d'hypocrisie en laissant l'Iron Ore délimiter elle-même la frontière avec des piquets posés ici et là, dans la région du lac Knob, selon les intérêts de la compagnie. M. Joseph Smallwood, premier ministre de Terre-Neuve, a dit, dans une déclaration récente, que sa province, tout

comme Québec, ne pouvait pas accepter une frontière établie de cette façon. L'Union nationale, qui est tout feu tout flamme aujourd'hui, n'a rien fait pendant 16 ans au sujet de ce problème crucial pour la province de Québec. Ils n'ont pas négocié avec Terre-Neuve et, aujourd'hui, les oppositionnistes disent: "Dépêchez-vous!"

Le gouvernement du Québec ne veut pas faire de cette question une affaire politique, mais la situation actuelle est intenable tant pour le Québec que pour Terre-Neuve. Chaque semaine, il y a des conflits administratifs et légaux à cause de l'incertitude de la frontière, et il faut régler ce problème le plus vite possible, dans l'intérêt des citoyens de Québec.

M. Maurice Duplessis et le gouvernement de l'Union nationale du temps ont reconnu officiellement, au printemps de 1946, le jugement rendu en 1927 par le Conseil privé de Londres, au sujet de la frontière entre notre province et le Labrador. Le gouvernement de l'Union nationale a entériné, le premier, la décision du Conseil privé délimitant les frontières du Labrador, à la ligne du partage des eaux, et accepté que Terre-Neuve soit maître du Labrador.

En effet, les autorités du Québec ont, en 1946, incorporé dans les Statuts une loi pour faciliter l'essor minier et industriel de l'Ungava. Or, le texte annexé à cette loi décrit la ligne de démarcation entre notre province et Terre-Neuve, ligne correspondant à la décision du Conseil privé. La même description apparaît dans un arrêté ministériel émis par le cabinet Duplessis, le 24 janvier 1946.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Pourquoi délimiter une frontière s'il n'y a pas de frontière?

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): On trouve, dans l'annexe de la loi sanctionnée le 17 avril 1946, Statuts de la province, chapitre 42, que la Hollinger North Shore Exploitation Company avait des droits sur: "Un bloc de terrain immédiatement au nord de la hauteur des terres, qui établit la frontière entre le Labrador de Terre-Neuve et le territoire du Nouveau-Québec, qui se trouve au nord de la chaîne des lacs Attikamagen, Petitsikapau, Dyke, Astray, Marble, Menihék, en la région des sources de la rivière Hamilton, tel qu'indiqué sur la carte-feuille intitulée *Dyke Lake Map Sheet 23 N.E., Air Navigation, Edition of the National Topographic Series*, publiée en 1944 par le département des Mines et Ressources, Ottawa.

"La limite de bloc de terrain, comprenant une superficie d'environ 3,900 milles carrés, peut être

décrite plus précisément comme suit, savoir: En partant de l'endroit où le ruisseau qui décharge le lac Griffis rejoint le bras ouest de la rivière George (Wolf); en suivant, de là, sur une distance de 60 milles, une ligne dirigée vers le nord-ouest et passant par l'entrée du cours qui alimente le lac Savalette; de là, se dirigeant vers l'ouest astronomique sur une distance de 70 milles pour atteindre à peu près la limite occidentale de l'unité géologique connue sous le nom de "dépression du Labrador" (cette dépression comprenant les assises de roches d'âge huronien, relevées pour la première fois par A. P. Low, de la Commission géologique du Canada, vers 1894-1895); de là, se dirigeant en ligne droite vers le sud-est jusqu'à un poteau à être installé aussi près que possible de la hauteur des terres entre les bassins de la baie d'Ungava et de la rivière Hamilton (frontière entre Terre-Neuve et Québec) à un endroit situé à environ quatre milles à l'ouest du lac Kivivik (...).".

M. Johnson (Bagot): Lisez votre texte jusqu'au bout. Il en manque une partie intéressante.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): continue à lire: "(...) avec entente réciproque que lorsque ladite frontière sera établie avec précision..."

Des voix de l'opposition: Ah! Ah!

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): "... tout terrain dans la province de Québec situé à l'est de cette ligne fera partie du nouveau permis spécial de recherche minière émis en remplacement du permis spécial de mise en valeur no 4676; de là, se dirigeant, suivant une ligne ondulée, le long de ladite hauteur des terres (la frontière entre Terre-Neuve et Québec, qui est située au nord des lacs Kivivik, Ruth, Petitsikapau, Attikamagen et André, et au sud des régions des sources des rivières Goodwood, Swampy Bay, Whale et George) vers l'est jusqu'à sa rencontre avec une ligne tracée en direction sud astronomique à partir du point de départ, et de là se dirigeant vers le nord astronomique en suivant ladite ligne pour rejoindre le point de départ¹⁷."

L'arrêté ministériel adopté par le gouvernement provincial, en 1946, adoptait implicitement les frontières du Québec et du Labrador, suivant la description donnée dans le jugement du Conseil privé. Le geste posé par le gouvernement du temps fournit au premier ministre de Terre-Neuve, M. Joseph Smallwood, l'argumentation dont il se servira contre Québec.

Il (l'honorable M. Arsenault) dénonce l'hypocrisie de l'Union nationale, non seulement en faisant une comparaison avec les actuelles proclamations de ce parti en faveur de l'intégrité du territoire québécois, mais encore en rappelant la teneur d'un autre arrêté ministériel, celui-là de 1953, où le gouvernement Duplessis disait refuser le verdict du Conseil privé.

Aujourd'hui, le gouvernement doit faire face à une situation causée par l'inertie de l'administration précédente et par la décision du Conseil privé. Le gouvernement Duplessis a permis aux compagnies minières de détourner des cours d'eau pour changer, de cette façon, la hauteur des terres qui serait, d'après le Conseil privé, la ligne de partage entre les deux provinces. Quel que soit l'arrangement qui interviendra entre Québec et Terre-Neuve, j'avertis la population que l'Union nationale en fera une question politique.

M. Johnson (Bagot): La province de Québec a bien de la malchance d'être obligée d'accepter ce que dit M. Joseph Smallwood, qui tente de faire réélire M. John Pickersgill dans un comté de la province de Terre-Neuve¹⁸.

Reprenant quelques-uns des arguments du député de Missisquoi (M. Bertrand), le gouvernement de l'Union nationale, déclare-t-il, n'a pas accepté la frontière fixée par le Conseil privé, dans le décret de 1946 accordant un permis d'exploration à la Hollinger North Shore Exploration.

La question de la frontière entre nos deux provinces est l'affaire de toute la population, et non pas seulement des deux premiers ministres. Aucun homme sérieux n'osera nier que personne ne fut plus jaloux de l'intégrité du territoire de la province de Québec que M. Maurice Duplessis; il en fut le plus grand protecteur. M. Duplessis a averti Ottawa, en 1946, lorsqu'il a appris que les autorités fédérales avaient commencé des négociations avec Terre-Neuve.

Il y en a eu un autre aussi, et c'est M. Alexandre Taschereau, qui a fait retirer de la circulation les cartes de la province de Québec portant, en lignes pointillées, la délimitation probable de la frontière. M. Taschereau n'a jamais reconnu le jugement du Conseil privé délimitant la frontière entre Québec et Terre-Neuve au Labrador; bien au contraire, il l'a critiqué de toutes les manières. L'ancien premier ministre Taschereau n'a jamais acquiescé, ni M. Adélard Godbout, et M. Duplessis et son gouvernement non plus. On nous accusera peut-être de faire de ce problème une question politique, mais

la question la plus essentiellement politique, c'est bien celle de l'intégrité du territoire.

Avant l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération, la question de la frontière entre les deux provinces ressortissait aux pouvoirs du gouvernement fédéral, mais M. Duplessis a bloqué toute tentative fédérale de négocier avec Terre-Neuve pour délimiter la frontière.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): L'Union nationale a vendu une partie du territoire de la province de Québec, dans l'Ungava, à des étrangers.

(Le premier ministre quitte l'Assemblée en claquant la porte¹⁹ et le député de Vaudreuil-Soulanges (l'honorable M. Gérin-Lajoie) s'assoit à la place du premier ministre et agit en tant que chef du gouvernement.)²⁰

M. Johnson (Bagot): Je préfère un premier ministre qui quitte à un premier ministre fâché.

Les dossiers d'Ottawa révéleront que M. Duplessis a été d'une vigilance exceptionnelle. En apprenant que des fonctionnaires fédéraux étaient entrés en négociations avec les représentants de Terre-Neuve, en 1946, il a immédiatement alerté le gouvernement central par l'intermédiaire du ministre de la Justice d'alors, M. Louis Saint-Laurent, et il a obtenu que les fonctionnaires fédéraux n'aillent pas plus loin dans leurs démarches.

S'il fallait croire le raisonnement du premier ministre, suivant lequel l'Union nationale a accepté le jugement du Conseil privé dans la loi de 1946, le rapport de M. Georges Côté²¹, commissaire provincial des frontières, serait faux car, à chaque année depuis 1946, M. Côté dit dans ce rapport: "La description vague et imprécise (...) du jugement du Conseil privé (...) rend impossible (...) la démarcation sur le terrain (...) de la frontière²²" entre les deux provinces. C'est le même Georges Côté qui a préparé l'annexe à la loi passée en 1946 et accordant un permis d'exploitation à la société Hollinger.

Le premier acquiescement, au moins tacite, à la délimitation arbitraire fixée par le jugement du Conseil privé a été fait en 1949, lorsque le gouvernement fédéral a approuvé une requête pour modifier la Constitution de 1867, afin d'admettre Terre-Neuve comme dixième province dans la Confédération. L'honorable premier ministre de la province siégeait alors à la Chambre des communes, tout comme l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault), le secrétaire de la province (l'honorable M. Bertrand) et le ministre des

Transports et des Communications (l'honorable M. Cournoyer). Ils avaient voté pour cette requête alors qu'ils étaient députés à Ottawa.

Ce sont ces libéraux fédéraux, actuellement au pouvoir à Québec, qui portent la responsabilité de ce premier acquiescement du fameux jugement du Conseil privé et qui ont consommé l'injustice dont souffre la province de Québec par suite de cet accroc dans son intégrité territoriale. Le premier ministre a perdu alors une belle occasion de rendre un service signalé à sa province. Il aurait dû profiter de l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération pour mettre sur le tapis la question de la frontière, problème qui, dans les circonstances, aurait pu se régler facilement.

À ce moment, il eût été énormément plus facile qu'aujourd'hui d'en venir à une solution. Et c'est le premier ministre qui vient, aujourd'hui, nous reprocher de n'avoir pas fait ce que lui-même aurait dû faire. Le premier ministre a peut-être acquiescé une deuxième fois lorsqu'en janvier dernier il déclarait, à la suite d'une rencontre avec M. Smallwood, qu'il y avait entente pour jalonner la frontière de façon permanente.

Je crains qu'une entente ne se prépare entre le premier ministre et le ministre de Terre-Neuve, Joseph Smallwood, au sujet de 200,000 milles carrés de territoire contesté. Le premier ministre s'appuie aujourd'hui sur des piquets posés par un locataire, l'Iron Ore, pour prétendre que l'Union nationale a accepté la délimitation du Conseil privé. Cette question ne doit pas être un enjeu politique pour deux premiers ministres libéraux. Elle doit être réglée au vu et au su de la province, et conformément à ses intérêts.

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu): Le gouvernement de Québec n'est pas à la remorque de celui de Terre-Neuve. Le plus loin que le premier ministre soit allé, c'a été d'espérer que les deux provinces en viennent à une entente.

M. Johnson (Bagot): Il est très désobligeant d'apprendre de la bouche du lieutenant-gouverneur de Terre-Neuve que Québec est prêt à entériner le jugement de 1927. Le jugement de Londres est physiquement inapplicable. Le gouvernement vend la province au premier ministre libéral Smallwood, et le premier ministre essaie de créer un complexe d'infériorité dans l'esprit des Québécois, afin de les conditionner à accepter la frontière établie par le Conseil privé.

Le temps est venu de négocier durement avec Terre-Neuve et de demander une révision du

jugement du Conseil privé, pour faire disparaître cette échancrure dans le territoire du Québec. Cette échancrure dans le Québec n'est pas naturelle. Plutôt que de céder quoi que ce soit dans des négociations avec M. Smallwood, le gouvernement de Québec doit rester sur ses positions et attendre, pour faire reconnaître ses droits, une circonstance plus favorable pour négocier, par exemple lorsque viendra le moment de rapatrier complètement la Constitution canadienne.

Quelle objection le gouvernement actuel aurait-il à montrer de la fermeté, dans des engagements avec Terre-Neuve, pour préserver l'intégrité du territoire québécois? Le Québec n'a aucune raison de ne rien céder à Terre-Neuve, et il doit lutter pour conserver l'intégrité de son territoire, pour remettre la main sur ce lambeau du Québec qui a été enlevé par la métropole.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) résume la question de la frontière. Depuis 1927, déclare-t-il, soit l'année où le jugement du Conseil privé de Londres établissait les normes des frontières entre le Québec et Terre-Neuve au Labrador, le seul gouvernement provincial qui les ait explicitement reconnues fut l'Union nationale. Tous les citoyens du Québec ont été consternés à l'époque de se voir privés d'un territoire important, parce que l'on savait déjà les répercussions lointaines d'une telle décision. M. Alexandre Taschereau a exprimé son mécontentement, mais a préféré être patient et attendre jusqu'en 1946.

(Il tient dans ses mains des documents et des cartes géographiques.) Le gouvernement de l'Union nationale, dit-il, a posé, en 1946, des actes juridiques par lesquels on reconnaît implicitement les frontières décrites par le Conseil privé de Londres en 1927, et c'est précisément M. Maurice Duplessis qui a été le seul premier ministre à reconnaître ces frontières. Il s'agit de l'arrêté en conseil 338, adopté le 24 janvier 1946, autorisant une concession minière sur la frontière en litige.

Il lit l'arrêté: "Un bloc de terrain immédiatement au nord de la hauteur des terres, qui établit la frontière entre le Labrador de Terre-Neuve et le territoire du Nouveau-Québec..."

(Des députés ministériels frappent sur leur pupitre)

..."qui se trouve au nord de la chaîne des lacs Attikamagen, Petitsikapau, Dyke, Astray, Marble, Menihék, en la région des sources de la rivière Hamilton, tel qu'indiqué sur la carte-feuille intitulée *Dyke Lake Map Sheet 23 N.E., Air Navigation, Edition of the National Topographic Series*, publiée

en 1944 par le département des Mines et Ressources, Ottawa.

"La limite de bloc de terrain, comprenant une superficie d'environ 3,900 milles carrés, peut être décrite plus précisément comme suit, savoir: En partant de l'endroit où le ruisseau qui décharge le lac Griffiths rejoint le bras ouest de la rivière George (Wolf); en suivant, de là, sur une distance de 60 milles, une ligne dirigée vers le nord-ouest et passant par l'entrée du cours qui alimente le lac Savalette; de là, se dirigeant vers l'ouest astronomique sur une distance de 70 milles pour atteindre à peu près la limite occidentale de l'unité géologique connue sous le nom de "dépression du Labrador" (cette dépression comprenant les assises de roches d'âge huronien, relevées pour la première fois par A. P. Low, de la Commission géologique du Canada, vers 1894-1895); de là, se dirigeant en ligne droite vers le sud-est jusqu'à un poteau à être installé aussi près que possible de la hauteur des terres entre les bassins de la baie d'Ungava et de la rivière Hamilton (frontière entre Terre-Neuve et Québec)...

(Des députés ministériels frappent sur leur pupitre.)

..."à un endroit situé à environ quatre milles à l'ouest du lac Kivivic, avec entente réciproque que lorsque ladite frontière sera établie avec précision, ce poteau pourra être transporté à la frontière, et que tout terrain dans la province de Québec situé à l'est de cette ligne fera partie du nouveau permis spécial de recherche minière émis en remplacement du permis spécial de mise en valeur no 4676; de là, se dirigeant, suivant une ligne ondulée, le long de ladite hauteur des terres (la frontière entre Terre-Neuve et Québec)...

(Des députés ministériels frappent sur leur pupitre.)

..."qui est située au nord des lacs Kivivic, Ruth, Petitsikapau, Attikamagen et André, et au sud des régions des sources des rivières Goodwood, Swampy Bay, Whale et George) vers l'est jusqu'à sa rencontre avec une ligne tracée en direction sud astronomique à partir du point de départ, et de là se dirigeant vers le nord astronomique en suivant ladite ligne pour rejoindre le point de départ"²³.

(Des députés ministériels frappent sur leur pupitre.)

Dans ce document accordant un permis de concession minière à la Hollinger North Shore Exploration, dans une région de 3,900 milles carrés dans le Nouveau-Québec, le gouvernement de l'Union nationale donnait de la frontière Québec-Terre-Neuve une description identique à celle du

jugement du Conseil privé pour délimiter les bornes de la concession dans le Québec; on utilise les mêmes termes et les mêmes accidents géographiques que le jugement du Conseil privé que l'Union nationale affirme n'avoir jamais reconnu.

Nous sommes loin de la côte de trois milles qui a toujours été officiellement le Labrador terre-neuvien pour l'Union nationale. Quand il a été temps pour ce gouvernement de coucher dans la loi une limite entre le Québec et Terre-Neuve, il a opté pour le jugement qui accordait à la colonie²⁴ anglaise le confortable territoire qui monte jusqu'à la ligne des hautes terres.

En produisant l'arrêté en conseil, je veux démontrer, dit-il, à la population et à la Chambre qu'au printemps de 1946, dans ce domaine comme dans bien d'autres, malgré les déclarations publiques du premier ministre d'alors à l'effet du contraire, M. Maurice Duplessis et le gouvernement de l'Union nationale du temps ont posé des actes préjudiciables aux intérêts de la province de Québec en reconnaissant officiellement, dans un arrêté ministériel et dans un texte de loi, la frontière entre Québec et Terre-Neuve située à un endroit tel que décrit et fixé en 1927 par le Conseil privé de Londres. Le gouvernement de l'Union nationale a entériné, le premier, la décision du Conseil privé, délimitant les frontières du Labrador à la ligne du partage des eaux, et accepté que Terre-Neuve soit maître du Labrador.

Le gouvernement avait alors donné une description d'une concession minière, en bordure de la frontière établie par le Conseil privé de Londres. (Brandissant une carte) La carte a été imprimée par le gouvernement fédéral et utilisée comme référence pour l'arrêté en conseil; elle crée une enclave formidable dans le territoire que nous avons toujours considéré comme faisant partie de la province de Québec. L'Union nationale reconnaît donc des frontières fixées aux sources de la rivière Hamilton et base sa description sur la carte géographique publiée par Ottawa, laquelle est identiquement semblable²⁵ à celle publiée dans le jugement du Conseil privé. Nous estimions au moment du jugement du Conseil privé qu'on nous ravissait des territoires, mais l'Union nationale se sert des mêmes arguments que le Conseil privé de Londres.

(Brandissant l'arrêté en conseil) En effet, le gouvernement de 1946 ne s'est pas contenté de l'arrêté en conseil du 24 janvier 1946, comme acte pour entériner la décision du Conseil privé, mais, de plus, il a voulu lui ajouter la sanction de la Législature et a proposé à la Chambre et à la

Législature l'adoption du chapitre 32 (10 George VI), qui comprend un texte à peu près identique. Or, le texte annexé à cette loi, qui accorde à la Hollinger un permis spécial, décrit la ligne de démarcation entre notre province et Terre-Neuve, ligne correspondant à la décision du Conseil privé. En montrant une carte du ministère des Richesses naturelles, cette carte indique, dit-il, la frontière interprovinciale selon la législation du Québec de 1946.

Pour utiliser le langage de l'opposition, cet arrêté en conseil et la loi fournissent au premier ministre de Terre-Neuve, M. Joseph Smallwood, l'argumentation dont il se servira, contre Québec, dans ses efforts pour régler la dispute concernant la frontière. Le geste posé par le gouvernement du temps, par ceux qui ont eu la responsabilité du pouvoir pendant 16 ans, est profondément préjudiciable aux intérêts de la province de Québec. Le geste de l'Union nationale a ratifié la décision du Conseil privé.

Cela n'a pas empêché ce même gouvernement de l'Union nationale d'adopter, en 1953, l'arrêté en conseil 83, dans lequel le gouvernement déclarait publiquement qu'il refusait d'acquiescer au jugement du Conseil privé²⁶. On voit la façon dont le gouvernement de l'Union nationale s'y prenait pour induire la population en erreur et semer la confusion sur une question à laquelle sont liés les intérêts les plus fondamentaux du peuple de la province.

Il (l'honorable M. Gérin-Lajoie) dénonce l'hypocrisie de l'Union nationale en faisant une comparaison avec les actuelles proclamations de ce parti en faveur de l'intégrité du territoire québécois. L'Union nationale s'est donc servie, dit-il, des mêmes descriptions utilisées par le Conseil privé de Londres et, aujourd'hui, l'opposition est bien malvenue de critiquer le gouvernement actuel.

Tous les citoyens du Québec désirent que le Labrador terre-neuvien ne soit qu'une lisière de terrain le long de l'océan, mais les gestes passés posés par l'Union nationale conditionnent très mal les positions que veut et doit prendre aujourd'hui le gouvernement provincial. L'aveu et l'admission du gouvernement de 1946 nous handicapent très gravement. Par ailleurs, la hauteur des terres dont il est question dans le jugement du Conseil privé, dans l'arrêté en conseil de 1946 et dans la loi de la même année, c'est la hauteur des terres où des lacs et des terrains marécageux se trouvent.

L'Iron Ore a ensuite fait des travaux, à la connaissance des officiers responsables du ministère des Terres et Forêts et de hauts fonctionnaires du gouvernement de l'Union nationale, qui ont permis

d'effectuer le travail, pour détourner les eaux du bassin de l'Ungava vers l'Atlantique²⁷. La politique de l'Union nationale a même entraîné une perte de plusieurs milles de terres riches en minerai de fer délimitées par la ligne d'eau comme étant à l'intérieur du Québec, même par le Conseil privé.

(Des députés ministériels frappent sur leur pupitre.)

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à deux heures et demie de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. Voir la déclaration du ministre Saint-Pierre lors de la séance du 11 juin 1962.

2. Voir la déclaration du ministre Saint-Pierre lors de la séance du 11 juin 1962.

3. Voir: 8-9 Elizabeth II, chapitre 39, article 49, alinéa 5.

4. Cyrus Stephen Eaton (1883-1979), industriel et financier américain d'origine canadienne (Pugwash, Nouvelle-Écosse), présida notamment les destinées de compagnies distributrices d'électricité, d'aciéries et de compagnies minières.

5. Pour que cet argument tiré du *Quebec Chronicle-Telegraph* du 14 juin 1962, à la page 3, ait sa pleine signification, il faudrait probablement inverser les deux pourcentages.

6. Selon *La Tribune* du 14 juin 1962, à la page 28, M. Lévesque aurait qualifié de complot, pour tuer le projet de loi, l'entente intervenue entre l'opposition à l'Assemblée législative et les membres de l'Union nationale à la Chambre haute. Une telle accusation, parue dans une seule source, apparaît plutôt invraisemblable.

7. D'après *Le Montréal-Matin* du 14 juin 1962, à la page 6, il s'agirait des assertions de M. Lévesque. Cependant, le contexte de l'article et la réplique de M. Johnson, qui suit, nous portent à croire qu'il s'agit bien des assertions du premier ministre.

8. Voir la note précédente.

9. Selon *Le Montréal-Matin* du 14 juin 1962, à la page 6, M. Lesage condamnait sévèrement l'attitude de M. Cyrus Eaton dans ce discours en 1960.

10. *The Montreal Daily Star* du 14 juin 1962, à la page 5, précise que pendant que l'Assemblée siège, un de ses membres doit toujours occuper le fauteuil de l'Orateur. De plus, le journal indique que personne ne se souvenait avoir vu M. Hanley au fauteuil de l'Orateur. Enfin, selon *L'Événement-Journal* du même jour, à la page 3, des mauvaises langues du côté de l'opposition ont laissé entendre que c'était une récompense, car M. Hanley votera deux fois avec les ministériels au cours de la présente séance.

11. Plusieurs sources mentionnent ce rejet de l'amendement du Conseil législatif, formé à majorité de membres de l'Union nationale, comme un précédent. *Le Nouveau Journal* du 14 juin 1962, à la page 1, rappelle qu'en 1946, la majorité libérale de la Chambre haute avait refusé d'autoriser l'établissement d'une taxe de luxe de 6 %, à la place d'une taxe de vente de 2 %, et que le premier ministre, M. Maurice Duplessis, avait dû céder, le projet de loi mourant ainsi entre les deux Chambres. De son côté, *Le Devoir* du même jour, à la page 3, signale un épisode survenu l'an dernier, en 1961, à propos du projet de loi de la Régie des alcools. Dans ce cas, l'Assemblée législative s'était pliée au vœu du Conseil législatif. Enfin, d'après *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 14 juin 1962, à la page 3, le

débat a duré deux heures et le premier ministre ainsi que le chef de l'opposition estiment que les chances de voir le Conseil législatif accepter la date de 1970 sont minces.

12. *La Presse* du 14 juin 1962, à la page 56, prend la peine de souligner que le débat sur le bill 47 a été, dans ses grandes lignes, une répétition de la discussion de la séance du 12 juin 1962 sur le même sujet.

13. On fait référence à Paul-Léo-Maurice Johnson, député progressiste-conservateur de Chambly-Rouville, de 1958 à 1962, et frère du chef de l'opposition, ainsi qu'à Robert Norman Thompson, chef du Crédit social.

14. Ici, *Le Nouvelliste* du 14 juin 1962, à la page 1, rapporte plutôt \$100,000, mais il est plus logique, d'après le contexte, de lire \$1,000,000.

15. *Le Nouvelliste* du 14 juin 1962, à la page 1, signale qu'il a fallu un peu plus d'une heure pour réviser les 13 articles du bill 46 et qu'ils furent, pour la plupart, adoptés assez rapidement. Le journal précise que les articles n'impliquant aucune dépense d'argent furent approuvés presque sans discussion, et que c'est au moment des résolutions que l'opposition argumenta davantage.

16. Selon *Le Nouvelliste* du 14 juin 1962, à la page 11, il s'agirait d'une hérésie illégale, mais cette expression a peu de sens.

17. Voir l'annexe de 10 George VI, chapitre 42.

18. M. Johnson fait référence au député libéral John Withney Pickersgill (1905-1997) et à sa prochaine élection aux Communes, lors du scrutin du 18 juin 1962. M. Pickersgill fut député libéral de la circonscription de Bonavista-Twillingate aux Communes, de 1953 à 1967, et occupa notamment les ministères de la Citoyenneté et de l'Immigration ainsi que celui des Transports.

19. *The Montreal Daily Star* du 14 juin 1962, aux pages 1 et 2, précise que M. Lesage était attendu au Club de réforme, pour une réception d'anniversaire en son honneur.

20. *The Gazette* du 14 juin 1962, à la page 1, précise que M. Gérin-Lajoie est docteur en droit d'Oxford et auteur de *Constitutional Amendment in Canada* (il s'agit de sa thèse de doctorat).

21. Si le nom de M. Côté apparaît pour la première fois dans les débats de la présente séance, le premier ministre a notamment souligné, lors de la séance du 11 juin 1962, que M. Côté lui avait remis plusieurs rapports sur la question des frontières de la province. Durant cette même séance, M. Jean-Jacques Bertrand a aussi cité des extraits du rapport annuel du ministère des Terres et Forêts, attribués à M. Côté.

22. Voir: *Rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1961*, Québec, 1961, aux pages 112-113.

23. D'après les sources, le passage cité par M. Gérin-Lajoie et tiré de l'arrêté en conseil 338 du 24 janvier 1946 est effectivement presque identique à la citation faite précédemment par M. Arsenault, laquelle provenait de l'annexe de la loi 10 George VI, chapitre 42. Presque identique, car l'arrêté en conseil recèle les mots "ce poteau pourra être transporté à la frontière, et que", intercalés entre les mots "avec précision," et "tout terrain" de l'annexe de la loi. Précisons enfin que la loi découle, bien entendu, de l'arrêté en conseil, d'autant plus qu'on mentionne que "le présent ordre en conseil sera soumis à l'approbation de la Législature".

24. Pour être plus exact, puisque le terme "colonie" suppose que la métropole gouverne ce territoire, Terre-Neuve avait le statut de dominion britannique, depuis 1917, et possédait donc un gouvernement autonome.

25. Selon *The Gazette* du 14 juin 1962, à la page 1, la carte correspondrait presque exactement au jugement du Conseil privé de Londres.

26. D'une part, les sources qui mentionnent le numéro de l'arrêté en conseil ont toutes indiqué 1983. D'autre part, l'arrêté en conseil 83 du 21 janvier 1953, concernant le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec, stipule bien: "(...) attendu, de plus, qu'il est à propos de déclarer que le gouvernement de la province n'acquiesce pas et n'entend pas acquiescer au jugement du Conseil privé concernant la ligne de division entre Québec et Terre-Neuve et que la province se réserve tous ses droits à cet égard."

27. Selon *The Montreal Daily Star* du 14 juin 1962, à la page 1, la compagnie détourne les eaux vers l'Atlantique, au lieu du bassin du Saint-Laurent.

Séance du jeudi 14 juin 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Binette (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 193 modifiant la charte de la cité de Verdun;
- bill 212 modifiant la charte de la cité de Québec.

Projets de loi:

Charte de Verdun

M. O'Reilly (Montréal-Verdun) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 193 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 193 sans l'amender.

M. O'Reilly (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Québec

M. Roy (Lévis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 212 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 212 sans l'amender.

M. Roy (Lévis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Pont de
Trois-Rivières**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) remet au chef de l'opposition et au député de Trois-Rivières (M. Gabias) une copie du projet d'amendement qu'il entend soumettre demain, pour prévoir que les membres de la Corporation du pont ne pourront avoir aucun intérêt dans une société qui fera affaire avec la Corporation au cours de la construction du pont.

M. Johnson (Bagot): Le projet d'amendement ne couvre pas les expropriations.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Ce n'est pas nécessaire parce qu'il n'y aura pas d'expropriation de la part de la Corporation. L'amendement projeté est une adaptation des dispositions de la loi des autoroutes et du projet de loi des hôpitaux concernant les membres de l'Office des autoroutes et les membres de la corporation d'un hôpital.

Vers 3 heures, la Chambre suspend ses travaux¹.

Reprise de la séance à 8 heures

Subsides:

**Budget des dépenses
1962-1963**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million six cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Arpentage (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Voilà qu'un débat imprévu, mais heureux, se déroule en Chambre depuis trois jours².

Il récapitule la thèse libérale et rappelle brièvement l'histoire de la frontière du Québec et du Labrador depuis 1946³. L'ancien gouvernement du Québec, dit-il, a entériné, dans un arrêté ministériel en date du 24 janvier 1946, la décision du Conseil privé de Londres, relativement à la frontière entre la province de Québec et le Labrador terre-neuvien. La description de la frontière, dans l'arrêté ministériel de 1946 concernant les développements miniers dans le Nouveau-Québec, correspondait exactement à celle qui apparaît sur les cartes fédérales basées sur le jugement du Conseil privé de 1927, le plus haut tribunal de l'Empire. La Législature de Québec a adopté une loi où la description, contenue dans l'arrêté ministériel du 24 janvier 1946, était également reproduite textuellement.

Les compagnies ont commencé, en 1952, à démarquer elles-mêmes, sur le terrain, plusieurs tronçons de la présumée ligne de la hauteur des terres avec des piquets dans la région du lac Knob, au nord de Sept-Îles. Puis, en 1953, les compagnies ont fait disparaître les démarcations et exécuté ensuite des travaux qui ont eu pour effet de déverser dans le bassin de l'Atlantique, du côté de Terre-Neuve, une superficie de quelques milles qui faisait auparavant partie du bassin de drainage de la baie d'Ungava⁴, du côté du Québec. Les autorités provinciales de l'époque ne sont pas intervenues, et toutes ces opérations des compagnies ont été faites en laissant aux compagnies elles-mêmes le soin de déterminer si elles puisaient du minerai du côté de Québec ou du côté de Terre-Neuve.

Il y a quatre conclusions à tirer. Quand on confronte cet exposé des faits aux paroles d'un ancien chef de gouvernement cher à nos amis d'en face, on constate que la négligence de M. Duplessis et de ses ministres, dans leurs actes à cette époque, contredisait leurs déclarations officielles. Pendant

que les membres de l'ancien régime tambourinaient à tout propos que la province n'acquiesçait pas au jugement du Conseil privé concernant la ligne de division entre Québec et Terre-Neuve, ils posaient des actes législatifs, exécutifs et en matière de taxation, qui confirmaient ce jugement dans les faits. La poudre lancée aux yeux de la population de Québec, de 1946 à 1960, vole au grand vent de faits aussi brutaux que malheureux pour l'avenir de la province. De plus, les actes passés de l'Union nationale contredisent les paroles énoncées, cette année, en Chambre par l'opposition.

En second lieu, les membres de l'Union nationale reconnaissent que la ligne de démarcation entre le Québec et le Labrador n'est pas clairement déterminée. Suivant qu'elles prenaient le minerai dans le Québec ou dans Terre-Neuve, les compagnies payaient à l'une ou l'autre des provinces des taxes sur la quantité de minerai extraite. Les compagnies payaient ces taxes, sans que les officiers de la province ne vérifient les quantités de minerai extraites. On s'en remettait entièrement aux compagnies. La province a possiblement perdu des revenus sur ses richesses naturelles en n'établissant pas elle-même la frontière précise sur le sol, dans le cas où certaines redevances qui lui étaient dues auraient été payées à Terre-Neuve. Le gouvernement d'alors a probablement fait perdre des revenus importants à la province, au profit de Terre-Neuve, en ne vérifiant pas les quantités de minerai extraites de notre sol par les compagnies.

Ainsi, selon des statistiques fournies par le gouvernement de l'Union nationale au député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde), qui est maintenant Orateur de la Chambre, près de 2,000,000 de tonnes de minerai ont été extraites du sous-sol de Schefferville, en 1954; en 1955, ce fut près de 8,500,000 tonnes; en 1956, c'étaient 13,000,000 de tonnes⁵. Or, en 1954, à peine un tiers fut déclaré extrait de la province au gouvernement de Québec, pour fins de taxation, sans que le gouvernement de Québec ne vérifie. En 1955, moins de la moitié fut déclarée au gouvernement de Québec, pour fins de taxation, et plus de la moitié au gouvernement de Terre-Neuve, sans qu'un officier responsable ne vérifie la limite de frontière sur place.

En 1956, à peine la moitié⁶ fut déclarée extraite du sol québécois au gouvernement de Québec, pour fins de taxation, sans qu'un officier du ministère ne vérifie les quantités de minerai extraites. Le gouvernement s'est fié à ce qu'on a bien voulu lui donner sous forme de taxation, pour recueillir des deniers des revenus provenant du minerai de fer de

plus de \$5,000,000 dont la population du Québec a tant besoin, devant servir à assurer le progrès et le bien-être de la province, auxquels nous aspirons tous.

Comme troisième conclusion, par surcroît, les actes, les abstentions et les omissions de l'Union nationale concourent à rendre évidemment plus difficiles qu'avant 1946 les revendications territoriales du Québec. En droit international - et on peut en parler puisque Terre-Neuve était, en 1946, un pays distinct du Canada -, la souveraineté sur un territoire s'établit non seulement par des lois, mais elle s'établit aussi par des actes. Or, les actes qui n'ont pas été posés par le gouvernement de Québec, mais qui l'ont plutôt été par le gouvernement de Terre-Neuve, constituent un état de fait qui rend infiniment plus difficiles les réclamations de notre province.

En dernier lieu, l'abstentionnisme de M. Duplessis et de l'ancien régime a fait perdre au Québec considérablement de "bargaining power", de marge de manœuvre par rapport à 1946. Avant 1946, la province de Québec avait un "bargaining power" plus favorable et des atouts qui auraient pesé lourd dans des négociations entre les deux provinces, pour obtenir à l'amiable une délimitation de frontière le plus à l'est possible.

Au cours des dernières années, d'importants gisements ont été repérés, des compagnies minières ont obtenu du gouvernement de Terre-Neuve des permis d'exploitation, et l'exploitation de certains d'entre eux a commencé, comme au lac Wabush et au lac Carol, par exemple, où des installations ont effectivement été établies.

Aujourd'hui que Terre-Neuve considère ces gîtes minéraux comme situés dans le territoire sous sa juridiction, qui constituent le point de pénétration le plus profond du Labrador de Terre-Neuve à l'intérieur de la province, le Québec se trouve dans une situation beaucoup moins favorable et sa position de négociation est grandement affectée.

Ces réserves de fer de la région du lac Wabush et du lac Carol constituent maintenant un handicap sérieux pour les prétentions québécoises. Et cela fut fait sans protestation, sans aucun geste administratif, sans aucun geste législatif, sans aucune parole de protestation de la part des représentants du gouvernement de la province.

Le gouvernement actuel veut entreprendre les démarches nécessaires pour que cesse le plus tôt possible l'état de confusion, d'anarchie et de ridicule que représente la situation actuelle qui existe au sujet de la frontière du Labrador. Le gouvernement libéral actuel entend également utiliser tous les avantages dont notre province dispose encore, heureusement,

pour qu'une ligne frontière, établie sur le terrain, assure définitivement au Québec tout le territoire que le droit et la tradition le justifient de revendiquer et qu'il lui est permis de réclamer. Ce sont les intentions du gouvernement actuel en face du problème de la frontière entre le Québec et le Labrador.

L'Union nationale et le chef de l'opposition ont pris comme politique à cet égard une attitude que résumant ces mots: "Rester sur ses positions et attendre." En langage populaire, cela s'appelle prendre l'attitude de l'autruche qui enfouit sa tête dans le sable pour ne pas voir ce qui se passe autour, pour ne pas voir le danger.

Le gouvernement actuel, pour sa part, est fermement déterminé à envisager froidement les faits et la situation, et à prendre courageusement ses responsabilités pour que soit assuré au Québec d'aujourd'hui, et de nos enfants, tout le revenu que nous puissions retirer de ce territoire, toutes les sources d'impôts que nous puissions obtenir et tous les autres avantages sur les plans matériels et autres.

L'attitude passée de l'Union nationale a fait le jeu de M. Joseph Smallwood et a rendu plus difficile de trouver une solution au problème de la limite commune à notre province et au Labrador terre-neuvien. L'ancien gouvernement du Québec a ainsi rendu très dures les négociations entreprises par le présent gouvernement avec Terre-Neuve, tout en faisant perdre au Québec des revenus importants qui sont allés à la province voisine. L'Union nationale n'a pas pris les moyens de préserver le territoire québécois.

Le gouvernement actuel, fidèle à sa promesse d'apporter un changement de vie à la province de Québec, donnera au Nouveau-Québec comme à l'ancien une vie nouvelle, celle que la population lui a demandé de réaliser pour elle, en lui confiant son mandat.

M. Bertrand (Missisquoi): Les porte-parole du cabinet manquent de prudence dans leurs propos et partent en guerre contre la méchante Union nationale, la maléfique Union nationale, qui aurait présumément mal administré la province. La frontière qui sépare le Québec et le Labrador est imprécise. C'est M. Georges Côté⁷, l'homme le plus qualifié du Canada, qui le déclare. C'est un fait. L'Union nationale n'a jamais prétendu qu'il n'existerait pas de frontière au Labrador, mais il s'agit de savoir comment la fixer. J'ai invité le gouvernement provincial à la prudence. Est-ce là un reproche?

Voilà que le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) nous sert un violent réquisitoire qui aura pour effet non pas de consolider les positions du Québec, mais de les affaiblir dans les négociations avec Terre-Neuve. L'interprétation du ministre de la Jeunesse, au sujet de l'arrêté ministériel et de la loi de 1946, est contraire aux faits. Le Statut dont a fait état le ministre de la Jeunesse contient la mention suivante: "(...) avec entente réciproque que lorsque ladite frontière sera établie avec précision, tout le terrain dans la province de Québec situé à l'est de cette ligne fera partie du nouveau permis (...)">⁸.

Le ministre de la Jeunesse a mis tout son talent, tout ce qu'il pouvait de fougue et de véhémence, à donner à l'arrêté en conseil, puis à la loi de 1946, une fausse interprétation des faits et a ainsi affaibli la position de la province de Québec au moment où celle-ci a besoin de tous ses atouts dans les négociations entreprises avec le gouvernement de Terre-Neuve. Le ministre de la Jeunesse ne fait que donner des munitions au premier ministre de Terre-Neuve, l'honorable Joseph Smallwood. Le gouvernement libéral fait preuve de zèle en cherchant l'interprétation la plus nuisible du décret de 1946. J'invite (M. Bertrand) le gouvernement à être prudent et à faire preuve du même zèle, dans un esprit patriotique, pour faire progresser la province.

Il a toujours été admis qu'il existe un Labrador qui est censé appartenir à Terre-Neuve. Mais la question qui se pose est: Où est la frontière? Le Conseil privé a été saisi de la question et a décidé que cette frontière était à tel et tel endroit. Mais, à mon avis, la décision rendue par le Conseil privé de la Grande-Bretagne en 1927, fixant la frontière entre la province de Québec et le Labrador, était anticonstitutionnelle, parce que contraire à la loi de 1871⁹, qui défendait de toucher aux frontières d'une province sans avoir la permission de cette dernière.

Je n'admets pas que le litige de la frontière ait pu être soumis à des juges nommés par une seule des parties, en 1927. C'est là un problème sur lequel il faudra revenir un jour. La province de Québec n'a jamais accepté la décision rendue qui, au surplus, était anticonstitutionnelle, puisque contraire à la loi.

L'arrêté en conseil et la loi concernant le premier permis à la compagnie Hollinger, dont a parlé le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie), datent de 1946. Or, trois ans plus tard, en 1948 et en 1949, une commission étudiait la demande de Terre-Neuve d'entrer dans la Confédération. La situation était si peu claire, après le jugement du Conseil privé, qu'en 1949, pendant les débats, une question était posée par Terre-Neuve

au gouvernement du Canada. Le gouvernement futur de cette province était fort inquiet de savoir si, une fois entrée dans la Confédération, Terre-Neuve conserverait le Labrador.

Comment peut-on imputer à l'Union nationale d'avoir reconnu la frontière du Labrador en 1946 quand, en 1949, Terre-Neuve, la province la plus intéressée et qui certainement en aurait pris le bénéfice, demande à Ottawa si, en s'intégrant dans la Confédération, elle pourra encore conserver le Labrador? Il est donc clair que trois ans après l'arrêté en conseil, après la loi de 1946 et après les piquets que nous reproche le gouvernement libéral, le gouvernement de Terre-Neuve était loin d'être convaincu à ce moment que le Labrador continuerait de lui appartenir. Trois ans après l'arrêté en conseil, il y a encore des doutes.

Il demandait à ce sujet l'opinion du gouvernement canadien, et le gouvernement canadien, dont le premier ministre était membre, lui répondait qu'il se considérait lié par le jugement du Conseil privé de 1927. La loi établie par Ottawa, pour assurer l'admission de Terre-Neuve dans la Confédération¹⁰, utilise le jugement du Conseil privé de Londres, mais elle est antidémocratique et anticonstitutionnelle, parce qu'on ne peut pas changer la frontière d'une province sans le consentement de l'Assemblée législative de cette province. Il faut que tous ces faits soient bien connus, car de plus en plus, aujourd'hui, le peuple veut voir la vérité dans le domaine constitutionnel comme dans les autres.

Il est difficile pour nous, les hommes politiques d'aujourd'hui qui sommes engagés dans la controverse politique, de juger les hommes politiques qui ont agi avant nous dans cette question et de leur reprocher de ne pas avoir réglé le problème dans le passé. Pour ma part, je ne blâme pas M. Taschereau, ni M. Godbout, ni M. Duplessis de ne pas avoir réglé cette question difficile.

Mais je puis bien ajouter, cependant, que ce n'est pas nous, de l'opposition, qui avons eu des entrevues avec le premier ministre de Terre-Neuve¹¹ après les élections et qui en avons eu une autre, avec le même homme, plus récemment. C'est le premier ministre actuel. Ce qui m'étonne, c'est qu'à la suite de ces entrevues, la Chambre n'ait pas pu obtenir un seul commentaire, directive ou opinion motivée¹². Au lieu de cela, le gouvernement part en guerre contre l'Union nationale.

Depuis des années qu'on entend: "Ah! La mauvaise Union nationale! Ah! Le mauvais Parti libéral!" Nous ne réglerons jamais les problèmes

ainsi. Les actes seraient plus avantageux. L'Union nationale a tout de même ouvert la terre de Caïn¹³ à la civilisation. Le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) l'a visitée, l'Ungava; il a dû se rendre compte de son activité bourdonnante. En terminant, il est clair que ce problème doit être réglé, mais on ne le règlera pas en interprétant faussement les faits.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Contribution au coût des aménagements portuaires à Baie-Comeau (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): L'Office pour la récupération du bois de la vallée de la Manicouagan a distribué \$4,568,276, sous forme de salaires, à 4,242 ouvriers qui ont travaillé au chantier pendant la période allant du 1^{er} mai 1961 au 31 mars 1962. Cela donne 227,316 jours d'ouvrage, pour une saison de coupe de 54 jours environ, qui a rapporté en moyenne \$1,049¹⁴ par ouvrier, soit une moyenne de \$20.10 par jour ouvrable. Durant ces 11 mois, 339,124 cordes de bois ont été coupées, 334,534 cordes ont été mesurées et 309,953 cordes ont été transportées. L'Office est administré par M. Charles Gosselin.

Au cours de la présente année, on abattra une quantité sensiblement égale d'arbres. L'Office pour la récupération du bois de la Manicouagan prévoit couper cette année 330,000 cordes de bois sur les territoires qui seront inondés par le barrage de l'Hydro-Québec sur la rivière Manicouagan.

M. Bertrand (Missisquoi) demande un rapport des dépenses de l'Office pour la récupération du bois de la vallée de la Manicouagan.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia) refuse de communiquer à l'Assemblée législative le rapport annuel de l'Office pour la récupération du bois de la vallée de la Manicouagan. Que le député de Missisquoi (M. Bertrand) inscrive, dit-il, sa question au *Feuilleton* de la Chambre.

Je manquerais à mon devoir de ministre en rendant public ce rapport, car l'Office, une entreprise commerciale, est en négociations pour l'écoulement de son bois, et cela lui nuirait que de révéler

publiquement quels sont ses frais généraux. Nous ne pouvons donc révéler le prix coûtant de l'opération. L'année dernière, il avait été entendu que le rapport serait remis non pas à la Chambre basse, mais au Conseil des ministres. Cependant, je suis disposé à répondre à toutes les questions, tant que ce ne sera pas contre l'intérêt public.

Un député de l'opposition questionne le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault) sur la marge de profit de l'Office pour la récupération du bois de la Manicouagan.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia) refuse également de révéler la marge de profit, car cela pourrait nuire aux transactions.

M. Bertrand (Missisquoi) et M. Gosselin (Compton) protestent contre le refus du ministre des Terres et Forêts de publier les chiffres sur les dépenses de l'Office. Ottawa ne craint pas, disent-ils, de révéler les statistiques se rapportant aux ventes de blé canadien sur le marché international.

Un député de l'opposition: À qui le bois coupé a-t-il été vendu?

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): C'est à la Quebec North Shore Paper Company. Cette société papetière a expédié la marchandise brute en Ontario. Ainsi les fabriques de papier du Québec continueront à acheter les mêmes quantités de bois aux cultivateurs et aux défricheurs. Une telle mesure est destinée à protéger les intérêts des fermiers et des colons.

Lorsque la construction du quai de \$1,200,000 sera terminée à Baie-Comeau cet automne, l'Office pour la récupération du bois de la vallée de la Manicouagan sera en mesure de vendre du bois¹⁵ en Europe. Les premières expéditions de cargaisons pourraient avoir lieu le printemps prochain. D'intéressants profits seront retirés de cette transaction. La Maison du Québec à Paris a été un tremplin pour notre commerce de bois en France.

M. Bertrand (Missisquoi) pose des questions au ministre des Terres et Forêts à propos du financement du quai de Baie-Comeau.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Le quai de \$1,200,000, pour l'aménagement du port de Baie-Comeau, sera payé moitié par le Québec, moitié par Ottawa.

M. Gabias (Trois-Rivières): Le gouvernement doit vendre du bois en Europe l'an prochain, en vue de ne pas nuire au marché de la province ou du Canada. En accroissant la production du papier là-bas, avec la vente massive de bois québécois en Europe, cela pourrait dire moins de travail pour l'industrie papetière du Québec et des conséquences sur les moulins à papier du Québec. Cette pratique pourrait donc être néfaste à nos industries de pâtes et papiers. Je suppose que les acheteurs sont des producteurs européens de pâtes et papiers. Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault) a-t-il pris les dispositions nécessaires pour que le papier confectionné en Europe avec le bois du Québec ne soit pas vendu dans notre province, ce qui concurrencerait notre industrie papetière?

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Il s'agit d'un problème complexe et sérieux, mais nous prenons toutes les dispositions et précautions possibles pour ne pas nuire à la population et aux fabricants de papier du Québec, au marché québécois et même au marché canadien.

M. Gabias (Trois-Rivières): La production des pâtes et papiers constitue la principale industrie dans la Mauricie. Plusieurs sociétés de Trois-Rivières et du Cap-de-la-Madeleine ont des contrats européens et vendent en Europe. L'an passé, la production a augmenté et il était difficile de vendre le papier. Heureusement, quelques-unes des usines de la région ont obtenu des contrats pour fournir l'Europe. Sans cela, elles auraient mis des centaines et des centaines d'ouvriers à pied. C'est une circonstance à laquelle il faut aussi penser.

M. Bertrand (Missisquoi): Il n'y aurait pas un certain M. Arthur Dupré, de Belœil, qui aurait obtenu un contrat important sur la Manicouagan?

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Ce contrat relève de l'Hydro-Québec, car c'est l'Hydro qui a le contrôle du territoire.

M. Bertrand (Missisquoi) revient à la charge pour avoir des précisions.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia) ne répond pas.

M. Bertrand (Missisquoi): Bon, nous en discuterons lorsque nous étudierons les crédits du ministère des Richesses naturelles.

M. Gosselin (Compton): Pourquoi ne pas prendre les bénéfices de l'Office pour la récupération du bois de la vallée de la Manicouagan et s'en servir pour défrayer les dépenses de construction du quai de Baie-Comeau¹⁶?

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): C'est blanc bonnet et bonnet blanc. C'est comme si le député de Compton prenait \$10 dans sa poche droite pour le mettre dans sa poche gauche.

Les profits de l'Office vont au Trésor provincial, voyons! Je veux bien me plier aux questions des députés, mais n'ambitionnez pas. Je suis bon garçon. Je m'appelle Bona, mais pas bonasse.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Reboisement et pépinière (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Les autorités provinciales ont fourni 10,000,000 de jeunes arbres, en 1961-1962, et fourniront probablement 14,000,000 de jeunes arbres cette année pour le reboisement.

M. Bellemare (Champlain): Des terrains utilisés comme pépinières ont-ils été vendus par le gouvernement? demande-t-il au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault).

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Oui, une certaine partie de la plantation d'arbres située à Saint-Louis-de-France a été vendue à la municipalité du Cap-de-la-Madeleine.

M. Bellemare (Champlain): Quel prix la ville du Cap-de-la-Madeleine a-t-elle payé pour l'acquisition du terrain?

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): La ville du Cap-de-la-Madeleine a payé \$1,100 pour le terrain qu'elle a acquis. Ça valait \$20,000.

M. Bellemare (Champlain): C'est scandaleux! Ça vaut \$20,000 et ce fut vendu \$1,100.
(Brouhaha en Chambre)

M. le président invite le député de Champlain à discuter de la question sous une autre rubrique.
(Brouhaha en Chambre)

M. Bellemare (Champlain): Le ministre des Terres et Forêts en a-t-il vendu à d'autres?

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Je ne peux répondre, dit-il, parce que la question n'est pas assez précise.

M. Bellemare (Champlain): Le ministre des Terres et Forêts a-t-il vendu à d'autres des terrains ayant appartenu autrefois au Syndicat du tabac?

Des députés ministériels font des interruptions.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia):
Aux frères Matteau.

M. Bellemare (Champlain): À quel prix le ministère des Terres et Forêts a cédé aux frères Matteau des terrains ayant appartenu autrefois au Syndicat du tabac?

Des députés ministériels font des interruptions.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia) ne répond pas.

M. Bellemare (Champlain) insiste pour savoir le prix payé par MM. Matteau.

Des députés ministériels font des interruptions.

M. le président: La question du député de Champlain n'est pas recevable parce qu'elle ne cadre pas avec l'article en discussion.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cent soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Restauration de la forêt (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quatre-vingt-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article:

"Aménagement de la forêt domaniale de Matane (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée vers 10 heures.

NOTES

1. *Le Nouvelliste* du 15 juin 1962, à la page 12, rapporte que la Chambre a suspendu sa séance après avoir disposé des affaires courantes. L'Assemblée législative a sacrifié le temps de sa séance de l'après-midi au comité des bills publics, pour l'étude du projet de loi modifiant la loi médicale. Elle a cependant siégé dans la soirée pour continuer l'étude des crédits du ministère des Terres et Forêts.

2. Il s'agit plus précisément de la troisième partie de séance que les députés consacrent à cette question; voir les séances du 11 et du 13 juin 1962.

3. Comme l'indique *Le Nouvelliste* du 15 juin 1962, à la page 12, M. Gérin-Lajoie termine en effet un discours commencé lors de la séance du 13 juin dans le débat sur la frontière du Labrador.

4. Selon *La Presse* du 15 juin 1962, à la page 2, ce sont les cours d'eau du bassin du Saint-Laurent qui ont été détournés vers l'Atlantique.

5. Quelques différences apparaissent dans les sources sur ces statistiques. D'abord, *Le Nouvelliste* du 15 juin 1962, à la page 12, pour les mêmes tonnages, rapporte les années 1954, 1956 et 1958, au lieu des années consécutives 1954, 1955 et 1956. Aussi, *Le Soleil* du 15 juin 1962, à la page 10, et *L'Action catholique* du même jour, à la page 8, indiquent 13,500,000 tonnes pour l'année 1956.

6. D'après *La Presse* du 15 juin 1962, à la page 2, il s'agirait de moins de 50 %.

7. M. Georges Côté est, à l'époque, directeur du Service provincial de l'arpentage et commissaire des frontières au ministère des Terres et Forêts. Voir: *Rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1961*, Québec, 1961, aux pages 112-113, cité notamment dans les séances du 11 et du 13 juin 1962.

8. Voir annexe de 10 George VI, chapitre 42.

9. Il s'agit de: *An Act respecting the establishment of the Provinces in the Dominion of Canada*, 34-35 Victoria (R.-U.), chapitre 28, article 3.

10. *An Act to confirm and give effect to Terms of Union agreed between Canada and Newfoundland*, 12-13 George VI (R.-U.), chapitre 22.

11. Certaines sources, comme *L'Action catholique* du 15 juin 1962, à la page 16, n'identifient pas la province et parlent "d'une autre province". Cependant, il est clair d'après le contexte qu'il s'agit du premier ministre de Terre-Neuve, M. Joseph Smallwood.

12. *Le Nouvelliste* du 15 juin 1962, à la page 12, rapporte plutôt les termes "opinion mitigée".

13. Le député fait référence au nom que donna Jacques Cartier, le 12 juin 1534, à la côte nord-est du golfe du Saint-Laurent, caractérisée par une toundra maritime, sous l'influence du courant (froid) du Labrador qui pénètre par le détroit de Belle-Isle. S'inspirant forcément de la *Génèse* (4,12), le Malouin écrit dans ses relations: "[...] car en toute ladite côte du nord, je n'y vis une charretée de terre, [...] il n'y a que de la mousse et de petits bois avortés. Enfin, j'estime mieux qu'autrement que c'est la terre que Dieu donna à Caïn." Voir: Jacques Cartier, *Voyages en Nouvelle-France. Texte remis en*

français moderne par Robert Lahaise et Marie Couturier avec introduction et notes, Montréal, Hurtubise HMH, coll. "Documents d'histoire", 1977, à la page 45.

14. *L'Action catholique* du 15 juin 1962, à la page 5, la seule source qui faisait mention de ce montant, rapportait un maigre \$1.49 par ouvrier. Nous avons donc ajusté ce montant à partir d'une déclaration hors Chambre du ministre Arsenault et signalée notamment dans *L'Événement-Journal* du 16 juin 1962, à la page 25. Cependant, si le \$1,049 est beaucoup plus réaliste, en divisant le montant total des salaires versés par le nombre d'ouvriers, on obtient plutôt \$1,076.92.

15. *L'Action catholique* du 15 juin 1962, à la page 5, est la seule source qui précise à cet endroit qu'il s'agit de bois de pulpe.

16. Selon *L'Événement-Journal* du 16 juin 1962, à la page 12, M. Gosselin aurait harcelé de questions le ministre Arsenault, sans préciser évidemment le nombre et le sujet des questions.

Séance du vendredi 15 juin 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 10 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 96 modifiant la loi médicale de Québec.

Projets de loi:

Loi médicale

M. Poulin (Beauce) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 96 modifiant la loi médicale de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 96 sans l'amender.

M. Poulin (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Contestation des élections provinciales

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 49 de la contestation des élections provinciales.

Le délai de 30 jours accordé pour la présentation de la pétition n'a pas été modifié, déclare-t-il, mais, pour les contestations découlant de

la violation des dispositions relatives aux dépenses électorales, un délai plus long est prévu, c'est-à-dire 60 jours à compter de la remise au président d'élection du rapport prescrit par l'article 382 de la loi électorale. S'il s'agit d'un chef de parti, ce délai est porté à 90 jours.

Le tribunal chargé de statuer sur la contestation n'est pas modifié, mais les témoins seront entendus par les trois juges du district, et non par un seul. Il n'y aura donc plus que les procédures antérieures à l'instruction qui se feront devant un juge seul.

L'article 26 supprime toute objection ou exception préliminaire. Il permet cependant au défendeur d'obtenir une ordonnance obligeant le pétitionnaire à remédier à l'insuffisance ou à l'absence de cautionnement, sous peine de voir la pétition rejetée. Aucune pétition ne pourra être rejetée pour simple informalité, et l'amendement des procédures pourra être permis en tout temps.

Le jugement final reste susceptible d'appel à la Cour du banc de la reine, mais l'appel des jugements interlocutoires est supprimé. Toutefois, l'on permet à deux juges de la Cour du banc de la reine de réviser, sur une simple requête, un jugement qui retarde indûment l'instruction d'une contestation d'élection.

De plus, la nouvelle loi prohibe absolument toute intervention de la Cour supérieure et prévoit le même recours sommaire par requête à deux juges de la Cour du banc de la reine pour faire annuler tout bref ou toute ordonnance ou injonction qui aurait pour objet d'arrêter les procédures¹.

Adopté. Le bill est lu une première fois et renvoyé au comité spécial chargé d'étudier le bill 15 intitulé: Loi électorale de Québec.

Demande et dépôt de documents:

Employés régis par la loi des pensions (articles 23 et 64)

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une liste contenant les nom, prénoms, fonction et traitement de tous les fonctionnaires ou employés publics autorisés à continuer l'exercice de

leurs fonctions, par le lieutenant-gouverneur en conseil, sous l'autorité des articles 23 et 64 de la loi des pensions.

Adopté.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 171)

Déclarations ministérielles:

École normale de Mérici

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Des arrangements ont été conclus entre le ministère de la Jeunesse et les dames Ursulines en vue du maintien en activité de l'École normale de Mérici, à qui la maison d'enseignement appartient, et l'entente va permettre aux religieuses de continuer leur œuvre. Cette école de si haute renommée a commencé il y a 100 ans à dispenser l'instruction aux enfants de Québec et de la province. Cette école normale fut fondée, dans le temps, à la demande expresse du gouvernement d'alors, représenté par l'honorable P.-J.-O. Chauveau², alors surintendant de l'Instruction publique.

Au début, les religieuses donnaient aussi l'enseignement aux garçons. Un contrat, signé le 25 août 1857, stipulait que l'école normale des filles et l'école normale des garçons ne feraient plus qu'un seul établissement. À la suite de la première entente avec le gouvernement, d'autres accords se succédèrent. Lorsqu'en 1959 l'école normale des garçons fut détachée de l'école normale des filles et que la nouvelle école normale Laval fut construite, il fut décidé que les autorités provinciales retireraient progressivement en trois ans les professeurs laïques qu'elles fournissaient alors à l'école normale des filles.

Ces conditions ont pour résultat aujourd'hui de priver l'École normale de Mérici des professeurs laïques qui lui ont été fournis dans le passé par le gouvernement, conformément aux ententes intervenues. Il était impossible pour les Ursulines de remplacer des professeurs laïques parfaitement qualifiés, sans abrégier les études supérieures qu'elles désirent faire poursuivre à leurs religieuses, afin d'assurer la valeur et le rayonnement de toutes leurs autres écoles.

Les détails de la nouvelle entente seront mis au point durant les prochains jours. Mais l'accord de principe est d'ores et déjà intervenu, de sorte que la

révérende mère générale des Ursulines et moi sommes heureux d'annoncer conjointement, aujourd'hui, la réouverture des portes de Mérici dès le mois de septembre prochain. D'ici là, les Ursulines de Mérici recevront les inscriptions des élèves, comme d'habitude.

Les députés accueillent la nouvelle avec une salve d'applaudissements.

Projets de loi:

Pont à Trois-Rivières

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 46 assurant la construction d'un pont sur le Saint-Laurent, à Trois-Rivières.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. L'article 10 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"10. La rémunération, s'il en est, du président, des vice-présidents, du secrétaire et du trésorier, est fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil."

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, à la suggestion du député de Trois-Rivières (M. Gabias), un amendement qui prévoit que les membres de la Corporation du pont ne pourront faire partie d'aucune société commerciale ou industrielle qui fera affaire avec la Corporation pendant la construction de la traverse routière.

M. Gabias (Trois-Rivières): Le nouvel article proposé ne couvre pas les cas d'expropriations.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Ce n'est pas nécessaire parce qu'il n'y aura pas d'expropriation de la part de la Corporation du pont. Celle-ci achètera de gré à gré, ou il y aura expropriation par le gouvernement.

M. Gabias (Trois-Rivières) suggère de prévoir, dans l'article de la loi stipulant que le pont retournera

au gouvernement lorsqu'il sera payé, qu'il en sera de même pour les biens meubles et immeubles³.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

La Corporation du pont ne peut faire d'acquisition pour d'autres fins que le pont, et le mot "accessoires" dans l'article en discussion comprend tout. Il n'y a aucun problème de ce côté-là.

M. Johnson (Bagot): Le député de Trois-Rivières (M. Gabias) a bien fait de soulever ce point, parce que les membres de la Corporation du pont sont les seuls à connaître le rapport. Nous devons critiquer si nous nous rendons compte qu'un membre de la Corporation a acquis des terrains sur l'emplacement des approches du pont.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Ce fut l'objet de ma première mise en garde. J'ai averti les membres de la Corporation du pont que, si j'entendais parler de spéculation, je les en tiendrais personnellement responsables.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"4. L'article 10 de ladite loi est remplacé par les suivants:

"10. La rémunération, s'il en est, du président, des vice-présidents, du secrétaire et du trésorier, est fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"10a. Aucun membre de la corporation ne doit avoir, directement ou indirectement, par lui-même ou son associé, un intérêt dans un contrat avec la corporation, en retirer un avantage ou accepter en rapport avec ses fonctions, un don, une promesse ou une rémunération autre que celle qui est fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"Le présent article ne s'applique pas à l'actionnaire d'une compagnie constituée de bonne foi, à l'exemption d'une compagnie qui entreprend la construction ou l'entretien de ponts.

"Une violation du présent article constitue une infraction qui rend le contrevenant inhabile pendant cinq ans à être membre de la corporation. De plus, il doit rendre compte à la corporation de tout ce dont il a illégalement profité."

L'amendement est adopté.

L'article 4, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 6, 9, 11 et 12 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 46 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois⁴.

M. Johnson (Bagot): Tous les députés de l'Union nationale sont très heureux que le projet de construction du pont semble au point de réalisation; tous les députés de l'opposition désirent la construction du pont. Il n'y a pas un député de ce côté-ci de la Chambre qui soit jaloux, parce qu'il y a tellement longtemps que les corps publics poursuivent des efforts en vue de sa réalisation. Les députés de la rive nord furent secondés par ceux de la rive sud, en face de Trois-Rivières, et un peu plus loin, dans la périphérie de Drummondville. Ils furent secondés même par des conseils du comté de Bagot.

Il y avait, à Trois-Rivières, le premier ministre de la province, et il s'en est trouvé pour le blâmer de ne pas avoir fait le pont. Ceux qui ont travaillé avec M. Duplessis savent que, s'il n'a jamais oublié les considérations régionales, il fut néanmoins toujours prudent et s'est abstenu de faire passer l'intérêt régional avant l'intérêt général. Évidemment, s'il avait voulu décréter qu'une partie des fonds de la province devait servir au pont sur le Saint-Laurent, il ne se serait pas trouvé beaucoup de ministres ou de députés pour s'objecter.

Mais il y avait d'autres problèmes en jeu. Il faut l'admirer d'avoir su considérer d'autres problèmes plus urgents. M. Duplessis était un homme de devoir. Il n'a pas voulu affecter une part importante des crédits d'un budget beaucoup moins considérable qu'aujourd'hui à la construction d'un pont sur le fleuve à Trois-Rivières, à une entreprise de caractère régional. Il savait établir la priorité des urgences.

Malgré les pressions formidables des députés de l'Union nationale de la région, malgré le travail incessant du député de Champlain (M. Bellemare) qui ne manquait jamais une occasion de parler du pont à M. Duplessis, celui-ci a su résister aux pressions exercées sur lui.

Si le pont n'a pas été entrepris par le précédent gouvernement, c'est que M. Duplessis ne voulait pas s'exposer à ce que son intérêt personnel et les intérêts de son comté viennent en conflit avec

l'intérêt général de la province de Québec. M. Duplessis a cependant permis la formation de la Corporation du pont. Il a affecté \$25,000 à des travaux techniques, pour établir le coût et la rentabilité du pont. C'est dire que nous n'avons jamais été contre le principe. C'était une question de priorité et d'urgence.

Le premier ministre actuel l'a promis au cours de sa campagne électorale. Il a présenté un projet de loi, et l'opposition a voté, avec plaisir, la deuxième lecture du projet de loi pour faciliter la construction d'un pont à Trois-Rivières, mais nous ne sommes pas convaincus, alors que nous sommes rendus au stade de la construction, que le projet doit être réalisé par une corporation. Le pont devrait être construit par le gouvernement, à ses frais, et non par une corporation indépendante. Le gouvernement a un budget assez considérable et suffisamment d'ingénieurs pour ne pas avoir besoin de recourir à un organisme de l'extérieur.

À une époque où, très vite, on abolit les péages sur les ponts dans la province de Québec, je crois qu'il est très inopportun qu'on construise à Trois-Rivières un pont à péage. Le premier ministre a déclaré que le gouvernement est prêt à garantir les emprunts et à combler les déficits. Lorsque nous avons fait ressortir la grosseur, le volume des déficits probables qui pourraient aller jusqu'à \$1,000,000, nous le faisons pour faire sentir à la population et à la province que le gouvernement pourrait aller un peu plus loin, et construire lui-même un pont sans péage. La région économique de la Mauricie et de la rive sud a besoin de ce moyen routier pour joindre les deux rives du fleuve, et il n'y a pas d'alternative pour l'automobiliste qui veut aller d'une rive à l'autre, si ce n'est d'utiliser le pont. Le problème des autoroutes n'est pas le même, car les automobilistes ne sont pas obligés d'y circuler. Il y a péage sur les autoroutes, mais il y a aussi une alternative. Les automobilistes peuvent toujours emprunter une autre voie.

Dans le cas présent, il n'y aura pas d'alternative. Je crois que c'est faux, en principe, que le seul moyen d'accès entre les rives nord et sud du fleuve Saint-Laurent à Trois-Rivières soit un pont à péage. S'il y avait une alternative, ce serait moins dommageable. Quant à poser un geste généreux, le gouvernement devrait pousser sa générosité un peu plus loin et accorder à la région de Trois-Rivières un pont qui ne serait pas à péage.

Les contribuables de la Mauricie paient déjà pour la construction de ponts ailleurs dans la province, et il ne faut pas leur imposer une surtaxe

sous forme de péage au moment même où le péage disparaît ailleurs. Les libéraux font du progrès à rebours en imposant le péage sur le pont de Trois-Rivières, alors qu'on l'abolit sur le pont Jacques-Cartier et sur le pont Victoria et qu'on projette un ensemble tunnel-pont sans droit de péage à Montréal. Il vaudrait donc mieux que le gouvernement construise lui-même le pont de Trois-Rivières, afin d'éviter qu'il y ait péage. Les députés de toutes les régions de la Mauricie et des environs, ceux de la rive nord comme ceux de la rive sud, tous ceux qui bénéficieraient du pont furent heureux de voter la deuxième lecture et auront quelques suggestions à faire avant la troisième lecture.

M. Fernand Duchaine, candidat libéral de 1960 à Trois-Rivières, a assisté à l'entrevue au cours de laquelle le premier ministre a remis le rapport des experts sur le projet du pont aux membres de la Corporation⁵. Je demande au premier ministre de déposer le rapport de l'ingénieur sur le pont.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je ne peux certainement pas le faire, cela pourrait entraîner des spéculations parmi les gens de Trois-Rivières. Cependant, M. Duchaine n'a pas eu de copie du rapport.

M. Bertrand (Missisquoi): M. Duchaine est-il membre de la Corporation?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): M. Fernand Duchaine est un de mes amis, un citoyen de Trois-Rivières en qui j'ai confiance. Lorsque j'ai besoin de consulter quelqu'un à Trois-Rivières, ajoute-t-il, M. Duchaine est une bonne source de renseignements.

M. Johnson (Bagot): C'est la P.R.O.⁶ du gouvernement à Trois-Rivières.

M. Roy (Nicolet): Le comté de Nicolet, que je représente à l'Assemblée législative, est l'une des régions les plus directement intéressées à la construction d'une traverse routière entre les deux rives du fleuve Saint-Laurent, à la hauteur de Trois-Rivières. La construction du pont est attendue avec impatience sur la rive sud. Conséquemment, il reviendrait à cette région d'avoir un représentant au sein de la Corporation du pont de Trois-Rivières.

Le premier ministre nous dit que la rive sud comptera un représentant au sein de la Corporation afin que l'on favorise la rive sud et les routes d'approche adéquates. J'en suis très heureux et je lui

demande de choisir dans le comté de Nicolet l'un des deux nouveaux membres de la Corporation du pont qui seront nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, parce que c'est dans ce comté que débouchera le pont et que c'est dans ce comté qu'on devra procéder à d'importants travaux pour aménager les approches du pont.

Il (M. Roy, Nicolet) souhaite aussi que le projet se concrétise le plus tôt possible.

M. Bellemare (Champlain): Tous les députés de la région de la Mauricie ont été heureux qu'après tant d'années le gouvernement annonce enfin un projet concret, pour la construction d'un pont dans la région de Trois-Rivières.

Il rappelle qu'il fut le parrain, en 1956, du projet de loi constituant la Corporation du pont de Trois-Rivières, et lui accordant le pouvoir de construire une traverse routière au-dessus du fleuve Saint-Laurent. J'ai reçu à ce titre, dit-il, plusieurs lettres de félicitations et de remerciements d'organismes de la région, de la Corporation du pont elle-même, des chambres de commerce, des clubs sociaux et de ceux qui diffusaient la publicité en faveur de la construction du pont. Nous avons donc été heureux lorsque nous avons vu poindre l'espoir qu'avant longtemps il y ait un pont pour relier les deux rives du fleuve.

En 1956, lorsque le projet fut amorcé, plusieurs raisons motivaient les retards apportés à la réalisation du projet. De l'aveu même de M. François Nobert, secrétaire de la Corporation du pont, il était impossible de réaliser le projet, à cause des conditions qui existaient à ce moment dans le domaine de la finance. M. Nobert exposa au premier ministre, en novembre 1960, que la hausse du coût de l'acier, des modifications aux plans en prévision d'un deuxième chenal, des restrictions de crédit et une hausse progressive de loyer de l'argent rendaient impossible la réalisation immédiate du projet. C'est ce qui a fait que M. Maurice Duplessis n'a pu accorder la garantie demandée.

Le pont, nous le souhaitons ardemment. Nous le désirons dans le plus bref délai possible. C'est devenu un moyen essentiel d'assurer le développement économique de la région du Cœur-du-Québec. Il s'écoulera probablement un an pendant la préparation des plans d'exécution, la demande des soumissions et les autres procédures nécessaires. Il faudra peut-être présenter une autre loi. De telles longueurs dans les délais, avant que ne commence la construction du pont, seront de nature à décourager la population. Il faut que le pont soit construit dans le plus bref délai possible.

Nous voulons qu'il soit réalisé par le gouvernement au moyen de ses officiers. Le ministre des Travaux publics de 1960 (M. Lévesque, Montréal-Laurier) parlait d'ailleurs en ce sens, selon les comptes rendus des journaux. Le gouvernement a un budget assez considérable et suffisamment d'ingénieurs pour ne pas avoir besoin de recourir à un organisme de l'extérieur.

Le gouvernement, qui dispose d'un budget de \$1,200,000,000, pourrait affecter des deniers sur trois ou quatre budgets à venir pour construire le pont, sans qu'il n'en coûte entre \$40,000,000 et \$45,000,000 en intérêts.

Le premier ministre a déclaré que le gouvernement est prêt à payer tous les déficits, qu'ils soient de \$700,000, de \$800,000 ou de \$1,000,000. Dans ce cas, le gouvernement devrait prendre la responsabilité de la construction à sa charge et édifier une traverse routière sans péage. La population de la région paie des taxes pour bâtir d'autres ponts ailleurs dans la province, et le gouvernement va nous forcer, par cette loi, à payer une surtaxe pour utiliser le pont. Je dis que ce n'est pas juste au moment même où le péage disparaît ailleurs.

Le gouvernement a ignoré une offre de collaboration de l'honorable Léon Balcer, ministre fédéral des Transports et député de Trois-Rivières aux Communes, en vue de la construction du pont sur le fleuve Saint-Laurent à Trois-Rivières. Pourquoi la province ne profiterait pas de l'offre de M. Balcer?

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Où a-t-il dit ça?

M. Bellemare (Champlain): Au cours d'une allocution devant le club Rotary de Trois-Rivières, le 4 mai 1961⁷.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) s'esclaffe. Je n'ai jamais entendu parler d'une offre d'aide fédérale, dit-il, surtout faite par M. Balcer. Je n'ai pas reçu de lettre ou d'offre de collaboration écrite du député de Trois-Rivières aux Communes (M. Balcer).

M. Bellemare (Champlain): La déclaration a été faite par M. Balcer, le 4 mai, à Trois-Rivières, et on a ignoré l'offre de M. Balcer dans cette discussion, je ne sais pas pourquoi. Le gouvernement aurait eu avantage à accepter l'offre généreuse de M. Balcer qui voulait et veut encore contribuer à la construction de la traverse routière...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Le député de Champlain croit-il que cette déclaration a quelque relation avec les élections fédérales?

M. Bellemare (Champlain): Pas plus de relation que l'urgence d'étudier cette semaine le bill du pont et le fait que vous présentez ce bill aujourd'hui précisément alors que tant d'autres bills attendent. L'honorable Balcer offrait une généreuse collaboration et le gouvernement l'a ignorée. Il est bon que ce soit dit en cette Chambre que le gouvernement fédéral est prêt à contribuer.

Le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel), alors qu'il était conseiller juridique de la ville de Shawinigan, a empêché celle-ci de souscrire à une campagne de fonds de la Chambre de commerce de Trois-Rivières, destinée à financer des recherches techniques sur le pont.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) proteste en disant qu'il n'a jamais été échevin de Shawinigan, qu'il n'a eu aucune décision à prendre à ce sujet et qu'il ne fut jamais consulté, ni directement ni indirectement, à ce sujet. Le député de Champlain se ravale à un niveau que je ne qualifie pas.

Le député de Champlain a dit en Chambre que l'affaire du pont était "des maudites menteries".

M. Bellemare (Champlain): Je n'ai jamais dit cela.

M. le président: Il faut accepter la parole du ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) lorsqu'il dit qu'il ne fut pas consulté au sujet de la souscription, et celle du député de Champlain (M. Bellemare) lorsqu'il affirme qu'il n'a pas dit qu'il s'agissait de "maudites menteries".

M. Bellemare (Champlain) veut revenir sur la question de la souscription refusée par la ville de Shawinigan.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) invoque le Règlement. Personne dans cette Chambre, dit-il, n'est en mesure d'affirmer que la ville de Shawinigan n'a pas souscrit. Est-ce que nous devons nous fier aux commérages du député de Champlain?

M. le président rappelle à l'ordre le député de Champlain.

M. Bellemare (Champlain): Je regrette que le gouvernement, qui paiera tous les déficits, qui

garantira les emprunts, n'assume pas lui-même la construction du pont et n'enlève pas le péage. Pensez-vous que l'honorable Balcer aurait enduré un péage à Trois-Rivières, si on avait accepté son offre de collaboration à la construction de l'ouvrage, lui qui a enlevé les péages sur les ponts Jacques-Cartier et Victoria?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je regrette, mais je puis difficilement admettre cette discussion sur l'abolition des péages à Montréal. Si le député de Champlain a le droit d'en discuter, je serai obligé de répondre, parce que c'est dû autant au gouvernement d'ici qu'au gouvernement fédéral. Qu'on n'enlève pas au gouvernement libéral de Québec le mérite d'avoir contribué à cette mesure.

M. Johnson (Bagot): Nous n'enlevons aucun mérite au gouvernement, mais un fait est certain: c'est que M. Balcer a aussi coopéré à l'abolition de ces péages et qu'à Trois-Rivières, il serait en faveur d'un pont sans péage.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Au moment où il était au conseil, dit-il, le ministre fédéral des Transports a essayé d'approcher le gouvernement provincial pour régler la question, mais sans succès⁸.

M. Bellemare (Champlain): Le gouvernement va construire un pont-tunnel à Boucherville au coût de \$50,000,000 et le passage y sera gratuit, alors qu'à Trois-Rivières, un pont de \$22,400,000 environ sera à péage. Pourquoi deux poids, deux mesures? Les grandes centrales ouvrières se sont prononcées contre les péages sur les ponts, et particulièrement à Trois-Rivières.

Les libéraux font du progrès à rebours en imposant le péage sur le pont de Trois-Rivières, alors qu'on l'abolit sur le pont Jacques-Cartier et sur le pont Victoria et qu'on projette un ensemble tunnel-pont sans droit de péage à Montréal.

Depuis quelque temps, le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) dit que l'État doit être le levier de l'émancipation économique de toutes les régions de la province. L'État devrait réellement remplir son rôle et construire un pont sans péage.

En faisant acte de foi sincère en faveur d'un pont à Trois-Rivières, je dis que, comme député de Champlain, j'ai fait des démarches courageuses, depuis 1956, pour la construction d'un pont par le gouvernement, et je suis contre le péage.

Je propose, appuyé par le député de Nicolet (M. Roy), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Le bill 46 assurant la construction d'un pont sur le Saint-Laurent, à Trois-Rivières, soit retourné au comité plénier de la Chambre avec instructions de l'amender de façon à ce que la Corporation ne puisse établir des péages sur ledit pont."

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette motion, alléguant qu'elle est irrégulière parce que, si elle était adoptée, elle changerait les engagements du gouvernement, et qu'une telle proposition ne peut être faite sans une résolution recommandée par le lieutenant-gouverneur.

Décisions de l'Orateur:

Motion à incidence financière

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare qu'il n'a aucune hésitation à statuer que la motion est à sa face même irrégulière parce qu'elle entraînerait directement l'allocation de deniers publics, sans être recommandée au préalable par le lieutenant-gouverneur comme l'exige l'article 155 du Règlement.

M. Johnson (Bagot) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de M. l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arsenault, Bédard, Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Castonguay, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Jourdain, Mme Kirkland-Casgrain, MM. Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laporte, Laroche, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Turpin, Vaillancourt, 40.

Contre: MM. Bégin, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Cloutier, Desjardins, Dozois, Élie, Gabias, Gosselin, Johnson, Maltais, Prévost, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Talbot, Tremblay, 18.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat se poursuit sur la troisième lecture.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Je suis fort heureux et fier d'appartenir à un gouvernement qui va favoriser la construction d'un pont sur le Saint-Laurent à Trois-Rivières, d'appartenir à un gouvernement qui a décidé de construire enfin ce pont réclamé depuis longtemps par la population de la Mauricie, et marquer ainsi une étape historique et formidable dans le développement de cette région. On parle d'un pont depuis une quinzaine d'années.

Depuis 10 ans, le poste CHLN revendique un pont. Le slogan était: "*Il faut un pont et nous l'aurons*". Je félicite le poste et *Le Nouvelliste* pour la lutte qu'ils ont menée en faveur de la construction du pont de Trois-Rivières et de leur esprit civique. J'ai apprécié le ton raisonnable du chef de l'opposition, mais je ne souscris pas à ses arguments. Il a eu un ton raisonnable, j'en conviens, mais la besogne qu'il voulait faire, il l'a confiée au député de Champlain (M. Bellemare).

M. Johnson (Bagot): Il n'y a personne dans l'opposition à qui je puisse confier une besogne...

Les députés ministériels applaudissent et rient.

M. Johnson (Bagot): Je veux dire une besogne du genre de celle qu'on confiait au député de Saint-Maurice dans le temps qu'il était dans l'opposition.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): L'ancien régime n'a pas voulu répondre aux vœux de la population de Trois-Rivières. Pourtant, ce pont est indispensable au progrès de la Mauricie. Grand-Mère et Shawinigan se sont développées grâce aux ressources en électricité et aux chemins de fer. Les chemins de fer avaient la vedette du transport, autrefois. Mais, aujourd'hui, ce ne sont pas les chemins de fer qui sont les plus importants, mais les camions. Le transport se fait maintenant par camions. C'est pourquoi le pont est indispensable et, conséquemment, sa construction urgente.

Dans son bill, en 1956, la Corporation spécifiait que l'intérêt public exigeait qu'après paiement du capital et de l'intérêt le pont devait retourner à la province. Mais, à ce moment, on a fait disparaître la disposition du bill, qui est cependant rétablie dans le projet de loi actuel. Par ailleurs, en 1956, nos amis d'en face ont voté alors en faveur d'un bill qui autorisait la Corporation à construire un

pont à péage. Il fut adopté à l'unanimité et c'était conforme au bon sens. Aujourd'hui, ils viennent soutenir que c'est le gouvernement qui devrait construire le pont et sans péage.

En Mauricie et dans les Cantons-de-l'Est, il y a deux handicaps dans le domaine routier: en premier lieu, c'est la traversée actuelle avec péage; en second lieu, l'inconvénient de l'intermittent qui oblige à l'attente quand on arrive à la traverse. Pour ceux qui voyagent par affaires et sont pressés, c'est un inconvénient grave.

Tous les députés ont approuvé cette disposition, et le député de Champlain s'est vanté d'avoir été le parrain d'un bill comme celui-là.

M. Bellemare (Champlain): Je ne me suis jamais vanté comme le prétend le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel). À ce moment, le gouvernement n'avait qu'un budget de \$300,000,000.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Le député de Champlain s'est bel et bien vanté. Les journaux de la région n'étaient pas assez considérables pour reproduire ses déclarations. Dans les conditions actuelles et avec le présent bill, le député de Champlain sera retourné à la vie privée quand le pont sera construit.

M. Bellemare (Champlain): Il est sûr que je n'aurai pas à changer de parti pour avoir un siège en Chambre⁹.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): La population de la Mauricie s'est sentie soulagée lorsque le premier ministre a annoncé que le gouvernement était prêt à assumer le paiement du déficit du pont, quel qu'il soit. Le pont Champlain, construit par le gouvernement fédéral, sera un pont à péage. Il est évident que nous aimerions mieux qu'il n'y eût pas de péage. Mais ceux qui nous le reprochent aujourd'hui, après avoir voté pour le péage autrefois, font des déclarations qui frisent la démagogie.

M. Johnson (Bagot): Le ministre du Travail est-il en faveur du péage?

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Certainement, à ce moment-ci.

M. Johnson (Bagot): Le ministre du Travail a-t-il demandé au premier ministre de ne pas imposer le péage?

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Je n'ai aucune objection à répondre et dire publiquement que je n'ai jamais demandé au premier ministre que le pont de Trois-Rivières ne soit pas à péage, et cela, parce que je ne fais pas plus de démagogie au pouvoir que dans l'opposition. Mais il ne faut pas oublier que nous amendons une loi de la Corporation, qui a déjà affirmé qu'il fallait qu'en tout temps les revenus d'exploitation du pont soient suffisants pour couvrir les dépenses d'entretien et de réparation du pont.

J'affirme que réclamer l'abolition du péage constitue une opposition à la construction du pont, car il est absolument impossible à une corporation de construire et d'entretenir le pont à ses frais, sans péage. C'est inimaginable.

M. Johnson (Bagot): Le gouvernement le pouvait, lui.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): C'est une loi de la Corporation que nous amendons en ce moment. Sous le régime de l'Union nationale, le comté de Saint-Maurice a été mal traité.

M. Bellemare (Champlain): C'est faux. Le comté du ministre du Travail a été beaucoup mieux traité en ce qui concerne la voirie que le comté de Champlain.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Si l'Union nationale n'a pas construit le pont avant 1960, c'était pour une question politique. Tout le monde a entendu, en 1956¹⁰, l'ancien premier ministre et député de Trois-Rivières (M. Duplessis) déclarer que tant qu'il siégerait en Chambre, Shawinigan n'aurait pas son pont.

M. Johnson (Bagot): L'ancien député de Trois-Rivières (M. Duplessis) n'a jamais dit une telle chose.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement actuel a déjà dépensé \$300,000 pour la préparation des plans du pont et il ne réclamera pas le remboursement de cette somme.

Tous les députés de l'Union nationale seront balayés par la réprobation populaire.

M. Bellemare (Champlain) chante "Bon voyage"¹¹.

M. Gabias (Trois-Rivières) regrette que le député de Saint-Maurice ait pris le ton qu'il a eu à

l'occasion de la troisième lecture d'un projet de loi si important pour la région de la Mauricie.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):

Le député de Trois-Rivières a-t-il entendu le député de Champlain?

M. Gabias (Trois-Rivières): Je laisse la population de Trois-Rivières et de la région juger le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) comme il le mérite. Je sais que la population de la Mauricie réprouve les propos disgracieux du député de Saint-Maurice.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):

Quatre jugements¹² m'ont été favorables et le député de Trois-Rivières n'en aura pas autant¹³.

M. Gabias (Trois-Rivières): Je ne crains pas le jugement de la population de Trois-Rivières, et en tout temps, lorsque le gouvernement voudra déclencher des élections, je serai réélu dans Trois-Rivières.

Même si certaines modalités du texte législatif laissent à désirer, ce n'est pas une raison pour mettre le projet de loi de côté. Je voulais attirer l'attention du gouvernement sur quelques points que, d'ici quelques années, il pourra améliorer.

Le premier ministre a dit qu'à toutes fins pratiques, la Corporation du pont, constituée en 1956, devenait un organisme gouvernemental. Pourquoi alors le gouvernement ne songe-t-il pas à assumer entièrement la responsabilité de la construction du pont par cet organisme? Tout ce que nous désirons, c'est qu'on se mette sérieusement à l'ouvrage. Le 22 juin 1960, on déclarait que tout était prêt. Deux ans plus tard, nous savons que les plans et devis ne sont pas commencés. Nous demandons que ce travail soit entrepris le plus tôt possible, afin que la construction du pont soit elle-même commencée dans le plus bref délai.

J'invite le gouvernement à prendre certaines précautions parce que, déjà, des estimations ont été faites qui ne correspondent pas à celles soumises par les gens de la Corporation. Des experts ont soumis des chiffres plus élevés que ceux de la Corporation, et cela porte à croire qu'une somme globale de \$30,000,000 serait insuffisante à financer le projet. Nous ne voudrions pas que le chiffre de \$30,000,000 soit un montant fixe, et il ne faudrait pas que ce soit une entrave à la réalisation du projet. Si les emprunts nécessaires devaient être plus élevés, nous voudrions que le gouvernement dise qu'il est disposé à les garantir quand même, qu'il donne l'assurance à la

population de la Mauricie qu'il garantira les emprunts de la Corporation du pont.

Les libéraux font du progrès à rebours en imposant le péage sur le pont de Trois-Rivières, alors qu'on l'abolit sur le pont Jacques-Cartier et sur le pont Victoria, et qu'on projette un ensemble tunnel-pont sans droit de péage à Montréal.

La population du comté de Trois-Rivières est heureuse de voir que le projet avance. Je me joins aux journaux, à la radio et à la télévision pour dire la satisfaction que le projet franchisse une autre étape importante.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Les plans et devis sont déjà commencés, le coût de la construction du pont ne dépassera pas \$30,000,000. La somme globale pourrait même être moindre parce que, selon mon expérience sous le présent gouvernement, les estimations des ingénieurs sont généralement, sinon toujours, supérieures aux plus basses soumissions. Dans le cas du pont de Vaudreuil, par exemple, la plus basse soumission était à la moitié de l'estimation des ingénieurs. De toute façon, ça va prendre trois ans pour construire le pont. Nous allons revenir ici d'ici à ce temps-là. Le projet prévoit que toute la machinerie du gouvernement sera mise en branle pour la surveillance.

Le gouvernement, pour aider davantage à la réalisation du projet, ne réclamera pas à la Corporation du pont de Trois-Rivières la somme de \$300,000 qu'il a déjà dépensée pour les relevés techniques et les plans du pont. Par surcroît, le gouvernement, après avoir garanti l'emprunt, paiera les déficits de l'opération du pont, de façon que les taux de péage restent sensiblement les mêmes que ceux imposés actuellement par la traverse.

Si les emprunts de la Corporation du pont de Trois-Rivières devaient dépasser \$30,000,000, le gouvernement pourra toujours prendre des dispositions législatives pour garantir les demandes de fonds additionnels.

Le gouvernement ne peut pas confier au personnel du ministère des Travaux publics la tâche de construire le pont, parce qu'il est déjà débordé, qu'il manque d'ingénieurs et qu'il est obligé de confier un grand nombre de travaux à des bureaux d'ingénieurs à l'extérieur du gouvernement. Il n'y aura pas de péage au tunnel de Montréal et au pont, car ils font partie du système routier de la Transcanadienne. Ottawa assumera près de la moitié des coûts du pont. Si le péage était éliminé, le déficit d'exploitation augmenterait et le gouvernement en souffrirait financièrement.

Le gouvernement prend ses responsabilités. Pour ma part, j'ai voulu donner suite aux demandes de la population de la Mauricie de garantir les emprunts et les déficits pour permettre à la Corporation du pont de procéder. Aujourd'hui, le député de Champlain (M. Bellemare) nous demande d'aller plus loin. La requête que nous avons eue était à l'effet de garantir les emprunts et les déficits. C'est ce que nous faisons. Nous en sommes tous heureux et nous sommes certains que c'est une mesure qui bénéficiera énormément à cette immense région¹⁴.

Un vote enregistré ayant été demandé, la motion principale est mise aux voix. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arsenault, Bédard, Bégin, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Castonguay, Cliche, Cloutier, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Desjardins, Dionne, Dozois, Earl, Élie, Gabias, Gérin-Lajoie, Gosselin, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Johnson, Jourdain, Mme Kirkland-Casgrain, MM. Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laporte, Laroche, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Maheux, Maltais, Meunier, Morissette, Ouimet, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Roy (Lévis), Roy (Nicolet), Russell, Saint-Pierre, Somerville, Talbot, Tremblay, Turpin, Vaillancourt, 59.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée¹⁵. Le bill 46 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

À midi trente minutes, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 2 h 30

Projets de loi:

Code de la route

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 modifiant le Code de la route soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Les articles 1 et 2 sont adoptés¹⁶.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 27 modifiant le Code de la route.

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu) propose: 1. Que l'article 11 du Code de la route (Statuts refondus, 1941, chapitre 142) soit remplacé par le suivant:

"11. 1. Au cas de cession du droit de propriété d'un véhicule automobile enregistré, le propriétaire enregistré doit en enlever les plaques et remettre au Bureau le certificat d'enregistrement pour annulation avec une déclaration pour sa signature des noms et adresse de l'acquéreur.

"2. Ce propriétaire doit alors remettre les plaques au Bureau à moins qu'il ne demande en

même temps l'enregistrement à son nom d'un autre véhicule automobile auquel il peut apposer ces plaques: cet enregistrement est en ce cas accordé sur paiement d'un honoraire d'un dollar et du montant par lequel l'honoraire requis excède celui payé pour le véhicule cédé. Après le 1^{er} septembre d'une année d'enregistrement, l'excédent est réduit de moitié.

"3. L'acquéreur du véhicule automobile cédé doit, sauf exception prévue par la présente loi, en obtenir sans délai l'enregistrement à son nom aux conditions ordinaires; cependant s'il est commerçant d'automobiles licencié, il peut en obtenir le transport sans enregistrement.

"4. Après l'annulation d'une vente conditionnelle, si l'acheteur ne se conforme pas au paragraphe 1, le directeur peut, sur preuve satisfaisante de cette omission et de la reprise du véhicule par le vendeur, en annuler l'enregistrement sur remise des plaques et accorder le transport sans enregistrement sur paiement d'un honoraire d'un dollar.

"5. Au cas de transport du droit de propriété d'un véhicule automobile enregistré, par décès, donation ou partage, ou par liquidation ou cession d'une entreprise, le transport de l'enregistrement au nouveau propriétaire, y compris le droit d'utiliser des plaques, est accordé sur remise du certificat d'enregistrement au Bureau avec demande par écrit, preuve à la satisfaction du directeur et paiement d'un honoraire d'un dollar.

"6. Tant que le propriétaire enregistré d'un véhicule automobile ne s'est pas conformé aux paragraphes 1 et 2, ou que l'enregistrement n'a pas été annulé suivant le paragraphe 4, ou transporté suivant le paragraphe 5, il en est réputé le propriétaire pour fins de responsabilité et pour les fins d'une assurance de la responsabilité découlant de la propriété ou de l'usage de ce véhicule.

"7. Quiconque met au rancart ou en pièces un véhicule automobile enregistré doit immédiatement en remettre au Bureau les plaques et le certificat d'enregistrement avec demande d'annulation; il peut cependant exercer alors le droit prévu au paragraphe 2."

Un député de l'opposition questionne le ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Cournoyer) sur la disposition qui dispense celui qui change de voiture de payer un second enregistrement.

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu): On veut dispenser celui qui achète une voiture de verser une autre taxe.

M. Bertrand (Missisquoi): Très subtile, cette réponse, mais l'on sait que le gouvernement abolit une taxe pour en imposer une autre.

M. Johnson (Bagot): Est-ce que cet article prévoit les cas de vols d'autos?

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu): Les règlements ordinaires y voient. Je me suis fait voler mon auto trois fois...

M. Johnson (Bagot): À Sorel?

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu): Oui, mais elle fut toujours retrouvée dans le comté de Bagot.

Les députés ministériels se pâment.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu) propose: 2. Que l'article 22 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"22. Les permis de conducteur et de chauffeur expirent le trente et un mai de chaque année impaire et ils sont renouvelables le premier juin suivant.

"L'honoraire payable pour la délivrance ou le renouvellement d'un de ces permis est de cinq dollars jusqu'au trente et un mai de chaque année paire; pendant les douze mois suivants, il est de deux dollars cinquante cents."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 27 modifiant le Code de la route.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 27 modifiant le Code de la route.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Les articles 3 et 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. Les articles 15 et 16 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

"15. 1. Il est défendu de conduire un véhicule automobile sur un chemin public à moins d'être âgé d'au moins dix-sept ans et d'avoir un permis de conducteur ou de chauffeur.

"2. Une personne, ayant atteint l'âge de dix-sept ans, peut cependant conduire une automobile durant une période de temps n'excédant pas deux mois, pourvu qu'un permis à cet effet lui soit octroyé par le Bureau, sur paiement d'un honoraire établi par le ministre, et qu'en conduisant, elle soit accompagnée d'une personne ayant un permis de conducteur ou de chauffeur.

"3. Une personne ayant atteint l'âge de seize ans, inscrite à un cours de conduite automobile approuvé par le directeur, peut cependant conduire une automobile à double commande, pourvu qu'un permis à cet effet lui soit octroyé par le Bureau, sur paiement d'un honoraire établi par le ministre, et qu'en conduisant, elle soit accompagnée d'un instructeur diplômé.

"4. Lorsqu'une personne a suivi avec succès un cours approuvé par le directeur comportant au moins vingt-cinq leçons théoriques d'une heure et six leçons pratiques d'égale durée, un permis de conducteur peut lui être accordé quoiqu'elle n'ait pas atteint l'âge de dix-sept ans.

"5. Un permis ne peut être délivré en vertu du présent article à une personne n'ayant pas atteint l'âge de vingt et un ans, à moins que le consentement écrit de son père, de sa mère ou de son tuteur, selon le cas, ne soit déposé au Bureau.

"6. La personne qui conduit une automobile à titre d'employé du propriétaire doit avoir un permis de chauffeur.

"16. Il est défendu de conduire un autobus ou un véhicule de livraison sur un chemin public à moins d'être âgé d'au moins vingt et un ans et d'avoir un permis de chauffeur."

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu): Il sera possible à des personnes de moins de 17 ans d'obtenir des permis de conduire à l'avenir, mais sous des conditions bien spécifiques. En effet, la loi prévoit qu'à 16 ans, un jeune pourra suivre des cours de conduite dans une école reconnue, pourvu qu'il ait un permis temporaire spécial pour conduire une automobile à double commande. Les cours,

approuvés par le directeur, devront comprendre 25 leçons théoriques¹⁷ d'une heure et six heures de pratique au volant. Après avoir suivi ces cours, un adolescent pourra obtenir son permis de conduire même s'il n'a pas atteint l'âge de 17 ans.

Cependant, de façon générale, il sera défendu de conduire un véhicule sur un chemin public, à moins d'être âgé d'au moins 17 ans et d'avoir un permis de conducteur ou de chauffeur. Celui ou celle qui voudra obtenir un permis à 17 ans devra cependant avoir de l'assurance automobile. Le consentement écrit des parents reste requis pour obtenir un permis pour tous ceux qui sont âgés de moins de 21 ans, le jeune homme de 16 ans aussi.

M. Johnson (Bagot): Quelle est la raison d'intérêt public qui pousse le gouvernement à abaisser de 17 à 16 ans l'âge minimum auquel un jeune pourra se procurer légalement un permis de conduire? Il est déjà assez difficile à un père d'empêcher son fils de prendre sa voiture. N'allez pas donner un argument de plus aux enfants. De grâce, protégez les parents contre leurs enfants.

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Selon la loi, un garçon ou une fille de 16 ans peut obtenir son permis de conduire s'il suit avec succès des cours de conduite. Il se trouvera ainsi à obtenir son permis à l'âge de 16 ans... et deux mois, environ.

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu): Mais il lui faut le consentement de son père ou de son tuteur.

M. Johnson (Bagot): Je ne vois pas encore pourquoi vous abaissez l'âge de 17 à 16 ans pour l'obtention d'un permis de conduire.

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu): Actuellement, des jeunes de 16 ans et même moins, des enfants de 12 ans, fils de cultivateurs, conduisent des tracteurs à la ferme, violant ainsi la loi.

M. Laroche (Portneuf) dort à son siège.

M. Johnson (Bagot): Que le gouvernement soit réaliste. Qu'il prenne des mesures sensées. Ainsi, par exemple, dans le comté de Portneuf! (Avec une voix plus forte) Dans le comté de Portneuf!

M. Laroche (Portneuf) sort de la torpeur qui l'envahissait et se frotte les yeux.

M. Johnson (Bagot): Il faut une grande expérience parlementaire pour réussir ainsi à dormir en Chambre sans déranger les autres députés.

(Rires)

Il faudrait peut-être faire une distinction dans la loi entre les fils de cultivateurs qui conduisent des tracteurs sur la ferme paternelle et les jeunes gens des villes qui conduisent la voiture de leur père.

M. Paul Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Le conducteur de tracteur âgé de 12 ans ne met pas la vie d'autrui en danger, mais l'adolescent de 16 ans, au volant de l'automobile de son père, peut la mettre en danger. D'ailleurs, les primes d'assurance augmentent dans la mesure où l'on accroît le nombre des permis délivrés aux jeunes, car ces derniers sont la cause principale de la majorité des accidents graves.

En fin de compte, c'est le public en général qui doit payer. De grâce, pour les pauvres pères de famille! Sur le point de la délivrance d'un permis temporaire aux élèves d'écoles de conduite dès l'âge de 16 ans¹⁸, je trouve que la loi est désavantageuse pour la majorité des automobilistes.

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu): C'est comme la mort, ça frappe tout le monde.

C'est à la suite de demandes d'écoles de conduite automobile sérieuses que cette disposition législative visant à réduire la limite d'âge des conducteurs est proposée. Nous suivons leurs recommandations. All-Canada et Prudentia nous ont demandé des précisions théoriques et pratiques. C'est une expérience que le gouvernement tente. Plusieurs écoles de conduite ont demandé au gouvernement de faire une exception pour ces adolescents.

M. Gosselin (Compton): Pourquoi pas un permis spécial distinct pour les fils de cultivateurs et les jeunes ruraux qui conduisent un tracteur; un permis qui pourrait être accordé à l'âge de 12 ou 13 ans, mais sans rien changer à la loi générale?

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu): Je prends note de la suggestion, mais je ne peux faire le changement au cours de la présente session. J'en parlerai à mes collègues.

M. Cloutier (Québec-Centre): La loi du ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Cournoyer) est incomplète. Il se trouve que des personnes qui suivent des cours de conduite et obtiennent leur permis de conduire à bord de véhicules à transmission automatique sont

totalelement déséquipées quand elles s'installent à bord de voitures à transmission manuelle. Les gens qui passent leurs examens de conduite sur des voitures à double volant et automatiques sont mêlés lorsqu'ils prennent le volant d'une voiture ordinaire. Malgré leur permis de conduire, les personnes sont toutes mal préparées et causent parfois des accidents. À mon avis, on devrait pouvoir conduire les deux sortes de voitures, avant d'obtenir son permis de conduire et utiliser les deux genres de voitures pour les examens, dans chaque cas.

M. Bellemare (Champlain): Cet article va un peu loin, parce que des étudiants de 17 ans gagnent de l'argent en conduisant des camions de livraison.

Il suggère de permettre à des jeunes de 16 ans¹⁹ de conduire des véhicules de livraison.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) et l'honorable M. Cournoyer (Richelieu) refusent.

M. Tremblay (Maisonnette) dort à son siège²⁰.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il y a eu trop d'exemples de jeunes qui ont été causes d'accidents pour rien changer à la loi à ce sujet... (D'une voix forte) Mais, M. le président, je ne crois pas que l'article s'applique un jour dans le comté de Maisonnette!

M. Tremblay (Maisonnette) n'ayant rien entendu ne bouge pas.
(Rires)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): (D'une voix encore plus forte) Non, M. le président, je ne crois pas que l'article à l'étude s'applique dans le comté de Maisonnette!
(Rires)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Dans le comté de Maisonnette²¹!
(Rires aux éclats)

M. Tremblay (Maisonnette) s'éveille, regarde le premier ministre, passe son mouchoir sur sa figure ruisselante et se dirige vers la porte de sortie.
(Les députés s'amuseant fermement)²²

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je ne démordrai pas, parce qu'il y a trop d'accidents

causés par les jeunes. Il cite un cas où il y a eu sept accidents causés par sept mineurs.

M. Bellemare (Champlain): On ne donnera plus à des moins de 21 ans de permis pour conduire une voiture de livraison. Mais on n'a pas d'objection à ce qu'un jeune, âgé de moins de 21 ans, ne puisse avoir de permis de conduire un autobus.

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu): C'est pour répondre au désir de l'Association des camionneurs. Aucun permis ne pourra être obtenu par un jeune de moins de 21 ans en ce qui concerne la conduite des autobus et des camions.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"5. Les articles 15 et 16 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

"15. 1. Il est défendu de conduire un véhicule automobile sur un chemin public, à moins d'être âgé d'au moins dix-sept ans et d'avoir un permis de conducteur ou de chauffeur.

"2. Une personne, ayant atteint l'âge de dix-sept ans, peut cependant conduire une automobile durant une période de temps n'excédant pas deux mois, pourvu qu'un permis à cet effet lui soit octroyé par le Bureau, sur paiement d'un honoraire établi par le ministre, et qu'en conduisant, elle soit accompagnée d'une personne ayant un permis de conducteur ou de chauffeur.

"3. Une personne ayant atteint l'âge de seize ans, inscrite à un cours de conduite automobile approuvé par le directeur, peut cependant conduire une automobile à double commande, pourvu qu'un permis à cet effet lui soit octroyé par le Bureau, sur paiement d'un honoraire établi par le ministre, et qu'en conduisant, elle soit accompagnée d'un instructeur diplômé.

"4. Lorsqu'une personne a suivi avec succès un cours approuvé par le directeur comportant au moins vingt-cinq leçons théoriques d'une heure et six leçons pratiques d'égale durée, un permis de conducteur peut lui être accordé, quoiqu'elle n'ait pas atteint l'âge de dix-sept ans.

"5. Un permis ne peut être délivré en vertu du présent article à une personne n'ayant pas atteint l'âge de vingt et un ans, à moins que le consentement écrit de son père, de sa mère ou de son tuteur, selon le cas, ne soit déposé au Bureau.

"6. La personne qui conduit une automobile en sa qualité de chauffeur du propriétaire doit avoir un permis de chauffeur.

"16. Il est défendu de conduire un autobus ou un véhicule de livraison sur un chemin public à moins d'être âgé d'au moins vingt et un ans et d'avoir un permis de chauffeur."

L'amendement est adopté.

L'article 5, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 6 à 10 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 11, qui se lit comme suit:

"11. L'article 45 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"45. Toute personne qui n'est pas en état d'ébriété doit être admise s'il y a un siège disponible."

M. Johnson (Bagot): Il y a une anomalie dans la loi à ce sujet. Ainsi, on limite le nombre des clients dans une taverne, dans un bar, etc., mais, dans le cas des autobus, il n'y a pas de limite quant au nombre de passagers qu'on peut transporter. Les membres de l'opposition auraient désiré qu'on fixe une limite raisonnable au nombre de passagers dans un autobus.

Il suggère qu'on modifie la loi pour limiter le nombre des occupants des voitures publiques, et demande que les compagnies d'autobus mettent suffisamment de véhicules à la disposition du public.

L'article 11 est adopté.

Les articles 12 à 15 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 16, qui se lit comme suit:

"16. L'article 57 de ladite loi, abrogé par l'article 7 de la loi 14-15 George VI, chapitre 33, est remplacé par le suivant:

"57. 1. Aucune poursuite pénale n'est intentée en vertu de la présente loi sans qu'une personne autorisée à l'intenter ait adressé par la poste à l'inculpé un avis préalable décrivant l'infraction, spécifiant l'amende minimum et indiquant l'endroit où elle peut être payée avec, en outre, un dollar pour les frais, dans les dix jours suivants.

"2. Le paiement du montant requis dans le délai fixé par l'avis empêche la poursuite pénale.

"3. Ce paiement ne peut cependant être invoqué comme admission de responsabilité civile.

"4. Après ce paiement, l'inculpé doit être considéré comme ayant été trouvé coupable de l'infraction. Cependant, si celle-ci entraîne la

suspension ou révocation d'un permis ou d'un certificat d'enregistrement, l'inculpé peut, s'il n'en a pas été prévenu dans l'avis, renoncer à l'immunité de poursuite découlant du paiement et annuler ainsi son admission de culpabilité.

"5. La personne qui reçoit un paiement en vertu du présent article est tenue de se conformer à l'article 76.

"6. L'omission de donner l'avis requis par le présent article ne peut être invoquée à l'encontre d'une poursuite pour infraction, et il n'est pas nécessaire d'alléguer qu'il a été donné, ni d'en faire la preuve. Mais, si l'inculpé, lors de sa comparution, admet sa culpabilité et prouve ensuite que cet avis ne lui a pas été donné, il ne peut être condamné à payer un montant plus élevé que celui qu'il aurait été appelé à payer en vertu de l'avis.

"7. Le présent article ne s'applique pas:

"a) à une infraction autre que la première;

"b) lorsque l'inculpé a été arrêté ou ne réside pas dans la province;

"c) lorsque l'avis sommaire a été donné suivant l'article 58."

M. Johnson (Bagot) demande au ministre des Transports et des Communications la collaboration de la police. Qu'on engage des policiers qui ont du jugement, dit-il, et qui n'iront pas arrêter des automobilistes, en particulier, dans les cas de zone scolaire à 2 heures du matin et durant les vacances. Il faut assurer la sécurité, mais pas au détriment des contribuables. La loi est faite pour protéger, mais non pour punir. Il faut user de son jugement et les policiers devraient savoir s'en servir dans certaines circonstances.

L'article 16 est adopté.

Les articles 17 à 21 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 27 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu) propose que le bill 27 soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Hôpital Saint-Luc

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 accordant une subvention spéciale à l'hôpital Saint-Luc soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 51 accordant une subvention spéciale à l'hôpital Saint-Luc.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Blank (Montréal-Saint-Louis)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'une subvention de huit millions de dollars soit accordée à l'hôpital Saint-Luc.

Il expose la situation financière de l'hôpital Saint-Luc et décrit le programme de reconstruction et d'agrandissement. Les travaux, dit-il, se font en deux phases. Premièrement, il y a quelques années, on a terminé l'école des infirmières avec locaux d'habitation, chaufferie, buanderie, pour \$6,620,000, somme provenant principalement de subventions provinciales et fédérales. Deuxièmement, construction de l'aile nord, pour 449 lits, et rénovation de l'aile sud. En voici le coût: (Voir le tableau à la page suivante)

Aile nord.....	\$ 7,627,390.00	
Aile centre-sud, modifications et agrandissements.....	\$ 2,747,375.00	
Aile centre-sud, réparations et transformations.....	\$ 1,500,000.00	
Aile centre-sud, travaux de maçonnerie.....	\$ 60,000.00	
Système d'alarme- incendie	\$ 37,226.16	
<i>Total</i>	\$11,971,991.16	
<i>Moins: Certificats payés</i>	\$ 3,572,083.20	
<i>Reste</i>	\$8,399,907.96	
Honoraires professionnels <i>Moins: acomptes payés</i>	\$ 583,555.54	
Terrains de stationnement.....	\$ 94,860.00	
Comptes à payer:.....	\$ 100,000.00	
Soutiré de Banque 30-4-62	\$ 98,144.31	
Somme empruntée du fonds général de l'hôpital	\$ 128,561.12	\$ 326,705.43
Montant requis pour terminer la construction.....	\$9,405,028.93	
De ce montant, il faut déduire les subventions déjà promises comme suit:		
Gouvernement fédéral..	\$ 1,142,253.00	
Gouvernement provincial.....	\$ 1,142,580.00	
<i>Total</i>	\$ 2,285,833.00	
<i>Moins:</i>		
Versement payé par la province.....	\$ 381,194.00	\$1,904,639.00
<i>Total des sommes requises pour terminer la construction, phase B</i>	\$7,500,389.93	

Il faut ajouter à ce montant les intérêts pour une émission de \$5,000,000 d'obligations en circulation. Ça prendra donc \$8,000,000 en tout pour que l'hôpital se tire d'affaire et je propose d'accorder une subvention de \$8,000,000. Il faut une loi spéciale

pour autoriser le gouvernement à puiser à même le fonds consolidé pour l'aide à l'hôpital.

Le budget de la santé ne permettant pas de payer cette somme en bloc, nous avons pensé répartir les versements sur une période de 12 ou 15 ans. En 12 ans, avec des versements trimestriels ou semestriels, cela coûterait \$900,000. Le taux de l'intérêt irait croissant selon l'échéance du remboursement: de cinq à 10 ans, 4.75 %; de 10 à 15 ans, 5.25 %.

La solution proposée dans le bill est la meilleure qui soit pour venir en aide financièrement à l'hôpital Saint-Luc; elle donnera la possibilité de terminer les travaux. Lorsque la subvention aura été accordée, l'hôpital Saint-Luc lancera une souscription publique.

L'hôpital Saint-Luc rend de grands services à la population de Montréal et cette institution est absolument nécessaire à la population.

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): L'hôpital Saint-Luc, répète-t-il, rend de grands services à la population de Montréal et cette institution est absolument nécessaire à la population. Contrairement à ce que beaucoup de gens pensent, l'institution n'appartient pas à la municipalité de Montréal. Elle est dirigée par un conseil d'administration composé de citoyens éminents de la métropole et d'un ou deux délégués de la cité. Cette opinion s'est probablement répandue parce qu'il y a eu un contrat par lequel Montréal a loué à l'année 75 lits dans l'établissement pour l'hospitalisation des accidentés, des indigents et des patients pauvres.

L'hôpital Saint-Luc a pu s'administrer sans souscription publique; c'est un des rares établissements hospitaliers dont les exercices financiers ne se terminent pas par des déficits. Dans ces circonstances, l'aide du gouvernement s'impose, et je suis heureux de l'initiative que la province prend actuellement. Les travaux d'agrandissement répondent sûrement aux besoins de la population de Montréal. Je voterai pour cette loi avec plaisir.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 2. Que cette subvention soit payée par l'acquittement à chaque échéance, à même le fonds consolidé du revenu, de l'intérêt et de l'amortissement ou des versements de principal d'un emprunt de huit millions de dollars que l'hôpital Saint-Luc contractera avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse, aux conditions qu'il fixe, garantir le paiement en principal et intérêts de l'emprunt visé à la résolution précédente, et que tout montant dû en vertu de cette garantie soit payable sur le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

4. Que la loi qui est basée sur les présentes résolutions entre en vigueur le jour de sa sanction.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Évaluation scolaire

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 17 concernant l'évaluation pour fins scolaires.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 373 de la loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59), remplacé par l'article 30 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 9, est modifié:

"a) en remplaçant, dans les seizième, dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième et vingtième lignes, les mots "augmenter le ou les rôles où l'évaluation est inférieure au niveau de celui de la municipalité où l'évaluation est le plus élevée, de façon à rétablir sur une base égale" par les mots "modifier ces différents rôles de façon à rétablir sur la base de la valeur réelle";

"b) en retranchant les deux derniers alinéas."

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Cette loi force les municipalités scolaires à baser leur rôle de perception sur un rôle d'évaluation établi à la valeur réelle des propriétés. Lorsque les commissions scolaires régionales auront été formées, elles auront également le devoir d'établir la valeur réelle des propriétés. On aura de cette façon des rôles d'évaluation tous au même niveau.

M. Johnson (Bagot): L'article 1 a une portée plus considérable que le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) ne le pense. La clause aura pour effet de faire faire des dépenses considérables aux commissions scolaires. Elles seront obligées de recourir à l'évaluation technique. Le même article fournira aussi tous les éléments nécessaires à une contestation du rôle. Ce sera une source réelle de prétextes insoupçonnés de chicane, et cela multipliera les possibilités de procès.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): La première idée est généralement la meilleure. Je m'en tiendrai donc à l'article 1, tel qu'il apparaît dans le bill réimprimé, exigeant que l'ajustement se fasse en se basant sur la valeur réelle. En réalité, le projet de loi ne change rien en pratique. Le Code municipal et la loi des cités et villes exigent déjà que l'évaluation soit faite à la valeur réelle. Nous ne faisons qu'inscrire cette exigence dans le code scolaire pour qu'il n'y ait plus aucun doute.

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Cette disposition législative fera dire à l'article 373 de la loi de l'instruction publique que la commission scolaire a juridiction sur un territoire plus qu'une municipalité. La loi actuelle prévoit que, s'il y a inégalité et différence de 5 % ou 10 %, les rôles doivent être ramenés au niveau du plus élevé. La nouvelle loi forcera les commissions scolaires à faire une nouvelle évaluation, alors qu'il ne leur appartient pas de s'immiscer dans ce domaine. On va mêler les cartes, et on va fournir aux contribuables une preuve évidente qu'il y a matière à contestation d'un rôle.

La loi existante est suffisante. Il n'appartient pas aux commissions scolaires de s'immiscer dans les rôles des municipalités qui furent de tout temps la responsabilité des corporations municipales. Il faut garder le *statu quo*.

M. Johnson (Bagot): Le ministre des Affaires culturelles (l'honorable M. Lapalme) et le gouvernement provincial accorderont-ils une subvention au nouveau centre d'arts "Le vieux moulin" à Émileville, près de

Saint-Pie de Bagot? Ce nouveau centre culturel, dans Bagot va contribuer largement à diffuser l'amour des beaux-arts et même à diriger des talents, car des cours spécialisés y seront donnés durant la saison estivale²³.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) ne répond pas à cette question.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 7 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 8, qui se lit comme suit:

"8. Les articles 5 et 7 de ladite loi, remplacés par l'article 7 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 129, et l'article 6 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

"5. Tout contribuable peut, dans les trente jours à compter du dépôt suivant l'article 4 d'un rôle d'évaluation nouveau ou modifié, interjeter appel à la Cour de magistrat.

"6. Cet appel est régi par les dispositions des articles 508 à 518a de la loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59).

"7. La Cour de magistrat peut réunir plusieurs appels aux conditions estimées justes."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"8. Les articles 5 et 7a de ladite loi, remplacés par l'article 7 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 129, et l'article 6 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

"5. Aussitôt après le dépôt de la résolution mentionnée à l'article 4 de la présente loi, le Bureau métropolitain en donne un avis public dans deux journaux, l'un de langue anglaise et l'autre, de langue française, mis généralement en circulation dans le district de Montréal, et tout contribuable touché par ces modifications au rôle peut, durant les trente jours qui suivent lesdits avis publics, interjeter appel à la Cour de magistrat.

"6. Cet appel est régi par les dispositions des articles 508 à 518a de la loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59).

"7. La Cour de magistrat peut réunir plusieurs appels aux conditions estimées justes."

L'amendement est adopté.

L'article 8, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 9 à 14 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 15, qui se lit comme suit:

"15. L'article 13 de ladite loi est modifié en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

"À défaut d'entente entre les deux autorités le surintendant de l'Instruction publique est appelé à rendre une décision qui est susceptible d'appel comme la leur."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"15. L'article 13 de ladite loi est modifié:

"a) en insérant dans la neuvième ligne du premier alinéa, après le mot "amendement", les mots "actuels et à venir";

"b) en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

"À défaut d'entente entre les deux autorités le surintendant de l'Instruction publique est appelé à rendre une décision qui est susceptible d'appel comme la leur."

L'amendement est adopté.

L'article 15, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 16 à 18 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 17 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division²⁴.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Bellemare (Champlain): À la suite de l'arrêté ministériel no 2475, daté du 27 décembre 1961, le gouvernement du Québec a vendu aux frères Matteau 61 lots représentant une superficie de 100 arpents situés au centre de la municipalité du Cap-de-la-Madeleine. Le prix de vente fut de \$15,000. Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault) a été autorisé à faire cette transaction malgré les protestations du conseil municipal du Cap-de-la-Madeleine. On a ainsi dépouillé la municipalité de terrains importants, nécessaires à l'industrie, et où les services d'égout et autres sont déjà rendus.

Les nouveaux propriétaires pourront réaliser entre \$6,000 et \$7,000 de profit par lot, soit de \$300,000 à \$400,000 au total. Je proteste avec véhémence. Je dénonce cette vente faite au détriment de Cap-de-la-Madeleine. C'est un scandale. La municipalité et l'ancien gouvernement de l'Union nationale ont réservé un terrain à des fins industrielles.

L'Union nationale n'a jamais voulu vendre ce terrain qui était réservé à l'industrie et qui aurait dû servir à l'industrialisation du Cap-de-la-Madeleine. Et ce qui est pire, c'est que le gouvernement a vendu sans soumission. Il aurait pu obtenir \$75,000²⁵ pour ces terrains, au lieu de \$15,000. Je réclame au moins une enquête discrète²⁶.

Il propose, appuyé par le député de Maisonneuve (M. Tremblay), que la motion en discussion soit amendée en en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"L'Assemblée législative, tout en étant prête à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, demande au gouvernement de bien vouloir rescinder l'arrêté en conseil no 2475, du 27 décembre 1961, pour que des soumissions publiques soient demandées, afin de protéger l'intérêt public en général, et particulièrement de rendre justice à la population du Cap-de-la-Madeleine."

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette motion, alléguant qu'elle entraîne, directement ou indirectement, l'allocation de deniers de la couronne et qu'elle est ainsi irrégulière, à moins d'être au préalable recommandée par le lieutenant-gouverneur.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): L'amendement est irrégulier; il change l'affectation de deniers.

Décisions de l'Orateur:

Motion à incidence financière

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que les dispositions de la motion, si elles se retrouvaient dans un bill, devraient être entre doubles crochets, c'est-à-dire qu'elles devraient constituer le texte d'une résolution préalablement approuvée par le lieutenant-gouverneur. Il déclare donc la motion irrégulière et hors d'ordre comme contraire aux dispositions de l'article 155 du Règlement.

M. Johnson (Bagot) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arsenault, Bédard, Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Castonguay, Cliche, Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Coumoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Mme Kirkland-Casgrain, MM. Lalonde, Lambert, Lapalme, Laporte, Laroche, Lechasseur, Lesage, Lizotte, Maheux, Morissette, Ouimet, Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Vaillancourt, 35.

Contre: MM. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Dozois, Élie, Gabias, Johnson, Maltais, Raymond, Roy (Nicolet), Russell, Tremblay, 12.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École forestière, Duchesnay (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues, y compris bourses d'études (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction de chemins d'accès et d'exploitation forestière (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat de concessions forestières et d'autres propriétés et aménagement de terrains et construction de divers bâtiments (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi, à deux heures et demie de l'après-midi²⁷.

M. Johnson (Bagot): Est-ce qu'on ne pourrait pas siéger ce soir et demain, pour empêcher les députés ministériels de s'occuper des élections? Paraît que ça chauffe.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):
C'est chaud, je l'avoue.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée vers 5 h 30²⁸.

NOTES

1. Dans "New Bill to Speed Vote Contestations" dans *The Gazette* du 16 juin 1962, à la page 44, l'article rapporte la présentation du projet de loi en première lecture, mais le journaliste souligne aussi que ce projet de loi trouve de sérieuses motivations dans les délais indus des procédures de contestation, qui sont devenus en quelque sorte des tactiques électorales notoires.

2. Pierre-Joseph-Olivier Chauveau (1820-1890), homme politique, avocat et écrivain, occupa le poste de surintendant du bureau de l'Éducation de 1855 à 1867 et fut ministre de l'Instruction publique de 1868 à 1873, en plus d'être premier ministre de la province de 1867 à 1873.

3. M. Gabias fait ici une suggestion en référence à l'article 12 du projet de loi. Comme tous les articles ont été adoptés lors de la séance du 13 juin et que M. Lesage a alors consenti à un amendement, lequel est en discussion dans la présente séance, il est invraisemblable que le président du comité ait appelé l'article 12 pour discussion.

4. À l'index des *Journaux de l'Assemblée législative*, M. Hamel figure comme parrain du bill. Pourtant, c'est bien M. Lesage qui apparaît en tant que parrain sur la copie du projet de loi qui a été utilisée et initialement lors des trois lectures en Chambre.

5. La source, *Le Nouvelliste* du 16 juin 1962, à la page 12, ne précise pas quel député a mentionné le nom de M. Fernand Duchaine. Nous l'associons à M. Johnson, à cause de la question relative suivante qui est rapportée par *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 16 juin 1962, à la page 3.

6. La source qui rapporte cette intervention de M. Johnson, *Le Nouvelliste* du 16 juin 1962, à la

page 12, l'indique comme s'il s'agit d'un acronyme. D'après le contexte, il est fort probable que cela signifie "petit rapporteur officiel". Cependant, l'article féminin "la" placé devant l'acronyme, s'il ne s'agit pas d'une coquille, laisse aussi supposer "la professionnelle", "la prostituée".

7. Dans l'article "Nous aurons bientôt un service aérien" du *Nouvelliste* du 5 mai 1961, à la page 4, on rapporte effectivement que M. Balcer a donné des informations intéressantes au sujet de l'aéroport de Trois-Rivières, et aussi sur plusieurs autres questions, lors d'une causerie du club Rotary. L'article ne révèle cependant rien sur la construction du pont de Trois-Rivières, et encore moins sur la nature de l'aide du gouvernement fédéral.

8. Cette intervention de M. Lesage a été déduite à partir du passage suivant, peu compréhensible: "M. Lesage a ensuite affirmé qu'au moment où le leader du gouvernement au conseil était ministre fédéral des Transports, il a essayé d'approcher le gouvernement provincial pour régler la question mais sans succès." Voir *Le Nouvelliste* du 16 juin 1962, à la page 10.

9. M. Bellemare fait allusion au passé politique de M. Hamel qui fut député du Bloc populaire du comté de Saint-Maurice-Lafèche aux Communes de 1945 à 1949, avant d'être élu député libéral de Saint-Maurice à l'Assemblée législative en 1952.

10. Dans *L'Action catholique* du 16 juin 1962, à la page 16, seule source qui rapporte cette partie du discours de M. Hamel, il manque le dernier chiffre du millésime. Nous avons retenu 1956, car c'est à cette date que la première législation concernant le futur pont de Trois-Rivières voit le jour, mais il se peut fort bien que ce soit une autre date.

11. M. Bellemare fait une allusion toute politique d'une chanson de Rina Ketty qui parlait d'une rupture et qui disait en somme: "Tu peux faire une croix. J'ai fini de t'aimer. Bon voyage et ne reviens jamais."

12. M. Hamel fait référence à ses quatre élections en tant que député: une pour le Bloc populaire dans Saint-Maurice-Lafèche aux Communes en 1944, et trois pour les libéraux dans Saint-Maurice, à l'Assemblée législative, en 1952, 1956 et 1960. M. Hamel passe, bien entendu, sous silence ses échecs de 1944 et de 1949, l'un pour l'Assemblée législative, en tant que représentant du Bloc populaire

dans Saint-Maurice, et l'autre, pour les Communes en tant qu'indépendant dans Saint-Maurice-Lafèche.

13. M. Gabias en est à son premier mandat comme député de Trois-Rivières; il sera réélu en 1962 et en 1966.

14. Selon *La Presse* du 16 juin 1962, à la page 6, la discussion sur le pont de Trois-Rivières a duré deux heures. Cependant, la discussion a sûrement duré moins longtemps que ne le prétend le journal, car la Chambre a aussi disposé des affaires courantes entre 10 h 30 et midi trente.

15. *Le Montréal-Matin* du 16 juin 1962, à la page 5, signale que le député indépendant Frank Hanley n'est pas en Chambre, du moins pour le vote, et on peut présumer qu'il est absent toute la journée sans toutefois en avoir la certitude.

16. *Le Nouvelliste* du 16 juin 1962, à la page 12, précise que la Chambre a très peu discuté la disposition du texte législatif qui prévoit l'abolition de la taxe dite de millage (article 1 du bill 27).

17. *Le Nouvelliste* du 16 juin 1962, à la page 12, *Le Devoir* du même jour, à la page 3, et *La Tribune* du même jour, à la page 1, évoquent plutôt des leçons techniques.

18. Dix-sept ans, selon *L'Action catholique* du 16 juin 1962, à la page 3.

19. Dix-sept ans, selon *L'Action catholique* du 16 juin 1962, à la page 3.

20. *Le Montréal-Matin* du 16 juin 1962, à la page 7, précise que M. Tremblay se trouve bien en évidence sur les premières banquettes de l'Assemblée.

21. D'après *Le Montréal-Matin* du 16 juin 1962, à la page 7, M. Lesage fait appel au député de Maisonneuve et non au comté.

22. *La Presse* du 16 juin 1962, à la page 8, rapporte les explications de M. Tremblay données en dehors de la Chambre: "Les discours étaient si ennuyeux et inutiles, et on perdait tant de temps à changer des points, des points-virgules et des virgules, que j'ai été chloroformé." Par ailleurs, plusieurs sources, à l'instar de *L'Action catholique* du 16 juin 1962, à la page 11, signalent que les députés sont accablés par la chaleur, et *Le Soleil* du même jour, à la page 16,

précise qu'il fait 82 degrés Fahrenheit au thermomètre officiel (27.8 degrés Celsius).

23. La source, *La Tribune* du 16 juin 1962, à la page 2, indique seulement que M. Johnson profite d'un débat en Chambre pour poser sa question. Faute d'autres indices, il se peut fort bien que cette intervention ait eu lieu au cours d'une autre séance.

24. D'après *Le Soleil* du 16 juin 1962, à la page 3, les bills 27, 51 et 17 ont été adoptés en une heure.

25. *The Montreal Daily Star* du 16 juin 1962, à la page 43, fait vraisemblablement erreur lorsqu'il rapporte que M. Bellemare affirme que les terrains auraient pu se vendre \$300,000.

26. Ici, M. Bellemare fait référence à une remarque de M. Bertrand, et reprise par M. Lesage, lors de la séance du 12 juin. Par "enquête discrète", on fait allusion à l'enquête menée par le gouvernement dans l'affaire Scalabrini, à la suite des déclarations de M. Gosselin lors des séances du 30 et du 31 mai 1962, ainsi que du 1^{er} et du 4 juin 1962.

27. *La Presse* du 16 juin 1962, à la page 13, précise que l'Assemblée législative aurait normalement dû siéger lundi, qu'elle ne le fera pas, à cause des élections générales fédérales, et que seuls les ministres seront à Québec, lundi, pour une réunion du cabinet provincial.

28. *L'Action catholique* du 16 juin 1962, à la page 11, signale que les députés ont effectué leur travail en moins de cinq heures d'ouvrage.

Séance du mardi 19 juin 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du lieutenant-gouverneur:

**Budget supplémentaire
1962-1963**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Paul Comtois, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1963, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 19 juin 1963
(Document de la session no 1-A)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

Adopté.

Dépôt de documents:

**Lot dans le canton
de Rouyn**

M. Turpin (Rouyn-Noranda) dépose sur le bureau de la Chambre un certificat de recherche, en date du 12 juin 1962, no 621 affectant le lot 472 du bloc 41, canton de Rouyn, depuis le 1^{er} août 1961, date de l'ouverture de ce bureau. (Document de la session no 172)

Questions de privilège:

**Député de Témiscamingue,
M. Turpin**

M. Turpin (Rouyn-Noranda) se lève sur une question de privilège. Lundi dernier, durant l'étude des estimés budgétaires du ministère des Travaux publics, à l'item des locations d'édifices publics par le gouvernement, le chef de l'opposition (M. Johnson) et le député de Maskinongé (M. Caron) ont tenté d'insinuer que j'étais propriétaire d'un édifice qui a été loué à Rouyn par le gouvernement de la province, édifice situé sur le lot 472, bloc 41 à Rouyn. On a alors conseillé au ministre de s'assurer si les personnes qui ont signé le bail étaient bien les propriétaires de l'édifice loué, car, selon eux et d'après la preuve qu'ils ont en main, cet édifice appartiendrait au député libéral de Rouyn-Noranda.

Or, la supposée preuve consiste dans le certificat de recherche déposé en Chambre par le député de Maskinongé, daté du 27 avril 1962. Or, la vente de l'immeuble a été faite le 8 novembre 1961, et le contrat a été enregistré à Rouyn, qui a été détaché du bureau d'enregistrement de Ville-Marie. Ce certificat incomplet a été levé à la demande expresse de Me Normand Grimard, avocat de Rouyn et adversaire politique, qui savait très bien que, depuis juillet 1961, un bureau d'enregistrement avait été organisé à Rouyn.

Par conséquent, toute transaction ultérieure à cette date doit être enregistrée à Rouyn. Me Grimard était certainement mal intentionné en ne s'adressant pas également au deuxième bureau pour avoir tous les détails sur les titres de la propriété en question et lorsqu'il a fourni une telle information, qui s'avère incomplète et qui a induit la Chambre et la population en erreur, puisque cette nouvelle a paru dans différents journaux de la province.

Avant de déposer un document de nature à salir une réputation, on devrait avoir la décence de s'assurer de qui proviennent les informations ainsi que de vérifier qu'elles sont complètes.

Le chef de l'opposition, en appuyant le député de Maskinongé, aurait dû savoir que ce bureau d'enregistrement a été divisé en deux. Le chef de l'opposition a nié qu'il savait que la division a été faite, et il a exprimé son étonnement que deux registrateurs puissent ainsi émettre des certificats de recherche concernant la même propriété.

Il (M. Turpin) trouve indigne la conduite du chef de l'opposition en cette affaire et celle du député de Maskinongé qui ont insisté pour déposer le document, après avoir appris par la bouche de l'honorable ministre de l'Agriculture et de la Colonisation (l'honorable M. Courcy) que ce document était incomplet.

M. l'Orateur demande au député de Rouyn-Noranda de se contenter de déposer le document.

M. Johnson (Bagot): Je ne savais pas que le bureau d'enregistrement de Ville-Marie avait été divisé, et le député de Maskinongé, qui n'était pas présent en Chambre à ce moment, ne le savait probablement pas lui non plus. Comment se fait-il qu'un registrateur nommé par le gouvernement actuel puisse émettre un certificat, puisse signer et apposer des timbres sur un document qui ne donne pas la vérité? Par ailleurs, comment se fait-il que deux registrateurs puissent émettre des certificats concernant la même propriété?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Un registrateur n'a que le droit de donner des certificats

de recherche sur les propriétés comprises dans le secteur confié à sa charge. Le bureau de Ville-Marie n'émet des certificats que pour la période allant jusqu'au moment du transfert du bureau à Rouyn. C'est pourquoi le document du registrateur de Ville-Marie ne pouvait comporter la transaction en date du 8 novembre 1961 et prenant effet le 27 octobre 1961.

Questions et réponses écrites:

Crédit agricole

M. Riendeau (Napierville-Laprairie): Quel est le nombre d'emprunteurs de l'Office du crédit agricole qui ont obtenu:

- a) un prêt additionnel;
- b) un prêt dit de conversion?
- c) Quel est le montant total dans les deux cas?
- d) Pour chaque année suivante: 1958, 1959, 1960, 1961?

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): (Voir le tableau ci-dessous)

<i>Année</i>	<i>Prêts additionnels</i>		<i>Prêts de conversion</i>	
	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>
1958.....	392	\$ 915,450	525	\$ 2,361,000
1959.....	526	1,254,850	618	2,891,750
1960.....	640	1,768,050	655	3,278,750
1961.....	383	1,115,700	1,670	12,729,600

Demande et dépôt de documents:

Fonctionnaires de la Régie des alcools

M. Gabias (Trois-Rivières) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une liste de tous les fonctionnaires et employés de la Régie des alcools du Québec, cette liste devant mentionner les nom, prénoms, adresse, fonction et traitement de chacun de ces fonctionnaires et employés.

Adopté.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 173)

Rémunération à la Régie des alcools

M. Gabias (Trois-Rivières) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une liste comprenant les noms, fonction et traitement, rémunération ou commission de tous les employés nommés par la Régie des alcools du Québec, depuis le 13 avril 1961 au 1^{er} mai 1962, sous l'autorité de l'article 8 (paragraphe 2) de la loi de la Régie des alcools du Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 255, tel qu'édicte par 9-10 Elizabeth II, chapitre 86).

Adopté.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 174)

Chefs de district de la Colonisation

M. Larouche (Témiscamingue) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie des règlements, lettres circulaires et lettres explicatives d'instructions transmises aux chefs de district de la Colonisation, relativement à la loi du rachat des terres:

- a) du 1^{er} avril 1960 au 31 mars 1961;
- b) du 1^{er} avril 1961 au 31 mars 1962 et la liste des terres achetées avec, en regard, le nom du vendeur, le numéro de lot et le prix payé, durant les années ci-haut mentionnées.

Adopté.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 175)

La Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à deux heures et demie de l'après-midi.

Il demande l'ajournement de la séance de l'Assemblée législative, afin de terminer l'étude du bill 44 au comité permanent des bills publics en général.

M. Bertrand (Missisquoi): C'est mieux que le bill de Montréal.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée.

Séance du mercredi 20 juin 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde¹

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Motions des députés:

**Anniversaires des députés
de Montcalm, M. Tellier
et de Missisquoi, M. Bertrand**

M. Johnson (Bagot) présente ses vœux au député de Montcalm (M. Tellier) et au député de Missisquoi (M. Bertrand).

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) loue la présence assidue des députés de Montcalm (M. Tellier) et de Missisquoi (M. Bertrand) aux travaux des comités de la Chambre. C'est là, dit-il, que j'ai pu me rendre compte de la valeur de ces deux adversaires politiques et de leur désir de servir leur province.

M. Tellier (Montcalm)² remercie le chef de l'opposition et le premier ministre de n'avoir pas poussé l'indiscrétion jusqu'à dévoiler son âge. J'en suis à ma 23^e session à l'Assemblée législative de Québec, mais je dois souligner que c'est la première fois que la session est assez longue pour que je puisse y célébrer mon anniversaire de naissance. J'ai été victorieux dans six élections, dit-il.

M. Johnson (Bagot): Avec une brève interruption.

M. Bertrand (Missisquoi): Je remercie mes confrères pour leurs vœux très libéraux, mais je juge très conservateur qu'on ait heureusement ignoré mes défauts. J'ai l'impression que je n'ai pas vieilli depuis que j'ai atteint l'âge de raison.

Questions et réponses orales:

Bill de Montréal³

M. Johnson (Bagot): Lors de l'étude du bill de Montréal au comité des bills privés, il avait été

décidé qu'une enquête serait faite au sujet de la situation du taxi à Montréal. Or, nous apprenons que la cité de Montréal s'approprierait à passer des règlements sans attendre cette enquête. J'ai reçu, tout comme le premier ministre, un télégramme de protestations de l'Association des propriétaires de taxi de Montréal, à la suite du projet de réglementation du taxi par l'administration de Montréal.

Est-ce qu'il n'y a pas là un conflit de juridictions, vu que, d'une part, les administrateurs municipaux de la métropole veulent rédiger un règlement et que, d'autre part, la Régie des transports s'est vu confier le soin de faire une enquête sur le problème des taxis dans la région montréalaise? Est-ce que le premier ministre pourrait nous éclairer là-dessus?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'ai bien reçu le télégramme dont parle le chef de l'opposition, mais je viens tout juste de le lire, et il me serait difficile de me prononcer immédiatement sur le problème. Toutefois, comme je dois être à Montréal ce soir, pour assister à un dîner, je verrai sur place ce que j'ai à faire. Je l'étudierai en avion.

M. Johnson (Bagot): Allez-vous à Montréal pour recevoir un autre doctorat?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Non, mais pour un discours de clôture à prononcer à l'occasion d'un banquet.

M. Caron (Maskinongé): S'agit-il d'un dîner du Crédit social?

M. Bertrand (Missisquoi): Un banquet du Crédit social sans doute?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Non, il s'agit d'une association de commissaires d'assurance américains qui y sont actuellement en congrès. Lorsque j'ai pris cet engagement, il y a six mois, j'étais loin de me douter que nous serions encore en session aujourd'hui.

Grève des camionneurs

M. Bellemare (Champlain) demande au ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) de fournir les nouvelles les plus récentes au sujet de la grève des camionneurs de Montréal.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):

Depuis les pourparlers de Toronto, je n'ai pas entendu parler de la grève des camionneurs de Montréal.

Rapports des comités permanents:**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité recommande que le bill 44 des hôpitaux soit imprimé de nouveau et qu'il soit référé à votre honorable Chambre pour considération.

Le rapport est adopté.

M. Binette (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-troisième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 194 concernant la cité d'Outremont.

Projets de loi:**Outremont**

M. Boulais (Rouville) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 194 concernant la cité d'Outremont.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 194 sans l'amender.

M. Boulais (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ingénieurs

L'honorable M. Jourdain (Gaspé-Nord) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 98 concernant les ingénieurs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Demandes de documents:**Employés du ministère
des Affaires fédérales-provinciales**

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion de député de Québec-Est (M. Maltais):

Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une liste donnant les nom, prénoms, adresse, fonction et traitement de tous les fonctionnaires et employés du ministère des Affaires fédérales-provinciales.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il n'y a actuellement aucun fonctionnaire ou employé qui soit payé par le ministère des Affaires fédérales-provinciales, le travail étant exécuté par le premier ministre et les membres du personnel de son bureau.

Projets de loi:**Hammermill Paper Co.**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 45 autorisant l'achat de propriétés de Hammermill Paper Company.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Arsenault (Matapédia) propose: Attendu que Hammermill Paper Company, une compagnie ayant son siège social à Erie, dans l'État de Pennsylvanie, possède en pleine propriété, dans le comté de Matane, un territoire forestier, d'une superficie d'environ 195 milles carrés, des écluses, bâtiments et autres immeubles, un quai en eau profonde, une ligne de téléphone, des droits riverains et droits de passage ainsi que de l'outillage et d'autres biens meubles utiles à l'exploitation de son territoire forestier;

Attendu que cette compagnie a toujours exporté hors de la province de Québec, à l'état brut, la quasi-totalité de sa production forestière;

Attendu que l'économie d'une partie des comtés de Matane et Gaspé-Nord est gravement compromise, du fait que le territoire forestier de cette compagnie n'alimente pas d'industries locales;

Attendu qu'il importe de prendre les mesures nécessaires pour remédier à cette situation;

Attendu qu'une évaluation faite par expert a fixé à deux millions deux cent cinquante mille dollars la valeur du territoire forestier et des autres biens dont il s'agit et qu'il est dans l'intérêt public d'en faire l'acquisition à ce prix que la compagnie est disposée à accepter;

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse autoriser le ministre des Terres et Forêts à acquérir au nom de Sa Majesté de Hammermill Paper Company pour le prix de deux millions deux cent cinquante mille dollars:

a) un terrain d'une superficie d'environ 195 milles carrés comprenant le canton Leclerc et partie des cantons Boutet, Joffre et Dunière borné à l'ouest et au nord-ouest par la forêt domaniale, autrefois concession forestière de Price Brothers & Company Limited, au nord-est par la concession forestière de James Richardson Company Limited, et une propriété de Cyprien Bélanger, au sud, par la propriété de Madawaska Corporation Limited;

b) tous les actifs de Hammermill Paper Company, dans le comté de Matane, comprenant les biens meubles et immeubles et les droits corporels et incorporels, sauf les exceptions ci-après.

Ne seront pas compris dans l'acquisition, les créances de la compagnie, ses comptes en banque, son argent, ses registres et ses livres de comptes, un chalet de pêche avec ses dépendances et les biens meubles qui s'y trouvent, près de la décharge du lac Matane, sur des terres louées à la couronne par bail pour fins de pêche, les droits découlant de ce bail et la propriété occupée par le gérant de la compagnie, étant les lots 191-214 et 191-215 du cadastre de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane.

Adopté.

2. Que le prix de deux millions deux cent cinquante mille dollars soit payable à même le fonds consolidé du revenu comme suit:

Deux cent mille dollars comptant lors de la signature de l'acte, au plus tard le 1^{er} août 1962;

Le solde avec intérêt au taux de 5 % l'an à compter de ladite date en huit versements annuels

égaux, à compter du 1^{er} août 1963, chaque versement devant comprendre l'intérêt sur le solde dû.

Adopté.

3. Que les autres dépenses du gouvernement pour cette acquisition soient payées sur les deniers votés pour achats de concessions forestières.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 45 autorisant l'achat de propriétés de Hammermill Paper Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Il reproche au cabinet Diefenbaker d'avoir, par une politique extérieure malheureuse, fermé une partie du marché international où le Canada aurait un urgent besoin d'avoir accès à l'heure actuelle. Le résultat, c'est que, par exemple, l'excédent de production de papier journal au pays est de 2,000,000 de tonnes. Jusqu'ici, il y avait une scierie qui a fermé ses portes, parce que l'éloignement du bois la rendait non rentable. En attendant, le ministère fait travailler plusieurs centaines de personnes dans les forêts de la couronne. D'ici quelques semaines, dit-il, je pourrai donner des informations précises sur la fondation d'une fabrique de pâte et de papier à Matane.

Sous peu, l'honorable premier ministre assistera à l'inauguration d'un moulin de sciage à New Richmond, en Gaspésie, où travailleront de 250 à 300 hommes, grâce à la politique du présent gouvernement. Une autre industrie s'établit à Bonaventure. Il y en aura une autre à Sayabec. Il reste à régler le cas de Matane. Plusieurs usines ont surgi en Abitibi depuis deux ans. Une nouvelle industrie très importante sera établie à Chicoutimi à la fin de l'année courante, grâce à la politique gouvernementale de redistribution des limites forestières.

Il reste seulement le problème d'ouvrir une industrie à Matane. Le bois de la propriété de la Hammermill a été expédié aux États-Unis. On espérait qu'une usine de pâte à papier ouvrirait ses portes à Matane où une scierie a fermé, il y a quelque temps. L'entreprise est l'une des plus grandes de sa

catégorie aux États-Unis. L'aménagement du territoire boisé par la compagnie américaine est extrêmement bien fait. Tout y est disposé pour une exploitation rationnelle.

Le domaine boisé que le ministère des Terres et Forêts veut acquérir, dans la circonscription de Matane, a une superficie de 200 milles carrés²; on y a constaté la présence de 1,500,000 cordes de bois; le prix d'achat prévu est de \$2,250,000, payable par le Trésor public en huit ans⁴. Ce prix est inférieur à l'estimation de la propriété effectuée par les ingénieurs du ministère des Terres et Forêts. Ils ont procédé à l'inventaire des réserves de bois et des installations. L'estimation la moins élevée et la plus conservatrice est de \$2,433,000, ce qui est encore supérieur au prix d'achat.

M. Bertrand (Missisquoi): Le gouvernement actuel entend-il faire quelque chose d'ici un an pour empêcher la ville de Matane de devenir une ville fantôme?

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): Je pourrai répondre d'ici quelques semaines. Il y a des pourparlers avec plusieurs intéressés, dans le moment, pour l'établissement d'une importante industrie à Matane. La question qui se pose à la future usine qui s'établira à Matane est celle de savoir où elle pourra écouler ses produits. Le gouvernement fédéral conservateur n'a pas ménagé de débouchés à l'industrie canadienne sur le marché international.

Une compagnie sérieuse ne peut pas dépenser \$60,000,000 ou \$70,000,000 avant de savoir où elle trouvera un marché. Le gouvernement ne veut pas que le territoire de la Hammermill serve à la spéculation. La limite n'est pas assez grande pour alimenter une papeterie de quelque importance.

M. Bertrand (Missisquoi): Cette mesure fait suite à la loi sanctionnée le 17 mars 1960, sous le gouvernement de l'Union nationale, pour l'achat à l'amiable du domaine boisé de la Hammermill Paper Company. Le gouvernement actuel ne fait donc que donner suite à cette initiative de l'Union nationale. Cette loi avait été soumise aux Chambres pour régler le problème de la ville de Matane, affectée par la fermeture des ateliers de la société Price Bros.. Conséquemment, l'opposition ne peut être défavorable au projet.

Il pose une question.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): J'espère qu'une compagnie très sérieuse procédera

bientôt à l'exploitation des territoires boisés de la région de Matane.

M. Bertrand (Missisquoi) reproche au gouvernement de n'avoir encore rien en vue. Quelles sont les compagnies qui entretiennent des pourparlers avec le gouvernement?

L'honorable M. Arsenault (Matapédia) refuse de divulguer les noms des compagnies qui sont en pourparlers avec le gouvernement. Il n'y a pas assez de bois près de Matane pour alimenter une scierie. La future fabrique de pâte et papier de Matane devra s'approvisionner en bois non pas seulement dans les environs immédiats, mais aussi dans les circonscriptions voisines, Rimouski, Matapédia, et même dans les bassins de la Manicouagan et de la Rivière-aux-Outardes.

J'ai plusieurs offres devant moi en vue de la fondation de l'usine de Matane. Certaines émanent de sociétés italiennes et japonaises. Nous voulons établir à Matane quelque chose de stable, qui constituerait un actif pour la Gaspésie et pour la province.

M. Bertrand (Missisquoi): Pourquoi n'a-t-on pas consulté le Conseil d'orientation économique à ce sujet? Il reproche au ministre des Terres et Forêts de ne pas mettre sa confiance dans le Conseil d'orientation économique et dans les économistes du gouvernement, pour l'établissement d'une fabrique de papier à Matane, puisqu'il ne les a pas consultés avant de présenter le projet de loi concernant l'achat par la province de Hammermill Paper Company. Et pourtant, cet organisme a justement pour objet d'aider le gouvernement dans l'élaboration de plans d'aménagement économique, par l'utilisation de nos richesses naturelles.

Les forêts de Matane, cela constitue une partie de nos richesses. Il me semble, dès lors, qu'on aurait dû donner une chance aux Québécois de s'intéresser à l'établissement de la pulperie, projeté à Matane. On devait donner aux capitaux québécois l'occasion de montrer s'ils peuvent prendre part à la fondation d'une telle entreprise avec l'aide de la Société générale de financement.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia) pose une question.

M. Bertrand (Missisquoi): L'opposition favorisera toujours l'implantation d'une industrie de pulpe et papier dans cette région. En faisant ma recommandation, je ne prêche ni le socialisme, ni

l'étatisation, ni l'intégration, mais bien plutôt l'entreprise privée. Je veux seulement aider les Québécois à développer eux-mêmes leurs ressources naturelles conformément à la politique de l'Union nationale.

M. Johnson (Bagot): La Société générale de financement verra-t-elle à ce que des capitaux québécois soient investis dans l'entreprise?

L'honorable M. Arsenault (Matapédia): La question sera mise à l'étude.

M. Johnson (Bagot): Le ministre des Terres et Forêts perd une belle occasion de poser un geste qui serait réellement créateur pour les nôtres. Loin d'avoir songé à cela, le ministre veut accorder l'établissement d'une industrie à Matane à une compagnie étrangère. Pourquoi ne pas attendre que la Société générale de financement démontre si elle ne pourrait pas aider les Québécois à s'en occuper? Ce serait le temps pour elle de faire ses preuves.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): La Société générale de financement est-elle formée?⁹

Les députés de l'opposition: Non.

M. Johnson (Bagot): Je le sais bien, mais le ministre des Terres et Forêts n'y pense même pas. Je comprends que ce n'est pas facile d'en arriver immédiatement à l'émancipation économique des nôtres, mais il faudrait tout de même commencer à y songer. Tout en transigeant avec l'industrie, le gouvernement pourrait soumettre le problème au Conseil d'orientation économique, aux experts du ministère de l'Industrie et du Commerce, afin de savoir si, éventuellement, la Société générale de financement pourrait s'intéresser aux projets à l'étude et ne pourrait pas aider les nôtres à s'installer dans l'entreprise de Matane.

Il reproche au ministre de n'avoir pas encore donné suite à des promesses d'ouvrir plusieurs industries de pulpe dans le Québec. Une compagnie italienne a montré de l'intérêt pour l'exploitation des forêts de la région de Natashquan. Le ministre des Terres et Forêts tente de nous faire croire que le Marché commun en Europe est la cause des retards apportés à la réalisation de ses promesses, soit doter la Gaspésie de moulins à papier. Le ministre des Terres et Forêts a promis l'ouverture de 11 moulins⁶ à scie et de trois fabriques de pulpe en Gaspésie. Combien de ces usines ont été établies depuis deux ans?

Une voix à gauche: Une seule.

M. Johnson (Bagot): Une a ouvert ses portes, mais cinq ont fermé les leurs. Le ministre manque encore à une autre promesse libérale. Ça vous joue des tours, cette politique-là. On en a la preuve dans les élections fédérales. Le ministre est l'un des onze⁷ députés libéraux du Québec dont les comtés sont représentés aujourd'hui à Ottawa par des créditistes.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Parlez-nous donc de votre frère M. Maurice Johnson, candidat progressiste-conservateur défait dans Chambly-Rouville⁸.

M. Johnson (Bagot): Que pense le ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard) des 322,000 électeurs qui ont lâché le Parti libéral⁹?

Des députés parlent et crient.

(Bruits)

M. Bertrand (Missisquoi) pose une question.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): La valeur des bâties se trouvant sur la propriété de Hammermill Paper est de \$789,000. Le territoire de la Hammermill est sillonné par environ 100 milles de chemins forestiers à l'intérieur de la forêt.

L'honorable M. Pinard (Drummond) parle avec le député de Vaudreuil-Soulanges (l'honorable M. Gérin-Lajoie).

M. Gosselin (Compton): Voyons! Entendez-vous! À \$25,000 par jour, donnez-nous au moins de l'ouvrage.

Adopté¹⁰. Le bill 45 est lu une deuxième fois.

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Le comité siège durant quelque temps.

La séance du comité est suspendue.

M. l'Orateur au fauteuil

Messages du lieutenant-gouverneur:**Sanction
royale**

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture.

M. l'Orateur: Madame, Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

16 Loi concernant la Commission municipale de Québec;

35 Loi du Bureau des expropriations de Montréal;

39 Loi modifiant la loi concernant les prêts agricoles;

100 Loi modifiant la charte de la cité de Montréal;

131 Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Félicien;

144 Loi modifiant la charte du Club de golf de Saint-Hyacinthe ltée;

172 Loi éteignant une servitude affectant un certain nombre de lots situés en la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil;

179 Loi modifiant la charte du Crédit Foncier Franco-Canadien;

189 Loi changeant le nom de Coenraad Zuurbier en celui de Joseph-Napoléon-Benoît-Conrad Côté.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances et poursuivent les travaux en comité des subsides.

**Budget des dépenses
1962-1963****En comité:**

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent vingt-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Famille et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six millions quatre cent soixante-deux mille cent soixante-quinze dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Services de protection de la jeunesse, y compris les subventions et le service de certains emprunts (Famille et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-quatorze millions trois cent quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission des allocations sociales du Québec: administration, allocations, suppléments et assistance à domicile (Famille et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'opposition reproche au ministre de la Famille et du Bien-être social (l'honorable M. Lafrance) de faire du favoritisme et de suivre les recommandations des "patroneux", lorsqu'il s'agit d'accorder des allocations de bien-être.

M. Bellemare (Champlain): Le ministre sait-il qu'un président d'association libérale a déclaré que c'est grâce à la Fédération libérale si une filiale du Bien-être a été établie dans une ville, et grâce au ministre du Travail (l'honorable M. Hamel)? Il est

ridicule que le ministre du Travail se fourre le nez dans les affaires du ministre de la Famille et du Bien-être social, quand on sait qu'il en a par-dessus la tête avec les problèmes de son propre ministère. Dans *Le Nouvelliste* du 2 mars 1962, Me Réjean Langlois, président de l'Association libérale de La Tuque, l'affirme en toutes lettres.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Je n'ai pas eu de recommandation d'association libérale à ce sujet, mais une suggestion du ministre du Travail qui, comme député, doit s'occuper des intérêts du peuple.

M. Bellemare (Champlain): Je suis heureux d'entendre ces paroles.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Des ordres ont été donnés à mes officiers de choisir les endroits pour établir des bureaux régionaux du Bien-être selon la carte géographique.

M. Bellemare (Champlain): C'est condamner l'intervention des "patroneux".

Des voix (libérales): Encore de la bouffonnerie, de la démagogie.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Ça fait toujours l'affaire du député de Champlain d'accrocher le ministre du Travail. Mais je lui dis qu'il doit en profiter, parce qu'on va le battre à la prochaine élection. L'Association libérale de La Tuque est excellente. Je lui ai demandé pourquoi elle n'avait pas porté sa suggestion au député du comté, et elle a répondu qu'elle n'avait pas confiance en lui.
(Protestations)

M. Bertrand (Missisquoi): Évidemment! Il y a toujours le bon et le mauvais patronage.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): L'Union nationale a tellement sali le mot "patronage" dans le passé que ce mot doit être antiparlementaire aujourd'hui.

M. Bellemare (Champlain): Le ministre du Travail ne sait pas ce qui l'attend. J'ai un cousin qui s'est présenté et a été élu à Ottawa. Il (M. Bellemare) veut parler du nouveau député créditiste de Saint-Maurice-Lafleche, M. Gérard Lamy.

Des ministériels crient.

M. Bellemare (Champlain): J'ai une admiration pour le dévouement incommensurable des officiers du ministère de la Famille et du Bien-être social, et je suis heureux d'entendre le ministre dire qu'il n'écoute plus les "patroneux". Je blâme les interventions du ministre du Travail qui continue le patronage partout, même hors de son comté... dans Lavolette.

M. Johnson (Bagot): Qu'est-ce qui ne marche pas au ministère de la Famille et du Bien-être social? On se plaint partout du ministère à travers la province. Depuis plus d'un an, ce n'est qu'une longue série de frictions et de dénonciations contre son ministère dans les journaux. Le ministre peut-il nous assurer qu'il va mettre de l'ordre dans tout cela?

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Ces critiques n'étaient pas dirigées contre moi personnellement, mais plutôt contre mon sous-ministre du Bien-être social, Fernand Dostie. Ce dernier permutera prochainement à une nouvelle position tout en conservant son titre de sous-ministre.

M. Johnson (Bagot): À Québec?

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Oui, il permutera à Québec. Le premier ministre annoncera lui-même bientôt sa permutation, quelles seront désormais les fonctions de M. Dostie et où il sera affecté. Il ne m'appartient pas de révéler où et quand. Je cherche actuellement un directeur du Service de l'information pour mon ministère. Quoique le nom de son titulaire ne soit pas encore dévoilé, on sait que les principaux devoirs seront, en plus de renseigner la population sur les différents services du ministère, de répondre aux quelque 2,000 lettres de demande de renseignements qui arrivent chaque semaine au ministère.

M. Johnson (Bagot): Il y a dans la province, actuellement, un état de critique constante à l'adresse du ministère de la Famille et du Bien-être social; dans les journaux, on ne cesse de lire des attaques contre le personnel administratif de ce ministère. Je crois qu'il est mauvais que ces querelles administratives soient transportées dans les journaux.

Il fait l'éloge du ministre en relevant les accusations diverses dont son ministère a été la cible au cours des derniers mois. Le ministre, dit-il, devrait se vanter et réfuter la mauvaise presse qu'il a reçue. Il (M. Johnson) énumère un certain nombre de critiques.

Une des causes de ce climat, selon moi, c'est que le ministre n'a pas les mains libres dans la

conduite de son ministère. Il a fait des promesses publiques qu'il a été incapable de tenir par la suite. Ainsi, il a déclaré publiquement aux travailleurs sociaux: "Faites des demandes d'emploi et nous vous embaucherons.", mais il n'a embauché personne.

Il ouvre des bureaux régionaux à travers la province, mais il n'engage pas de personnel pour faire fonctionner ces bureaux. Ce climat de critiques et de protestations est mauvais. Mauvais pour la province, mauvais pour le gouvernement, et mauvais pour l'opposition.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Malgré des rapports publiés dans certains journaux francophones, les relations sont excellentes au sein du ministère. Les critiques ne sont que le fruit ou le zèle de certains journalistes. C'est un mythe. Dès mon arrivée au pouvoir, j'ai constaté la pénurie et l'absence des travailleurs sociaux. Le ministère et la Commission du service civil ont beaucoup de difficultés à trouver les travailleurs sociaux dont il a besoin. Les travailleurs sociaux au ministère sont plus nombreux que jamais, mais, malgré les efforts pour en recruter davantage, peu se présentent. La question du salaire a été dans certains cas une difficulté à leur emploi, quoique les salaires aient été augmentés à \$6,000 et \$6,500.

Nous avons fait des enquêtes sur les difficultés et les heurts de caractères et nous avons aussitôt été forcés de congédier certains employés. Par suite des lois sociales adoptées à la vapeur par le gouvernement précédent, le ministère de la Famille et du Bien-être social a été envahi par des centaines de milliers de demandes. Le personnel était mal préparé pour répondre à une telle augmentation de travail. D'ici quelques mois, mon ministère sera le mieux organisé de tous les ministères. Je rappelle que le ministère du Bien-être social a toujours été la cible de la critique. Cependant, nous sommes à corriger les situations nébuleuses. On pourra bientôt répondre plus rapidement aux demandes formulées.

Je suis fréquemment félicité pour le travail réalisé pour soulager la souffrance humaine, à mon ministère, et cela m'aide à supporter le poids de la lourde administration de mon département.

Le ministère du Bien-être social ouvrira sous peu, à Québec, un nouveau centre d'accueil pour les enfants qui lui seront confiés par les juges des Cours du bien-être social. Le nouveau centre sera situé dans la rue Muir, en arrière de la prison des femmes, dans Sainte-Foy. Le directeur du centre de Québec a été engagé à la suite d'un concours de la Commission du service civil, et c'est M. Émile Lévesque qui a obtenu

ce poste de responsabilité. Environ 55 garçons¹¹ et 25 filles seront accueillis à ce centre nouveau pour la construction duquel la Chambre est appelée à voter des crédits dans la somme requise, soit \$871,700 pour les centres d'accueil dans toute la province.

Une loi sera présentée à l'Assemblée législative, probablement lors de la prochaine session, pour répondre au besoin de la délinquance juvénile. Le ministère a reçu des requêtes de juges et magistrats des Cours du bien-être social qui veulent que le ministre abandonne aux juges la tutelle des enfants qui comparaissent devant eux.

M. Bertrand (Missisquoi) s'informe du coût annuel de la protection des enfants placés en vertu des pouvoirs accordés aux juges du bien-être social.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Le ministère de la Famille et du Bien-être social dépense annuellement \$3,600,000¹², et environ \$3.71 par jour, pour la protection des enfants délinquants placés en vertu des pouvoirs accordés aux juges du ministère. Ce montant peut varier selon les institutions.

Par ailleurs, le programme de décentralisation du ministère de la Famille et du Bien-être social prévoit établir 20 bureaux régionaux et 24 filiales en province. Une quarantaine de locaux sont déjà loués à cette fin, 33 chefs de bureau ont été nommés et une centaine d'employés ont été engagés. Le personnel comprendra en tout 227 personnes, pour assurer le fonctionnement de ces diverses unités.

Les bureaux régionaux et les filiales serviront d'abord à appliquer la loi d'assistance publique à domicile et à voir au placement des enfants et des vieillards. Par surcroît, ces bureaux serviront aussi d'intermédiaires entre la Commission des allocations sociales et les bénéficiaires de l'aide provinciale, de façon à individualiser la loi des allocations sociales.

M. Bertrand (Missisquoi): Des articles publiés dans des journaux laissent voir un malaise profond au sein du ministère. Il n'est pas bon que toutes ces choses soient écrites, si elles ne sont pas vraies.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Je reconnais que les relations avec les agences ont déjà été tendues et que certaines décisions un peu hâtives, sous la pression des événements, ont pu être prises au ministère à un certain moment. Mais je peux assurer, sans arrière-pensée, que les relations avec les agences sont maintenant très bonnes, meilleures même que jamais. Nous avons rétabli le dialogue, et des réunions ont lieu pour que les agences sociales se

sentent de vrais collaborateurs du ministère, non de simples fonctionnaires.

M. Johnson (Bagot) rappelle au député de Richmond que lorsqu'il était dans l'opposition, il critiquait vertement le gouvernement. Après avoir entendu toutes ces critiques, j'étais convaincu de devoir faire un examen de conscience pour savoir si je n'irais pas en enfer. Le ministère du député de Richmond est devenu important au point de vue de la paix sociale. Le ministre est entouré d'hommes extrêmement compétents, mais on dirait qu'il a été paralysé par le ministre des Finances (l'honorable M. Lesage).

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Il faut faire une distinction entre ceux qui réclament des allocations sociales, parce qu'ils sont inaptes au travail, et ceux qui refusent du travail, parce qu'ils craignent de perdre leurs allocations sociales. Il y a tellement de confusion dans l'esprit du ministre qu'il ne sait pas faire cette distinction. Et pourtant, il y a assez de pères de famille qui viennent chez le ministre, les larmes aux yeux, pour lui faire comprendre qu'il n'y a pas que des paresseux. Il faudrait savoir où s'adresser et non toujours s'adresser au ministre.

Tout le système d'allocations m'apparaît comme antisocial. Il faudrait donner aux gens l'occasion de travailler, au lieu d'en faire des paresseux qui ont peur d'accepter de l'ouvrage pour ne pas perdre leurs allocations. On devrait modifier les règlements, de façon que les agences locales de bien-être puissent donner du travail aux gens.

Il est du devoir de chacun des citoyens de la province et également du devoir de tous les députés, en premier lieu, de prendre une part plus active dans la lutte contre l'alcoolisme. Il faut, premièrement, s'abstenir de critiquer ou de ridiculiser les mouvements Lacordaire ou Jeanne d'Arc. Tous devraient avoir une bonne pensée pour les mouvements qui luttent contre l'alcoolisme.

(Applaudissements)

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Il faut faire une distinction entre les personnes qui réclament de l'aide du gouvernement, alors qu'elles sont aptes au travail, et celles qui ne sont pas aptes à travailler. Dans le premier cas, il est scandaleux de constater qu'un homme capable de travailler préfère recevoir des allocations, mais, dans le cas des inaptes, c'est autre chose. Les bénéficiaires aptes au travail ne sont toutefois pas tous des paresseux. J'ai reçu chez moi plusieurs pères de famille qui demandaient de l'ouvrage les larmes aux yeux. De

toute façon, c'est un travail de longue haleine que de corriger une situation qui dure depuis longtemps.

Les règlements de l'assistance sociale seront corrigés à compter du 1^{er} juillet prochain, pour éliminer une partie des cas spéciaux qui se présentent, au sujet des personnes qui réclament des suppléments d'allocations sociales. Il n'est pas normal qu'il y ait tant de cas spéciaux. Tous les cas spéciaux ont été pris en considération par le Conseil des ministres sans intervention politique. La plupart des demandes auraient été soulevées par les agences elles-mêmes, et celles-ci aideraient les familles nécessiteuses en attendant une décision du gouvernement. Leur examen a cependant entraîné des délais que la nouvelle réglementation s'efforcera d'éliminer.

M. Bellemare (Champlain) accuse le ministre du Travail de s'immiscer dans les affaires du ministère du Bien-être social et de se livrer au patronage.

M. Bertrand (Missisquoi): La confusion règne quant aux opérations du ministère du Bien-être. Même que le député de Brome (M. Brown) a fait paraître, l'automne dernier, dans les journaux, des annonces invitant les gens à s'adresser à lui pour retirer leur supplément de \$10. Sous l'administration de l'Union nationale, l'opposition ne cessait de reprocher tous les péchés au gouvernement en matière d'assistance publique. Mais, aujourd'hui, les députés et patroneux interviennent constamment auprès du ministre et des hauts fonctionnaires, et ce sont eux qui décident des allocations sociales.

(Brandissant une liasse de documents) Les réponses aux questions posées au *Feuilleton* en témoignent éloquentement. Sans compter qu'une pareille politique allonge les délais et que les miséreux croupissent dans le malheur, en attendant que le ministre ait fait adopter l'arrêté en conseil autorisant l'octroi des allocations supplémentaires.

Des individus peuvent attendre trois ou quatre mois, avant de recevoir le supplément d'assistance sociale auquel ils ont droit et immédiatement besoin. Il faudrait que les gens puissent obtenir une réponse après que l'agence, la commission ou son président ont pris connaissance du dossier, plutôt que d'attendre que le ministre ait fait passer l'arrêté en conseil autorisant les allocations supplémentaires.

M. Johnson (Bagot) accuse le ministre et le gouvernement d'avoir fait de la politique fédérale, de l'électoratisme de mauvais goût, en déclarant que l'allocation supplémentaire de \$10 par mois était remplacée par l'augmentation de \$10 par mois

accordée à ceux qui reçoivent la pension de vieillesse à 70 ans, en laissant croire que cette dernière augmentation était le fait du gouvernement de Québec. Les libéraux ont promis une augmentation de \$10 par mois à tout le monde durant les élections, mais ils ont attendu l'augmentation de la pension de vieillesse pour agir. En somme, le gouvernement du Québec fait remplir ses promesses électorales par le gouvernement d'Ottawa, sans en avertir les gens.

Il (M. Johnson) donne lecture d'une lettre, en date du 6 mars 1962, adressée à un citoyen par un fonctionnaire du ministère, l'avertissant que le supplément de \$10 étant compensé, dans son cas, par l'augmentation de \$10 par mois de la pension de vieillesse. On aurait dû dire à ce citoyen que c'était le gouvernement d'Ottawa qui payait le surplus de \$10 par mois, et ne pas laisser croire que c'était le gouvernement du Québec.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Il est faux que les libéraux aient promis une augmentation d'allocation de \$10 à chaque personne, mais cette augmentation a été promise suivant les besoins du bénéficiaire désirant profiter de cette augmentation. Le gouvernement paie cette augmentation de \$10 à 100,000 personnes.

Il cite les chiffres suivants. Allocations de 65 à 70 ans: bénéficiaires, 34,615, dont 12,170 ont reçu un supplément non inférieur à \$5 par mois, mais de \$10 dans 90 % des cas. Allocations aux invalides: bénéficiaires, 22,528, dont 7,806 ont reçu le supplément. Pensions aux aveugles: bénéficiaires, 2,901, dont 1,614 ont reçu le supplément. Pensions aux veuves et célibataires de 65 à 70 ans: bénéficiaires, 2,609; il n'y a pas de supplément dans ces cas. Pensions de 70 ans et plus: 10,797 bénéficiaires reçoivent le supplément de \$10 par mois, selon les besoins.

M. Maltais (Québec-Est): Un célibataire de plus de 70 ans a droit à \$65 par mois, mais, s'il est nécessiteux, il a droit à \$75. Pour ma part, j'ai toujours répondu à ceux qui me le demandaient que le maximum possible était de \$75 par mois, mais je ne sais pas si j'ai raison. Même les députés sont mal informés.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Un célibataire nécessiteux a droit à un maximum de \$1,140 par année et un couple nécessiteux, à \$1,980. Le député a raison. Le public est mal informé. La situation sera corrigée lorsque nous aurons un nouveau directeur du Service d'information au ministère de la Famille et du Bien-être.

M. Larouche (Témiscamingue): Il me faut protester contre la lenteur qui se manifeste dans la distribution des allocations sociales. Je crois que cette lenteur se manifeste parce que le ministre ne donne pas assez de latitude à ses officiers supérieurs. Pour ne citer qu'un cas, bien précis, je vous transmets ici une demande d'allocation qui a été faite en février et qui a été refusée... en juin. Le ministre a mis quatre mois pour... refuser.

M. Johnson (Bagot) attire l'attention du ministre sur une lettre envoyée par la Commission des assurances sociales du Québec à un pensionnaire, l'informant que sa pension a été fixée à un dollar par mois, à compter du 1^{er} septembre 1961, et lui faisant parvenir un chèque de \$5 pour cinq mois.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Il ne faut pas confondre supplément de pension et pension. Dans le cas du supplément, le minimum est fixé à \$5 par mois, mais cette pension est calculée en vertu d'une loi fédérale, suivant les besoins de la personne.

M. Johnson (Bagot): La Commission des allocations sociales est-elle paralysée par la loi fédérale?

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Absolument, oui. Dans le cas cité par le chef de l'opposition, il s'agit d'une pension et la loi fédérale ne permet pas de donner plus.

Il demande à l'opposition de comprendre que son ministère, dans la section des allocations sociales, est l'esclave des règlements qui ont été établis.

M. Bellemare (Champlain): Je n'ai aucun doute sur la sincérité du ministre.

M. Tremblay (Maisonneuve): L'an passé, j'ai réclamé la démission du ministre de la Famille et du Bien-être social pour incompétence. Aujourd'hui, je dois, en toute franchise, lui rendre hommage, car il a réussi à faire disparaître l'immobilisme et le patronage de son ministère.

(Applaudissements à droite)

Je dois dire que j'ai obtenu du ministre une coopération entière et exemplaire pour solutionner de nombreux cas dans le comté de Maisonneuve. Les autres membres du cabinet devraient prendre exemple sur le ministre.

Il est temps qu'on abandonne la politique de dénigrement et d'accusation qui nous a fait un tort

considérable à l'extérieur de la province. En Russie, il y a le rideau de fer. En Chine, il y a le rideau de bambou. Au Québec, il y a le rideau de salissage. La voix du peuple a parlé, lundi dernier. Il y a peut-être 5 % de "patroneux" dans la province, c'est tout, et, si un parti ne réussit pas à se faire élire sans eux, il ne mérite pas d'être élu!

À une époque où l'on voit les idées séparatistes et nationalistes faire leur chemin dans la province, il est grandement temps qu'on fasse l'union, au lieu de faire du scandale par le salissage.

M. Johnson (Bagot): Tout ce que j'ai à ajouter au discours du député de Maisonneuve, c'est qu'on a hâte de pouvoir dire la même chose des autres ministres.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-sept millions cinq cent soixante-quatorze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Services d'assistance sociale: administration, allocations, et subventions (Famille et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme (Famille et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Tremblay (Maisonneuve): Il y a des symptômes qui ne trompent pas. On vient au monde avec cette maladie et, souvent, on ne le sait pas. Les médecins n'ont pu guérir l'alcoolisme que dans une proportion de 2 %, les psychiatres dans une proportion de 3 %.

Il fait l'éloge du mouvement des Alcooliques anonymes. Ils auraient dû être plus encouragés.

Je respecte l'opinion du ministre qui est membre des cercles Lacordaire. Ce que je trouve déplorable, c'est qu'on n'ait pas poussé plus loin la campagne d'éducation pour apprendre au peuple que l'alcoolisme, c'est une maladie, non une faiblesse. Bien pire, c'est un fléau physique et mental. On cite le proverbe *Qui a bu boira*, mais c'est un problème païen. Car celui qui veut arrêter de boire est capable de le faire. Mais ça prend un homme courageux. Il

m'a fallu 10 années d'efforts pour me guérir de cette maladie et, aujourd'hui, je suis l'homme le plus heureux du monde.

Tout le monde parle d'alcoolisme, mais bien peu proposent des solutions à cet angoissant problème. L'expérience que j'ai acquise, je la mets à la disposition du ministre. Elle est de nature à en faire profiter d'autres. On est tellement malheureux quand on est pris de cette maladie. On se croit persécuté par tout le monde. J'aimerais mieux mourir, quant à moi, que de recommencer. Je note qu'il y a des symptômes chez certains de l'autre côté... et de notre côté aussi. Le ministre (l'honorable M. Lafrance) me comprend... lui aussi a des symptômes.

Attention aux colères brusques. Le manque de contrôle est aussi un symptôme. En autant que je ne suis pas lépreux, je suis heureux de me connaître. Je sais que le discours que je tiens ce soir signe ma défaite. Mais je préfère encore plus ma défaite que de recommencer à boire.

(Applaudissements)

M. Johnson (Bagot): L'alcoolisme n'est pas un péché, mais une maladie. Je félicite le député de Maisonneuve de son courage et de l'exemple frappant de sincérité qu'il donne.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Il est nécessaire de répandre davantage la lumière sur l'aspect pathologique et médical de l'alcoolisme. Membre des cercles Lacordaire depuis 22 ans, ce n'est que tout récemment que j'ai compris le problème médical rattaché à l'alcoolisme. Le comité gouvernemental pour lequel on projette un crédit de \$200,000 entend mener une campagne d'éducation dans les quotidiens, les journaux de fin de semaine, les hebdomadaires et la télévision.

M. Bertrand (Missisquoi) demande au ministre de dire à la Chambre sa pensée profonde sur le problème aigu de l'alcoolisme et les réflexions qui viennent à son esprit devant l'augmentation du nombre des permis. À l'époque où il était député de l'opposition, le ministre déclarait que la multiplication des permis de boisson multipliait les occasions de boire et était de nature à inviter les gens à boire, paralysant ainsi, d'une certaine manière, les campagnes d'éducation.

J'aimerais entendre dire, avec l'expérience qu'il a comme ministre mêlé de près aux problèmes de la Régie des alcools, de l'administration, s'il répéterait sur le même ton les accusations dont il

nous a abreuvés, lorsqu'il laissait croire que les députés de l'Union nationale avaient pieds et poings liés avec les brasseurs, les marchands d'alcool et ceux qui bénéficiaient de tolérance.

J'aimerais entendre dire le ministre de la Famille qu'il a compris davantage depuis qu'il siège au Conseil des ministres et qu'il touche du doigt ce problème fort complexe.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): J'admetts que j'ai changé d'idée quant à certaines déclarations que je faisais des bancs de l'opposition, sur la question de l'alcoolisme. Mais, quand j'ai dénoncé certains abus dans le passé, j'agissais à la suggestion de certains membres du clergé et sur la foi de requêtes reçues des autorités religieuses de la province.

J'ai toujours affirmé que l'une des causes principales de l'abus des boissons alcooliques est due à l'ignorance des gens, et que le meilleur moyen d'enrayer ce fléau est de contribuer à l'éducation des gens.

Je cherche par tous les moyens à enrayer la cause principale de l'alcoolisme, en contribuant à l'éducation. Ce que j'ai surtout dénoncé, c'est la violation scandaleuse de la loi des liqueurs sous l'ancien gouvernement.

Je dois ajouter cependant qu'il est très difficile de faire observer la loi des alcools, mais, depuis que nous sommes au gouvernement, nous nous sommes toujours occupés des plaintes que nous avons reçues.

M. Guillemette (Frontenac): Le gouvernement libéral actuel a tout simplement légalisé le scandale dans ce domaine. Il fait semblant d'encourager les mouvements anti-alcooliques, mais il multiplie les permis de boisson, multipliant ainsi les occasions de boire, d'une main, tandis qu'il prétend encourager la population à l'abstinence, de l'autre main.

Dans mon comté, l'on a entrepris la construction d'un hospice pour vieillards, au coût de \$300,000, mais il a fallu deux ans pour que le contrat soit accordé à une maison de Québec... je ne dirai pas dans quelles circonstances¹³.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Dites, dites. Le député n'a sans doute pas intérêt à entrer dans le sujet, lui qui s'est promené avec un chèque de \$300,000 dans ses poches pour obtenir des votes. Si le projet n'a pas été réalisé plus tôt, c'est parce que la corporation n'avait pas respecté ses engagements. La subvention fut versée le 15 juin 1960, cinq jours avant les élections.

Des députés ministériels: Honte! Honte!

M. Guillemette (Frontenac): Pourquoi avez-vous changé l'entente?

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Nous avons autorisé la corporation à construire, mais avec un emprunt... il a fallu changer le contrat parce que la corporation n'avait pu remplir son engagement. La province devait souscrire \$200,000, mais à la condition que la corporation, par une souscription publique, recueille \$200,000, ce qui n'a pu se réaliser. La corporation a donc été autorisée à réaliser le projet, mais en contractant un emprunt.

M. Guillemette (Frontenac): Oui, mais seulement après que l'on eut changé et remplacé les officiers de la corporation par des rouges.

Des députés protestent contre la tournure que prend le débat.

M. Johnson (Bagot): L'item en discussion concerne le comité d'étude sur l'alcoolisme. Je vais suggérer au ministre des questions à poser à ce comité. En premier lieu, est-ce vrai que la province s'alcoolise plus depuis deux ans?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Depuis deux ans, il y a augmentation de 5 % dans le nombre des alcooliques.

M. Johnson (Bagot): En second lieu, que le ministre demande à son comité si le \$3,000,000 d'augmentation dans le revenu des permis est dû à l'augmentation du nombre des permis.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Tout cela est hors d'ordre. Ces sujets ont déjà été discutés durant la présente session; les chiffres sur le nombre des permis ont été donnés ici. L'item que nous étudions ne porte que sur le comité d'étude sur l'alcoolisme. Le débat ne peut porter maintenant sur la vente des alcools et sur la Régie.

M. Johnson (Bagot): J'ai droit de savoir si le comité d'étude sur l'alcoolisme croit que la loi actuelle favorise l'alcoolisme. Le premier ministre nous a dit que cette augmentation des revenus n'était pas due à une augmentation du nombre des permis. Le comité d'étude devrait orienter son travail vers cette augmentation et sur l'influence qu'elle peut avoir sur la consommation. Je dois ajouter cependant

qu'il est très difficile de faire observer la loi des liqueurs. C'est un problème dont la portée est immense.

J'aurais voulu qu'au lieu d'augmenter le nombre des permis, on soit plus généreux dans l'octroi des permis d'épicerie pour la vente de la bière, afin de favoriser l'ouvrier qui achète deux ou trois bouteilles de bière pour les emporter chez lui. Je ne crois pas que la vente de la bière soit un danger. Que fait le comité comme travail actuellement?

Des députés ministériels protestent.

M. Johnson (Bagot): J'ai le droit de savoir si le comité d'étude sur l'alcoolisme croit que la loi actuelle favorise l'alcoolisme. Le comité d'étude devrait orienter son travail vers cette augmentation et sur l'influence qu'elle peut avoir sur la consommation.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Le comité a déjà produit un rapport qui a été déposé en Chambre au début de la session.

Il rend hommage aux spécialistes de l'organisme qui font actuellement des enquêtes sur les habitudes de boire de notre population, afin de porter remède là où il doit agir. Il y a aussi le comité consultatif qui aide le comité d'étude sur l'alcoolisme.

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) demande au ministre d'étudier la situation à Montréal en ce qui a trait à l'octroi des permis par la Régie des alcools. La Régie a accordé des permis à des établissements fréquentés par des enfants auxquels on a servi des boissons alcooliques.

On a ainsi accordé, dans Montréal, des dizaines de permis à des casse-croûte et à des débits de crème glacée!

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Le comité d'étude sur l'alcoolisme se propose de créer un sous-comité interdépartemental, qui comprendra des représentants des ministères de la Jeunesse, de la Santé et du procureur général. Chacun étudiera les recommandations qui le concernent¹⁴.

M. Bertrand (Missisquoi) suggère qu'un représentant du comité d'étude soit nommé en permanence au sein de la Régie des alcools. Ce délégué pourrait accorder son attention à des problèmes de toutes sortes. Il serait en mesure d'assister les régisseurs et le ministre. Il pourrait

éveiller l'attention du procureur général sur certaines situations particulières qui doivent être corrigées.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions à diverses institutions (Famille et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Comité d'étude sur l'assistance publique (Famille et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Famille et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Pinard (Drummond) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à deux heures et demie de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Le ministre des Pêcheries, M. Levesque (Bonaventure), a annoncé pour la fin de semaine l'ouverture du parc des Deux-Montagnes. Le parc de 800 acres recevra les adeptes du camping, rapporte le journaliste du *Soleil* du 21 juin 1962, à la page 3, mais nous ne savons pas si cette annonce a été faite en Chambre, ni à quel moment.
2. Membre de l'Assemblée législative depuis 1936.
3. Dans *Le Montréal-Matin* du 21 juin 1962, à la page 16, le journaliste écrit que c'est "au début de la séance que Me Daniel Johnson s'est levé pour interroger le premier ministre au sujet du problème de taxi".
4. Seule *La Presse* du 21 juin 1962, à la page 19, rapporte huit mois.
5. Dans *Le Montréal-Matin* du 21 juin 1962, à la page 13, M. Lapalme dit plutôt ceci: "Mais la société n'est pas encore formée!"
6. Dans *L'Action catholique* du 21 juin 1962, à la page 7, on parle de cinq moulins.
7. Dans *Le Nouvelliste* du 22 juin 1962, à la page 21, on dit plutôt qu'il s'agit de sept comtés.
8. *L'Action catholique* du 21 juin 1962, à la page 7, attribue cette parole au secrétaire de la province, M. Lionel Bertrand. Le journaliste ajoute: "Rappelons ici que M. Maurice Johnson a été battu par un libéral dans son comté."
9. Le charivari fuse en Chambre et toutes les répliques sont confuses, indique le journaliste de *La Tribune* du 21 juin 1962, à la page 1.
10. *Moment* d'hésitation à l'Assemblée législative. Le premier ministre ayant quitté Québec via les airs pour Montréal, son fauteuil fut occupé à la session par l'honorable Bernard Pinard, peut-on lire dans *La Tribune* du 21 juin 1962, à la page 1.
11. Chiffre de *L'Action catholique* du 21 juin 1962, à la page 7: 85 garçons.
12. Chiffre de *La Tribune* du 21 juin 1962, à la page 12: \$3,660,000.
13. Nous ne savons pas exactement où se situe cette intervention de M. Guillemette concernant la construction d'un hospice.
14. *Le Nouvelliste* du 22 juin 1962, à la page 21, donne plutôt cette version: "Il procédera à l'étude des recommandations propres à chacun."

Séance du jeudi 21 juin 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!¹

Rapports des comités permanents:

M. Binette (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 171 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières;
- bill 183 modifiant la charte de la cité de Saint-Laurent.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 225 modifiant la charte de la ville de Saint-Eustache.

Projets de loi:

**Charte
de Trois-Rivières**

M. Laroche (Portneuf) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 171 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 171 sans l'amender.

M. Laroche (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Saint-Laurent

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier) propose, du consentement unanime, que la Chambre

se forme en comité plénier pour étudier le bill 183 modifiant la charte de la cité de Saint-Laurent.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 183 sans l'amender.

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Saint-Eustache**

M. Lavoie (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 225 modifiant la charte de la ville de Saint-Eustache.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 225 sans l'amender.

M. Lavoie (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Questions converties en motions pour dépôt de documents:

**Employés fédéraux engagés
par Québec**

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par le député de Kamouraska (M. Plourde):

1. Depuis le 5 juillet 1960 jusqu'au 1^{er} mai 1962, combien d'employés du gouvernement fédéral ont été embauchés par le gouvernement de la province?

2. Quels sont les nom et prénoms, la date d'engagement, la fonction et le salaire de chacun de ces employés?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

Adopté.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 176)

Questions et réponses écrites:

Sous-ministres et autres cadres (nouveaux)

M. Lavallée (Berthier): 1. Depuis le 5 mars 1961, le gouvernement a-t-il nommé de nouveaux sous-ministres, assistants sous-ministres, ou de nouveaux sous-ministres adjoints, suppléants, associés ou conjoints?

2. Si tel est le cas, quel est le nom de chacun d'eux, son traitement annuel et le département où il exerce ses fonctions?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

1. Oui.	
2. M. Guy Frégault	\$ 16,000
Sous-ministre,	
<i>Affaires culturelles</i>	
M. Camille Blier (promotion)	\$ 11,200
Sous-ministre adjoint et	
conseiller technique,	
<i>Affaires municipales</i>	
M. Maurice Lessard	
(réengagement)	\$ 14,000
Sous-ministre adjoint et	
officier spécial,	
<i>Chasse et Pêcheries</i>	
M. David Robillard (mutation et	
promotion)	\$ 11,200
Sous-ministre suppléant,	
<i>Finances</i>	
M. Jos.-L. Pagé (mutation et	
promotion)	\$ 17,000
Sous-ministre,	
<i>Jeunesse</i>	
M. Georges-Henri Shink	
(changement du titre de la	
fonction)	\$ 17,000
Sous-ministre,	
<i>Revenu</i>	

M. Roger-H. Stanton	
(changement du titre de la fonction)....	\$ 13,500
Sous-ministre adjoint et	
officier spécial,	
<i>Revenu</i>	
M. Bertrand-T. Denis	
(promotion)	\$ 14,000
Sous-ministre adjoint et	
directeur général des Mines,	
<i>Richesses naturelles</i>	
M. Jean-Pierre Giroux	\$ 14,000
Sous-ministre adjoint et	
officier spécial,	
<i>Terres et Forêts</i>	
M. Marc Picard (promotion)	\$ 14,000
Sous-ministre adjoint,	
<i>Travaux publics</i>	
M. Roger Labrèque	\$ 17,000
Sous-ministre,	
<i>Voirie</i>	
M. Roland Vinette (promotion)	\$ 14,000
Secrétaire,	
<i>Instruction publique</i>	
M. H. S. Billings (promotion)	\$ 14,000
Secrétaire et directeur de	
l'enseignement protestant,	
<i>Instruction publique.</i>	

Questions et réponses orales:

Statue de M. Duplessis

M. Tremblay (Maisonnette): Qu'est-ce que le premier ministre de la province attend pour mettre en vigueur la loi votée par le Parlement provincial, en 1960, en vue de l'érection d'un monument à M. Duplessis sur la colline parlementaire?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Aucune décision n'a encore été prise.

Demande et dépôt de documents:

Inspecteurs de l'Office du crédit agricole

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état mentionnant les noms, prénoms, adresses, salaires et dates d'engagement des inspecteurs, enquêteurs ou estimateurs à l'emploi de l'Office du crédit agricole du Québec depuis le 5 juillet 1960.

Adopté.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 177)

Projets de loi:

Loi du boulevard Métropolitain

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 43 modifiant la loi du boulevard Métropolitain.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Que la loi du boulevard Métropolitain (9-10 Elizabeth II, chapitre 61) soit modifiée en insérant, après l'article 3, le suivant:

"3a. Le ministre de la Voirie peut modifier le tracé du boulevard Métropolitain et des voies latérales, exproprier tout immeuble ou servitude qu'il juge requis pour l'exécution des travaux selon le tracé modifié, remettre au propriétaire exproprié par la Corporation de Montréal métropolitain tout immeuble, partie d'immeuble ou servitude qu'il juge n'être plus requis à cette fin ou en disposer autrement et modifier tous plans en conséquence.

"La Corporation de Montréal métropolitain peut également exproprier tout immeuble ou servitude jugé nécessaire pour terminer le boulevard Métropolitain ou les voies latérales, l'approbation du ministre de la Voirie tenant lieu de toutes formalités requises pour décréter cette expropriation et obtenir la possession préalable.

"Dans tous les cas visés par le présent article l'indemnité est payable par la Corporation de Montréal métropolitain et elle est fixée suivant les dispositions applicables aux expropriations faites par

elle pour les fins du boulevard Métropolitain et de ses voies latérales. Le ministre de la Voirie peut cependant intervenir à toute étape de la procédure."

Adopté.

2. Que ladite loi soit modifiée en insérant, après l'article 9, le suivant:

"9a. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il fixe, garantir le paiement en capital et intérêts de l'emprunt de trente-deux millions que la Corporation de Montréal métropolitain est autorisée par la présente loi à contracter.

"Les fonds requis pour donner suite à cette garantie sont pris sur le fonds consolidé du revenu."

Adopté.

3. Que l'article 19 de ladite loi soit modifié en ajoutant les alinéas suivants:

"Pour l'année 1962 et les années subséquentes, le montant payable par chaque municipalité intéressée ne doit pas dépasser l'équivalent d'une taxe de quatorze cents et un dixième par cent dollars d'évaluation imposable uniformisée.

"Pour l'année 1962, l'évaluation imposable uniformisée en vigueur le 1^{er} octobre 1960 servira de base au calcul, mais pour les années subséquentes, ce sera l'évaluation uniformisée en vigueur au moment de la répartition par la Corporation de Montréal métropolitain.

"Dans les deux cas, la Corporation de Montréal métropolitain devra, pour les fins de ce calcul, ajouter à l'évaluation imposable son estimation du montant par lequel la valeur réelle des immeubles imposables des compagnies bénéficiant d'une évaluation réduite en vertu d'une loi d'exception dépasse cette évaluation sans toutefois inclure dans la valeur réelle l'évaluation de la machinerie.

"Le ministre des Finances paiera chaque année à la Corporation de Montréal métropolitain la différence entre les frais annuels des emprunts imputables aux voies latérales et le montant que les municipalités intéressées sont appelées à payer."

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) pose des questions.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Le tracé du boulevard Métropolitain a été modifié par le ministère de la Voirie, sur deux importants tronçons, après expropriation. Le ministère a abandonné, d'une part, le projet de l'île aux Vaches, soit un tronçon de chaussée de 5,000 pieds, et, d'autre part, il a abandonné des projets de raccordement à la route 2, soit un tronçon de 3,000 pieds. Les municipalités qui s'échelonnent le long du boulevard Métropolitain

devront payer une partie du coût des voies latérales du boulevard.

L'état du coût pour 1962 est le suivant: évaluation uniformisée par la Commission de Montréal métropolitain en vigueur au 1^{er} octobre 1960: \$887,191,808; montant que rapporterait une taxe de \$0.141 du \$100 d'évaluation: \$1,250,940.45; répartition pour 1962 au *pro rata* du coût des travaux: \$1,301,812.21; part absorbée par la province: \$409,455.91; part de la municipalité: \$892,356.30.

Des discussions sont en cours actuellement entre le provincial et le fédéral, en vue d'obtenir que la section déjà construite du boulevard soit incluse dans la partie pour laquelle le fédéral doit payer 90 % du coût. On passera par l'île aux Tourtes. Le nouvel itinéraire suivi serait plus avantageux au point de vue pratique et ne coûterait pas plus cher. Il permettra une bonne liaison avec la route 2 et la route 17.

M. Johnson (Bagot) pose des questions.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Des sections de chaussée, localisées à l'île aux Tourtes ainsi qu'au pont et au tunnel de Boucherville, et entre ces deux points extrêmes, se trouveront comprises dans les 10 % de la route transcanadienne, pour lesquels Ottawa s'est engagé à payer les 90 % des dépenses de construction. Pour ces 10 %, nous avons choisi les tronçons où les travaux coûteront le plus cher.

M. Johnson (Bagot): Je suis heureux de découvrir que nous sommes en train de voir une deuxième promesse du Parti libéral provincial qui sera remplie et payée par le gouvernement d'Ottawa, après en avoir découvert une première, hier. On ne sait plus très bien qui paie le boulevard Métropolitain. Le premier ministre a affirmé que le gouvernement provincial a payé tout seul, au coût de \$50,000,000, un tronçon de sept milles du boulevard Métropolitain. Pour les 18 autres milles, il semble que c'est le gouvernement d'Ottawa qui paie 90 % du boulevard Métropolitain de Montréal, que le premier ministre avait promis de payer en entier.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il est faux que le gouvernement fédéral paie 90 % du coût total de construction du boulevard Métropolitain à Montréal. Il ne paie 90 % que pour une route à deux voies. S'il y a plus que deux voies, la province doit payer pour les voies supplémentaires. Le boulevard Métropolitain a six² voies et, étant plus

large, la quote-part d'Ottawa sera, au fait, d'un peu moins de 50 % du coût total de la route.

Les terrains qui ont été expropriés et qui ne serviront pas, à cause du changement de tracé, seront remis à leurs propriétaires, s'ils le désirent, moyennant certains dommages-intérêts. Pour les futures expropriations, la Corporation de Montréal métropolitain devra s'adresser au nouveau Bureau des expropriations. Mais il faudra probablement qu'on précise ce point dans la législation. Il y aura possibilité d'appel devant la Régie des services publics et devant la Cour supérieure.

En ce qui concerne les voies latérales, il (l'honorable M. Lesage) donne l'assurance qu'il appartiendra aux municipalités elles-mêmes d'en décider la construction et d'en déterminer l'emplacement, mais il faudra respecter les normes fixées par le ministre de la Voirie. J'ai accepté, dit-il, une suggestion du député de Montréal-Saint-Jacques, et le bill 43 a pour but d'empêcher que certaines municipalités soient obligées de payer, pour ces voies latérales, une somme plus élevée que le produit d'une taxe de \$0.141 par \$100 de biens-fonds imposables, l'évaluation étant uniformisée. Le gouvernement fournira la différence.

Pour les municipalités ou certaines sociétés commerciales et industrielles bénéficiant d'une exemption partielle d'impôt foncier, la somme à payer devra être calculée en se basant sur la valeur réelle des biens-fonds, sans y inclure toutefois la valeur de la machinerie. Même au cours des années à venir, on prendra l'évaluation de 1961, ce qui favorisera les administrations locales.

Ce projet de loi donne effet à la promesse que j'ai faite, l'an dernier, de soulager les municipalités de l'île de Montréal aux prises avec des difficultés financières. Relativement à des exemptions de taxes accordées à la société Canadian Petrofina, évaluée à \$3,000,000, on n'en tiendra pas compte, et la municipalité pourra charger la taxe à Petrofina et autres sociétés qui jouissent des mêmes avantages.

Huit des 15 municipalités qui doivent construire des voies d'accès recevront l'assistance financière de la province, aux termes de ce projet de loi. Les municipalités devront déboursier une somme de \$892,356.30, et le gouvernement, \$409,455.91. Cependant, le gouvernement aide plus les communautés qui ont déjà construit des voies d'accès que celles qui doivent encore en construire.

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Cette mesure est une amélioration par rapport à la loi votée à la dernière session sur le même sujet. La mesure

prévoit une aide accrue aux municipalités qui ont déjà construit ces voies d'accès. Il y a des municipalités qui paieront moins que d'autres. La ville Mont-Royal ne paiera que \$0.083 du \$100 d'évaluation, tandis que Kirkland et Pointe-aux-Trembles paieront \$0.141 pour des expropriations qui leur sont inutiles actuellement.

Sept des 15 municipalités, voisines du boulevard Métropolitain, ne recevront rien de la province: Baie-d'Urfé; Beaconsfield; Dorval; Montréal-Est; Mont-Royal; Rivière-des-Prairies; Saint-Laurent. Cela est injuste. Plusieurs petites villes sont obligées de payer pour la construction de routes qui ne leur seront pas utiles avant quelques années.

Il serait plus logique que le gouvernement exproprie les terrains nécessaires à la construction des voies d'accès, qu'il les mette en réserve jusqu'à ce que la ville en ait besoin, et qu'il prenne à sa charge les expropriations pour les égouts dont les différentes localités n'ont pas besoin pour le moment. Lorsque les voies latérales seraient construites, les autorités provinciales pourraient revendre les terrains en question aux municipalités, au prix coûtant de 1962.

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier) félicite le gouvernement d'avoir soulagé le fardeau financier des municipalités. En vertu du bill 43, en 1961, le gouvernement provincial s'est chargé en entier du coût de la construction du boulevard Métropolitain. Les municipalités qui ont déjà construit des voies d'accès ont reçu de l'aide grâce à la loi adoptée l'an dernier, et le projet de loi dont la Chambre est saisie est équitable et raisonnable.

Le gouvernement apporte un soulagement aux municipalités les plus frappées, à cause du coût des voies latérales qui est calculé au *pro rata* du coût des travaux. Dans le cas actuel, il fallait étudier les besoins des municipalités riveraines, et c'est ce que le gouvernement a fait. Toutes et chacune des municipalités de l'île de Montréal recevront leur juste part et seront égales devant la loi, tout en respectant les dispositions du bill de l'an dernier.

M. Johnson (Bagot): Ce n'est pas clair³.

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier): Les agglomérations qui ne recevront rien avec le bill 43 ont déjà bénéficié de la loi de l'an dernier. Les autres sont: Anjou; Kirkland; Notre-Dame-de-Liesse; Pointe-Claire; Pointe-aux-Trembles; Sainte-Anne-du-Bout-de-l'Île; Saint-Léonard-de-Port-Maurice, et Saint-Michel.

Elle insiste sur les avantages que la population du district tirera de la construction du boulevard Métropolitain, payée entièrement par l'État québécois. Le gouvernement Lesage a fait un effort considérable; il s'est chargé de \$74,000,000 de dépenses qu'auraient dû défrayer Montréal et la Corporation de Montréal métropolitain; il s'engage maintenant à payer \$4,500,000, soit un tiers du coût des voies latérales.

Les voies latérales du boulevard Métropolitain apporteront un essor considérable dans un avenir immédiat aux municipalités concernées qui bénéficieront de la loi. Les nouveaux services de transport vont favoriser les activités industrielles. D'autre part, la présence du boulevard Métropolitain entraîne une plus-value des terrains environnants.

En vertu du bill 43, disons encore que les autorités provinciales garantissent le remboursement de l'emprunt de \$32,000,000 que la Corporation de Montréal métropolitain a la permission de contracter. Le gouvernement a agi avec beaucoup de sagesse. Il a procédé par étapes et il mérite des félicitations.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est clair⁴.

M. Johnson (Bagot): La députée de Jacques-Cartier semble avoir approuvé une intervention du député de Montréal-Saint-Jacques (M. Dozois) relativement à la construction du boulevard Métropolitain.

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier): Cette déclaration du chef de l'opposition est encore une manifestation de sa danse préférée, le twist.

M. Johnson (Bagot): La députée de Jacques-Cartier est prise de la même maladie que les autres libéraux: se vanter de réalisations payées à 90 % par le gouvernement d'Ottawa.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 4. Que l'article 22 de la loi du boulevard Métropolitain s'applique aux paiements prévus par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Adopté.

5. Que la résolution 1 ait effet à compter du 1^{er} avril 1961, mais n'invalide aucun acte ni aucune procédure faits avant l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté cinq résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43 modifiant la loi du boulevard Métropolitain soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Subsides:

**Budget des dépenses
1962-1963**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

La séance est suspendue jusqu'à 8 heures.

Reprise des travaux à 8 heures

Subsides:

**Budget des dépenses
1962-1963**

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions huit cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achats de terrains et construction et aménagement de bâtiments (Famille

et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Bertrand (Missisquoi) pose des questions.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Pour répondre à toutes les demandes qui l'inondent, le ministre de la Famille et du Bien-être social devrait disposer d'un budget de \$2,000,000,000, afin de prévoir les constructions réclamées et l'acquisition des terrains à cette fin. C'est pourquoi nous cherchons une nouvelle formule de financement, qui permettra d'accélérer la construction de centres d'accueil pour les vieillards dans la province, et qui comprendrait une contribution municipale. Le gouvernement va étudier la possibilité, notamment, d'accorder une subvention de \$1,000 par lit dans les centres.

Le rapport des fonctionnaires sur le sujet m'a été remis il y a quelques semaines. Je vais le présenter au Cabinet pour étude. Les projets couvrent 20 centres d'accueil à construire dans la province. Le gouvernement prévoit dépenser \$2,000,000 sur ce sujet, dont \$118,000 pour le centre d'accueil de Québec, \$52,000 pour celui de Charlesbourg-Est, et \$24,000 pour l'institut Saint-Georges de Chicoutimi. Mon ministère entend dépenser \$600,000, l'an prochain.

À Drummondville, un centre est prévu également, au coût de \$2,000,000, mais le gouvernement ne dépensera cette année que \$200,000. Il n'a pas encore été déterminé quel montant sera dépensé l'année prochaine à cet endroit. Selon le budget disponible, je verrai à canaliser une autre somme d'argent pour compléter la réalisation.

En tout, cette année, le gouvernement dépensera \$1,700,000 pour ces centres, y compris un montant de \$100,000 pour établir un centre d'accueil dans l'ancien hôpital Sainte-Justine à Montréal.

M. Ducharme (Laviolette) demande des renseignements au ministre (l'honorable M. Lafrance) sur le sort réservé au centre d'accueil de Saint-Tite, dans son comté. La population de cette ville peut-elle encore espérer ou doit-elle se résigner? Les travaux étaient déjà commencés pour la construction d'un centre d'accueil à Saint-Tite, mais, lorsque le gouvernement libéral a été élu, les travaux furent interrompus. Le maire de Grand-Mère, M. J.-A. Therrien, avait fait des démarches auprès du gouvernement, après les élections de 1960, et avait reçu l'assurance que les travaux se poursuivraient dès que d'autres plus urgents auraient été terminés et que les 300 sacs de ciment laissés sur les lieux devraient servir à couler les fondations, dès l'automne de 1960.

Plus tard, le maire Therrien s'est rendu à Québec par suite de l'inquiétude au sujet de rumeurs voulant que la construction soit remise indéfiniment. D'après *Le Nouvelliste* du 4 novembre 1960, le ministre a eu d'autres entrevues à ce sujet; des associations ont envoyé des lettres et la chambre de commerce a fait des représentations. Enfin, dans les subsides du ministère pour cette année, je constate à mon grand étonnement qu'il n'y a rien pour Saint-Tite. J'aimerais savoir ce que le ministre a l'intention de faire et si la population de Saint-Tite peut espérer ou si elle doit se résigner.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Les travaux ont été suspendus à la suite des expertises faites par les ingénieurs. Suivant les dernières informations qu'on m'a fait parvenir, je crois que le projet est définitivement abandonné à cet endroit. Une somme de \$97,000 aurait été dépensée inutilement à cet endroit.

M. Johnson (Bagot): À Oka, on a bien dépensé \$750,000 pour rien.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Je reconnais qu'un centre d'accueil s'impose dans la cité de Laviolette, comme à plusieurs autres endroits, mais il n'y a rien de déterminé quant au site. De nouvelles expertises seront faites sur les lieux, pour déterminer la force de résistance du sol, à Saint-Tite de Laviolette, où on a commencé des travaux de construction d'un nouveau centre d'accueil. Des sondages ont été effectués sur le terrain où ce centre doit être construit.

Le 30 mai 1960, un rapport des ingénieurs Piette & cie a été transmis à M. Robert Johansen, architecte, rapport qui a établi, il y a deux ans, à 800⁵ livres au pied carré la force de résistance du sol à Saint-Tite de Laviolette, près de Grand-Mère. Les ingénieurs en charpente, Lalonde et Valois, ont exigé de nouvelles analyses du sol. Le 28 septembre 1960, un nouveau rapport était soumis établissant la valeur portante du sol à 500⁶ livres par pied carré. Les ingénieurs concluaient qu'il ne restait qu'à démolir tout ce qui avait été fait et à recommencer. Une rencontre aura lieu entre les ingénieurs pour faire le point à ce sujet.

M. Ducharme (Laviolette): Pourtant, le gouvernement actuel avait bel et bien promis cette institution à la population. Les expertises faites sous l'ancien gouvernement avaient tout de même un caractère sérieux. Sur un terrain absolument

semblable, dans le voisinage, se trouve l'église de Saint-Tite qui est un édifice en pierre et qui n'a pas bougé du tout depuis sa construction. Plus près encore du centre d'accueil, il y a le couvent des RR. SS. de la Providence. Il s'agit encore d'un immense édifice en pierre. Je ne conçois pas qu'on ait entrepris ces travaux, sous l'ancien gouvernement, sans que des sondages sérieux aient été faits.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Des sondages furent faits, mais ils furent ensuite contredits par d'autres.

M. Ducharme (Laviolette): On devrait faire rencontrer les ingénieurs qui ont fait les sondages, pour voir si on n'en viendrait pas à une entente.

M. Johnson (Bagot): Le lendemain de la prise de pouvoir, le ministre a ordonné de nouveaux sondages sur le terrain.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Ce n'est pas le ministre, mais les experts du département qui l'ont demandé. Ce sont les ingénieurs en charpente qui ont exigé ça. Probablement qu'ils devaient préparer des plans et devis. Je crois que l'opposition aurait bien tort de vouloir trouver autre chose que ce que j'ai dit.

M. Ducharme (Laviolette): Je me demande s'il n'y aurait pas lieu de demander une entente entre ingénieurs.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): M. le président, je veux me rendre à la suggestion du député de Laviolette et je vais faire faire une autre expertise.

M. Caron (Maskinongé): Qu'entend faire le ministre au sujet du centre d'accueil de Louiseville? On nous a promis qu'on y dépenserait \$600,000, pour l'année fiscale 1962-1963, et \$400,000, pour l'année 1963-1964, mais, d'après les déclarations qu'on entend, les fonds dont dispose le gouvernement pour ce centre d'accueil sont épuisés. Puis-je savoir si les travaux seront interrompus jusqu'à la fin de l'année fiscale 1962-1963?

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Le travail se poursuivra sans interruption. Une somme de \$600,000 sera dépensée au centre d'accueil de Louiseville, pendant l'année financière en cours. Un montant additionnel de \$400,000 est prévu pour

l'année 1963-1964. Comme il y a déjà eu \$300,000 de dépenses à cette institution, la somme globale qui lui est consacrée par le ministre de la Famille et du Bien-être social se chiffre par \$1,300,000. À \$1,300,000, le montant dépensé pour le centre d'accueil à Louiseville atteindra les estimations prévues. Il n'est pas impossible cependant qu'une somme additionnelle y soit dépensée.

M. Caron (Maskinongé): Et puis-je savoir aussi avec quelle corporation le gouvernement entend traiter? Il y a une première corporation qui a acquis les terrains nécessaires et les a transportés à la province pour y édifier le centre d'accueil, mais, depuis, une deuxième corporation de patronage a été formée. Avec laquelle des deux le ministre fera-t-il affaire?

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Avec la deuxième corporation. Vous le savez, car vous faisiez partie de la première corporation. J'aime mieux ne pas insister, pour ne pas donner de détails désagréables.

M. Caron (Maskinongé): Je suis prêt à éclairer toute l'affaire si le ministre veut s'expliquer. Il y a un deuxième point que je voudrais soulever. Le ministre a-t-il pris connaissance du rapport qui lui a été adressé sur les travaux déjà effectués?

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Oui.

M. Caron (Maskinongé): Les travaux ont-ils été bien exécutés?

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Oui.

M. Gabias (Trois-Rivières): Je suis le troisième député de la Mauricie à parler au ministre de centre d'accueil. Mais, dans les propos du ministre, je n'ai pas encore entendu mentionner le nom de Trois-Rivières, et pourtant, nous avons besoin d'un centre d'accueil. Dernièrement, un groupe s'est réuni à Trois-Rivières et a soumis au ministre un projet concret de centre d'accueil pour Trois-Rivières. Est-ce que le ministre a pris connaissance de ce rapport et a-t-il quelque déclaration à faire sur ce sujet?

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Si le centre d'accueil s'impose à Trois-Rivières, il y a d'autres régions plus mal partagées. Le système à l'étude prévoit que les centres se financeraient eux-mêmes et que le gouvernement accorderait une

subvention de \$1,000 par lit. J'attends de soumettre cette formule à mes collègues avant d'en parler. Je crois qu'elle sera à point d'ici deux ou trois ans. Vous savez, je ne suis pas très compétent dans ce domaine.

M. Gabias (Trois-Rivières): Dans le comté de Trois-Rivières, Mgr Saint-Arnaud et des citoyens ont préparé et soumis un plan au ministre. C'est un projet concret. Une communauté religieuse est intéressée. Le ministre va-t-il donner suite?

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Pendant 16 ans, vous n'avez pas pensé à cela?

M. Gabias (Trois-Rivières): Si le gouvernement doit faire quelque chose, avec l'état d'esprit qui le caractérise, ce sera plus sûrement du patronage qu'un asile de vieillards.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Nous avons 20 projets aussi avancés que celui de Trois-Rivières. Ils sont à l'étude comme celui de Trois-Rivières.

Les travaux de construction de l'hospice pour vieillards, à Notre-Dame-de-la-Guadeloupe, dans le comté de Frontenac, ont été lancés le 9 mars dernier, en hiver, et le contrat fut accordé par la compagnie Poudrier et Boulet, qui offrait la plus basse soumission sur 10 autres offres.

M. Larouche (Témiscamingue): Il avait été convenu de construire un centre d'accueil dans mon comté. Où le projet en est-il rendu?

L'honorable M. Lafrance (Richmond): La nouvelle administration a décidé de construire un tel centre non pas dans le Témiscamingue, mais dans le comté de Rouyn-Noranda, soit en Abitibi.

M. Larouche (Témiscamingue) fait remarquer une fois pour toutes, tant aux ministériels qu'aux oppositionnistes, que le Témiscamingue n'a jamais été dans l'Abitibi. Il demande à tous les députés de bien se mettre cela dans la tête. L'Abitibi est une vaste région, mais le Témiscamingue en est une autre tout aussi importante et complètement différente. En construisant un centre d'accueil à Rouyn, je suis heureux pour la population de cette région, mais je tiens à bien faire comprendre à tous mes collègues de la Chambre que l'on ne tient pas les engagements pris envers Témiscamingue.

Il félicite le ministre de la Famille et du Bien-être social de son intention d'établir un centre

d'accueil à Rouyn, pour desservir tout le Nord-Ouest québécois.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Au 31 mars 1962, on comptait dans la province 89,950 adolescents de 16 à 18 ans bénéficiant d'allocations scolaires. Le nombre des bénéficiaires passera à 90,000, le 31 mars 1963. Le ministère n'a pas entrepris d'enquêtes auprès des familles à ce sujet, mais la Commission des allocations s'assure que les adolescents fréquentent l'école. Des enquêtes sont cependant entreprises en rapport avec les bourses d'études, mais elles relèvent du ministère de la Jeunesse. La moyenne des allocations payées, entre le 1^{er} septembre 1961 et le 1^{er} juin 1962, est de 93,600.

M. Gabias (Trois-Rivières) pose une question.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Aucune enquête n'est faite par mon ministère auprès des familles qui comptent des enfants de cet âge.

M. Gabias (Trois-Rivières): Il est à ma connaissance que des enquêtes ont été faites par des agences privées, dans le comté de Trois-Rivières.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Ces enquêtes sont peut-être faites en rapport avec les bourses d'études, mais certainement pas au sujet des allocations scolaires. Il invite le député de Trois-Rivières à lui donner des renseignements, s'il en possède, de façon qu'il puisse vérifier.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions quatre cent soixante-neuf mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Le gouvernement libéral s'est appliqué à corriger une situation lamentable au point de vue des salaires. Tous les secteurs de l'administration ont été examinés par les administrateurs libéraux et des échelles de salaires ont été établies.

M. Prévost (Montmorency): Je ne peux accepter une déclaration du ministre de la Jeunesse, à

l'effet que la situation des salaires à son ministère était lamentable en 1960. Je n'ai pas l'intention de référer à la situation qui existait en 1944, sauf si j'y suis obligé. J'ai l'intention de tenir le débat à un niveau élevé. On peut, des fois, référer à des dates antérieures, à des faits passés, mais, dans le cas présent, ça ne règle rien, j'en suis convaincu. Il y a toujours lieu d'améliorer les œuvres humaines, et on pourra toujours ajouter quelque chose de mieux à ce qui a été fait.

En juin 1960, les traitements du département de l'Instruction publique avaient fait l'objet d'un rajustement et d'une nouvelle échelle, soit depuis le 1^{er} novembre 1959. Cette révision des traitements, entreprise par la Commission du service civil, a bénéficié aux employés du département de l'Instruction publique, comme ces derniers ont bénéficié par la suite de nouveaux rajustements. Jusqu'à juin 1960, ce n'était pas parfait. Mais j'ai rarement qualifié une situation de parfaite dans la vie, parce que tout ce qu'on fait peut toujours se perfectionner. Lamentable! Non, je ne puis accepter ce qualificatif pour la situation qui existait en juin 1960.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Il y a eu de fortes augmentations allant jusqu'à \$1,000 par année, dans le domaine de l'inspection et du professorat des écoles normales. Aujourd'hui, dans ces secteurs, les salaires vont de \$3,000 à \$9,000 par année.

M. Johnson (Bagot) demande des précisions au sujet du personnel du département de l'Instruction publique qui a été transféré au ministère de la Jeunesse.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Les changements de personnel qui ont été opérés entre le département de l'Instruction publique et le ministère de la Jeunesse, au cours de la dernière année, ont été ordonnés par une législation adoptée l'an dernier par le Parlement provincial.

M. Johnson (Bagot): (Après avoir pris connaissance du budget) De deux choses l'une: ou le ministre a su économiser d'une façon remarquable, ou bien il a transféré des effectifs d'un département à l'autre.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Vous ne me ferez pas sortir de mes gonds. Le sujet est hors d'ordre. Tout cela fait partie

des lois adoptées l'an dernier. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de critiquer ces lois-là. Les questions du chef de l'opposition ne peuvent être interprétées que comme une allusion dirigée à l'encontre des lois que nous avons adoptées l'an dernier.

M. Johnson (Bagot): Je ne veux pas critiquer les lois, mais le ministre de la Jeunesse.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Le gouvernement s'est conformé à l'ordre de la Législature.

M. Johnson (Bagot) pose une question concernant des arrêtés ministériels.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Le gouvernement ne peut appliquer des lois par arrêtés ministériels.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil de l'instruction publique (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963⁷.

M. Prévost (Montmorency) fait l'éloge du surintendant de l'Instruction publique, M. Omer-Jules Desaulniers. J'ai trouvé, dit-il, en prenant la direction de ce ministère, un personnel loyal et dévoué à la cause de l'enseignement. Je ne doute pas que le ministre de la Jeunesse recevra la même mesure de loyauté et d'appui constant de la part des mêmes fonctionnaires. Le moment venu, je fus heureux du travail entrepris pour reclasser les tâches et accorder des augmentations de salaire appréciables.

Il proteste contre les accusations d'immobilisme portées contre l'ancien gouvernement en matière d'éducation. Le gouvernement de l'Union nationale n'a pas été immobile dans le domaine de l'éducation, comme l'insinue le ministre, et le ministre le saurait s'il vérifiait les lois et les arrêtés ministériels passés sous l'Union nationale. Il verrait qu'il s'est fait beaucoup pour l'éducation.

Les reproches que le ministre vient d'adresser au gouvernement, je les assume personnellement, puisque j'ai été responsable de l'éducation de 1956 à 1960, mais je ne les accepte pas, parce que je les trouve injustifiés.

Depuis deux ans, je ne peux que constater que le Conseil de l'instruction publique et le comité catholique sont trop souvent l'objet d'attaques sournaises et injustifiées en certains milieux.

Il me semble que la population canadienne-française, qui a le droit d'être exigeante, qui a le droit de suggérer des réformes et des améliorations constructives, d'exprimer ouvertement et librement ses désirs pour le bénéfice de tous, il me semble que cette population ne peut pas garder le silence complet plus longtemps sur certaines attaques injustes lancées contre le comité catholique de l'instruction publique. Je n'ai pas pour mission spéciale de le défendre, mais le temps est venu de remettre les choses au point.

Il rappelle comment, dans ses conférences et ses discours en Chambre ou ailleurs, il a mis en relief le travail du Conseil de l'instruction publique, du comité catholique, qui a été le plus vivement critiqué. Le public n'a pas pris connaissance, par ailleurs, de l'immense travail qui a été accompli par tous les membres du comité, et particulièrement par les membres religieux et laïques d'une rare compétence et dont la majorité sont des universitaires.

Il insiste sur la continuité de l'action du comité. Il a accompli depuis toujours un travail excellent. Le seul reproche qu'on puisse adresser au comité catholique, c'est peut-être celui d'avoir été trop modeste en ne communiquant pas au public le fruit de ses recherches et le bilan de ses décisions. Sous sa direction, des travaux importants de recherche en pédagogie ont été entrepris.

On peut se rendre compte du travail accompli par le comité catholique en lisant les procès-verbaux des séances, les rapports du surintendant, la revue officielle du ministère et la revue de l'Instruction publique qui diffuse les réalisations du comité, conjointement avec le département de l'Instruction publique. Les directives de grande envergure pour l'amélioration de notre système d'éducation ont été exposées au public.

Les problèmes d'éducation des autres pays sont actuellement d'une envergure telle que ceux du Québec paraissent modestes, si on les compare. Dans tous les pays, on se passionne pour les questions d'éducation, et c'est une chose excellente. Des études sont en cours pour offrir à la population les avantages des dernières découvertes en matière de pédagogie. Il est facile de faire cette constatation, si on lit les travaux qui ont été présentés à la dernière conférence canadienne sur l'éducation, à Montréal, par des délégués de plusieurs pays, même de pays qui ont mille ans de plus que le Canada et la province de Québec.

On n'a qu'à lire les travaux des délégués de tous les pays autres que le nôtre, pour se rendre compte d'une réaction qu'ont épousée un grand nombre de nos gens qui ont participé à la conférence, et qui se disaient qu'à côté de ces pays, on n'a pas de problèmes, toute comparaison gardée. J'ai lu les travaux de la conférence, et je suis renversé par la tâche immense qui repose sur les responsables de l'éducation dans ces pays.

Chez nous, le comité catholique et plusieurs comités spéciaux comptent environ 250 éducateurs religieux et laïques hautement qualifiés, qui consacrent presque tout leur temps aux intérêts de l'éducation. Les études entreprises par ces experts en éducation couvrent tous les aspects de la question, et les efforts pour améliorer notre système d'enseignement sont reconnus par tous les observateurs désintéressés.

Je (M. Prévost) manquerais à mon devoir si je ne rappelais pas le travail inappréciable accompli par tout le personnel de l'Instruction publique pour tenir le peuple du Québec au tout premier rang dans le domaine de l'éducation. Je demande à la direction nouvelle de l'éducation dans notre province, à ceux qui veulent faire œuvre utile, à tous ceux qui, comme moi, désirent le maintien des valeurs permanentes et la rénovation des valeurs transitoires, et à tous ceux qui veulent construire et non détruire, de rendre justice au travail du comité en prenant connaissance de son action.

Il faut être juste envers ceux qui ont rempli une charge. Quand on dresse le bilan de quelqu'un, on doit faire mention de l'actif et du passif, non pas se contenter des erreurs qu'il a pu commettre. J'ai pu commettre des erreurs moi-même, et j'avais même demandé à mes officiers de me résister lorsqu'ils s'apercevaient que j'étais dans l'erreur.

Mais, quand on parle de déblocage, on devrait plutôt dire que c'est une nouvelle génération qui a surgi, tout à coup. Et qui dit nouvelle génération dit, en même temps, nouveau concept. Une autre génération succèdera à ceux qui ont la responsabilité de l'administration aujourd'hui, et il ne sera pas plus juste qu'aujourd'hui de parler de déblocage dans leur cas.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): L'ancien gouvernement se tournait constamment vers le passé. Personne n'a le droit de s'accrocher au passé devant le désir de changement qui se manifeste partout dans la province. L'Union nationale a fait preuve d'immobilisme dans le domaine de l'éducation, alors qu'elle détenait le pouvoir. L'ancien gouvernement ne s'est pas

tellement occupé d'informer la population du travail que faisait le comité catholique de l'Instruction publique ou de l'aider dans ses travaux. L'Union nationale a même limité la diffusion des procès-verbaux des réunions du comité. On aurait dû faire une plus large publicité.

Je ne m'en prends pas, dit-il, aux actes personnels du député de Montmorency. Je n'ai fait, dit-il, aucune pression sur le comité pour mettre fin à cet état de choses lamentable, parce que je ne croyais pas devoir intervenir. Je me suis toujours abstenu de donner des instructions au surintendant de l'Instruction publique, et plus particulièrement au comité catholique. Je n'ai pas même jugé qu'il fallait demander de modifier la liste d'expédition des procès-verbaux.

Tous, de ce côté-ci de la Chambre, nous avons compris que les problèmes de l'éducation avaient une envergure telle, depuis quelques années, qu'il fallait confier ce vaste problème à une commission royale d'enquête, après avoir adopté quelques lois d'urgence que j'ai qualifiées, lors de l'étude et de l'adoption de ces lois et que je qualifie encore, de grande charte de l'éducation dans la province de Québec.

Je profite de l'occasion pour dire que je veux regarder l'avenir avec confiance, parce que j'ai confiance en la Commission royale d'enquête sur l'éducation et que j'ai la conviction qu'elle soumettra un rapport détaillé, complet, afin que nous ayons enfin une politique cohérente à long terme, qui nous assurera un système d'éducation à la hauteur de nos besoins et de l'idéal national des citoyens de la province de Québec. Nous attendrons son rapport avant de prendre les décisions qui s'imposent.

M. Prévost (Montmorency): Je demande simplement au ministre d'être juste et de regarder un peu ce que nous avons fait et tout ce qui a été accompli par nos devanciers. S'il veut s'en donner la peine, il pourra constater jusqu'à quel point l'Instruction a progressé à tous les paliers. Qu'on étudie objectivement ce que nous avons fait, et ensuite on pourra faire de la critique, mais de la critique constructive, tout en apportant quelque chose d'utile, qui profitera à notre génération et à nos enfants. Étudions les délibérations du comité catholique de l'Instruction publique; c'est une mine de décisions sages, prises après mûres délibérations et toujours dans l'intérêt de la jeunesse.

Qu'il y ait des améliorations à faire et un peu partout, soit, mais il faut en même temps maintenir les valeurs solides et permanentes qui nous sont les plus chères et faire la distinction entre elles et celles qui doivent s'adapter à un contexte contemporain et

peuvent subir périodiquement des améliorations et des modifications. N'allons pas pratiquer la pire forme d'injustice qui est celle de l'ingratitude.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) lui reproche de s'accrocher au passé. L'ancien gouvernement de l'Union nationale, au lieu de faire de la lumière, a cherché à jeter l'obscurité sur le beau travail du comité catholique du Conseil de l'instruction publique.

En 1954, dit-il, j'étais avocat et je représentais la Fédération des collèges classiques. J'avais demandé à recevoir une copie des notes et procédure du comité. Il y avait eu hésitation, et on avait inscrit en fin de compte mon nom sur une liste, de façon à m'envoyer par la poste les documents demandés, mais on m'avait bien recommandé d'être discret.

M. Johnson (Bagot): Nous sommes fiers du passé du député de Montmorency et de l'excellent travail qu'il a accompli comme ministre dans l'ancien gouvernement. Il fut toujours l'un des plus brillants membres du Parlement. Pendant quatre ans, jusqu'en 1960, il fut la cheville ouvrière d'un progrès constant et extraordinaire dans le domaine de l'éducation. Ce travail, il l'a accompli sans en parler, sans bousculade, sans brimer l'autonomie des commissions scolaires et sans augmenter le fardeau des propriétaires.

Ce qui m'inquiète, c'est l'attitude du ministre actuel de la Jeunesse, qui regarde le passé avec mépris. On peut avoir des doutes sur la capacité d'un tel homme à remplir de telles charges publiques, s'il ne peut à tout moment écarter les préjugés et le sectarisme. Il faut une liberté d'esprit vide de préjugés et de sectarisme, pour occuper ce poste. Je blâme le "twistage"⁸ des libéraux.

J'approuve un gouvernement qui veut faire du progrès, mais je blâme le gouvernement qui, pour atteindre cette fin, mise sur des complexes d'infériorité pour bâtir leur programme et tente constamment de faire croire au peuple qu'il est plongé dans la grande noirceur depuis les débuts de la colonie.

Les libéraux sont à l'œuvre depuis 1960 et, avec l'aide de ceux qu'ils protègent, ils lancent une campagne de dénigrement systématique contre le Conseil de l'instruction publique. Comme preuve de leur peu de respect, en 1959, le budget du département de l'Instruction publique était de \$58,000,000, alors qu'ils l'ont réduit à \$8,000,000 cette année.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): C'est hors d'ordre. Nous sommes aux crédits de l'instruction publique.

M. Johnson (Bagot): Le ministre a ouvert la porte; il a porté des accusations. Le gouvernement, après deux ans de pouvoir, se comporte encore comme s'il était dans l'opposition. Je suis prêt à cesser tout débat si le ministre veut retirer son accusation.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Je maintiens que l'ancien régime a conservé une attitude blâmable à l'endroit du Conseil de l'instruction publique, et qu'il a toujours regardé en arrière et jamais en avant.

M. Johnson (Bagot): Nous avons du respect pour le Conseil de l'instruction publique et nous lui avons laissé ses pouvoirs. Ce n'est pas ce que font les libéraux. Le Parti libéral a enlevé des pouvoirs au département et a dénigré le Conseil de l'instruction publique.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): C'est une accusation et je demande le retrait de ces paroles.

M. Johnson (Bagot): Nous respectons le Conseil encore aujourd'hui.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Quels pouvoirs le gouvernement a-t-il enlevés au Conseil? Répondez donc!

M. Johnson (Bagot): Premièrement, l'Union nationale a toujours respecté le Conseil.

Des députés ministériels protestent.

Des députés: À l'ordre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): On a demandé au chef de l'opposition quels pouvoirs avaient été enlevés et, au lieu de répondre, il regarde vers l'horloge et tente d'éviter une réponse⁹.

M. Johnson (Bagot): Je répète que le gouvernement est en voie de...

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Ah! Le gouvernement est en voie de... C'est le plus grand patineur depuis la Confédération. Il (l'honorable M. Gérin-Lajoie) insiste.

M. Johnson (Bagot): Le gouvernement actuel n'a plus confiance dans le Conseil de l'instruction

publique et il a entrepris une campagne systématique de dénigrement.

Des députés ministériels: Répondez à la question.

M. Johnson (Bagot): Il n'y a pas de réponse, les affirmations gratuites ne sont pas suffisantes.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) lève le bras en direction de M. Johnson.

(Tumulte)

Il demande l'ajournement. (S'adressant à M. Johnson) Sauvé par la cloche, déclare-t-il.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté trois résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. M. Jean Sénécal, préposé aux procès-verbaux de l'Assemblée législative, remplaçait, hier, M. Edgar Boutet au poste d'assistant-greffier. M. Boutet était absent à cause d'un deuil dans sa famille, rapporte *L'Événement-Journal* du 22 juin 1962, à la page 25.

2. "4 voies", selon *Le Nouvelliste* du 22 juin 1962, à la page 12.

3. Nous ne savons pas où se situe précisément cette intervention de M. Johnson.

4. Le journaliste du *Soleil* du 22 juin 1962, à la page 10, ajoute également "(ou Claire)". Encore une fois, on ne sait pas exactement où se situe cette intervention.

5. Chiffre du *Soleil* du 22 juin 1962, à la page 3: 200 livres au pied carré.

6. Chiffre du *Soleil* du 22 juin 1962, à la page 3: 300 livres par pied carré.

7. M. Omer-Jules Desautniers, surintendant, assistait le ministre en Chambre à cette occasion, relate le journaliste du *Nouvelliste* du 22 juin 1962, à la page 12.

8. Dans *Le Temps* du 28 janvier 1962, à la page 8, on utilise plutôt l'expression "esprit déformateur".

9. *Le Droit* du 22 juin 1962, à la page 12, écrit que l'horloge indiquait qu'il restait encore cinq minutes avant la fin de la séance.

Séance du vendredi 22 juin 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 10 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Motions des députés:

**Anniversaires des députés
de Shefford, M. Russel
et de Témiscamingue, M. Larouche**

M. Johnson (Bagot) offre ses vœux au député de Shefford (M. Russel) et au député de Témiscamingue (M. Larouche)¹.

**Deuxième anniversaire
de l'élection du 22 juin 1960**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) offre ses vœux au député de Shefford (M. Russel) et au député de Témiscamingue (M. Larouche).

Pour le parti ministériel, c'est aussi un anniversaire important. Je suis particulièrement heureux, dit-il, de rappeler l'événement, car, il y a deux ans aujourd'hui, la province de Québec a décidé de se libérer, et c'est un heureux anniversaire pour elle et pour nous. Mes collègues du Cabinet et moi, de même que les députés, allons célébrer cet événement en abattant une bonne journée de travail, puisque la Chambre siégera jusqu'à 5 h 30 et que le Conseil des ministres tiendra une séance ce soir.

(Applaudissements à droite)

M. Bertrand (Missisquoi): J'espère que le premier ministre conservera sa bonne humeur toute la journée.

M. Johnson (Bagot): Permettez-moi de souligner aussi cet anniversaire, mais pas de la même manière que le premier ministre. Je dois reconnaître que le premier ministre a beaucoup travaillé depuis ce temps. Aussi, lui offrirai-je mes sympathies en constatant que seulement deux ans après sa victoire, le 22 juin 1960, il lui manque 307,000 libéraux, comme l'ont démontré les élections fédérales de lundi dernier.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je regrette cette interprétation que le leader de l'Union

nationale donne au vote de lundi dernier. Les dernières élections générales fédérales n'ont rien changé. Le nombre de citoyens qui accordent leur confiance aux autorités provinciales actuelles n'a cessé d'augmenter depuis juin 1960 et s'accroît encore tous les jours.

Quant aux centaines de personnes qui ont voté pour le Crédit social au Québec, il suffit d'analyser le vote pour savoir que ce sont des gens qui ont voté en 1958 en faveur du Parti conservateur fédéral et des amis des gens d'en face.

Il est d'ailleurs remarquable que dans tous les comtés, sauf une exception peut-être, qui seront représentés par des créditistes aux Communes, les candidats conservateurs sont arrivés bons derniers et, dans bien des cas, ont presque régulièrement perdu leur dépôt.

M. Johnson (Bagot): J'en suis rendu au point d'avoir confiance dans Maurice Lamontagne².

Déclarations ministérielles:

**Nomination
de Fernand Dostie**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): M. Fernand Dostie, sous-ministre au département de la Famille et du Bien-être social, a été nommé président de la Régie des expropriations de Montréal. Le sous-ministre a été l'objet de critiques acerbes parfois de la part de certains journaux.

Deux investigateurs dignes de la plus haute confiance, tant du point de vue de leur compétence que de leur objectivité, sur l'administration de M. Dostie, en sont venus à la conclusion que les accusations faites contre ce haut fonctionnaire étaient sans fondement.

Les enquêteurs m'ont fait rapport qu'il ne subsistait aucun doute dans leur esprit quant à l'intégrité de l'administration de M. Dostie. D'autre part, M. Dostie voulait être transféré à un autre poste responsable de l'administration. C'est du reste une demande qu'il avait déjà faite à plusieurs reprises. Son successeur au ministère de la Famille, que dirige le représentant de Richmond (l'honorable M. Lafrance), n'a pas encore été désigné.

Je veux, en accédant à sa requête, profiter de l'occasion pour marquer mon appréciation du travail

qu'il a accompli au service du gouvernement de la province. M. Dostie possède une longue expérience dans le domaine de l'administration puisqu'il est fonctionnaire depuis 1946.

M. Dostie, qui est un ancien major du Royal 22^e Régiment qui a combattu en Europe, cumulera les fonctions de coordonnateur de la défense civile pour la province de Québec, poste qu'il occupait déjà, et celle de président de la Commission d'expropriation.

Cet organisme a été créé au cours de la présente session pour entendre les appels d'expropriations faits par la cité de Montréal. Son traitement demeure à \$17,000 dont \$14,000 comme président du Bureau des expropriations et \$3,000 comme coordonnateur de la défense civile. Les deux autres membres de la Commission d'expropriation sont M. René Reeves, un avocat montréalais âgé de 60 ans, et M. F.-X. Vézina, un comptable de Montréal, âgé de 56 ans.

Rapports des comités permanents:

M. Binette (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 203 modifiant la charte de la cité de Saint-Jean.

Projets de loi:

Charte de Saint-Jean

M. Ouimet (Saint-Jean) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 203 modifiant la charte de la cité de Saint-Jean.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 203 sans l'amender.

M. Ouimet (Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Correction à la loi des hôpitaux

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que les mots "tel qu'adopté par le comité", qui apparaissent au recto du bill 44 des hôpitaux, réimprimé pour l'usage des députés, soient biffés, y ayant été insérés par erreur.

Adopté.

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963³

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions cent soixante-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles normales (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Sherbrooke sera la première ville à en bénéficier dès cette année ou au début de l'an prochain. Il y a plusieurs projets d'écoles normales dans la province depuis deux ans, notamment à Hull et à Arvida. Celui de Sherbrooke est en marche et le gouvernement a pris les dispositions nécessaires pour assurer la survie de l'École normale d'Amos. Au sujet de l'École normale de Sherbrooke, les plans sont à peu près finis et des crédits sont prévus dans le budget de 1962-1963 pour l'ouverture du chantier, à la rubrique "Immobilisation".

M. Pouliot (Gaspé-Sud) suggère au ministre de doter d'une école normale l'extrémité de la Péninsule gaspésienne.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) souligne les efforts accomplis par le

gouvernement provincial, depuis deux ans, pour élever le niveau de l'instruction et la qualité de l'enseignement.

M. Prévost (Montmorency): De trop nombreux parents et commissaires d'écoles ne réalisent pas la nécessité d'élever le niveau minimum de l'instruction dans la province. Tout petit Québécois, toute petite Québécoise devrait aller en classe jusqu'à la fin de la 11^e année. Il reconnaît, tout en les jugeant encore insuffisants, les efforts du ministre de la Jeunesse pour améliorer l'enseignement; mais, de toute façon, un ministre de la Jeunesse ne peut atteindre cet objectif qu'avec le concours des autorités locales; or, trop fréquemment, parents et commissions scolaires se montrent réticents et ne collaborent pas, surtout par crainte de dépenses supplémentaires.

Soulignant les difficultés rencontrées par tout homme de bonne volonté qui, en ayant le pouvoir, envisage une réforme de l'enseignement pour le mieux, il déclare: Le gouvernement actuel a concentré particulièrement ses efforts sur le développement de l'enseignement secondaire et sur une certaine centralisation au niveau de l'enseignement primaire. Mais le député de Vaudreuil-Soulanges a pu constater, en deux ans, combien il est difficile de parvenir au but qu'on s'est fixé. Le ministre de la Jeunesse a réalisé non pas ce qu'il voulait, mais ce qu'il a pu. On ne peut rien faire sans le concours des autorités locales. Il est impossible de construire une école centrale paroissiale contre le gré des commissaires, ni une école centrale régionale si la commission scolaire ne le veut pas.

Les membres des commissions scolaires, les parents et les étudiants doivent prendre conscience que les jeunes ont besoin d'au moins l'équivalent de la 11^e année pour conserver un emploi, quel qu'il soit. Je reconnais au député de Vaudreuil-Soulanges le mérite d'avoir, à plusieurs reprises, attiré l'attention des parents et des commissaires sur l'urgente nécessité d'une évolution, notamment vers une certaine centralisation et vers l'établissement d'un enseignement secondaire complet. Mais cela reste un minimum, car dans l'industrie, pour engager un simple balayeur d'usine, on exige d'avoir fait sa 10^e ou sa 11^e année. L'employeur est conscient des obligations qu'il assume alors.

Le nouvel employé commence au bas de l'échelle, mais doit avoir l'avantage, par la suite, de gravir les degrés de la hiérarchie. Il est nécessaire que nous amenions toute la population, tous les parents, tous les membres des commissions scolaires à prendre conscience qu'aujourd'hui et à partir de

maintenant il n'y aura plus de place désormais pour un jeune homme qui, voulant travailler, n'aura pas au moins une formation de base correspondant à la 11^e année.

L'un des groupes les plus nombreux à souffrir du chômage est celui qui n'a que peu d'instruction ou de compétences. Il voit, dans l'élévation du niveau de l'instruction, un moyen de réduire le chômage à l'avenir. Tous rendront service à la cause de l'éducation en exprimant bien haut les objectifs de ceux qui ont foi en l'éducation, pour faire comprendre ceux qui ne les partagent pas encore. Si on ne réalise pas ça, le nombre de chômeurs ne diminuera pas durant les années à venir, car un bon nombre de chômeurs n'ont pas réussi à faire leur chemin, faute de préparation suffisante. Une très grande partie de la population est consciente du problème.

Malheureusement, il y a encore de trop nombreuses commissions scolaires qui n'ont pas encore saisi l'importance primordiale d'une éducation plus poussée de la jeunesse d'aujourd'hui. Même dans le milieu rural, et peut-être là surtout, le niveau général de l'instruction devrait être amélioré. Si tous les secteurs avaient évolué à la même vitesse, je pense que le niveau général de l'éducation de la jeunesse serait déjà plus élevé.

Dans la majorité des cas, les commissaires désireux d'aller de l'avant rencontrent un obstacle sur leur route: le problème financier. Où en est le projet d'un barème de subventions minima aux commissions d'écoles pour la construction? Il demande au ministre ce qu'il pense de son projet de barème de subventions mis à l'essai pendant un an du temps qu'il était au pouvoir.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): J'ai pris connaissance du projet de l'ancien secrétaire de la province. Je l'ai jugé inacceptable administrativement. Je n'ai pas voulu le proposer, parce qu'il pouvait être une source d'injustice. J'espère soumettre, dans un avenir plus ou moins rapproché, un barème pour les subventions aux commissions scolaires. Il s'agit de trouver les normes de capacité de payer des municipalités. Le sujet est à l'étude. Pour le moment, le système employé est celui que le député connaît. On tient compte de ce qui est payé localement et nous analysons l'ensemble des facteurs.

M. Prévost (Montmorency): Les commissions scolaires sont actuellement dans l'incertitude, vu qu'elles ne connaissent pas les intentions du ministre.

Leurs dépenses ne sont couvertes que par deux sources de revenus: l'impôt foncier et les subventions gouvernementales.

Dans le premier cas, la propriété est saturée de taxes en beaucoup de milieux. Les commissions scolaires doivent alors dépendre surtout des subventions de l'État. Mais il arrive trop souvent qu'elles ne connaissent pas la politique du gouvernement à ce sujet.

À l'heure actuelle, 900 des 1,700 commissions scolaires de la province ont accumulé un déficit total de l'ordre de \$21,000,000⁴, l'an dernier. C'est le plus haut chiffre jamais atteint à ce sujet. Comment veut-on en venir à une instruction plus poussée et à la formation d'écoles secondaires régionales, l'une des formules dont on peut tirer le plus de succès au point de vue scolaire?

Si l'on veut que ça bouge partout, chez les commissions scolaires, en particulier au niveau régional, il va falloir que le ministre définisse un niveau minimum de subventions pour la construction d'écoles secondaires régionales, avec pouvoir pour le gouvernement de hausser ces montants selon le besoin, afin de faciliter le progrès des commissions scolaires locales et régionales.

La résolution est adoptée.

La séance est suspendue à midi.

Reprise de la séance à 2 h 30

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Le comité poursuit l'étude des crédits budgétaires.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions cent soixante-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles

normales (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles dans les territoires non organisés (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Cours de perfectionnement (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Prévost (Montmorency) suggère que les professeurs laïques renoncent aux brevets d'enseignement B et C, tout comme l'ont fait les communautés religieuses enseignantes, car les brevets B et C ne sont pas aussi souhaitables que le brevet A ou son équivalent, le baccalauréat.

Ceux qui veulent accéder à la profession d'éducateur doivent avoir le brevet A ou l'équivalent du baccalauréat en pédagogie. Aux écoles normales de Hull, il n'est plus question du cours menant à l'obtention du brevet C. À l'école normale de garçons, les cours donnés mènent à l'obtention du brevet A ou du baccalauréat en pédagogie. Il faut être droit et juste envers les éducateurs, mais aussi exigeant à leur égard quant à leur formation pédagogique.

Il fait l'éloge des éducateurs et des 3,000 étudiants qui se préparent à enseigner dans les écoles. Leur formation pédagogique plus complète conduit à l'optimisme sur l'avenir de notre éducation.

Tous ceux qui accèdent à l'enseignement assument de très lourdes responsabilités dès qu'ils entrent dans la carrière. Le rôle des parents est de plus en plus difficile à remplir dans le domaine de l'éducation. Aussi, il vient un jour où les parents doivent déléguer une partie de leurs fonctions aux éducateurs. Ceux-ci rencontrent parfois des difficultés qui atteignent parfois le même niveau ou presque que celles des parents eux-mêmes. C'est là que nous réalisons combien il faut être prudent lorsqu'on veut leur adresser des reproches, les critiquer. Il faut être juste et objectif, bien qu'on ait le droit d'être exigeant à leur égard.

Il ne faudrait pas adresser à l'ensemble du corps professoral des reproches qu'un certain groupe peut mériter. Il ne faudrait pas en profiter pour s'en

prendre à toute la profession. Est-il une classe, un groupement où tous les membres ne méritent aucun reproche? Soyons justes. Les instituteurs et les professeurs du Québec réalisent bien que l'évolution que la population souhaite dans tous les domaines doit aussi se produire dans le champ de la formation pédagogique.

J'en vois une preuve dans le nombre croissant des maîtres qui profitent de leurs vacances annuelles pour enrichir leur bagage de connaissances, en suivant des cours de perfectionnement, l'été. On croit généralement que le personnel enseignant travaille 175 jours par année environ, mais il en est tout autrement puisqu'en dehors des heures de classe, les professeurs doivent préparer leurs cours et, durant l'été, ils suivent des cours de perfectionnement dont ils profitent, mais dont profitent aussi les enfants.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Cours par correspondance et autres cours (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Revue pédagogiques (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): J'attends beaucoup de mon Bureau de planification, dirigé par M. Arthur Tremblay, qui renseigne le ministère de la Jeunesse sur

l'établissement des politiques générales. Il est en opération depuis que je suis entré en fonction. Sous l'égide de cet organisme, des pédagogues, des sociologues, des économistes et des spécialistes des problèmes administratifs élaborent la politique générale du ministère de la Jeunesse.

M. Bertrand (Missisquoi) demande au ministre de faire distribuer le rapport de son ministère avant l'étude de ses crédits, pour faciliter le travail. Il félicite le ministre d'avoir mis toutes les lois de l'éducation dans un même manuel.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): La publication du rapport avant l'étude du budget est un projet de mon ministère, dit-il. Mais, actuellement, il n'a pas le personnel nécessaire.

La construction des écoles relève maintenant d'un service distinct, qui se trouve sous la direction intérimaire de M. Gilles Bergeron. Il a deux architectes à son emploi. On veut lui donner plus d'ampleur encore. Ce service relève directement de M. J.-L. Pagé, sous-ministre de la Jeunesse. Au cours de l'an dernier, mon ministère a retenu les services de 263 nouveaux employés, ce qui représentera des augmentations de salaire d'environ \$800,000 pour l'année en cours.

M. Bellemare (Champlain) fait allusion à un arrêté en conseil, adopté le 7 décembre 1961, qui impose certaines normes quant aux soumissions qui précèdent la signature de contrats de construction. Le gouvernement va beaucoup trop loin par cet acte. On oblige les compagnies soumissionnaires à révéler le nom et l'adresse de tous les directeurs avec leurs références bancaires, et aussi de révéler les nom et adresse des employés. De plus, elles seraient obligées de fournir la liste des travaux en cours. C'est de la dictature. C'est de l'ingérence politique. Jamais l'Union nationale n'a fouillé dans l'entreprise privée de cette façon.

Dans son programme, le Parti libéral promettait de revaloriser la fonction de commissaire d'écoles et de bannir l'influence politique dans les commissions scolaires. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Le 7 décembre 1961, un arrêté en conseil accordait au ministre le pouvoir de s'ingérer dans les affaires des commissions scolaires. Or, cet arrêté en conseil soumet les commissaires à un carcan. Cet arrêté en conseil transforme les commissaires en robots, en pantins qui doivent s'agiter au bout d'une corde suivant les caprices et les décisions du ministre.

C'est un geste qui ne fait pas honneur à "l'équipe libérale"⁵. Grâce à cet arrêté en conseil, le

ministre peut faire exécuter, en régie, des travaux autres que la construction d'une école. Il peut restreindre l'appel des soumissions aux gens de la région. Il permet même l'appel de soumissions privées.

C'est là un pouvoir arbitraire qui place le ministre au-dessus des commissaires. Je ne dis pas que le ministre actuel, qui est un gentil garçon, voudra l'exercer lui-même. Mais c'est un pouvoir qui pourra être exercé quand même par l'intermédiaire de cette puissante Fédération libérale, qui s'en servira pour récompenser des amis politiques.

Le 3 mai dernier, on a fait parvenir à la commission des écoles du Cap une lettre l'obligeant à remplir de nouvelles formules, à l'avenir, suivant l'arrêté ministériel du 7 décembre 1961. Ce qui est plus grave, c'est que le ministre, par cet arrêté en conseil, peut permettre que des soumissions soient demandées privément à un groupe restreint de constructeurs.

L'autonomie des commissions scolaires du Québec est morte au champ d'honneur du Parti libéral. C'est de nouveau le règne de pouvoirs discrétionnaires, dont MM. Lapalme et Hamel ont toujours critiqué la mise en pratique par l'ancien gouvernement.

À Murdochville, 90 % des taxes sont payées par les compagnies, et l'on accorde un octroi de \$400,000 pour une école, soulageant les compagnies de \$352,000 de taxes.

À La Tuque, 63.6 % des taxes sont payées par les compagnies, mais l'on n'accorde pas l'octroi pour une nouvelle école. On veut revaloriser les commissions scolaires, dont les membres sont élus par scrutin et jugés par le peuple. Mais on leur impose un carcan politique par cet arrêté ministériel du 7 décembre.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Le député de Champlain veut retourner à l'ancienne méthode de favoritisme et de patronage.

M. Bellemare (Champlain) soulève une question de privilège.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) parle.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) parle⁶.

Des députés ministériels⁷ lancent des invectives à l'opposition.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) parle⁸.

M. Bertrand (Missisquoi): Attention! C'est vendredi⁹.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Le député de Champlain a détourné le sens des textes. Mais je lui dirai que, depuis que je suis ministre, pas une école n'a été construite, pas un contrat n'a été accordé sans que les plans ne soient approuvés par les commissions des écoles, le ministre de la Jeunesse et le ministre de la Santé. Deuxièmement, un arrêté en conseil est une décision de tous les ministres et non une décision du ministre de la Jeunesse. Et la décision à laquelle le député de Champlain fait allusion affecte tous les ministres qui ont des travaux de construction à faire effectuer.

Je comprends que le digne député de Champlain s'oppose à l'arrêté en conseil du 7 décembre 1961. Il contient des règles imposées aux commissions scolaires, des règles publiques, des précautions nécessaires.

Il est vrai que l'on demande les nom, adresse, etc. des soumissionnaires. Sans doute le député de Champlain aimerait-il retourner à l'ancien système de patronage et de favoritisme. Sous l'ancien régime, on cachait ces choses. On voudrait que les commissions scolaires donnent des contrats sans références bancaires.

Sous l'Union nationale, c'étaient seulement les garanties de M. Martineau¹⁰. On donnait des contrats sans soumissions à des boulangers, à des barbiers et à des vendeurs de graines, mais ce temps-là est maintenant révolu. Avant le 5 juillet 1960, il n'y avait pas cet arrêté en conseil, il n'y avait que la discrétion des ministres qui était reine et maîtresse.

Il apparaîtra à tout homme de jugement qui réfléchira sur cet arrêté en conseil qu'il comporte des conditions tout à l'avantage des commissions scolaires, grandes et petites. Il est extrêmement important qu'on indique aux administrateurs de la chose publique des normes et des conditions, une façon de procéder suivant les intérêts financiers et humains sur le plan local.

Ces règles, ces normes, je peux défier qui que ce soit de les prendre, article par article, et de prouver qu'elles ne sont pas à l'avantage de la protection des fonds publics sur le plan local, et que les revenus proviennent de la taxe imposée aux propriétaires ou des subventions du gouvernement. Ces conditions que nous avons imposées, elles étaient nécessaires au moment du changement de gouvernement.

Dans un régime démocratique, certaines normes sont nécessaires, lorsque des corps publics ont la charge de fonds publics. Le gouvernement provincial lui-même s'assujettit à certains règlements, et cela, dans l'intérêt même des contribuables.

Depuis que je suis ministre, dit-il (l'honorable M. Gérin-Lajoie), soit le 6 juillet 1960, à moins que ce ne soit dans les deux ou trois premiers mois, à cause de la bousculade inévitable, je n'ai jamais autorisé une commission scolaire à donner un contrat de construction d'école sans que la commission scolaire n'ait d'abord procédé, au préalable, à une demande de soumissions publiques. Et cette ligne de conduite a été tenue depuis que notre gouvernement est au pouvoir.

M. Johnson (Bagot): Qu'en est-il des autres contrats?

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Je ne suis pas ici pour discuter des autres ministères. Nous étudions présentement le budget de mon ministère. Par ailleurs, j'ai autorisé des commissions scolaires à restreindre des demandes de soumissions à un territoire que j'ai moi-même déterminé au meilleur de ma connaissance, à condition qu'il y ait, dans le territoire ainsi déterminé, un nombre suffisant d'entrepreneurs compétents pour assurer des prix compétitifs. Je ne voulais pas que le territoire soit restreint.

Dans le cas de petits comtés où cette dernière condition était impossible à mettre en force, j'exigeais que le territoire déterminé comprenne deux ou trois comtés. Comme politique générale, l'entrepreneur vivant dans la région immédiate était favorisé, à condition que son offre soit comparable à celles de ses concurrents.

Depuis le 6 juillet 1960, jamais je n'ai autorisé une commission scolaire à accorder un contrat de construction d'école à un autre que le plus bas soumissionnaire, sous deux réserves: il fallait que l'entrepreneur soit compétent et solvable et, quand on me représentait que le plus bas soumissionnaire ne possédait pas ces garanties, j'exigeais que cela soit prouvé par un document mis au dossier.

J'ai permis à des commissions scolaires, dans tous les cas où on me l'a demandé, d'accorder le contrat à un autre que le plus bas soumissionnaire si celui-ci ne demeurait pas dans la localité, mais à condition que la différence du prix ne dépasse pas un certain pourcentage, environ 5 %.

Une réglementation est en préparation pour couvrir ce dernier cas. Elle sera étudiée par le Cabinet

et mise en force ensuite, au même titre que l'arrêté ministériel. Elle fixera le pourcentage du surplus que l'on ne pourra pas dépasser, même pour donner le contrat à l'entreprise locale. Au surplus, s'il se fût agi d'un carcan, il y aurait eu des protestations des commissions d'écoles. Voilà la politique que j'ai suivie depuis que je suis ministre de la Jeunesse, depuis le 6 juillet 1960.

M. Bellemare (Champlain): Le ministre de la Jeunesse a soutenu que la réglementation s'applique à tous les départements, mais qu'il sait qu'elle s'applique surtout aux commissions scolaires. Le ministre a demandé s'il n'y a pas des noms cachés sous des contracteurs; s'il y en a, qu'il les nomme. J'ai droit, dans cette Chambre, à une réputation intacte. Le ministre fait faire des choses qui ne le regardent pas. Les commissaires aussi ont un mandat, une responsabilité publique et devront rendre des comptes demain. Ce sont des gens intelligents et honnêtes. Ils n'ont pas de leçons à recevoir et on ne doit pas leur mettre un carcan politique.

Du temps de l'Union nationale, les commissions scolaires étaient libres. Le ministre a surtout prêché la vertu, mais aujourd'hui, dans un ordre en conseil, il sème partout la terreur. Les commissions scolaires sont en effroi, les commissaires ont peur du ministre. Et le ministre parle de relations cordiales? C'est devenu un homme intransigeant qui fait perdre le sens des responsabilités aux commissions scolaires. Le ministère de la Jeunesse détient un pouvoir discrétionnaire sur les commissaires d'écoles qui sont élus par la population. Je parle en faveur de la liberté d'expression, des contribuables et des commissaires scolaires. Je parle d'une manière objective, non pas comme le ministre de la Jeunesse.

M. Prévost (Montmorency): Je regrette de différer d'opinion avec mon collègue de Champlain. De plus en plus, l'État provincial doit défrayer le coût de l'éducation. En principe, je suis en faveur d'une réglementation ministérielle, du fait que la contribution du gouvernement n'a cessé de s'accroître et ne cessera de s'accroître. Pour ma part, lorsque j'étais ministre, j'exigeais des rapports des ingénieurs, des architectes. Je leur demandais de me confirmer que le prix le plus bas était aussi le plus juste.

Il est important, pour rendre justice à la population, de protéger les fonds publics et d'obtenir la réalisation des projets au plus bas coût possible, d'avoir une réglementation. Je favorise la réglementation par voie d'arrêté ministériel dans le domaine de

l'éducation. J'aurais aimé cependant, et je le suggère au ministre, que la réglementation ait la même forme, la même souplesse que la nôtre, qui impliquait une décision conjointe du gouvernement et des commissions scolaires.

(Applaudissements à droite)¹¹

M. Johnson (Bagot) décrit comme la clé du patronage le pouvoir qu'a le ministre de la Jeunesse de permettre à une commission scolaire de procéder par voie de soumissions privées, plutôt que publiques. Il se réjouit par contre de ce que le ministre n'ait jamais encore utilisé ce pouvoir.

M. Russell (Shefford) pose une question.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Il appartient aux commissions scolaires de surveiller elles-mêmes l'exécution des contrats qui les lient avec des entreprises privées, pour le transport des écoliers aux écoles soumises à leur juridiction.

M. Russell (Shefford) se plaint des conditions dans lesquelles se fait souvent le transport des enfants à l'école. C'est dû en partie à l'obligation d'arrêter son choix sur le soumissionnaire le moins exigeant. Bien souvent, le plus bas soumissionnaire n'est pas adéquatement équipé pour rendre ce service social collectif. Si les commissions refusent les plus basses soumissions, elles sont alors tenues de solder la différence du coût. Dans certains cas, au lieu d'autobus, on utilise de petites camionnettes où l'on entasse inconsiderablement les écoliers. Les officiers du ministère auraient jugé suffisant ce genre de transport.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Je suis surpris, dit-il, devant ce fait inusité. Si on me soumet un cas précis, je promets de faire examiner la situation par qui de droit. La loi indique clairement et exactement le nombre d'enfants qu'on peut transporter dans tel ou tel genre de véhicule.

M. Russell (Shefford) suggère au ministre de la Jeunesse d'exiger que les voitures des soumissionnaires soient inspectées par des agents de la province, avant de forcer une commission scolaire à donner un contrat à qui que ce soit.

M. Caron (Maskinongé) propose, de son côté, au ministre de la Jeunesse de recourir aux mesures nécessaires pour vérifier, de temps à autre,

la qualité des véhicules employés pour le ramassage des écoliers ainsi que la façon dont on s'en sert.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Je souhaite que, au moins durant l'hiver, les autobus scolaires prennent même les enfants qui demeurent à moins de un mille de l'école.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Nous étudions le problème.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit millions deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles d'enseignement spécialisé, y compris subventions (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Bertrand (Missisquoi) pose une question.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Les écoles d'enseignement spécialisé dans le Québec coûteront au gouvernement de la province de Québec et au gouvernement fédéral, en vertu d'un plan conjoint, une somme globale de \$19,110,000, en 1962-1963. La part du gouvernement d'Ottawa est de \$10,910,000.

M. Bertrand (Missisquoi): Je constate que la contribution du gouvernement fédéral est de \$10,910,000¹² sur un budget de \$19,110,000, au chapitre des écoles d'enseignement spécialisé. Nous avons cru comprendre que, selon les déclarations du premier ministre, le gouvernement veut abandonner le principe des plans conjoints ou les modifier¹³. On devrait plutôt faire un effort pour récupérer d'Ottawa tous les deniers qui nous reviennent de justice et de droit. Le gouvernement provincial doit se montrer intransigeant et exiger de garder le contrôle le plus complet dans ce domaine, car l'éducation est un problème relevant de la juridiction de l'État québécois. Il serait bon de situer et de préciser cette politique, surtout en prévision de la prochaine conférence fédérale-provinciale qui doit avoir lieu en septembre prochain, dans la capitale fédérale.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): La nouvelle échelle des traitements acceptée par le Conseil exécutif, à l'intention des

directeurs et professeurs de l'enseignement spécialisé, technique et professionnel, prévoit un accroissement de \$2,000,000 des dépenses gouvernementales. Cette échelle est entrée en vigueur en septembre 1961 et sera pleinement exécutoire en septembre prochain.

M. Bertrand (Missisquoi) pose une question.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Un professeur peut maintenant gagner jusqu'à \$9,000. Quant au directeur, il reçoit son salaire de professeur selon ses années de service, plus un supplément variant entre \$1,000 et \$2,000 par année. De façon générale, les directeurs des instituts de technologie et d'écoles d'arts et métiers reçoivent de \$11,500 à \$12,000.

M. Bertrand (Missisquoi) pose une question.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Les élèves qui vont en classe durant le jour, dans les écoles dispensant l'enseignement technique et professionnel, sont au nombre de 15,000. Les cours du soir sont en préparation.

M. Prévost (Montmorency): Les \$60,000,000¹⁴, constituant la différence entre le nouveau budget et l'ancien budget du ministère de la Jeunesse, ne représentent pas véritablement une augmentation des fonds affectés à l'éducation. Cette augmentation est apparente. C'est plutôt le résultat d'un changement dans la comptabilité par suite du transfert d'une source de revenus, car le gouvernement a enlevé aux commissions scolaires le revenu de la taxe d'éducation, soit environ \$68,000,000.

À mon avis, à cause de cette soustraction, l'effort du gouvernement demeure à peu près inchangé. Bref, les autorités provinciales n'auraient pas accentué, autant qu'elles le prétendent, leurs efforts pour financer l'enseignement. Selon les statistiques officielles, le déficit global annuel des commissions des écoles était l'an dernier sensiblement le même que l'année précédente, soit \$22,000,000.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): L'augmentation des subventions fut de \$5,000,000, en 1960-1961, et de \$3,500,000, en 1961-1962. Pour 1962-1963, cette augmentation atteindra éventuellement de \$5,000,000 à \$7,000,000.

M. Bertrand (Missisquoi): Nos écoles d'enseignement spécialisé ont pris un essor considérable à compter de 1946, avec la fondation du

ministère de la Jeunesse. Dans ce domaine, l'œuvre de Paul Sauvé ne pourra être oubliée. Dans une lettre qu'il écrivit à son père, des champs de bataille de la dernière guerre, Paul Sauvé disait qu'il serait heureux, à son retour, de travailler pour la jeunesse de sa province. L'occasion lui en fut fournie à sa rentrée dans son foyer.

Le ministre actuel de la Jeunesse, celui qui vous parle, et tous ceux qui ont été mêlés à l'organisation du ministère admettront que l'œuvre de Paul Sauvé a été salutaire et profitable à toute la jeunesse de la province. Elle peut être complétée, sans soute. Si le ministre actuel met, à la parfaire, le même dynamisme que Paul Sauvé a apporté à son édification, il méritera lui aussi des éloges. Nos écoles d'enseignement spécialisé, telles qu'organisées par M. Sauvé, avaient une réputation internationale. Tout le monde en convient aujourd'hui.

M. Tremblay (Maisonneuve) tente d'obtenir l'aide gouvernementale pour le père de deux enfants qui fréquentent une école de sourds et muets à Montréal. Cet homme doit dépenser plus de \$1,200 par année pour faire instruire ses enfants, et il a vainement tenté, jusqu'à ce jour, d'obtenir un supplément d'assistance de l'administration provinciale.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) suggère au député de Maisonneuve de faire une autre demande pour permettre une enquête plus approfondie.

M. Prévost (Montmorency) attire l'attention des députés sur une école d'un singulier mérite. Un élève formé dans cette institution entrera à l'Université Laval en septembre, pour y suivre les cours de médecine. Ce succès à lui seul justifierait la création de cette école fondée par la Ligue féminine de Québec qui s'en est occupée depuis. Il cite *L'Événement-Journal* comme source de ses informations au sujet de cet élève, Raymond Gagnon, fils de M. et de Mme Paul Gagnon, de la paroisse Saint-François-d'Assise.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je me joins au député de Montmorency pour dire tout le bien que je pense de cette institution de très grande renommée qu'est l'école Cardinal-Villeneuve, dont le succès est dû à la Ligue catholique féminine et au personnel qui a administré cette école depuis sa fondation. Conscient de la grandeur de cette œuvre, j'ai obtenu récemment une somme substantielle d'un philanthrope, pour aider l'école. Je l'ai transmise aux

autorités de l'école Cardinal-Villeneuve, pour les aider à financer leur œuvre si méritoire.

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):

Afin de mettre en vigueur les recommandations de la Commission d'études des hôpitaux psychiatriques, afin également de jeter les bases d'un programme vigoureux de réadaptation des malades mentaux, je projette d'assurer la formation d'un personnel spécialisé en psychiatrie et dans les disciplines connexes. Pour ce faire, nous allons établir immédiatement un programme d'assistance qui permettra de corriger les déficiences qui existent actuellement dans ce domaine.

Comme vous le savez, nos plus grandes difficultés proviennent du fait qu'il y a actuellement pénurie de psychiatres, d'infirmières spécialisées en psychiatrie, de travailleurs sociaux, de psychologues, d'ergothérapeutes, chez nous. Nous allons faire appel aux finissants et finissantes des cours classiques et scientifiques, aux gradués des universités et même aux médecins qui auraient les aptitudes requises et le goût de s'initier aux sciences psychiatriques.

Le ministère de la Santé entend faire sa part et aider à la formation d'un personnel apte à remplir les nombreux postes qu'il faut créer, si l'on veut rétablir la santé mentale chez de trop nombreux malades qui pourraient être guéris avec les spécialistes requis. Les malades mentaux, tout comme les autres, ont le droit de jouir des avantages de la santé. C'est le devoir strict de l'État de la leur assurer et c'est ma volonté de collaborer étroitement à cette réadaptation, à ces guérisons.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)

propose: 9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles professionnelles privées (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Enseignement des beaux-arts et de l'architecture, y compris subventions (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept millions

huit cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Services de l'aide à la jeunesse, y compris bourses et subventions (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Bertrand (Missisquoi): J'invite le ministre de la Jeunesse à prendre les dispositions voulues, pour éviter une nouvelle marche des étudiants sur le Parlement et leurs protestations massives, comme ce fut le cas cette année. Le ministre doit prévoir et obtenir le plus tôt possible du ministère des Finances les fonds voulus pour verser régulièrement et ponctuellement les bourses que les étudiants demandent. Il ne faut pas que le malaise qui a régné cette année se prolonge.

M. Prévost (Montmorency) demande que le ministre de la Jeunesse prenne des mesures pour répondre plus vite aux demandes des étudiants et leur payer ponctuellement les sommes qui leur ont été accordées, afin d'éviter les protestations massives qui ont eu lieu l'an dernier.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Les étudiants recevront leur bourse d'études à temps, au cours de l'automne prochain. Les retards inévitables qui se sont produits dans le versement des bourses aux étudiants, cette année, ne sont pas dus au manque d'argent du ministère des Finances qu'administre l'honorable premier ministre, mais bien à un accroissement très considérable des demandes de bourse de la part des étudiants reçues par le ministère de la Jeunesse.

Il a fallu enquêter et peser les besoins réels de chaque étudiant solliciteur. Il y a deux semaines, le ministère a procédé à une réorganisation des services pour permettre à des départements autonomes d'accélérer l'émission des bourses, de s'occuper de l'éducation populaire et des handicapés. Ottawa fournit environ \$2,000,000 pour les bourses d'études, verse environ 50 % aux cours d'éducation populaire et d'efficacité industrielle, et rembourse 100 % des salaires aux professeurs des cours donnés aux Forces armées.

M. Bertrand (Missisquoi): Ottawa contribue \$6,700,000 aux bourses d'études.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Au sujet de la contribution d'Ottawa au montant de \$6,700,000, il s'agit d'une coopération fédérale pour aider les jeunes chômeurs surtout.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Arbitrage (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission royale d'enquête sur l'enseignement (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Le problème des parents qui envoient leurs enfants à une institution d'une autre confession religieuse, lorsqu'ils sont parvenus au cours secondaire, devra être examiné par la Commission royale d'enquête sur l'enseignement. C'est en somme la question de la confessionnalité, et je me fie sur le rapport de la Commission à ce sujet. C'est un aspect important que devra examiner la Commission d'enquête.

M. Prévost (Montmorency) demande au ministre de donner des renseignements sur la situation qui se présente assez souvent quand des parents, après avoir fait leur choix au niveau de l'école primaire, décident de changer ce choix lorsque leurs enfants arrivent au secondaire et qu'il faut réclamer à une commission scolaire les \$200 prévus par la loi sur les frais de scolarité.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): C'est un problème compliqué que celui où les parents décident, au moment des études secondaires, de choisir une école d'une autre confession religieuse. J'ai soumis ce cas par écrit au président du Conseil de l'instruction publique. Si ce Conseil se réunissait plus souvent, au lieu de faire des séances pour l'histoire...

M. Prévost (Montmorency): J'ai lu plusieurs rapports soumis à la Commission d'enquête sur l'enseignement. Un bon nombre dénotent un souci de recherche qui fait honneur à leurs auteurs. La Commission d'enquête sur l'enseignement a assumé des responsabilités écrasantes. Il fait un vibrant éloge de son président, Mgr A.-M. Parent. Si la Législature a créé une commission, elle n'a pas pour autant abdiqué son droit d'étudier elle-même les graves problèmes de l'enseignement, et les législateurs

doivent continuer à apporter leur modeste contribution à cette grande cause.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Questions et réponses écrites:

Traitement des sous-ministres et autres cadres

M. Lavallée (Berthier): 1. Depuis le 5 juillet 1960, le gouvernement a-t-il haussé le traitement d'anciens ou de nouveaux sous-ministres, d'anciens ou de nouveaux assistants sous-ministres, sous-ministres adjoints, suppléants, associés ou conjoints?

2. Si tel est le cas, quel est le nom de chacun d'eux, le montant de l'augmentation qu'il a reçue, le salaire annuel qu'il reçoit maintenant et le département où il exerce ses fonctions?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): 1. Oui. (Voir le tableau à la page suivante)

<i>Nom</i>	<i>Montant de l'augmentation</i>	<i>Salaire annuel</i>	<i>Ministère</i>
Mercier, Ernest	\$ 2,000.00	\$ 17,000.00	Agriculture et Colonisation
Sous-ministre			
Labrie, Dr J.-Arthur	3,000.00	17,000.00	Chasse et Pêcheries
Sous-ministre			
Gagnon, Ls-Philippe	2,800.00	14,000.00	Chasse et Pêcheries
Sous-ministre adjoint			
Landry, André	800.00	12,800.00	Famille et Bien-être social
Sous-ministre adjoint			
Guay, R.-Edgar	800.00	12,000.00	Famille et Bien-être social
Sous-ministre adjoint			
Biéler, J.-Henri	3,000.00	17,000.00	Finances
Sous-ministre			
Todd, R. S.	400.00	12,000.00	Finances
Sous-ministre adjoint			
Tremblay, René	2,000.00	17,000.00	Industrie et Commerce
Sous-ministre			
Plante, Robert	1,400.00	10,600.00	Industrie et Commerce
Sous-ministre adjoint			
Pagé, Joseph	3,000.00	17,000.00	Jeunesse
Sous-ministre			
Poisson, Gustave	3,000.00	17,000.00	Jeunesse
Sous-ministre associé			
Pelletier, J.-Ant.	800.00	12,800.00	Jeunesse
Sous-ministre adjoint			
Auger, Dr Paul-E.	17,000.00	Richesses naturelles
Sous-ministre			
Denis, Bertrand-T.	1,600.00	14,000.00	Richesses naturelles
Sous-ministre adjoint			
Grégoire, Dr Jean	3,000.00	17,000.00	Santé
Sous-ministre			
Beaudet, Dr J.-C.	800.00	12,000.00	Santé
Sous-ministre suppléant			
Laberge, Dr Arm	800.00	11,000.00	Santé
Sous-ministre suppléant			
Guay, J.-Ed.	1,000.00	15,000.00	Terres et Forêts
Sous-ministre			
Deschamps, R.	3,000.00	14,000.00	Terres et Forêts
Sous-ministre adjoint			
Bourbeau, J.-M.	800.00	12,000.00	Terres et Forêts
Sous-ministre adjoint			
Verreault, Jacques	1,000.00	15,000.00	Transports et Communications
Sous-ministre			
Côté, Jacques	400.00	10,600.00	Transports et Communications
Sous-ministre adjoint			
Tremblay, Gérard	3,000.00	17,000.00	Travail
Sous-ministre			
Quimper, Donat	800.00	12,000.00	Travail
Sous-ministre adjoint			
Gauvin, Hervé-A.	17,000.00	Travaux publics
Sous-ministre			
Matte, Joseph	4,000.00	15,000.00	Voirie
Sous-ministre suppléant			
Langevin, Jean	2,200.00	10,600.00	Voirie
Sous-ministre suppléant			

Déclarations ministérielles:**Jours fériés**

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Les lundis 25 juin et 2 juillet, lendemains de la Saint-Jean-Baptiste et de la fête de la Confédération, seront des jours fériés et, par conséquent, chômés. Depuis quelques jours, un grand nombre de demandes d'information sur l'application des conventions collectives de travail ou des décrets, stipulant que la Saint-Jean-Baptiste et la fête de la Confédération sont des jours de congé parfois payés, afflue au ministère du Travail. La difficulté, cette année, c'est que les deux fêtes tombent un dimanche.

Conformément à la loi concernant les jours fériés et non juridiques, chapitre 19, 11 George VI, sous-paragraphes *h* et *m* du paragraphe 24 de l'article 61, la fête de la Saint-Jean-Baptiste est reconnue comme un jour de fête et jour férié le 24 juin, ou le 25 juin si le 24 est un dimanche, de même pour l'anniversaire de la Confédération, le 2 juillet est jour férié si le 1^{er} juillet est un dimanche. Il va de soi qu'il n'est nullement besoin d'une proclamation spéciale pour faire que le lendemain de la Saint-Jean-Baptiste et le lendemain de la fête de la Confédération seront chômés. Il y aura une exception pour les membres de l'Assemblée législative; ils n'auront pas de séance lundi prochain, mais ils siégeront le lundi 2 juillet.

Fête de la Saint-Jean-Baptiste

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): La fête de la Saint-Jean-Baptiste coïncide cette année avec le lancement d'un projet susceptible d'assurer une participation plus active des Canadiens français au développement économique de la province de Québec. Il s'agit de la loi constituant la Société générale de financement du Québec. Nous avons trop longtemps retardé à nous occuper de nos affaires à nous, dans le domaine économique. La Société générale de financement vient combler une lacune; elle est en somme la réponse aux désirs connus de notre population. Nos concitoyens veulent prendre une part active au développement de leurs propres richesses et cette Société que le gouvernement propose d'instituer est un instrument indispensable à la poursuite de ce projet.

Je n'ai pas de doute que les sociétés Saint-Jean-Baptiste qui veulent l'émancipation économique de notre peuple nous donneront leur collaboration; elles voudront donner l'exemple en incitant tous

leurs membres à investir les fonds nécessaires. Cette collaboration est nécessaire, car c'est précisément pour canaliser les épargnes individuelles et collectives de notre groupe que cette nouvelle Société est créée.

Nous désirons qu'il soit possible aux citoyens de Québec, en investissant dans cette nouvelle Société, de prendre conscience de leur force dans l'action collective, et de devenir les principaux actionnaires dans une entreprise tellement essentielle au progrès de la province. Il s'agira de progrès matériel qui viendra combler les réalisations d'envergure qui s'effectuent dans le domaine intellectuel grâce aux multiples mesures adoptées par le gouvernement provincial depuis deux ans. Ainsi, le développement de nos ressources tant matérielles que sociales et culturelles pourra se poursuivre parallèlement.

Je suis heureux de m'associer à tous mes compatriotes en cette fête de la Saint-Jean-Baptiste. Vous pouvez compter sur la collaboration entière du gouvernement de la province dans tout projet visant à enrichir notre patrimoine.

M. Johnson (Bagot): Le seul message que je désire transmettre à tous mes compatriotes, en cette fête nationale des Canadiens français, en est un de fierté et de confiance en l'avenir. Nous sommes une nation qui a bien gagné ses titres de noblesse. Une nation adulte, sûre d'elle-même et maîtresse de son destin. Une nation qui se souvient et qui garde l'héritage de ses grands morts, mais pour qui le passé n'est qu'un tremplin vers des réussites encore plus éclatantes.

Malgré les vicissitudes d'une vie nationale qui n'a jamais été exempte de revers et de dangers, malgré tous les prédicants de pessimisme et de démission, qui ne manquent pas de surgir à chaque tournant de notre histoire, je garde une foi inébranlable dans les ressources spirituelles et matérielles des Canadiens français. Quoi qu'on dise, l'esprit des pionniers et le goût des grandes et nobles aventures animent encore les descendants des créateurs de ce pays.

M. le chanoine Lionel Groulx vient d'achever sa magistrale fresque historique sur une note de pure et authentique grandeur, par la narration de notre épopée missionnaire. Comment cette fleur de l'apostolat pourrait-elle répandre son parfum sur tous les continents du monde si l'âme de notre peuple, où elle a ses racines, était devenue un milieu aride et desséché?

Il y a, dans l'âme canadienne-française, d'inépuisables réserves de sagesse, de force et de générosité. Grâce à ces réserves, notre peuple saura bien résister, aujourd'hui comme hier, aux sirènes de la démission religieuse et nationale.

Au lieu de nous quereller et de médire de nous-mêmes, faisons appel à nos forces vives pour créer ensemble les institutions politiques et économiques dont nous avons besoin, dans la poursuite de notre destin propre. Placé comme il l'est, au carrefour de tous les courants d'échanges, et enrichi par l'apport des civilisations les plus dynamiques du globe, un peuple de culture française et de foi catholique peut réaliser en terre américaine la plus originale et la plus féconde des synthèses.

Avec le plus grand respect pour ceux qui vivent avec nous et autour de nous, sachons enrichir et organiser notre milieu pour qu'il soit vraiment le reflet de nos aspirations particulières. La patrie charnelle et la patrie spirituelle ne sont-elles pas aussi inséparables que l'âme et le corps?

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi, à deux heures quarante-cinq de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30.

NOTES

1. M. Larouche prononce ses remerciements lors de la séance du 26 juin 1962.

2. Maurice Lamontagne (1917-1983), économiste et politicien. Il fut le conseiller de Lester B. Pearson, de 1958 à 1963, et fut nommé sénateur en 1967. Fervent fédéraliste, il prône le bilinguisme et le biculturalisme. Il a exposé sa vision du Canada dans le livre *Le Fédéralisme canadien*, publié en 1954.

3. Cette étude a eu lieu l'après-midi, selon *La Tribune* du 23 juin 1962, à la page 2.

4. Chiffre de *The Gazette* du 23 juin 1962, à la page 4: \$22,000,000.

5. Dans *Le Montréal-Matin* du 23 juin 1962, à la page 9, on dit plutôt "l'équipe dite du tonnerre".

6. Il intervient avec un flot de paroles peu flatteuses à l'adresse du député de Champlain, relate le journaliste du *Montréal-Matin* du 23 juin 1962, à la page 9.

7. *Le Montréal-Matin* du 23 juin 1962, à la page 9, précise que ce sont ceux des dernières banquettes.

8. Debout derrière son pupitre, M. Jean Lesage, écarlate de colère, déversait un flot de sarcasmes sur son ennemi personnel du moment, M. Maurice Bellemare, note le journaliste du *Montréal-Matin* du 23 juin 1962, à la page 9.

9. Réalisant qu'il était à faire sa classique colère du vendredi, M. Jean Lesage se calma et les députés ministériels, docilement, suivirent son exemple, écrit le journaliste du *Montréal-Matin* du 23 juin 1962, à la page 9.

10. Gérald Martineau (1902-1968), trésorier du parti de l'Union nationale de 1944 à 1960.

11. Ceux de l'opposition demeurent immobiles, rapporte *Le Nouvelliste* du 23 juin 1962, à la page 11.

12. Chiffre du *Soleil* du 23 juin 1962, à la page 3: \$10,110,000.

13. Le journaliste du *Soleil* du 23 juin 1962, à la page 3, donne cette version contradictoire "Il a compris, dit-il, selon le premier ministre, que le gouvernement ne peut pas abandonner maintenant ces plans conjoints relatifs aux écoles d'enseignement spécialisé".

14. Chiffre de *L'Événement-Journal* du 23 juin 1962, à la page 12: \$70,000,000.

Séance du mardi 26 juin 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 45.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses écrites:

**Renson
Realties Inc.**

M. Johnson (Bagot): 1. De quelle personne ou compagnie le gouvernement a-t-il loué le magasin pour la vente de boissons alcooliques à Campbell's Bay, comté de Pontiac?

2. Quelle est la durée du bail?

3. Le loyer est-il payé sur une base mensuelle ou annuelle?

4. Quel est le montant du loyer?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):

1. De Renson Realities Inc.

2. Dix ans et un mois, à compter du 1^{er} avril 1962, avec option de prolongement pour un terme de cinq ans.

3. Sur une base mensuelle.

4. \$350 par mois.

Demande et dépôt de documents:

**Les Excavations
Saint-Patrice Itée**

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie du contrat entre le ministère de l'Agriculture et Les Excavations Saint-Patrice Itée, pour les heures exécutées par l'outillage privé sous contrat, pour les travaux d'amélioration de fermes dans le comté de Napierville-Laprairie, à partir du 1^{er} mars au 15 décembre 1961.

Adopté.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 178)

**L. & N.
Construction Itée**

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie du contrat entre le ministère de l'Agriculture et la L. & N. Construction Itée, pour les heures exécutées par l'outillage privé sous contrat, pour les travaux d'amélioration de fermes dans le comté de Napierville-Laprairie, à partir du 1^{er} mars au 15 décembre 1961.

Adopté.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 179)

Projets de loi:

**Loi du
boulevard Métropolitain**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43 modifiant la loi du boulevard Métropolitain soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté¹.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Hôpitaux

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) est retenu chez lui par la maladie.

M. Johnson (Bagot): Je suis peiné d'apprendre, dit-il, que le ministre de la Santé n'est pas en bonne santé.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) pour **l'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 44 des hôpitaux².

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Les articles 1 à 10 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 11, qui se lit comme suit:

"11. Tout conflit entre le conseil d'administration et le comité exécutif du bureau médical d'un hôpital public sur une question médicale ou scientifique, y compris la nomination, la réinstallation ou le congédiement de personnel médical, doit être soumis à un comité conjoint formé en nombre égal de représentants de chaque partie.

"Tout tel conflit qui n'est pas réglé par le comité conjoint doit être soumis à une commission de conciliation, formée d'un président et de deux autres membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. L'un des membres est nommé sur la recommandation du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec et un autre sur la recommandation de l'Association des hôpitaux du Québec inc. ou de la Commission générale des hôpitaux catholiques de la province de Québec. Dans chaque cas, la recommandation peut être faite par le comité exécutif du conseil d'administration du corps concerné. À défaut de recommandation le lieutenant-gouverneur en conseil choisit à discrétion.

"La décision unanime ou majoritaire de cette commission est définitive et le conseil d'administration de l'hôpital est tenu de la mettre à exécution."

M. Johnson (Bagot): Le président de cette commission devrait être un juge.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Ce ne sera certainement pas un juge de la Cour supérieure, dont le rôle des causes déborde, mais un juge de la Cour de magistrat, en autant que la chose sera possible, qui présidera la commission de conciliation qui étudiera tout conflit entre le conseil d'administration et le comité exécutif du bureau médical d'un hôpital public, que le comité conjoint n'aura pu régler.

M. Johnson (Bagot): Je suppose et j'espère que le gouvernement n'a pas dans la tête de nommer un médecin comme président du comité conjoint destiné à solutionner les différends, dans les hôpitaux, entre le conseil d'administration et le bureau médical.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Mais non.

M. Johnson (Bagot): Il n'y a rien dans la loi qui vous en empêche.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Oui, le gros bon sens.

M. Johnson (Bagot): Si le gouvernement actuel avait toujours fait preuve de gros bon sens³...

L'article 11 est adopté.

L'article 12 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 44 intitulé: loi des hôpitaux.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) pour l'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) pour l'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) pour l'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup) propose: 1. Que nul ne puisse exploiter un hôpital sans un permis du ministre, que ce permis soit accordé pour une période de douze mois qui se termine le 31 décembre de chaque année, et qu'il soit renouvelable; qu'il ne puisse être cédé ou transporté sans la permission écrite du ministre et qu'il puisse

être révoqué par le ministre pour toute cause qu'il jugera valable.

Adopté.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse faire des règlements concernant les honoraires exigibles des hôpitaux privés.

Adopté.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse autoriser le ministre à exproprier tout hôpital au sujet duquel on ne se serait pas conformé à l'article 5 de la loi qui accompagne les présentes résolutions dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de ladite loi. Cette expropriation pourra avoir pour objet le contenu de l'hôpital et l'étendue de terrain et les bâtiments accessoires jugés nécessaires. L'indemnité devra être réduite du montant de toute subvention accordée par le gouvernement de la province ou celui du Canada ou par une municipalité pour les fins de cet hôpital, ainsi que du montant provenant d'une souscription publique à cette fin ou d'un emprunt dont le coût est défrayé par des subventions gouvernementales ou que le gouvernement de la province prend à sa charge.

Des députés de l'opposition combattent l'article stipulant qu'en cas d'expropriation, on doit réduire de la valeur de l'hôpital les subventions de Québec et d'Ottawa, ainsi que le produit de souscriptions publiques.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): L'aide financière de l'État est accordée non pas pour enrichir ceux qui dirigent les hôpitaux, mais pour soigner les malades.

M. Johnson (Bagot): Avec ce projet de loi, le gouvernement veut déduire des subventions l'indemnité qui doit être payée lors de l'expropriation d'un hôpital. On ne devrait pas mêler à ces subventions celles qui ont servi à combler des déficits d'opération.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 44 intitulé: loi des hôpitaux.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 44 intitulé: loi des hôpitaux.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Les articles 13 à 16 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 17, qui se lit comme suit:

"17. Lorsqu'une enquête est ordonnée en vertu de l'article précédent, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner que les pouvoirs du conseil d'administration de l'hôpital soient suspendus et nommer un administrateur qui en exerce les pouvoirs pour la durée de l'enquête."

M. Johnson (Bagot): L'article 17 donne au gouvernement des pouvoirs discrétionnaires et exagérés, car le Collège des médecins, en vertu de la loi, a déjà un pouvoir de pré-enquête; puis il y a l'examen des livres par les inspecteurs de l'assurance-hospitalisation et le gouvernement a déjà des pouvoirs considérables en vertu de la loi des enquêtes (chapitre 9 des Statuts refondus de Québec). On risque de briser des réputations.

Je me demande, dès lors, si l'une des conséquences de cet article 17 ne sera pas d'éloigner des gens compétents et sérieux des conseils d'administration des hôpitaux. C'est une épée de Damoclès suspendue au-dessus de la tête des dirigeants d'hôpitaux. On a constaté récemment que des administrateurs, n'ayant rien fait de dommageable, ont eu une publicité malsaine pour eux après avoir bâti un certain hôpital, grâce à leur dévouement et à leurs sacrifices. Le jour où un conseil d'administration sera suspendu, la nouvelle se répandra facilement dans le public par les journaux et la réputation de ces gens sera à jamais entachée.

C'est un article discriminatoire. Si l'enquête est ordonnée sur la qualité de la pratique médicale ou certaines interventions chirurgicales répréhensibles, c'est le Collège des médecins qui devrait y voir. Le gouvernement ne doit pas intervenir en ces matières.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il peut arriver qu'un conseil d'administration pose des actes préjudiciables et irréparables. Par exemple, dans un conflit entre lui et les médecins, le conseil d'administration peut renvoyer les médecins, ce qui

n'est certes pas un remède à une situation créée dans un hôpital.

Le seul moyen d'empêcher des abus dans le cours d'une enquête, c'est de nommer un administrateur. C'est le seul moyen de régler un problème comme celui que nous vivons en ce moment. Je ne crois pas que nous puissions nous dispenser des pouvoirs que nous donne cet article, et j'insiste pour qu'il reste dans le projet de loi.

M. Lizotte (Montmagny): Si un conseil d'administration se rend coupable d'actes répréhensibles, le gouvernement se doit de le remplacer. Le gouvernement doit aussi prévenir et empêcher que des actes répréhensibles soient posés durant une enquête, par exemple, la dilapidation des biens de l'hôpital. L'article 17 aura plutôt pour conséquence d'attirer les gens honnêtes et sérieux vers les conseils d'administration de nos hôpitaux.

M. Johnson (Bagot) s'objecte et insiste de nouveau sur le pouvoir général que se donne le gouvernement d'intervenir partout, alors qu'il n'y a que quelques cas particuliers qui requièrent son attention. S'il existe une situation d'urgence dans un hôpital, dit-il, que le gouvernement intervienne directement et ouvertement. Le premier ministre a surtout en vue, avec cet article 17, le cas de l'institut Albert-Prévost⁴. S'il existe dans cet hôpital une situation qui appelle une intervention radicale, que le gouvernement prenne ses responsabilités et le fasse ouvertement. Mais, pour régler ce cas et peut-être d'autres aussi - nos soupçons à ce sujet sont probablement fondés -, qu'il se donne un pouvoir aussi général, je prétends que c'est inadmissible. L'article 17 n'aura qu'un effet, celui de brimer la liberté de tout le monde, celle des hôpitaux et des administrateurs.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Le chef de l'opposition agit comme si tous les hôpitaux étaient la propriété privée, des entreprises libres de tout contrôle. Si l'article 17 semble contraire à la philosophie conservatrice du député de Bagot (M. Johnson), il ne l'est pas pour nous et nous le jugeons conforme à l'intérêt des citoyens.

L'article 17 est adopté.

Les articles 18 à 20 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 21, qui se lit comme suit:

"21. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements généraux pour les diverses classes d'hôpitaux concernant:

"a) la classification des hôpitaux pour l'exécution de la présente loi et la définition d'un cabinet de médecin ou de dentiste;

"b) les pouvoirs connexes ou ancillaires que peut exercer une corporation sans but lucratif ayant pour objet de maintenir un hôpital;

"c) les règlements qu'une telle corporation peut ou doit adopter;

"d) la construction d'hôpitaux, leur équipement et leur personnel;

"e) le contenu, la conservation et la consultation des dossiers médicaux ainsi que leur reproduction photographique;

"f) les règlements disciplinaires applicables aux patients ou aux visiteurs;

"g) la comptabilité, la vérification ainsi que les rapports et les statistiques à fournir au ministre et les registres à tenir;

"h) la forme des permis et demandes de permis;

"[[i) les honoraires exigibles des hôpitaux privés;]]

"j) les dispositions dont la violation constitue une infraction.

"Les règlements faits en vertu du présent article n'entrent en vigueur qu'après leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*."

M. Johnson (Bagot) s'objecte à ce que, grâce à des arrêtés ministériels, le gouvernement annule les dispositions de certaines chartes constituées par des lois. Il y voit un empiétement du Cabinet dans un domaine qui devrait être exclusivement réservé aux législateurs.

Le gouvernement se donne des pouvoirs trop larges quant à la classification des hôpitaux. On ne doit pas intervenir, par arrêté en conseil, contre une charte d'hôpital qui a fait l'objet d'une loi. Dans un domaine aussi précieux que la santé et aussi important que les hôpitaux, comment peut-on décerner un certificat de bonne administration à un gouvernement qui promulgue de tels arrêts en conseil? À mon avis, on accorde des pouvoirs trop considérables au ministre et la réglementation devrait être prévue dans la loi.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Ce sont les hôpitaux eux-mêmes et le Collège des médecins qui ont proposé la réglementation, pour une meilleure uniformisation des diverses classes

d'hôpitaux. Il existe des chartes d'hôpitaux qui ont des clauses inconcevables.

Il est mauvais que la loi puisse être modifiée par le gouvernement avec le Collège des médecins. C'est une ingérence intolérable dans les pouvoirs de la Chambre des députés.

M. Johnson (Bagot): Le gouvernement fait fausse route avec certaines dispositions de la loi des hôpitaux, parce que ce projet emprisonne dans un carcan toutes les institutions hospitalières. Nous verrons le gouvernement à l'œuvre, et nous aurons l'occasion de le critiquer dans l'application de cette loi, au fur et à mesure qu'il s'engagera dans la voie qu'il se propose de suivre.

Je crois que le gouvernement est de bonne foi, mais la bonne foi ne suffit pas dans le cas présent. Nous songeons surtout à toutes les difficultés que nous aurons, lorsque nous serons au pouvoir, pour refaire certaines choses mal faites.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le chef de l'opposition fait une critique préparée, mais en s'appuyant sur un article qui a été amendé par le gouvernement à la suite de représentations du chef de l'opposition lui-même.

M. Johnson (Bagot): L'amélioration apportée à l'article en question n'est pas suffisante. Le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) utilise trop souvent le pronom "je" dans la rédaction des textes. Le premier ministre utilise aussi ce terme trop souvent. C'est le gouvernement d'un seul homme.

Il demande au premier ministre de respecter les coutumes et les traditions des institutions hospitalières.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Telle que rédigée, la loi pourra permettre au gouvernement de refuser des modifications suggérées par le Collège des médecins, en ce qui concerne les soins aux malades. C'est un principe dangereux.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Vous devriez accorder vos violons. Le député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) trouve que l'on doit approuver les recommandations du Collège des médecins et que la loi ne va pas assez loin, et le chef de l'opposition soutient le contraire et s'objecte parce que la loi va trop loin. Le député de Gaspé-Sud va s'attirer les foudres de son chef.

M. Johnson (Bagot): Le premier ministre est mêlé. Le député de Gaspé-Sud traite des soins aux patients.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Moins mêlé que vous, je m'amuse à vos dépens.

M. Johnson (Bagot) appuie l'argument du député de Gaspé-Sud. La Législature est gravement malade, dit-il, si elle veut s'ingérer dans les soins aux patients. Il n'appartient pas plus aux médecins d'amender nos lois qu'à la Législature de leur dicter les soins qu'ils doivent donner à leurs patients. C'est cela, le principe que nous défendons.

L'article 21 est adopté.

Les articles 22 à 26 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 44 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) pour **l'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Les députés ont reçu des centaines de messages de la part de sociétés de médecins, ou de médecins personnellement, demandant que le rapport de la commission d'enquête Chabot sur l'hôpital Jean-Talon soit mis en vigueur. On demande en somme l'établissement d'une régie des hôpitaux, à la suite de la publication du rapport.

Je propose donc, appuyé par le député de Témiscouata (M. Raymond), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Le bill 44 intitulé: loi des hôpitaux soit retourné au comité plénier de la Chambre avec instructions de l'amender de façon à prévoir l'établissement d'un organisme intermédiaire entre les hôpitaux et le gouvernement, soit une régie des hôpitaux, soit une commission des hôpitaux."

La mesure avait été suggérée par la commission Chabot⁵, déclare-t-il, et le gouvernement pourrait ainsi donner suite à une des recommandations.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement, alléguant que, s'il était adopté, il comporterait une dépense additionnelle des deniers

publics. L'amendement est donc irrecevable et irrégulier, dit-il, car un simple député n'a pas le droit de formuler une proposition devant accroître le fardeau financier de l'administration provinciale. Une mesure de cette nature ne peut être présentée que par un ministre. Le gouvernement doit exercer un contrôle direct sur les dépenses des fonds publics et il ne peut pas financer le conseil d'administration des hôpitaux pour cette raison.

M. Johnson (Bagot): L'amendement ne dit pas que les membres de la régie seraient rémunérés.

Décisions de l'Orateur:

Amendement à incidence financière

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que, si l'amendement avait fait partie du bill original, il aurait été entre doubles crochets et aurait fait l'objet d'une résolution. Se référant aux articles 155 et 483 du Règlement, il dit qu'il n'a pas d'autre alternative que de déclarer l'amendement irrégulier et illégal.

M. Johnson (Bagot) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de M. l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bédard, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Castonguay, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Turpin, Vaillancourt, 42.

Contre: MM. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Cloutier, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Hébert, Johnson, Laberge, Langlais, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Somerville, 20.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat se poursuit sur la troisième lecture.

M. Johnson (Bagot): Le gouvernement ne saisit pas la véritable portée du projet de loi. Les conséquences du bill retomberont sur les épaules des contribuables. Le gouvernement a déjà eu une expérience avec une autre loi, celle de l'assurance-hospitalisation. En voulant tout régir avec un tel bill, le gouvernement favorisera un régime de fonctionnarisme dans les hôpitaux. On ne devra donc pas se surprendre si l'incompétence surgit par la suite, parce que l'administration provinciale veut se mettre le nez dans un secteur spécial. Nous devons prévoir le règne de l'incompétence et la fin de celui du volontariat, du dévouement pur, comme on l'a vu jusqu'ici dans nos hôpitaux.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Le gouvernement, loin de créer de l'incompétence parmi les employés des hôpitaux, va s'affairer à revaloriser les fonctions des employés. Il a déjà commencé en acceptant que les traitements soient doublés en deux ans. Il est impossible au gouvernement actuel de faire des lois correspondant à la mentalité du leader de l'opposition, imbu de torysme et de conservatisme moyenâgeux.

Le député de Bagot vit dans le passé et s'y attache trop. Il n'évolue pas. Il ne veut pas admettre que, depuis le 20 juin 1960, c'est changé au Québec. Il veut laisser les gens mourir de faim, alors qu'une poignée de protégés retireraient les profits. Les arguments du chef de l'opposition s'inspirent du vieux, du très vieux libéralisme économique.

M. Bertrand (Missisquoi): Vous allez faire de la peine à Sir Wilfrid Laurier.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Laurier est mort, mais l'opposition vit encore avec lui, 75 ans en retard. Le Québec a évolué. Vous avez pourtant la preuve irréfutable que ça évolue dans le Québec depuis deux ans. L'expérience du lundi 18 juin en est une preuve et doit suffire⁶. On ne peut laisser les gens crever de faim au nom de la liberté. Vouloir le faire, c'est être rétrograde.

M. Johnson (Bagot): Le premier ministre a tout dit contre l'opposition. Même sans barbe, plusieurs membres du groupe gouvernemental de l'autre côté de la Chambre ressemblent étrangement à Castro, dans leur façon de voir les choses. Ils tentent même d'établir le même régime⁷. Le gouvernement fait fausse route, car il passe le carcan à tous les hôpitaux.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Le chef de l'opposition est rétrograde et s'en tient notamment à des théories économiques vieilles comme Mathusalem, aujourd'hui dépassées.

M. Johnson (Bagot): Des théories économiques vieilles comme Mathusalem. Encore un peu plus et le premier ministre allait nous reprocher de ressembler à Joseph Smallwood. Si le premier ministre du Québec avait utilisé cette épithète, il peut être sûr que cela aurait été une suprême injure pour les membres de l'Union nationale. Le plus grand affront qu'on pourrait faire à un membre de l'Union nationale, ce serait de lui dire qu'il ressemble à M. Smallwood, premier ministre de Terre-Neuve. S'il veut faire de la peine à l'Union nationale, il n'aura qu'à nous appeler Joseph Smallwood.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):

(En souriant) Le député de Bagot ne ressemble-t-il pas à M. Smallwood⁸?

M. Johnson (Bagot): (Également avec le sourire) Il faudrait au moins que l'attaque vienne d'un vrai libéral.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)

soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition, dit-il, s'éloigne du principe du bill par ses propos.

M. l'Orateur fait un rappel à l'ordre.

M. Johnson (Bagot) proteste. Le premier ministre, dit-il, veut m'empêcher de répondre aux accusations dont je viens d'être la cible de la part du premier ministre lui-même.

La loi accorde plusieurs pouvoirs arbitraires au lieutenant-gouverneur en conseil. Par l'application de l'article 18, qui prévoit que la loi des hôpitaux et les règlements auxquels elle donnera lieu prévalent contre toute disposition inconciliable d'une charte, le gouvernement fait prévaloir ses dictées à l'encontre de lois adoptées par la Législature. Les arrêtés ministériels doivent toujours être en conformité avec les lois de la Législature. Lorsque celle-ci a accordé des pouvoirs à certaines institutions, on doit les amender par le moyen d'une autre loi, et non pas par un arrêté en conseil. On ne devrait pas, par arrêté ministériel, intervenir dans une charte qui a fait l'objet d'une loi. Les règlements de cette loi devraient y être intercalés.

La loi va aussi trop loin, à l'article 13, qui prévoit que le lieutenant-gouverneur en conseil peut

révoquer le permis accordé à un hôpital. Ce permis annuel constitue un pouvoir sinon discriminatoire, du moins vexatoire. Les permis d'hôpitaux auront une durée moins longue que ceux des conducteurs des véhicules-moteurs, et c'est à peine s'ils auront la même durée qu'une licence pour la vente de la bière dans une épicerie. On aurait dû prévoir que le permis d'un hôpital se renouvellera automatiquement, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil n'en décide autrement.

Enfin, le pouvoir prévu à l'article 17 est vexatoire et arbitraire. Il peut y avoir des abus relevant de la pratique de la médecine et de la chirurgie. Ces abus peuvent être corrigés par le Bureau provincial de médecine. Dans le domaine administratif, il y a la loi d'assurance-hospitalisation, qui donne aux inspecteurs le droit de regard dans les livres des hôpitaux. Il y a également les enquêtes en vertu du chapitre 9⁹, dont le gouvernement s'est prévalu à plusieurs reprises.

Il (M. Johnson) propose, appuyé par le député de Champlain (M. Bellemare), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Le bill 44 intitulé: loi des hôpitaux soit retourné au comité plénier de la Chambre avec instructions de l'amender de façon à faire disparaître tout pouvoir arbitraire, particulièrement celui de l'article 17, qui permet au lieutenant-gouverneur en conseil de suspendre les pouvoirs du conseil d'administration d'un hôpital avant que ne soit établie l'existence d'irrégularités."

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

J'ai déjà exposé mon point de vue lors du débat au comité des bills publics. Advenant une enquête, le conseil d'administration d'un hôpital peut poser des actes irrémédiables. Si le conseil d'administration, par exemple, apprend que l'enquête a été demandée par les médecins et qu'il décide de congédier tous les médecins, que pourrions-nous faire? Si on découvre qu'un conseil d'administration est en train de dilapider les fonds fournis par la province, nous serons impuissants devant un tel acte, si nous ne pouvons remplacer ce conseil d'administration. Le bill n'a qu'un but: protéger le bien commun.

Les craintes du chef de l'opposition sont mal fondées, car il s'agit d'adopter des règlements généraux pour uniformiser les règlements concernant les classes d'hôpitaux. Ce sont les hôpitaux et les médecins eux-mêmes qui nous ont demandé d'adopter ces règlements. Ils sont faits pour une meilleure uniformisation des classes d'hôpitaux, car

ces institutions sont essentiellement, et en premier lieu, un service public. Le gouvernement veut essayer d'avoir la meilleure uniformisation possible des règlements, dans la province.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Cloutier, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Hébert, Johnson, Laberge, Langlais, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Somerville, 20.

Contre: MM. Bédard, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Castonguay, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Turpin, Vaillancourt, 42.

Ainsi l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bédard, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Castonguay, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Courcy, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laporte, Laroche, Lavoie, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Turpin, Vaillancourt, 42.

Contre: MM. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Cloutier, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Hébert, Johnson, Laberge, Langlais, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Somerville, 20.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 44 est, en conséquence, lu une troisième fois¹⁰.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Société générale de financement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 constituant la Société générale de financement du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.
(Applaudissements à droite)¹¹

Depuis plusieurs mois, dans la province de Québec, il a été souvent question de la fondation d'une société générale de financement. J'en ai moi-même parlé à quelques reprises, et certains de mes collègues ont également fait part de la nature et des objectifs généraux d'une telle société aux groupes qu'ils ont eu l'occasion de rencontrer.

Depuis plusieurs mois aussi, des spécialistes - hommes d'affaires, financiers, économistes, comptables, administrateurs et autres - ont étudié cette question et ont soumis leurs vues à ce sujet au gouvernement de la province.

Le Conseil d'orientation économique, de son côté, a pris connaissance de ces expressions d'opinion et a examiné le problème en profondeur. Son apport, en cette matière, est inestimable - et je tiens tout particulièrement à le souligner ici. Après un travail poussé de recherche et de consultation, le Conseil d'orientation a proposé au gouvernement un projet de société de financement, auquel mes collègues et moi-même avons accordé toute l'attention qu'il méritait. Pendant plusieurs semaines, à notre demande, des spécialistes du Conseil d'orientation économique nous ont fourni les précisions nécessaires et nous ont permis d'arrêter les derniers détails de ce qui deviendra, pour le peuple du Québec, un instrument incomparable de progrès économique.

J'ai ensuite, lors d'une réunion qui eut lieu à Montréal en mars dernier, entretenu un groupement considérable d'hommes d'affaires, venus de tous les milieux et appartenant à toutes les allégeances politiques, du projet suggéré par le Conseil d'orientation économique et approuvé, après étude sérieuse, par le Conseil des ministres. L'accueil alors fait au projet et les observations enthousiastes émises par ceux qui avaient, en si grand nombre, accepté mon invitation ont nettement démontré que la Société générale de financement rencontrait, dans sa forme et ses buts, les fins que désirait elle-même atteindre la communauté financière québécoise, c'est-à-dire une plus grande participation des nôtres à la vie économique de leur province.

J'ai donc, aujourd'hui, le plaisir - il serait plus exact de dire la fierté - de présenter à cette

Chambre le projet de loi d'où sortira, enfin, la Société générale de financement! Elle deviendra, pour le peuple du Québec, un instrument incomparable de progrès économique, l'instrument de libération le plus puissant que l'on n'ait jamais possédé. La présentation du projet de loi est un moment historique¹². Il s'agit d'une mesure à long terme, qui permettra aux Québécois de moins dépendre du financement étranger. La création d'une corporation de \$150,000,000 marquera la première étape pour faire du Québec une grande puissance industrielle.

Avant de vous exposer en détail le mode de fonctionnement de cette Société, je voudrais vous indiquer brièvement comment le gouvernement de la province de Québec en est venu à proposer un tel projet de loi. En d'autres termes, je veux répondre à une des premières questions qu'on peut se poser à propos de la Société générale de financement: D'où en provient l'idée?

La Société générale de financement est la solution d'un très ancien problème, car ce n'est pas d'aujourd'hui que la population québécoise déplore son absence du monde financier, industriel et commercial. Il faut bien reconnaître que dans certains domaines - celui des assurances notamment - nous détenons une portion convenable, par rapport à notre dimension numérique, du volume total du chiffre d'affaires. Je dis "convenable", mais je n'ai pas dit "suffisante", car il y a encore beaucoup de chemin à franchir pour que cette portion le devienne vraiment.

Mais, dans d'autres domaines - trop nombreux pour que je les énumère - notre absence collective est tout simplement inacceptable, surtout à un moment de l'histoire mondiale où l'on accorde tant de poids aux réalisations matérielles. Beaucoup de raisons expliquent notre position défavorisée. Elles sont d'ordre historique, sociologique et même psychologique. Comme je n'ai pas l'intention d'entreprendre maintenant une étude approfondie de ce sujet, je me contenterai seulement de dire - et je ne crois pas alors être trop éloigné de la réalité - que le peuple du Québec n'a jamais vraiment eu l'occasion, depuis 200 ans, de participer, comme il aurait convenu, à la vie économique de sa province. Je ne blâme ici personne; j'expose des faits facilement vérifiables, et cela, en toute sérénité et en toute objectivité.

Or, aujourd'hui que la population québécoise a pris conscience d'elle-même, elle ne peut plus tolérer un tel état de choses, et elle sait que tout peuple adulte a non seulement le droit, mais le devoir de contrôler le plus possible sa propre économie. Ce

n'est pas là un objectif égoïste, c'est une aspiration normale qu'il est possible de satisfaire dans l'ordre et le respect de la justice. Car, ne l'oublions pas, si notre peuple est géographiquement chez lui au Québec, il est économiquement dépendant de l'étranger. Et il est économiquement dépendant de l'étranger, parce qu'il est à peu près complètement absent des secteurs économiques qui peuvent le plus contribuer au développement rationnel de son territoire et des richesses naturelles si abondantes dont la nature l'a comblé. Il assiste en quelque sorte (c'est presque humiliant de le dire) à la mise en valeur de son économie, alors qu'il devrait normalement y participer.

(Applaudissements à droite)¹³

Mais ce n'est pas tout. Outre cette préoccupation tout à fait louable, le peuple québécois doit s'efforcer, s'il veut améliorer son niveau de vie, de trouver des solutions durables aux problèmes auxquels son économie a à faire face. C'est pourquoi il doit susciter la création de nouvelles industries et faire en sorte que, de plus en plus, la transformation des produits bruts puisse s'effectuer dans le Québec. Il lui importe aussi de décentraliser autant que possible la production industrielle, en facilitant aux nouvelles entreprises leur établissement dans des régions de la province jusqu'ici désavantagées.

Cet objectif de même que le précédent ne peuvent être atteints que si le peuple du Québec dispose des instruments nécessaires. Actuellement, nous fournissons un effort intense en matière d'éducation, et nous améliorons le niveau de santé et de bien-être de la population. Cela est beaucoup, car nous investissons ainsi dans l'avenir, et nous préparons notre peuple à prendre la place qui lui revient dans sa propre économie, mais cela n'est pas suffisant si nous voulons vraiment qu'un problème comme celui du chômage perde l'ampleur qu'on lui connaît malheureusement depuis tant d'années. Il manque encore des moyens d'action efficaces, vigoureux et souples, qui puissent servir notre communauté et dont elle puisse se servir pour réaliser les projets qu'elle nourrit depuis des générations.

Pour atteindre tous ces buts, il est plusieurs moyens. Un de ces moyens, et un moyen par excellence, c'est la Société générale de financement, dont je veux maintenant définir plus précisément les caractéristiques générales, les objectifs, les pouvoirs, le mode de financement et le mode d'administration.

(Applaudissements à droite)

Je pense bien qu'on peut dégager, de la réflexion sur la Société générale de financement, les

quatre principales caractéristiques: 1) elle sera, comme je viens de le dire, un outil de progrès économique au service de la population de notre province; 2) elle devient la propriété du peuple, car elle lui donne l'occasion d'y collaborer en y plaçant ses épargnes disponibles. Par l'existence de débentures convertibles, la Société facilitera la souscription populaire. D'ailleurs, et je reviens souvent à cette idée, l'apport même de la population est indispensable au succès de toute l'entreprise. La formation d'une telle société ne règle pas les problèmes économiques du Québec; elle aidera cependant l'ensemble des citoyens à les résoudre, pourvu que ceux-ci acceptent de s'en servir.

De plus, le mode de financement et d'administration est conçu de telle façon que la direction de la Société et de ses opérations relèvera toujours des nôtres. Il n'y a aucun danger, en somme - et nous avons porté une grande attention à ce point - que des intérêts étrangers ne se l'approprient.

(Applaudissements à droite)

La Société générale de financement met en pratique le principe de la participation mixte du secteur privé et du secteur public à une œuvre commune. À ce sujet, l'application de ce principe en Europe, par exemple, a donné des résultats extraordinaires et a permis à certains pays de se relever des ruines de la guerre et de reprendre une place enviable parmi les nations industrielles du monde. Au Québec, notre Société de financement aura vraisemblablement une influence aussi dynamique sur notre progrès économique et sur la mise en valeur de nos richesses.

Elle applique certains principes en vigueur dans le secteur coopératif, d'abord en alliant des groupements poursuivant le même but, et ensuite en prévoyant un mode spécial d'administration et de contrôle.

On peut résumer les buts de la Société générale de financement de la façon suivante: elle visera à élargir la base de la structure économique de la province, à accélérer le progrès industriel du Québec et à contribuer, en définitive, au plein emploi en suscitant et en favorisant la formation et le développement d'entreprises industrielles et, accessoirement, d'entreprises commerciales, et cela, grâce à la participation qu'apportera la population du Québec à la Société en y plaçant une partie de son épargne.

(Applaudissements à droite)

Ainsi, la Société générale de financement a pour but essentiel de collaborer au développement de

moyennes et de grandes entreprises. Son existence n'est pas justifiable autrement. Par contre, elle n'est pas destinée à entrer en concurrence avec les sociétés financières qui, en raison de leur constitution (banque d'expansion industrielle, etc.) ou de leur taille relativement restreinte, ont pour fonction d'aider la petite entreprise.

Elle pourra, comme je viens de le dire, susciter et favoriser la formation et le développement d'entreprises industrielles, en groupant sous une même direction des capitaux qui, autrement, seraient peut-être utilisés à d'autres fins ou investis dans des entreprises n'enrichissant pas le capital collectif de la population québécoise.

Nous avons, par exemple, dans notre province, un grand nombre d'entreprises de type familial qui pourraient, si les conditions étaient favorables - et je parle ici des conditions tant psychologiques que financières - se transformer en entreprises opérant à l'échelle de la province entière et même à l'échelle du pays. Cette possibilité n'est pas exclue. Dans ce secteur, la Société générale de financement peut accorder un appui remarquable à certaines de ces entreprises et, grâce à celles-ci, fournir à d'autres hommes d'affaires dans la même situation des exemples qu'ils seraient encouragés à suivre, surtout si leurs résultats - comme c'est probable - le justifient.

En somme, la Société générale de financement aura à agir comme catalyseur, comme ferment. Elle ne créera pas automatiquement de nouvelles industries, mais aidera à leur établissement. C'est à ce titre qu'elle sera plus qu'une banque d'expansion industrielle. Elle ne fera pas qu'avancer des fonds à ceux qui en auront besoin, elle participera au progrès économique de la province en y jouant un rôle de premier plan. Elle sera donc, pour cette raison, un organisme de type entièrement nouveau, chez nous.

(Applaudissements à droite)

La Société générale de financement constituera une source appréciable de capitaux peu susceptible d'être trouvée ailleurs. Puisqu'elle servira à améliorer le sort de notre population, rien ne s'oppose - au contraire - à ce qu'elle s'allie aux initiatives qui pourraient avoir comme objectif la mise en valeur de certaines régions de notre grand territoire. Il y a là un champ d'action qu'il ne faut pas perdre de vue et qui, comme le démontre l'expérience des pays de l'Europe occidentale, deviendra de plus en plus actuel.

En plus des fonctions qui découleront normalement des objectifs mentionnés précédemment (c'est-à-dire participation à la vie économique de la

province, investissement dans certaines entreprises, aide à l'établissement d'entreprises nouvelles, action positive dans le domaine du développement régional, etc.), la Société générale de financement aura tous les pouvoirs habituels d'une compagnie, tels que définis à l'article 130 de la loi des compagnies du Québec, et en particulier:

1) d'acquérir, par souscription ou autrement, et de vendre des actions, des obligations ou autres valeurs de toute entreprise;

2) d'acheter et de vendre des obligations ou des bons du Trésor du gouvernement fédéral ou d'une province ou garantis par l'un d'eux, ou de municipalités de la province de Québec;

3) d'émettre des actions ordinaires ou privilégiées, des billets, des obligations et autres valeurs;

4) de créer et de louer des services techniques d'administration et de recherche pour elle-même ou pour d'autres.

Ces pouvoirs, on le conçoit facilement, sont absolument indispensables si l'on veut que la Société remplisse les fonctions qui lui seront confiées.

Je me permets d'attirer particulièrement votre attention sur le pouvoir qu'aura la Société de créer et de louer des services techniques d'administration et de recherche pour elle-même ou pour d'autres. Ce pouvoir démontre bien que nous concevons la Société de financement comme un organisme capable de susciter des initiatives, ou d'en orienter, vers des fins économiquement et socialement avantageuses. Ainsi, la Société ne sera pas seulement une source de capitaux; elle sera aussi une source d'idées.

Maintenant que je vous ai décrit la façon dont sera constituée et dont fonctionnera la Société générale de financement, je voudrais, en l'espace de quelques minutes, et pour résumer un peu ce que j'ai dit jusqu'à maintenant, en dégager le sens profond et en montrer l'importance dans notre milieu québécois.

La Société générale de financement constitue à peu près la meilleure illustration que je puisse trouver de la façon dont nous voulons associer le secteur privé au secteur public, dans l'effort de libération économique que le peuple du Québec souhaite depuis si longtemps, et dans lequel il s'apprête à s'engager. Notre attitude se fonde sur le fait que nos sociétés québécoises d'épargne et de finance seront appelées à prêter leur collaboration et qu'elles seront, j'en suis certain, heureuses de le faire puisqu'un si grand nombre de leurs membres ont déjà, à un moment ou à un autre, manifesté leur désir de prendre part à une entreprise de ce genre. Nous comptons aussi sur la participation directe des

citoyens, aussi bien de ceux qui ont des fonds considérables à investir que de ceux dont les épargnes sont plus modestes.

Nous savons qu'il y a chez nous, dans notre province, littéralement des millions de dollars déposés dans les comptes d'épargne de toutes sortes et qu'une bonne partie de ces millions de dollars est loin d'être aussi rentable pour ses propriétaires qu'elle pourrait l'être. Par la Société générale de financement, nous voulons canaliser ces sommes vers une fin éminemment utile, et dont la réalisation profitera aussi bien à leurs propriétaires qu'à l'ensemble de la population québécoise. Nous voulons que ces millions, que ces capitaux québécois nous servent enfin à nous tous du Québec au lieu, comme c'est trop souvent le cas, d'être dispersés et noyés dans des entreprises improductives ou dans des entreprises étrangères à nos préoccupations collectives.

Il ne s'agit pas, dans tout cela, de tomber dans le nationalisme économique et de limiter la participation à l'économie de notre province aux seuls capitaux, privés ou publics, en provenance du Québec. Bien au contraire, nous envisageons la possibilité pour le capital étranger de s'associer au nôtre; nous souhaitons même qu'il vienne nous aider dans la vaste entreprise que nous avons décidé, comme peuple, de mener à bonne fin. Ce capital étranger, il sera le bienvenu, car il ne viendra pas dominer notre économie, mais seconder les efforts des citoyens maintenant conscients de la nécessité dans laquelle ils sont de participer eux-mêmes à leur propre développement économique.

De toute façon, il y a tellement de choses à faire dans notre province, nos ressources sont tellement étendues et si riches que nous ne pouvons pas, à nous seuls, les mettre entièrement en valeur. Là-dessus, il ne faut pas nous faire d'illusions. Les cinq millions de citoyens que nous sommes possèdent des richesses qui feraient l'envie de nations 10 fois plus peuplées. Le Québec est un immense réservoir de matières premières dont on a à peine commencé d'effleurer la surface. Nous sommes un peu comme le cultivateur dont les terres s'étendent à perte de vue; pour que sa récolte soit abondante, il a besoin d'aide. Nous aussi, il nous faut celle de l'extérieur et, pour que l'empire économique dont nous sommes les propriétaires devienne un actif commun dont bénéficiera toute la population québécoise, il nous importe de savoir accepter la collaboration qu'on est prêt à nous offrir.

Il n'en reste pas moins toutefois que l'objectif premier qu'est pour nous notre libération

économique sera l'œuvre du peuple québécois lui-même. C'est lui qui y participera le plus, c'est aussi lui qui en retirera le plus d'avantages.

(Applaudissements à droite)

Est-ce à dire que ces avantages seront immédiats? Est-ce à dire, en d'autres termes, que, dès le moment où un organisme comme la Société générale de financement sera formé, les problèmes économiques auxquels nous faisons présentement face disparaîtront automatiquement? A ce propos aussi, nous devons éviter de nous faire des illusions. Par la Société générale de financement, et par d'autres mesures auxquelles nous songeons, nous visons moins à régler les problèmes immédiats qu'à nous préparer un avenir plus brillant qu'un passé qui nous a conduits aux problèmes que nous rencontrons aujourd'hui.

Autrement dit, nous faisons maintenant ce qui aurait dû être accompli il y a déjà des années. Naturellement, nous nous emploierons autant que possible à ce que les résultats de notre action se fassent sentir d'ici quelque temps, mais on ne peut pas raisonnablement nous demander de rattraper en quelques mois des années et des années de retard. Les membres du gouvernement héritent d'un passé dont ils ne sont pas responsables, mais dont ils ont à subir les conséquences.

(Applaudissements à droite)

C'est justement pour cette raison que nous avons maintenant besoin de la coopération de toutes les couches de notre société, car il nous faut au plus tôt mettre un terme à la situation anormale d'un peuple auquel échappe encore le contrôle de son économie. Nous désirons tous, chez nous, une vaste industrie de transformation; nous voulons que tous nos travailleurs soient assurés d'un emploi stable; nous projetons la mise en marche d'une industrie sidérurgique intégrée; en un mot, nous voulons que le Québec - et, par là, le Canada français - devienne une grande puissance industrielle digne de sa taille.

(Applaudissements à droite)

Un tel objectif ne se réalise pas tout seul. La Société générale de financement peut beaucoup en cette matière, mais il lui faut pour cela l'appui de notre population. Nous ne voulons forcer personne à accorder cet appui pourtant nécessaire, mais, s'il a été possible pendant la guerre de trouver des millions¹⁴ de dollars pour fabriquer des armes, pourquoi ne pourrions-nous pas maintenant trouver les sommes qu'il nous faut pour assurer notre grandeur nationale? Pourquoi notre peuple, ouvert aux réalités qu'il connaît et pénétré de l'urgence de la tâche à accomplir, ne consentirait-il pas à divertir

une partie de ses économies vers un but qui, s'il est réalisé - et il le sera - lui garantira autant d'avantages?

Pourquoi nos sociétés d'épargne et de finance resteraient-elles à l'écart du vaste mouvement qui se manifesterait bientôt dans notre province et qu'encouragera son gouvernement? Pour ma part, j'ai toutes les raisons du monde de me montrer optimiste. Je sais que notre peuple, que le peuple canadien-français a réussi à survivre; je sais aussi qu'il ne laissera jamais passer l'occasion remarquable qui lui est offerte de prendre une part active à sa propre réalisation comme nation responsable de sa destinée.

Car c'est la première fois, dans toute notre histoire nationale, que le Québec pourra accomplir un de ses désirs les plus chers, celui de reconquérir la place qu'il doit occuper dans son économie. Par le truchement de la Société générale de financement, notre peuple prendra une part active à son développement et accélérera le rythme de son progrès. Enfin, la population québécoise entreprendra avec confiance sa propre libération économique, objectif qu'elle poursuit depuis les débuts de son existence.

Nous lui fournissons, avec la Société générale de financement, cette occasion unique. Ce que tant de groupements patriotiques ont souhaité, ce que tant de citoyens du Québec ont espéré, et cela, pendant des années et des années, est maintenant devenu possible. Les espoirs d'hier prennent corps aujourd'hui. Pendant longtemps, nous nous disions tous qu'il faudrait faire quelque chose; pendant longtemps nous nous demandions quoi faire, nous nous suggérions des moyens d'agir. Et aujourd'hui, enfin, nous pouvons agir¹⁵.

(Applaudissements à droite)

Quand je dis "nous", je ne parle pas nécessairement du gouvernement actuel, je ne parle pas non plus du parti dont je suis le chef. Je veux simplement dire qu'enfin le rêve de tant de générations de Canadiens français est à la veille de se matérialiser. Ce n'est pas un parti qui le veut, ce sont tous les Canadiens français, tous les Québécois, de quelque parti qu'ils soient.

(Applaudissements à droite)

C'est pourquoi j'invite les membres de l'opposition à approuver unanimement le projet de loi que je viens de déposer. Je suis convaincu que, sur le principe d'une société générale de financement, ils seront du même avis que nous, comme le sont déjà tous les citoyens de bonne volonté qui appuient un tel projet et qui comprennent sa signification profonde. Je crois sincèrement que

nous vivons aujourd'hui un moment historique. Souvent, dans notre histoire, on a employé une telle expression, mais elle ne s'est peut-être vraiment jamais si bien appliquée dans le Québec, notre province, que maintenant. Par la Société générale de financement, notre peuple franchira une étape nouvelle dans son développement et accélérera le rythme de son progrès.

Il pourra enfin, et avec confiance, entreprendre sa propre libération économique, cet objectif qu'il a toujours poursuivi depuis qu'il existe. Dès lors, il faudrait que l'on se souvienne, dans l'avenir, quand les années auront passé, qu'un jour - ne serait-ce qu'un seul - tous les représentants du peuple québécois ont unanimement et avec enthousiasme doté notre population du plus puissant instrument de libération dont elle n'ait jamais disposé jusqu'alors.

En prenant nos responsabilités, comme représentants élus de notre population, nous n'aurons fait que lui préparer la voie. Celle-ci saura désormais qu'elle peut et qu'elle doit s'y engager.

La Société tirera le capital qui lui sera nécessaire d'émissions d'actions et de titres convertibles.

a) Capital-actions. Il convient de distinguer ici entre les actions à dividende différé, les actions ordinaires et les actions privilégiées en actions, au gré du propriétaire.

Les actions à dividende différé sont réservées au gouvernement de la province de Québec. La Société devra d'abord réaliser des bénéfices d'exploitation et de capital, en déduire toute perte (si elle en subit), ainsi que tous les dividendes sur les actions privilégiées (si elle en a émis), et atteindre un solde (distribué en dividendes ou non) égal à 25 % de la somme du capital-actions ordinaires souscrit et versé et de la valeur nominale des titres convertibles en circulation à ce moment-là, avant que le gouvernement n'ait le droit de convertir ses actions à dividende différé en actions ordinaires et de toucher les dividendes payés par la suite sur les actions ordinaires.

En retardant ainsi sa participation aux bénéfices de l'entreprise, le gouvernement provincial facilitera considérablement le placement des actions ordinaires dans les institutions financières.

En effet, par la nature même des objectifs qu'elle poursuit, la Société devra faire des placements comportant un élément de risque et des perspectives de profit plus souvent lointaines qu'immédiates. Elle recherchera forcément des grandes perspectives de profit dans un avenir relativement éloigné, plutôt que le rendement

immédiatement assuré. Dans la terminologie des fonds mutuels, elle doit être un fonds de croissance ("growth fund"), et non un fonds de rendement ("income fund"). Voilà pourquoi le gouvernement souscrit des actions à dividende différé. Voilà également pourquoi il limite la souscription permise à chaque caisse populaire au quart de son avoir propre, et celle de chaque compagnie d'assurances à 2 % de son actif.

La Société aura le droit d'émettre des actions privilégiées. Elle décidera, suivant les circonstances, s'il y a lieu pour elle de recourir à ce mode de financement. De toute façon, la valeur nominale totale des actions privilégiées émises ne devra pas dépasser la somme du capital souscrit et versé en actions à dividende différé et en actions ordinaires.

Pour le grand public, l'on prévoit des titres spécialement intéressants: des bons convertibles. Ce genre de valeurs a l'avantage de permettre un rendement assuré sous forme d'intérêt, tout en permettant au détenteur de réaliser un profit, si les opérations de la Société s'avèrent aussi profitables qu'on l'espère. À cause de cet avantage exceptionnel, il a paru nécessaire de limiter le montant que chaque acheteur pourra posséder; ce montant est fixé à \$10,000. Ce principe de limitation, destiné à assurer une large distribution de ces valeurs, est analogue à celui qui est appliqué pour les obligations d'épargne. C'est pour rendre cette réalisation efficace que le projet stipule que ces valeurs seront entièrement nominatives. Du reste, la Société ne pourra pas émettre d'actions au porteur, un genre de titres qui tend d'ailleurs à disparaître.

Le tableau ci-joint indique la relation qui existera entre les montants autorisés, en capital-actions, et les fonds qui, à partir de ces montants totaux autorisés, seront versés à la Société sous forme de souscriptions initiales. On y voit aussi quelle proportion de ces souscriptions initiales on prévoit devoir être versée immédiatement.

<i>Capital</i>	<i>Montant Autorisé</i>	<i>Souscription Initiale</i>	<i>Versement Initial</i>
Actions à dividende différé d'une valeur nominale de \$10 chacune	\$25,000,000	\$5,000,000	\$1,000,000
Actions ordinaires ou privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune	\$125,000,000	\$19,000,000	\$2,000,000

Sur le capital social autorisé de \$150,000,000, le gouvernement se réserve 2,500,000 actions à dividende différé, de \$10 chacune, pour une somme de \$25,000,000, dont la souscription initiale sera de \$5,000,000, avec un versement initial de \$1,000,000. Le montant autorisé des actions ordinaires ou privilégiées, d'une valeur au pair de \$10 chacune, est de \$125,000,000. La souscription initiale sera de \$10,000,000 et le versement initial, de \$2,000,000. Tous ces montants autorisés seront atteints par tranches de versements successifs déterminés chronologiquement et selon les besoins par les membres du conseil d'administration de la Société générale de financement.

Il n'est pas possible, ni recommandable, ni nécessaire que les montants autorisés de \$25,000,000 en actions à dividende différé et de \$125,000,000 en actions ordinaires ou privilégiées soient souscrits à la Société dès les premières semaines de son existence. C'est pourquoi il est prévu que ces montants autorisés seront atteints par tranches de versements successifs déterminés chronologiquement et selon les besoins par les membres du conseil d'administration de la Société.

a) Souscriptions initiales et versements initiaux

Le gouvernement de la province de Québec, deux groupes d'institutions financières et le public seront appelés à souscrire au capital de la Société et à verser un montant initial.

Le gouvernement de la province de Québec souscrira un montant initial de \$5,000,000 en actions à dividende différé, et sera appelé à verser une somme initiale de \$1,000,000.

On compte que le groupe des caisses populaires de la province de Québec, y compris leurs Fédération et caisses centrales, souscrira \$5,000,000 en actions ordinaires, et versera immédiatement \$1,000,000 comme le gouvernement. Ces actions seront entières sous le contrôle de fiduciaires que les caisses choisiront, qui exerceront le droit de vote, mais qui permettront aux caisses de transiger ces actions entre elles. Cet entierement (voting trust) aura une durée de 10 ans, après quoi il continuera pour des périodes successives de cinq ans, si les caisses qui détiennent au moins 50 % des actions entières et la Société sont d'accord.

Des institutions ayant une place d'affaires dans la province de Québec seront appelées à souscrire \$5,000,000 en actions ordinaires et à verser immédiatement \$1,000,000.

La Société émettra aux souscripteurs d'actions à dividende différé et d'actions ordinaires des actions entièrement libérées pour le montant de

leurs versements, au lieu d'émettre des actions partiellement acquittées. Ils offriront également aux particuliers des émissions de bons convertibles.

b) Capital additionnel

Les administrateurs décideront des dates et des montants des versements sur les actions à dividende différé et sur les actions ordinaires qu'ils désirent appeler après les versements initiaux respectifs, mais le pourcentage de la souscription totale à verser, chaque fois, sera nécessairement le même sur les actions à revenu différé et sur les actions ordinaires.

Après la souscription initiale, le gouvernement de la province de Québec aura le droit de souscrire en actions à dividende différé jusqu'à 33⅓ % du montant de toute nouvelle émission d'actions ordinaires mise en souscription, et cela, tant que toutes les actions à dividende différé n'auront pas été souscrites.

c) Conseil d'administration de la Société

Le conseil d'administration de la Société sera composé de 12 membres qui devront être des résidents de la province de Québec pendant la durée de leurs fonctions.

Pour l'élection de six de ces administrateurs, les détenteurs d'actions ordinaires (autres que le fiduciaire des caisses populaires) auront, aux assemblées d'actionnaires convoquées pour l'élection des administrateurs, un vote par action ordinaire. Chaque vote ne pourra servir qu'à appuyer une seule candidature et les six candidats qui auront obtenu le plus grand nombre de votes seront élus. Cela signifie que tout groupe d'actionnaires détenant un sixième (1/6) des actions ordinaires sera assuré d'un représentant au conseil d'administration. Avec 51 % de ces actions, on ne pourra élire que trois administrateurs, au lieu de six, suivant la méthode ordinaire.

Trois autres administrateurs seront désignés par le lieutenant-gouverneur en conseil tant que le gouvernement dans la province de Québec détiendra un nombre d'actions à dividende différé au moins égal au tiers des actions ordinaires attribuées - c'est-à-dire au moins le quart du capital-actions total.

De même, le fiduciaire des caisses populaires choisira trois autres administrateurs tant qu'il détiendra pour elles au moins le tiers de toutes les actions ordinaires attribuées, soit le quart du capital-actions total.

Lorsque, dans chacun des deux cas précités, le pourcentage requis n'aura pas été atteint, le privilège d'élire trois administrateurs sera périmé, mais les détenteurs d'actions à dividende différé ou d'actions ordinaires qui avaient ce privilège voteront pour l'élection des administrateurs en même temps et de la même manière que les détenteurs des autres actions ordinaires.

L'élection des administrateurs aura lieu chaque année à l'assemblée générale annuelle des actionnaires, sauf pour le premier conseil d'administration, qui sera nommé entièrement par le lieutenant-gouverneur en conseil. Toute vacance dans le conseil sera comblée par ceux qui ont choisi l'administrateur à remplacer.

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Projets de loi:

Société générale de financement

Le débat se poursuit sur la deuxième lecture du bill 50 constituant la Société générale de financement du Québec.

M. Johnson (Bagot): (Applaudissements à gauche) Le projet de loi constituant la Société générale de financement s'inspire largement de la législation qu'avait conçue l'Union nationale, il y a un quart de siècle. En effet, parmi les réalisations de l'Union nationale pour l'émancipation économique de la communauté québécoise, l'Union nationale a commencé par sauver le seul secteur économique qui nous appartenait en propre: l'agriculture. Comme deuxième jalon, il fallait faire pénétrer l'électricité et, avec elle, le progrès économique et social. L'Union nationale a aussi fait porter ses efforts sur la formation des cadres par l'éducation technique, commerciale et scientifique. Puis, elle a fait la création et le développement d'un secteur d'État dans le domaine de la production hydroélectrique.

L'émancipation économique du peuple québécois fut toujours l'un des objectifs majeurs de l'Union nationale. Au départ, la fondation d'un parti

strictement provincial était une condition nécessaire de notre autonomie politique. Et notre autonomie politique n'était elle-même qu'un préalable. C'était le moyen de permettre à la communauté québécoise de mieux se réaliser sur tous les plans, y compris le plan économique. Il va de soi que, dans l'Union nationale, nous continuons de placer les valeurs spirituelles bien au-dessus des valeurs matérielles.

Seulement, l'expérience nous apprend qu'un ensemble de conditions matérielles est nécessaire même à la survivance et à l'épanouissement d'une culture propre. Car l'industrie, le commerce, la publicité, l'organisation des services publics, tout cela influe avec force non seulement sur le visage physique du territoire, mais également sur les façons de vivre et de penser de la population.

L'Union nationale s'est donc appliquée, d'abord, à nous assurer la maîtrise de nos instruments politiques, puis à poser les jalons qui devaient nous permettre de participer plus étroitement à l'élaboration des structures économiques dont dépend dans une si large mesure notre climat social et culturel.

Il fallait bien commencer par sauver l'agriculture, puisque c'était le seul secteur économique qui nous appartenait en propre. Encore, bien des cultivateurs étaient-ils menacés de perdre la propriété de leur ferme, faute d'une source de crédit facile et à bon marché. En consolidant la propriété rurale, le crédit agricole a réussi pacifiquement chez nous ce que bien des pays n'ont pu accomplir que dans la violence et le sang. À l'origine de la plupart des révolutions, on retrouve en effet cet objectif, fort légitime en lui-même, de donner la terre à ceux qui la cultivent. Nous avons donc fait l'économie d'une révolution agraire. Grâce à l'action de l'État provincial, 98 % de nos cultivateurs sont aujourd'hui les propriétaires incontestés des fermes qu'ils cultivent.

Comme deuxième jalon, il fallait encore faire pénétrer l'électricité et, avec elle, le progrès économique et social, jusque dans les coins les plus reculés de la province. En 1944, seulement 20 % de nos fermes étaient électrifiées. Aujourd'hui, grâce à une coopération harmonieuse de l'État, des coopératives et de l'entreprise privée, la presque totalité des exploitations agricoles et des villages de la province bénéficient de merveilleux instruments de travail, de bien-être et de culture qu'apporte l'électricité.

Comme quoi, il n'est pas nécessaire de tout étatiser pour obtenir des résultats rapides et concluants dans le domaine de l'économie. Il suffit que les pouvoirs publics sachent agir au bon moment

et au bon endroit, tout en stimulant les efforts de la libre entreprise et des organismes intermédiaires, là où ils se montrent dynamiques et conscients de leurs responsabilités. L'électricité des campagnes devait à son tour faciliter la décentralisation industrielle et l'aménagement régional.

Des entreprises greffées sur l'agriculture, le tourisme, l'exploitation forestière ou l'utilisation des autres richesses naturelles purent opérer sur place la transformation de nos produits et revigorer l'économie de régions, qui avaient été jusque-là exclusivement agricoles. Peu à peu, nos gens s'initient à la vie industrielle.

La voirie rurale facilita aussi l'acheminement des produits vers les grands centres de consommation et permit l'élaboration d'une industrie du transport routier qui nous appartient et qui rend d'immenses services dans une province dont l'outillage ferroviaire a toujours laissé à désirer.

La première chose à faire, c'était de former des compétences. J'ai infiniment d'admiration pour les pionniers qui ont atteint le succès dans le domaine du commerce et de l'industrie sans autre préparation que celle qu'ils avaient acquise à la rude école de l'expérience, à force de courage et de débrouillardise. Mais ces hommes resteront toujours des exceptions. D'ailleurs, le secret de leur réussite réside le plus souvent dans le talent qu'ils ont eu de s'entourer de collaborateurs possédant les connaissances qui leur manquaient à eux-mêmes. C'est normalement dans les écoles spécialisées et dans les facultés universitaires que se forment les techniciens, les ingénieurs et les chefs d'entreprise, qui sont les chevilles ouvrières du progrès économique.

Or, au moment de la fondation de l'Union nationale, en 1936, il n'y avait dans toute la province que quatre écoles techniques, qui n'étaient d'ailleurs que des embryons de ce qui existe aujourd'hui. C'est à l'honorable Paul Sauvé que l'on doit l'extraordinaire développement de nos instituts de technologie, de nos écoles d'arts et métiers et de tout ce réseau d'institutions diverses, qui a placé le Québec au premier rang dans le domaine de l'enseignement spécialisé. En 1959, la province de Québec comptait à elle seule 56 % des étudiants inscrits dans les instituts de technologie du Canada.

En 1936 toujours, notre plus vieille institution française d'enseignement supérieur, l'Université Laval, n'avait encore ni Faculté des sciences, ni Faculté de commerce. La première fut organisée en 1937, et la seconde, en 1952. Je ne dis pas qu'il n'existait rien avant cette époque en fait

d'enseignement scientifique et commercial. Je ne suis pas homme à dénigrer systématiquement le passé et à qualifier d'obscur Moyen Âge les trois siècles qui ont précédé l'avènement de l'Union nationale. Il y a eu des esprits lucides, du patriotisme éclairé, du dévouement à toutes les époques de notre histoire.

C'est seulement en 1938, un an après l'organisation de la Faculté des sciences à Laval, que cette Législature a adopté la loi portant création d'une école des mines, de la géologie et de la métallurgie. Les cours de génie électrique, toujours à l'Université Laval, ont été organisés en 1942, les cours de génie civil, en 1950 et les cours de génie mécanique, en 1954.

Quant à l'Université de Montréal, ses progrès rapides des 15 dernières années sont peut-être de nature à nous faire oublier qu'elle n'existe comme institution autonome que depuis 1920, avant quoi elle était une simple succursale de l'Université Laval. On ne pouvait sûrement pas s'attendre de voir se multiplier en notre province les techniciens, les ingénieurs et les chefs d'entreprise, avant même que n'existent des institutions capables de les former. Comme prélude nécessaire à notre émancipation économique, l'Union nationale devait donc en tout premier lieu, avec le généreux concours des institutions existantes, des éducateurs et du public, imprimer un vigoureux essor à tous les secteurs d'enseignement.

Que sert à l'homme d'avoir de savants outils s'il ne peut pas s'en servir? Et la question se pose non seulement pour l'individu, mais pour la population de la province de Québec. L'éducation elle-même, pour laquelle l'État dépense actuellement plus de \$300,000,000 par année, en plus des lourds sacrifices consentis par les parents et les contribuables scolaires, ne nous sera pas d'un bien grand secours, si la plupart des techniciens et des administrateurs que nous formons à grands frais ne trouvent pas à s'employer dans les entreprises nettement orientées dans le sens de nos intérêts propres. Les deniers du peuple québécois n'auront alors servi qu'à munir de serviteurs compétents les industries des autres.

Il en est, en somme, de l'éducation comme des richesses naturelles. Il ne suffit pas que nous soyons théoriquement les maîtres en vertu de la Constitution¹⁶. Il faut surtout que nous sachions les utiliser pour le plus grand bénéfice de la communauté québécoise. Sans compter que le savoir, aussi bien que la richesse matérielle, comporte une fonction sociale. Celui qui le possède doit se garder

d'en user comme s'il en était le propriétaire absolu. Il doit en faire rejaillir les avantages sur le milieu d'où il est issu et dont il reste toujours solidaire.

Pour multiplier les industries dont nous avons besoin, il fallait encore mettre à leur disposition des sources abondantes d'énergie à bon marché. En d'autres termes, il fallait développer cette industrie de base qui soutient et alimente toutes les autres: l'industrie hydroélectrique. Lors de la fondation en 1936, l'Union nationale a fait sien le programme de l'Action libérale nationale, qui s'était lui-même inspiré des travaux de l'École sociale populaire¹⁷. Que disait ce programme en matière d'électricité? Dans l'état où se trouvaient alors les finances de la province, avec un budget annuel d'une quarantaine de millions, il eût été peu réaliste de réclamer l'étatisation immédiate de toutes les entreprises de production hydroélectrique.

Ce que préconisaient les meilleurs cerveaux du temps, y compris le Dr Philippe Hamel¹⁸ qui incarnait en quelque sorte la lutte au trust de l'électricité, c'était la concurrence d'État sur des points stratégiques. Voilà ce que promettait l'Union nationale en 1936. Non pas un monopole d'État, mais une concurrence d'État, c'est-à-dire la constitution d'un secteur public capable de stimuler le secteur privé et d'en réprimer, au besoin, les abus.

Portée au pouvoir l'année même de sa fondation, l'Union nationale fit adopter par les Chambres, dès sa première session régulière tenue au début de 1937 - il y avait eu une session d'urgence à l'automne 1936 pour voter le budget laissé en panne par le gouvernement Taschereau et adopter quelques mesures pressantes comme le crédit agricole -, une loi qui forme le chapitre 24 des Statuts de 1937 et qui s'intitule *Loi établissant et assurant la concurrence de l'État relativement aux ressources hydroélectriques*. Cette loi créait le Syndicat national de l'électricité, qui fut notre première "Hydro" québécoise.

En somme, il pouvait de plein droit établir ou exproprier des centrales dans les régions de l'Abitibi, du Témiscamingue, du Lac-Saint-Jean et de Roberval et, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, il pouvait faire la même chose n'importe où dans la province. Cette législation était donc assez large pour conduire éventuellement à la nationalisation complète de la production et de la distribution de l'électricité dans le Québec. Elle constituait du même coup une solennelle mise en garde à l'endroit de l'entreprise privée. Elle équivalait à dire aux compagnies: "À vous d'être raisonnables, de prendre conscience de vos responsabilités, de bien servir les

intérêts du Québec, sans quoi nous avons tous les pouvoirs voulus pour vous faire une concurrence d'État, et même vous nationaliser."

En ce temps-là comme aujourd'hui, l'Union nationale voyait dans la nationalisation de l'électricité non pas une fin en soi, non pas une panacée capable de réaliser toute seule, comme par magie, l'émancipation économique de la communauté québécoise, mais un moyen auquel il ne fallait pas hésiter à recourir si le bien commun l'exigeait. Chose remarquable pour l'époque, la loi de 1937 contenait un autre chapitre que l'on peut très bien considérer comme l'ancêtre de la législation que nous présente aujourd'hui le gouvernement. Ce chapitre s'intitulait "Coopérative à bases publique et privée"¹⁹.

Pour la première fois dans l'histoire de notre province, le gouvernement cherchait donc à obtenir le concours de l'épargne populaire pour développer les richesses du Québec. Pour la première fois dans l'histoire de notre province, on songeait à créer des entreprises mixtes, financées en étroite liaison par le secteur public et le secteur privé, avec des éléments empruntés au système coopératif.

En 1937, les revenus de la province n'atteignaient même pas les \$50,000,000. C'était une période de crise à laquelle devait succéder une période de guerre. Les circonstances ne permirent pas au gouvernement d'alors d'appliquer cette partie de la loi traitant des coopératives à bases publique et privée, mais, en vertu des autres dispositions de la loi, une première centrale d'État fut effectivement établie sur l'Outaouais supérieur²⁰. La loi de 1937 comportait encore une autre disposition très importante. L'article 46 stipulait qu'aucune source d'énergie d'une puissance de 300 chevaux-vapeur ou plus ne pouvait être cédée ou même louée sans une loi de la Législature.

De fait, jamais, sous l'Union nationale, une source d'énergie hydraulique n'a été cédée à perpétuité. On ne peut pas dire la même chose des administrations libérales qui avaient, par exemple, vendu la Chute-à-Caron à des intérêts américains pour le prix de \$6,000. Voilà un marché qui ne favorisait pas beaucoup l'émancipation économique du peuple québécois.

Le gouvernement Godbout prit le pouvoir en 1939 et, à sa cinquième session, en avril 1944, quelques mois avant les élections qui eurent lieu en août, il fit adopter par les Chambres la loi établissant la Commission hydroélectrique de Québec (chapitre 22 des Statuts de 1944). En plus de constituer l'Hydro-Québec, cette loi comportait l'expropriation, à compter du 15 avril 1944, de l'entreprise de

production et de distribution de gaz et d'électricité de la Montreal Light, Heat & Power et des actions de la Beauharnois. Mais c'est à l'Union nationale, reportée au pouvoir en août de la même année, que devait échoir la responsabilité de régler le problème financier créé par cette expropriation.

La loi de 1944 fut amendée par le chapitre 30 des Statuts de 1945, et l'Union nationale créa également, par le chapitre 21 des Statuts de la même année, la Régie provinciale de l'électricité. Si donc c'est un gouvernement libéral qui a décidé l'expropriation de la Montreal Light, Heat & Power et de la Beauharnois, c'est l'Union nationale qui a appliqué cette décision. C'est l'Union nationale qui a organisé l'Hydro-Québec et qui l'a développée, au point d'en faire le principal producteur d'électricité de notre province et l'un des plus importants du monde. Les biens acquis par voie d'expropriation avaient une valeur aux livres de \$177,000,000 et, 15 ans plus tard, à la fin de 1960, la valeur des propriétés et de l'outillage de l'Hydro-Québec était passée à plus de \$1,076,718,273, d'après les chiffres fournis par l'actuel président de l'Hydro, M. Jean-Claude Lessard. L'actif de l'Hydro a donc été multiplié par six (6) en l'espace de 15 ans.

Au 31 décembre 1960, la puissance de ses turbines s'élevait à 4,514,100 chevaux-vapeur. Elle était déjà la plus grosse entreprise de production d'électricité de notre province, suivie de l'Aluminum Company avec 3,000,000 de chevaux-vapeur, et de la Shawinigan Water & Power avec 2,051,200 chevaux-vapeur. Et, quand seront terminés les aménagements de Carillon et de Manicouagan, décidés et commencés sous l'Union nationale, la puissance des centrales de l'Hydro-Québec dépassera les 11,000,000 de chevaux-vapeur. L'importance du secteur public éclipsera de beaucoup celle du secteur privé, qui est loin de progresser dans les mêmes proportions.

En se référant à ces lois adoptées en 1937, lois assez larges pour conduire éventuellement à la nationalisation complète de la production et de la distribution de l'électricité dans le Québec, en voilà assez, je pense, pour montrer que l'Union nationale est loin de s'opposer à l'intervention de l'État dans un domaine comme celui de l'électricité; cela le démontre clairement. Le rêve du Dr Philippe Hamel a été réalisé sous l'Union nationale. Il y a bien, comme il le rêvait, concurrence d'État sur des points stratégiques.

Le secteur public produit à lui seul plus du tiers de toute l'électricité générée dans la province. Par ailleurs, le secteur privé comprend des industries

qui produisent de l'électricité pour leurs propres besoins surtout. Si bien, qu'à la fin de 1960, un peu plus de la moitié, soit 51.8 %, de l'électricité vendue aux consommateurs domestiques provenait des centrales de l'Hydro. Cette proportion ne fera que s'accroître avec les travaux en cours.

Toujours pour mieux favoriser l'expansion économique de notre province et pour grouper entre les mains de l'État les outils nécessaires à la planification industrielle et à l'aménagement régional, l'Union nationale a décidé - et cela a été proclamé par M. Maurice Duplessis, il y a plusieurs années déjà - de réserver à l'Hydro les plus grandes sources d'énergie non encore harnachées: Bersimis, Manicouagan, rivière aux Outardes, Carillon, Lachine, etc. Chaque fois qu'on a exceptionnellement attribué une source d'énergie à l'entreprise privée, pour hâter le développement de certaines régions comme celles de Baie-Comeau et de Hauterive, on l'a fait non pas à perpétuité comme autrefois, mais à titre temporaire, par voie de location. C'est toujours l'État qui en garde la propriété et le contrôle.

Sans compter que la Régie provinciale de l'électricité, créée par l'Union nationale (chapitre 21 des Statuts de 1945, modifié par le chapitre 26 des Statuts de 1947, et par le chapitre 54 des Statuts de 1950), possède un pouvoir général et complet de surveillance et de contrôle sur les entreprises des distributeurs, qu'elle a une juridiction complète notamment sur les tarifs, et qu'elle peut aller jusqu'à contraindre tout distributeur à étendre son service d'électricité à tout territoire qu'elle désigne et à desservir les consommateurs qui s'y trouvent, aux conditions et aux taux qu'elle détermine.

La situation laissée par l'Union nationale dans le domaine de l'électricité est, au point de vue économique, infiniment plus favorable que celle qui prévalait en 1936 et même en 1944. Les raisons en sont, d'une part, que nous avons donc une concurrence d'État par le moyen d'Hydro-Québec et, d'autre part, le contrôle de l'État par le truchement de la Régie provinciale de l'électricité.

L'Union nationale ne s'oppose pas non plus à la nationalisation lorsqu'elle est nécessaire, pour réprimer les abus ou pour suppléer aux déficiences de la libre entreprise. Mais, dans le cours normal des choses, j'aime mieux, pour ma part, l'État-arbitre que l'État-patron. Cette dernière réaction est commune à tous ceux qui aiment la liberté. Les ouvriers européens savent par expérience, et les ouvriers québécois eux-mêmes commencent à le réaliser, que l'État, loin d'être le patron idéal, est souvent celui avec lequel il est le plus difficile de négocier.

J'admets avec tout le monde que la province de Québec doit tirer de plus grands bénéfices de ses richesses naturelles. Mais l'étatisation ne peut être qu'un moyen exceptionnel et forcément limité. Surtout avec un régime dépensier comme celui que nous avons maintenant, jamais la province ne pourra réunir suffisamment de capitaux pour étatiser chacune des entreprises qui exploitent ses richesses naturelles. Il faut donc recourir à un moyen plus général qui s'applique à toutes ces entreprises: c'est la récupération de nos droits fiscaux. L'Union nationale y a travaillé sans relâche pendant 15 ans. C'était une autre façon de favoriser notre émancipation économique.

Ce n'est pas tout d'avoir des compétences et des sources d'énergie à bon marché. Pour développer notre industrie, il faut des capitaux. Nous n'en avions guère, il y a un quart de siècle. En 1936, par exemple, il y avait dans la province 234 caisses populaires dont l'actif dépassait à peine \$9,000,000, d'après *l'Annuaire statistique*. Aujourd'hui, comme le signalait récemment l'honorable sénateur Vaillancourt²¹, nous avons 1,257 caisses populaires avec un actif de plus de \$800,000,000. En 25 ans, le nombre des caisses a été multiplié par cinq (5) et leur actif a été multiplié par 90. Des progrès tout aussi spectaculaires ont été accomplis par nos banques, nos sociétés d'assurance, nos coopératives de toute nature.

Les magnifiques bureaux-chefs de compagnies canadiennes-françaises, qui s'alignent en bordure des plaines d'Abraham, témoignent avec éloquence de ces réussites. On a vu se multiplier chez nous les sociétés de gestion, les fonds mutuels, les sociétés de fiducie, clubs d'investissement, banques d'affaires et autres outils de promotion économique. Sans compter le formidable essor de nos chambres de commerce et de nos syndicats industriels. Tout cela montre d'abord que notre richesse collective s'est prodigieusement accrue et, ensuite, que la population québécoise s'intéresse davantage à la vie commerciale, industrielle et financière de notre milieu. Dans une récente causerie prononcée à Québec, M. Paul-Henri Guimond évaluait à quelque \$2,000,000,000 les épargnes présentement confiées à nos caisses populaires, à nos banques d'épargne et à nos sociétés de fiducie.

L'Union nationale ne peut évidemment pas revendiquer tout le mérite de ces progrès, mais elle y a largement contribué. Elle a augmenté les subventions accordées à la Fédération des caisses populaires. Par les garanties qu'elle a accordées et par le paiement d'une partie des intérêts, elle a puissamment aidé ces mêmes caisses à multiplier les

prêts aux pêcheurs, aux colons, à l'habitation familiale. Elle leur a permis de mettre sur pied l'Assurance-vie Desjardins, qui est devenue par elle-même une puissante institution financière. Elle a même effectué un emprunt par l'intermédiaire des caisses, leur conférant ainsi un prestige de tout premier plan dans le monde de la finance.

Avec M. Antonio Barrette comme ministre du Travail, l'Union nationale a favorisé la promotion ouvrière, relevé systématiquement le niveau des salaires et des bénéfices sociaux, créé un climat de solidarité et de paix sociale qui a grandement stimulé notre essor économique. La philosophie qui animait en ce domaine, et qui anime encore l'Union nationale, c'est que le progrès social ne peut se réaliser que parallèlement au progrès économique. C'est en multipliant les industries et les occasions d'emploi, en développant nos services publics et nos voies de communication, en perfectionnant sans cesse notre outillage économique que nous pouvons répandre le bien-être dans toutes les classes de la société.

L'Union nationale a enfin aidé de toutes ses forces les institutions de chez nous, les commerces de chez nous, les entreprises de chez nous. En faisant confiance à nos gens, elle leur a permis de prendre confiance en eux-mêmes. Elle les a encouragés à faire appel à leurs forces vives, à développer leur esprit créateur, à mieux utiliser toutes les ressources de leurs talents. Elle les a exorcisés de leur vieux complexe d'infériorité pour cultiver à la place l'optimisme, l'ambition, l'esprit d'initiative, le goût du risque sain, du risque mesuré, du risque novateur. L'Union nationale a travaillé durant des années à tenter de faire disparaître notre vieux complexe d'infériorité.

Notre vieux complexe d'infériorité n'est peut-être pas disparu aussi complètement qu'il le faudrait. Il me paraît survivre, sous une forme peut-être plus subtile qu'autrefois, dans l'esprit de quelques-uns au moins de nos gouvernements actuels. Comment se manifeste-t-il? Par une tendance à croire et à proclamer que les Canadiens français seraient incapables de parvenir à l'émancipation économique par les moyens qui ont réussi aux autres. Par une tendance à préconiser des moyens exceptionnels; il importe d'éviter de préconiser des solutions simplistes et de passivité, comme si la province de Québec était une sorte de pays sous-développé et arriéré, par une tendance à "sentimentaliser" nos problèmes, à colorer de passion ce qui devrait être étudié à froid, comme une question d'affaires.

Il n'y a pas de panacée dans le domaine économique. Il n'y a pas de recette magique pour s'enrichir. Il n'y a pas de pierre philosophale pour changer le plomb en or. Il n'y a pas de prospérité gratuite. L'émancipation économique ne nous sera jamais donnée comme un cadeau du ciel ou de l'État. Il nous faut la conquérir par une action méthodique, concertée et tenace. Il faut que tous, nous mettions la main à la pâte, chacun suivant ses ressources et ses talents. Et c'est ici que M. Maurice Duplessis fut, pour notre peuple, un admirable éducateur. Un éducateur austère, j'en conviens. Car, malgré sa proverbiale générosité, malgré son souci constant d'aider les petits et les faibles, il aimait assez les siens pour leur rappeler leurs devoirs et leur dire la vérité.

Qu'est-ce qu'il prêchait, M. Duplessis? Il prêchait le travail, l'épargne, l'effort personnel, l'esprit d'initiative, le sens des responsabilités. Telle est l'austère prédication de M. Duplessis et l'unique voie qui conduit à l'émancipation économique. Il n'y a pas un peuple dans le monde qui y soit parvenu autrement. Ce n'est pas en vivant au-delà de ses moyens, en hypothéquant l'avenir, en escomptant d'illusoires gratuités qu'on parvient à la richesse et à la grandeur. La source de la richesse et de la grandeur, c'est le travail du peuple. Elle est dans l'effort quotidien de ceux qui, à force de sacrifices et de discipline, réussissent à épargner une partie de leurs revenus pour l'investir, de façon à créer de nouveaux moyens de production, de nouveaux emplois.

L'État peut aider, stimuler, créer un climat favorable, suppléer au besoin, à la carence de l'initiative privée, mais il ne crée pas par lui-même la richesse. Quant à la grandeur, elle n'est nulle part si elle n'est pas d'abord dans l'âme de la population. Voilà ce que M. Duplessis s'est ingénié à nous faire comprendre. Il défendait nos droits comme pas un, mais il nous rappelait en même temps nos devoirs et nos responsabilités. Et Dieu sait qu'il prêchait d'exemple. Dieu sait qu'il payait de sa personne pour nous convaincre de la valeur du travail.

La libre entreprise, l'entreprise privée que préconisait M. Maurice Duplessis et que préconise encore l'Union nationale, ce n'est pas ce système périmé et justement condamné du libéralisme économique, en vertu duquel les riches pouvaient dépouiller impunément les pauvres sous l'œil indifférent d'un État qui refusait d'intervenir, sous prétexte de laisser jouer la loi de l'offre et de la demande. Je ne pense pas que personne ne veuille jamais revenir à ce régime de coupe-gorge qui était en réalité celui de la jungle. Il y a des valeurs

humaines que l'État ne doit jamais abandonner à la loi du plus fort sans trahir sa mission et se nier lui-même.

C'est à l'État, et non pas à des intérêts particuliers, qu'il appartient d'agir comme arbitre du bien commun. La libre entreprise, telle que nous la concevons en 1962, c'est beaucoup plus qu'un système économique. C'est une philosophie sociale, je dirais même que c'est en même temps un mode de vie. C'est la conception de ceux qui proclament la primauté de la personne humaine. Il y a libre entreprise là où l'individu a priorité sur la société. Il y a socialisme et étatsisme là où la société et l'État ont priorité sur l'individu.

"Qu'il soit entendu avant toute chose, lit-on dans *Mater et Magistra*, que le monde économique résulte de l'initiative personnelle des particuliers, qu'ils agissent individuellement ou associés de manières diverses à la poursuite d'intérêts communs²²." Après avoir rappelé, avec Pie XI, que "l'objet naturel de toute intervention en matière sociale est d'aider les membres du corps social, et non pas de les détruire ni de les absorber²³," Jean XXIII précise plus loin comme suit:

"La présence de l'État dans le domaine économique, si vaste et pénétrante qu'elle soit, n'a pas pour but de réduire de plus en plus la sphère de la liberté de l'initiative personnelle des particuliers, tout au contraire elle a pour objet d'assurer à ce champ d'action la plus vaste ampleur possible, grâce à la protection effective, pour tous et pour chacun, des droits essentiels de la personne humaine. Et il faut retenir parmi ceux-ci le droit qui appartient à chaque personne humaine d'être et de demeurer normalement première responsable de son entretien et de celui de sa famille²⁴."

Telle est la vraie conception de la libre entreprise. Elle a sa source dans la doctrine sociale de l'Église. Et ceux qui, pour combattre la libre entreprise plus facilement, n'en représentent qu'une image caricaturale, comme si elle était une réincarnation de l'antique loi de la jungle, ne sont que des don Quichottes lancés à l'assaut des moulins à vent²⁵. Personne, du moins dans l'Union nationale, qui a été fondée justement en réaction contre les abus d'un capitalisme étroit, n'a jamais préconisé le retour à un pareil système.

À son congrès de septembre dernier, l'Union nationale s'est prononcée en faveur de la libre entreprise, oui, mais pas de n'importe quelle sorte de libre entreprise. Elle favorise seulement, stipule la résolution, "la libre entreprise dynamique et consciente de ses responsabilités"²⁶.

Va pour la libre entreprise, partout où elle joue bien son rôle, au bénéfice de la société tout entière. Mais, là où font défaut l'énergie créatrice et le sens des responsabilités, il appartient à l'État d'intervenir pour mieux réaliser le bien commun, c'est-à-dire suivant la définition excellente qu'en donne *Mater et Magistra*: "(...) l'ensemble des conditions sociales qui permettent et favorisent dans les hommes le développement intégral de leur responsabilité²⁷." Ceux qui donnent à entendre que la libre entreprise, ainsi conçue, serait hostile aux unions ouvrières se trompent profondément ou essaient de tromper.

Elle vise au contraire à la multiplication des organismes professionnels, des administrations locales et autres corps intermédiaires entre l'État et les individus, de façon à constituer une société fortement charpentée, vigoureuse en toutes ses parties, où libertés et responsabilités puissent s'épanouir au maximum. Ce n'est pas dans la passivité, mais dans l'activité de chacun de ses organes qu'il faut chercher la santé du corps social.

On ne manque pas d'épithètes pour qualifier la loi constituant la Société générale de financement. On peut dire que c'est une loi décevante. On peut dire que c'est une loi imprécise. On peut également dire que c'est une loi aventureuse. Le bill 50 est un projet de loi bien décevant. Dans sa propagande électorale et postélectorale, le gouvernement avait associé la Société à l'idée d'un complexe sidérurgique.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Ce n'est pas exclu.

M. Johnson (Bagot): Qui dit Société générale de financement, avait notamment exposé le député de Chambly (M. Laporte), dit industrie sidérurgique. Or, il n'est aucunement question d'un complexe sidérurgique, dans le projet de loi. Non seulement il n'en est pas question, mais on voit mal comment cette législation pourrait conduire à sa réalisation. Une fois de plus, on a abusé de la confiance populaire.

En second lieu, on parle d'un fonds social de \$150,000,000. Ça paraît bien à première vue. Mais, pour le moment, le ministre des Finances (l'honorable M. Lesage) n'est autorisé à souscrire que \$5,000,000. Pourtant, le gouvernement a présenté un budget de l'ordre de \$1,200,000,000 pour l'année en cours. Il faudra une autre loi pour lui permettre de souscrire adéquatement et davantage de crédits à la Société générale de financement. Cinq

millions de dollars, ce n'est que la 240^e partie d'un budget de \$1,200,000,000. Le projet de loi limite à une proportion dérisoire la participation financière du gouvernement. Si les citoyens et les institutions ne souscrivent que dans la même proportion, la Société générale de financement n'ira pas loin.

J'ai l'impression très nette que le gouvernement a lui-même sabordé, par son incurie financière, un projet qui aurait pu être excellent. Au lieu de donner l'exemple, au lieu d'économiser pour investir davantage, il a pris l'habitude de dépenser ses revenus futurs, de vivre d'emprunts et de déficits, et il ne dispose plus, le moment venu, des possibilités nécessaires pour soutenir un effort indispensable. C'est ce qui explique qu'il ne puisse mettre plus de \$5,000,000 dans la Société de financement. Ces \$5,000,000, il devra lui-même les emprunter. C'est un montant qui s'ajoutera à son déficit déjà colossal.

Quant aux caisses populaires, elles ne pourront souscrire plus du quart de leur avoir propre dans la Société générale de financement. En 1960, cet avoir propre représentait environ \$32,000,000. Et, comme il se doit, chaque caisse reste libre de participer ou non au financement de la Société. Ce qui veut dire que, dans l'hypothèse où chacune d'elles voudrait y participer au maximum, les contributions provenant de cette source ne s'élèveraient qu'à \$8,000,000. Cinq millions du gouvernement et \$8,000,000 des caisses, cela fait \$13,000,000. On est encore bien loin du compte pour l'établissement d'un complexe sidérurgique. Le gouvernement lui-même n'a pas l'air de savoir si l'établissement d'une telle industrie serait viable et rentable chez nous, car, après l'avoir promise au peuple, il fait faire des études en vue de se renseigner pour déterminer si la promesse qu'il a faite est réalisable. La loi est décevante en ce point.

Le bill 50 est encore inquiétant par son imprécision quant à l'utilisation des fonds recueillis. On ne sait pas où va le gouvernement, et il donne nettement l'impression, par son projet de loi, qu'il ne le sait pas lui-même. Quelles sont les industries qui seront aidées par la Société générale de financement? La loi ne le dit pas. S'agit-il de multiplier les petites et moyennes entreprises ou de permettre aux nôtres d'accéder, dans une plus large mesure, à la grande entreprise? Quelles garanties la Société générale de financement va-t-elle exiger des industries? On ne le sait pas davantage. Est-ce qu'elle va participer de quelque façon à la gestion des entreprises, de façon à mieux protéger le capital investi?

Quelles conditions la Société mettra-t-elle à ses prêts? Va-t-elle prêter exclusivement à des

sociétés québécoises? Va-t-elle exiger l'emploi d'ouvriers, de techniciens et d'administrateurs formés dans nos institutions? Là encore, rien n'est précisé. Les réponses à toutes ces questions ne se trouvent dans aucune des dispositions du bill à l'étude. C'est un projet de loi qui sent l'improvisation. Il semble que le gouvernement veuille surtout se donner l'air de remplir un engagement dont il n'avait pas mesuré toutes les implications.

Enfin, c'est une loi aventureuse. J'espère qu'on ne forcera personne, et les caisses populaires moins que quiconque, à placer de l'argent dans cette Société. Il ne faudrait pas, sous le couvert du patriotisme, exposer les épargnants à de pénibles et amères déconvenues. Le montant que souscriront les caisses populaires se trouvera pratiquement gelé pour une période de 10 ans ou plus, car une caisse ne pourra revendre ses actions qu'à une autre caisse. Qu'arrivera-t-il si le marché est saturé et si les actions se dévaluent? En effet, les actions ne sont garanties en aucune façon par le gouvernement. Qui soutiendra le marché? Il s'écoulera peut-être beaucoup de temps avant que l'on ne soit en mesure de payer des dividendes.

Nos gens, qui ont ramassé leurs économies à la sueur de leur front, recherchent avant tout la liquidité et la sécurité de leurs placements. Comment les en blâmer? Quand un homme a travaillé pendant 20, 30 ou 40 ans à amasser un petit pécule, dont il aura besoin pour ses vieux jours, ou pour l'établissement de ses enfants, est-il raisonnable de lui demander de placer cet argent dans des valeurs dont la sécurité et le rendement ne sont pas garantis? On dira que beaucoup perdent de l'argent dans des spéculations risquées. C'est vrai. Mais là où manquent les garanties de sécurité existe, d'habitude, l'appât d'un gain rapide et spectaculaire. Dans le présent cas, il ne saurait être question d'une montée en flèche des actions de la Société.

Il s'agit d'aider au départ de nouvelles industries, ou de renflouer celles qui périclitent par manque de capital. Le risque est considérable, vu la faible participation du gouvernement, et les perspectives de profit restent aléatoires. Le patriotisme et la solidarité nationale doivent compter même en affaires, mais ils peuvent s'exprimer de bien d'autres façons que celle que prévoit le bill 50. En effet, 18 % à 20 % seulement des primes d'assurance versées par nos compatriotes vont à des compagnies canadiennes-françaises. Il y a là un vaste champ d'action possible. Il faut graduellement amener les nôtres à placer leur argent dans les

institutions qui alimentent la vie économique de la province, comme les compagnies d'assurances canadiennes-françaises.

Ce projet de loi veut être une mesure d'émancipation économique. Dans une économie capitaliste, il n'y a pas d'émancipation économique possible sans un contrôle du capital au moment où il travaille, du capital à l'œuvre dans la vie économique. Malgré les imperfections de la loi, il semble que ce soit là le but que l'on veuille atteindre. Encore faudrait-il qu'on cesse d'enguirlander et d'effrayer ceux qui ont du capital. Encore faudrait-il qu'on cesse de répandre des slogans dévastateurs et remplis de préjugés à l'endroit de l'entreprise privée. De plus, le gouvernement ne devrait-il pas donner l'exemple en encourageant davantage les entreprises québécoises?

Il est un domaine, par exemple, où les nôtres ont réussi des conquêtes spectaculaires: c'est celui de la construction. Il ne faudrait pas que le gouvernement sabote, voire saborde cette réussite en boudant nos entrepreneurs, nos sous-traitants et fournisseurs de matériaux. Enfin, il n'y a pas d'émancipation économique possible s'il n'y a pas d'abord du travail pour nos gens. Tous les efforts et toute la propagande du gouvernement ne devraient-ils pas être tendus vers la création de nouveaux emplois?

C'est en vain que je cherche dans l'œuvre du gouvernement actuel, depuis deux ans, une mesure propre à intensifier notre émancipation économique. Le projet de loi à l'étude se présente comme une mesure tendant vers cet objectif primordial. La Société générale de financement, même imparfaite et imprécise, semble vouloir être un premier pas dans cette voie. Malgré ses imperfections, j'estime qu'il faut l'approuver en principe.

L'Union nationale votera donc en faveur de la loi, mais nous tâcherons d'obtenir les précisions et les améliorations nécessaires pour que toute la population puisse épauler la Société générale de financement. L'émancipation économique n'est possible que dans un climat de confiance et de solidarité. Le gouvernement actuel semble avoir oublié cette vérité élémentaire. Pour le plus grand bien de notre population, il faut souhaiter que ce bill reçoive l'appui de ceux qui sont en mesure d'investir.

Le principe est bon, mais la loi, telle que rédigée, est décevante, imprécise et aventureuse. C'est l'État qui fait équipe avec les citoyens et les institutions financières, de façon à créer un réservoir de crédit pour servir à l'expansion des industries

existantes et à la création de nouvelles entreprises. L'État ne vise pas à remplacer ni à détruire, mais à stimuler et à coordonner. Mais prend-on le meilleur moyen d'appliquer ce principe?

Le premier ministre doit se rendre compte que cette loi ne sera pas un bébé facile à élever, avec les problèmes d'ordre financier et monétaire difficiles que nous devons envisager. Nous ne prétendons pas de bonnes intentions au gouvernement et au premier ministre; il serait malheureux que le gouvernement manque son coup dans cette entreprise. Nous souhaitons que la loi soit une réussite. Nous allons donc appuyer son principe en seconde lecture²⁸.

M. Laporte (Chambly): Je pense qu'aujourd'hui, le mardi 26 juin 1962, nous assistons à un événement capital dans la province de Québec. Il y a quelques années, 500 membres des chambres de commerce étaient venus célébrer la naissance d'un drapeau québécois. Je souhaiterais qu'ils aient été ici aujourd'hui pour marquer la création d'un événement infiniment plus important: un puissant instrument de libération économique. Par la Société générale de financement, nous sommes témoins d'un véritable tournant dans l'histoire économique de la province. Nous aurons maintenant le moyen de corriger graduellement une situation économique devenue pour nous intolérable. Si nous ne nous en servons pas, ce sera de notre faute.

La formule de la Société générale de financement existe déjà dans plusieurs pays. La création d'institutions semblables en Europe, en Italie, en Grande-Bretagne et en Belgique, devient un moyen de mettre au rancart un système économique intolérable. Le montant de la contribution du gouvernement est un facteur mineur par rapport à l'élan que la Société peut donner à l'économie. La société belge Sogemines a contrôlé seule près de deux douzaines de firmes au Canada avec un investissement de seulement \$20,000,000, il y a plus de 10 ans. C'est enfantin d'accorder une signification au fait que le projet de loi ne stipule pas que la Société puisse financer un complexe sidérurgique au Québec. Même si le projet de la Société générale de financement ne contient pas une mention du complexe sidérurgique, elle contient en germe la sidérurgie ainsi que plusieurs autres industries.

La Société générale de financement sera un puissant moteur pour la culture, car cette dernière ne survivra pas si nous restons pauvres. Elle sera un puissant moteur pour l'économie québécoise, car nous représentons 85 % de la population, et nous ne

contrôlons que 10 % de l'économie. Et finalement, elle sera pour la Confédération elle-même un puissant moteur, car l'état de sujétion économique dans lequel nous sommes cessera, ou alors quelque chose devra céder, peut-être le lien pancanadien lui-même. Après 16 ans de régime duplessiste, la province de Québec se réveille.

M. Leclerc (Charlevoix): L'opposition votera en faveur du principe du bill 50 pour l'établissement d'une société générale de financement. Cependant, je ne vois pas pourquoi le député de Chambly (M. Laporte) profite de l'occasion pour voir de prétendus scandales partout, sous l'administration de l'Union nationale, en portant le gouvernement aux nues pour la création de cette Société.

On demande aujourd'hui aux Québécois de coopérer et on commence par voir des scandales partout. C'est toujours la même chose: lorsque ça ne fait pas l'affaire du Parti libéral, on voit des scandales partout. Nous sommes prêts et nous allons coopérer, mais tâchons de faire confiance aux Canadiens français et cessons de les insulter.

Lorsque les libéraux étaient dans l'opposition, ils réclamaient à grands cris qu'on cesse de donner des octrois discrétionnaires, pour les remplacer par des subventions statutaires. Je constate aujourd'hui que, depuis que les libéraux sont au pouvoir, ils sont revenus dans la réalité et qu'ils accordent encore des octrois discrétionnaires. Et pourtant, c'est une chose qu'on nous a reprochée pendant 16 ans.

Il (M. Leclerc) appuie le chef de l'opposition et l'Union nationale dans l'adoption du bill 50.

M. Maltais (Québec-Est) approuve le principe du bill 50. Les administrateurs provinciaux, dit-il, ont commencé, il y a près de 20 ans, à lutter pour l'émancipation économique des Canadiens français.

Il s'en prend à certains passages du discours du premier ministre et veut relever un article du projet de loi.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) invoque le Règlement. En deuxième lecture, dit-il, on n'étudie que le principe du bill.

M. Maltais (Québec-Est) demande, en des mots brefs, au premier ministre de le laisser continuer.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) proteste encore une fois contre les remarques du député de Québec-Est (M. Maltais).

M. Maltais (Québec-Est): Je ne puis pas prononcer un discours sans que le premier ministre soulève un point d'ordre pour m'interrompre. Mais je ferai remarquer au premier ministre qu'on aurait pu relever des points d'ordre au moins une trentaine de fois pendant le discours qu'il a prononcé tout à l'heure. Mais nous l'avons laissé terminer son discours.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je défie qui que ce soit de trouver dans mon discours...

M. Maltais (Québec-Est): Point d'ordre! Le premier ministre n'a pas le droit de défier un député dans cette Chambre.

M. l'Orateur intervient pour rétablir l'ordre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le premier geste concret que posera le gouvernement, après la création de la Société générale de financement, sera de nommer les 12 administrateurs de la Société. Et ce sont eux qui prendront les décisions, car le gouvernement n'a pas l'intention d'administrer la Société. Les administrateurs de la Société devront faire des règlements dont l'adoption sera suggérée au gouvernement par la suite. Les administrateurs décideront donc de la politique initiale de la Société.

Les experts des domaines financier et bancaire m'ont conseillé de faire un faible investissement de départ jusqu'à ce que la manière dont les fonds seraient réinvestis soit décidée. Il ne servirait à rien, pour le gouvernement et les caisses populaires, de verser au tout début des montants considérables, parce que les administrateurs de la Société générale de financement devront prendre le temps de trouver des industries nouvelles, ou déjà existantes, dignes d'être encouragées par des investissements. Il serait inutile au début de verser un capital qui resterait improductif. Ainsi, le gouvernement doit contribuer \$5,000,000, les caisses populaires \$5,000,000, les autres sociétés \$5,000,000 et le public \$5,000,000, pour un total de \$20,000,000. Mais, au début, un versement moindre sera suffisant. Les versements augmenteront au fur et à mesure que le besoin se fera sentir.

Le bill 50 n'est pas une improvisation. Le gouvernement a passé un nombre interminable d'heures à l'étude du projet de loi en consultant juristes, économistes, sociologues, banquiers. Il s'agit d'un effort sérieux et honnête, non pas pour que le peuple soit émancipé lors de la sanction du

texte législatif, mais pour le mettre dans la voie de l'émancipation économique.

Un vote enregistré ayant été demandé, la motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arsenault, Bédard, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Castonguay, Cliche, Coiteux (Duplessis), Coiteux (L'Assomption), Collard, Dozois, Élie, Gabias, Gérin-Lajoie, Gosselin, Guillemette, Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hébert, Johnson, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Langlais, Laporte, Lavoie, Leclerc, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Maltais, Meunier, Morissette, Parent, Pinard, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rousseau, Roy (Lévis), Roy (Nicolet), Saint-Pierre, Somerville, Talbot, Tellier, Turpin, Vaillancourt, 56.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 50 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude à la prochaine séance.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est un vote historique.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 51 accordant une subvention spéciale à l'hôpital Saint-Luc.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 122 modifiant la charte de la cité de Jonquière;
- bill 130 modifiant la charte du village de Senneville;
- bill 147 modifiant la charte de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice;

- bill 149 pour autoriser la cité de Westmount à aliéner au Reddy Memorial Hospital la ruelle portant le numéro 378-37-2 de la paroisse de Montréal;

- bill 224 autorisant La Laurentienne, Compagnie d'assurance sur la vie, à faire de l'assurance générale et à changer de nom.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 177 modifiant la charte de la cité de Sorel, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 5 est biffé.

L'article 6 devient article 5.

Projets de loi:

Charte de Sorel

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 177 modifiant la charte de la cité de Sorel.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à deux heures et demie de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. *Le Nouvelliste* du 27 juin 1962, à la page 4, précise que la troisième lecture a été adoptée sans discussion.

2. *Le Nouvelliste* du 27 juin 1962, à la page 10, précise que M. Couturier s'est absenté pour toute la séance,

et *La Tribune* du même jour, à la page 1, note que le premier ministre pilote le bill 44 à sa place.

3. Cette intervention de M. Johnson est rapportée entre parenthèses par *Le Nouvelliste* du 27 juin 1962, à la page 10, comme si on voulait suggérer qu'elle est chuchotée. *Le Droit* du même jour, à la page 20, la rapporte pourtant franchement.

4. Voir, d'une part, l'aveu du premier ministre lors de l'ajournement de la séance du 7 juin 1962 et, d'autre part, en ce qui a trait à la situation qui prévalait à l'Institut à cette époque, Jean-Claude Picard, *Camille Laurin. L'homme debout*, Montréal, Boréal, 2003, aux pages 117-167 et Annexe 1.

5. Voir *Rapport de la Commission d'enquête sur l'organisation et l'administration de l'hôpital Jean-Talon de Montréal*, 1961, à la page 172.

6. M. Lesage fait référence au résultat du scrutin fédéral, qui a vu la formation d'un gouvernement progressiste-conservateur minoritaire, leur enlevant ainsi la confortable majorité détenue auparavant.

7. M. Johnson fait allusion à la désormais célèbre barbe de Fidel Castro (1927-), révolutionnaire et homme d'État cubain, qui devint chef du gouvernement de l'île des Antilles, en 1959, à la suite d'un coup d'État et qui fit adhérer Cuba au communisme, en 1962. S'il ne précise pas quels députés ministériels il associe ainsi à Castro, nous pensons notamment, à cause de leurs "attitudes gauchistes", à M. René Lévesque et à M. Paul Gérin-Lajoie.

8. Tandis que *Le Montréal-Matin* du 16 juin 1962, à la page 10, rapporte une version interrogative plus subtile, on lit, dans *La Presse* du même jour, à la page 35, et dans *L'Action catholique* du même jour, à la page 5, une version directe.

9. M. Johnson fait référence à la loi concernant les enquêtes sur les affaires publiques, chapitre 9 des *Statuts refondus de la province de Québec*, 1941.

10. Selon *L'Événement-Journal* du 27 juin 1962, à la page 4, et *The Quebec Chronicle-Telegraph* du même jour, à la page 8, la loi des hôpitaux a été adoptée rapidement, en deux heures et demie.

11. Selon *La Presse* du 27 juin 1962, à la page 2, les députés ministériels ont claqué sur leur pupitre durant quelque 15 secondes.

12. Si, avec le recul, on peut en effet considérer qu'il s'agit d'un moment historique, un article de *La Presse* signale qu'il y avait tout au plus une douzaine de personnes dans les galeries de l'Assemblée législative. Personne, donc, du milieu des affaires ou des sociétés nationales, sans compter que les députés libéraux semblent à toutes fins pratiques amorphes. Le même article précise que, durant le discours du premier ministre, quelques députés libéraux vont se lever pour sortir, tandis que des ministres griffonnent et se rattrapent dans leur correspondance. Voir "Moment historique qui n'intéresse personne" dans *La Presse*, du 27 juin 1962, aux pages 1 et 2.

13. Toujours selon l'article "Moment historique qui n'intéresse personne" dans *La Presse* du 27 juin 1962, aux pages 1 et 2, les applaudissements qui ponctuent le discours du premier ministre se manifestent sous l'insistance de M. Lafrance.

14. Il s'agit de milliards, d'après *Le Soleil* du 27 juin 1962, à la page 3.

15. Selon *Le Soleil* du 27 juin 1962, à la page 3, et *Le Montréal-Matin* du même jour, à la page 9, M. Lesage a parlé pendant trois quarts d'heure. Par ailleurs, *The Gazette* du même jour, à la page 2, note que M. Lesage lit un texte préparé à l'avance.

16. La seule source qui rapporte ce passage du discours du M. Johnson, *Le Montréal-Matin* du 27 juin 1962, à la page 5, écrit plutôt "construction"; le contexte nous pousse manifestement à privilégier "Constitution".

17. L'Action libérale nationale, fondée en 1934 autour de Paul Gouin, s'allia aux conservateurs de Maurice Duplessis pour l'élection provinciale de 1935, avant que ce dernier n'écarte Gouin et fonde l'Union nationale en 1936. Pour le *Manifeste de l'Action libérale nationale*, voir *Le Devoir* du 28 juillet 1934, aux pages 1 et 2. Quant au *Programme de restauration sociale* de l'École sociale populaire, il est publié le 9 mars 1933. Voir aussi: Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain. Tome II. Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1989, aux pages 117-118 et 131-132.

18. Philippe Hamel (1884-1954), député de l'Union nationale, avant de s'en détacher pour fonder le Parti national, a publié notamment, en 1936, *Le Trust de l'électricité. Menace pour la sécurité sociale*. Voir

aussi son intervention en Chambre, le 11 mai 1937, lors de l'étude du bill 49 établissant et assurant la concurrence de l'État relativement aux ressources hydroélectriques.

19. 1 George VI, chapitre 24, articles 30-37.

20. Voir allusion de M. Johnson, lors de la séance du 16 mai 1962, au sujet du premier barrage d'État, en 1937.

21. Cyrille-Émile Vaillancourt (1892-1969) fut sénateur libéral de 1944 à 1969.

22. *Mater et Magistra. Lettre encyclique de Sa Sainteté le pape Jean XXIII aux Vénérables Frères, Patriarches, Primats, Archevêques, Évêques et autres ordinaires, en paix et communion avec le Siège Apostolique, à tout le Clergé et aux fidèles du monde entier*, 15 mai 1961. Dans la foulée du concile Vatican II prévu pour octobre 1962, l'encyclique *Mater et Magistra* reprend et complète les enseignements de Pie XII sur les problèmes sociaux et sur la paix.

23. *Ibid.*

24. *Ibid.*

25. M. Johnson fait référence à la quête illusoire du célèbre personnage de Miguel Cervantès (1547-1616).

26. *Cahier de résolutions. Congrès de l'Union nationale*, 21, 22, 23 septembre 1961, 1961, à la page 31.

27. *Mater et Magistra, op. cit.*

28. *Le Soleil* du 27 juin 1962, à la page 38, indique que le discours du chef de l'opposition s'intitule: "De la conquête du sol à la conquête de l'industrie". Il faut en déduire que les journalistes ont eu accès à un texte. Par ailleurs, *Le Montréal-Matin* du même jour, à la page 8, signale que le discours de M. Johnson dure 45 minutes, tandis que *Le Soleil* également du même jour, à la page 3, mentionne qu'il dure près d'une heure.

Séance du mercredi 27 juin 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Motions des députés:

**Anniversaires des députés
de Gatineau, M. Desjardins
et de Témiscamingue, M. Larouche**

M. Johnson (Bagot) offre les vœux de l'Assemblée législative au député de Gatineau (M. Desjardins) à l'occasion de son anniversaire. Il vante le dévouement et l'esprit du travail du député de Gatineau.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) offre aussi les vœux de l'Assemblée législative au député de Gatineau (M. Desjardins) à l'occasion de son anniversaire. Malgré nos divergences de vues politiques, déclare-t-il, j'ai toujours tenu le député de Gatineau en haute estime.

M. Larouche (Témiscamingue) remercie le premier ministre et le chef de l'opposition pour les vœux qu'ils lui ont été offerts, la semaine dernière, alors qu'il était absent de la Chambre¹.

Rapports des comités permanents:

M. Binette (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-sixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité recommande de prolonger au 20 juillet prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

M. Dionne (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité recommande de prolonger au 20 juillet prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 96 modifiant la loi médicale de Québec;
- bill 128 modifiant la charte de la ville de Duvernay;
- bill 175 concernant certains actes consentis pour le compte de Buanderie Saint-Hubert Laundry Incorporée-Incorporated.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 46 assurant la construction d'un pont sur le Saint-Laurent, à Trois-Rivières;
- bill 47 modifiant la loi de la gazoline.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 194 concernant la cité d'Outremont;
- bill 220 modifiant la charte de la cité de Charlesbourg.

Demande et dépôt de documents:

Assistance, pensions et allocations

M. Bertrand (Missisquoi) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil et une copie des règlements édictés par le ministère de la Famille et du Bien-être social, le tout depuis le 20 mars 1962 jusqu'au 24 mai 1962, relativement à l'assistance chômage, l'assistance publique, les

suppléments de pensions, les allocations d'urgence, etc.

Adopté.

L'honorable M. Lafrance (Richmond) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 180)

Loi de l'assistance publique, règlements

M. Bertrand (Missisquoi) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie des directives émanant du ministère de la Famille et du Bien-être social, depuis le 27 juillet 1961 jusqu'au 24 mai 1962, à l'adresse du personnel dudit ministère et des organismes de bienfaisance, concernant l'application et l'interprétation des règlements adoptés en vertu de la loi de l'assistance publique.

Adopté.

L'honorable M. Lafrance (Richmond) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 181)

Dépôt de documents:

Commission hydroélectrique de Québec, Rapport 1961

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier) dépose sur le bureau de la Chambre le dix-huitième rapport annuel de la Commission hydroélectrique de Québec, pour l'année 1961. (Document de la session no 182)

Questions et réponses orales:

Salaires de la voirie impayés

M. Johnson (Bagot): Le premier ministre a-t-il des éclaircissements sur une information de dernière heure, selon laquelle les employés de la voirie, Service de la signalisation, travaillant sur le boulevard Henri-Bourassa, n'auraient pas été payés depuis trois semaines?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): En l'absence du ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard), le chef de l'opposition peut-il attendre son retour pour avoir une réponse?

M. Johnson (Bagot) accepte de suspendre sa question jusqu'au retour du ministre de la Voirie.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Du reste, la Chambre entreprendra l'étude des crédits de son ministère vendredi et les députés pourront tout connaître sur les points d'interrogation qu'ils se posent.

Projets de loi:

Hammermill Paper Co.

L'honorable M. Arsenault (Matapédia) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 45 autorisant l'achat de propriétés de Hammermill Paper Company soit maintenant lu une troisième fois.

M. Johnson (Bagot): (À voix basse) Adopté sur division.

(Le ministre des Terres et Forêts, l'honorable M. Arsenault, boucle sa serviette et fait un large sourire à l'Assemblée.)²

M. Bertrand (Missisquoi): C'est votre meilleur discours!

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

La séance est suspendue.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Madame, Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

46 Loi assurant la construction d'un pont sur le Saint-Laurent, à Trois-Rivières;

47 Loi modifiant la loi de la gazoline;

51 Loi accordant une subvention spéciale à l'hôpital Saint-Luc;

96 Loi modifiant la loi médicale de Québec;

122 Loi modifiant la charte de la cité de Jonquière;

128 Loi modifiant la charte de la ville de Duvernay;

130 Loi modifiant la charte du village de Senneville;

147 Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice;

149 Loi pour autoriser la cité de Westmount à aliéner au Reddy Memorial Hospital la ruelle portant le numéro 378 37-2 de la paroisse de Montréal;

175 Loi concernant certains actes consentis pour le compte de Buanderie Saint-Hubert Laundry Incorporée-Incorporated;

177 Loi modifiant la charte de la cité de Sorel;

194 Loi concernant la cité d'Outremont;

220 Loi modifiant la charte de la cité de Charlesbourg;

224 Loi autorisant La Laurentienne, compagnie d'assurance sur la vie, à faire de l'assurance générale et à changer de nom.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963

Un député ministériel pour l'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)³ propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-trois millions six cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commissions scolaires: subventions (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Prévost (Montmorency) questionne le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) sur les déficits des commissions scolaires, qui ont atteint, dit-il, le chiffre sans précédent de \$22,000,000, le 30 juin 1961. Le 30 juin 1962, il sera encore de l'ordre de \$20,000,000. Les déficits énormes de nos commissions scolaires constituent un problème angoissant pour les contribuables de la province. Leur capacité de payer a atteint la limite, et le gouvernement doit se porter de plus en plus à leur secours. C'est le dilemme qui se pose devant le ministre de la Jeunesse.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Le ministère de la Jeunesse s'applique à résoudre les problèmes des quelque 1,700 commissions scolaires de la province. Les déficits accumulés des commissions scolaires de la province atteignent \$20,000,000. Le déficit se partage ainsi: \$12,000,000 pour les opérations de l'année 1961 et \$8,000,000 pour les années passées. Une bonne moitié des commissions scolaires seraient déficitaires.

Loin de diminuer, la contribution directe, sous forme de subventions ou d'octrois du gouvernement au financement des commissions scolaires en province, ira en augmentant, et le gouvernement, en conséquence, doit prévoir ces déboursés déjà très onéreux. Toutefois, pour assurer une justice équitable et un partage des charges qui soit équilibré, il faut réviser le barème des taxes scolaires à l'échelle de la province.

Voici un certain nombre de mesures auxquelles le ministère a ou aura recours pour aider les commissaires à venir à bout de leurs difficultés. Les commissions soumettent leur budget au ministère de la Jeunesse. Le personnel du Bureau de planification du ministère de la Jeunesse étudie, en même temps que les budgets des commissions scolaires, les cas où l'impôt foncier au profit des écoles est trop élevé. Par la suite, avis peut être

donné de le réduire si le taux est franchement et désordonnément trop élevé. Une centaine de commissions scolaires ont reçu l'avis, l'an dernier, de diminuer leur taux de taxe foncière.

Les déficits accumulés des budgets des commissions scolaires seront l'objet d'une étude, au ministère de la Jeunesse, durant l'été, et des subventions seront accordées pour les combler, le cas échéant; le gouvernement soumettra un budget supplémentaire à l'approbation du Parlement à la prochaine session, à l'automne ou à l'hiver.

M. Prévost (Montmorency): Toutes les régions du pays n'ont pas les mêmes capacités de se taxer et de payer; c'est un problème sérieux pour les contribuables du Québec. Il y a de grandes différences qui existent d'une région à l'autre, d'une localité à l'autre, et d'une municipalité à l'autre en ce qui concerne la capacité des contribuables de se taxer et de payer. Les milieux urbains supportent mieux un taux de taxe foncière élevé que les milieux ruraux, où le rendement de l'économie est plus faible.

Ces déficits causent des ennuis sérieux aux commissions scolaires sur le marché des emprunts, en affectant leur crédit, parce qu'elles doivent parfois s'adresser aux banques pour rencontrer leurs dépenses mensuelles, en attendant la rentrée des taxes et la venue des subventions du gouvernement.

D'autre part, l'impôt foncier est à la veille d'atteindre un plafond qu'il ne pourra dépasser. Il est sur le point d'atteindre la saturation, soit le maximum admissible, et il n'y a qu'un seul moyen de remédier à la situation.

C'est pourquoi il faudrait que le gouvernement révise le barème des subventions de base, établi l'an dernier⁴ avec la législation sur l'éducation, et qu'il se porte davantage au secours des commissaires d'écoles.

Il est de toute nécessité que le gouvernement élève les barèmes des subventions accordées aux commissions scolaires, pour leur permettre de vivre et de rencontrer leurs obligations et de diminuer leurs dettes. La mesure est urgente et indispensable parce que les obligations financières des commissions vont continuer à prendre de l'importance avec l'ouverture de nouvelles écoles. Les besoins sont en effet urgents.

Un peu partout, dans les grands centres surtout, il faut ajouter de huit à 10 classes à chaque école. Le budget de l'entretien s'en trouve haussé. La population va s'accroissant et, à mesure que la population augmente, de nouvelles écoles doivent être construites, de nouveaux professeurs doivent

être engagés, ce qui signifie que les budgets des commissions scolaires devront aussi se gonfler.

Et, comme il est nécessaire de développer d'autres secteurs de l'éducation dans les écoles, comme celui de l'éducation physique et celui de l'éducation sociale, tous deux en souffrance, des augmentations substantielles dans les budgets des commissions scolaires sont à prévoir. Je crois, par conséquent, que le gouvernement devra absorber une part de plus en plus grande du coût de cette augmentation des budgets des commissions scolaires, car il arrivera un moment où la capacité de payer, au niveau local, ne pourra plus augmenter, et celles-ci ne pourront plus taxer davantage.

Il va falloir aussi que le gouvernement réduise les déficits scolaires à travers la province. Il faudra trouver de nouvelles normes pour accorder les octrois. On ne peut demander un effort égal à toutes les municipalités scolaires, mais il faudra peut-être demander un effort total à chacune des municipalités.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Le gouvernement fait déjà sa part. Le gouvernement a versé \$5,000,000 et moins en subventions aux commissions scolaires, en 1959; \$7,000,000, en 1959-1960⁵; \$7,500,000, en 1961 et \$9,500,000, en 1962. En outre, le gouvernement a ajouté des subventions supplémentaires puisées dans le revenu de la taxe de vente, perçue maintenant même dans les municipalités qui n'en voulaient pas, et des fonds généraux de la province. Une part équitable du coût de l'éducation doit être établie entre le gouvernement provincial et les commissions scolaires individuelles. Les lois de l'an dernier ont grevé le budget de la province, avec l'instruction obligatoire jusqu'à 15 ans, la gratuité scolaire, la gratuité des manuels. On en arrive à la situation suivante en 1961-1962: 222 commissions scolaires ont diminué leur taxe scolaire, 690 sont restées dans le *statu quo* et 790 ont dû augmenter leur taxe.

En passant, des augmentations ont été accordées au personnel enseignant. Les pouvoirs publics veulent faire le maximum pour l'enseignement. C'est ainsi que le coût moyen de l'instruction par élève, en ce qui concerne uniquement l'article "personnel enseignant", est passé, par exemple, de \$117 en 1960 à \$130 en 1961, et à \$150 en 1962. Les augmentations de salaire au personnel enseignant dans le Québec se sont chiffrées par \$120,000 en 1959, \$140,000 en 1960, et \$170,000, en 1961.

Le gouvernement libéral a quand même fait plus que tout autre gouvernement précédent dans ce domaine.

M. Prévost (Montmorency): Je ne peux tolérer les allusions au passé. Je tiens à préciser, dit-il, le lourd héritage dévolu à l'Union nationale, en 1944, dans le domaine de l'éducation. Lorsque l'Union nationale vint au pouvoir après les libéraux, en 1944, les subventions scolaires comptaient pour bien peu et les commissions scolaires qui en obtenaient étaient rares. Le pire problème fut l'équilibre des budgets scolaires. À cette époque, les écoles étaient délabrées, les meubles étaient vétustes. Le travail de réaménagement s'est amorcé lentement. Il faut avoir vécu le problème pour bien le comprendre.

Il fait longuement l'éloge des réalisations de l'Union nationale dans le champ de l'enseignement. C'est à compter de 1946, dit-il, qu'on a commencé l'évolution dans l'enseignement, par l'absorption des dettes des commissions scolaires et la construction de nouvelles écoles; 98 % des commissions scolaires se sont prévaluées de cette loi⁶. Le gouvernement de l'Union nationale a payé les deux tiers de l'actif de nos commissions scolaires.

En 1946, le gouvernement de l'Union nationale a soulagé les commissions scolaires, au point de vue financier, en se chargeant de rembourser toutes leurs dettes. Si les commissions scolaires ont contracté d'autres dettes depuis, c'était afin de construire de nouvelles écoles, des écoles plus modernes, répondant aux besoins de l'heure. Dans certaines écoles, il n'y avait même pas l'eau courante. On a bâti des écoles neuves sur de plus vastes terrains, afin de permettre les travaux futurs d'agrandissement. Je puis même citer en exemple mon comté de Montmorency où l'on ne rencontre pratiquement pas d'écoles datant de plus de 12 ans.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Institutions indépendantes: subventions (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million quatre cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions spéciales: écoles normales (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions six cent trente-deux mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subvention: Université Laval (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Prévost (Montmorency) réclame, en insistant sur la nécessité de travaux de recherche, la création d'un institut d'études juridiques et d'un autre institut qui s'occuperait de recherche en sciences sociales, économiques et politiques. Ce serait là, dit-il, un excellent moyen d'y grouper les chercheurs que les problèmes contemporains passionnent.

Ces centres de recherche auraient l'appui d'une ou de plusieurs universités. Il est important d'aider nos universités à encourager les travaux de recherche en équipe, comme cela se fait en Europe. Les hommes politiques et publics, qui n'ont pas le temps de faire des recherches à cause de leurs préoccupations, en tireraient de grands bénéfices. Pour les facultés de droit, un institut d'études juridiques contribuerait à la création d'une pensée juridique typiquement canadienne.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subvention: Université Laval - École supérieure de commerce (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions neuf cent soixante-seize mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subvention: Université de Montréal (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subvention: Université de Montréal - École des hautes études commerciales (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cent trente-neuf mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subvention: Université de Montréal - École polytechnique (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions neuf cent soixante-dix mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subvention: Université McGill (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subvention: Université McGill - École normale Macdonald College, Sainte-Anne-de-Bellevue (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent soixante-dix-huit mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subvention: Université de Sherbrooke (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante mille sept cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subvention: Université Bishop (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subvention: Sir George Williams University (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Prévost (Montmorency): Le ministère de la Jeunesse ne prévoit rien pour l'université Loyola de Montréal. Ce sont les Jésuites qui ont demandé, l'an dernier, la permission de fonder une nouvelle université à Montréal. La décision du gouvernement a été reportée à plus tard, à cause de l'enquête royale en cours dans la province sur le problème de l'éducation.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) se contente de sourire.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cent dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions à certaines associations et certains centres éducatifs ou récréatifs (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) peut-il énoncer des directives précises sur la façon dont le gouvernement accorde des subventions? Il est nécessaire d'organiser des loisirs pour les jeunes autour des parcs d'une ville comme Montréal, pour éviter qu'ils aillent se grouper ailleurs en augmentant davantage l'acuité du problème des blousons noirs.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Le ministère de la Jeunesse versera au cours de l'année, dit-il, des octrois de \$164,000 pour le centre Paul-Sauvé de Montréal. Par ailleurs, le gouvernement paiera des intérêts sur un emprunt fait par l'institution, de sorte que la contribution totale du ministère de la Jeunesse atteindra plus de \$200,000. J'espère que les députés de Montréal seront satisfaits de la contribution du gouvernement à ce sujet.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Il y a une diminution regrettable de \$800,000, dans le budget, pour certains centres récréatifs et éducatifs.

Il fait l'éloge de M. René Bélisle, directeur de l'organisation des loisirs pour la ville de Montréal. Pour cette œuvre de bien commun, dit-il, je crois qu'il ne serait pas exagéré que le gouvernement verse à chaque paroisse, pour l'organisation des loisirs, un octroi de \$1 par famille. Là comme ailleurs, l'argent est nécessaire et, parfois, une subvention de \$500, au début de la saison, peut faire toute la différence entre le succès et l'échec d'un organisme de loisirs durant l'été. Je voudrais bien que M. Bélisle puisse diriger l'organisation des loisirs dans toute la cité de Montréal, avec mission de distribuer honnêtement les subventions du gouvernement au meilleur de sa connaissance.

Il questionne le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) sur l'envoi des chèques de subventions aux loisirs.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Jamais les chèques destinés aux organisations de loisirs dans la province n'ont été envoyés à d'autres personnes qu'à un officier de l'association subventionnée, qui, à certains moments, a pu être le curé de la paroisse quand le pasteur s'occupait lui-même des organisations de loisirs.

M. Laberge (Châteauguay): Le ministre de la Jeunesse m'apprend qu'une association de loisirs de mon comté a reçu \$200. Il m'a fait cette réponse on ne peut plus officielle, à la suite d'une question que j'avais inscrite au *Feuilleton* de l'Assemblée législative⁸.

Or, je tiens à lui apprendre que, selon mes informations, cette somme n'a été reçue par aucun des officiers de l'organisation de loisirs.

Des députés de l'opposition soulèvent le cas particulier de leur comté respectif et demandent au ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) de dire à la Chambre les sommes accordées, en 1961, pour les loisirs.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Je le répète. On trouvera ces montants dans les *Comptes publics* de la province de Québec, l'an prochain.

Il consent cependant à citer certains chiffres qui démontrent que les comtés représentés par des députés de l'Union nationale ont été plus favorisés, en certains cas, que d'autres comtés. Il mentionne un montant de \$7,750 pour les organismes de loisirs du comté de Maskinongé.

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie): Le ministre de la Jeunesse m'apprend que mon comté a reçu la somme de \$10,540 à titre d'octrois pour les organisations de loisirs. C'est fort curieux que mon comté compte neuf paroisses qui ont reçu \$700 chacune... ce qui ferait \$6,300, et non pas \$10,540.

Pourtant, cinq paroisses, seulement, ont un centre de loisirs bien organisé... ce qui ferait \$3,500 au lieu de \$10,540. Je me demande ce qu'on fait de l'argent, là où il n'y a pas d'organisation de loisirs. Où est allé tout le solde de l'argent?

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Jamais les chèques destinés aux organisations de loisirs dans la province n'ont été envoyés à d'autres personnes qu'à un officier de l'association subventionnée, qui, à certains moments,

a pu être le curé de la paroisse quand le pasteur s'occupait lui-même des organisations de loisirs.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subvention additionnelle: Association athlétique nationale de la jeunesse (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions six cent douze mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Acquisition, construction, transformation et aménagement d'immeubles, à l'exclusion des écoles normales (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Le gouvernement va consacrer cette année une somme de \$18,000,000 aux écoles techniques dans la province. Il réalisera différents projets de constructions d'écoles, pour l'enseignement technique et professionnel. Parmi les quelques projets en cours, il y aura la construction d'une école des arts et métiers à Asbestos, à Cap-aux-Meules, à Drummondville et à Gaspé.

Quant aux autres projets, ils seront révélés plus tard; le ministère de la Jeunesse n'est pas en mesure actuellement de fournir tous les détails des projets prévus pour les écoles techniques dans la province.

M. Ducharme (Laviolette): Un montant est-il prévu, dans le budget du ministère de la Jeunesse, pour l'aménagement en école d'arts et métiers d'un immeuble dont le gouvernement a fait l'acquisition à La Tuque⁹? L'immeuble a été acheté à cette fin de la compagnie Kosmo-Kismet et a déjà abrité une industrie. Il faudrait y faire des transformations importantes, avant d'y recevoir des élèves.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Il y a probablement un montant prévu, dans le budget du ministère cette année, pour l'aménagement, en école d'arts et métiers, d'un immeuble dont le gouvernement a fait l'acquisition à La Tuque¹⁰.

M. Ducharme (Laviolette): Je constate que le président de l'Association libérale est mieux informé que moi et que le ministre de la Jeunesse lui-même, parce que, dans le journal *Le Nouvelliste* de Trois-Rivières, il est dit qu'une somme de \$300,000 serait consacrée à l'aménagement de cette école¹¹. Est-ce réellement le montant qu'on veut consacrer à cette fin?

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): (En souriant) Probablement.

M. Ducharme (Laviolette): Alors, on a anticipé dans le journal?

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) ne répond pas.

M. Ducharme (Laviolette): Le ministre de la Jeunesse est-il revenu sur sa décision de n'accorder aucun nouvel octroi aux institutions scolaires actuellement aux prises avec des difficultés financières? Va-t-il aider la commission des écoles de La Tuque pour la construction d'une nouvelle école dont je lui ai déjà signalé le cas, ou sa décision première est-elle définitive et irrévocable¹²?

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Décision définitive et irrévocable. C'est non, parce qu'elle est basée sur des principes de justice. Je n'y puis rien.

M. Ducharme (Laviolette): Il est vrai que 70 % des taxes scolaires sont payées par les compagnies, à La Tuque. La taxe a été augmentée dans une proportion de 65 %, dans cette ville, tandis que, partout ailleurs, l'augmentation ne fut que d'environ 40 % ou 45 %.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): On a tenu compte de ce facteur lorsque la décision a été prise de ne pas donner d'octroi à la Commission scolaire de La Tuque.

M. Russell (Shefford): Je tiens à signaler au ministre de la Jeunesse qu'il existe un problème à

régler dans un projet d'école technique dans Waterloo. Quelque 80 élèves sont prêts à suivre les cours de l'école technique, mais il manque de locaux pour donner les cours. Pour l'information du ministre de la Jeunesse, j'ajouterai que c'est une école de l'automobile qu'on doit aménager à cet endroit.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Le cas est à l'étude. Une école d'automobile doit être érigée à cet endroit, cette année.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): On ne sait pas où loger les 250 élèves inscrits actuellement à l'école technique de Gaspé. Le ministre de la Jeunesse peut-il me dire où on va les mettre?

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Le gouvernement n'a pas encore adopté de politique sur la construction de résidences pour étudiants, à part quelques subventions versées pour des patronages et quelques résidences d'étudiants. Pour le moment, nous nous occupons de construire des écoles, mais nous devons à l'avenir songer à aider aussi les étudiants à se loger.

M. Johnson (Bagot): Le coût élevé de construction des écoles, depuis 1960, est un autre exemple de la tendance du régime actuel à voir trop grand, avec l'argent des contribuables. Le gouvernement devrait prendre sans délai des mesures qui s'imposent, pour réduire le plus possible le prix des constructions nouvelles et donner l'exemple de l'économie aux commissions scolaires.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Le gouvernement de la province de Québec se préoccupe de diminuer le coût de construction des écoles nouvelles. Pour ce motif, nous avons créé, au ministère de la Jeunesse, un service distinct, le Service de la construction, avec le personnel spécialisé nécessaire, des ingénieurs et des techniciens, qui travaillent à créer les normes qui sont et seront désormais mises en pratique chaque fois qu'il s'agira d'une construction requérant une subvention du gouvernement. On y examine tous les projets soumis par les commissions scolaires et l'on y prépare un "Cahier des normes à suivre", document qui doit servir de guide aux commissaires et aux architectes.

Nous voulons ainsi permettre à tous les contribuables d'avoir des écoles au coût le plus bas possible. Ce sont les directives qui sont données aux

fctionnaires. Le problème des subventions accordées pour des travaux de construction est examiné, car les subventions de ce genre ne peuvent pas être déterminées selon une règle stricte. Les écoles construites aujourd'hui sont mieux conçues et mieux construites qu'elles ne l'étaient précédemment, mais le terrain coûte plus cher.

M. Prévost (Montmorency): Sous l'Union nationale, il y avait au département de l'Instruction publique des hommes qualifiés et compétents en éducation, qui m'ont fourni des renseignements que je ne possédais pas et qui ont agrandi le champ de mes connaissances. Je suis certain que ces mêmes officiers en savaient plus long et en savent plus long, en ce domaine, que celui qui est juste en face de moi (l'honorable M. Gérin-Lajoie). Il faut savoir mesurer ses propres connaissances pour apprécier ce que les autres ajoutent en fournissant leur collaboration loyale.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) intervient.

M. Prévost (Montmorency) répond.

M. Johnson (Bagot): Le coût de construction d'une école à Acton Vale, dans le comté de Bagot, est trop élevé. (Avec sarcasme) Le président de la commission scolaire locale était mon adversaire politique¹³, dit-il, un ami influent du premier ministre. Je ne veux pas faire un gros problème avec cette affaire, mais je n'aime pas que le ministre de la Jeunesse vienne nous dire que, si tout va mal, c'est uniquement de la faute des employés du ministère que nous avions de notre temps.

Le ministre de la Jeunesse prend certains des employés du ministère de la Jeunesse pour des boucs émissaires, en vue de se disculper de certaines erreurs commises, notamment de la construction d'écoles trop coûteuses. Un ministre doit assumer la responsabilité de tous les actes posés dans son ministère.

Et, puisqu'on parle de l'école d'Acton Vale, je dirai au ministre de la Jeunesse que la population de l'endroit a jugé que la nouvelle école était trop dispendieuse, et elle avait raison. Le malheur, c'est que le gouvernement actuel avait promis que la construction des écoles se ferait gratuitement, sans augmentation de taxes. Mais, aujourd'hui, ce sont les propriétaires qui reçoivent et supportent seuls tout le fardeau des taxes. C'est de là que provient l'incertitude actuelle dans la province.

Je demande au ministre de la Jeunesse d'examiner ce problème, et j'invite les commissaires d'écoles à être raisonnables dans la construction de leurs écoles. Ce qui importe, avant tout, c'est d'avoir de bons professeurs.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Acquisition, construction, transformation et aménagement d'immeubles pour fins d'écoles normales (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Le comité poursuit l'étude des crédits budgétaires.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions neuf cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Johnson (Bagot): Le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) peut-il définir de façon catégorique la politique du gouvernement au sujet de l'étatisation des compagnies privées d'électricité?

Est-ce l'étatisation, la nationalisation, la planification, l'intégration ou l'unification? Lequel

de ces mots imposants utilisera le ministre des Richesses naturelles, pour nous annoncer que le gouvernement entend exploiter lui-même les richesses hydrauliques de la province? J'avoue que je ne sais pas avec lequel de tous ces mots il faut se familiariser. Et la population de la province ne le sait pas non plus.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):

Personnellement, je reste sur mes positions, dit-il, continuant à garder l'attitude prise en diverses occasions et qui est toujours restée identique, quelles qu'aient été les différentes terminologies utilisées pour la dépeindre.

M. Johnson (Bagot): Tous les journaux ont parlé de la nationalisation imminente de la Shawinigan Water & Power. Je crois qu'il est d'intérêt que la province sache la politique du gouvernement dans ce domaine. Je crois qu'on peut avoir des opinions différentes quant aux bons et aux mauvais effets, mais il est bon que le ministre des Richesses naturelles nous fasse connaître non pas son opinion personnelle, mais la politique du gouvernement.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):

La politique du gouvernement sera connue en temps et lieu, et le député de Bagot l'apprendra du premier ministre.

M. Johnson (Bagot): Je voudrais savoir quelle est la politique du gouvernement quant à l'électricité. Est-ce qu'on va intégrer, nationaliser, exproprier ou acheter à l'amiable, de gré à gré, les compagnies d'électricité?

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):

Ce que je puis dire pour l'instant, c'est que, si le député de Bagot ne le sait pas, il est le dernier dans la province à ne pas le savoir.

M. Johnson (Bagot): Je comprends qu'il y a le premier ministre aussi qui ne le sait pas. Chaque fois que je lis dans un journal un discours du ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) nous annonçant la nationalisation immédiate des compagnies d'énergie électrique, je me hâte d'interroger le premier ministre, en Chambre, afin de savoir où nous en sommes rendus, et le premier ministre me répond invariablement qu'il a téléphoné au ministre des Richesses naturelles et que tout ce que les journaux ont rapporté est faux; le ministre n'a pas dit cela du tout¹⁴.

Il cite des articles de journaux s'attachant à des déclarations contradictoires. Un journal, dit-il, rapporte un jour que le ministre des Richesses naturelles a parlé d'étatisation et, le lendemain, le premier ministre annonce, par un autre journal, que le ministre des Richesses naturelles n'a pas pu parler d'étatiser. Je crois qu'il est dans l'intérêt de la province qu'on sache bien clairement où on va dans le domaine de l'étatisation de nos ressources hydrauliques.

Si le ministre des Richesses naturelles ne s'entend pas avec son chef ou avec ses collègues, il n'a qu'une chose à faire: démissionner. Car il existe une chose qui s'appelle la politique d'un gouvernement. Quand on croit au système démocratique, il faut accepter la dure loi de la solidarité ministérielle, de la politique de gouvernement; elle est nécessaire. La solidarité ministérielle n'est pas un mythe, et la tradition veut que le ministre qui ne partage pas les vues du gouvernement démissionne ou garde le silence. Le ministre des Richesses naturelles n'a fait ni l'un ni l'autre. (En souriant) Je ne demande pas sa démission...

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)

fait des signes de remerciement.

M. Johnson (Bagot): ... mais je lui demande donc de nous apprendre, de nous révéler enfin la politique officielle du gouvernement dans le domaine de l'étatisation des richesses naturelles. S'il ne peut pas parler, je comprendrai.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):

Peu important les mots employés pour définir la politique à suivre. Personnellement, la seule question que je me suis toujours posée est la suivante: Quel rôle doit jouer l'électricité dans la réalisation du développement, de l'essor et de l'émancipation économique de la province? J'ai déjà donné la réponse à laquelle j'en suis arrivé. Je l'ai fait avec des mots qui ont pu varier, mais dont le sens, lui, ne varie pas. Cette conviction, je l'ai acquise à la suite du travail accompli pendant 17 mois et demi à l'intérieur et à l'extérieur du ministère, car j'ai parlé en public pour la première fois de la nationalisation après 17 mois et demi comme ministre¹⁵.

Le travail accompli à l'intérieur du ministère est le plus important jamais accompli depuis celui de la commission Lapointe¹⁶, en 1935, dont les conclusions étaient les plus complètes, jusqu'alors. J'ai cru qu'il était dans le meilleur intérêt de ma

province de m'expliquer sur ce que doit être l'exploitation de ces richesses-là. Pour l'essentiel, c'est une opinion, ce sont mes convictions, et elles ne changent pas. Si ce n'est pas politiquement habile ni électoralement rentable, cela m'est incroyablement égal. Et j'espère que je ne fournirai jamais l'occasion au député de Bagot de transformer en un petit débat, le soir qu'il a lui-même choisi, une question qui est la clé de toute l'économie du Québec.

Pour ce qui est de la nécessité de la solidarité ministérielle, je suis d'accord avec le chef de l'opposition, mais je ne suis pas enclin à suivre les enseignements politiques du député de Bagot. Je n'ai jamais cru, et je ne suis pas enclin, non plus, à ce que la solidarité ministérielle puisse ressembler à un certain automatisme silencieux dont on a été trop longtemps témoin dans la province, automatisme silencieux que pratiquaient les ministres de l'ancien régime. Ce n'est pas à moi d'annoncer les décisions du gouvernement; je laisse cette tâche au premier ministre.

M. Johnson (Bagot): Il est extrêmement important, pour le bien-être de la population et pour le climat industriel, que la politique du gouvernement soit connue, en ce qui concerne l'exploitation de ce domaine important de nos richesses naturelles qu'est celui de l'électricité.

La population devrait connaître la politique du gouvernement, et l'étude des crédits du ministère des Richesses naturelles offre une belle occasion au gouvernement de faire un exposé de sa politique. Le ministre des Richesses naturelles et le premier ministre se sont contredits dans des déclarations publiques.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): J'admets, avec le député de Bagot, qu'il faille une politique aussi claire que possible sur ce sujet si important. Mais je ne le ferai pas ce soir. Ce n'est pas mon rôle. Et, comme il ne m'appartient pas à moi de l'annoncer, je n'ai pas l'intention d'en alimenter le débat que le député de Bagot voudrait amorcer ce soir.

Peu important les mots employés pour définir cette politique, ce qui est d'importance primordiale, c'est la chose elle-même, c'est-à-dire l'ensemble d'un système qui couvre toute la province. L'important, c'est le réseau d'électricité, la clé de l'économie industrielle de la province. Et cela, c'est le moteur de toute notre économie, car cela signifie que, dans une proportion de 90 %, la satisfaction de nos besoins dépend de l'énergie hydroélectrique.

M. Johnson (Bagot): Ce qui est joliment mêlant, ce sont les contradictions entre le ministre des Richesses naturelles et le premier ministre au sujet de l'étatisation. Le chef du gouvernement a fini par admettre en Chambre qu'il y avait eu des conversations avec les dirigeants de la Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent, puis avec ceux de la Quebec Northern Power, affiliée à une subsidiaire de la société dont le vice-président est un libéral bien connu, M. Peter Thompson. Donc, tout cela est maintenant connu; des conversations ont eu lieu en vue d'un éventuel achat des propriétés de ces compagnies¹⁷.

Tous les journaux rapportent, en une circonstance ou une autre, des déclarations du ministre des Richesses naturelles, selon lesquelles le gouvernement a l'intention d'étatiser l'industrie hydroélectrique dans un avenir rapproché. Mais, le lendemain, les journaux disent que le premier ministre a nié l'information en disant que le ministre des Richesses naturelles n'avait pas parlé de nationalisation.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): C'est tout ce que j'ai à dire sur le sujet, ce soir, et je n'ai pas l'intention de me laisser entraîner dans un débat là-dessus.

M. Johnson (Bagot): Afin que tous ces flottements cessent et pour dissiper les doutes qui subsistent, il est temps de connaître la politique du gouvernement dans le domaine de l'électricité. Le ministre des Richesses naturelles devrait dire s'il existe, oui ou non, une politique, ou encore dire que la politique sera annoncée plus tard.

(Le chef de l'opposition reprend son siège et attend.)

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Adopté!

M. Johnson (Bagot) attend encore.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier) demeure assis.

M. Johnson (Bagot): L'histoire écrira que le député de Montréal-Laurier est resté assis.

Une voix: Le silence est d'or.

M. Johnson (Bagot): Le silence est d'or. Ainsi, le ministre des Richesses naturelles est sûr que

demain il ne sera pas contredit ou interprété par le premier ministre. Pour une fois au moins, le ministre des Richesses naturelles s'est servi de la solidarité ministérielle.

M. Ducharme (Laviolette): Il y a un malaise important, à La Tuque, en raison de l'acquisition éventuelle de la Shawinigan Water and Power et, par conséquent, de la perte de taxes municipales et scolaires dans cette région. Dans une lettre au maire de La Tuque, M. Lucien Fillion, le ministre des Richesses naturelles affirme que l'Hydro-Québec est tenue de payer toutes les taxes municipales et scolaires, comme le font les grandes corporations privées, mais ce n'est pas le cas.

Les articles de la loi de l'Hydro, sur lesquels le ministre des Richesses naturelles s'est basé pour écrire sa lettre au maire Fillion, n'existent plus parce qu'ils ont été abolis pour être remplacés par un autre, permettant à l'Hydro de faire des ententes d'une durée de 20 ans avec les municipalités. Il cite le chapitre et le paragraphe de la loi pour démontrer que la compagnie de la couronne n'est tenue de payer que de faibles taxes¹⁸.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Je sais que la Commission hydroélectrique est tenue de payer en vertu d'un article de loi qui existe et qu'elle pourra le citer à la Chambre. Je ne peux citer ma source de mémoire, mais je suis certain d'avoir raison. Dans le cas de la nationalisation de la Shawinigan, la ville de La Tuque ne perdra pas un seul centin¹⁹ de ses taxes.

M. Johnson (Bagot): Oui, mais seulement sur les terrains et non sur les installations...

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Les compagnies jouent avec ces textes de loi depuis des années et se jouent en même temps du public. On joue sur les mots. Dans le cas de La Tuque, comme dans les autres, si la Shawinigan disparaissait, les municipalités ne perdront pas un seul centin.

L'Hydro-Québec ne donnera pas l'impression à la ville de La Tuque qu'elle sera moins bien traitée par une société de l'État qu'avec une compagnie qui a mené cette région par le bout du nez depuis 50 ans.

M. Johnson (Bagot): Le ministre des Richesses naturelles a fait une affirmation gratuite, quand il a écrit au maire de La Tuque que sa municipalité ne perdrait rien dans le cas de la disparition de la Shawinigan.

L'article 41 de la loi de l'Hydro, en 1944, décrète que l'Hydro devra payer des taxes, mais sur les seuls terrains possédés par elle: "La Commission devra payer les taxes municipales et scolaires, comme un contribuable ordinaire, sur tout immeuble lui appartenant, servant comme magasin de détail, immeuble à bureaux ou manufacture d'appareils, et elle devra payer les taxes d'affaires et taxes locatives sur tout immeuble loué ou occupé par elle pour ses fins. Quant aux immeubles possédés ou occupés par la Commission pour la production, la transmission ou la distribution d'énergie, elle sera tenue de payer les taxes municipales et scolaires sur l'évaluation de tout terrain possédé par elle et occupé pour ces fins d'après la valeur moyenne de semblable terrain dans la localité²⁰."

Cet article de 1944 fut amendé en 1945, pour dire que l'Hydro paiera des taxes sur le fonds de terre et sur les bâtisses²¹. L'article 42 de la loi édicte que la Commission devra payer pendant 20 ans au moins l'égal de ce que payait la compagnie en taxes municipales et scolaires²². Or, cet article 42 a été aboli en 1945²³, et fut remplacé par un autre disant que l'Hydro pouvait faire avec les corporations municipales et scolaires des ententes pour tenir lieu des taxes municipales et scolaires²⁴.

Il est clairement établi dans la loi que l'Hydro-Québec n'est pas tenue de payer des taxes municipales et scolaires à la ville de La Tuque. Le ministre des Richesses naturelles a induit le maire de La Tuque en erreur.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): L'indignation dont fait preuve le chef de l'opposition est admirablement bien simulée. Je m'en tiens aux lois en vigueur, et j'affirme de nouveau que l'Hydro-Québec doit payer des taxes sur ses terrains et ses bâtisses, au même titre que les compagnies. On a gelé à tort les taxes des grandes compagnies et des industries à Montréal, en 1944, et l'Union nationale a toléré la chose pendant 16 ans. Il est temps qu'on en sorte.

M. Johnson (Bagot) cite des chiffres en démontrant que, sur un actif qui dépasse le milliard, l'Hydro ne paie que \$733,000 de taxes scolaires et municipales dans la province. C'est au gouvernement, dit-il, de fixer le *prorata* des contributions de l'Hydro aux fins scolaires et municipales au même niveau que les autres compagnies privées, sans cela, il y a injustice.

M. Ducharme (Laviolette): Advenant l'étatisation de la Shawinigan Water and Power, la

ville de La Tuque perdra-t-elle ou ne perdra-t-elle pas des taxes? Les travaux entrepris par la compagnie, au Rapides-des-Cœurs, ont été interrompus à la suite de l'intervention du gouvernement.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):

Il y a là, à Rapides-des-Cœurs, en Haute-Mauricie, sur la rivière Saint-Maurice au nord de La Tuque, un très grave problème à régler, car, si les plans présentés par la compagnie au gouvernement sont exécutés tels que prévus à l'origine, les génératrices ne développeront là que 200,000 chevaux-vapeur, alors qu'il y a une possibilité de 1,200,000 chevaux-vapeur.

Il est possible que la Shawinigan Water and Power n'ait pas besoin de ce surplus de 1,000,000, mais le gouvernement de la province de Québec, propriétaire du site, ne peut permettre que ce potentiel considérable soit à jamais perdu et ne peut autoriser un tel gaspillage. Il faut réévaluer tout le projet, à cause du risque qu'il y a de perdre les cinq sixièmes de l'énergie hydraulique disponible.

Si des travaux étaient commencés, ils n'étaient que préliminaires. Les travaux sont présentement suspendus. Les travaux ne seront continués que lorsque le gouvernement sera certain que la compagnie d'électricité va développer là tout le potentiel qu'il y a à tirer de ce site appartenant au peuple de la province. Les experts du ministère des Richesses naturelles étudient et évaluent de nouveau les plans de la compagnie, de concert avec ceux de l'Hydro-Québec. Si ces plans sont dans l'intérêt de la population de la province de Québec autant que dans celui de la compagnie, celle-ci pourra procéder²⁵.

Il est vrai que la Shawinigan a soumis des plans pour plusieurs projets, dont la valeur varie de \$150,000,000 à \$275,000,000. En réalité, ces fonds doivent servir non pas simplement à l'aménagement du Rapides-des-Cœurs, mais encore à la réalisation d'autres projets comme celui de l'usine de produits pétrochimiques, sur la rive sud du Saint-Laurent.

M. Johnson (Bagot) questionne le ministre des Richesses naturelles sur la planification de son ministère.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier) donne quelques détails sur la planification. On a commencé, dit-il, en 1960 à remettre à date une foule de baux et de contrats, comme celui de la Shawinigan Water and Power, baux et contrats qui traînaient probablement parce que le ministère souffrait d'un manque d'organisation. Il y avait des

centaines de cas en souffrance. Par la suite, on a dressé un tableau aussi complet que possible de la situation dans les domaines des mines et des eaux. Ainsi, on a élaboré une politique économique dans ces domaines pour sortir de "l'à-peu-près", de la routine.

En 1944, l'Hydro-Québec versait des taxes de \$500,000 à la cité de Montréal. Cette année, elle versera \$700,000.

M. Caron (Maskinongé): Le ministre des Richesses naturelles dit qu'il n'y a pas de développement à Rapides-des-Cœurs, parce que son ministère n'a pas approuvé les plans. Et le ministre des Richesses naturelles dit que le projet est peut-être fait en fonction des intérêts mesquins de la Shawinigan Water and Power, parce qu'ils ne sont pas conformes aux intérêts supérieurs de la province.

Pourquoi étatiser les compagnies si ces compagnies ne peuvent rien faire actuellement sans que leurs plans ne soient approuvés par le ministère des Richesses naturelles? Actuellement, la Shawinigan Water and Power est paralysée dans son développement. Elle a une épée de Damoclès suspendue au-dessus de la tête. Elle n'ose rien entreprendre tant qu'elle ne connaît pas les intentions du gouvernement. Mais je puis dire au ministre des Richesses naturelles ce que j'en pense et ce que le peuple en pense. Nous pensons que tout ça n'est qu'une question de finance. La province désire étatiser la Shawinigan Water and Power, mais elle manque d'argent pour le faire.

M. Johnson (Bagot): Non seulement la Shawinigan Water and Power a le droit, mais elle a le devoir d'installer une centrale pour développer le Rapides-des-Cœurs, en vertu d'un contrat passé avec le gouvernement libéral de Sir Lomer Gouin.

Le souci premier de l'Union nationale a toujours été de développer au maximum nos richesses naturelles, mais elle n'est pas partie avec une hache sur le dos, comme le ministre des Richesses naturelles actuel, pour couper la tête à tous ceux qui ne pensent pas comme lui.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à deux heures et demie de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée vers 10 heures.

NOTES

1. Voir la séance du 22 juin 1962.

2. *Le Droit* du 28 juin 1962, à la page 18, note, sans plus de précisions, que M. Arseneault quitta son fauteuil peu de temps après.

3. Bien que les *Journaux de l'Assemblée législative* indiquent que M. Lesage proposera tous les crédits durant cette séance, *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 28 juin 1962, à la page 1, confirme que le premier ministre se trouve à 4 h 30 à l'aéroport de L'Ancienne-Lorette, pour accueillir la princesse Mary. De plus, *Le Nouvelliste* du 28 juin, à la page 20, précise que le premier ministre n'est pas en Chambre en soirée, car il prend part au dîner d'État offert à la princesse Mary, à la demeure du lieutenant-gouverneur, l'honorable Paul Comtois, au Bois-de-Coulonge. Si des sources indiquent la présence du premier ministre au début de la séance, aucune source ne précise à quel moment il quitte l'Assemblée législative pour aller à l'aéroport.

4. Bien que, selon *La Presse* du 28 juin 1962, à la page 28, ces subventions aient été établies au cours de la session de 1950-1951, M. Prévost fait bel et bien référence à la loi pour aider les commissions scolaires à s'acquitter de leurs obligations, sanctionnée le 10 juin 1961 (9-10 Elizabeth II, chapitre 32).

5. *Le Soleil* du 28 juin 1962, à la page 3, qui ne semble pas faire la distinction entre 1959 et 1959-1960, rapporte donc \$7,000,000 pour 1959.

6. M. Prévost fait référence à la loi pour assurer le progrès de l'éducation, 10 George VI, chapitre 21.

7. "Blousons noirs" est un terme générique par lequel on désigne, à l'époque, des bandes de jeunes qui frisent la délinquance et qui portent, bien entendu, des manteaux de cuir noir; il ne s'agit nullement d'un groupe criminel organisé.

8. M. Laberge fait référence au comité des loisirs de Sainte-Clotilde dans une question répondue lors de la séance du 11 avril 1962.

9. Selon *Le Soleil* du 28 juin 1962, à la page 5, le montant servira à l'acquisition de l'édifice.

10. *La Presse* du 28 juin 1962, à la page 33, ne rapporte pas la nuance du "probablement" et annonce qu'on aménagera un édifice de La Tuque en école des arts et métiers.

11. Voir: "\$300,000 pour l'aménagement d'une école d'arts et métiers", dans *Le Nouvelliste* du 22 juin 1962, à la page 8.

12. Au sujet de la subvention à la commission scolaire de La Tuque, voir, entre autres, les questions orales lors des séances du 18 et du 30 mai 1962.

13. Il s'agit certainement de Jean-Roger Labrecque, candidat libéral défait dans Bagot en 1956 et en 1960.

14. M. Johnson fait certainement référence à l'épisode survenu lors de la séance du 6 juin 1962, à la suite d'une déclaration de M. Lévesque à Trois-Rivières.

15. M. Lévesque tient forcément compte, dans son calcul, du poste de ministre des Ressources hydrauliques (juillet 1960 à mars 1961) en plus de celui des Richesses naturelles (depuis mars 1961). Dix-sept mois et demi placent donc sa première déclaration publique quelque part au début de la présente session, soit à la mi-janvier 1962.

16. Voir: *Rapport de la Commission de l'électricité de la province de Québec*, 1935, 65 pages.

17. En ce qui a trait aux discussions avec la Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent et avec la Quebec Northern Power rapportées en Chambre, voir notamment les séances du 6 et du 10 avril 1962, ainsi que celle du 31 mai 1962.

18. La source, *The Montreal Daily Star* du 28 juin 1962, à la page 2, ne précise pas quel chapitre cite M. Ducharme; il s'agit peut-être de 10 George VI, chapitre 26, article 1.

19. "Centin" exprime le centième de \$1; cette expression, encore employée au milieu du XX^e siècle dans les manuels scolaires, a disparu depuis. Voir: Gaston Dulong, *Dictionnaire des canadianismes. Nouvelle édition revue et augmentée*, Sillery, Septentrion, 1999.

20. 8 George VI, chapitre 22, article 41.

21. 9 George VI, chapitre 30, article 18.

22. 8 George VI, chapitre 22, article 42.

23. 9 George VI, chapitre 30, article 19.

24. 10 George VI, chapitre 26, article 1.

25. La version rapportée par *La Presse* du 28 juin 1962, à la page 17, n'est pas aussi nuancée que les autres sources. Selon le quotidien montréalais, M. Lévesque aurait dit: "Le gouvernement provincial n'a pas accordé à la Shawinigan Water and Power le permis demandé pour aménager le Rapides-des-Cœurs, dans le bassin du Saint-Maurice, et les pouvoirs publics continueront à interdire l'ouverture du chantier tant que la société n'aura pas promis d'installer à cet endroit une centrale électrique d'une puissance de 1,200,000 chevaux-vapeur."

Séance du jeudi 28 juin 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Travaux de la Chambre:

**Projets de loi
à étudier à la présente session**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Ce matin, un comité spécial a siégé pour étudier la loi de contestation des élections. Le travail a progressé rapidement, à tel point que l'Assemblée législative ne siégera pas demain matin, pour laisser à son comité parlementaire spécial l'occasion de terminer l'étude de la loi électorale et de la loi des élections contestées. Le comité spécial fera ensuite rapport à la Chambre. La séance de la Chambre basse est donc remise à vendredi après-midi.

La Chambre étudiera, demain après-midi, la dernière partie des crédits du procureur général (l'honorable M. Lapalme). Si cette étude n'est pas terminée à 6 heures, elle reprendra dans la soirée. Le procureur général part pour Vancouver en fin de semaine, et il faut absolument que son budget soit adopté définitivement avant son départ. Il reste également à adopter les crédits du ministère de la Santé, du ministère de la Voirie, des Finances, du Conseil exécutif, des Affaires fédérales-provinciales et des Richesses naturelles.

Malgré les lois qui sont actuellement prévues au *Feuilleton*, je conserve toujours l'espoir et reste assez optimiste que nous pourrions terminer complètement notre travail pour que les Chambres soient prorogées la fin de la semaine prochaine, vendredi le 6 juillet ou samedi le 7 juillet.

M. Johnson (Bagot): Le premier ministre vient de dire que la session pourrait se terminer samedi de l'autre semaine. Au sujet de cet espoir du premier ministre, l'opposition veut coopérer pour accélérer les choses, sauf que nous ne savons pas encore combien de nouveaux projets de loi le gouvernement va apporter d'ici à la fin de la session. Il y a six nouvelles lois d'inscrites aujourd'hui au *Feuilleton*¹. L'opposition n'a pas d'objection à ce que la session soit

prorogée la semaine prochaine, mais à une condition: que les autorités provinciales n'arrivent pas à la dernière minute avec une nouvelle loi importante.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il reste encore quatre autres lois non annoncées à venir: il s'agit de modifications à la loi de l'habitation pour améliorer les conditions de l'habitation; loi pour modifier la loi des tribunaux judiciaires au sujet du nombre des juges; loi pour modifier la charte de la ville de Montréal au sujet du service de l'eau et de la taxe d'eau en dehors de son territoire; et une loi modifiant la charte de la ville de Baie-Comeau. C'est tout.

M. Johnson (Bagot): (Sarcastique) Tout à coup, le premier ministre nous arriverait avec une loi pour étatiser les compagnies d'électricité dans la province. Le premier ministre ne peut-il pas nous garantir qu'il n'apportera pas d'autres projets de loi? Si, par exemple, le gouvernement apportait un projet de loi décrétant l'étatisation ou l'intégration de la compagnie d'électricité Shawinigan Water and Power, il pourrait en résulter des discussions assez longues.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je tiens à dire au chef de l'opposition que je suis sérieux en l'informant qu'il n'y aura que quatre autres projets de loi pour cette année, que le gouvernement ne prévoit pas présenter d'autres projets de loi, sauf les lois déjà mentionnées.

M. Johnson (Bagot): Ah! Je remercie le premier ministre. Ça fait trois mois² que j'essaie d'obtenir une déclaration officielle précise et catégorique à ce sujet. Je suis heureux d'en avoir une enfin. Quant aux bills privés présentés par des municipalités pour demander des modifications à leur charte, il en reste encore 37 à étudier. Quand la Chambre pourra-t-elle en disposer?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'étudierai incessamment les dispositions à prendre, en compagnie de mes conseillers juridiques, sur la façon de procéder dans l'étude de ces mesures.

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) suggère que les comités de législation de la Chambre basse siègent, de neuf heures et demie du matin jusqu'à une heure du midi, pour s'avancer dans leur travail, afin de disposer des bills le plus tôt possible.

M. Johnson (Bagot): Est-il toujours entendu que la Chambre siègera lundi 2 juillet?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je n'ai pas encore décidé si la Chambre siègera lundi prochain, le 2 juillet, jour férié à l'occasion de la fête du Canada. Je ne veux pas imposer mes volontés aux députés à ce propos, même si j'ai déjà dit la semaine dernière que l'Assemblée pourrait siéger³. Une décision sera prise vendredi, dit-il, selon les désirs et les représentations qui me seront faites par les députés.

Projets de loi:

Loi sur la fraude et la corruption municipales

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 53 modifiant la loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales.

Le projet de loi réduit de 30 à 15 jours, dit-il, le délai accordé pour interjeter appel d'une condamnation en vertu de la loi en question. Ce genre de condamnation consiste le plus souvent à priver le coupable de sa charge. C'est aussi un délai de 15 jours que la loi des cités et villes prévoit pour en appeler d'un jugement dans le cas d'élections contestées.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 54 modifiant la loi des cités et villes.

Le projet de loi, dit-il, élaboré avec soin depuis plusieurs mois au ministère des Affaires municipales, a pour but de résoudre, en bloc, certains problèmes se posant ici et là sporadiquement dans l'une ou l'autre des quelque 1,700 localités de la province. Le désir du gouvernement est d'épargner le plus possible ce qu'on a, un jour, qualifié de pèlerinages coûteux à Québec, ces voyages qui conduisent les administrateurs jusqu'à la Vieille Capitale pour faire modifier telle ou telle clause des chartes de cités ou de villes.

L'article 1 a pour objet de permettre le changement, par lettres patentes, du nom d'une cité

ou d'une ville, même lorsque ce nom a été fixé par loi de la Législature.

L'article 2 rend l'article relatif à la rémunération du maire et des échevins applicable à toutes les cités et villes, à la seule exception de celles de 150,000 âmes ou plus, au lieu de celles de 50,000 âmes.

L'article 3 permet au greffier, au trésorier ou secrétaire-trésorier et au chef de police d'interjeter appel à la Commission municipale de Québec, au cas de destitution ou de réduction de traitement.

L'article 4 permet le dépôt de l'argent de la municipalité dans une caisse populaire, aussi bien que dans une banque. Cette disposition répondra à plusieurs demandes formulées par des municipalités depuis quelques années.

L'article 5 a été taillé à la mesure du maire de Jacques-Cartier, M. J.-Léo Aldéo Rémillard, qui ne pourra occuper aucune charge municipale avant 1971. L'article 5 rend inhabiles pendant 20 ans à occuper une charge municipale les récidivistes trouvés coupables d'un acte criminel punissable de cinq ans d'emprisonnement ou plus, après avoir été antérieurement trouvés coupables de deux actes criminels ainsi punissables.

L'article 6 permet de rendre obligatoire par règlement la carte d'identité pour les élections municipales. Cette carte doit être délivrée aux frais de la municipalité, et le règlement qui l'impose doit être approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

L'article 7 concerne la remise du bulletin de présentation avant le jour fixé. Il exige que cette remise soit faite au bureau du président de l'élection et non pas à un endroit quelconque.

L'article 8 fait disparaître la disposition qui oblige à remettre au scrutateur les boîtes de scrutin deux jours au moins à l'avance et ordonne de ne remettre les bulletins de vote que le jour même du scrutin.

L'article 9 permet de dispenser le greffier de lire le procès-verbal, pourvu qu'une copie ait été remise à chaque membre au moins six heures avant la séance.

L'article 10 permet au ministre et à la Commission municipale de n'accorder à un règlement qu'une approbation partielle ou restreinte.

L'article 11 porte à \$100 au lieu de \$40 l'amende maximum pour infraction aux règlements.

L'article 12 fixe la durée du scrutin, lors d'un référendum, à un seul jour juridique au lieu de deux. Cependant, il permet au conseil de prolonger cette durée jusqu'à 9 heures du soir et de la fixer à deux jours juridiques.

L'article 13 est une disposition de concordance avec la précédente.

L'article 14 a pour objet de permettre aux municipalités de conclure des ententes pour fournir à leurs voisins les services de policiers ou de pompiers. En même temps, il défend de confier à d'autres personnes l'organisation du corps de police.

L'article 15 a trait à la répartition du coût de l'enlèvement des ordures et de l'incinération. Il permet d'imposer une taxe foncière dans toute la municipalité ou dans la partie désignée, ou d'exiger une compensation variable, selon les diverses catégories d'usagers.

L'article 16 a pour effet de permettre la construction de bâtiments pour le stationnement des automobiles.

L'article 17 oblige une municipalité à obtenir l'autorisation de la Régie des services publics, avant d'établir un aqueduc municipal, lorsqu'il y existe déjà un service public d'aqueduc autorisé par la Régie.

L'article 18 a pour effet de restreindre aux restaurants ambulants où l'on sert des aliments qui y sont préparés, et le texte permet d'en interdire l'exploitation ou de les réglementer.

L'article 19 permet à une municipalité de rendre irrévocable pendant 10 ans un règlement qui rend la machinerie non imposable.

L'article 20 a pour effet de rendre applicables à toutes les municipalités régies par la loi des cités et des villes les dispositions relatives à l'approbation des règlements d'emprunt. Ces dispositions devront désormais être suivies au lieu de celles de leur charte, sauf dans les cas où celles-ci dispensent de l'approbation des électeurs propriétaires.

L'article 21 fixe à 100 électeurs le nombre requis pour exiger le vote sur un règlement d'emprunt lorsqu'il s'agit d'une cité de plus de 50,000 âmes au dernier recensement fédéral.

L'article 22 supprime la nécessité de l'approbation de l'ensemble des électeurs propriétaires, lorsque l'ensemble de la municipalité ne doit pas supporter plus de 25 % des frais d'un emprunt à la charge d'une partie de la municipalité. L'approbation des propriétaires d'immeubles imposables dans cette partie seulement est alors requise.

L'article 23 permet un emprunt pour le coût d'un rôle d'évaluation sans l'approbation des électeurs propriétaires, à condition que le terme de l'emprunt n'excède pas cinq ans.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses écrites:

Ponts dans le comté de Montcalm

M. Tellier (Montcalm): 1. Combien le ministère des Travaux publics a-t-il dépensé dans le comté de Montcalm durant l'année 1961:

a) pour construction de ponts;

b) pour réparation de ponts;

c) dans quelles paroisses, et quel est le montant dépensé dans chaque cas?

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):

1. Année fiscale 1961-1962: (Voir le tableau ci-dessous)

<i>Municipalité</i>	<i>Nom ou site du pont</i>	<i>Montant</i>
<i>a) Construction:</i>		
Lussier Ct	Pont Régimbald, rang 3, lot 12, lac Archambault	\$40,513.91
Sainte-Marie-Salomée	Pont du village sur le ruisseau Vacher	59.61
		<hr/>
		\$40,573.52
<i>b) Réparations:</i>		
Chertsey Ct	Pont-rang 6, lot 58, rivière Barton	\$4,466.64
	Pont Lac-Paré, rivière Jeanvain	1,080.83
Lussier Ct	Pont Régimbald, rangs 3-4, lots 2-5-12	50.00
Notre-Dame-de-la-Merci	Pont-rang 8, chemin du lac Provost	1,984.69
Rawdon	Pont Redmond, rang 5, lot 6A	4,531.95
	Pont-village de Darwin, rang 5, lot 16A	2,016.22
	Pont Dupuis sur rivière Dupuis	415.40

<i>Municipalité</i>	<i>Nom ou site du pont</i>	<i>Montant</i>
<i>b) Réparations (suite):</i>		
Saint-Calixte.....	Pont-Boulevard Beauchamp, rang 5, lot 9B.....	\$ 9.63
	Pont Leclerc, rang 4, lot 16.....	682.00
	Pont du village, rang 6, lot 9C.....	15,458.52
	Pont Sanscartier, rang 5, lot 20B.....	42.00
	Pont Pinet, rang 6, lot 6B.....	646.00
	Pont Hesse-Crépeau, rangs 4-5, lot 20.....	861.45
	Pont Préfontaine, rang 7, lot 6C.....	377.00
Saint-Esprit.....	Pont Turcotte, rang du village.....	48.00
Sainte-Julienne.....	Pont-rang 2, lot 518.....	3,496.36
	Pont Thibodeau, rang 4, lot 701.....	120.00
	Pont de la Mine, rang 1, lot 751.....	863.38
	Pont Huneault, rang 2, lot 389.....	3,498.61
Sainte-Julienne et Saint-Liguori..	Pont Dupuis.....	12,998.38
Saint-Liguori.....	Pont-rang 2, lots 275-76.....	2,407.92
Sainte-Marie-Salomée.....	Pont du village, lot 346.....	606.11
Saint-Théodore de Chertsey.....	Pont-rang 111, lot 7.....	890.14
	Pont-rang 6, lot 58.....	<u>1,678.97</u>
		\$59,230.00

Service civil

M. Bellemare (Champlain): 1. Combien de fonctionnaires (services intérieur et extérieur) étaient à l'emploi de la province le 31 mars 1962?

2. Du 1^{er} avril 1961 au 31 mars 1962:

a) combien de nouveaux fonctionnaires ont été engagés;

b) combien de fonctionnaires ont été mis à leur retraite;

c) combien de fonctionnaires ont donné leur démission;

d) combien de fonctionnaires ont été suspendus de leurs fonctions;

e) combien de fonctionnaires ont été destitués?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): 1. Fonctionnaires régis par la Commission du service civil en service au 31 mars 1962: 25,645;

2. a) 4,713 dont 1,058 réengagements et 3,655 nouvelles nominations;

b) 217;

c) 967;

d) 103;

e) 339.

Pont sur la rivière des Anglais à Sainte-Martine

M. Laberge (Châteauguay): 1. Des soumissions publiques ont-elles été demandées par le gouvernement

relativement à la construction d'un pont sur la rivière des Anglais, à Sainte-Martine, comté de Châteauguay, pour la nouvelle route 4, entre Howick et Sainte-Martine?

2. Si tel est le cas:

a) donner la liste des soumissionnaires et le montant de chaque soumission;

b) qui a eu le contrat;

c) à quel prix?

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):

1. Oui.

2. a) Decagone Construction ltée, \$93,493; Sainte-Martine Construction enr., \$93,700.50; J.-A.-Omer Duranceau, \$98,273.71; Châteauguay Sand inc., \$118,000; Les Entreprises P. Baillargeon ltée, \$134,335.66;

b) Decagone Construction ltée, le plus bas soumissionnaire;

c) \$93,493.

Pont dans la municipalité La Macaza

M. Lafontaine (Labelle): 1. Le gouvernement a-t-il construit un pont permanent dans la municipalité de La Macaza, dans le comté de Labelle?

2. Des soumissions publiques ont-elles été demandées?

3. Quels sont les noms des soumissionnaires et le montant de chaque soumission?

4. Qui a obtenu le contrat et pour quel montant?

5. Y a-t-il eu des extra au contrat original et, dans l'affirmative, pour quel montant?

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):

1. Oui.

2. Oui.

3. Paul Ross Excavation.....	\$ 86,391.88
La Lièvre Construction inc.	90,204.62
Bertrand, Côme	92,146.28
Bonicalzi Construction ltée.....	95,243.00
Laurin, Adonias.....	95,654.20
Boisvert, Adélaré	98,425.40
Construction Laurentienne ltée.....	101,121.32
Simco Entreprises, Co. Ltd.	105,160.45
Norema Construction	105,706.25
Up-North Construction	106,761.90
Quebec Engineering, Ltd.	109,182.00
Nemo inc.	111,453.00
La Construction Moderne Mont- Laurier ltée.....	113,506.63
Cie de Construction de Berthier.....	115,719.20
A. Janin, Co. Ltd.	135,065.77
Louis Donolo inc.	149,777.21
Kay, Gilbert.....	261,796.58

4. La Lièvre Construction ltée, \$90,204.62. Le plus bas soumissionnaire n'était pas éligible, car le bureau-chef de cette compagnie n'était pas situé dans la zone déterminée par la demande de soumissions.

5. Oui; \$8,980.42, attribuables principalement à l'exécution des travaux en hiver.

Edmond Scalabrini et le chemin Emberton à Ditton

M. Gosselin (Compton): 1. Relativement au contrat au montant de \$53,384.20 accordé à M. Edmond Scalabrini pour terrassement et gravelage dans le chemin Emberton, Ditton, comté de Compton, et mentionné dans le document no 126, déposé à l'Assemblée législative le 12 avril 1961, quel est le montant total des extra payés audit Edmond Scalabrini audit contrat?

L'honorable M. Pinard (Drummond): 1. Aucun extra n'a été payé à M. Edmond Scalabrini, l'estimation finale pour les travaux exécutés étant de \$51,266.58.

Questions de privilège:

Société générale de financement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Les propos tenus et l'opinion émise par M. Paul Rochon, journaliste parlementaire de *Montréal-Matin*, à l'émission *Commentaires* télévisée par Radio-Canada, mercredi soir, s'approchent de la sédition. Je trouve cela humiliant pour la race canadienne-française.

M. Paul Rochon a notamment déclaré: "Achetez-vous des actions de la Société générale de financement du Québec? En achetez-vous, vous? Pour ma part, si on m'en offrait, ce soir, même à \$9.65 l'action, je n'en achèterais pas. Je trouve que le jeu n'en vaut pas la chandelle. Ou, si vous voulez, je trouve que je risque un peu trop... pour gagner trop peu⁴."

J'estime qu'un journaliste de la Tribune de la presse n'a pas le droit de déformer les faits en faisant de la politique partisane humiliante pour les Canadiens français, car c'est un projet de loi dont le principe fut adopté unanimement par la Chambre. On est injuste, à Radio-Canada, pour avoir permis l'émission de tels commentaires.

M. Laporte (Chambly): C'est scandaleux!

M. Johnson (Bagot): Depuis quand les journalistes ont-ils perdu le droit d'exprimer librement leur opinion? Les journalistes sont libres de dire leur opinion. Nous en savons quelque chose. Pendant 16 ans, Radio-Canada a mené une lutte sans merci contre l'Union nationale, et on s'émeut maintenant, alors que pour une fois les commentaires ne sont pas favorables au gouvernement libéral du Québec. Pendant 16 ans, nous avons été systématiquement démolis par des gens comme celui-là même qui crie au scandale, le député de Chambly (M. Laporte). Et, aujourd'hui, après avoir tant critiqué lui-même, il ne peut même pas tolérer une critique.

Je m'étonne de constater jusqu'à quel point le gouvernement est sensible à la critique. Il a tort de vouloir tuer la liberté d'expression. Qu'elle est donc fragile, la doctrine libérale, quand elle ne peut même pas supporter une critique! Quand un journaliste exprime une opinion qui ne plaît pas au régime libéral, on crie au crime de lèse-majesté! M. Paul Rochon est en droit d'exposer ses idées, et la liberté de parole et de presse, cela existe.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Dans ses propos, le journaliste de *Montréal-Matin* a dit - et ça, c'est le dessert - : "Vos \$10 ne semblent pas plus en sûreté dans les coffres de la Société générale de financement que sur le nez d'un cheval de course, car le gouvernement ne garantit nullement ce que deviendront les \$10 que vous pouvez confier à la Société⁵." Il a dit cela sur un programme, l'émission *Commentaires*, commandité par la radio d'État.

C'est extrêmement sérieux, des choses comme ça, surtout quand la Chambre a approuvé à l'unanimité le principe de la Société générale de financement. Je suis sûr que le chef de l'opposition ne peut se lever dans cette Chambre et approuver ces propos, ces commentaires, cette déclaration de ce journaliste.

M. Johnson (Bagot): Le soir de la présentation du "baby budget" à Ottawa, le seul commentateur fut M. Maurice Lamontagne⁶ que le premier ministre connaît bien et qui a descendu ce budget comme pas un. Les libéraux sont tellement habitués à se faire faire de la publicité par Radio-Canada. Quand on a été tellement gâté comme le premier ministre et le gouvernement, avec des thuriféraires à \$10,000, \$13,000, \$15,000 par année, à se faire passer l'encensoir sous le nez, aujourd'hui je comprends qu'on soit un peu surpris et que les libéraux rouspètent quand un journaliste use de sa liberté d'expression. Le premier ministre ignore-t-il cette chose qu'est la liberté de presse?

L'honorable M. Pinard (Drummond): On connaît le *Montréal-Matin*.

M. Johnson (Bagot): Allez donc régler vos barricades⁷...

L'honorable M. Pinard (Drummond): Je connais la "gamique"⁸ et ça va sortir. On vous accuse d'avoir fomenté des troubles...

M. Laporte (Chambly): Selon la Constitution, M. Paul Rochon a le droit de tenir de tels propos à la télévision, mais c'est une attitude regrettable. Une mesure telle que celle créant la Société générale de financement devrait faire l'unanimité tout comme en Chambre. En somme, notre confrère a fait de son mieux pour tuer le projet de la Société générale de financement. Le journaliste du *Montréal-Matin* a commis un crime contre la nation.

M. Gosselin (Compton): Que penser des 100,000 industries promises par le député de

Chambly à la télévision, lundi soir dernier, par suite de la création de la Société générale de financement? Nous avons tous été d'accord, nous, les téléspectateurs, pour croire que la Société devenait le Père Noël, que les industries vont pousser comme des champignons. Mais c'est comme les autres cadeaux du gouvernement... et que nous payons.

M. Laporte (Chambly): C'était une émission politique qui avait été annoncée comme telle. En effet, 100,000 industries diverses peuvent s'installer.

M. Gosselin (Compton) somme le député de Chambly de donner des explications.

M. Laporte (Chambly) admet qu'il a un peu exagéré⁹. En Belgique par exemple, dit-il, le gouvernement, par le truchement d'une société du même genre, établie quelque 125 ans auparavant, participe au financement d'une douzaine d'industries.

M. Tremblay (Maisonnette) fait sienne la déclaration de M. Paul Rochon et félicite le journaliste qui a eu le courage d'exprimer ses idées à la télévision. Il entretient des doutes lui aussi, dit-il, sur la vitalité de la Société générale de financement et sa vitalité possible. Le petit épargnant sera-t-il protégé dans cette Société de financement¹⁰?

Projets de loi:

Société générale de financement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 50 constituant la Société générale de financement du Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Les articles 1 et 2 sont adoptés¹¹.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. Une compagnie à fonds social est constituée sous le nom de "Société générale de

financement du Québec" en français et de "General Investment Corporation of Quebec" en anglais."

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Montréal est le centre des affaires. Favorisant personnellement la métropole comme centre d'affaires, dit-il, je veux cependant laisser les administrateurs de la Société fixer eux-mêmes le siège social.

Il demande aux membres de la Chambre ce qu'ils en pensent.

Les députés tombent aussitôt d'accord pour fixer le siège social à Montréal.

Cet article est amendé et les mots suivants sont ajoutés: "Elle a son siège social à Montréal."

L'amendement est adopté.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. La Société a pour objet:

"a) de susciter et favoriser la formation et le développement d'entreprises industrielles et, accessoirement, d'entreprises commerciales, dans la province, de façon à élargir la base de sa structure économique, en accélérer le progrès et contribuer au plein emploi;

"b) d'amener la population du Québec à participer au développement de ces entreprises, en y plaçant une partie de son épargne."

M. Larouche (Témiscamingue) pose une question sur les types d'entreprises que la Société générale de financement aidera.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): La Société générale de financement aidera la moyenne et la grande entreprise, mais non pas la petite. Les administrateurs détermineront les critères établissant la petite et la moyenne industrie.

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Quelles entreprises la Société générale de financement va créer ou renflouer?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): La grande et la moyenne industrie. La Société générale de financement n'est pas une société de prêt. Elle est instituée, afin de favoriser le développement industriel, dans la grande comme la moyenne industrie. C'est son unique but.

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): La Société générale de financement devrait pouvoir renflouer les établissements canadiens-français qui risquent de passer entre des mains étrangères, comme cela s'est produit pour Les Prévoyants du Canada.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): La Société générale de financement ne sera pas une banque, mais un instrument d'industrialisation, en vue de la transformation au Québec des matières premières du Québec. Elle n'aidera donc pas la petite industrie, mais elle cherchera à développer l'industrie grande ou moyenne.

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Il y a dans la province des sociétés canadiennes-françaises en existence, qui peuvent avoir besoin d'aide. Il ne semble pas que la Société générale de financement soit capable de leur porter secours.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le but de la loi et de la Société générale de financement n'est pas de renflouer les compagnies de finance. Des organismes existent déjà pour cela; il existe des organismes pour le repêchage des sociétés, des organismes de prêt. La Société générale de financement ne doit pas entrer dans ce domaine aux dépens de l'industrialisation de la province. Le but, c'est de transformer chez nous nos richesses naturelles.

M. Johnson (Bagot): Les propagandistes du gouvernement laissent entendre que les Canadiens français sont un peuple arriéré en matière économique.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): On m'a rapporté que le journaliste du *Montréal-Matin* avait passé une heure avec le chef de l'opposition, hier soir, avant son émission de télévision¹².

M. Johnson (Bagot): Je tiens à informer le premier ministre que M. Rochon est aussi libre d'écrire ce qu'il pense dans le *Montréal-Matin* que M. Dutil l'est au *Soleil*. Il y a des gens qui ont le moyen de placer leurs épargnes dans une entreprise aventureuse, mais les personnes qui ont travaillé toute une vie pour se ramasser quelques milliers de dollars pour leurs vieux jours ne peuvent prendre le risque d'investir leurs épargnes dans des entreprises commerciales ou industrielles.

Par ailleurs, les caisses populaires sont les dépositaires des épargnes de la population, et elles ne peuvent pas, non plus, prendre des risques dans leurs investissements. Dans ces conditions, la meilleure façon que le gouvernement de la province aurait pu amener la population à participer plus facilement aux avantages de l'essor et du développement économique du Québec aurait été de créer une banque d'expansion industrielle provinciale, au lieu de la Société générale de financement.

Une banque pourrait plus facilement secourir des entreprises dont la situation est précaire. Il y a le cas d'un industriel qui, n'étant pas en bonne santé, sachant qu'il ne pouvait s'assurer, et prévoyant les difficultés devant survenir à sa mort au moment de la succession, a dû céder son industrie à des intérêts américains. Cet homme aurait pu profiter d'une banque d'expansion industrielle, où il aurait pu obtenir l'argent nécessaire sous forme d'obligations garanties. Il aurait pu ensuite transmettre sa succession à ses héritiers. Ainsi, on aurait conservé pour les nôtres une industrie québécoise, au lieu de la laisser aller entre les mains d'intérêts américains. Une banque d'expansion industrielle aurait pu résoudre le problème qui se posait à cet homme. La Société générale de financement ne le pourrait pas.

La banque d'expansion industrielle aurait la possibilité de fournir certaines garanties supplémentaires grâce au produit de redevances additionnelles payées par les exploitants des richesses naturelles sur les ressources hydrauliques, sur le fer et sur les forêts. Ces royautés garantiraient les emprunts dans le public. Et nos gens déposeraient leur argent dans ces emprunts qui seraient garantis par ces royautés, une garantie que ne leur offre pas la Société générale de financement. Le contrôle de l'émancipation économique ne se fait pas par l'argent, mais selon l'origine de celui ou ceux qui contrôlent le capital.

Alors, avec une banque d'expansion industrielle, il serait facile de contracter même des emprunts de \$500,000,000. L'organisme serait contrôlé par un groupe nommé par le gouvernement, et ce groupe aurait une grande influence sur le milieu industriel.

On ne peut exiger des épargnants du Québec, dont les économies ont été amassées au cours des années, pour leurs vieux jours, qu'ils placent leur argent dans la Société générale de financement.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): S'il était facile de créer une banque d'expansion industrielle, pourquoi le gouvernement de l'Union nationale ne l'a-t-il pas fait? demande-t-il au chef de

l'opposition. L'Union nationale aurait dû y songer pendant les 16 années qu'elle fut au pouvoir. Pourquoi n'en a-t-elle pas profité pour fonder une telle institution? Le gouvernement de l'Union nationale n'a rien fait dans ce domaine-là.

Il existe actuellement des banques et des sociétés de prêt et de fiducie. Mais le projet de loi actuel veut faire participer la population à la création d'industries nouvelles. Il n'y a pas d'autres buts dans la loi. Pourquoi examiner tout le champ économique de la province? Allons à ce qui est le plus urgent, le plus pressé, soit à la diversification et à la multiplication de l'industrie.

Il attend le rapport des experts de l'Institut de recherches de la sidérurgie à ce sujet.

M. Johnson (Bagot): M. René Paré, président du Conseil d'orientation économique, a déjà déclaré publiquement que la Société générale de financement aura pour tâche de renflouer les industries et les commerces déficitaires, et de lancer de nouvelles entreprises, dont une aciérie québécoise. Je ne vois rien dans la loi au sujet de cette aciérie.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): La loi à l'étude n'exclut pas la possibilité d'un complexe sidérurgique dans la province.

M. Talbot (Chicoutimi): Le gouvernement a annoncé que la Société permettrait la création d'un complexe sidérurgique dans la province. Maintenant, le premier ministre affirme que la loi à l'étude n'en exclut pas la possibilité et il ajoute qu'il attend un rapport de l'Institut de recherches de la sidérurgie. La Société générale de financement ne pourra jamais créer un complexe sidérurgique, car il lui faudrait au moins \$300,000,000 pour y arriver. Le gouvernement leurre la population en lui laissant croire que la Société générale de financement a pour but de créer cette industrie de base.

Nous n'avons pas besoin du rapport des experts de l'Institut de recherches de la sidérurgie, pour savoir qu'un complexe sidérurgique coûte au moins \$300,000,000 et qu'avec la nouvelle loi, on ne pourra donc pas en fonder un¹³. Déjà, le conseiller législatif, M. Jules Brillant, a affirmé devant le Conseil législatif que le complexe sidérurgique ne rapporterait rien au Québec au cours des 10 années suivant sa création, en raison de la manière dont le gouvernement présente son projet de loi. Le gouvernement invite donc sous un faux prétexte la population à placer ses épargnes dans la Société générale de financement¹⁴.

Le premier ministre devrait avoir le courage d'avouer qu'avec le projet de loi créant la Société générale de financement, il ne s'agit pas de construire un complexe sidérurgique. Il rendrait service à la population.

Des députés de l'opposition déplorent ne pas voir naître, dans le projet de loi, tel que rédigé, l'aciérie tant attendue.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): La future Société générale de financement, telle que créée par le bill 50, pourra permettre la fondation d'un complexe sidérurgique dans la province, quoi qu'en disent l'Union nationale et son chef. Toutefois, pour comprendre cette possibilité, il faut tenir compte des différents aspects suivants, généralement méconnus, du problème. Il y a une différence énorme entre une usine sidérurgique et un complexe sidérurgique. Un complexe sidérurgique, c'est la combinaison d'une usine sidérurgique autour de laquelle viennent s'installer des établissements secondaires. Un complexe sidérurgique exige qu'on investisse plus de \$300,000,000, mais une usine sidérurgique coûte moins de \$300,000,000.

Le député de Chicoutimi devrait le savoir. Il devrait également savoir que, dans le cas de la fondation d'une usine sidérurgique sous l'égide de la Société générale de financement, on recueillera ailleurs d'autres capitaux indispensables pour lancer l'entreprise. De toute façon, la Société générale de financement ne fournira qu'une petite partie des fonds nécessaires et, quand l'usine sidérurgique sera établie, ce sont les capitaux privés qui financeront l'installation d'entreprises secondaires.

Le gouvernement a toujours dit que nous donnerions un aiguillon à l'économie de la province. En somme, la Société générale de financement constituera cet aiguillon à l'initiative privée, qui permettra l'implantation d'un complexe sidérurgique au Québec et qui réveillera l'économie de la province de Québec; mais ce ne sera ni une banque ni une maison spécialisée dans les prêts.

Pourquoi vouloir, comme l'opposition le fait en ce moment, faire croire que la Société générale de financement est une mauvaise affaire vouée à un échec certain? Si la Société générale de financement du gouvernement s'intéresse elle-même à la sidérurgie, cet intérêt ne fera que donner l'élan initial à l'établissement d'une usine sidérurgique.

Bien entendu, il faut procéder par étapes. C'est logique. Tout d'abord, il faut donner le temps aux experts de l'Institut de recherches de la

sidérurgie d'étudier le problème et de compléter leur étude technique, car il y a plusieurs façons de procéder pour établir une aciérie.

M. Johnson (Bagot): Le gouvernement libéral promettait l'établissement d'une aciérie dans la province, et voilà que maintenant il ne pense qu'à une étude du projet seulement.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le projet n'est pas écarté. Pour ce qui est des études, il faut procéder par étapes. C'est logique. Les experts de l'IRSID, l'Institut de recherches de la sidérurgie, ont besoin de temps pour faire une analyse approfondie de la situation du Québec.

M. Johnson (Bagot) demande au premier ministre d'être très prudent dans le domaine de l'aciérie. On a promis une Cadillac à la population, et on lui offre un scooter et une Ford à pédales. Souhaitons que la Ford marche.

L'article 4 est adopté.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. La Société a, en particulier, le pouvoir:

"a) d'acquérir, par souscription ou autrement, des actions, des obligations ou autres valeurs de toutes entreprises;

"b) de créer et de louer des services techniques d'administration et de recherche pour elle-même et pour d'autres;

"c) d'acheter des obligations ou des bons du Trésor émis ou garantis par le gouvernement fédéral ou une province et des obligations de municipalités ou commissions scolaires de la province de Québec;

"d) de revendre les actions, obligations, bons du Trésor ou autres valeurs acquises par la Société mais non d'en faire commerce."

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Le bill 50 donne à la Société générale de financement le droit d'acheter des actions et des obligations d'entreprises diverses. En effet, les capitaux de la Société générale de financement se trouveront ainsi bloqués. On devrait plutôt permettre à la Société générale de financement de garantir le remboursement des valeurs et des obligations émises par tel ou tel établissement. Une garantie partielle serait suffisante pour faciliter les émissions d'obligations.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Si cette autorisation était donnée à la Société générale

de financement, nous courrions le risque qu'elle joue avec l'argent des sociétaires. De plus, les crédits de la Société seraient gelés aussi de cette manière, et elle n'aurait alors rien à dire dans l'administration des entreprises assistées. Sans compter, enfin, qu'elle n'aurait pas de revenus et qu'elle ne pourrait plus retirer de profits, elle qui doit faire des profits.

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): C'est une mauvaise chose que d'émettre un aussi grand nombre d'actions privilégiées, parce que la Société devra d'abord s'occuper de payer des dividendes aux actions privilégiées, avant les parts communes. Cette disposition avilira la valeur des actions communes.

Il recommande qu'on limite le nombre d'actions privilégiées, dans l'intérêt des porteurs d'actions ordinaires.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Les particuliers auront le droit d'acheter des titres convertibles. Ces titres pourront être transformés en actions ordinaires au gré des acheteurs, quand ils le voudront. En attendant cette conversion en actions ordinaires, les bons convertibles porteront un intérêt qui sera fixé par les administrateurs. Le taux d'intérêt des obligations convertibles sera probablement de 5 %.

J'ai consulté les meilleurs courtiers de la province - des Canadiens français, MM. Beaubien et Leclerc - et ils ont conseillé au gouvernement de procéder comme il le fait. De plus, j'ai reçu d'un grand nombre d'experts, déclare-t-il, des expressions d'opinions et des suggestions que j'ai transmises au comité spécial. Ces suggestions m'ont été envoyées après la rencontre des financiers à Montréal. Nous avons travaillé en collaboration constante avec les financiers et les membres du comité.

M. Johnson (Bagot): Il est important que l'individu qui achètera un bon convertible sache qu'il passera après les \$75,000,000 des actions privilégiées et que les actions communes provenant de la conversion des bons ne sont pas garanties. Je sens le besoin de le dire, car il y a une foule de gens qui s'imaginent que, lorsque le gouvernement est dans une affaire, il apporte sa garantie à tout, et que celle-ci devient sûre. Je crois que, si cela tournait mal, le gouvernement devra indemniser les porteurs d'actions communes¹⁵.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est évident, et je suis du même avis que le chef de l'opposition à ce sujet. Ce qui arrivera cependant,

c'est que les porteurs de bons ne les convertiront en actions communes que le jour où ces actions paieront intérêt ou dividende.

L'épargnant qui sera propriétaire d'obligations convertibles pourra les céder, à la condition que ce soit à un particulier, et non pas à un établissement financier. Le gouvernement veut éviter l'accaparement de ces titres par une banque.

M. Johnson (Bagot): Qui va soutenir le marché comme cela se fait dans le cas des actions de compagnies?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Ce sera le marché libre et c'est du capital de risque. Il y a une part de risque à prendre, et la population en a été avertie à plusieurs reprises.

M. Johnson (Bagot): Une autre caractéristique de l'action commune sera qu'elle n'aura pas la souplesse des autres actions, à moins que le gouvernement ne s'en occupe.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): On peut s'attendre à ce que les sociétés qui achèteront des actions privilégiées seront un bout de temps sans retirer de dividendes comme c'est le cas, d'ordinaire, au début des opérations d'une société.

M. Johnson (Bagot): Les actions ordinaires de la Société générale de financement seront-elles inscrites à la Bourse?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Les actions ordinaires seront inscrites en Bourse. Il est possible que les titres convertibles le soient aussi.

M. Johnson (Bagot): Le premier ministre ne peut pas me dire si c'est certain?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je ne vois rien qui s'y oppose.

N'importe quel membre du Parlement pourra acheter des actions de la future Société générale de financement.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Oui, mais à condition qu'il n'y ait pas d'enquête royale ensuite¹⁶.

L'article 5 est adopté¹⁷.

Les articles 6 à 8 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 50 constituant la Société générale de financement du Québec.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: Que le ministre des Finances soit autorisé à souscrire au nom de Sa Majesté du chef de la province de Québec cinq millions de dollars payables sur le fonds consolidé du revenu pour cinq cent mille actions à dividende différé de la Société générale de financement du Québec constituée par la loi qui accompagne la présente résolution.

M. Johnson (Bagot) critique vivement le fait que le gouvernement n'investira que \$5,000,000 la première année dans la Société générale de financement. Cela prouve, déclare-t-il, l'absence de projets sérieux des autorités provinciales; le nombre des occasions manquées pour le Québec s'en trouvera augmenté.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 50 constituant la Société générale de financement du Québec.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 50 constituant la Société générale de financement du Québec.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Les articles 9 et 11 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 12, qui se lit comme suit:

"12. Chaque caisse populaire est autorisée à souscrire des actions ordinaires de la Société jusqu'à concurrence du quart de son avoir propre."

M. Johnson (Bagot) exprime des craintes sur le risque que prendront les caisses populaires en souscrivant une partie de leur avoir propre. Cet avoir propre, dit-il, a été bâti petit à petit, et les caisses populaires n'ont pas le droit de s'exposer à en perdre la moindre parcelle, même sous la pression que pourrait faire le premier ministre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je n'exercerai aucune pression sur les caisses populaires, dit-il, mais ces dernières sont des institutions canadiennes-françaises par excellence, et leur participation à la Société générale de financement est importante à cause de cela. Comme citoyens de Québec, nous devons voir à corriger la situation pour que la responsabilité de chaque groupe de la population se traduise dans les faits.

L'article 12 est adopté.

Les articles 13 à 16 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 17, qui se lit comme suit:

"17. Les premiers administrateurs seront désignés par le lieutenant-gouverneur en conseil et resteront en fonction jusqu'à l'élection d'administrateurs suivant la loi."

M. Tremblay (Maisonneuve): Le gouvernement a un faible pour les intellectuels. J'espère que le

gouvernement n'a pas l'intention de nommer comme administrateurs à la Société générale de financement des intellectuels qui soient des illuminés et qui se contentent de jouer avec l'argent des autres.

Des députés ministériels rient.

M. Tremblay (Maisonneuve): Ah! Ne riez pas. Le premier ministre n'est plus avec le peuple, il est maintenant juché aux sommets...

L'honorable M. Pinard (Drummond): Vous allez l'aider, vous?

M. Tremblay (Maisonneuve): ... S'il savait ce qu'on pense de lui, même dans son entourage, il en mourrait. Nous, nous sommes avec le peuple...

(Brouhaha)

Le petit ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard) ferait mieux de garder le silence; il me fait penser à un lion dans un aquarium.

(Rires)

L'honorable M. Pinard (Drummond): Mais ce qui est étonnant, c'est que je ne me sois pas encore noyé.

M. Tremblay (Maisonneuve): Oui, vous avez encore quelques bouées de sauvetage, mais vous allez bientôt couler. La population s'est fait rouler par de belles chansons, mais on ne lui fera pas croire qu'avec la Société générale de financement, elle deviendra millionnaire du jour au lendemain.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'assume l'opposition que le choix des premiers administrateurs de la Société générale de financement se fera en dehors de la couleur politique et de toute considération politique.

La Société générale de financement ne sera pas un établissement d'État, mais elle sera une entreprise, dont le quart seulement du fonds social sera fourni par le Trésor provincial; l'intérêt financier du gouvernement sera donc limité à 25 % du fonds global. C'est d'ailleurs conforme aux recommandations formulées par les commentateurs de *La Presse*.

De plus, le gouvernement évitera aussi l'écueil d'un contrôle de l'État, en ne désignant que trois représentants sur le conseil d'administration de 12 administrateurs de la Société générale de financement. Des neuf autres, trois seront nommés par les caisses populaires et six seront choisis parmi les actionnaires. Il

n'y aura donc point de contrôle du gouvernement. Il s'agit d'une société civile où le gouvernement n'aura qu'une autorité limitée et minoritaire.

L'article 17 est adopté.

Les articles 18 à 21 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 50 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux¹⁸.

Reprise de la séance à 8 heures

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions neuf cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Johnson (Bagot): Le premier ministre actuel avait promis, en 1960, de résoudre

immédiatement le problème de l'électricité dans le Nord-Ouest de la province, où on en est encore au système du 25 cycles. Est-ce qu'une décision a été prise?

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):

Je crois que le gouvernement apportera une solution prochaine au problème de l'électricité à 25 cycles dans le Nord-Ouest de la province. Surtout, dit-il, parce que le problème particulier du Nord-Ouest fait partie de l'ensemble du problème de l'électricité dans la province.

M. Larouche (Témiscamingue): Le gouvernement insinue que c'est la faute de l'Union nationale si la région n'est pas passée du système de 25 cycles à celui de 60 cycles.

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est): Le problème était sérieux en 1955, alors que l'Union nationale était au pouvoir, lorsque l'Ontario est passé au système à 60 cycles. Les chambres de commerce de la région ont demandé à la Northern Quebec Power de se convertir au 60 cycles et elles ont essuyé un refus. Une délégation avait rendu visite au ministre des Ressources hydrauliques, qui leur avait dit ne pouvant rien faire; c'était entre les mains de l'entreprise.

Il croit que le gouvernement apportera une solution prochaine au problème de l'électricité à 25 cycles dans le Nord-Ouest de la province.

M. Larouche (Témiscamingue): En créant l'Office de l'électrification rurale, le gouvernement de l'Union nationale a trouvé une formule qui eut pour résultat de stimuler les compagnies privées et qui fut, avec l'aide des coopératives, la meilleure solution au problème de la distribution d'électricité. La population du Nord-Ouest québécois désire voir remplacer le courant de 25 cycles par un courant de 60 cycles, pour des raisons d'ordre pratique.

Il réclame une réduction des tarifs d'électricité dans le Nord-Ouest québécois.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Recourir à l'intégration¹⁹ dans le Nord-Ouest québécois est nécessaire, car Hydro-Québec alors pourra remplacer le courant électrique de 25 cycles, fourni à la population, par un courant de 60 cycles le plus économiquement possible. En attendant, on ne doit pas payer pour la Northern Quebec Power plus que le prix qu'il faut. La transformation du courant de 25 cycles en courant de 60 cycles entraînera entre

\$15,000,000 et \$20,000,000 de dépenses à l'Hydro-Québec. Ces travaux de transformation seront exécutés dans un avenir plutôt rapproché. Le changement doit se faire par étapes et il faut intégrer le Nord-Ouest.

M. Tremblay (Maisonnette): On étatisé ou on n'étatisé pas? Veut-on, oui ou non, étatiser l'électricité? Qu'on nous le dise donc une fois pour toutes. Pour le bien général de la population, il faut clarifier la situation. Le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) nous parle d'étatisation, d'intégration, de nationalisation, et nous dit que tout cela, c'est la même chose. Mais qu'on s'explique donc devant la population, une fois pour toutes. Nous passons pour des marionnettes, dans les autres provinces. Et retardant toujours, on peut permettre à une compagnie de s'organiser pour ne nous laisser que peu de chose en partage.

Il est prêt à faire profiter le ministre des Richesses naturelles de son expérience de 32 ans comme électricien. Il souhaite qu'on uniformise les tarifs et qu'on les abaisse autant que possible. Les prix, déclare-t-il, sont notamment trop élevés en Gaspésie et dans le Nord-Ouest québécois. C'est là qu'il faut faire du socialisme chrétien en protégeant les petits. C'est le premier cas à régler. Sous Duplessis, Bourque et l'actuel chef de l'opposition²⁰, l'industrie de l'électricité a connu son épanouissement dans la province.

Allez-vous, oui ou non, étatiser la Shawinigan? Le ministre des Richesses naturelles ne parle plus depuis hier. Pour quelle raison? Y a-t-il une éminence grise entre lui, le premier ministre et M. Marler²¹ qui le force à se taire? Nous aimerions le savoir.

Maurice Duplessis disait à la Corporation des électriciens que la province doit se mêler de ses affaires et sauvegarder les droits de la population. L'Hydro-Québec se mêlait de ses affaires et les compagnies privées également. Elles travaillaient toutes en collaboration, pour le plus grand bien de la province.

M. Johnson (Bagot) souhaite qu'on uniformise les tarifs et qu'on les abaisse autant que possible. Les prix, déclare-t-il, sont notamment trop élevés en Gaspésie et dans le Nord-Ouest québécois. La planification dont parle souvent le ministre des Richesses naturelles devrait commencer par l'amélioration du sort des usagers de l'électricité, tant en Gaspésie qu'au Témiscamingue et en Abitibi.

Sous les gouvernements Gouin et Taschereau, la province de Québec a vu s'installer les grandes centrales électriques. Sous le gouvernement Godbout, on a vu naître le bébé qu'était l'Hydro-Québec, qui risquait de mourir et que l'Union nationale a soigné et promis à une longue vie. Sous l'administration de l'Union nationale, M. Maurice Duplessis s'est attaqué au problème de la distribution de l'électricité.

Sous M. Duplessis, la formule de l'électrification rurale, travaillant de concert avec les compagnies privées, a permis de mettre l'électricité à la disposition de toute la population de la province. Ce fut la solution trouvée par M. Duplessis, en 1946, lorsque le gouvernement se vit confronté aux nombreux problèmes causés par le manque d'électricité en campagne, ainsi que par le développement de l'électrification.

En créant l'Office de l'électrification rurale, le gouvernement de l'Union nationale a trouvé une formule qui eut pour résultat de stimuler les compagnies privées et qui fut, avec l'aide des coopératives d'électricité, la meilleure solution du moment au problème de la distribution d'électricité, dans tous les secteurs de la province. Le programme de l'Union nationale a permis de donner l'électricité à 98 % des fermes de la province, dès 1958. L'étape à franchir maintenant, c'est, pour le gouvernement, de voir à ce que l'électricité soit vendue à des taux raisonnables aux citoyens demeurant sur les frontières du Québec.

L'expansion dans le domaine de l'électricité a été faite par les coopératives et les compagnies privées. Nous sommes maintenant au stade où il faut songer à uniformiser les taux, pour faire disparaître ce qui paraît être une injustice dans certains secteurs de la province, particulièrement en Gaspésie. Celui qui est le plus affecté actuellement par le taux prohibitif de l'électricité, c'est le cultivateur qui est parfois lancé dans une production spécialisée et qui doit utiliser une quantité appréciable d'électricité.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): L'uniformisation future ou l'"équitabilisation" des tarifs d'électricité dans la province est une chose essentielle. Il est regrettable de constater que la province la plus riche en électricité a des taux plus élevés que d'autres provinces, notamment l'Ontario. Comment sortir de cette impasse? Un des points de la structure actuelle des compagnies privées d'électricité, c'est que chacune a droit à un rendement sur son capital. Elle est obligée d'exiger des tarifs suffisants pour donner un rendement sur ce

point. Et plus la base de distribution est petite, plus la Régie provinciale de l'électricité est obligée de permettre des taux élevés. C'est à partir de ce point que les taux sont trop élevés dans certains secteurs, moins élevés dans d'autres et équitables ailleurs.

Ainsi, on voit que la structure n'est pas la même dans toutes les régions et que l'uniformisation n'existe pas. Tout cela dépend du rendement sur le capital des compagnies privées. Mais, pour arriver à l'uniformisation et trouver une solution dans ce domaine, il faudra en arriver à élargir la base de distribution, car plus un réseau est petit, plus la Régie provinciale de l'électricité doit permettre des prix élevés pour assurer des profits suffisants aux capitaux engagés. Donc, là encore, il est nécessaire de recourir aux solutions les plus générales possible.

Les coopératives, ça ne marche pas, et c'est une des raisons pour lesquelles les coopératives sont mal prises. Les coopératives d'électricité, à quelques exceptions près, sont dans une mauvaise position financière. À la fin de 1960, on dénombrait 45 coopératives d'électricité en opération dans la province. La majorité n'était pas en très bon état. Sur les 45 coopératives, la plupart vivotaient ou marchaient mal. Quelques-unes seulement, les mieux organisées, ont donné l'impression de bons rendements.

Précédemment, huit coopératives ont été vendues, pour cause de difficultés financières, à des entreprises plus importantes du secteur privé de l'électricité, dont la Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent, et cela, en dépit du fait que ces huit entreprises eussent payé partiellement leurs installations avec des subventions de l'administration provinciale.

L'argent du public a servi aussi à organiser quelques coopératives qui ont ensuite été cédées à des intérêts privés, à des conditions plus qu'avantageuses. Pour électrifier la province, le gouvernement a payé jusqu'à concurrence de 85 % du coût des coopératives, dont a hérité une compagnie privée par la suite. Huit de ces coopératives ont été vendues à 3 % pendant 30 ans à fonds perdu. C'est un exemple admirable de l'entente entre le secteur public et le secteur privé. Le secteur public paie et le secteur privé ramasse. La même chose s'est produite dans d'autres coopératives d'électricité.

M. Johnson (Bagot) demande de cesser de parler d'étatisation et de fournir de l'électricité aux régions qui en ont besoin, même à un prix en bas du coûtant. Est-ce que, dit-il, pour venir en aide aux

populations de certaines régions comme celles de la Gaspésie et du Nord-Ouest québécois, Hydro-Québec ne pourrait pas vendre son électricité à un prix plus bas que le prix de revient?

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):

Mais alors, c'est le consommateur de Montréal et d'ailleurs qui paiera, alors que l'entreprise privée chargée du transport de l'énergie électrique continuera de faire des bénéfices.

La loi d'Hydro-Québec défend de vendre à un prix déficitaire. En fait, dans le Nord-Ouest québécois, Hydro-Québec a déjà des déficits annuels, bien que ce soit interdit par la loi. Les déficits actuels sont le résultat d'une tolérance de l'Union nationale datant de plusieurs années, mais qui doit prendre fin d'ici à l'an prochain. Les auditeurs de l'Hydro n'ont signé le rapport cette année qu'à la condition que cette situation cesse d'ici un an.

Il compte néanmoins sur une solution qui, survenant d'ici peu de temps, rendra justice à la population. Toutefois, déclare-t-il, ce n'est pas ce soir que l'ensemble du problème de l'électricité se réglera dans la province, non plus, bien que ce problème constitue un tout qui doit être envisagé dans son ensemble. Il faut faire passer l'intérêt de la province même, avant l'intérêt d'un parti. J'ai déjà donné mon opinion là-dessus; je m'y tiens et je vais la garder.

M. Johnson (Bagot): Il ne reste plus au ministre des Richesses naturelles qu'à faire partager cette opinion aux autres membres du Cabinet.

M. Tremblay (Maisonnette): Je vous écoute discuter depuis des heures au sujet de l'électricité et je voudrais faire un peu de lumière là-dessus, dans l'intérêt de la province. Je veux vous montrer jusqu'à quel point le désaccord entre le premier ministre et le ministre des Richesses naturelles nous fait du tort.

Quand le gouvernement a étatisé la Montreal Light, Heat and Power, il en a discuté pendant six ou sept ans, auparavant. Résultat? La Montreal Light, Heat and Power a laissé son réseau se détériorer et a cessé de dépenser de l'argent, afin d'amasser plus de profits pour ses actionnaires. Et on joue le même jeu aujourd'hui.

La Shawinigan Water and Power ne se développe plus. Elle entasse son argent; elle ne change plus ni ses camions ni ses autos. Elle veut faire de gros profits. Je suis ici pour que nous accordions nos violons. C'est le peuple qui paie et je représente le peuple, quand je dis au ministre des

Richesses naturelles: Décidez-vous ou taisez-vous. Vous n'avez pas le choix: étatisiez ou sortez.

La résolution est adoptée²².

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)

propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'études (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Expositions (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entrepôt et équipement: achats et entretien (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Régie de l'électricité et du gaz (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office de l'électrification rurale (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Photogrammétrie (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):

Le présent gouvernement paie moins cher les prix exorbitants que pouvait se faire payer Photo-Air Laurentide pour des travaux de photogrammétrie,

sous l'Union nationale. Le contrat de cette compagnie, en 1961-1962, a été annulé et réduit, du consentement mutuel des parties, parce que les prix étaient trop élevés. Il a été remplacé par un contrat d'une durée de cinq ans. On a mis fin ainsi à un vol manifeste. En vertu de l'arrangement conclu avec la firme Photo-Air Laurentide, un compte a été réduit de \$160,500 à \$100,000 à la suite des élections générales du 22 juin 1960. Je base mon affirmation, dit-il, sur un rapport qui m'a été fourni.

M. Johnson (Bagot): D'une part, dernièrement, les frères Bourque, de Hull, ont acheté l'entreprise Photo-Air Laurentide et, d'autre part, ils ont retenu les services d'un beau-frère²³ du ministre des Richesses naturelles, à titre de gérant.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): C'est bien leur droit à ces gens-là d'acheter une compagnie.

M. Johnson (Bagot): Je voudrais bien connaître, dit-il, ce "croche", ce sbire, qui a préparé un tel rapport au ministre des Richesses naturelles au sujet du prix exorbitant des anciens travaux de photogrammétrie...

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Si le député de Bagot se sert de rapports comme ceux du *Montréal-Matin*, c'est évident qu'il ne comprend rien.

M. Johnson (Bagot): Même *Le Nouveau Journal* en parlait.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): Respectez les défunts²⁴.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Le chef de l'opposition ne devrait pas parler des absents.

M. Johnson (Bagot): Cela prend un fièvre imbécile ou un malhonnête homme pour faire un tel rapport. Je ne permettrai pas qu'on vienne ici faire planer des soupçons sur la façon dont j'ai dirigé le ministère des Ressources hydrauliques, et je n'en souffre pas.

J'ai hâte de pouvoir interroger devant un comité de la Chambre basse cet ingénieur qui a parlé de vol manifeste. Ensuite, je m'occuperai des frères Bourque et du beau-frère du ministre des Richesses naturelles. On pourra faire des comparaisons.

C'est beau, les petits prix des entrepreneurs, mais que cela devient donc intéressant plus tard avec les extra. On pourra voir ce que ça coûte à la province, les frères Bourque et le beau-frère du ministre des Richesses naturelles. Je commence à en revenir de ces saintes nitouches qui se promènent dans la province en prêchant la vertu et dont on rencontre les frères, beau-père et beaux-frères dans tous les recoins de l'administration provinciale. Qu'on ne vienne donc pas poser à la sainte nitouche.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier): La compagnie Photo-Air Laurentide, propriété de MM. Grenier et Lachance, a en effet été achetée par les frères Bourque, de Hull, et les services de mon beau-frère ont été retenus comme gérant. Cela comporte des inconvénients, mais il y aura aussi des avantages, car le ministère projette d'obtenir de la compagnie une autre réduction de ses taux.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent quarante-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à la recherche des mines (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entretien des chemins de mines (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Villages miniers: arpentage et surveillance (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Drainage des tourbières (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars,

nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Postes mobiles de sauvetage (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million huit cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Études et travaux sur rivières (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):

Les ingénieurs du ministère des Richesses naturelles étudient actuellement différents projets en vue de régulariser les eaux capricieuses de la Chaudière, rivière qui fait des siennes chaque printemps à l'époque de la fonte des neiges et qui connaît des crues importantes. On envisage une solution générale, mais les travaux d'ensemble ne commenceront pas cette année.

M. Johnson (Bagot): Quels genres de travaux sont projetés par le ministère?

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):

ne révèle pas la nature des projets auxquels les ingénieurs du ministère des Richesses naturelles s'intéressent en ce moment.

M. Johnson (Bagot): Le gouvernement de la province a-t-il l'intention d'acheter le barrage Gayhurst, ouvrage qui appartient à la municipalité de Mégantic et qui a failli céder sous la pression des eaux, en avril dernier, menaçant d'inonder ainsi toutes les propriétés situées en aval sur les bords de la Chaudière?

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):

Le Cabinet n'a encore pris aucune décision sur l'achat de cet ouvrage.

Des députés de l'opposition posent des questions au ministre des Richesses naturelles à propos du barrage Gayhurst.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier) répond.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)

propose: 14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa

Majesté pour compléter la somme de cent trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues, y compris subventions (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million sept cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction de chemins et de ponts (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Acquisition de l'usine-pilote: deuxième de trois versements (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Travaux divers dans les villages miniers (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):

Le ministère dépensera \$1,000,000, cette année, pour les villages miniers, principalement pour celui de Matagami, dans le Nord-Ouest québécois.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)

propose: 18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Divers travaux de construction et réfection de barrages (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achats et construction de lignes de transmission et de centrales (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions six cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Des députés de l'opposition: Jusqu'à 5 heures demain matin²⁵!

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 27 modifiant le Code de la route, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 21 est modifié en ajoutant, à la fin, après les mots "le 1^{er} janvier 1963", ce qui suit: "et l'article 16 qui entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil".

Projets de loi:

Code de la route

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 27 modifiant le Code de la route.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 137 modifiant la charte de la cité de Saint-Michel, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le préambule est modifié en biffant le deuxième paragraphe commençant par les mots "Qu'il y a lieu de ratifier", le troisième paragraphe commençant par les mots "Qu'il y a lieu de préciser la charte" et le quatrième paragraphe commençant par les mots "Qu'il y a lieu de préciser les pouvoirs".

2. L'article 2 est modifié en remplaçant les sept dernières lignes commençant par les mots "pendant dix jours" et se terminant par les mots "à intervalle de six mois;" par ce qui suit: "une fois par mois pendant une période de dix mois en français dans un journal français quotidien, et en anglais, dans un journal anglais quotidien du district de Montréal, ainsi qu'à deux reprises dans la *Gazette officielle de Québec*, à intervalle de six mois;"

3. L'article 3 est modifié en remplaçant les sept dernières lignes commençant par les mots "pendant dix jours" et se terminant par les mots "à intervalle de six mois." par ce qui suit: "une fois par mois pendant une période de dix mois, en français dans un journal français quotidien, et en anglais, dans un journal anglais quotidien du district de Montréal, ainsi qu'à deux reprises dans la *Gazette officielle de Québec*, à intervalle de six mois."

Projets de loi:

Charte de Saint-Michel

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 137 modifiant la charte de la cité de Saint-Michel.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 160 modifiant la charte de la cité de Pointe-Claire, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant les cinq dernières lignes commençant par les mots "durant quatre semaines" et se terminant par les mots "du district de Montréal." par ce qui suit: "une fois par mois pendant une période de dix mois, en français dans un journal français quotidien, et en anglais, dans un journal anglais quotidien du district de Montréal, ainsi qu'à deux reprises dans la *Gazette officielle de Québec*, à intervalle de six mois."

Projets de loi:

Charte de Pointe-Claire

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 160 modifiant la charte de la cité de Pointe-Claire.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 193 modifiant la charte de la cité de Verdun, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est modifié dans l'avant-dernier alinéa de la page 3, commençant par les mots "Cependant, le prix de la licence", en remplaçant, dans les première, deuxième et troisième lignes, les mots "ne pourra dans aucun cas excéder quinze dollars" par les mots "ne pourra dans aucun cas excéder cinq dollars et vingt-cinq centins".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 198 concernant la succession Christine Fuoco Tirelli, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant les quatre dernières lignes qui commencent par les mots "ont le droit" et se terminent par les mots "de ladite succession" par ce qui suit: "ont le droit d'emprunter, d'hypothéquer avec ou sans dation en paiement, et de

nantir tout immeuble de ladite succession, pour fins d'amélioration, ou de démolition et de reconstruction".

Projets de loi:

Charte de Verdun

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 193 modifiant la charte de la cité de Verdun.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Succession Christine Fuoco Tirelli

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 198 concernant la succession Christine Fuoco Tirelli.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à deux heures et demie de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée vers 10 heures.

NOTES

1. D'après *Le Montréal-Matin* du 29 juin 1962, à la page 8, M. Johnson déclare: "Il y en a déjà huit nouveaux sur le *Feuilleton*." Ce chiffre, s'il n'est pas faux, n'est pas tout à fait exact, car il comprend les six nouveaux projets de loi effectivement inscrits en appendice du *Feuilleton* et les deux projets de loi qui seront présentés en première lecture durant la présente séance.

2. Selon *La Tribune* du 29 juin 1962, à la page 1, c'est "depuis le début de la session".
3. M. Lesage a effectivement annoncé que la Chambre se réunira le 2 juillet, à la fin de la séance du 22 juin 1962.
4. *Le Montréal-Matin* du 29 juin 1962, à la page 7, précise que M. Lesage cite une copie du texte de l'émission télévisée *Commentaires* de Radio-Canada. Le même journal reproduit ce texte; voir: "En plein régime libéral. Comment on devient "séditieux" et "criminel" au pays du Québec", dans *Le Montréal-Matin* du 29 juin 1962, à la page 7.
5. Voir note précédente.
6. Maurice Lamontagne (1917-1983) fut candidat libéral dans Québec-Est lors des élections de 1958 et de 1962, sera élu aux Communes en 1963 et en 1965, et accédera au Sénat en 1967.
7. Selon *La Tribune* du 29 juin 1962, à la page 1, il s'agirait d'une allusion aux difficultés soulevées en Chambre, concernant le salaire en retard de trois semaines des employés de la signalisation (voir la séance du 27 juin 1962).
8. Il s'agit d'un anglicisme; "gamique" provient de *gimmick* et signifie dans ce cas manigance ou combine.
9. *Le Temps* du 5 juillet 1962, à la page 3, écrit que M. Laporte répond en bafouillant.
10. Non seulement les commentaires de Paul Rochon, à Radio-Canada, auront des échos lors de la discussion en comité plénier du projet de loi concernant la Société générale de financement durant la présente séance, mais le journaliste rapporte, dans *Le Montréal-Matin* du 29 juin 1962, à la page 7, qu'il a salué M. René Lévesque en soirée, à la sortie du parlement, et que ce dernier lui a répondu, avec un sourire: "Bonsoir... criminel".
11. *Le Nouvelliste* du 29 juin 1962, à la page 4, et *Le Montréal-Matin* du même jour, à la page 7, signalent, à la suite du débat qui vient d'avoir lieu en début de séance, que plusieurs autres commentaires et allusions sur les propos du journaliste du *Montréal-Matin*, M. Paul Rochon, furent échangés et parsemés dans les discours tout au long de l'après-midi, au cours de l'étude en comité plénier de la loi créant la Société générale de financement.
12. D'une part, M. Rochon précise lui-même, dans *Le Montréal-Matin* du 29 juin 1962, à la page 7, qu'il a effectivement eu une conversation avec M. Johnson, mais qu'elle a cependant duré cinq minutes, au début de l'après-midi. D'autre part, cette intervention de M. Lesage et le premier paragraphe de la réplique de M. Johnson qui suit sont rapportés hors contexte dans le quotidien montréalais.
13. *La Presse* du 29 juin 1962, à la page 17, est la seule source qui attribue les propos de cette phrase à M. Dozois.
14. Voir note précédente.
15. *La Presse* du 29 juin 1962, à la page 17, est la seule source qui rapporte cette dernière affirmation de M. Johnson sous la forme interrogative, modifiant ainsi légèrement le sens et la portée: "Si ça tournait mal, le gouvernement indemniserait-il les détenteurs d'actions ordinaires?"
16. M. Langlais fait, bien entendu, référence à la commission Salvas qui enquête, depuis le 7 décembre 1960, sur les pratiques d'achat faites par le gouvernement de l'Union nationale entre juillet 1955 et juillet 1960, et aussi sur le scandale du gaz naturel, où des ministres unionistes auraient acheté des actions de la Corporation du gaz naturel, avant que cette dernière ne reçoive le mandat d'exploiter cette ressource, mandat occupé auparavant par Hydro-Québec.
17. Outre les débats que les deux sources rapportent, *Le Montréal-Matin* du 29 juin 1962, à la page 8, signale une longue discussion sur l'absence de garantie du gouvernement, l'absence d'intérêts et l'absence possible de dividendes. De son côté, *La Presse* du même jour, à la page 17, note une longue discussion sur les actions et les obligations que la Société générale de financement émettra.
18. *Le Soleil* du 29 juin 1962, à la page 3, précise que la discussion en comité plénier, au sujet de la Société générale de financement, a duré trois heures et demie; la source inclut certainement, dans ce laps de temps, les affaires courantes qui se sont déroulées en début de séance.
19. *La Presse* du 29 juin 1962, à la page 15, note, en référence aux débats qui ont eu lieu sur ce qu'entend M. Lévesque par intégration, étatisation ou nationalisation (voir notamment la séance du 26 juin

1962), que par intégration, M. Lévesque entend, au moins dans le cas de la Northern Quebec Power, son achat par Hydro-Québec.

20. John Samuel Bourque fut ministre des Ressources hydrauliques de la création du ministère, en 1945, jusqu'en 1958; Daniel Johnson prit la relève jusqu'en 1960.

21. M. Marler est conseiller législatif depuis le 8 novembre 1960.

22. *La Presse* du 29 juin 1962, à la page 15, précise qu'il a longuement été question de l'uniformisation du prix de l'électricité à travers la province.

23. Selon *Le Temps* du 5 juillet 1962, à la page 3, il s'agirait de M. Philippe Amyot, qui est marié à Alice Lévesque.

24. M. Lévesque fait référence à la récente fermeture du quotidien montréalais. *Le Nouveau Journal* a en effet tiré sa dernière édition le 21 juin 1962.

25. *Le Nouvelliste* du 29 juin 1962, à la page 20, précise que c'est à l'occasion de l'examen des crédits du ministère de la Voirie que la Chambre avait siégé toute la nuit, lors de la dernière session (voir la séance du 16 mai 1961).

Séance du vendredi 29 juin 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Aide financière
aux universités**

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 31 augmentant l'aide financière aux universités de la province.

Le bill 31, déclare-t-il, porte de \$1.75 à \$2 par tête de population de la province la subvention statutaire globale accordée aux universités et répartie entre elles, suivant le nombre d'étudiants inscrits. En conséquence, la subvention, qui était l'an dernier d'environ \$230 par étudiant, sera portée à \$260; c'est dire qu'une somme supplémentaire totale de \$1,300,000 sera mise à la disposition des universités.

Cette loi du gouvernement provincial fait suite à la décision d'Ottawa de porter de \$1.50 à \$2 par habitant l'aide financière fédérale aux universités canadiennes. On sait que, sous le gouvernement de l'Union nationale, la province de Québec a refusé la subvention fédérale parce qu'elle comportait une ingérence du pouvoir central dans le domaine exclusivement provincial de l'enseignement. La province de Québec refuse cette aide fédérale pour des raisons d'autonomie, mais en compensation elle bénéficie d'une réduction d'impôts² permettant au gouvernement provincial de percevoir, lui-même, une somme équivalente, à la suite de démarches amorcées par feu Paul Sauvé et menées à bonne fin par M. Antonio Barrette.

Le gouvernement provincial a décidé de profiter pleinement de l'occasion pour récupérer une partie de ses pouvoirs de taxation et en attribuer une part aux universités et aux collèges. Universités et collèges recevront donc la moitié de l'argent que la province percevra grâce à cette récupération de pouvoirs de taxation. L'autre moitié de l'argent ainsi perçu sera canalisée vers l'enseignement secondaire public en vertu du bill 58.

Les autorités provinciales actuelles accordent aux universités et aux collèges une aide financière d'une extrême générosité par rapport à ce que faisait l'ancien gouvernement, puisque les subventions octroyées aux universités pour leurs dépenses courantes sont passées de \$11,000,000, en 1960-1961, à près de \$20,000,000, aujourd'hui. En plus, le ministère de la Jeunesse donne plus de \$40,000,000 par année à notre enseignement supérieur pour ses travaux de construction³.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de
l'instruction publique**

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 56 modifiant la loi de l'instruction publique.

En apportant une aide financière supplémentaire aux institutions d'enseignement et aux commissions scolaires, dit-il, et en assurant une plus grande sécurité à la fonction d'instituteur, les effets de cette grande charte de l'éducation⁴ de 1961 s'en trouvent d'autant plus assurés et élargis.

Le bill 56 apporte plusieurs modifications importantes à la loi de l'instruction publique, mais celle qui aura le plus de répercussions favorables, particulièrement au sein du personnel enseignant, est celle qui modifie le fameux article 232, dont les instituteurs réclament depuis longtemps la modification. Le projet de loi que le Parlement provincial sera appelé à voter, ces prochains jours, a pour effet d'apporter une plus grande sécurité aux instituteurs, et les protégera contre le danger des congédiements non motivés et des congédiements massifs à la fin de l'année, dont on a eu à déplorer les méfaits dans le passé.

L'amendement à l'article 232, qui permettait aux commissions scolaires de renvoyer un membre du personnel enseignant sans lui en donner la raison, prend la forme d'un paragraphe additionnel prévoyant que, lorsqu'il s'agit d'un instituteur que les commissaires et les syndics d'écoles ont réengagé après huit mois de service ou plus dans l'année précédente, ils doivent, sur sa demande écrite et personnelle, lui donner par écrit les raisons qui motivent leur décision. Aucun droit d'action ne découle des raisons ainsi données de bonne foi.

Mais, tout en assurant une plus grande sécurité aux maîtres, le bill 56 va modifier l'article 235 du code scolaire pour que les commissions des écoles aient, elles-mêmes, une protection contre la démission ou le départ non autorisé d'instituteurs dont l'engagement a été renouvelé. L'instituteur, qui ne veut pas s'engager pour l'année suivante, doit donner avis par écrit de son intention aux commissaires d'écoles avant le 1^{er} juin qui précède l'expiration de son engagement. En vertu de l'article 235 ainsi modifié, l'instituteur qui n'a pas donné en temps voulu cet avis et qui n'honore pas son engagement sera donc sujet à une amende calculée à la fois selon le salaire qu'il gagnait et selon le nombre de jours qu'il aura laissé s'écouler après le 1^{er} juin, avant de donner son avis de départ à la commission scolaire.

L'amende est égale à un cinq centième (1/500) de son dernier traitement annuel pour chaque jour de retard à donner cet avis, recouvrable par la commission scolaire suivant les articles 505 et 507. Et cela s'applique aussi bien à l'instituteur qui s'est engagé explicitement comme à celui qui se trouve engagé tacitement, par défaut d'avis. Si un instituteur est condamné après poursuite, la condamnation libère l'instituteur de tout recours en dommages résultant des mêmes faits.

La loi de l'instruction publique, telle que modifiée par le bill 56, répondra à plusieurs autres demandes d'amélioration. Un des autres changements permettra aux instituteurs et aux fonctionnaires de l'enseignement, qui ont effectué des versements dans une caisse des pensions pendant plus de 10 ans, de faire compter pour le calcul de leur pension, aux mêmes conditions, plus de 10 années d'enseignement comme religieux, à raison d'une année pour chaque année au-delà de 10.

Le recensement effectué pour fins municipales pourra être utilisé pour la préparation de la liste des voteurs à l'élection scolaire.

Certaines procédures concernant l'approbation des budgets des commissions scolaires et les autorisations d'emprunt ne requerront plus l'autorisation du surintendant de l'Instruction publique, mais uniquement celle du ministre de la Jeunesse.

Toute commission scolaire pourra pourvoir au transport des élèves qui fréquentent une école de métiers, une école normale ou une institution indépendante, en même temps que celui des enfants qui fréquentent ses propres écoles.

Les membres de la commission scolaire régionale demeureront désormais en fonction jusqu'à la fin de leur mandat comme commissaires ou

syndics de la commission scolaire locale. On évitera ainsi le renouvellement complet des commissaires régionaux chaque année.

Les commissions scolaires régionales pourront être divisées en sièges, tout comme les commissions scolaires locales. La détermination de ces sièges est sujette à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Le nombre des membres d'une commission scolaire régionale, qui ne pouvait pas dépasser le maximum de sept, peut maintenant être porté à neuf avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Les commissions scolaires régionales sont désormais tenues de préparer et de soumettre leur budget au mois de mai de chaque année; les commissions scolaires locales continueront de le faire en juin.

Les commissions scolaires régionales, dont l'autorité était restreinte jusqu'à maintenant à l'organisation de l'enseignement secondaire, seront désormais autorisées à organiser des classes spéciales pour les enfants incapables de suivre les classes régulières en raison de déficience physique ou psychique.

Les parents auront désormais jusqu'au 15 septembre, plutôt qu'au 1^{er} août, pour aviser leur commission scolaire qu'un de leurs enfants d'une classe allant de la 8^e année à la 11^e année, ou des éléments latins à la versification, est admis dans une institution indépendante au cours de la prochaine année scolaire et est éligible à l'allocation de \$200, payable à l'institution.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Financement universitaire

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 52 du financement des investissements universitaires, 1962.

Le bill 52, déclare-t-il, prolonge la loi adoptée l'an dernier sous le même nom⁵. Les six universités de la province de Québec recevront du gouvernement actuel, durant l'année 1962-1963, des subventions de construction globales de \$21,400,000 pour leurs investissements universitaires, durant l'année en cours, et des subventions supplémentaires de \$32,000,000, réparties sur les trois années à venir, de façon à assurer le parachèvement des travaux qui seront entrepris cette année à l'aide des subventions mentionnées précédemment.

D'autre part, les collèges classiques et autres institutions affiliées aux universités recevront une autre somme globale de \$20,000,000, qui sera attribuée dans le cours de l'année par le ministre de la Jeunesse lui-même, selon les circonstances et les besoins. Jusqu'ici, ces collèges classiques et les institutions affiliées ont reçu du gouvernement \$17,600,000, dont je fournirai le détail, dit-il, lorsque les députés étudieront le bill 52 qui accorde toutes ces subventions aux universités.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la formation des enseignants

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 55 modifiant la loi pour faciliter la formation universitaire du personnel enseignant⁶.

Ce projet de loi, dit-il, a pour but d'obliger les bénéficiaires des bourses de recherche relatives à l'enseignement, en vertu de la loi votée à cet effet l'an dernier, à souscrire un engagement analogue à celui qui est exigé des candidats aux bourses d'études universitaires pour la formation du personnel enseignant. C'est-à-dire que les bénéficiaires devront s'engager à retourner dans l'enseignement pour une période de sept ans, après la fin de leurs études. À défaut de remplir ces engagements, ils devront rembourser, en tout ou en partie, le montant de bourses reçues.

La valeur de telles bourses peut dépasser \$4,000 par année, dans le cas d'une personne mariée, et sont attribuées en nombre très limité, à des candidats de choix qui soumettent un projet précis. Par l'importance d'une telle aide financière, le gouvernement provincial veut donner un attrait supplémentaire aux études préparant à la carrière de professeur ou favorisant le perfectionnement des instituteurs déjà en fonction.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la convention collective

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 57 modifiant la loi de la convention collective.

L'objet principal du projet de loi, déclare-t-il, est de modifier la loi des conventions collectives,

pour permettre d'inclure, dans un décret rendant obligatoire une convention collective, des dispositions relatives à certains avantages de sécurité sociale.

Une autre clause du projet de loi accorde au comité paritaire les attributions nécessaires dans le cas où un décret sera complété de la manière qu'on vient de voir. Si le décret prévoit des bénéfices de ce genre, le comité pourra percevoir les cotisations requises, vérifier les conditions en raison desquelles les secours seront payés, et procéder au versement de ces secours.

D'autres articles rendent plus sévères les peines prévues pour punir les cas de violation de la loi. Les sanctions actuelles datent d'il y a plus de 20 ans. Certaines amendes sont portées de \$25 à \$50, et à \$100, selon les circonstances. Enfin, à l'avenir, les amendes iront entièrement dans la caisse du comité paritaire, alors que, jusqu'à ce jour, le comité n'avait droit qu'à la moitié des amendes perçues.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des subventions aux commissions scolaires

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 58 modifiant la loi des subventions aux commissions scolaires.

Ce projet de loi, dit-il, a principalement pour but d'accorder des subventions supplémentaires, au montant global de \$1,300,000, aux commissions scolaires de la province pour l'organisation des classes de 10^e, 11^e et 12^e année. L'ouverture des trois nouvelles classes supérieures de l'enseignement secondaire obère considérablement les budgets des commissions scolaires. La nouvelle loi constitue donc un apport appréciable pour les commissions locales ou régionales, de plus en plus nombreuses, qui ne craignent pas la responsabilité de donner un élan essentiel à l'enseignement secondaire.

Ces nouvelles subventions ne s'appliquent pas aux villes de Québec et de Montréal, qui sont régies par des dispositions particulières de la loi de l'an dernier. Les subventions s'ajoutent à celles qui sont déjà prévues pour l'organisation du cours secondaire en vertu de la loi des subventions aux commissions scolaires, votée à la dernière session du Parlement provincial, et les subventions iront aux commissions scolaires qui ont déjà prévu de telles classes.

La loi prévoit des rajustements de subventions dans le cas de commissions scolaires qui reçoivent les enfants d'une autre commission scolaire, en vertu d'une entente.

Le maximum de la subvention octroyée aux commissions scolaires pour les livres de classe - soit \$4 par élève du cours élémentaire et \$9 par élève du cours secondaire - sera désormais payé à toutes les commissions scolaires, sans que celles-ci ne soient tenues de produire des pièces justificatives.

Par surcroît, les commissions scolaires qui transporteront les enfants fréquentant une école de métiers ou une institution indépendante auront droit, pour ces élèves, à la même subvention que celle prévue pour les enfants fréquentant les écoles de la commission scolaire.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Question et réponses écrites:

**Roland
Nadeau**

M. Riendeau (Napierville-Laprairie): 1. M. Roland Nadeau, demeurant actuellement à Laprairie, est-il à l'emploi du ministère de la Voirie dans le comté de Napierville-Laprairie?

2. Dans l'affirmative:

a) a-t-il été à l'emploi du ministère de la Voirie au cours de l'année 1961;

b) quel est le montant qui lui a été payé en salaire et dépenses pour l'année 1961?

L'honorable M. Pinard (Drummond): 1. Non.

2. a) Oui;

b) salaire: \$3,070; frais de déplacement: \$4,074.59; frais de pension: \$444.26.

**Personnel de la
Sûreté provinciale**

M. Thibeault (Montréal-Mercier): 1. De combien d'officiers, sous-officiers, membres et fonctionnaires se composait la Sûreté provinciale, le 27 avril 1961, date de la sanction de la loi concernant la Sûreté provinciale du Québec (9-10 Elizabeth II, chapitre 18)?

2. De combien d'officiers, sous-officiers, membres et fonctionnaires se composait la Sûreté provinciale du Québec, le 1^{er} mai 1962?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):
(Voir la liste ci-dessous)

1. Le 27 avril 1961, la Sûreté provinciale du

Québec se composait comme suit:

Officiers	19
Sous-officiers	143
Agents	1,102
Fonctionnaires	<u>353</u>

Total 1,617

2. Le 1^{er} mai 1962, la Sûreté provinciale du

Québec se composait comme suit:

Officiers	26
Sous-officiers	215
Agents, constables spéciaux et gardiens de balance.....	1,263
Fonctionnaires	<u>404</u>

Total 1,908

**Commission
d'enquête Salvat**

M. Johnson (Bagot): Relativement à la commission d'enquête Salvat instituée par le gouvernement en vertu de l'arrêté en conseil 1621, d'octobre 1960, depuis le 15 mars 1962 jusqu'au 23 mai 1962:

1. Quel montant total le gouvernement a-t-il dépensé?

2. Quel montant a été payé à chacun des commissaires pour émoluments, frais de séjour, dépenses de voyage, etc.?

3. Quel montant le gouvernement doit-il à chacun des commissaires?

4. Quel montant a été payé à chacun des avocats nommés par le gouvernement pour honoraires, frais de séjour, dépenses de voyage, etc.?

5. Quel montant le gouvernement doit-il à chacun desdits avocats?

6. Quel montant le gouvernement a-t-il payé à chacune des personnes qui sont encore à l'emploi de ladite commission, durant la période mentionnée ci-dessus?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): 1. Le gouvernement a dépensé, du 15 mars au 28 mai 1962, \$9,519.01.

2. Montants payés aux commissaires: M. Élie Salvat, juge, \$1,860 (frais de représentation).

3. Nous n'avons aucun compte en main.

4. Montants payés aux avocats:

	<i>Honoraires</i>	<i>Frais de séjour, voyage, etc.</i>
M. Georges Pelletier.....	\$1,943.75	\$112.25
M. Taschereau Fortier	2,762.50	175.56

5. Pour le moment, nous n'avons aucun compte.

6. Montants payés à d'autres employés: (Voir le tableau ci-dessous)

	<i>Traitement</i>	<i>Honoraires</i>	<i>Frais de voyage</i>
Me Gervaise Brisson.....		\$ 1,350.00	\$ 18.75
Claire Geoffrion-Beaudet.....	\$ 1,000.00		
Annette Sicotte.....		40.00	
Jeannine Caron.....		40.00	
Jennifer M. Jonas		110.00	
Albert Mercier.....		20.00	

Autres montants payés:

Canadian National Express	1.40
Canadian Pacific Express.....	17.34
A. Coulombe ltée60
Département des Travaux publics.....	54.25
Librairie de la Salle	3.97
Maître de poste.....	5.39
Petite caisse	3.25

**Travaux de voirie
dans Berthier**

M. Lavallée (Berthier): 1. Quel montant le ministère de la Voirie a-t-il dépensé dans chacune des municipalités suivantes du comté de Berthier, au cours de l'année 1961, soit pour travaux faits à la journée ou par contrat, sauf pour l'entretien ordinaire des chemins à la charge dudit ministère et des chemins d'hiver:

- a) Saint-Michel-des-Saints;
- b) Saint-Zénon;
- c) Saint-Damien;
- d) Saint-Charles-de-Mandeville;
- e) Saint-Gabriel-de-Brandon village;
- f) Saint-Gabriel-de-Brandon paroisse;
- g) Saint-Edmond;
- h) Saint-Norbert;
- i) Saint-Cuthbert;
- j) Saint-Viateur;
- k) Saint-Barthélemy;

- l) Île du Pads;
- m) Île Saint-Ignace;
- n) Lanoraie village;
- o) Lanoraie paroisse;
- p) Lavaltrie village;
- q) Lavaltrie paroisse;
- r) Berthier paroisse;
- s) Berthierville

2. Quels sont les noms des contracteurs et le montant des contrats pour chacune des municipalités?

3. Des soumissions publiques ont-elles été demandées et, dans l'affirmative, quels sont les noms des soumissionnaires et le montant de chaque soumission?

4. À quelle date les soumissions ont-elles été demandées dans chaque cas?

L'honorable M. Pinard (Drummond): 1. et 2. (Voir le tableau à la page suivante)

<i>Municipalité</i>	<i>Travaux à la journée</i>	<i>Travaux par contrat</i>	<i>Entrepreneur</i>	<i>Montant du contrat</i>
Saint-Michel-des-Saints...	aucun	aucun		
Saint-Zénon.....	\$ 605.24	aucun		
Saint-Damien	5,686.57	\$13,648.42	Rhémont Construction inc.	\$18,053.51
Saint-Charles-de-Mandeville	269.50	5,035.89	Rhémont Construction inc.	19,069.31
Saint-Gabriel-de-Brandon, village.....	603.59	5,307.28	Joliette Asphalte ltée	31,160.20 (1)
	6,318.41	85,662.62	Rhémont Construction inc.	47,997.10
Saint-Gabriel-de-Brandon, paroisse	7,025.63	27,640.71	Rhémont Construction inc.	51,546.76
		29,719.98	Joliette Asphalte ltée	31,160.20 (1)
Saint-Edmond	aucun	aucun		
Saint-Norbert.....	4,381.24	15,390.41	Rhémont Construction inc.	16,467.71
		27,506.13	Rhémont Construction inc.	35,306.79
Saint-Cuthbert.....	9,989.19	16,725.47	Rhémont Construction inc.	33,829.00 (2)
Saint-Viateur	aucun	1,661.40	Rhémont Construction inc.	33,829.00 (2)
Saint-Barthélemy	2,799.51	15,459.67	Rhémont Construction inc.	33,829.00 (2)
		17,245.83	Rhémont Construction inc.	59,063.07
Île du Pads.....	2,164.69	3,498.24	Rhémont Construction inc.	40,814.30
Île Saint-Ignace	aucun	aucun		
Lanoraie, village	aucun	aucun		
Lanoraie, paroisse	aucun	aucun		
Lavaltrie, village	5,601.97	7,837.55	Rhémont Construction inc.	21,151.43 (3)
Lavaltrie, paroisse.....	8,426.78	32,075.63	Rhémont Construction inc.	35,517.02
Berthier, paroisse	3,724.72	18,122.59	Rhémont Construction inc.	21,151.43 (3)
Berthierville	aucun	aucun		

(1) Même contrat

(2) Même contrat

(3) Même contrat

3. Des soumissions ont été demandées par la municipalité du village de Saint-Gabriel-de-Brandon qui a exécuté les travaux pour le compte du ministère de la Voirie, sous le contrôle des ingénieurs du département:

Soumissionnaires:

Rhémont Construction	\$47,997.10
Vimy Construction.....	49,344.40
Béternel inc.	49,857.35

4. Les soumissions ont été demandées le 10 juin 1961 par la municipalité du village de Saint-Gabriel-de-Brandon. Une extension de contrat a été accordée par la municipalité au même entrepreneur, en vertu d'une résolution en date du 20 septembre

1961, aux mêmes conditions que celles du contrat, pour d'autres travaux approuvés par le ministère de la Voirie pour une somme n'excédant pas \$100,000, y compris le montant du contrat original.

Projets de loi:

Aide financière aux universités

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 31 augmentant l'aide financière aux universités de la province.

Adopté.

Loi de l'instruction publique

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 56 modifiant la loi de l'instruction publique.

Adopté.

Financement universitaire

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 52 du financement des investissements universitaires, 1962.

Adopté.

Loi des subventions aux commissions scolaires

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 58 modifiant la loi des subventions aux commissions scolaires.

Adopté.

Explications sur des faits publiés:

Article paru dans *La Presse*

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le journal *La Presse* avait en grande vedette de sa première page, hier⁷, une manchette qui n'était pas justifiée par l'article qu'elle coiffait. Elle se lisait: "Tout comme les ex-ministres de la Santé Albiny Paquette et Arthur Leclerc, le Dr Alphonse Couturier est impliqué dans l'enquête sur le sanatorium Ross." Cette manchette laisse entendre que mon collègue le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) a donné son consentement à une pratique que nous désavouons: celle de se servir, pour payer une facture, de sommes destinées à une autre fin⁸.

M. Johnson (Bagot): Le premier ministre ne peut pas commenter ce qui se passe en cour. C'est une matière *sub judice*⁹.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Laissez-moi poursuivre et vous verrez que je ne fais pas de commentaires.

Les faits sont de la plus grande simplicité. J'ai vu ce matin même les deux témoins entendus jusqu'ici par la commission Chabot sur l'administration du sanatorium Ross, le Dr Jean Grégoire, sous-ministre de la Santé, et son adjoint le Dr Jean-Charles Beaudet, qui me disent que mon collègue a tout simplement autorisé un achat de livres, des exemplaires restants d'un ouvrage du Dr Jules Gilbert, pour une somme de \$950, en juillet 1960. L'achat de 1,000 livres portant sur l'enseignement de l'hygiène était une des conditions posées par écrit par ce dernier pour accepter le poste de directeur du service d'assurance-hospitalisation, en 1960.

À cause d'une façon de procéder que l'on n'a pas rapportée au ministre de la Santé - nous étions au pouvoir depuis moins d'un mois -, et cela, parce que cette pratique était devenue naturelle et presque automatique depuis le temps qu'elle s'était implantée, la somme a été payée avec de l'argent destiné au sanatorium Ross. Nous n'avions pas été informés du système de paiement qui était devenu si ancré.

Comme l'administration du sanatorium Ross fait l'objet d'une enquête en vertu du chapitre 9 des *Statuts refondus*¹⁰, je dois m'abstenir de tout autre commentaire¹¹.

M. Johnson (Bagot): La déclaration du premier ministre n'est pas tolérable puisque la cause est actuellement *sub judice*.

M. Bertrand (Missisquoi): Vous auriez dû vous en tenir à la dernière phrase.

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Johnson (Bagot): Pourquoi le premier ministre ne fait pas motion pour la troisième lecture de la Société générale de financement?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je croyais qu'il avait été entendu hier que nous

étudierions les crédits du procureur général (l'honorable M. Lapalme). Êtes-vous prêts à voter?

M. Johnson (Bagot): De ce côté-ci de la Chambre, nous sommes prêts à appeler et à adopter immédiatement la loi en troisième lecture.

Projets de loi:

Société générale de financement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 constituant la Société générale de financement du Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Coroners et laboratoire médico-légal (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Gabias (Trois-Rivières) se plaint d'abus au sujet de la morgue.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'administration des morgues est actuellement confiée par contrat à des entrepreneurs. À la suite de

certaines déplacements de morgues, des enquêtes ont été faites et ont incité le gouvernement à les changer de nouveau, parce qu'elles ne répondaient pas aux exigences. Certains entrepreneurs, qui ont la morgue, profitent de leur contrat pour mousser leur commerce. À la suite de plaintes reçues, des enquêtes sont entreprises par des officiers de la Sûreté provinciale dans certains cas. Il est possible que certains changements dans ce domaine n'aient pas été heureux et ne soient pas pour le mieux.

Le remède au problème causé par l'administration des morgues? Nous aurons ces problèmes aussi longtemps que la morgue ne sera pas un département provincial. Le meilleur système, et le plus sûr, pour éviter tous les troubles et les plaintes et pour régler une fois pour toutes le problème des morgues, serait d'organiser un jour une morgue, sous juridiction provinciale, dans chaque région.

Ainsi, lorsqu'il y aurait un accident mortel dans la ville de Montréal, par exemple, les fourgons de la morgue se rendraient sur les lieux, et on éviterait les disputes qui se font aujourd'hui entre les entrepreneurs de pompes funèbres. Une morgue appartenant à l'État québécois coûterait moins cher. Le fouillis actuel disparaîtrait. Les ambulances n'auraient plus de problèmes après les accidents mortels. Actuellement, les premières arrivées sur les lieux se disputent les corps chauds.

M. Gabias (Trois-Rivières): Avec une morgue provinciale, on risque que les corps soient froids¹².

Le gouvernement actuel s'adresse parfois à des entrepreneurs de pompes funèbres différents de ceux auxquels on avait recours autrefois. On ne comprend pas les changements opérés concernant certains entrepreneurs de pompes funèbres, changements accomplis sans plaintes, et je pense par exemple au cas de Trois-Rivières. Pourquoi enlever le contrat de la morgue à la Maison Rousseau et Frère pour le donner à la Maison Philibert? Quelle raison motive ce transfert?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ah mon Dieu! Pas compliqué. La raison, c'est que la Maison Rousseau avait la morgue depuis 20 ans. On a voulu donner une chance aux autres, par rotation. Nous appliquons le système de la rotation.

Les morgues sont sujettes à l'examen des ministères de la Santé et du Travail. Je ferai enquête, dit-il, au sujet de l'affirmation du député de Trois-Rivières, à l'effet que la morgue fut transportée ailleurs sans qu'il n'y eût de plaintes.

M. Gabias (Trois-Rivières): D'autre part, on peut se demander si les coroners de demain seront recrutés parmi les avocats plutôt que parmi les médecins. Le procureur général a-t-il l'intention de donner suite à une recommandation déjà faite de confier le poste de coroner à des avocats au lieu des médecins?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): La majorité des coroners de la province sont des médecins qui ont souvent besoin d'un avocat. Il y a aussi un certain nombre de coroners avocats qui ont, à leur tour, besoin d'un médecin. Il n'est d'ailleurs pas facile de trouver partout des membres du Barreau qui acceptent les fonctions de coroner. Personnellement, je ne suis pas en faveur de nommer exclusivement des avocats comme coroners, pas plus que je ne suis en faveur de nommer exclusivement des médecins.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Curatelle publique (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il faudrait faire de grands changements au département de la curatelle publique. Ce département comptait 46 employés, au 31 mars 1961, et plus de 60 employés, au 31 mars 1962.

Ces employés ont une tâche considérable à accomplir. Ainsi, pour les immeubles sous leur surveillance, ils détiennent des polices d'assurance pour un montant global de \$65,000,000.

M. Gabias (Trois-Rivières) suggère qu'un fonctionnaire, dans chaque district judiciaire, soit chargé de prévenir la curatelle publique dès que les cas se présentent.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureau de censure du cinéma (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Bertrand (Missisquoi): Le gouvernement entend-il présenter une loi touchant à la censure des films ainsi que certaines personnes l'ont recommandé, notamment les rédacteurs du rapport de la commission spéciale au sujet de la censure cinématographique, publié il y a quelques mois¹³?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il n'est sûrement pas question de présenter une loi au cours de la présente session pour modifier la loi de la censure cinématographique, si la température demeure la même dans le domaine de la censure. Plus tard, on verra. Au cours de la prochaine session? C'est une chose possible, mais il n'y a rien de certain encore. De toute façon, il ne faut pourtant pas laisser traîner cette question et, chose certaine, il faudra en arriver à une loi; cela ne saurait tarder.

Il y a des grandes différences d'opinions des gens devant le problème de la censure; il y a les pour, il y a les contre, et personne ne veut en démordre. Je me demande s'il est possible de trouver un moyen terme pour régler la question. D'un côté, des gens réclament une loi sur la censure cinématographique, et on invite le procureur général à s'en occuper; d'un autre côté, des avocats conseillent au procureur général: N'y touchez pas, c'est de la dynamite. En fait, que l'on y touche ou que l'on n'y touche pas, le problème de la censure des films, c'est encore et toujours de la dynamite, peu importe la manière dont il est traité.

M. Maltais (Québec-Est): Il est nécessaire d'avoir une censure pour les films dans la province de Québec, pour des raisons de moralité.

M. Bertrand (Missisquoi): Il y a aussi le problème posé par les films présentés à la télévision. Les enfants voient beaucoup plus de films à domicile qu'au cinéma, grâce à la télévision. La censure des films projetés dans les cinémas ne servirait à rien si les films, que les familles peuvent voir sur l'écran de leur téléviseur, ne sont pas eux-mêmes censurés. Y aurait-il possibilité de censurer les films télévisés?

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): La télévision et la censure des films télévisés relèvent de l'administration fédérale.

M. Bertrand (Missisquoi): La responsabilité appartient surtout aux parents, tout d'abord, à cause de certains films télévisés qui viennent des États-Unis. Les postes de télévision américains peuvent être captés dans certains secteurs du Québec.

M. Gabias (Trois-Rivières): Le procureur général a les pouvoirs nécessaires pour exercer un contrôle sur les films, à leur entrée dans la province, et il devrait étudier la possibilité d'une réglementation au sujet des films qui doivent être projetés dans les cinémas, mais aussi pour ceux qui entrent dans la province pour y être présentés à la télévision.

M. Johnson (Bagot): Il y aurait quelque chose à faire de ce côté-là. Le procureur général devrait en effet étudier la possibilité d'une réglementation des films qui entrent dans la province pour être projetés à la télévision.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Oui, il y a en effet quelque chose à faire de ce côté-là, mais à une condition: il faudrait alors que Radio-Canada consente à soumettre ses films aux censeurs québécois.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-deux mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission de refonte du Code civil (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) espère que la Commission de refonte du Code civil pourra présenter un rapport, qui consisterait en un projet de refonte, d'ici six mois ou un an.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-sept mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission de refonte du Code de procédure civile (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

M. Gabias (Trois-Rivières) demande au procureur général d'exposer le travail accompli jusqu'ici dans le domaine de la protection civile. Le budget, déclare-t-il, ne comprenait aucun montant alloué à ce service, l'année dernière, alors que le procureur général lui affecte \$280,000 cette année¹⁴.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) fait un résumé de la situation de la protection civile dans la province, expose longuement les conversations qu'il a eues à Ottawa, sur le sujet, et expose le travail d'organisation déjà amorcé.

En 1962-1963, le budget est de \$1,400,000 pour la protection civile et sera consacré à la défense civile dans la province; Ottawa paiera les 75 % des dépenses. De cette somme, \$700,000 sont considérés comme contribution à la réalisation de certains projets municipaux. Pour sa part, la province aura à déboursier \$280,000, le reste étant payé par le gouvernement fédéral.

L'organisme provincial de la protection civile, dont le bureau-chef se trouve à Petite-Rivière, près de Québec, est en bonne voie d'organisation dans ses propres locaux aménagés à cette fin. Le coordonnateur provincial est le major Fernand Dostie, tandis que M. Fernand Caron, de Montréal, est le directeur du nouvel organisme. Cet organisme compte également sur l'aide et l'appui des représentants du fédéral, des principaux ministères ou organismes provinciaux, et des organisations locales ou régionales de la protection civile. La protection civile compte présentement une trentaine d'employés à plein temps; la plupart sont des fonctionnaires spécialistes en protection et dans leur sphère.

À la suite de rencontres avec les officiers supérieurs de la région militaire du Québec, une collaboration étroite a été établie avec une ligne de conduite bien délimitée. Depuis un an, plusieurs rencontres ont eu lieu à l'échelon national. Grâce aux négociations qui ont commencé avec les autorités fédérales de la protection civile en 1961, des cours en langue française sont organisés au Collège canadien à Amprior, en Ontario, sur le problème de la défense civile, et d'autres suivront.

Le gouvernement du Québec a reçu l'assurance qu'une étude est en cours, pour permettre la transmission simultanée de messages dans les deux langues des consignes des quartiers généraux pour les exercices en cas d'urgence ou en cas d'attaque sur notre territoire.

Des pourparlers se poursuivent pour que l'on définisse clairement, à la satisfaction de tous, le rôle du commissaire fédéral dans la province. Notons qu'on a prévu, à Valcartier, l'installation d'un abri pour le premier ministre et ses principaux adjoints, pour leur permettre de continuer l'administration de la province, en cas d'attaque.

La province de Québec, sur le plan de la protection civile, est divisée en huit zones, dont la plus importante et la plus vulnérable du pays se

trouve à Montréal et s'étend bien au-delà des limites de l'île de Montréal. Il est nécessaire de considérer la région de Montréal comme une région à part. Un comité, réunissant des représentants du fédéral, du provincial et de la région métropolitaine, a été formé pour étudier les problèmes particuliers soulevés par la région de Montréal, en cas d'attaque nucléaire ou thermonucléaire.

Cet organisme siégera bientôt et doit faire rapport en septembre ou en octobre prochain. La destruction de Montréal entraînerait la désorganisation du reste du pays. La région du Saguenay-Lac-Saint-Jean est la meilleure région organisée de la province pour la protection civile. L'équipe de protection civile de Chicoutimi a remporté un prix mondial sur ce sujet l'an dernier, près de Washington.

Une école de la protection civile est en organisation dans la région de Québec pour desservir toute la province. On y enseignera, au début, le sauvetage, la défense radiologique et la lutte contre l'incendie. Les spécialisations et les cours au niveau supérieur continueront d'être diffusés au Collège canadien à Arnprior, en Ontario.

D'autre part, on formera prochainement un comité consultatif provincial de la protection civile. Il sera composé de représentants de divers organismes tels que la chambre de commerce, l'Union des municipalités, les mouvements ouvriers et patronaux, la Croix-Rouge, l'Association des manufacturiers, l'Ambulance Saint-Jean. Il aura pour tâche d'aider et de conseiller le ministère responsable de la protection civile dans la province.

Il est reconnu qu'un organisme de protection civile bien agencé et bien coordonné peut rendre d'innombrables services non seulement dans le cas d'attaques ennemies sur notre territoire, mais aussi pour sauvegarder les vies humaines et pour minimiser les dégâts qui peuvent être causés par des désastres naturels, comme dans le cas qui s'est produit dans la Beauce, le printemps dernier, plus précisément la situation créée par le barrage Gayhurst.

De concert avec le ministère des Richesses naturelles et avec quelques autres, y compris les maires des municipalités de la région, l'armée canadienne, les services fédéraux et les services publics, il a été possible, en peu de temps, par une simple coordination des efforts, de mettre sur pied:

a) un système d'alerte complet tant par radio, par téléphone que par sirène et hélicoptère équipé de mégaphone;

b) une élaboration de plans municipaux, y compris un système d'assistance mutuelle avec les municipalités adjacentes;

c) une organisation et une coordination des moyens médicaux, y compris la prévention des épidémies;

d) une installation de cuisines mobiles;

e) une mise sur pied de nombreuses équipes qui procéderont aux réparations urgentes des bris sur les lignes de pouvoir électrique;

f) une mise en place de trois postes de radiodiffusion qui permettraient d'alerter et de renseigner les populations concernées;

g) une coordination des mesures préventives instituées par les ministères provinciaux des Richesses naturelles, de la Voirie, de la Santé, ainsi que de la Famille et du Bien-être social.

Un tel service sera organisé incessamment.

M. Gabias (Trois-Rivières) questionne le procureur général au sujet des relations entre l'armée et les instances provinciales qui s'occupent de la protection civile.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):

Bien que l'armée aurait des tâches particulières à accomplir en cas d'urgence, elle n'aurait pas d'ordre à donner aux organismes ou ministères provinciaux du Québec qui s'occupent de la protection civile.

M. Johnson (Bagot) convient qu'il faut rendre la population consciente de ce problème, et préconise une campagne d'éducation dans le public sur l'importance du rôle que la protection civile peut jouer en cas d'urgence. On pourrait faire jouer, dit-il, un rôle actif aux députés en les chargeant de la propagande dans ce domaine.

Il serait important pour les députés d'être bien informés par le coordonnateur de la protection civile des moyens d'action de la défense civile, afin de pouvoir à leur tour instruire les autorités locales dans leurs comtés.

Il faut bien se préparer¹⁵ partout. Si un état d'urgence survient tout à coup dans la province ou dans la région, je me demande vraiment comment on prendrait la chose, comment on pourrait obéir aux ordres.

Les députés ne sauraient pas comment prendre la chose. Ils seraient également dans l'impossibilité de partager leur rôle avec les autres autorités locales. Si l'on veut que la protection civile veuille dire vraiment quelque chose, on doit s'en occuper.

Il demande au procureur général d'instruire les députés sur leur rôle en cas d'attaque ou de situation d'urgence.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il sera peut-être possible à la prochaine session, l'an prochain, de réunir les députés dans une grande salle du parlement, afin de les informer du travail et des moyens d'action dont disposera le comité provincial de protection civile. Si un désastre survenait dans la province, je crois que notre comité pourrait apporter l'aide la plus considérable et la plus efficace.

M. Johnson (Bagot): Dans ce cas, que ceux qui entretiennent de noirs desseins contre nous se le tiennent pour dit: Nous avons une organisation formidable, au moins sur le papier.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission d'enquête sur la vente du réseau de gaz de l'Hydro-Québec et diverses autres questions (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Johnson (Bagot): Quels sont les nouveaux délais accordés à la commission royale d'enquête et à quelle date peut-on espérer lire les rapports des enquêteurs, à la suite des délais que le gouvernement a accordés aux commissaires pour la production de leurs rapports?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)¹⁶: La commission royale Salvas a jusqu'au 1^{er} août pour présenter son rapport sur l'enquête au sujet de la vente du réseau de distribution de gaz d'Hydro-Québec, et jusqu'au 1^{er} octobre pour déposer ses conclusions de l'enquête sur le système des achats, au ministère de la Colonisation, du temps du gouvernement de l'Union nationale.

M. Johnson (Bagot): Les commissaires sont-ils encore rémunérés, maintenant que les audiences sont finies?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Oui, les commissaires-enquêteurs sont encore rémunérés même si les séances publiques de la commission sont terminées.

M. Johnson (Bagot): Les avocats aussi?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Non, les avocats de la commission ne reçoivent plus aucune rémunération.

M. Johnson (Bagot) pose une question sur les frais des enquêtes du juge Chabot¹⁷.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Les frais des enquêtes du juge Chabot sont couverts par le budget du ministre de la Santé.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Honoraires, subventions et autres dépenses (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté¹⁸.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions six cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Des députés de l'opposition questionnent longuement le ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard) au sujet de plaintes de certains employés qui n'auraient pas été payés depuis quelques semaines déjà, et des manifestations auxquelles ont donné lieu ces retards.

Un député de l'opposition interroge le ministre de la Voirie au sujet des employés du comté de Chambly qui n'ont pas reçu de paie depuis six semaines. On rapporte, dit-il, que plusieurs d'entre eux, pour empêcher que leur famille crève de faim, doivent aller quêter chez les sœurs et auprès de la Société Saint-Vincent-de-Paul. Les démarches auprès des fonctionnaires et auprès des députés demeurent vaines. Personne ne sait rien, sauf qu'aucun chèque n'était encore en route, de Québec, la semaine dernière, à l'adresse de ces employés de la voirie¹⁹.

M. Talbot (Chicoutimi): Rien ne saurait justifier de tels délais.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Les retards qui se produisent sont surtout attribuables aux chefs de section, qui omettent d'envoyer les bordereaux à temps au département de la comptabilité. Le département tente d'améliorer le système et s'occupe à corriger la situation. On vise aussi, pour un prochain avenir, à mécaniser le système de comptabilité, afin d'accélérer le service.

M. Johnson (Bagot): Ce que les journaux racontent, à l'effet que la paie des employés du ministère de la Voirie est parfois en retard de quatre, cinq et même sept semaines, est-il vrai²⁰? Comment le ministre de la Voirie explique-t-il les retards apportés dans le paiement des salaires des fonctionnaires de la Voirie?

L'honorable M. Pinard (Drummond): C'est faux, les paies ne sont pas en retard de sept semaines, mais il est arrivé, par exception, qu'elles aient été en retard de cinq semaines.

Le système de paie était mal organisé autrefois. Depuis plus de 25 ans, on utilisait un système manuel pour préparer les paies, et il y a toujours eu des retards. Pas plus tard que ce matin, j'ai conféré avec mes employés et je puis vous assurer que, d'ici au 9 juillet, nous aurons réorganisé tout cela et complété la mécanisation de la paie. Et, avec ce système, les paies seront faites à trois jours de la réception des bordereaux.

M. Talbot (Chicoutimi): Qu'il y ait eu des retards dans les paies, à la Voirie, dans le passé, c'est vrai. C'est vrai depuis deux ans. Mais, pendant les 20 ans au cours desquels j'ai été ministre, les paies n'étaient pas en retard et il n'y a eu aucune plainte à ce sujet.

M. Laporte (Chambly): Dans le comté de L'Assomption, on se plaint de ces retards depuis au moins 10 ans.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Il y a eu des retards dans le passé, mais on étouffait la voix des protestataires en les congédiant s'ils se plaignaient.

M. Talbot (Chicoutimi) souhaite au ministre de la Voirie d'avoir du succès avec son système de comptabilité, surtout en ce qui concerne la paie des employés.

L'étude de la résolution est suspendue.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Des représentants du peuple auraient-ils objection à ce que l'Assemblée législative siège lundi, jour férié, pour que la prorogation puisse avoir lieu à la fin de la semaine? Je ne veux pas prendre cette décision tout seul. Les membres de l'Assemblée législative décideront s'ils doivent siéger ou non.

M. Johnson (Bagot) réaffirme le désir de collaboration de l'opposition. Personnellement, je n'ai pas d'objection au projet, dit-il, mais je doute fort que la session puisse finir samedi prochain, soit le 7 juillet. La publicité qu'ont donnée les journaux aux paroles du premier ministre quand il a exprimé l'espoir que la session se terminerait samedi prochain, le 7 juillet, place l'opposition en mauvaise posture.

Cette publicité aura pour effet d'appliquer une forte pression contre l'opposition, mais celle-ci saura résister²¹. Cette nouvelle rapportée par tous les journaux a pour effet de laisser croire au public que, si la session se prolonge au-delà de la semaine prochaine, on nous tiendrait automatiquement responsables de tout retard et on nous accuserait de faire de l'obstruction. Il reste 38 bills privés à étudier...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il est déjà arrivé que l'examen de quelques bills privés soit reporté à la session suivante; ce ne serait pas un précédent.

M. Johnson (Bagot): Je me réjouis de cette possibilité, dit-il. Même si cela était, il reste les lois publiques. Aujourd'hui même, la Chambre a entendu la première lecture de six nouveaux projets de loi du gouvernement. Quatre autres avis de motion figurent à l'appendice du *Feuilleton* et n'ont même pas encore subi leur première lecture...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Et il y en aura probablement une autre²², en plus de celles déjà connues.

M. Johnson (Bagot): Ajoutons huit autres projets de loi au *Feuilleton*, qui en sont à divers stades de la procédure d'adoption, et nous arrivons

au total impressionnant de 18 lois publiques, en tout, qui n'ont pas encore été votées par l'Assemblée. et même 19, si on ajoute l'autre loi dont a parlé le premier ministre. Il s'agit d'un programme législatif très important, et tout ça, on s'attend à l'étudier d'ici à la semaine prochaine. Il est impossible qu'en une semaine seulement l'Assemblée législative puisse passer au travers des quelque 18 nouvelles lois gouvernementales, de l'étude des dernières prévisions budgétaires, etc.

M. Bertrand (Missisquoi): Je ne pense pas que le Parlement provincial pourra terminer son travail d'ici huit jours, même en siégeant lundi.

M. Johnson (Bagot): Parmi ces 18 lois, 18 auraient dû être déposées plus tôt. On ne pourra pas blâmer l'opposition si la session ne finit pas le 7 juillet. Même si la session finissait le 13 juillet et non le 6, ce ne serait pas la plus longue, contrairement aux prétentions de certains journaux, même *Le Montréal-Matin*, puisque celle de l'an dernier a duré du 10 novembre au 10 juin.

Avec un ordre du jour aussi chargé que celui que l'on connaît, le gouvernement serait mal venu de faire des reproches d'obstruction au groupe de l'Union nationale, si la prorogation des Chambres n'a pas lieu samedi prochain, et je ne voudrais pas que l'on blâme l'opposition si la session se prolonge au-delà du 7 juillet...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) offre d'aller chercher de la documentation pour établir que les députés ont souvent siégé jusqu'en fin de juillet.

Des députés de l'opposition: Dans le temps, la session débutait au mois de mars.

M. Johnson (Bagot): (Sur un ton badin) C'était sous les régimes libéraux; il n'y avait pas de chemin et il fallait attendre l'été pour commencer. Il est déjà arrivé que la session finisse à une date aussi tardive, mais, dans ces cas-là, elle avait commencé beaucoup plus tard que cette année et n'avait duré que trois ou quatre mois au plus. La présente session s'est ouverte le 9 janvier dernier. Il y aura donc bientôt six mois qu'elle est ouverte.

Enfin, la nomenclature faite précédemment ne comprend pas diverses autres lois dont on fait mention dans le discours du trône et qui ne sont pas encore même à l'horizon, telles que la division territoriale des circonscriptions électorales, la

modification de la curatelle publique, les modifications à la loi des accidents de travail.

Au sujet du projet de remaniement de la carte électorale, on a eu, dans la matinée, au comité de la loi électorale, des indications que le gouvernement y avait renoncé même si le discours du trône de janvier y faisait allusion²³. Il cite le mot "légiférer" du discours²⁴ et y voit l'implication d'une décision, dit-il. Et pourtant, le discours du trône remonte au 9 janvier et le gouvernement a eu amplement le temps de rédiger ces lois...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Alors, nous allons siéger lundi à trois heures malgré que le 2 juillet soit jour de congé.

M. Johnson (Bagot): Le menu est bien considérable dans l'espoir de pouvoir terminer la session à la fin de la semaine. Il est drôle que le Parlement décrète jour de congé la journée de lundi et soit le premier à y manquer.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Pour mettre fin à la session, dit-il, je me rappelle avoir siégé le jour de la Confédération à Ottawa; un précédent a donc déjà été créé²⁵. Si la Chambre veut terminer ses travaux le 7 juillet, cette séance de lundi est absolument nécessaire.

Il propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à lundi, à trois heures de l'après-midi²⁶.

Adopté.

La séance est levée vers 6 heures.

NOTES

1. *La Tribune* du 30 juin 1962, à la page 1, note l'absence du ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) qui est hospitalisé. Ceci explique pourquoi M. Lesage interviendra, durant la présente séance, sur un fait publié concernant le ministre de la Santé.

2. *Le Montréal-Matin* du 30 juin 1962, à la page 7, précise que la réduction accordée par Ottawa

consistait en un abattement de 1 % de l'impôt perçu sur les revenus des sociétés commerciales et industrielles, entièrement déductible de l'impôt fédéral.

3. *Le Montréal-Matin* du 30 juin 1962, à la page 9, souligne, lors de la présentation des cinq projets de loi par M. Gérin-Lajoie, que les courriéristes parlementaires ont remarqué que ce dernier prenait des intonations qui caractérisaient les discours de M. Louis Saint-Laurent, ancien premier ministre du Canada.

4. Par grande charte de l'éducation, on entend les huit lois adoptées lors de la session précédente, (bills 80 à 87) qui favorisent, en somme, une plus grande accessibilité aux études et l'amélioration de l'enseignement. Pour une brève description de ces lois, voir notamment *L'Action catholique* du 25 mai 1961, à la page 1.

5. Selon *Le Soleil* du 30 juin 1962, à la page 3, le bill 52 prolonge plutôt d'une année le paiement des subventions accordées par les lois de l'éducation, l'an dernier.

6. On trouve "universitaire" dans le titre de la loi apparaissant dans les *Statuts de la province de Québec* (10-11 Elizabeth II, chapitre 15), mais dans aucune des étapes législatives de cette loi. Par contre, le titre en anglais contient "university". Enfin, notons que la loi 55 modifie la loi pour faciliter la formation universitaire du personnel enseignant des écoles secondaires, des écoles normales et des collèges classiques ainsi que les recherches relatives à l'enseignement (9-10 Elizabeth II, chapitre 26).

7. "Tout comme les ex-ministres de la Santé Albiny Paquette et Arthur Leclerc. Le Dr Alphonse Couturier est impliqué dans l'enquête sur le sanatorium Ross", dans *La Presse* du 28 juin 1962, aux pages 1 et 2.

8. *Le Montréal-Matin* du 30 juin 1962, à la page 9, et *Le Devoir* du même jour, à la page 9, précisent que M. Lesage fait sa déclaration à partir d'un document écrit.

9. *Sub judice* signifie, littéralement, "sous le juge ou", plus précisément, "sous l'autorité judiciaire". Cette locution se dit d'une affaire soumise au tribunal qui n'a pas encore rendu sa décision. Elle évoque la règle de droit qui interdit les commentaires, notamment dans les médias d'information,

susceptibles d'influencer la décision judiciaire à venir ou de faire croire que l'impartialité du tribunal sera atteinte. Même le Parlement se plie à la règle du *sub judice*. Voir: Albert Mayrand, *Dictionnaire de maximes et locutions latines utilisées en droit*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 1994, 3^e édition.

10. Loi concernant les enquêtes sur les affaires publiques, *Statuts refondus de la province de Québec*, 1941, chapitre 9.

11. À la suite de l'intervention de M. Lesage, rapportée dans l'article "L'enquête sur le sana Ross. M. Lesage s'en prend à une manchette de *La Presse*", dans *La Presse* du 30 juin 1962, à la page 13, la rédaction de *La Presse* sent le besoin de rappeler que: "(...) dans son témoignage devant la commission Chabot (sur l'administration des sanatoriums Ross et Bégin), le Dr Jean-Charles Beaudet, sous-ministre suppléant de la Santé, a affirmé à plusieurs reprises n'avoir appris qu'en mars 1962, de la part de l'auditeur de la province, l'illégalité ou l'irrégularité de certaines pratiques qui avaient cours au ministère de la Santé dans le versement de subventions gouvernementales faites en vertu de l'assistance publique. Jusqu'à cette date, comme le prouve le paiement de \$950 au Dr Gilbert par le "détour habituel" du sanatorium Ross, en octobre 1960, M. Beaudet affirme avoir continué à utiliser les mêmes pratiques, même avec le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier). D'autre part, la manchette de *La Presse* disait: "Comme les ex-ministres de la Santé Albiny Paquette et Arthur Leclerc, le Dr Alphonse Couturier est impliqué dans l'enquête sur le sanatorium Ross." Le dictionnaire Quillet donne la définition suivante du mot "impliquer": "Envelopper, comprendre quelqu'un dans quelque affaire fâcheuse (...) engager dans quelque chose (...). Or, le Dr Couturier, en tant que ministre, est responsable des actes administratifs de son sous-ministre, M. Beaudet."

12. Selon *L'Événement-Journal* du 30 juin 1962, à la page 15, cette intervention est plutôt de M. Johnson.

13. M. Bertrand fait référence aux premières recommandations du *Mémoire du comité provisoire pour l'étude de la censure au cinéma*, document de la session no 56, déposé en Chambre le 20 février 1962, aux pages 77-79.

14. Ces crédits statutaires, bien qu'ils n'apparaissent pas dans les *Journaux de l'Assemblée législative*,

figurent tout de même dans les *Comptes publics, 1963*, puisque ce sont des crédits adoptés dans le cadre de la loi concernant la protection civile dans la province (14-15 George VI, chapitre 50).

15. Selon la seule source qui fasse mention de ce passage, soit *Le Montréal-Matin* du 30 juin 1962, à la page 9, le verbe employé par M. Johnson serait "pénéttrer", mais cela ne fait manifestement aucun sens.

16. *Le Nouvelliste* du 30 juin 1962, à la page 19, et *La Presse* du 5 juillet 1962, à la page 14, attribuent cette réponse, et les deux suivantes, à M. Lapalme, dont la Chambre étudie les crédits.

17. M. Johnson fait référence aux enquêtes sur les sanatoriums Ross et Bégin, dirigées par le juge Victor Chabot.

18. *Le Nouvelliste* du 30 juin 1962, à la page 1, note que la Chambre a terminé l'étude des crédits du procureur général (l'honorable M. Lapalme) peu avant 5 heures.

19. Cette intervention est à prendre avec prudence, car elle provient d'un article du *Temps* du 5 juillet 1962, à la page 15, qui ne permet pas de confirmer ou d'infirmer hors de tout doute si cela a bel et bien été dit en Chambre.

20. Voir, entre autres, "Pas de salaire: les employés l'affirment", dans *Le Montréal-Matin* du 30 juin 1962, à la page 7.

21. Selon *La Tribune* du 30 juin 1962, à la page 18, M. Johnson accepte plutôt la pression considérable due à la publicité donnée à la déclaration de M. Lesage.

22. M. Lesage asticote certainement M. Johnson en envisageant la possibilité de revenir sur la promesse faite lors de la séance du 28 juin 1962 qu'il n'y aurait pas d'autres lois; d'autant plus que cette loi pourrait concerner la nationalisation de l'hydro-électricité.

23. Voir, entre autres, "Redistribuera-t-on les comtés électoraux?", dans *Le Nouvelliste* du 30 juin 1962, à la page 19; "Les comtés ruraux demeureraient inchangés. Plus de comtés à Montréal", dans *La Presse* du 30 juin 1962, à la page 1; et "Aux oubliettes! Comme le projet de l'université Loyola", dans *Le Montréal-Matin*, du 30 juin 1962, à la page 5.

24. La source, *La Tribune* du 30 juin 1962, à la page 18, ne précise pas de quel discours il s'agit, mais le contexte nous pousse à croire qu'on fait référence au discours du trône.

25. Durant ses mandats aux Communes, M. Lesage a siégé trois fois le 1^{er} juillet, soit en 1947, 1952 et 1955. Il ne s'agissait d'ailleurs pas d'un précédent, puisque la Chambre des communes s'était aussi réunie les 1^{er} juillet 1891 et 1931.

26. *La Tribune* du 30 juin 1962, à la page 18, note qu'au moment de l'ajournement, il n'y a guère plus de la moitié des députés en Chambre, soit 35 libéraux et une quinzaine députés de l'opposition.

Séance du lundi 2 juillet 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports du comité spécial:

Étude de la loi électorale

M. Lechasseur (Verchères): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité spécial chargé de l'étude du bill 15 intitulé: loi électorale de Québec.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 15 intitulé: loi électorale de Québec;
- bill 49 de la contestation des élections provinciales.

Projets de loi:

**Loi
des services publics**

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 59 modifiant la loi des services publics.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): À l'avenir, une municipalité n'aura pas le droit d'ordonner et de commencer, sans l'autorisation préalable de la Régie des services publics, l'installation ou la prolongation d'un réseau de distribution d'eau potable, lorsqu'il existe déjà dans la localité un aqueduc qui a été l'objet de l'approbation de cette Régie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
conditions de l'habitation**

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 60 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Baie-Comeau

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 61 concernant la ville de Baie-Comeau et les commissaires d'écoles de Baie-Comeau.

En vue d'additions possibles aux installations de Quebec North Shore Paper Company, Canadian British Aluminium Company Limited et Cargill Grain Company Limited, ce projet rend non applicables à ces additions les dispositions d'après lesquelles les impôts pour fins municipales qui devront être payés par ces compagnies seront basés sur les taux actuels de la taxe foncière générale, même si ces taux sont baissés quant aux autres contribuables.

Le nouveau texte, tout en laissant subsister cette disposition à l'égard des constructions actuelles, permettra à ces compagnies de bénéficier, à l'égard des additions, de toute réduction générale du taux des taxes qui pourrait survenir après ces additions.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
tribunaux judiciaires**

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 62 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): La pension a été payée jusqu'à ce jour, même si le texte de la loi n'était pas explicite.

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont): Jusqu'à présent, la veuve avait droit à une pension si le juge était mort avant d'avoir pris sa retraite.

L'article 2 du bill 62 stipule que la pension sera due à la veuve non seulement si le décès est survenu alors que le juge était en fonction, mais, encore, s'il est mort après avoir été mis à sa retraite.

D'autre part, l'article 2 a pour objet de faire constater par la Cour du banc de la reine, siégeant à titre de Cour d'appel, l'incapacité permanente qui rend obligatoire la retraite d'un juge des sessions ou d'un autre juge auquel les dispositions relatives à la retraite sont applicables.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des conditions de l'habitation

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 60 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

M. Bellemare (Champlain) demande que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) dépose les règlements édictés par le lieutenant-gouverneur en conseil, concernant les conditions à remplir pour bénéficier de l'aide du gouvernement sous l'empire de la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest): Ces règlements ont déjà été déposés.

M. Bellemare (Champlain) insiste pour qu'on les distribue à nouveau, en prévision de l'étude du bill 60 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

La motion est adoptée.

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 60 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté.

Questions et réponses orales:

Prison de Chicoutimi

M. Talbot (Chicoutimi): Le premier ministre a-t-il reçu un rapport concernant une émeute qui s'est déroulée à la prison de Chicoutimi, en fin de semaine?

Le gouvernement en connaît-il les dommages, les causes, les conséquences? Ce n'est pas la première fois qu'on se mutine à cette prison.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je n'ai pas les détails sous la main, dit-il. Je vais

m'enquérir et prendre les informations nécessaires pour les communiquer à la Chambre.

Demandes de documents concernant la route de Chicoutimi-Nord à Tadoussac

M. Talbot (Chicoutimi): Le 9 juin 1961, à la veille de la fin de la dernière session, la Chambre basse approuva une motion pour production de documents présentée par lui. Lesdits documents n'ont pas encore été déposés. Le seront-ils bientôt?

L'honorable M. Pinard (Drummond) donne l'assurance qu'ils seront déposés aujourd'hui.

Grèves des plombiers et des camionneurs

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): En cas de différend mettant aux prises patrons et ouvriers, je suis toujours prêt à remplir les fonctions d'un médiateur, en vue d'éviter une grève que les plombiers de la région de Québec menacent de déclencher aujourd'hui.

M. Johnson (Bagot): Le ministre provincial du Travail est-il intervenu pour éviter la grève des plombiers dans la région de la Vieille Capitale?

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai assisté, samedi, au congrès de la Fédération du bâtiment. On m'a avisé de la possibilité d'une cessation du travail.

J'ai fait remarquer à un représentant que le bureau du ministre, au parlement, est toujours ouvert pour des discussions et pour tenter de régler les problèmes de l'heure. Mais j'ai aussi fait observer que, dans la province de Québec, nous n'avons pas l'arbitrage obligatoire...

M. Bellemare (Champlain): Le ministre a-t-il du nouveau au sujet de la grève des camionneurs à Montréal? Les intéressés se sont rendus à Toronto pour tenter de régler le litige, et ils sont revenus à Montréal, mais la grève se poursuit toujours.

Par ailleurs, les compagnies de camionnage ont ouvert les portes de leur établissement, en invitant les camionneurs à reprendre le travail. Cette décision des compagnies est sujette à provoquer du trouble.

À la suite des négociations des camionneurs en Ontario, pour solutionner une grève de huit

semaines, celle-ci a pris fin. Maintenant que la grève des ouvriers de l'industrie du camionnage est terminée en Ontario, le ministre du Travail du Québec va-t-il tenter de régler au plus tôt le conflit qui oppose les routiers de la province à huit compagnies de transport? Le ministre a déjà déclaré qu'il attendait le règlement du conflit en Ontario!

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Moi, j'ai dit cela! Je prends la question comme avis, dit-il, et j'y répondrai. Il demande au député de Champlain de lui faire parvenir une copie de sa question qui est écrite. Il demande une journée ou deux pour réfléchir, avant d'informer le député de l'état actuel des négociations.

Projets de loi:

Loi sur la fraude et la corruption municipales

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 modifiant la loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité. Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 53 sans l'amender.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 modifiant la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité. Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de

délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau¹.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la présente séance.

Bureau de la statistique

L'honorable M. Rousseau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 du Bureau de la statistique du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 36 du Bureau de la statistique du Québec.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Rousseau (L'Islet) propose: 1. Que le Bureau de la statistique du Québec, constitué en vertu de l'article 2 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, se compose d'un directeur, d'autres fonctionnaires et d'employés nommés suivant la loi du service civil et que le ministre puisse aussi employer temporairement toutes personnes nécessaires pour recueillir, pour le Bureau, les renseignements statistiques qu'il jugera utiles dans l'intérêt public.

2. Que les dépenses découlant de la mise à exécution de la loi qui accompagne les présentes résolutions soient payées avec les deniers votés annuellement à cette fin par la Législature.

M. Bellemare (Champlain) demande au ministre s'il a un candidat en vue comme directeur du Bureau.

L'honorable M. Rousseau (L'Islet) mentionne le nom d'un monsieur Bergevin.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 36 du Bureau de la statistique du Québec.

Le comité poursuit l'étude du bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 36 après l'avoir amendé².

Le bill amendé est lu et agréé.

Loi des cités et villes

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 54 modifiant la loi des cités et villes.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. L'article 95 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne du premier alinéa, les mots "banque légalement constituée" par les mots "banque ou caisse populaire légalement constituée et désignée par le conseil".

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Ne serait-il pas bon de mettre une limite à ces dépôts? demande-t-il au premier ministre. Les banques seules

sont en mesure de rendre certains services aux municipalités, tels qu'échanges de coupons, emprunts temporaires, etc. Il craint que les municipalités soient en difficulté lorsqu'elles demanderont ces services aux banques. Il demande d'imposer une limite aux dépôts des municipalités dans les caisses populaires, soit de 10 %, 15 % ou 20 %.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il est toujours dangereux d'imposer des limites aux municipalités dans des cas de ce genre. Je suis convaincu que tout s'arrangera dans l'intérêt général.

L'article 4 est adopté.

Le comité étudie le deuxième paragraphe de l'article 5, qui se lit comme suit:

"12^a. Toute personne trouvée coupable d'un acte criminel punissable de cinq ans d'emprisonnement ou plus, après avoir été antérieurement trouvée coupable de deux actes criminels ainsi punissables; cette inhabilité subsiste durant vingt années après le terme d'emprisonnement fixé par la sentence et, s'il y a condamnation, à une amende seulement, ou si la sentence est suspendue, durant vingt ans de la date du jugement de culpabilité."

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Pourquoi on attend une troisième condamnation pour écarter définitivement un récidiviste?

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est): On a tenu compte du fait qu'il y a déjà un article à la loi des cités et villes prévoyant une inhabilité de cinq ans pour une offense au Code criminel. Mais il fallait prévoir le cas de récidivistes notoires. Nous avons pensé qu'il nous fallait un nouveau texte et nous introduisons cette modification. Chaque fois que quelqu'un commet un acte criminel, il est inhabilité pour cinq ans. La troisième fois, il l'est pour 20 ans.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): On s'est basé sur un amendement qui a été apporté au Code criminel, il y a quatre ou cinq ans, par le gouvernement fédéral. Il fallait trouver un barème pour définir ce qu'est un récidiviste.

M. Johnson (Bagot): Pourquoi pas sévir dès la deuxième offense? Quelle raison y a-t-il d'attendre la troisième offense?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je me suis demandé si, en agissant ainsi, on ne

toucherait pas à plusieurs personnes en fonction. Pour être sûr, je suis allé à la source, au droit criminel. Le gouvernement voulait être certain que des citoyens actuellement chargés de fonctions publiques ne seraient pas touchés par le projet de loi.

M. Johnson (Bagot): L'absence d'une sanction sévère pour la première récidive, qui est en somme la deuxième offense, donne l'impression que cette modification est dirigée contre une seule personne. Il n'y a pas de joint entre cinq et 20 ans, et il devrait y en avoir un.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je me suis servi, dit-il, du Code criminel qui définit comme récidiviste un repris de justice qui a reçu trois condamnations pour des crimes punissables de cinq ans.

M. Johnson (Bagot): Pourquoi 20 ans?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Parce que je crois que c'est raisonnable.

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est): La Cour suprême a rejeté l'appel qui avait été logé dans l'affaire des travaux d'aqueduc de Normandin, et la Commission municipale communique avec les autorités de cette ville afin qu'elles puissent procéder.

L'article 5 est adopté.

Les articles 6 à 13 sont adoptés.

Le comité étudie le sixième paragraphe de l'article 14, qui se lit comme suit:

"17°b. Une municipalité ne peut, autrement que suivant le paragraphe précédent, faire un contrat ayant pour effet de confier à un tiers l'organisation ou le maintien d'un corps de police;".

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Le projet de loi ne contient aucun article exigeant des municipalités qu'elles demandent des soumissions publiques pour les contrats. Les libéraux avaient promis que cela serait fait.

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est): La Commission municipale du Québec, à qui on a donné des pouvoirs semi-judiciaires cette session, peut exiger des municipalités qu'elles demandent des soumissions. On a trouvé une formule pour obliger les municipalités à demander des soumissions

publiques pour leurs travaux. Les projets d'emprunt ne pourraient éventuellement être soumis au gouvernement qu'après demande de soumissions. On manque de personnel à mon ministère, dit-il, pour examiner tous les projets d'emprunt des municipalités. Actuellement, on cherche du personnel à cette fin.

La municipalité de Normandin a eu gain de cause en Cour suprême au sujet de certains travaux d'aqueduc qui avaient été retardés depuis plusieurs mois. La Commission municipale a communiqué avec les autorités de Normandin pour que les travaux procèdent normalement.

L'article 14 est adopté.

Les articles 15 à 24 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 54 sans l'amender.

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions six cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Russell (Shefford): Quand va-t-on répondre à ma demande écrite au sujet de la présentation du

rapport des ingénieurs concernant l'autoroute des Cantons-de-l'Est-Montréal?

L'honorable M. Pinard (Drummond): Je ne crois pas pouvoir déposer les documents réclamés pour le moment parce que les travaux ne sont pas complétés sur le projet de doter d'une autoroute la région des Cantons-de-l'Est devant de relier Sherbrooke et Montréal. Et, ce faisant, certains renseignements d'ordre technique contenus dans de tels documents doivent rester confidentiels, sinon ils seront connus trop tôt et ils pourraient être utilisés par des spéculateurs.

Le dépôt des plans, même s'il a été fait dans les différents bureaux d'enregistrement où le tracé de la route doit passer, n'est pas définitivement fixé. Les ingénieurs m'ont dit, la semaine dernière, qu'il y avait des modifications, pas très graves, mais assez importantes à faire avant la décision finale. Le rapport ne pourra donc être fourni tant que le tracé définitif ne sera pas décidé.

M. Johnson (Bagot) s'informe des salaires payés aux journaliers.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Nous avons augmenté les journaliers. Les journaliers qui travaillent à l'entretien des chemins l'été touchaient \$0.85 l'heure, mais maintenant ils touchent \$0.95 l'heure. De plus, autrefois ils travaillaient 60 heures par semaine, mais maintenant, ils ne travaillent plus que 55 heures par semaine.

M. Johnson (Bagot): Les salaires des journaliers de la voirie passent de \$0.85 à \$0.95 l'heure. Ce qui m'étonne, c'est que, même en augmentant les salaires, la proportion du budget de la voirie consacrée à cet item diminue. Si je m'en tiens à une information que le premier ministre ou vous-même nous aviez transmise, chaque augmentation de \$0.05 l'heure coûte \$500,000 à la province. Par conséquent, une augmentation de \$0.10 l'heure signifie donc une hausse de \$1,000,000 dans le budget qui, au contraire, annonce une baisse de \$1,500,000. Comment expliquer cela?

L'honorable M. Pinard (Drummond): C'est qu'autrefois l'on utilisait des équipes permanentes groupant des journaliers qui ne faisaient rien sur l'ouvrage. Aujourd'hui, ça n'existe plus. Nous avons des équipes volantes et d'excellents hommes qui travaillent.

M. Talbot (Chicoutimi): En somme, ce dont vous pouvez vous vanter, c'est d'avoir, avec cette

politique, 2,000 ou 3,000 journaliers de moins au travail. En une époque de chômage, vous créez de 2,000 à 3,000 nouveaux chômeurs. Je trouve que c'est une bien mauvaise façon de faire des économies, d'autant plus que vous faites ces économies sur le dos de petites gens.

M. Bellemare (Champlain): Vous proclamez fièrement que vous avez augmenté les salaires des journaliers, mais savez-vous de combien? De \$1.25 par semaine, exactement! J'ai fait un petit calcul. Vous dites que les journaliers ne travaillent plus que 55 heures par semaine à \$0.95, au lieu de 60 heures à \$0.85. Si bien, qu'au lieu de gagner \$51 par semaine, les journalistes gagnent maintenant \$52.25 par semaine. Vous avez accordé à vos journaliers une augmentation "libérale" de \$1.25 par semaine! C'est une augmentation qui cadre bien avec votre politique de grandeur. Les journaliers vont être bien reconnaissants de cette généreuse augmentation.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Les entrepreneurs qui travaillent sur les contrats du gouvernement ont assez de travaux pour embaucher tous les journaliers que la voirie laisse aller. Il y a assez de contrats pour cela. Vingt et un mille hommes travaillent cette année à l'entretien des routes. Ils coûtent en traitement et salaires \$16,000,000.

L'honorable M. Pinard (Drummond) cite un rapport³ de M. J.-H. Biéler, sous-ministre des Finances, qui affirmait, en 1961, que les gages des employés de la voirie étaient payés avec trois semaines de retard, alors que, du temps de l'Union nationale, c'étaient cinq semaines et parfois plus.

M. Johnson (Bagot) demande que le document sur lequel le ministre de la Voirie se base soit déposé en Chambre.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Je ne peux pas déposer ce document, dit-il. Le document renferme d'autres renseignements que je ne puis pas déposer en Chambre.

M. Johnson (Bagot): En somme, toutes vos grandes déclarations sur ce qui se passait dans le temps ne sont rien d'autre que du commérage et du papotage. Si j'étais journaliste, je ne publierais pas vos supposés renseignements, car ils ne constituent pas un argument bien solide ni une preuve bien sérieuse. Je ne comprends pas que le ministre, qui est

avocat, n'ait pas constaté tout de suite que sa preuve était irrecevable.

M. Talbot (Chicoutimi): En réalité, le document que nous propose le ministre de la Voirie est du genre de celui de l'homme qui a vu l'homme qui a vu l'homme qui a vu l'ours!

L'honorable M. Pinard (Drummond): J'ai dit la vérité, tandis que le député de Bagot fait de la démagogie. La différence entre aujourd'hui et autrefois, c'est que, sous l'Union nationale, on étouffait la voix des protestataires en les jetant dehors s'ils se plaignaient.

M. Talbot (Chicoutimi): Il n'y a jamais eu autant de retard dans la paye des employés de la voirie que sous le présent gouvernement. Jamais, sous l'Union nationale, il n'y a eu de retard de ce genre, et mon administration du département fut plus humaine que celle du ministre de la Voirie qui a jeté dehors trois employés du ministère, au bureau de Chicoutimi, parce qu'ils se sont plaints.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Ces hommes n'ont pas été renvoyés pour s'être plaints des retards, mais pour d'autres raisons que le député de Chicoutimi connaît. Du temps de l'Union nationale, M. Francis Boudreau, député de Saint-Sauveur, intervenait pour obtenir que la paye des employés du garage de la voirie à Saint-Sauveur soit faite plus vite que celle des autres employés du département.

M. Johnson (Bagot) demande au ministre de vérifier s'il y a eu retard de neuf semaines dans la paye de M. Alphonse Marcotte, du comté de Portneuf, et de sept semaines dans le cas de M. Avila Brissette, du même comté. Ça se serait produit durant le mois d'octobre ou de novembre.

L'honorable M. Pinard (Drummond) demande à l'opposition de ne pas donner l'impression que, s'il y a eu des retards en certaines sections, ce fut le lot de tous les 23,000 employés de la voirie. À partir du 9 juillet prochain, la paye des employés de mon département ne posera plus de problème, grâce aux appareils électroniques dont disposeront les comptables de la province.

Les employés seront payés régulièrement. Les chèques seront faits trois jours seulement après la réception des listes en provenance des chantiers. Jusqu'à présent, on a eu à déplorer certains retards; exceptionnellement, il y en a eu de cinq semaines.

C'était attribuable à la mauvaise organisation du service chargé de faire les chèques.

Il (l'honorable M. Pinard) met l'accent sur la nécessité de trouver de nouveaux ingénieurs pour le département de la Voirie qui se développe continuellement. Les salaires que paie maintenant le gouvernement devraient être un moyen d'amener les jeunes ingénieurs sortant de l'université à entrer au service de la province et à se spécialiser dans le domaine de la voirie. On aurait moins de difficulté actuellement à trouver des ingénieurs pour mon ministère, dit-il, si l'ancien ministre de ce département s'était occupé un peu plus de faire du recrutement.

Je suis, dit-il, pleinement satisfait de l'ingénieur en chef de la voirie, M. Arthur Branchaud, qui a été augmenté de \$4,000 dès l'arrivée des libéraux au pouvoir. Tous les ingénieurs de district, par ailleurs, ont aussi été augmentés de \$8,500¹ à \$11,200. Des jeunes ingénieurs de l'université sont engagés actuellement à \$5,000 par année, ce qui est une autre augmentation sur les \$3,200⁵ qu'ils recevaient sous le gouvernement précédent. Depuis le 15 juillet 1960, 31 nouveaux ingénieurs ont été engagés et il en faudrait au moins 25 autres. Par ailleurs, 22 ingénieurs ont quitté le ministère depuis juillet 1960, comparativement à 118 départs, entre 1944 et 1960, sous l'Union nationale.

M. Talbot (Chicoutimi): À ce rythme, dans 15 ans, 352 ingénieurs auront quitté le ministère. C'est une manie chez le ministre actuel de la Voirie de toujours tenter de blâmer le passé et l'Union nationale pour justifier le présent. C'est une tactique pour minimiser le mérite des autres. L'administration de la voirie a été gâtée, de 1940 à 1944. Lorsque l'Union nationale a repris le pouvoir en 1944, la situation au ministère de la Voirie était lamentable. Sous l'Union nationale, les salaires payés aux ingénieurs étaient les mêmes que ceux des ingénieurs de la ville de Montréal où l'on avait les salaires les plus élevés.

Pour faire prendre goût aux jeunes ingénieurs, pour les intéresser à travailler pour le gouvernement, l'Union nationale avait pris l'habitude de retenir les services de jeunes étudiants d'universités, surtout des facultés des sciences et du génie civil. Et nous les prenions à notre service sans égard à leur allégeance politique.

Mon ministère, dit-il, a toujours bien traité ses ingénieurs. Malgré que les industries demandaient quantité d'ingénieurs, le ministère de la Voirie, à cette époque, a réussi à trouver les ingénieurs qu'il avait besoin et à en garder au service de la province

plus facilement et beaucoup plus que le ministre actuel, toutes proportions gardées. Le ministre de la Voirie se sert de l'Union nationale et du passé pour faire sa publicité.

L'honorable M. Pinard (Drummond): La moyenne du traitement des jeunes ingénieurs universitaires, de 1944 à 1960, a été de \$3,400. Lorsque je suis arrivé au ministère, j'ai trouvé qu'il y avait une anomalie grave, et nous nous sommes occupés à augmenter les salaires. Aujourd'hui, les jeunes ingénieurs sont contents de travailler pour la voirie, où ils ont des salaires convenables et ont actuellement d'excellentes chances d'avancement. Ces jeunes ont l'opportunité de se spécialiser lorsqu'ils sont en service et, partant, ils ont des chances de trouver un avenir meilleur. Avec toutes ces conditions, les jeunes ingénieurs sortant de l'université sont beaucoup plus intéressés à venir travailler pour le ministère de la Voirie.

Il y a 46 bureaux divisionnaires de la voirie. Le dernier bureau a été ouvert à Montmagny. J'ai l'intention d'en ouvrir un dans le comté de Laval, pour prendre soin des comtés de Yamaska, Nicolet et peut-être Richelieu, parce que celui de ce comté a un territoire très vaste à couvrir. Un projet de construction de bureau divisionnaire à Drummondville est aussi à l'étude avec plusieurs autres: Cabano, New Carlisle, Montréal, Sept-Îles, Québec, Sainte-Thérèse, Cookshire et Lac-Mégantic. Des soumissions seront demandées.

M. Bellemare (Champlain): Roger Matte, le cousin du premier ministre, était divisionnaire au Cap. Je soupçonne la Fédération libérale de l'avoir fait changer pour occuper le poste à Chicoutimi, puis à Québec.

L'honorable M. Pinard (Drummond): On reçoit des lettres et des requêtes à profusion. Ainsi, je me souviens d'avoir reçu une lettre me signalant que le député de Champlain donnait des ordres aux employés de la voirie. Je ne suis pas obligé de croire ça?

M. Bellemare (Champlain): Jamais je n'ai donné des ordres. Mais j'ai photographié des employés, qui se tenaient assis dans des fossés, et des pelles mécaniques de la voirie qui travaillaient sur des terrains privés.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Le divisionnaire M. Lamontagne m'a dit d'intervenir pour que le député de Champlain reste député et abandonne son rôle de cantonnier.

M. Bellemare (Champlain): Jamais M. Lamontagne n'a dit ça. Je défie le ministre. Comment on procède pour attribuer une subvention à une municipalité pour réfection de rue?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Ça passe d'abord au Conseil de la trésorerie.

M. Bellemare (Champlain) cite une lettre adressée à M. P.-H. Fréchette, secrétaire de la municipalité de Charny, en date du 1^{er} septembre 1961. Elle est signée par M. Langevin, sous-ministre suppléant, et porte que le village de Charny a obtenu une subvention de \$10,000 pour réparation et asphaltage de différentes rues, payable lorsque les travaux seront terminés. Le montant était approuvé par le Conseil de la trésorerie. Mais, six jours plus tard, le 7 septembre 1961, une autre lettre est adressée à M. Fréchette pour l'informer que le gouvernement est dans l'obligation d'annuler la subvention. La lettre ajoute: "Nous considérerons la possibilité de faire effectuer les travaux par le département en temps et lieu."

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est tout au contraire pour éviter le patronage.

M. Bellemare (Champlain) lit une dépêche envoyée à *La Presse*, où l'on explique le changement d'attitude du ministre. Dans un article portant comme titre "Les électeurs auraient voté du mauvais côté à Charny", on disait, notamment: "De mauvaises langues soutiennent que c'est à la suite des élections municipales qui ont reporté au pouvoir un partisan reconnu de l'Union nationale, M. Aimé Malouin."

L'étude de la résolution est suspendue.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Le comité poursuit l'étude de la résolution qui se lit comme suit:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions six cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Bellemare (Champlain): Je voudrais bien savoir ce qui est arrivé entre la lettre du 1^{er} septembre et celle du 7 septembre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il s'est passé six jours.

M. Johnson (Bagot): Ça devait être des élections.

M. Roy (Lévis): Les élections eurent lieu en mai 1960. Je considérerais que les travaux devaient être faits sous le contrôle du ministère de la Voirie.

M. Bellemare (Champlain): Le député donne des ordres au-dessus du Conseil de la trésorerie.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le député oublie que le député de Lévis est mon adjoint parlementaire comme ministre des Finances.

M. Caron (Maskinongé): C'est encore pire.

M. Bellemare (Champlain): Voici une contradiction flagrante. Si ce n'est pas du patronage, c'est de l'influence indue.

M. Caron (Maskinongé): Qui surveille le cantonnier local?

L'honorable M. Pinard (Drummond): C'est le chef du comté.

M. Caron (Maskinongé): (Montrant une photographie)⁶ Les journaliers travaillent autant pour des particuliers que pour le gouvernement. Les camions de la voirie passent leur temps à travailler pour des particuliers.

Voulez-vous des noms? Je vais donner un nom: le cantonnier de paroisse, à Louiseville village, Jules Gravel, qui se construit une résidence près de l'hôpital. Les camions de la voirie ont terrassé les alentours de sa résidence. La photo montre les hommes qui travaillent à sa résidence, le 23 juin,

entre 9 h 30 et 10 heures. Le chef cantonnier a fait à peu près la même chose. C'est le même système dans tout le comté. Le cantonnier en chef, Léo Langevin, a commis une irrégularité le lendemain de la Saint-Jean-Baptiste, le 25 juin dernier, entre 9 h 30 et 10 heures a.m. Il est donc difficile pour lui de faire des reproches à ses subalternes. Il y a un système semblable à la grandeur du comté. Les chefs cantonniers devraient donner l'exemple, au lieu d'inviter les employés de la voirie à violer la loi.

J'ai des doutes sur les cantonniers. Sur la liste de paye, dit-il, se trouvent des noms d'enfants. On a fait un scandale du fait que, du temps d'Henri Jolicoeur, député de Bonaventure, on avait trouvé des noms d'enfants sur la liste de paye... même situation dans Maskinongé. Et il n'est pas question d'aider les étudiants, ce sont des comptes datés de l'automne. Le ministre veut vérifier le chèque⁷ no G-3-508279 payé de la voirie, période du 16 au 28 octobre: \$51 à Georges Clément, c'est un écolier qui reçoit des chèques de la voirie. J'ai vérifié, et son professeur a certifié que l'intéressé était en classe au moment des travaux. Son petit frère aussi a eu un chèque. Ils étaient inscrits comme contremaîtres.

L'honorable M. Pinard (Drummond): C'est facile d'accuser ainsi.

M. Caron (Maskinongé): C'est vrai que les fils Clément sont issus d'un père organisateur libéral.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Je note. Il y aura sanction s'il y a faute. Mais c'est un seul cas. Songez que, dans Bonaventure, \$27,996 ont déjà été versés en trop par malversation à des personnes qui n'avaient pas travaillé ou qui avaient fait moins d'heures que réclamé; 310 personnes ont reçu des salaires pour des travaux sur des terrains privés. La liste des personnes inscrites sur les listes de paye comprenait 148 adolescents de moins de 15 ans, qui ont bénéficié de \$6,000 en salaires de la voirie et 11 femmes, \$623 de la voirie. C'est pas mal moins que les \$51 reprochés par le député de Maskinongé.

M. Caron (Maskinongé): C'est contre le système établi à la grandeur du comté que je proteste.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Un seul cas est mentionné et non prouvé. L'enquête est promise. Nous avons, depuis 1960, donné assez d'exemples sévères pour détourner les gens de la tentation.

M. Johnson (Bagot): Le député de Maskinongé a apporté une précision. Le ministre, lorsqu'une accusation est portée par l'opposition, demande des précisions. Si le ministre veut des précisions dans tous les cas de malversation que nous avons dans nos dossiers, je l'avertis charitablement que nous sommes encore ici pour deux semaines. Par ailleurs, si le ministre ne demande pas de précisions, l'opposition n'en donnera pas.

Le ministre revient sur l'enquête de 1952, 10 ans passés, pour régler une question actuelle. Il oublie de dire que, dans le cas des enfants de Bonaventure, les comptes versés aux enfants ont été remboursés. Mais qu'est-ce que cela nous donne aujourd'hui? Je pourrais bien lui dire, moi, de faire enquête sur ce qui s'est passé dans Gaspé-Nord, il y a huit ans, alors que le candidat libéral était un ancien ministre d'État. Il en trouverait peut-être de bien bonnes. L'opposition pourrait aussi sortir des faits du passé, comme des assurances incendie qui avaient été prises sur les rouleaux à vapeur, du temps de M. Taschereau.

Mais tout ça ne nous mènera à rien. Il ne sert à rien de revenir sur le passé. Le mal est fait, s'il y a eu mal. Mais, pour les dépenses effectuées en 1960-1961 et en 1961-1962, pourquoi ne pas les soumettre à un contrôle absolu et régulier des députés? Notre attitude à nous est bien différente de celle des libéraux. Eux, ils nous accusaient sans donner de preuves. Ils accusaient le ministre et tous les membres du parti de concussions, de malversations. Si j'adoptais leur même tactique, je pourrais, moi aussi, accuser le ministre d'être concussionnaire.

Il y a une grosse différence entre l'opposition d'aujourd'hui et la position adoptée par l'ancienne opposition libérale. Nous avons des preuves, mais nous n'accusons pas le ministre. Si j'étais comme certains libéraux que je connais en cette Chambre, j'agisrais comme si le ministre était véreux.

Je sais que les abus commis, aujourd'hui, se font en dehors de la connaissance du ministre. J'ai le courage et la sincérité de leur dire. Ce que je blâme, c'est l'attitude qu'il adopte en Chambre pour essayer de se couvrir.

Qu'il surveille donc plutôt les "patroneux", les anciens candidats libéraux qui font encore du favoritisme politique et ont un bureau à cet effet. Si le gouvernement veut détruire ce système, nous sommes prêts à collaborer avec lui. Mais occupons-nous d'abord de ce qui se passe.

L'honorable M. Pinard (Drummond):
(Commentant les photos produites par le député de

Maskinongé) Je suis étonné, dit-il, que le député ait choisi un instant précis pour prendre des photos, mais qu'il ne sache pas quelle sorte de matériaux transportait le camion. S'agirait-il par hasard des déchets provenant des fossés de la route, que l'on donne à ceux qui en font la demande?

M. Caron (Maskinongé): Un autre contremaître qui s'appelle M. Lionel Guérard, qui habite au bas de la rivière Maskinongé, s'est fait construire une espèce de mur de soutènement, à son chalet, avec des matériaux provenant de la voirie.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): Il arrive, dans tous les comtés, qu'on nettoie les fossés de routes et que les entrepreneurs fassent transporter sur des propriétés privées des déchets de fossés, qui servent de remplissage pour qui les veut, ce qui empêche les camions d'aller vider ces déchets à des dizaines de milles plus loin. Il n'y a rien de scandaleux là-dedans.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Si l'enquête prouve qu'il y a des coupables, il y aura des sanctions prises aussitôt. Chaque fois, dit-il, que des agissements malhonnêtes des employés de la voirie me sont dénoncés de façon sérieuse et ont été portés à ma connaissance, il y a toujours une enquête et punition dans le cas où l'accusé est trouvé coupable. Si des listes de paye ont été "paddées", comme on dit, ce qui signifie que de l'argent a été volé au gouvernement, il y a toujours eu demande officielle de remboursement et punition qui, d'ordinaire, consiste dans le congédiement de l'inculpé.

Dans d'autres cas moins graves, si c'est une première offense et si l'accusé est père de famille, j'use de discrétion; l'accusé reçoit un très sévère avertissement de ne plus recommencer. Mais, à la seconde, le pardon lui est refusé. Dans tous les cas dénoncés, il y a une enquête sérieuse. Du reste, depuis notre arrivée au pouvoir en 1960, nous avons suffisamment donné d'exemples sévères pour détourner les gens de toute tentation.

M. Bellemare (Champlain) demande au ministre de la Voirie de faire enquête sur un cas qui lui fut révélé par lettre, à l'effet que le cantonnier de Saint-Élie de Caxton aurait abandonné son travail pendant une semaine pour travailler à l'élection fédérale. Le jour des élections, il a conduit des électeurs aux bureaux de scrutin. L'employé du gouvernement avait-il la permission de s'absenter ainsi?

L'honorable M. Pinard (Drummond): Si c'est le même cas qui fut signalé par le député de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel), ministre du Travail, l'enquête est commencée.

M. Caron (Maskinongé): Les employés de la voirie, dans mon comté, ont participé aux élections fédérales et même aux élections scolaires.

L'honorable M. Pinard (Drummond): En ce qui concerne les élections fédérales, les employés étaient libres, dès 1 heure de l'après-midi, pour aller voter.

M. Johnson (Bagot): L'Assemblée législative doit avoir le contrôle constitutionnel de la dépense publique, mais, n'en ayant pas physiquement les moyens, elle pourrait déléguer ses pouvoirs à un comité qui pourrait être formé de députés ou même de gens de l'extérieur. De cette façon, on aurait une surveillance efficace.

La dépense devrait être surveillée pendant qu'elle est faite, à l'occasion des déboursés. Pour y arriver, il faudrait procéder de l'une des deux façons suivantes: a) faire siéger le comité des comptes publics une fois chaque année pour que nous puissions y faire comparaître tous les officiers supérieurs des ministères, dans l'ordre que le gouvernement décidera, afin que les employés restent sur leur garde, et pour examiner les dépenses courantes et apporter remède aux problèmes exposés. Des budgets de \$150,000,000 et plus ne doivent pas être escamotés.

Les menaces de rouvrir les dossiers du passé ne servent à rien. J'avertis le premier ministre que ces menaces ne nous font pas peur.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Ce que j'ai dit à ce sujet n'était pas une menace.

M. Johnson (Bagot): ... b) former une commission de surveillance de la dépense, sur laquelle il y aurait deux représentants de l'opposition, et trois du gouvernement. Cette commission examinerait attentivement toutes les dépenses et ferait ensuite rapport de ses constatations à la Chambre. Ainsi, tout le monde serait tranquille. Le ministre n'aurait plus à s'inquiéter. Il ne craindrait pas de se faire jouer des tours dans le dos.

Les discussions des crédits seraient moins longues, etc. Ce comité pourrait publier, chaque mois, un livre blanc exposant tous les engagements pris par le gouvernement et donnant les paiements effectués;

il serait envoyé à tous les députés pour les renseigner.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Les députés n'ont pas besoin d'un livre blanc, puisqu'ils reçoivent chaque année le rapport des *Comptes publics*. Cela devrait suffire.

M. Johnson (Bagot): Dans ce cas, c'est le gouvernement de la province qui devient responsable des engagements et qui prend la responsabilité de toutes les dépenses effectuées par chacun des ministères. Raison de plus de convoquer le comité des comptes publics. J'ai souvent blâmé l'opposition libérale de n'avoir pas demandé, comme je le fais depuis deux ans, la convocation de ce comité sous l'ancien gouvernement, et ce, pendant 16 ans.

Chacun de nous aujourd'hui, du côté de l'opposition, est prêt à prendre la responsabilité de son administration quand nous étions au pouvoir et chacun de nous a assez de courage pour ne pas faire porter à d'autres la responsabilité des actes que nous avons posés comme ministres, moi le premier. Ce n'est pas en nous disant que le comité des comptes publics va siéger l'année prochaine et que l'opposition aura tellement honte qu'elle disparaîtra, qu'on va nous faire peur.

Si le gouvernement actuel a la conscience tranquille, il acceptera de faire examiner son administration autant que celles du passé, de quelque façon que ce soit. Il ne devrait pas avoir d'objection à la convocation du comité des comptes publics.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le chef de l'opposition a dit qu'il demande la convocation du comité des comptes publics depuis deux ans. Je lui fais remarquer qu'il demande cela seulement depuis deux ans.

Le chef de l'opposition semble se méprendre sur le mécanisme de contrôle de la dépense gouvernementale. Il devrait savoir qui est chargé, dans notre système démocratique et constitutionnel, de surveiller la dépense publique: c'est l'auditeur de la province, indépendant des deux Chambres. L'auditeur de la province est au-dessus de la Législature, et il ne peut être renvoyé que pour cause et après un vote affirmatif de la Législature, c'est-à-dire des deux Chambres.

M. Johnson (Bagot): Le comité des comptes publics, répète-t-il, devrait se réunir chaque année, pour qu'on puisse y faire comparaître chaque ministre dans l'ordre que le gouvernement décidera.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

On nous parle de rapport de la dépense publique à faire chaque année à la Législature. On oublie que les *Comptes publics* de la province sont le rapport de l'auditeur général sur la dépense faite par le gouvernement.

Une voix: Le premier ministre est après démolir son Conseil de la trésorerie.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

L'opposition n'a pas encore compris que le Conseil de la trésorerie ne se préoccupe que du contrôle des engagements du gouvernement. Actuellement, le gouvernement a le contrôle des engagements, le contrôle de l'approbation de la dépense, avant qu'elle ne soit faite par le bureau et le Conseil de la trésorerie, le contrôle des achats, pour demander des prix et des cotations, et le contrôle de l'auditeur de la province et son personnel.

Il est certain qu'il est impossible à quelque entreprise que ce soit d'empêcher des irrégularités de se produire, lorsqu'on a 25,000 employés sous ses ordres. Il y a la nature humaine, et la nature humaine restera toujours ce qu'elle est, avec ses faiblesses.

C'est pourquoi, si le chef de l'opposition a, comme il le disait, de nombreuses preuves d'irrégularités dans ses dossiers, il est de son devoir de citoyen, de député et de chef de l'opposition de soumettre ces preuves au ministre de la Voirie ou au premier ministre, afin que des enquêtes soient faites.

Ainsi, il verra quels sont les bénéfices que retirera la province du fait de remplir son devoir. Le gouvernement entreprendra des enquêtes discrètes et sérieuses sur chaque cas signalé par les députés, concernant des infractions commises par des employés de la voirie provinciale. Le gouvernement imposera les sanctions nécessaires dans l'avenir, comme il l'a fait dans le passé.

Par ailleurs, les contrôles qu'on établit ne doivent pas coûter plus cher que la petite huitre qu'on peut découvrir. Lorsque l'auditeur découvre des irrégularités dans un département, il en fait rapport au ministre concerné et au ministre des Finances. Il a déjà signalé au ministère des Finances des irrégularités qui ont été commises avant et après 1960. J'ai immédiatement ordonné que des enquêtes ou des poursuites soient prises, selon le cas. Dans tous les cas, j'ai agi immédiatement. Dans le passé, je n'ai pas vu souvent les ministres agir sur les rapports d'irrégularités faits par l'auditeur. Pour notre part, depuis 1960, c'est une procédure régulière, mais l'opposition continue de se plaindre des enquêtes que

nous faisons publiquement après avoir reçu des rapports de l'auditeur de la province.

Il (l'honorable M. Lesage) reproche au chef de l'opposition de suggérer de confier à d'autres qu'aux députés la surveillance des dépenses. C'est anticonstitutionnel. Il ne peut accepter l'idée de confier la surveillance de la dépense publique à d'autres personnes que les députés de l'Assemblée législative, qui ont ce devoir en vertu de la Constitution et du système démocratique qui nous régit. Il est inconcevable, dit-il, que le député de Bagot, qui est un avocat qui est ici depuis des années, ne sache pas que le contrôle des dépenses appartient à ceux qui siègent dans cette Chambre et non à une commission de cinq membres. Le député peut parler du comité des comptes publics, qui va d'ailleurs siéger, mais non de la nomination d'une commission dont les membres ne seraient pas des membres de la Chambre.

Il pourrait y avoir un comité qui étudierait à tour de rôle les budgets des divers départements, constitué parmi les membres de la Législature. Il siégerait en même temps que la Chambre pour étudier les demandes de crédits des ministères. Ça, c'est possible. Mais non pas un comité de personnes nommées, qui n'ont pas de responsabilité devant le peuple.

M. Johnson (Bagot): Lorsqu'il s'agit de se tirer d'une impasse, le premier ministre est toujours prêt à invoquer avec émotion la Constitution. Je suis d'accord avec lui, certes, que le contrôle de la dépense appartient d'abord à l'Assemblée législative. Je n'ignore pas que les députés ont le soin de surveiller l'argent du public. Mais, avec l'ampleur que prennent les budgets du gouvernement aujourd'hui, qui montent en spirale, avons-nous vraiment le temps, en Chambre, de surveiller étroitement l'emploi des deniers?

Il faudrait alors que les députés délèguent ces pouvoirs à une commission qui pourrait faire rapport à la Chambre, et non seulement au gouvernement, et publierait chaque mois un livre blanc dont tous les députés prendraient connaissance. Ce comité pourrait tout aussi bien être composé de cinq députés, trois du gouvernement et deux de l'opposition.

Il insiste encore pour que le comité des comptes publics siège en permanence.

Il remercie le premier ministre d'avoir attiré l'attention de la Chambre sur le fait que les *Comptes publics* sont le rapport de l'auditeur général. Que fait-on ici, alors, si le rapport de l'auditeur est suffisant? Nous perdons notre temps. Ce que j'ai suggéré, c'est

un moyen de surveiller la dépense au moment où elle se fait. Aujourd'hui, passer plusieurs semaines à essayer de prendre un ministre au piège sur une dépense de \$50,000 est un système dépassé. Pourquoi ne pas s'assurer de la surveillance de la dépense au moment où elle se fait et s'assurer ensuite, grâce au rapport du vérificateur, que les deniers ont été dépensés tel qu'entendu? Cela redonnerait confiance en notre système politique, auquel nous tenons malgré ses imperfections.

Quel que soit le gouvernement, qu'il soit libéral, Union nationale, Crédit social, séparatiste, ce que vous voudrez, on s'expose à des irrégularités. Il faut voir à ce que le mal ne se commette pas. Qu'on en vienne un peu plus au sens de la justice, qu'on arrête de blâmer le ministre pour le nom d'un enfant inscrit sur une liste de paye, comme si c'était sa responsabilité personnelle, et on rétablira la confiance en notre système politique.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je ne peux pas admettre l'affirmation du chef de l'opposition que la dépense n'est pas contrôlée au moment où elle se fait. Il y a le vérificateur et une armée d'inspecteurs autour de lui, et ils sont mieux placés que n'importe quelle commission pour contrôler. Il se fait des irrégularités. Le gouvernement en prend la responsabilité. Comme premier ministre, je la prends. Les ministres aussi, comme membres du Cabinet. Seulement, lorsqu'il y a irrégularité, on est obligé de la corriger immédiatement et de prendre les moyens pour que ça ne se répète pas.

M. Johnson (Bagot): Le gouvernement proclame tout haut que le patronage est aboli définitivement quand, chaque jour, l'opposition lui présente des cas de plus en plus nombreux. Ce qui doit cesser, c'est de proclamer qu'il n'y a pas de patronage et qu'on prenne 50 manières pour tenter d'en faire sans que ça paraisse.

Pour cela, il faut des directives et il faut voir qu'elles soient suivies, autrement on va encore leurrer la population. Le rôle du Conseil de la trésorerie est de voir à ce qu'il y ait des deniers votés pour acheter des volumes.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je suis le président du Conseil de la trésorerie et je connais bien son rôle. Il doit certifier qu'il y a de l'argent disponible, mais il doit aussi étudier la justification de la dépense. Et il est responsable de la préparation du budget. Le Conseil de la trésorerie

doit examiner les recommandations des ministres et voir si la politique est justifiée, suivant la politique générale du gouvernement. Il doit s'assurer que des crédits sont disponibles.

M. Johnson (Bagot): Il manque à l'Assemblée législative le moyen de savoir si ça se fait comme cela, s'il n'y a pas de favoritisme, de patronage. Pour cela, il faut des directives de l'Assemblée législative et il faut que ce soit surveillé par une commission mixte de surveillance.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à deux heures et demie de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. Les sources indiquent que le comité a adopté les trois premiers articles du projet de loi lors de cette séance du comité plénier.

2. Les journaux ne rapportent aucun débat quant aux amendements adoptés en comité plénier. Pour prendre connaissance desdits amendements, il s'agit de référer à la copie archivée du projet de loi.

3. Ce document, que personne n'a vu, semble être une lettre adressée à M. Jean Lesage lui-même, en réponse à des renseignements demandés par ce dernier sur la cause des retards apportés dans le paiement des salaires des employés de la voirie, selon le journaliste du *Montréal-Matin* du 3 juillet 1962, à la page 13.

4. Chiffre de *L'Action catholique* du 3 juillet 1962, à la page 3: \$8,700.

5. Chiffre de *L'Action catholique* du 3 juillet 1962, à la page 3: \$3,400.

6. Le député de Maskinongé a exhibé une photo 8 x 10 de camions à l'œuvre autour de la maison que M. Gravel se fait construire, près de l'hôpital Comtois, au dire de M. Caron. Le député a fait parvenir à l'honorable Bernard Pinard des photographies de format réduit, qui corroborent son affirmation. Le sous-ministre de la Voirie, M. Roger Labrecque, a examiné les photos et a pris des notes, selon le journaliste du *Nouvelliste* du 3 juillet 1962, à la page 5.

7. Dans *L'Action catholique* du 3 juillet 1962, à la page 3, on précise que M. Caron montre une photo du chèque.

Séance du mardi 3 juillet 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Déclarations ministérielles:

Prison de Chicoutimi

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'ai donné ordre à la police provinciale de faire une enquête complète sur la prison de Chicoutimi, pour découvrir les raisons profondes de l'émeute qui s'y est produite le 29 juin dernier, à 9 heures du soir. Un rapport préliminaire de l'assistant procureur général établit que l'émeute fut provoquée par deux récidivistes, Hervé Duval et Gédéon Bolduc, qui attendaient leur sentence hier matin et qui ont créé de l'agitation en blasphémant, brisant leur lit et encourageant les autres détenus, au nombre de 35, à manifester pour obtenir l'usage de radios transistors. Duval a frappé l'un des gardes qui lui demandaient de se taire et il fut incarcéré dans la cellule forte avec Bolduc.

Par solidarité, tous les autres prisonniers se mirent à crier et à briser ce qui leur tombait sous la main. Ils ont crevé les vitres des fenêtres, et un dialogue peu édifiant s'est engagé avec la foule qui se massait rapidement dans la rue. L'agitation dura jusqu'à minuit. Le gouverneur de la prison, M. J.-H. Gaudreault, a alors demandé l'aide de la police provinciale, qui n'a pas tardé à se rendre sur les lieux pour ramener les détenus à l'observance des règlements.

Dépôt de documents:

Route de Chicoutimi-Nord
à Tadoussac

L'honorable M. Pinard (Drummond) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 9 juin 1961, pour la production d'un état contenant la réponse à la question suivante:

1. Depuis le 5 juillet 1960 à date, combien le gouvernement de la province a-t-il dépensé relativement à la construction de la route allant de

Chicoutimi-Nord (ou Sainte-Anne-de-Chicoutimi) à Tadoussac:

- a) pour salaires;
- b) pour location de machinerie;
- c) pour achat de matériel;
- d) pour toutes autres fins;
- e) quelle sorte de machinerie a été louée;
- f) de qui;
- g) à quelles conditions?

2. À qui tous et chacun des salaires mentionnés à l'item a) ont-ils été payés?

3. Quelles sommes restent dues, s'il y en a, dans chaque cas? (Document de la session no 183)

Projets de loi:

Loi sur la fraude et
la corruption municipales

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 modifiant la loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Bureau de la statistique

L'honorable M. Rousseau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 du Bureau de la statistique du Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 modifiant la loi des cités et villes soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:**Budget des dépenses
1962-1963**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante millions huit cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entretien des chemins, y compris subventions pour les chemins d'hiver (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Bellemare (Champlain) invite le ministre de la Voirie à faire part des intentions du gouvernement, au sujet de la route 2, entre Montréal et Québec. La route 2, entre Trois-Rivières et Québec, a été mal entretenue l'hiver dernier. Il admet avec le ministre de la Voirie que c'est une route fort difficile à entretenir en hiver. Il a appris que l'entretien a coûté \$575 du mille. Il se plaint du mauvais état de la route entre Shawinigan et Grand-Mère, l'hiver. La route est étroite par suite de travaux d'aqueduc faits par diverses localités. Il demande au ministre d'aller se rendre compte lui-même de l'état de la route et de prendre les mesures pour remédier à la situation.

En 1950, 2,500 milles de chemins d'hiver étaient entretenus par le gouvernement. En 1959-1960, c'était passé à 5,341 milles. Le gouvernement actuel devrait reconnaître que l'Union nationale a fait quelque chose dans ce domaine. Il faut que cela continue pour nos cultivateurs qui ont besoin de l'aide du gouvernement.

L'honorable M. Pinard (Drummond): J'espère avoir des nouvelles très agréables à annoncer, d'ici quelque temps, au sujet du projet de réaménagement de la route 2, entre Montréal et Québec, sur la rive nord. C'est un projet d'autoroute considérable et coûteux qui doit être entrepris, et des études sont actuellement en cours. Mon ministère essaie, depuis l'an dernier,

deux nouvelles formules de revêtement bitumineux. Les résultats ont été assez bons. La voirie tient à adopter les formules plus modernes et plus efficaces.

M. Talbot (Chicoutimi): Quelle est l'étendue du réseau routier entretenu par le ministère directement en été et en hiver?

L'honorable M. Pinard (Drummond): L'an dernier, la voirie a entretenu 29,498 milles de routes. En hiver, elle en a entretenu 11,300 milles à ses frais et a versé des subventions pour 26,800 milles entretenus par des municipalités. Dans le premier cas, le ministère de la Voirie dépense \$11,000,000 et, dans le deuxième cas, les subventions varient de \$200 à \$275.

M. Talbot (Chicoutimi) félicite le ministre de donner des contrats d'entretien de chemins d'hiver à tant du mille au lieu d'un contrat forfaitaire. C'est impossible de procéder par contrats. Les contrats devraient être donnés pour deux ou trois ans, pour permettre aux entrepreneurs de faire des budgets sur leur machinerie et répartir les risques. L'entretien des chemins d'hiver a pris de l'expansion sous l'Union nationale.

En 1958, le gouvernement entretenait 33,525 milles de routes. Je constate, dit-il, que le gouvernement actuel a conservé la même politique. Il invite le gouvernement actuel à abandonner sa politique de subventions et à entretenir lui-même toutes les routes de la province durant l'hiver.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Étonnantes, les affirmations de l'ex-ministre de la Voirie. En 1960, le Parti libéral avait promis d'entretenir, par le ministère de la Voirie, des routes, l'hiver. En 1960, nous avons augmenté de 3,000 milles le réseau de routes entretenues l'hiver et, l'an passé, nous ajoutions 3,300 milles. Ça signifie que, depuis deux ans, le ministère a à ses charges 6,300 milles de plus pour l'entretien d'hiver. Il a, de plus, entretenu les chemins de colonisation en hiver. Nous avons donc réalisé nos promesses!

M. Bellemare (Champlain): Il est important de continuer l'entretien des chemins d'hiver, surtout dans nos campagnes.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Le gouvernement entretiendra personnellement 3,704 milles de routes de plus, l'hiver prochain. Il en coûte de \$300 à \$1,500 par mille pour cet entretien.

M. Johnson (Bagot) demande au ministre de donner des explications sur l'arrêté ministériel du 5 juin 1961 permettant de demander des soumissions compétitives sur invitation, quand le montant en jeu est en bas de \$50,000. Est-ce une nouvelle politique du gouvernement libéral que d'accorder des contrats sans soumissions publiques pour des projets de moins de \$50,000?

L'honorable M. Pinard (Drummond): À l'arrivée au pouvoir des libéraux, il n'y avait aucune règle à suivre dans l'attribution des contrats. C'est alors que le gouvernement a passé cet arrêté, en date du 5 juin 1961, qui permet de solliciter des soumissions privées pour les contrats dont la valeur est inférieure à \$50,000.

Lorsque nous avons commencé, nous avons demandé à l'honorable Gerald Martineau, conseiller législatif, ancien trésorier de l'Union nationale, s'il nous passerait la liste des entrepreneurs dressée du temps de l'Union nationale qu'il avait, et c'est cette liste qui nous a servi de base pour inviter des entrepreneurs à présenter des soumissions pour des travaux de voirie, après l'avènement au pouvoir du gouvernement libéral.

J'ai commencé avec ça. Cette invitation est lancée pour les contrats de moins de \$50,000. La préparation de la liste d'entrepreneurs reste ma responsabilité, dit-il. Cette liste comprend des anciens contracteurs choyés par l'Union nationale et de nouvelles compagnies formées depuis 1960.

Dans un comté, règle générale, c'est le plus bas soumissionnaire qui obtient le contrat, s'il embauche de la main-d'œuvre et des camionneurs de l'endroit. Les résultats jusqu'ici sont probants, même si cela est plus difficile d'application et de surveillance. Des économies de l'ordre de 9.9 % sur les estimations des ingénieurs du ministère sont réalisées. Le système des soumissions publiques, c'est viable dans la province de Québec.

M. Johnson (Bagot): Avant le 5 juin 1961, y a-t-il eu des exceptions pour les contrats entre \$25,000 et \$50,000?

L'honorable M. Pinard (Drummond): Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, j'ai négocié avec les entrepreneurs des contrats qui n'avaient pas encore été exécutés, et j'ai pu obtenir des rabais de 10 % à 15 %.

M. Johnson (Bagot): La renégociation a été faite après que les entrepreneurs eurent visité

M. Létourneau, un patron important et un partisan du Parti libéral.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Jusqu'au 5 juin 1961, on demandait des soumissions publiques pour tous les contrats de \$25,000 et plus, mais cette procédure retardait de nombreux travaux. C'est pourquoi, conformément à un arrêté en conseil adopté le 5 juin 1961 par le Conseil exécutif, le montant minimum des contrats adjugés par voie de soumissions publiques a été porté de \$25,000 à \$50,000. Le gouvernement en est arrivé à la conclusion qu'il n'est pas recommandable de procéder par voie de soumissions publiques pour ce qui est des contrats de moins de \$50,000.

Aucun contrat de plus de \$50,000 n'a été accordé sans soumissions publiques. Mais, pour les contrats variant entre \$25,000 et \$50,000, des soumissions sérieuses et compétitives (Souriant) furent demandées aux vieilles entreprises, aux nouvelles entreprises et aux entreprises réorganisées.

M. Johnson (Bagot): Qu'est-ce que c'est que ces soumissions compétitives?

L'honorable M. Pinard (Drummond): Les soumissions sont compétitives quand nous demandons à quatre ou cinq entrepreneurs de faire des soumissions.

M. Johnson (Bagot): Qui dresse la liste des entrepreneurs invités à soumissionner pour les contrats de \$25,000 à \$50,000? La liste est-elle dressée par le ministre, le sous-ministre ou le président de la Fédération libérale?

L'honorable M. Pinard (Drummond): Je vous l'ai dit, c'est la responsabilité du ministre. Nous demandons alors des soumissions aux anciennes compagnies, aux compagnies nouvelles et aux compagnies réorganisées.

M. Johnson (Bagot): Maintenant, nous commençons à avoir une réponse. Bref, vous invitez tout ce que vous pouvez trouver de rouge. Les vieilles compagnies rouges, les compagnies nouvelles rouges et les compagnies réorganisées pour devenir rouges! Combien de contrats inférieurs à \$50,000 le ministère a-t-il accordés?

L'honorable M. Pinard (Drummond): Trois cent quatre-vingt-dix contrats en bas de \$50,000 ont été ainsi accordés depuis 1960.

M. Johnson (Bagot): Et je suppose que ces 390 contrats sont allés à 390 entrepreneurs différents.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Il a pu arriver que le même entrepreneur en obtienne deux ou trois dans mon comté et dans le comté voisin.

M. Johnson (Bagot): Tout a été planifié sous l'administration actuelle à Québec. Même le patronage! Mais on a changé le mot "patronage" pour les expressions "sans soumissions", "soumissions sur invitation" et "soumissions publiques". Quelle que soit celle des trois expressions qu'on emploie, elle est toujours synonyme de patronage.

Il nomme le juge Victor Chabot qui préside actuellement une enquête publique sur les sanatoriums Ross et Bégin, relativement à l'achat, par des libéraux, des actions de la société d'entreprises Maska Paving, de Saint-Hyacinthe, jusque-là propriété de partisans de l'Union nationale.

La Fédération libérale de Saint-Hyacinthe a agi de manière à forcer les propriétaires de Maska à vendre leurs parts à des libéraux reconnus. La compagnie Maska a changé de mains après les élections de 1960.

C'est le président de la Fédération libérale, M. Philippe Lafontaine, qui est devenu président de la compagnie. Ce ne sont donc plus les mêmes intérêts, ce sont des membres de la Fédération libérale qui ont mis de l'argent pour acheter des parts.

Le ministre de la Voirie n'est pas exact lorsqu'il dit que les contrats ont tous été donnés à d'anciennes compagnies, puisque dans plusieurs cas les intérêts ne sont pas les mêmes qu'avant. Des libéraux vont voir des compagnies amies de l'Union nationale et exigent la nomination de directeurs libéraux avant l'obtention de contrats du gouvernement.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Le cas de Maska Paving est bien différent de ce que dit le chef de l'opposition. Au lendemain des élections de 1960, les détenteurs d'actions de la compagnie Maska ont offert ces actions à l'enchère parce qu'ils pensaient qu'ils n'auraient plus de contrats du gouvernement.

M. Johnson (Bagot): Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) est particulièrement responsable de la situation, parce qu'on a déclaré aux compagnies que, si elles voulaient obtenir quelque chose du gouvernement,

elles devaient changer de direction, ou changer d'avocat, etc. La Fédération libérale du Québec avertit les entrepreneurs: Vous n'aurez pas la chance de soumissionner si vous n'embauchez pas un tel ou un tel, ou si vous ne prenez pas un tel comme avocat. Je condamne cette pratique, car les contracteurs *bona fide* ont le droit de gagner leur vie et de soumissionner sous l'Union nationale autant que sous un régime libéral.

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Actuellement, les contrats sont accordés au plus bas soumissionnaire, même s'il n'y a qu'une différence de \$50. Ce n'est pas du patronage, c'est de la justice pour tout le monde, ce qui n'existait pas avant parce qu'on donnait toujours les contrats aux mêmes.

M. Johnson (Bagot): En 1939, M. T.-D. Bouchard, qui était alors ministre, avait voulu faire vite et, lorsqu'il se trouvait en présence d'un contracteur bleu, il lui disait carrément qu'il ne voulait pas le voir. Dans son comté, dit-il, il y avait une compagnie contrôlée par les gens de l'Ontario. Cette compagnie a été invitée à se retirer, en attendant qu'on prouve que des compagnies du Québec vivaient aussi avec des contrats du gouvernement de l'Ontario.

Il cite une longue liste de contrats effectués, dans le comté de Berthier, par la compagnie Rhémont Construction qui a obtenu 14 des 16 contrats accordés par le ministère de la Voirie dans le comté de Berthier, en 1961: à Saint-Damien, \$18,053.51; à Saint-Charles-de-Mandeville, \$19,069.31; à Saint-Gabriel-de-Brandon, \$47,997.10; à Saint-Gabriel-de-Brandon, \$51,546.76; à Saint-Norbert, \$16,467.71; à Saint-Norbert, \$35,306.79; à Saint-Cuthbert, \$33,829; à Saint-Viateur, \$33,829; à Saint-Barthélemy, \$33,829; à Saint-Barthélemy, \$59,063.07; à Île du Pads, \$40,814.30; à Lavaltrie, \$21,151.43; à Lavaltrie, \$35,517.02; à Berthier, \$21,151.43.

C'est, dit-il, une réponse fournie par l'honorable ministre de la Voirie, à une question du député de Berthier, qui fait apparaître le nom de Rhémont Construction 14 fois sur une liste de 16 contrats.

C'est drôle. Lorsqu'on demande des soumissions, ça tombe sur Rhémont Construction. On accorde des contrats sans soumissions, ça tombe sur Rhémont. On en accorde avec soumissions sur invitation, qui avons-nous? Ça tombe encore sur Rhémont. On en accorde avec soumissions publiques, encore Rhémont.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Mon assistant me dit que le système des soumissions publiques n'était pas en vigueur à ce moment parce que les contrats d'un montant supérieur à \$50,000 ont été accordés en 1960 et effectués en 1961. L'arrêté ministériel décrétant que des soumissions publiques seraient demandées pour les contrats supérieurs à \$50,000 ne fut adopté que le 5 juin 1961.

M. Johnson (Bagot): Rhémont devrait être engagé par le ministère de la Voirie pour apprécier les travaux. Ça m'a l'air qu'il est meilleur que les ingénieurs, parce que c'est lui qui a eu tous les travaux dans le comté de Berthier, sauf pour l'asphalte. Et, pour être sûr que Rhémont Construction est en action de grâce vis-à-vis du gouvernement, disons que c'est lui qui a pris des procédures en contestation d'élections contre le député de l'Union nationale dans Berthier. Deuxièmement, M. Rhémont ne possède pas même un tombereau ou une pelle.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il y a quelques années, à Montmagny, tous les contrats pour les gros travaux routiers étaient donnés à un M. Lechasseur, sans appel d'offres.

M. Johnson (Bagot) cite une longue liste de compagnies qui ont fait peau neuve après juin 1960. Le système des soumissions publiques qu'adopte le gouvernement peut avoir du bon. Si ce système fait économiser de l'argent à la province, tant mieux. Mais la preuve n'est pas faite tant et aussi longtemps que nous n'aurons pas l'occasion de vérifier s'il y a eu des extra, et nous en sommes certains déjà. Quand les contrats sont trop bas, ce sont les petits qui paient. Nous avons déjà eu des plaintes de la part des camionneurs.

M. Gosselin (Compton): M. Edmond Scalabrini a déjà obtenu un contrat du gouvernement de plus de \$50,000, même si cinq autres entrepreneurs ont soumissionné à des prix plus bas que lui. Sa soumission avait dépassé de \$5,000 celle présentée par le plus bas soumissionnaire.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Le contrat accordé à M. Scalabrini remonte à 1960, et on l'a accordé pour des raisons techniques, parce que deux des soumissionnaires se sont retirés dans ce cas spécifique.

M. Laberge (Châteauguay) prévient le ministre de la Voirie de surveiller d'un peu plus près

ce qui se passe dans le comté de Châteauguay quand on y donne des contrats de la voirie. Citant le cas de Philippe Baillargeon, un entrepreneur établi depuis assez longtemps dans le comté, il signale au ministre qu'on ne lui demandait jamais de soumissionner, lorsqu'il s'agissait de soumissions compétitives de moins de \$50,000. Même que, pour faire asphalté une route qui passait à deux milles de chez cet entrepreneur, on avait préféré demander une soumission à un entrepreneur situé à 15 milles de là. L'explication est bien simple. Le patron libéral du comté, un certain M. Bourdon, s'est vanté publiquement qu'il ne demanderait jamais de soumissions compétitives.

M. Johnson (Bagot): C'est un "bourdonnage" qui coûte cher à la province.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Le comité poursuit l'étude des crédits budgétaires.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante et un millions sept cent soixante-quatre mille dollars,

nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction et réfection de chemins (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Le ministère de la Voirie prévoit des dépenses de \$61,764,000, à l'item "Constructions", pour l'année fiscale 1962-1963.

M. Johnson (Bagot) insiste pour que le ministre de la Voirie expose à la population de toute la province les vastes travaux en cours et les projets dont chacun se vante chez les ministériels, mais qui ne marchent pas très vite.

L'honorable M. Pinard (Drummond): On prévoit dépenser une somme de \$2,965,000 pour voies d'accès et viaducs dans la région de Québec. Une autre somme de \$3,920,000 sera consacrée aux voies d'accès pour les routes du sud de Montréal. Les voies d'accès pour le pont Honoré-Mercier coûteront \$1,720,000 au ministère, cette année. On doit construire une route de 21 milles, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges, au coût de \$1,450,000 pour cette année; l'an prochain, une somme identique sera consacrée à l'achèvement de ce projet; \$300,000 pour la route Chicoutimi-Roberval; \$300,000 pour la route La Tuque-Roberval. On consacrera aussi une somme de \$200,000 pour la route de Saint-Félicien-Chibougamau, soit une distance de 127 milles; \$335,000 seront consacrés aux routes de l'Abitibi, soit une longueur de 152 milles; enfin, on prévoit dépenser environ \$3,000,000 pour des travaux dans le Bas-du-Fleuve, soit sur les routes 2, 6 et 10, de Montmagny à Gaspé. D'autres sommes seront consacrées pour les routes de la Côte-Nord, soit \$2,000,000, et pour les routes de la Mauricie, \$1,000,000, ce qui forme un total de \$10,100,000.

M. Bellemare (Champlain) signale le cas de M. Philippe Caron, de Saint-Louis-de-France. Jusqu'en 1960, l'ancien gouvernement a cherché à exproprier le magasin qui se trouvait dans un angle dangereux de la route 19. M. Caron a toujours refusé le montant de \$10,025 que le ministre lui offrait, alors que l'expertise fixait l'évaluation de la propriété à \$9,625¹. Mais, chose extraordinaire, le 11 août 1961, M. Caron acceptait du gouvernement actuel les \$13,649.10 qui lui étaient offerts par le ministère. D'où vient l'écart?

L'honorable M. Pinard (Drummond): Il y a peut-être eu changement du tracé.

M. Bellemare (Champlain): J'ai la certitude du contraire.

L'honorable M. Pinard (Drummond): La différence peut s'expliquer par les frais légaux ou de l'évaluation non réaliste du début.

M. Bellemare (Champlain): Pas du tout. Plusieurs expertises avaient été faites. Il s'agit plutôt d'un traitement de faveur pour un bon libéral.

L'honorable M. Pinard (Drummond): La propriété a probablement subi des améliorations.

M. Bellemare (Champlain): Il y a 25 ans qu'elle n'a pas été améliorée.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Au lendemain du 20 juin 1960, j'ai été fort surpris de constater que l'Union nationale a laissé un piètre héritage au nouveau gouvernement. Ce cas remonte à 1958. En 1961, on a sans doute offert un prix plus raisonnable, dit-il. Nous avons encore 6,000 cas d'expropriation à régler. Plus de 6,000 cas abandonnés par l'ancien régime. Et parmi ces cas se trouvent plusieurs libéraux auxquels il faut rendre justice.

M. Talbot (Chicoutimi): Le ministre est aux antipodes de la vérité, lorsqu'il dit que le gouvernement de l'Union nationale a laissé 6,000 cas d'expropriation non réglés. Le nombre de cas non réglés a augmenté sous le présent gouvernement.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Le gouvernement consacrera une somme de \$900,000, cette année, pour la construction de la route Sainte-Rose-du-Nord, soit \$300,000 pour la voirie et \$600,000 pour la construction de ponts et viaducs. Il reste 20 milles de route à faire pour relier Chicoutimi-Nord et Tadoussac par la rive nord du Saguenay.

M. Talbot (Chicoutimi) signale le cas de bois servant à la construction des ponceaux. Dans mon comté de Chicoutimi, dit-il, on vend ce bois jusqu'à \$125 et \$150 du mille pieds, alors que, sous l'Union nationale, il se vendait \$90.

Il accuse le maire Rosaire Gauthier, de Chicoutimi, de s'être servi d'une somme de \$100,000 de la voirie pour faciliter son élection à la mairie. Les employés qui ont été embauchés sur le chantier étaient des électeurs de la ville de Chicoutimi

amenés sur les lieux, alors que les travailleurs des paroisses voisines, Saint-Fulgence et Sainte-Rose, avaient de la difficulté à trouver de l'emploi. Une somme de \$300,000, cette année, au budget est bien peu pour une route qui coûtera plus de \$3,000,000. Au rythme où le gouvernement accorde les contrats, il faudra 10 ans pour terminer cette route.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Si le député de Bagot (M. Johnson) continue à faire d'aussi longs discours, il est évident que l'on ne pourra accorder les contrats qu'à l'automne, car il faut que les crédits soient adoptés avant que les contrats ne soient accordés.

M. Talbot (Chicoutimi): Il y a quelque chose d'anormal dans l'octroi de soumissions. Ainsi, lorsque les ingénieurs estiment des travaux à \$124,000 et que le contrat est accordé au plus bas soumissionnaire pour \$103,000, il y a deux façons d'expliquer l'affaire: ou bien le contracteur devra faire faillite, laisser des travaux en plan ou réclamer des extra, ou bien ce sont les ingénieurs de la voirie qui ont fait preuve d'incompétence. Je crois plutôt, dit-il, que c'est la première hypothèse qui est la bonne, parce que les ingénieurs du ministère sont compétents.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Des travaux de voirie ont été commencés dans mon comté, pendant la dernière campagne fédérale, et ils furent arrêtés dès le lendemain de l'élection, laissant ainsi 200 hommes sans travail. Ils travaillaient à la construction ou à la réfection de routes.

M. Talbot (Chicoutimi) interroge le ministre de la Voirie sur les contrats octroyés pour le gravier naturel et le gravier concassé servant à la construction des routes.

L'honorable M. Pinard (Drummond) répond.

M. Talbot (Chicoutimi): Allez à l'école. Le ministre devrait retourner à l'école. Il n'est même pas capable de renseigner la Chambre convenablement. C'est peut-être parce qu'il se fait tromper par ses "patroneux". Ce sont toujours les mêmes qui soumissionnent pour les revêtements bitumineux.

Il reproche au gouvernement de se rendre coupable de favoritisme dans le domaine de la voirie. Comment se fait-il que, pour des travaux, on signe des contrats avec des gens, des amis politiques du régime, qui vendent du gravier qu'ils font concasser

par d'autres, parce qu'ils ne possèdent pas l'outillage voulu, et qui doivent louer jusqu'à des pelles²? Ils s'en tirent avec des profits exorbitants. Nous avons des chiffres, dans nos dossiers, qui dépassent la normale et nous voulons savoir ce que le ministre en pense.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Des instructions sévères sont données pour que ne soit pas signé de contrat de location d'outillage avec des compagnies fantômes.

M. Bellemare (Champlain): Le gouvernement actuel revient au vieux système de gouvernement de M. Louis-Alexandre Taschereau, qui consiste à commencer des travaux de la voirie avant une élection, pour les abandonner ensuite. Il s'agit là d'un signe avant-coureur de ce qui va se produire l'année prochaine, avant l'élection. Des milliers et des milliers de vieilles pelles rouillées vont être mises en action trois semaines avant les élections.

(Applaudissements à gauche)

Des députés libéraux protestent.

Une voix: Comme au temps de l'Union nationale.

M. Bellemare (Champlain): Non, non. Nous faisons faire des travaux tout l'été, et cela, chaque année pendant 16 ans. Maintenant, le député des Îles-de-la-Madeleine nous apprend qu'on a donné de l'ouvrage à 200 hommes pendant la campagne fédérale et qu'on les a congédiés le lendemain du scrutin. C'est là une mauvaise politique de grandeur. Chez nous, les routes auraient besoin d'un revêtement parce qu'il y a deux ans qu'on ne les a pas touchées. On devrait au moins conserver en bon état les chaussées existantes. Si le gouvernement veut vraiment instaurer une politique de grandeur, qu'il ne se contente pas d'ouvrir des chantiers périodiquement, pour acheter les votes.

Il reproche au ministre de la Voirie de ne pas échelonner les travaux sur toute la période d'été.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Il s'agit de travaux qui ont besoin d'être faits chaque printemps, pour réparer la surface des routes, et c'est par pure coïncidence qu'ils ont été accomplis pendant la campagne électorale fédérale.

M. Caron (Maskinongé): Les autorités provinciales n'ont pas exécuté de travaux dans ma

circonscription à l'occasion des dernières élections générales fédérales.

M. Bellemare (Champlain) demande que la voirie s'occupe de l'amélioration et de la conservation des routes dans son comté. Celles-ci auraient besoin d'un traitement de surface parce qu'elles n'ont pas été touchées depuis deux ans. Je ne demande pas de construction de route, dit-il, car je sais qu'on n'en fera pas, mais on devrait au moins travailler à l'amélioration et à la conservation des routes existantes.

Nous avons un beau système de routes, qui s'en va à la ruine. Si on veut appliquer une politique de grandeur, on ne le fera pas uniquement en faisant des travaux la veille d'une élection, pour acheter des votes.

Quelle somme est prévue pour le traitement de la surface des routes de mon comté et combien fut dépensé à cette fin l'année dernière?

L'honorable M. Pinard (Drummond): Je vous donnerai l'information.

M. Bellemare (Champlain): Je la connais d'avance: Rien. Je connais des organisateurs politiques qui se vantent de n'avoir aucun outillage et de vendre quand même du gravier au ministère de la Voirie. Ils font faire cela par d'autres. J'ai des preuves et j'ai des noms.

Je ne les rendrai pas publics, pour ne pas faire tort à leur famille, mais je les donnerai au ministre, s'il le désire. Je donne un conseil au ministre: il ferait mieux de surveiller ce patronage qui s'exerce dans son ministère. Je suis certain qu'il l'ignore.

L'honorable M. Pinard (Drummond): On consacrera \$2,500,000 pour l'achat de nouvel outillage, \$1,600,000 pour des pièces de rechange, cette année, et \$1,100,000 pour du gravier.

M. Bellemare (Champlain): Il ne faudrait pas se surprendre si, après avoir dénoncé des barbiers qui vendaient de la graine de semences, on dénonce aujourd'hui des marchands de liqueurs douces qui vendent du gravier.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Si l'on a des noms, qu'on me les fasse connaître.

M. Bellemare (Champlain): Quand seront terminés les travaux de construction de la route La Tuque-Lac-Saint-Jean?

L'honorable M. Pinard (Drummond): Cela prendra quelques années, à cause de l'ampleur des travaux et des crédits nécessaires.

M. le président invite la députée de Jacques-Cartier (Mme Kirkland-Casgrain) à lui succéder temporairement à la présidence du comité des subsides.

(Mme Kirkland-Casgrain prend place au fauteuil)³

(Applaudissements. On frappe sur les pupitres des deux côtés de la Chambre)

M. Bellemare (Champlain): Ce que femme veut, l'opposition le veut⁴.

(Rires et applaudissements)

Des députés libéraux: Adopté! Adopté!

M. Bellemare (Champlain) sort de sa serviette un article éditorial du *Nouvelliste* au sujet de la route entre La Tuque et le Lac-Saint-Jean, commentant une supposée déclaration du ministre du Travail. Le député de Saint-Maurice avait promis que cette route serait construite en sept mois, dit-il.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) entre dans la Chambre.

M. Bellemare (Champlain) entreprend de lire pour la deuxième fois l'éditorial.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) se lève et agite son doigt vers l'opposition. Je n'ai jamais dit que les travaux seraient terminés dans sept mois, dit-il. Ce que j'ai dit aux gens de La Tuque et du Lac-Saint-Jean, c'est qu'après avoir attendu 16 ans pour leur route, sous l'Union nationale, ils devraient attendre un autre sept mois pour que le travail se poursuive. On a mal interprété mes paroles et je n'ai jamais fait une telle promesse.

M. Bellemare (Champlain) insiste pour obtenir un démenti formel.

Mme la présidente rappelle le député de Champlain à l'ordre en invoquant l'article du Règlement en vertu duquel un député doit accepter la parole d'un autre député. Je demande au député de Champlain de revenir à l'item 4, dit-elle.

(Chahut des deux côtés de la Chambre)

M. Bellemare (Champlain) tente de s'expliquer et de continuer sa lecture.

Mme la présidente rappelle le député à l'ordre pour une deuxième fois. L'article 285 du Règlement, dit-elle, défend de lire en Chambre un document ne se rapportant pas à l'item en discussion. Je demande au député de Champlain de revenir à l'item 4.

M. Bellemare (Champlain) accepte la décision de Mme la présidente.
(Rires)

Des députés ministériels: Adopté! Adopté!

M. Johnson (Bagot) parle.

Mme la présidente⁵: Le député de Bagot doit se conformer au Règlement comme les autres. Le Règlement est aussi pour le chef de l'opposition, et il doit s'y conformer comme tout le monde.

M. Johnson (Bagot): J'espère, Mme la présidente, que ce n'est pas sous votre court règne que la liberté de parole mourra en cette Chambre⁶.

Des députés ministériels protestent.

M. Gosselin (Compton) se lève.

Mme la présidente le regarde.

M. Gosselin (Compton) se rassoit⁷.

Mme la présidente se tourne de nouveau vers le député de Bagot. Je rappelle le député de Bagot à l'ordre pour la première fois, dit-elle.

M. Johnson (Bagot) se relève. Mon collègue, dit-il, a le droit de demander si ce qui a été écrit dans le journal est exact.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Pourquoi cette tempête dans un verre d'eau? Le député de Champlain a lu, à deux reprises, un texte éditorial. La première fois, le député de Saint-Maurice, mis en cause, n'était pas en Chambre, mais, quand il y est entré quelques instants plus tard, il l'a lu une deuxième fois.

Il faut se rappeler que ce n'est pas une nouvelle, mais des commentaires sur des paroles du ministre du Travail. Le député de Saint-Maurice a

nié avoir jamais dit ce que rapporte le journal, et le député de Champlain sait très bien qu'en vertu des règlements, il est tenu d'accepter la parole d'un député en Chambre.

Mme la présidente: L'incident est clos.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): La présidente a eu raison de déclarer l'incident clos.

M. Bellemare (Champlain): Elle n'a jamais dit cela...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Mais je lui...
(Rires et bruits)

Une voix de l'opposition dit d'une manière sarcastique que les routes sont principalement construites dans les comtés ministériels.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Sous l'Union nationale, mon comté a été défavorisé, réplique-t-il d'une manière sarcastique.

M. Bellemare (Champlain) pose une question.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Il reste 14 milles à ouvrir sur le tracé de la route La Tuque-Lac-Saint-Jean, et ce sera fait d'ici quelques mois. Lorsque ce projet sera complété, il aura coûté \$2,500,000. Le gouvernement a dépensé \$500,000 à date. Des crédits sont prévus cette année encore; ils se chiffrent par \$300,000. Des travaux de \$1,000,000 seront effectués un peu partout dans la Mauricie.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): J'espère que le comté de Saint-Maurice aura sa part. Nous avons été pénalisés, sous l'Union nationale⁸.

M. Talbot (Chicoutimi) veut se défendre contre l'accusation.

Mme la présidente: À l'ordre! À l'ordre! À l'ordre! (Elle l'arrête et le fait promptement se rasseoir.)

M. Talbot (Chicoutimi) proteste.

Mme la présidente: C'est le ministre de la Voirie qui a la parole.

M. Talbot (Chicoutimi) rit.

L'honorable M. Pinard (Drummond) se lève⁹.

M. Johnson (Bagot): Le député de Chicoutimi a été attaqué, et il a le droit, en vertu des règlements de la Chambre, de se défendre lui-même.

M. Talbot (Chicoutimi) se lève.

Mme la présidente: À l'ordre! À l'ordre! À l'ordre!

M. Talbot (Chicoutimi) cède la parole à Mme la présidente.

Mme la présidente: Le député de Chicoutimi a le droit de se défendre, mais il doit être bref et revenir à l'item 4.

M. Talbot (Chicoutimi) entreprend de nier l'affirmation du député de Saint-Maurice. J'ai été attaqué, dit-il, et j'ai le droit, en vertu des règlements de la Chambre, de me défendre, et je n'ai pas à être bref. Je parlerai tout le temps qu'il faut pour réfuter les accusations qu'on a portées contre moi.

L'honorable M. Lafrance (Richmond): (Bondissant de son fauteuil) Effronté! (Il sort de la Chambre.)

M. Talbot (Chicoutimi): Il a le droit de dire cela?

Mme la présidente: Soyez bref.

M. Johnson (Bagot) rappelle au ministre de la Voirie qu'il s'est vanté, aux élections de 1956, d'avoir obtenu pour son comté autant que les députés ministériels. Autrefois, l'Union nationale dépensait près de \$1,250,000 en voirie dans le comté de Saint-Maurice, alors qu'aujourd'hui le gouvernement libéral dépense \$1,500,000 en tout pour les sept ou huit comtés de la Mauricie.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Des travaux sont faits là où ils sont requis, sans tenir compte de la politique. Nous nous efforçons de traiter tous les comtés équitablement.

M. Johnson (Bagot) demande une fois encore au ministre de la Voirie de faire un exposé plus élaboré, plus précis des vastes travaux que le gouvernement entend continuer et surtout mettre en marche cette année.

L'honorable M. Pinard (Drummond) reprend son exposé des travaux que le gouvernement entend pousser cette année: amélioration de certaines routes sur la rive sud, dans la région de Montréal; approches du pont Champlain récemment ouvert à la circulation; continuation du boulevard sur la route 9 et autres grandes entreprises.

M. Larouche (Témiscamingue): Le temps semble arrivé de construire des routes de raccordement afin que la population de la vaste région que je représente ne soit plus obligée de faire un détour en Ontario pour se rendre à Montréal ou encore parcourir une distance de 150 milles en prenant la route de l'Abitibi.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Le gouvernement a des projets pour répondre aux besoins de cette région et on va s'y mettre sans retard.

M. le président revient à son poste et remercie la députée de Jacques-Cartier (Mme Kirkland-Casgrain) de l'avoir remplacé.

M. Talbot (Chicoutimi): Dans le décret ministériel du 5 juin 1961, qui régleme l'appel de soumissions pour travaux de voirie, il y a une clause qui oblige le soumissionnaire à donner le nom et la résidence de chacun des administrateurs, s'il s'agit d'une compagnie. Pour quelle raison ces particularités?

L'honorable M. Pinard (Drummond): C'est parce qu'on veut savoir si ces personnes sont du Canada ou de la province de Québec.

M. Talbot (Chicoutimi): Non, M. le président, on veut connaître l'allégeance politique de chacun des directeurs. Et cela rejoint ce que disait le chef de l'opposition, cet après-midi, à savoir que, lorsqu'une compagnie n'est pas formée d'amis du gouvernement, on lui dit qu'elle doit se choisir tel ou tel directeur, ami du régime, pour décrocher un contrat. Je connais des cas que je pourrais soumettre au ministre.

Le gouvernement ou ses amis avertissent les entrepreneurs qu'ils n'ont aucune chance d'obtenir des contrats s'ils n'ont pas un libéral notoire associé à l'entreprise.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je mets le député de Chicoutimi au défi de citer un seul cas, un seul où je suis intervenu pour imposer la nomination d'un libéral. S'il n'est pas capable de

répondre, il n'a qu'à se taire. Il y a un adage bien connu qui dit: "Put up or shut up."

L'honorable M. Pinard (Drummond) nie catégoriquement qu'il en soit ainsi. Il demande au député de Chicoutimi de se rappeler que des entrepreneurs, amis de l'Union nationale, ont obtenu des contrats sans autre condition que d'avoir soumis le prix le plus bas. Allez donc leur demander, à ces entrepreneurs, si nous leur imposons l'obligation dont vous parlez.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Jamais, depuis le 5 juillet 1960, un contrat en haut de \$50,000 n'a été accordé à d'autres qu'au plus bas soumissionnaire, après appel de soumissions publiques. Les accusations du député de Chicoutimi sont injustifiées, injustifiables et inqualifiables.

L'honorable M. Pinard (Drummond) lui demande de nommer des gens.

M. Talbot (Chicoutimi): Cette tactique m'est bien connue. On voudrait que je donne les noms de gens qui seraient ensuite placés sur la liste noire et contre lesquels on exercerait des représailles. Dans mon comté, je connais une compagnie qui a été mise en faillite depuis que les libéraux sont au pouvoir. Mais je ne suis pas ici comme délateur. Ce que j'affirme, tout le monde le sait, et le ministre, le premier. Des compagnies qui veulent avoir des contrats doivent avoir de bons libéraux à leur tête. Il faut montrer patte rouge, aujourd'hui, pour obtenir quelque chose.

Des députés libéraux reprochent à l'opposition de prolonger indûment l'examen des crédits de la voirie.

M. Johnson (Bagot): La Chambre a commencé l'étude du budget de la voirie il y a deux jours. Ce n'est pas encore long. En 1948, l'examen des deniers de la voirie avait duré un mois environ, et tous les députés libéraux du temps avaient parlé chacun une heure sous différentes rubriques, comme le permet le Règlement.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté trois résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) informe les députés qu'il a eu une entente avec le chef de l'opposition pour que la Chambre siége une heure de plus que d'habitude pour le reste de cette semaine, afin de conclure la session qui en est maintenant à sa 90^e séance.

Il propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à deux heures et demie de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Seul *Le Montréal-Matin* du 4 juillet 1962, à la page 8, donne comme le chiffre de \$6,925.

2. Dans *L'Action catholique* du 4 juillet 1962, à la page 20, on dit que c'est M. Bellemare qui prononce ces paroles.

3. Une femme a présidé le comité plénier de l'Assemblée législative pour la première fois dans l'histoire de la province, hier soir. Mme Claire Kirkland-Casgrain, députée de Jacques-Cartier, a remplacé le président du comité, M. Bédard (Québec), pendant plus d'une demi-heure alors que la Chambre continuait l'étude des crédits du ministère de la Voirie. Elle a dirigé les délibérations d'une main de fer, écrit le journaliste du *Nouvelliste* du 4 juillet 1962, à la page 18.

4. La version du *Nouvelliste* du 4 juillet 1962, à la page 18, est différente: "Ce qu'une femme veut, Dieu le veut."

5. *Le Droit* du 4 juillet 1962, à la page 27, précise qu'elle tient en main son volume des règlements.

6. Seul *Le Nouvelliste* du 4 juillet 1962, à la page 18, attribue ces paroles à M. Bellemarre.

7. Dans *The Gazette* du 4 juillet 1962, à la page 2, on peut lire ceci: "mais il aperçoit la présidente qui pointe son bras vers lui. Il s'assoit".

8. M. Talbot se lève brusquement pour répondre à une attaque de la part du ministre de la Voirie, peut-on lire dans *La Presse* du 4 juillet 1962, à la page 49.

9. Selon *The Gazette* du 4 juillet 1962, à la page 2, il "marmonne quelque chose d'inaudible".

Séance du mercredi 4 juillet 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Travaux de la Chambre:

Session¹

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): L'ajournement est rendu nécessaire. Il reste un travail fort impressionnant à faire d'ici à la fin de la présente session, et il nécessitera vraisemblablement plusieurs semaines. L'ordre du jour d'aujourd'hui en est un témoignage. Il reste trop chargé pour l'épuiser rapidement. Il faudrait prolonger les délibérations jusqu'au mois d'août. Dix-sept lois y sont inscrites et elles attendent toutes d'aller en deuxième lecture.

On se rappelle que le chef de l'opposition a signalé l'autre jour que toutes les lois annoncées dans le discours du trône n'ont pas encore été soumises à la Chambre. Par exemple, il reste à soumettre les lois qui se rapportent aux marchés agricoles, à la curatelle publique, aux monuments historiques, aux accidents du travail, aux hôpitaux psychiatriques, aux bureaux d'enregistrement, au comité de redistribution des sièges électoraux. Il y a également les trois² lois des sociétés coopératives, une loi au sujet des archives publiques et plusieurs bills privés aussi compliqués les uns que les autres.

Il faut aussi compter avec le bill des ingénieurs, celui des dentistes, des chiropraticiens, celui des pharmaciens, celui des entrepreneurs techniciens radiologistes, celui des ingénieurs techniciens audiologistes, etc. Il s'agit là de lois fort difficiles, dont plusieurs sont contentieuses et qui provoqueront de longues discussions dans certains cas. Avant de les adopter toutes, il nous faudrait rester ici plusieurs semaines pendant l'été pour terminer la session.

Par ailleurs, les députés sont des hommes d'affaires qui doivent s'occuper de plusieurs choses dans leur vie privée. Or, quand je songe que la plupart des députés sont pères de famille et ont des enfants aux études et que, pour eux, la seule époque où ils ont la chance de voir leurs enfants, c'est la période d'été, je pense que c'est exiger d'eux un trop lourd sacrifice que de siéger jusqu'au mois d'août. Il serait donc

mieux de finir l'étude des crédits et de voter ensuite les mesures les plus urgentes, pour ensuite ajourner la présente session jusqu'à l'automne. L'ajournement leur permettra donc de s'occuper d'autres questions.

Je suggère qu'après avoir terminé le travail urgent que je viens de mentionner, nous ajournions samedi soir. Samedi, la Chambre siégera toute la journée et, le soir, une sanction de bills aura lieu avant d'ajourner. J'avais pensé ajourner la séance pour réunir de nouveau les Chambres au milieu d'octobre, mais, après consultation avec le chef de l'opposition, les membres de l'Assemblée législative ont décidé hier, afin de donner une chance aux députés et parce que ce serait inhumain que les députés ne soient pas avec leur famille pendant encore plusieurs semaines de l'été, d'ajourner la présente session samedi prochain, pour la reprendre et la terminer au début de novembre, soit le mardi 6 novembre prochain. Elle durera au moins trois semaines encore. Le lendemain, le mercredi 7, la Chambre pourra discuter de l'importante motion du député de Montmorency³. Après cette session d'automne, il y aura prorogation et la session 1963 reprendra probablement dès janvier.

M. Johnson (Bagot): Je n'ai pas d'objection, dit-il, à l'encontre de ce qu'a dit le premier ministre, sauf s'il survient des choses imprévues. Je laisse l'entière responsabilité de l'ajournement au gouvernement. La session, même si elle se poursuivait jusqu'à la fin de juillet, ne serait pas la plus longue dans l'histoire de la province, comme l'ont dit certains journaux. Ce n'est pas la première fois qu'une session se poursuit jusqu'en juillet, mais, dans le passé, les sessions avaient commencé beaucoup plus tard. L'an passé, la session a débuté en novembre pour se terminer en juin.

Les autorités provinciales peuvent retarder à la prochaine session plusieurs des mesures qu'elles entendent soumettre maintenant aux Chambres. L'opposition regrette que la session ne soit pas terminée, mais elle est prête à collaborer. L'opposition fera tout en son possible pour aider le gouvernement à disposer le plus rapidement des lois que l'on juge urgentes.

Mais je dois rappeler au premier ministre que, entre le 1^{er} juin dernier et le 13 juin, on a inscrit à l'ordre du jour 18 nouvelles lois du gouvernement. Treize ont été déposées depuis le 22 juin et 11, depuis le 28 juin. Un autre projet de loi a été annoncé au *Feuilleton* hier. À part cela, comme l'a fait remarquer le premier ministre, il y a six nouvelles

lois, annoncées dans le discours du trône, qui n'ont pas encore été présentées par le gouvernement.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): D'ici à l'ajournement, on devra adopter les lois de l'éducation et la loi modifiant la loi des relations ouvrières, ainsi que quelques autres. Il faudra aussi voter les budgets du ministère de la Voirie et du ministère de la Santé, ainsi que les crédits de l'exécutif, des finances, des affaires provinciales-fédérales, etc.

Il y a aussi les 11 projets de loi concernant l'aide financière aux universités, les investissements universitaires, la formation du personnel enseignant, la convention collective, les subventions aux commissions scolaires, la loi de l'instruction publique, la loi des services publics, le conflit de l'eau à Montréal, Westmount et Outremont, l'amélioration des conditions de l'habitation, la ville de Baie-Comeau et les commissaires d'écoles de Baie-Comeau, la loi des tribunaux judiciaires.

Enfin, il reste aussi la loi électorale; elle reviendra en Chambre. Un comité spécial qui travaillait depuis février dernier, en vue de la mettre au point, a terminé son travail la semaine dernière. Ce projet de loi doit maintenant subir ses deuxième et troisième lectures. Nous devrions nous efforcer d'adopter les amendements à la loi électorale d'ici à la fin de la session.

En ajournant samedi, les imprimeurs pourront faire une réimpression de la loi électorale durant l'été, de sorte que le Conseil législatif, à la reprise des Chambres en novembre, pourra passer le projet de loi qui serait adopté avant la fin de l'année. Il faudra de 10 jours à 15 jours pour faire la réimpression du bill 15, après son adoption par l'Assemblée législative.

M. Johnson (Bagot): Je ne vois pas pourquoi il faut voter la loi électorale dès cette session, à moins que le premier ministre ne songe à faire des élections hâtives. Cette loi pourrait fort bien attendre à une autre session car, normalement, elle ne devrait pas être nécessaire avant 1964. En terminant, je constate que, pour la deuxième année consécutive, le chef du gouvernement garde ses budgets pour la dernière minute. C'est assez habile, il suit en cela les traces de ses prédécesseurs, MM. Duplessis, Taschereau, Gouin et les autres.

Un député de l'opposition demande s'il devra consulter la population cet automne.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Nous allons faire des consultations bientôt et ce sera trop tôt pour vous.

M. Johnson (Bagot): En 1890, les députés siégeaient l'été.

Une voix ministérielle: Ils ne voyageaient pas l'hiver.

M. Johnson (Bagot): C'est vrai, le gouvernement libéral du temps ne s'occupait pas des chemins d'hiver.

M. Tremblay (Maisonnette): La loi garantissant l'emprunt contracté par Montréal pour la construction de son métro n'apparaît pas encore au *Feuilleton*. Il faudrait que cela soit voté avant la suspension de la session. Il faudrait que ça vienne avant l'automne. C'est important. Autrement, ils ne pourront pas faire d'élections.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'ai vu le maire de Montréal, M. Jean Drapeau, ce matin même, et je lui ai fait part de nos projets d'ajournement des débats du Parlement, mais il ne m'a pas parlé de cela.

S'il tenait à ce que la province garantisse les emprunts du métro, il m'en aurait sûrement parlé. Mais il ne m'a rien dit.

M. Johnson (Bagot): On doit féliciter le député de Maisonnette. Cela prouve que les anciens administrateurs de Montréal continuent à s'occuper des affaires municipales.

Motions des députés:

Vœux de prompt rétablissement au député de Montréal-Saint-Jacques, M. Dozois⁴

M. Johnson (Bagot): L'opération a bien réussi et le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Dozois) récupère rapidement.

Je lui offre, dit-il, mes vœux de prompt rétablissement. Il souhaite que le député se rétablisse promptement.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) se joint au chef de l'opposition pour offrir des vœux à M. Dozois.

M. Johnson (Bagot): Si la session n'était pas ajournée à l'automne, samedi, je suis sûr qu'il pourrait se rétablir assez tôt pour revenir en Chambre avant qu'elle ne prenne fin.

Questions et réponses orales:***Revue Mariale***

M. Caron (Maskinongé): La *Revue Mariale* va disparaître et, selon les termes de l'éditeur, M. Brien, la cause de la disparition de la revue serait attribuable au fait que le ministre des Affaires culturelles refuserait un octroi à la revue. Pour quelle raison le ministère des Affaires culturelles a-t-il bloqué la subvention de \$20,000 à la *Revue Mariale*⁵ qui a cessé de paraître?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): À ma connaissance, aucune subvention n'a été accordée.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 226 concernant le testament de Benny Sadovnik.

M. Binette (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-septième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 117 constituant en corporation l'École normale Notre-Dame-du-Sacré-Cœur;

- bill 118 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;

- bill 145 modifiant la loi concernant la Société gazifère de Hull inc.;

- bill 201 concernant la Corporation de gaz naturel du Québec;

- bill 184 modifiant la charte de la ville Laval-des-Rapides.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 182 concernant The Royal Trust Company Mortgage Corporation.

Projets de loi:**Testament de Benny Sadovnik**

M. Lechasseur (Verchères) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 226 concernant le testament de Benny Sadovnik.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 226 sans l'amender.

M. Lechasseur (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

École normale**Notre-Dame-du-Sacré-Cœur**

M. Brousseau (Sherbrooke) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 117 constituant en corporation l'École normale Notre-Dame-du-Sacré-Cœur.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 117 sans l'amender.

M. Brousseau (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Sherbrooke

M. Brousseau (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 118 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 118 sans l'amender.

M. Brousseau (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la Société gazifère de Hull

M. Parent (Hull) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 145 modifiant la loi concernant la Société gazifère de Hull inc.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 145 sans l'amender.

M. Parent (Hull) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Corporation de gaz naturel du Québec

M. Lechasseur (Verchères) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 201 concernant la Corporation de gaz naturel du Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 201 sans l'amender.

M. Lechasseur (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Laval-des-Rapides

M. Lechasseur (Verchères) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 184 modifiant la charte de la ville Laval-des-Rapides.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 184 sans l'amender.

M. Lechasseur (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Royal Trust Company Mortgage Corporation

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 182 concernant The Royal Trust Company Mortgage Corporation.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 182 sans l'amender.

M. Blank (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Aide financière aux universités

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 31 augmentant l'aide financière aux universités de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

M. Johnson (Bagot): L'initiative du gouvernement actuel, en portant de \$1.75 à \$2 *per capita* les subventions aux universités par le bill 31, est en somme la ratification de ce qui a été fait par le gouvernement de l'Union nationale, tellement critiqué pour cette mesure. À cette époque, cependant, le

premier ministre actuel prétendait que c'était le pire accroc possible à l'autonomie provinciale.

Le premier ministre s'est assagi, et il fait beaucoup mieux comme chef du gouvernement que comme simple chef de parti politique. Toutefois, l'opposition est en faveur de l'augmentation des subventions aux universités, et la présentation du projet de loi marque un changement d'attitude chez nos amis d'en face. Le gouvernement a cédé à Ottawa qui s'immisce, par l'abattement de l'impôt sur le revenu, dans le champ de l'éducation de la province de Québec.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): En attendant de reconquérir une plus large part de ses droits, le gouvernement est d'avis qu'il vaut mieux prendre ce qui passe, pendant qu'il continue sa lutte en faveur de la reprise complète des droits du Québec dans le domaine fiscal, conformément à une résolution adoptée par la Chambre.

Le gouvernement est convaincu qu'une législation fédérale qui subordonne l'impôt provincial à un usage particulier est anticonstitutionnelle, et le gouvernement a décidé de poursuivre sa lutte pour reconquérir les droits constitutionnels de la province de Québec. Le gouvernement utilisera l'entente pour subventionner les universités en attendant de reprendre l'exercice d'une plus large part de ses droits.

Des députés de l'opposition critiquent.

M. Johnson (Bagot): Lorsqu'un projet de loi a été soumis à la Chambre pour rendre l'entente exécutoire, l'opposition libérale l'a critiqué. Elle préconisait la création d'une commission provinciale des universités et des collèges. Dans sa correspondance avec M. Diefenbaker, le premier ministre s'est montré très exigeant sur les termes de l'entente qu'il approuve aujourd'hui et dont il est heureux de pouvoir se servir.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): nie que le gouvernement de Québec ait cédé à Ottawa dans ce domaine de l'éducation. Le premier ministre, le parti qu'il dirige et le gouvernement actuel du Québec n'ont jamais changé d'attitude à ce sujet.

M. Johnson (Bagot): Nous avons, la semaine dernière, rappelé que la province de Québec refusait d'accepter les subventions d'Ottawa à nos universités. Grâce à une entente conclue avec Ottawa, le gouvernement se prévaut, de cette façon,

de la loi fédérale, qui permet la déductibilité de 1 % sur les profits des sociétés commerciales, déductible de l'impôt fédéral, afin de percevoir lui-même des sommes qu'il distribue aux universités.

Il demande si l'abattement de 1 % de l'impôt sur les profits des sociétés sera suffisant pour couvrir tout le monde, ce qui sera versé en subventions aux universités, et ce que cet abattement peut représenter.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): L'abattement ne relève pas de la loi à l'étude.

M. Johnson (Bagot): Quelle somme le gouvernement entend recevoir de la mise en force de cet abattement consenti par le gouvernement fédéral?

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): C'est environ \$10,000,000 que la province de Québec recevra de ce chef.

M. Johnson (Bagot) veut poursuivre la discussion sur le sujet.

M. le président⁶ le rappelle à l'ordre. Il l'invite à s'en tenir au texte législatif à l'étude.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 31 augmentant l'aide financière aux universités de la province.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose: 1. Que l'article 2 de la loi concernant une aide financière aux universités de la province (8-9 Elizabeth II, chapitre 15) soit remplacé par le suivant:

"2. Le ministre de la Jeunesse paiera chaque année, à compter de l'année financière 1962-1963, aux universités de la province, une subvention globale équivalant à deux dollars par habitant de la province, selon sa population pour l'année civile où commence l'année financière.

"Aux fins du présent article, la population de la province pour une année civile où un recensement a été fait par le gouvernement du Canada désigne le chiffre de la population établie par ce recensement et pour toute autre année civile, il désigne le chiffre de la population le 1^{er} juin de l'année en question, selon l'estimation du statisticien fédéral."

Adopté.

2. Que la loi qui accompagne les présentes résolutions ait effet à compter du 1^{er} avril 1962.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est résolu que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 31 augmentant l'aide financière aux universités de la province.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 31 augmentant l'aide financière aux universités de la province.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 31 sans l'amender.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Financement universitaire

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 du financement des investissements universitaires, 1962, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 52 du financement des investissements universitaires, 1962.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose: 1. Que l'article 7 de la loi du financement des investissements universitaires (9-10 Elizabeth II, chapitre 34) soit modifié en remplaçant, dans la première ligne, les mots "Pour l'année 1961-1962" par les mots "Pour chaque année financière visée à l'article 3".

2. Que l'article 8 de ladite loi soit modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Ces subventions ne font pas partie des dépenses ordinaires du gouvernement."

3. Que l'annexe A de ladite loi soit remplacée par l'annexe A de la présente loi.

4. Que la loi qui est basée sur les présentes résolutions entre en vigueur le jour de sa sanction.

Le gouvernement, dit-il, a engagé une somme de \$17,600,000 pour les investissements des collèges classiques, l'an dernier. De ce montant, \$13,500,000

avaient été versés en subventions, \$9,600,000 ont été payés jusqu'ici et le reste le sera au cours des mois prochains. De plus, quelques collèges ont emprunté \$4,140,000 par l'intermédiaire de la Société centrale d'hypothèques. Non seulement le gouvernement a garanti ces emprunts, mais il les remboursera entièrement.

M. Prévost (Montmorency) insiste sur la nécessité d'aider les collèges classiques à organiser des laboratoires bien équipés et des bibliothèques XX^e siècle dans les collèges classiques. Il insiste sur le développement de l'éducation physique dans les collèges classiques, et il regrette que, dans les projets d'investissement à l'Université Laval, rien ne soit prévu pour la construction d'un centre d'éducation physique. Il y a des centaines de jeunes à l'Université Laval, dit-il. Il serait nécessaire d'avoir un centre pour occuper leurs loisirs et développer leurs aptitudes, comme cela se fait dans les universités américaines. Il demande si les collèges classiques lui ont soumis plusieurs projets.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Une trentaine de projets de toutes sortes pour les collèges classiques sont à l'étude. Toutes les demandes ne pourront être accordées cette année, il va sans dire. Le nouveau service de construction, créé au département de l'Instruction publique, prouvera son efficacité en ce cas.

M. Johnson (Bagot): Les dirigeants des institutions d'enseignement classique, religieux, prêtres et religieuses, doivent être traités avec les égards dus à des personnes qui ont su administrer avec un réel sens de l'économie leurs maisons, et cela, dans des circonstances souvent difficiles. Le gouvernement, même en surveillant la dépense, ne doit pas manquer de confiance envers ces dirigeants de nos institutions d'enseignement classique qui ont fait leurs preuves. On ne doit pas agir envers eux avec la même rigueur que lorsqu'il s'agit, par exemple, des commissions scolaires. Je demande au ministre de la Jeunesse de changer l'optique de certains de ses collaborateurs à ce sujet.

Il (M. Johnson) reproche au gouvernement de n'avoir pas nommé une commission des universités. S'il y avait une commission des universités comme le premier ministre l'a promis, dit-il, elle pourrait, mieux que le ministre de la Jeunesse, renseigner les députés sur l'emploi que l'on fait de cette somme considérable. Rien dans la loi ne démontre, par exemple, ce que le gouvernement refuse aux universités, lorsque vient le moment de discuter les investissements universitaires.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Le gouvernement préfère discuter directement avec les universités, en les confrontant avec les montants disponibles.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): La plus complète liberté est laissée aux dirigeants des universités de la province de Québec, dans l'emploi des subventions du gouvernement. Les universités savent qu'elles peuvent compter sur un montant annuel de \$20,000,000 durant les cinq prochaines années.

Le gouvernement n'impose pas ses vues aux recteurs des universités. Lui et le ministre de la Jeunesse, dit-il, invitent les recteurs des six universités du Québec à présenter le programme annuel des constructions.

Puis, il y a une réunion plénière au cours de laquelle les recteurs discutent entre eux des besoins de chacune des universités de la province. Ce sont eux qui prennent les décisions nécessaires dans chaque cas.

Ce sont leurs représentants qui décident du montant à dépenser, du moment qu'elles restent en dedans de la norme de \$20,000,000. Ce programme peut sembler long, mais ni le ministre de la Jeunesse ni le gouvernement ne leur imposent les vues de l'administration.

M. Johnson (Bagot): L'arrêté ministériel concernant la demande de soumissions publiques, dans le cas où des subsides du gouvernement sont versés, s'applique-t-il pour les travaux faits par les institutions qui reçoivent des subventions?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) répond par la négative.

M. Johnson (Bagot) exprime le regret que le gouvernement n'ait pas jugé à propos d'exercer la même sévérité dans la surveillance des travaux, dans le cas des universités où un montant de \$20,000,000 est en jeu annuellement. Il est étonné de ce que les travaux de la construction des universités ne soient pas soumis à un régime de soumissions publiques. Un tel régime, dit-il, est justement imposé aux commissions scolaires.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): L'arrêté ministériel concernant les travaux publics ou privés, avec subventions du gouvernement, ne s'applique pas aux universités, parce que les sommes données ne sont pas votées par une loi de subsides.

M. Bertrand (Missisquoi): Un hôpital universitaire sera-t-il érigé à l'Université de Montréal?

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Les demandes de soumissions pour cet hôpital se feront l'an prochain. Un hôpital universitaire est général et il ne doit pas être spécialisé.

On ne doit pas bâtir des mastodontes au-delà des besoins de l'enseignement universitaire. Le projet de construction d'une maison pour les étudiants est également retardé. D'autres projets se situent plus haut sur la liste de priorités dressée par les autorités universitaires.

M. Prévost (Montmorency): Je voudrais que l'on développe la recherche clinique, dans ces hôpitaux, qui est insuffisamment développée dans la province de Québec.

M. Bertrand (Missisquoi) rappelle l'utilité d'une commission des universités qui fournirait les renseignements que les députés apprennent partiellement par la bouche du ministre de la Jeunesse, parce que celui-ci ne connaît pas tous les détails des projets de construction dans les universités. Il renouvelle sa demande au ministre de la Jeunesse en faveur d'une aide financière au collège féminin d'enseignement classique Saint-Maurice, de Saint-Hyacinthe, dirigé par les sœurs de la Présentation. L'institution a rendu des services inappréciables à la cause de l'enseignement.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) promet d'étudier la demande.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 52 du financement des investissements universitaires, 1962 soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la formation des enseignants

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 modifiant la loi pour faciliter la formation du personnel enseignant soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet de loi a pour but d'obliger ceux qui obtiennent des bourses de recherches à souscrire un engagement analogue à celui qui est exigé pour les bourses d'études universitaires, c'est-à-dire consacrer sept années à l'enseignement dans la province de Québec, après la fin des études payées par la province. On veut ainsi que ces études profitent directement au système d'enseignement du Québec.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 55 sans l'amender.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la présente séance.

Loi des subventions aux commissions scolaires

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 58 modifiant la loi des subventions aux commissions scolaires.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose: 1. Que l'article 4 de la loi des subventions aux commissions scolaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 61A, remplacé par l'article 1 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 32) soit modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"4. Toute commission qui compte dans ses classes du cours secondaire au moins soixante élèves d'un niveau supérieur à celui de la neuvième année reçoit, par élève de huitième ou neuvième année, une subvention supplémentaire égale à celle prévue à l'article 3 et, par élève d'une classe supérieure, une subvention supplémentaire égale à une fois et demie celle prévue à l'article 3."

2. Que l'article 9 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"9. Toute commission reçoit, chaque année, une subvention de quatre dollars par élève du cours élémentaire et de neuf dollars par élève du cours secondaire pour les livres de classe mis à la disposition des élèves en vertu de la loi de l'instruction publique."

3. Que l'article 11 de ladite loi soit modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

"Cette subvention ne doit pas dépasser cent dollars par élève du cours secondaire ou d'une institution visée à l'article 223*b* de la loi de l'instruction publique transporté d'une municipalité à une autre, et soixante dollars par élève, dans tout autre cas."

4. Que l'article 16 de ladite loi soit modifié en remplaçant, dans la dernière ligne, le mot "précédente" par les mots "en cours".

5. Que l'article 17 de ladite loi soit modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Il en est de même dans le cas d'une commission qui reçoit les enfants d'une autre, par entente suivant la loi de l'instruction publique."

6. Que l'article 18 de ladite loi soit modifié en remplaçant le deuxième alinéa par les suivants:

"La subvention pour les livres de classe est payée au cours du mois de novembre.

"La subvention pour les livres de bibliothèque scolaire est payée sur réception de la facture acquittée par la commission."

7. Que la loi qui est basée sur les présentes résolutions entre en vigueur le jour de sa sanction.

Adopté.

M. Prévost (Montmorency) pose une question.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Le bill 58 permettra au gouvernement de verser \$1,300,000 aux commissions scolaires pour les classes du cours secondaire; 45,000 étudiants dans les classes de 10^e, 11^e et 12^e année bénéficieront de cette législation, exception faite de ceux fréquentant les écoles de Montréal et Québec. Les petites commissions scolaires qui n'ont pas ces trois années de classe bénéficient de la loi, si elles envoient des élèves suivre le cours de ces classes à l'extérieur.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 modifiant la loi des subventions aux commissions scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de**l'instruction publique**

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 modifiant la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Les articles 1 à 13 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 14, qui se lit comme suit:

"14. L'article 232 de la dite loi, modifié par l'article 7 de la loi 9 George VI, chapitre 26, est de nouveau modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Cependant, lorsqu'il s'agit d'un instituteur qu'ils ont réengagé après huit mois de service ou plus dans l'année scolaire précédente, ils doivent, sur sa demande écrite et personnelle, lui donner par écrit les raisons qui motivent leur décision. Aucun droit d'action ne découle des raisons ainsi données de bonne foi."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"14. L'article 232 de la dite loi, modifié par l'article 7 de la loi 9 George VI, chapitre 26, est de nouveau modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Cependant, lorsqu'il s'agit d'un instituteur qu'ils ont réengagé après huit mois de service ou plus dans chacune des deux années scolaires précédentes, ils doivent, sur sa demande écrite et personnelle, lui donner par écrit les raisons qui motivent leur décision. Aucun droit d'action ne découle des raisons ainsi données de bonne foi, mais l'instituteur peut soumettre son grief à l'arbitrage suivant la convention collective régissant les parties ou, à défaut de telle convention ou si elle n'y pourvoit pas, suivant la loi concernant les corporations municipales et scolaires et leurs employés (13 George VI, chapitre 26)."

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Depuis juin 1960, l'une des principales préoccupations des autorités libérales, dans le domaine de l'éducation, a été le perfectionnement et le bien-être du personnel enseignant. L'article 232 de la loi de l'instruction publique était une épine au pied du corps enseignant dans notre province. Depuis de nombreuses années, des instituteurs et des institutrices ont eu à souffrir d'une disposition en vertu de laquelle les commissaires pouvaient, sans raison aucune, congédier le personnel enseignant d'année en année. Le gouvernement actuel a cru que les revendications des instituteurs devaient recevoir un accueil sympathique de la part du gouvernement et de la Législature.

C'est dans cet esprit que le gouvernement a pris la décision de modifier l'article 232 pour assurer au personnel enseignant, à cette catégorie de travailleurs intellectuels auxquels nous confions nos enfants, une sécurité qui se compare à la sécurité qu'on accorde au monde des ouvriers syndiqués dans cette province. Je suis fier, dit-il, de proposer un nouveau texte qui est approuvé non seulement par les instituteurs, mais encore par la Fédération des commissions scolaires de la province de Québec, donc qui fait l'unanimité.

L'amendement proposé n'est qu'une étape de plus dans l'ensemble des mesures que le gouvernement a prises, ou veut prendre à l'avenir, pour favoriser le développement de l'éducation par le perfectionnement et l'amélioration du travail du personnel enseignant.

D'ici un jour ou deux, j'aurai l'occasion d'annoncer encore une nouvelle et importante mesure pour favoriser l'amélioration du sort du personnel enseignant, en parfaite harmonie avec ceux qui sont responsables de l'éducation, les commissaires scolaires et le ministère de la Jeunesse.

M. Prévost (Montmorency): Il est logique de prévoir cet arbitrage si on conteste le congédiement d'un professeur. Ainsi, justice est faite pour tous. La commission conserve le droit de congédier sans donner les raisons pour la première année. À cause de l'ancien article 232 de la loi de l'instruction publique, certains commissaires d'écoles ont pratiqué des abus fort coûteux, par mesquinerie, en congédiant des membres de leur personnel enseignant compétent, afin de se tourner vers de nouveaux venus, des novices qui coûtaient moins cher à l'administration. Cela se pratique encore à certains endroits. Le premier but de l'éducation, c'est la formation. Par ailleurs, il y a toujours eu des commissaires qui ont été conscients de leurs responsabilités et qui n'ont pas abusé de l'article 232.

Il mentionne le cas d'une institutrice de Beauport qui a été 40 ans en fonction, pour démontrer que des commissaires d'écoles compétents existent encore. Avec le nouvel amendement de l'article 232, dit-il, les commissaires auront encore une année et huit mois pour étudier les instituteurs ou institutrices et juger leur compétence. Pendant cette période de temps, ils pourront utiliser encore l'ancien texte de l'article 232, mais, après ces 18 mois de service, ils seront soumis au nouveau texte qui protège le corps enseignant et lui donne une plus grande sécurité. Le bon personnel enseignant mérite la sécurité de fait et la sécurité inscrite dans la loi.

Au nom de l'opposition, il accueille l'arbitrage prévu par le nouveau texte comme une amélioration.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): L'article, tel que rédigé, s'est avéré plus pratique. Il rejette la proposition du député de Montmorency (M. Prévost). Les commissions scolaires, dit-il, ont l'assurance que l'instituteur est pécuniairement responsable de remplir les engagements comme toute personne qui a promis ses services. Promesse non tenue implique une amende.

L'amendement est adopté.

L'article 14, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie le deuxième alinéa de l'article 15, qui se lit comme suit:

"15. L'article 235 de ladite loi est modifié en ajoutant les alinéas suivants:

"L'instituteur qui n'a pas donné, en temps voulu, cet avis et n'honore pas son engagement est passible, pour chaque jour de retard à donner cet avis, d'une amende égale à un cinq-centième de son dernier traitement annuel recouvrable par la commission scolaire suivant les articles 505 et 507."

M. Prévost (Montmorency): J'aurais préféré que les amendements du gouvernement n'introduisent pas de sanctions contre les instituteurs. Il aurait été préférable qu'on modifie l'article 221 de la loi de l'instruction publique pour obliger toute la commission scolaire, avant la signature d'un contrat avec un instituteur, à s'assurer qu'il n'est pas lié avec une autre commission scolaire. Il déplore le fait que, dans le passé, des commissaires d'écoles ont arraché à d'autres commissaires tel ou tel professeur en lui offrant une rémunération alléchante.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Les instituteurs ont toute la protection voulue, mais ils seront tenus pécuniairement responsables comme toute autre personne qui, ayant promis ses services, ne tient pas sa promesse.

M. Prévost (Montmorency): On ne force pas les commissions scolaires à adresser leurs états financiers au surintendant de l'Instruction publique. Ces documents iront au Service des finances scolaires du ministère de la Jeunesse.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Le surintendant aura toute la latitude voulue de les consulter.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 56 modifiant la loi de l'instruction publique.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose: 1. Que l'article 533 de la loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59), remplacé par l'article 47 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 9, soit modifié en insérant, après le premier alinéa, le suivant:

"Le fonctionnaire de l'enseignement qui a contribué à ce titre au fonds de pension pendant plus de dix ans peut faire compter aux mêmes conditions plus de dix années d'enseignement comme religieux, à raison d'une année pour chaque année au-delà de dix."

Adopté.

2. Que l'article 552 de ladite loi, remplacé par l'article 53 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 9, soit modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Les dispositions du présent article s'appliquent aussi à une personne qui enseigne temporairement en dehors de la province en vertu d'un plan reconnu par la commission administrative."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 56 modifiant la loi de l'instruction publique.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 56 modifiant la loi de l'instruction publique.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 56 après l'avoir amendé⁷.

Le bill amendé est lu et agréé.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la présente séance.

Loi de la convention collective

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 modifiant la loi de la convention collective soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

M. Bellemare (Champlain) pose des questions.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Le projet de loi a été soumis au Conseil supérieur du travail (CST), un comité consultatif composé de représentants de l'employeur et de l'université. Un procès-verbal a été fait; il est confidentiel au ministre, mais je peux vous dire que le CST a approuvé à l'unanimité les principes du projet de loi.

M. Bellemare (Champlain) qualifie la loi proposée de cataplasme.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) lui reproche, en souriant, de chercher la chicane.

M. Bellemare (Champlain): Comme le ministre du Travail, je suis d'excellente humeur.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): L'arrêté en conseil du 11 mai 1954, qui fixe le tarif des honoraires d'avocats, a été déclaré *ultra vires*, et les comités paritaires envisagent des difficultés énormes dans l'application de la loi. Ils ont envoyé un mémoire au procureur général, dans lequel ils déclarent que le jugement de la Cour d'appel peut avoir un effet rétroactif qui entraînerait la disparition de certains comités paritaires.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Si une telle éventualité se produisait, pour le paiement des frais, le procureur général interviendrait.

Les articles 1 à 9 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 57 sans l'amender.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Baie-Comeau⁸

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61 concernant la ville de Baie-Comeau et les commissaires d'écoles de Baie-Comeau soit maintenant lu une deuxième fois.

Trois importantes sociétés commerciales de Baie-Comeau, la Quebec North Shore Paper Company, la Canadian British Aluminum Company Limited et la Cargill Grain Company, devront désormais payer les taxes municipales et scolaires sur les additions possibles à leurs présentes installations industrielles. Toutefois, ces sociétés

pourront bénéficier, à l'égard de ces installations futures, de toute réduction de taxes qui pourraient être décrétées par les autorités municipales ou scolaires.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Les trois sociétés avaient demandé au premier ministre le bénéfice d'une commutation de taxes sur les constructions futures, mais, dit-il, c'est contre la politique générale du gouvernement, et elles devront payer les taxes comme tout autre citoyen de Baie-Comeau. Toutefois, il y a une exception en faveur de la Quebec North Shore qui reste évaluée à \$6,000,000 jusqu'en 1968.

M. Johnson (Bagot): À tout prendre, ces sociétés bénéficieront d'une baisse de taxes.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Bien au contraire, c'est un fardeau considérable que nous leur imposons. Elles devront payer des taxes sur plusieurs millions de dollars additionnels quand elles ajouteront aux établissements actuels.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 61 sans l'amender.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la présente séance.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Projets de loi:

Loi des services publics

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 modifiant la loi des services publics soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 59 après l'avoir amendé⁹.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Cournoyer (Richelieu)

propose, du consentement unanime, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi des
tribunaux judiciaires**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) pour **l'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)**, propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 modifiant la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) pour **l'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)**¹⁰, propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

M. Johnson (Bagot): Cette loi s'applique également aux magistrats de district?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) répond dans l'affirmative, car la loi générale dit que tout ce qui s'applique aux juges des sessions s'applique également aux magistrats. Deux juges sont actuellement totalement incapables de remplir leurs fonctions et refusent de démissionner, pour retirer leur plein salaire, au lieu des trois quarts auxquels ils

ont droit comme pension. Le gouvernement, au lieu de prendre sous sa responsabilité la décision nécessaire, confie à la Cour d'appel de la province le soin de constater l'incapacité des juges mis en cause.

M. Johnson (Bagot) attire l'attention du gouvernement sur la phraséologie du projet de loi qui emploie le mot "utilement", à l'article 1: "Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, dans tous les cas où un juge est atteint d'une incapacité permanente l'empêchant de remplir "utilement" ses fonctions...". Ce mot peut être dangereux. Il accepte le bill tel quel, en laissant au gouvernement toute la responsabilité de son application.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 62 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) pour **l'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) pour **l'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que l'article 289 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), modifié par l'article 2 de la loi 9 George VI, chapitre 19, l'article 7 de la loi 10 George VI, chapitre 12, l'article 18 de la loi 13 George VI, chapitre 19, l'article 10 de la

loi 14-15 George VI, chapitre 55, l'article 8 de la loi 15-16 George VI, chapitre 30, l'article 2 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 29, l'article 3 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 30, l'article 4 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 20, l'article 12 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 39, et l'article 3 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 14, soit de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 4 par le suivant:

"4. Le nombre des juges de district ne doit en aucun temps excéder soixante, y compris le juge en chef de district et le juge en chef adjoint de district."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 62 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 62 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 62 sans l'amender.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) pour **l'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des conditions de l'habitation

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 60 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose: 1. Que l'article 1 de la loi 12 George VI, chapitre 6, modifié par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 9, l'article 1 de la loi 14-15 George VI, chapitre 11, l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 7, l'article 1 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 4, l'article 1 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 4, et l'article 1 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 56, soit de nouveau modifié en remplaçant le millésime "1962" par le millésime "1963", dans la quatrième ligne du paragraphe b.

Adopté.

2. Que l'article 9 de ladite loi, remplacé par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 9, l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 8, l'article 2 de la loi 14-15 George VI, chapitre 11, l'article 2 de la loi 15-16 George VI, chapitre 10, l'article 2 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 7, l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 7, l'article 2 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 4, l'article 1 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 9, l'article 2 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 4, et l'article 3 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 56, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"9. Le gouvernement peut affecter aux fins de la présente loi, une somme totale de cent vingt-cinq millions de dollars."

Adopté.

3. Que l'article 2, tel qu'amendé, de la loi 12 George VI, chapitre 6, soit applicable au solde actuel d'un prêt consenti avant le 10 juin 1961, quoique ce prêt dépasse le maximum alors prévu à l'article 3 s'il ne dépasse pas le maximum actuellement fixé par cet article.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 60 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

M. Bellemare (Champlain): Combien de cas sont actuellement en suspens et à l'étude par l'Office du crédit agricole dans ce secteur de l'habitation?

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est): Il y a 2,000 cas¹¹. Le nouveau texte permettra à une corporation municipale, qui administre un fonds de pension, de prêter l'argent de ce fonds pour la construction d'habitations.

M. Bellemare (Champlain): La loi de l'aide à l'habitation est une loi de l'Union nationale. En 1959, 37,000 contribuables sont devenus propriétaires grâce à cette loi bienfaisante adoptée par l'Union nationale. Pourtant, les libéraux ont bien critiqué le gouvernement précédent à ce sujet.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): La loi se libéralise...

M. Bellemare (Champlain) félicite le gouvernement de continuer dans la voie que lui a tracée l'Union nationale, en vue d'aider au petit propriétaire.

M. Johnson (Bagot): Cette libéralisation effectuée dans le Québec depuis deux ans coûte cher. Il fait l'éloge de feu le notaire Eugène Poirier qui fut le président de l'Office du crédit agricole, sous l'Union nationale, et à qui revient le mérite d'avoir mis la loi en action pour le bénéfice de ceux qui voulaient accéder à la propriété.

M. Tremblay (Maisonneuve) louange feu Maurice Duplessis, le père de cette loi.

M. Maltais (Québec-Est): Le fonds de \$20,000,000 s'épuisera moins vite qu'on ne pense, car les gens sont craintifs.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): L'an dernier, la loi a été amendée pour préciser que le montant du prêt ne devait pas dépasser 95 %¹² de la valeur de la maison et du terrain sur lequel elle est bâtie, pour bénéficier des avantages de la loi. Par suite d'une interprétation erronée de la loi, nous avons adressé des lettres à 2,000 petits propriétaires, les informant que leur prêt était trop élevé et qu'ils ne pourraient bénéficier de leur ristourne que lorsque leur emprunt baisserait au niveau de 95 % de la valeur de la maison. C'est pour pouvoir payer la ristourne à ces 2,000 personnes que la loi est maintenant révisée.

M. Parent (Hull) insiste pour faire modifier le texte de la loi, parce qu'il prête à une interprétation erronée, et l'évaluation de la société prêteuse restreint le droit de l'emprunteur à bénéficier de la ristourne, car on ne tient pas compte de la valeur du terrain et, de ce fait, le prêt dépasse l'évaluation établie. Comment peut-on obtenir un prêt plus élevé que la valeur de l'immeuble offert en garantie?

Il se réjouit de cette modification à la loi pour améliorer les conditions de l'habitation. Dans la seule région qu'il représente, environ 500 familles se trouvent favorisées dans les municipalités de Hull (projet Bisson), Hull-Est, Pointe-Gatineau (projet Riviera), Hull-Sud, Gatineau et d'autres centres. Antérieurement au 10 juin 1961, l'évaluation de la société prêteuse ne tenait pas compte de la valeur du terrain. En conséquence, ceux qui ont reçu des lettres de refus parce que l'hypothèque dépassait l'évaluation deviennent éligibles. De plus, ceux qui devaient attendre que leur hypothèque soit réduite sont également éligibles aux avantages de la ristourne prévue par la loi.

Les articles 1 à 5 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 60 sans l'amender.

L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la formation des enseignants

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 55 modifiant la loi pour faciliter la formation du personnel enseignant soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Baie-Comeau

L'honorable M. Cliche (Abitibi-Est) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 61 concernant la ville de Baie-Comeau et les commissaires d'écoles de Baie-Comeau soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des relations ouvrières

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 65 modifiant la loi des relations ouvrières.

Je présenterai, dit-il, d'ici quelques heures, une loi permettant de nommer à la Commission des relations ouvrières un nouveau vice-président qui sera un juge de district. La loi permet aussi aux parties en cause, dans les cas de congédiement, de soumettre le cas à un juge seul, comme dans une cour de pratique. Ces cas de congédiement constituent la plus forte partie des causes soumises à la Commission. On espère, de cette façon, accélérer considérablement le travail de la Commission des relations ouvrières.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il faudra retenir prochainement les services de trois

nouveaux juges. Le gouvernement a besoin d'un juge à la Commission du salaire minimum, d'un juge additionnel à la Commission des relations ouvrières, et d'un autre à la Commission municipale. À cause de cela, le gouvernement demande l'autorisation de nommer cinq juges, pour ne pas revenir devant la Chambre à tout instant à ce sujet. À cause de cette autorisation, le maximum des juges de district est porté de 55 à 60.

M. Johnson (Bagot): Le nombre des juges de district, qui était de 48 en 1956, est maintenant rendu à 60. C'est une augmentation de un quart. Je doute que le gouvernement trouve 12 avocats libéraux assez compétents pour faire de bons juges. Si le gouvernement voulait créer un précédent en nommant des avocats de l'Union nationale, nous pourrions lui en suggérer d'excellents.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Ce serait inconvenant de créer un tel précédent.

M. Meunier (Bourget): Suggérez-nous Jean-Marie Bériau.

M. Johnson (Bagot): Je pourrais nommer des avocats libéraux qui sont dans le même cas que Bériau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-six millions cent quarante-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Route transcanadienne (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Pinard (Drummond): La construction d'un pont à l'île aux Tourtes et le changement du tracé du gouvernement sur la route transcanadienne vont sauver de deux à trois millions de dollars. Ce pont devait coûter \$10,000,000. Il en coûtera \$7,230,000, selon la soumission la plus basse reçue la semaine dernière.

M. Johnson (Bagot): Le ministre de la Voirie trompe la vérité lorsqu'il parle d'économies de \$2,000,000 et de \$3,000,000 par les soumissions publiques. Le ministre n'a pas le droit de dire ce qui a été publié dans *Le Soleil* le 4 juillet¹³. Cet article constitue du journalisme malhonnête contre lequel je proteste.

L'économie de \$3,000,000 dont a parlé le ministre hier soir, au sujet du pont de l'île aux Tourtes, constitue une manigance libérale pour qu'elle soit tournée en publicité dans les journaux aujourd'hui. Les économies du ministre sont seulement sur le papier. Pour constater si réellement il y a économie, il faut attendre que les travaux soient exécutés et que le gouvernement ait disposé de toutes les réclamations qu'on pourrait lui faire.

Je suis heureux si on peut faire des économies par le système de soumissions publiques. Tant mieux, j'en suis et l'opposition en est. Quant aux économies dont on se vante, elles n'ont apporté à la population que des budgets doublés et des taxes augmentées. Le ministre qui a parlé d'économie de \$2,000,000 n'est pas sérieux, pas plus que les journaux qui publient cela.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Je suis très surpris de voir l'ampleur qu'une agence de presse et quelques journaux ont donnée à une déclaration que j'ai faite en Chambre pour m'amuser un peu aux dépens de l'opposition. Je ne faisais que plaisanter, dit-il, lorsque j'ai fait allusion, à l'Assemblée législative, à M. Gérald Martineau, ancien trésorier de l'Union nationale. Tous ont compris que c'était une plaisanterie et que je voulais seulement badiner.

Je craignais, dit-il, que la population ne prenne mes remarques au sérieux¹⁴.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Projets de loi:

Loi de l'instruction publique

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 56 modifiant la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à deux heures et demie de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Le premier ministre a annoncé cette nouvelle avant l'ordre du jour, selon *L'Événement-Journal* du 5 juillet 1962, à la page 1.

2. Il y en aurait quatre, selon *The Montreal Star* du 4 juillet 1962, à la page 2.

3. La motion de M. Prévost porte sur la confessionnalité de l'éducation, note *Le Devoir* du 5 juillet 1962, à la page 2.

4. Transporté d'urgence à l'Hôtel-Dieu de Québec, M. Paul Dozois, député de Montréal-Saint-Jacques, a subi avec succès une intervention chirurgicale, hier midi, à la suite d'une crise d'appendicite aiguë. M. Dozois a commencé à ressentir des malaises, mardi

après-midi, mais il est resté en Chambre jusqu'à la fin de la séance. Au cours de la nuit, cependant, le mal empira et on ordonna son transport à l'hôpital. À 8 heures, hier matin, il était hospitalisé. À 1 heure, il subissait une appendicectomie sous les soins du Dr Euchariste Samson. Peu après 2 heures, on annonçait que tout était terminé et que le patient se portait bien, raconte le journaliste de *Montréal-Matin* du 5 juillet 1962, à la page 7. Il ajoute que c'est à 3 heures que M. Johnson en parle en Chambre.

5. Dans *Le Soleil* du 5 juillet 1962, à la page 34, on dit plutôt la *Revue Marie*.

6. M. Hyde, écrit *Le Nouvelliste* du 5 juillet 1962, à la page 12.

7. Les journaux ne nous rapportent aucun débat quant à la poursuite des travaux en commission relativement à ce bill (56).

8. L'étude de ce projet de loi a eu lieu le soir, rapporte *L'Événement-Journal* du 5 juillet 1962, à la page 28.

9. Les journaux ne nous rapportent aucun débat quant aux amendements proposés et adoptés en comité plénier. Pour prendre connaissance desdits amendements, il s'agit de référer à la copie archivée du projet de loi.

10. M. Laplame est actuellement dans l'Ouest du Canada, rapporte le journaliste du *Soleil* du 5 juillet 1962, à la page 3.

11. Dans *Le Nouvelliste* du 6 juillet 1962, à la page 4, ce serait le premier ministre qui répond à la question en disant ceci: "Environ 2,700 cas de personnes qui ont demandé à bénéficier de la loi sont à l'étude."

12. Chiffre du *Nouvelliste* du 6 juillet 1962, à la page 4: 85 %.

13. "Le quotidien du matin disait que la voirie réalise une économie de 9.9 % grâce au système de soumissions publiques. M. Henri Dutil rapportait alors une déclaration faite la veille par le ministre sur le sujet", écrit *Le Soleil* du 5 juillet 1962, à la page 31. De son côté, *L'Événement* rapporte exactement le même article et le titre du journal *Le Soleil* est changé pour celui de *L'Événement-Journal*.

14. Voir la séance du 3 juillet 1962.

Séance du jeudi 5 juillet 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses orales:

Grève des camionneurs

M. Bellemare (Champlain): La grève des camionneurs qui affecte l'industrie du camionnage, surtout dans la région de Montréal, est enfin terminée ou sur le point de l'être?

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Je dois, dit-il, rencontrer demain matin, à Québec, des représentants des camionneurs de Montréal, en vue du règlement de la grève qui dure depuis quelques semaines chez ce groupe de travailleurs.

Emprunts¹

M. Johnson (Bagot): Est-il exact que les autorités provinciales ont échoué dans leur tentative d'emprunter \$75,000,000 aux États-Unis?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Non.

M. Johnson (Bagot): N'est-il pas vrai que des gens se sont présentés auprès de maisons de finance américaines et n'ont pas réussi à emprunter \$75,000,000, au nom du gouvernement de la province? Les gens qui ont cherché à emprunter \$75,000,000 pour l'administration du Québec étaient-ils autorisés à le faire?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je ne puis donner une réponse au chef de l'opposition en présumant que soit fondée l'affirmation du chef de l'opposition. Ses affirmations ne sont pas basées sur des informations sérieuses.

M. l'Orateur: À l'ordre! Le premier ministre a répondu aux questions du chef de l'opposition et il ne peut y avoir de débat à ce stade² de la procédure parlementaire et au chapitre des affaires du jour.

M. Johnson (Bagot): Je dis, de mon siège de député, que des gens ont cherché en vain à emprunter \$75,000,000 sur le marché des valeurs des États-Unis, pour le compte du gouvernement provincial. J'ai le droit de demander des explications au gouvernement.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Du reste, je ne puis répondre au chef de l'opposition en partant de sa présomption... de son assertion.

M. l'Orateur: Le premier ministre a déjà répondu aux questions du chef de l'opposition.

M. Johnson (Bagot): Je vais poser ma question d'une manière directe. Le premier ministre a-t-il autorisé quelqu'un à écouler une émission d'obligations de \$75,000,000 aux États-Unis?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): (Se tournant vers l'Orateur) M. l'Orateur, il n'est pas dans l'intérêt du public de donner une réponse à cette question.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 170 concernant les successions d'Elzéar Baillargeon et de Charles-J. Baillargeon.

Votre comité recommande de prolonger au 30 novembre prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

M. Dionne (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité recommande de prolonger au 30 novembre prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:**Successions Elzéar
et Charles-J. Baillargeon**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 170 concernant les successions d'Elzéar Baillargeon et de Charles-J. Baillargeon.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 170 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi des
relations ouvrières**

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 65 modifiant la loi des relations ouvrières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie le deuxième paragraphe de l'article 2, qui se lit comme suit:

"21f. Du consentement écrit des parties, le président ou un vice-président peut, à condition qu'il soit juge de district, exercer les pouvoirs conférés à la Commission par les articles 21a à 21e."

M. Bellemare (Champlain): La loi n'accorde pas d'appel.

Il suggère qu'on apporte un amendement à la loi, qui permettrait de porter la décision de ce "juge seul" en appel, dans le cas de congédiement.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Non. Il n'y a pas lieu de le prévoir, car les gens qui ont affaire à la Commission des relations ouvrières sont membres d'organismes syndicaux bien structurés. On y aura pensé sérieusement avant qu'un ouvrier consente à passer devant le juge seul. Si la loi prévoit un droit d'appel, toute personne ayant une plainte de congédiement à formuler irait d'abord devant le juge et, si le jugement ne la satisfaisait pas, elle porterait sa cause en appel devant la Commission des relations ouvrières, ce qui allongerait la procédure. Si la Commission le désire, il y aura toujours moyen de réviser un cas, chose qui est permise par un article de la loi.

Le juge Théodore L'Espérance, président de la Commission des relations ouvrières, avait suggéré une formule pour satisfaire tout le monde. Ainsi, dès qu'une plainte de congédiement arrivera à la Commission, un conciliateur sera immédiatement envoyé sur les lieux.

Il arrive souvent que plusieurs plaintes viennent du même endroit. On nous garantit que dans 60 % à 75 % des cas, l'affaire se règlera à l'amiable. Quant à la nomination des surnuméraires, dit-il, je vais demander des suggestions aux parties patronale et syndicale et le gouvernement choisira dans le groupe le nombre autorisé par la loi.

Le comité étudie le troisième paragraphe de l'article 2, qui se lit comme suit:

b) en ajoutant l'alinéa suivant:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également, sous les restrictions ci-dessus, nommer pour le temps et aux conditions qu'il fixe, trois membres surnuméraires."

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Cette Commission a suffisamment de travail à faire pour justifier la nomination d'un troisième vice-président.

M. Bellemare (Champlain): De quelle manière va-t-on répartir ces trois personnes?

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Nous allons demander à chaque partie, patronale et syndicale, de recommander chacune trois personnes parmi lesquelles le gouvernement choisira lorsqu'on en aura besoin. Du 1^{er} janvier 1960 au 30 avril 1962,

la Commission des relations ouvrières a reçu 1,695 plaintes de congédiement, suspension et de placement, dont 1,031 plaintes ont été réglées et 642³ autres retirées. Durant la même période, la Commission a aussi considéré 943⁴ cas divers et a fait 2,249 enquêtes en reconnaissance.

Le travail effectué par la Commission des relations ouvrières peut se résumer ainsi. Du 8 janvier 1961 au 2 février 1962, soit 20 jours ouvrables, il a été tenu 44 auditions qui concernaient 30 enquêtes en reconnaissance, 52 plaintes de congédiement et 11 cas divers.

Du 2 février 1962 au 2 mars 1962, soit 20 jours ouvrables, il a été tenu 46 auditions qui concernaient 22 requêtes en reconnaissance, 69 plaintes de congédiement et 22 cas ordinaires. Du 2 mars 1962 au 30 avril 1962, soit 27 jours ouvrables, il a été tenu 52 auditions qui concernaient 25 requêtes en reconnaissance, 115 congédiements et 7 cas ordinaires.

C'est donc dire que, durant les quatre premiers mois de l'année 1962, la Commission des relations ouvrières a tenu 142 auditions en 67 jours ouvrables, lesquelles concernaient 77 enquêtes en reconnaissances, 236 plaintes de congédiement et 40 cas ordinaires.

Les trois juges de la Commission, si l'on considère que deux de ces causes ont été plaidées devant la Commission au complet, ont entendu respectivement 55, 47 et 44 causes dans les 67 jours ouvrables.

L'article 2 est adopté.

M. Tremblay (Maisonneuve): En France, il y a des tribunaux du commerce où les gens sont mieux jugés que par des avocats. Le ministre du Travail n'est pas populaire.

Le ministre aurait dû nommer un comité permanent qui relèverait de la Commission des relations ouvrières.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Mais il y a un comité permanent de neuf membres!

M. Johnson (Bagot): On est habitué, dans l'Union nationale, de se taquiner entre avocats et non-avocats. L'autre jour, pour la réparation d'un frigidaire, j'ai reçu un compte trop élevé.

M. Tremblay (Maisonneuve): Si le chef de l'opposition a reçu un compte trop élevé, il n'a qu'à faire une réclamation.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Depuis quand le député de Champlain est-il devenu ouvrier?

M. Bellemare (Champlain): (Il exhibe une carte⁵ et se tourne vers le ministre.) Je suis membre de la Fraternité des employés de chemins de fer depuis 1941.

Voici ma carte. Le ministre peut-il en faire autant?

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Je ne suis pas un ouvrier!

M. Bellemare (Champlain): Alors, pouvez-vous me dire si vous avez payé votre contribution au Barreau?

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai payé par chèque ma contribution au Barreau de la province et, par surcroît, je n'ai pas besoin de traîner de reçu dans ma poche, car je suis assez connu dans la province pour ne pas avoir à m'identifier à tout bout de champ!

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 65 sans l'amender.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-six millions cent quarante-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Route transcanadienne (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Johnson (Bagot) reproche au gouvernement d'avoir, en changeant le tracé de la route transcanadienne dans les comtés de Saint-Hyacinthe et de Bellechasse, gaspillé un grand nombre d'excellentes terres en culture. Il nuira ainsi considérablement à l'économie agricole du Québec. Ces changements ont été faits si vite que je ne puis croire que le gouvernement ait pris la précaution élémentaire de consulter auparavant le Conseil d'orientation économique et les experts en agriculture dans la province.

Quelles sont les raisons qui ont poussé le gouvernement à agir ainsi? En décidant de construire le pont de l'ouest de Montréal à l'île aux Tourtes plutôt qu'à l'île aux Vaches, on a voulu surtout éviter de nuire à un libéral influent. Le premier tracé de la route, sous le gouvernement de l'Union nationale, donnait satisfaction à tout le monde, de l'avis des ingénieurs consultés. L'Union nationale avait un tracé de route qui longeait le chemin de fer et, par conséquent, qui n'empiétait pas trop sur les précieuses terres.

Que le ministre ne vienne pas me parler de ses économies. Tout le monde sait maintenant où nous conduisent ces prétendues économies avec lesquelles le coût des travaux et les taxes augmentent dans la province. Il (M. Johnson) se rit, en particulier, de l'assertion que faisait le ministre, la veille, lorsqu'il affirmait qu'avec ses demandes de soumissions, il réalise des économies appréciables. Avec le nouveau tracé de la route qui sillonne de magnifiques terres arables, particulièrement dans la région de Saint-Hyacinthe-Bagot, le coût de la route augmente à cause du prix élevé des expropriations.

Il fait état des résolutions de protestations adoptées dans le conseil de ville de Saint-Vallier de Bellechasse contre les travaux de la route dans cette région. Les cultivateurs de la région sont extrêmement inquiets. Le gouvernement n'a pas répondu à ces protestations. Je crois qu'en principe on devrait se montrer très scrupuleux avant de

sectionner des terres en culture. Il ne doit agir ainsi que lorsqu'il ne peut faire autrement. Mais, dans le cas actuel, on détruit des terres qui constituaient pour la province un réservoir important pour l'économie agricole du Québec et qui comptaient parmi nos plus fertiles. Et la province doit les protéger jalousement.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Aucun tracé officiel n'avait été fait sous l'ancien gouvernement. Des négociations avaient été entreprises entre le gouvernement et les autorités fédérales, mais elles n'avaient abouti à rien de concret. Ce qui a forcé le Québec à bouger, c'est l'entente que l'Ontario a signée avec Ottawa et selon laquelle la route, en Ontario, aboutirait à Pointe-Fortune. Cela impliquait l'obligation pour le Québec de commencer le secteur de sa route à cet endroit, le jour où la province signerait l'entente.

Effectivement, Québec a signé une entente à son tour avec Ottawa le 27 octobre 1960, et il fut décidé de commencer les travaux à Pointe-Fortune, sur la route 17. Partant de cet endroit, le tracé arrive à la jonction de la route 2, à Dorion. C'est là qu'on a décidé d'ériger un pont à l'île aux Tourtes, de préférence à l'île aux Vaches. La décision a été prise parce que le projet était moins onéreux. La route débouchera ensuite dans la région de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, et il faudra aménager un pont ou un tunnel pour relier Montréal à Boucherville.

De là, la route ira vers Belœil qu'elle contournera. Un pont sera érigé à cet endroit à deux milles du pont actuel. Elle continuera jusqu'à Saint-Hyacinthe, puis traversera la rivière Yamaska. La route Trans-Canada s'engagera ensuite sur le tracé de la route 9 jusqu'à Québec. Le ministère de la Voirie est obligé, avec son nouveau tracé, de traverser des terres de grande valeur. Les précautions nécessaires ont été prises. Un réaménagement des terres est prévu là où le tracé sectionnera des terres arables.

Un député pose une question.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Lorsque le gouvernement achète des terres pour passer la route, il offre un réaménagement aux cultivateurs qui peuvent aller s'installer ailleurs. On s'est entendu pour proposer aux cultivateurs affectés une formule suivant laquelle ils pourront s'établir sur de nouvelles terres, d'égale valeur s'il est possible d'en trouver. Dans le cas contraire, l'indemnité qu'on leur paiera tiendra lieu d'un dédommagement appréciable. Des représentants de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) ont accepté cette formule comme étant juste.

Contrairement à ce qu'affirme le chef de l'opposition, la question fut longuement discutée avec des experts en agriculture, des représentants de l'U.C.C. et du ministère de l'Agriculture. Un comité spécial a été formé, à Saint-Hyacinthe, pour discuter des problèmes de ceux dont les terres seraient expropriées. Il faut procéder vite pour la poursuite des travaux, car l'entente avec Ottawa se termine le 31 décembre 1963⁶, et l'autoroute fait 400 milles dans la province. Il est vrai toutefois que le gouvernement de Québec a l'assurance que la durée de l'entente pourra être renouvelée.

Aux environs de Québec, la route suit le tracé de la route 9. Or, il faudra élargir cette route et construire deux ponts pour enjamber la rivière Chaudière. Du côté de Montmagny, le tracé empruntera le trécaré des terres, de sorte que ces travaux ne causeront pas de graves dommages aux cultivateurs de la région traversée par la route. Contrairement à ce qu'affirme le maire de Saint-Vallier, le gouvernement ne démantèlera pas de belles terres arables. De Montmagny jusqu'à Rivière-du-Loup, la route transcanadienne empruntera le tracé actuel de la route 2. Aucun problème d'importance ne se posera de ce côté. Je puis affirmer qu'une fois terminée, cette route aura le plus haut standard au Canada.

M. Johnson (Bagot) se fait l'écho de l'aveu d'un cultivateur dont la terre doit être expropriée: Quand bien même on m'offrirait \$80,000 ou \$100,000 pour ma terre, je ne serai jamais dédommagé pour le travail qu'elle m'a coûté.

M. Bellemare (Champlain) pose une question.

L'honorable M. Pinard (Drummond): À la fin de l'année 1961-1962, 42 contrats ont été accordés pour la route Trans-Canada, au prix global de \$25,297,000⁷, alors que les estimations des ingénieurs étaient de \$32,435,111. Ce qui représenterait, à mon avis, une économie de près de \$7,000,000 pour la province de Québec.

M. Talbot (Chicoutimi) met en doute les estimations citées par le ministre. En voirie, il est impossible de faire des prévisions précises, à cause de la difficulté à obtenir les données sur le sous-sol où passent les routes. C'est à cause de cela que jamais on ne donne un contrat à prix forfaitaire, parce qu'il y a trop d'inconnues dans le problème. Le système généralement adopté est celui du prix unitaire.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Un des 42 contrats était terminé à la fin de l'année fiscale 1961-1962. Une somme de \$22,630,290⁸ est engagée dans tous les contrats et des travaux ont été exécutés pour \$3,977,585. Des crédits de \$33,000,000 sont engagés sur la route Trans-Canada, au 31 mars dernier. Les dépenses à ce jour se chiffrent par \$8,000,000. La part du gouvernement fédéral remboursée à la province est de \$2,235,558.64.

M. Talbot (Chicoutimi) pose une question.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Pour l'année 1962, huit contrats ont été accordés par soumissions publiques, pour une valeur de \$4,000,000. On doit encore accorder de nouveaux contrats pour une valeur de \$10,000,000.

M. Talbot (Chicoutimi) pose des questions.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Des réclamations ont été faites au gouvernement par Lakeshore Construction et Cyprien Gagnon, pour un montant de \$500,000 d'entrepreneurs qui ont obtenu des contrats pour la route transcanadienne.

M. Talbot (Chicoutimi): Quel est le montant de la réclamation de Lakeshore?

L'honorable M. Pinard (Drummond): Elle est trop exagérée et fantaisiste, dit-il. Il refuse de la dévoiler.

M. Talbot (Chicoutimi) et M. Bellemare (Champlain): Le chiffre de ces réclamations est beaucoup plus élevé.

M. Bellemare (Champlain): L'opposition a été informée que les réclamations s'élèveraient à \$1,000,000.

L'honorable M. Pinard (Drummond): C'est faux. L'un des entrepreneurs a été déclaré en faillite avant que sa soumission ne parvienne au ministère.

M. Bellemare (Champlain): Comment il se fait que le ministère ne s'est pas enquis de la solvabilité des entrepreneurs avant de leur accorder un contrat?

L'honorable M. Pinard (Drummond): Dans le cas de l'entrepreneur en faillite, nous n'avons pas voulu signer le contrat, après avoir reçu sa soumission,

parce qu'il ne rencontrait pas les exigences nécessaires. Deux des 42 contrats accordés pour la route Trans-Canada n'ont pas encore été signés.

M. Johnson (Bagot): Je regrette qu'on ne double pas les voies de la route 9 de Saint-Hyacinthe à Montréal. La route ira directement à Saint-Jean-de-Dieu. Pourtant, le premier ministre avait promis, les mains en l'air, de doubler cette voie.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Les propos du député de Bagot sont décourageants et ne doivent pas être pris au sérieux par les Mascoutains. En plus de la route transcanadienne, si la route 9 de Saint-Hyacinthe à Montréal doit être doublée, elle le sera.

Est-ce que le député de Bagot a établi sa résidence permanente à Saint-Hyacinthe? Est-ce qu'il garde une résidence dans Bagot?

M. Johnson (Bagot): C'est par prévoyance au cas où le gouvernement déciderait de faire disparaître le comté de Bagot. Si le Parti libéral veut perdre un ministre (l'honorable M. Saint-Pierre), il n'a qu'à faire disparaître mon comté.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Protection du public aux passages à niveau (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Pinard (Drummond): Vingt-quatre projets visant à améliorer la sécurité aux passages à niveau ont été complétés l'année dernière, et plusieurs autres seront terminés cette année. Il y en a un présentement en construction à Pointe-Claire.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million deux cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963⁹.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-quatre millions cinq cent trente-deux mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Assurance-hospitalisation (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Johnson (Bagot) offre des souhaits de bonne année à l'honorable ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier)¹⁰. Il s'informe de sa santé.

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): Je suis dangereusement bien¹¹.

M. Johnson (Bagot): On lui posera des questions faciles pour qu'il puisse répondre sans se fatiguer.

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): Le Service de l'assurance-hospitalisation compte actuellement 141 employés, et le gouvernement compte en ajouter de 35 à 40 nouveaux dans le cours de l'année.

M. Johnson (Bagot): Tout le monde admet que l'assurance-hospitalisation rend d'énormes services à la population. Nous l'avions promise pour septembre 1960, et nous l'aurions instituée à cette date si nous étions restés au pouvoir. Mais nous l'aurions préparée à la mesure de nos besoins et établie selon un principe de justice pour tous.

Depuis l'établissement de l'assurance-hospitalisation, en 1961, des indigents qui bénéficiaient antérieurement de la loi de l'assistance publique doivent payer certains frais, y compris des comptes de médecins, ce qui n'arrivait pas autrefois. Aujourd'hui, les patients bénéficiant de l'assurance-hospitalisation reçoivent des comptes de médecins, de l'anesthésiste, de l'hôpital s'ils ont occupé une chambre privée ou semi-privée.

Il suggère la création d'une sorte de "pool" pour les frais chirurgicaux. Le système de l'assurance-hospitalisation donne trop aux millionnaires qui vont se faire traiter au Royal Victoria ou à l'hôpital Notre-Dame, et pas assez à ceux qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire les indigents, les économiquement faibles.

Il demande aux médecins de se réveiller, car les conditions qui existent dans certains coins de la province contribuent à créer sur quelque gouvernement que ce soit une pression vers l'étatisation de la médecine, dans la province de Québec. C'est un vice qui peut conduire à la socialisation de la médecine.

Ce serait une erreur et une source de fortes dépenses improductives. On ne devrait pas donner également aux riches comme aux pauvres. Le système que se proposait d'établir l'ancien gouvernement aurait tenu compte des moyens de fortune de chacun.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) n'admet pas l'existence de pareille possibilité. Le chef de l'opposition cherche encore à créer des mythes dans le Québec, dit-il.

M. Johnson (Bagot): On aurait dû commencer par donner de l'assurance pour les services externes. Le gouvernement aurait peut-être dû établir des cliniques de diagnostic, avant de songer à l'assurance-hospitalisation, afin d'éviter la congestion des hôpitaux par des gens qui y vont sur le conseil de leur médecin pour subir des examens qui pourraient être faits ailleurs.

Je demande à quel stade en sont rendus les services externes qu'on avait promis pour avril 1961, et ensuite pour avril 1962. Rien de cela n'est encore venu. Il trouve malheureux que les bénéfices de l'assurance-hospitalisation ne soient pas accordés quand il s'agit, par exemple, de l'ablation des amygdales.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je le sais, moi, car j'ai fait extraire les amygdales à mon petit bonhomme. Il est entré à l'hôpital le matin et en est sorti l'après-midi. Je n'ai eu qu'à payer la différence pour la chambre privée.

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): Il n'est pas prouvé que le système suggéré par le chef de l'opposition coûterait moins cher. Les services externes ne sont pas faciles à établir. C'est plus complexe que l'assurance-hospitalisation. Il faut tenir compte du médecin de famille et de bien d'autres facteurs. Nous envisageons d'établir les services externes au cours de l'année, mais avec certaines restrictions, c'est-à-dire qu'ils ne comprendront que certaines choses.

Des médecins ont émis l'opinion, dans le passé, que l'aménagement de services externes décongestionnerait les hôpitaux et ferait disparaître de nombreux problèmes qui se présentent actuellement dans le programme d'assurance-hospitalisation.

M. Johnson (Bagot): Il aurait été préférable de les établir avant l'assurance-hospitalisation. À quel moment on se propose de le faire?

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): Si un patient doit payer un surplus pour une chambre d'hôpital, c'est parce qu'il a choisi de lui-même une

chambre privée ou semi-privée et qu'à ce moment il prévoyait payer. Si c'est son état qui l'exige, il n'a rien de plus à payer, avec l'attestation du médecin. Au sujet des comptes de médecins, aujourd'hui tout comme autrefois, si le médecin constate que la personne ne peut payer, il n'insiste pas. C'était la même chose dans le passé. Ils étaient parfois envoyés pour l'assistance publique, mais les patients ne les payaient pas. Ceux qui n'insistaient pas avec l'assistance publique n'insistent pas plus aujourd'hui.

Une somme de \$275,000 sera versée cette année pour venir en aide aux institutions qui combattent l'alcoolisme. C'est \$35,000 de moins que l'an dernier au budget, parce qu'à l'avenir, un certain nombre d'alcooliques pourront être admis dans les hôpitaux. D'autre part, les règlements de l'assurance-santé défendent aux hôpitaux de charger un dépôt aux patients qui se présentent pour être hospitalisés dans une salle commune.

M. Gabias (Trois-Rivières) demande au ministre de la Santé de faire montre de compréhension humaine pour les incurables. Il souhaite qu'ils aient leur institution un jour.

M. Tremblay (Maisonnette) reproche au gouvernement d'aller chercher dans les poches des petits salariés les taxes et les impôts pour payer l'assurance-hospitalisation, et pour faire croire ensuite à la population que c'était une gratuité du gouvernement libéral.

L'étude de la résolution est suspendue.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Subsides:

Budget des dépenses 1962-1963

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

Le comité poursuit l'étude de la résolution 4, qui se lit comme suit:

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-quatre millions cinq cent trente-deux mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Assurance-hospitalisation (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Il est injuste, dit-il, d'accuser le gouvernement d'avoir institué l'assurance-hospitalisation trop vite. Nous n'avons pas procédé avec trop de célérité. Le ministre a rencontré des résistances, il s'est heurté à des difficultés et il a eu à résoudre des problèmes, mais il avait promis l'assurance-hospitalisation pour le 1^{er} janvier 1961 et a tenu promesse. Le ministre de la Santé passera à l'histoire... sous le nom de père de la Santé.

L'assurance-hospitalisation couvre tout le monde, les riches comme les pauvres. Oui, c'est vrai, mais s'ils veulent bénéficier des services des salles publiques seulement. Pour les chambres, il y a des frais additionnels.

M. Gabias (Trois-Rivières): Puis-je poser une question?

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Ce n'est pas le temps de m'interrompre, je suis en pleine envolée.

M. Gabias (Trois-Rivières) s'assoit et rit.

L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice): Autrefois, à l'arrivée d'un patient à l'hôpital, on ne lui demandait pas "Quelle est votre maladie?", mais plutôt "Qui va payer?". Le gouvernement, par son intervention dans ce domaine, a fait de la santé le premier bien matériel dans la province. Enlevez la santé à quelqu'un et vous lui enlevez tout. Actuellement, je dis que 90 % de la population est incapable de supporter le coût d'une hospitalisation prolongée sans être ruinée.

La loi actuelle couvre tout le monde, toutes les maladies, tout le temps. Il n'y a pas de limite à l'application de la loi dans le cas d'un patient. Tel n'était pas le cas autrefois. Je le sais par expérience par mes vieux parents. L'un d'eux, hospitalisé pendant 10 jours, a dû payer un compte de \$285.

Un patient qui veut se faire hospitaliser, pour ne rien payer, bénéficie d'une salle publique. Si un homme ne veut payer rien de plus que ce que paie l'assurance-hospitalisation, et si l'hôpital où il se

présente dans un cas d'urgence n'a pas de place dans une salle commune, il a droit à une chambre semi-privée selon les disponibilités, sans frais supplémentaires, en attendant une place dans la salle. L'assurance-hospitalisation paie n'importe où dans le monde, pour un citoyen de la province de Québec, jusqu'à concurrence de \$15 par jour. Les cadets de Shawinigan qui furent blessés dans un accident de la route, en Italie, l'année dernière, furent remboursés des frais d'hospitalisation grâce à l'assurance-hospitalisation.

Et, si le gouvernement a été trop vite au gré de l'opposition, il n'a pas procédé trop vite pour les 900,000 personnes qui ont bénéficié de cette loi depuis sa mise en force. La loi n'est pas parfaite, il faudra y ajouter des services, mais déjà, telle qu'elle est, elle est la meilleure loi du genre au Canada¹².

M. Johnson (Bagot): Je comprends difficilement qu'avec \$171,000,000 de moins on puisse donner au Québec plus qu'en Ontario, à moins que les salaires ne soient pas égaux à ceux payés dans la province voisine.

En 1962, chaque lit d'hôpital coûte \$2,780, dans le Québec, et \$5,000, en Ontario. Les salaires payés aux employés d'hôpitaux dans le Québec sont plus bas que ceux payés en Ontario.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Neuf cent mille personnes ont bénéficié de l'assurance-hospitalisation, en 1961. Sur ce nombre, 450,000 n'ont absolument rien payé, quelle qu'ait été la période d'hospitalisation.

Parmi ceux qui ont eu quelque chose à payer, une très forte proportion n'a déboursé qu'une prime d'assurance prévue dans une entente collective et payée en partie par le patron.

Il se porte à la défense du ministre de la Santé et de ses collaborateurs. Après la période d'ajustement et d'adaptation, les choses vont mieux.

Il conteste les déclarations du chef de l'opposition au sujet du coût de l'assurance-hospitalisation au Québec, par rapport à l'Ontario.

L'assurance-hospitalisation est venue couvrir un secteur à découvert. Les gens mal en point sous le régime de l'assistance publique, ce n'étaient ni les riches ni les pauvres, mais la classe moyenne: l'ouvrier avec une famille nombreuse, le collet blanc et le cultivateur moyen.

Ces gens n'avaient pas d'assurance collective. Les riches n'ont pas besoin du régime d'assurance et les pauvres reçoivent d'autres sources d'aide gouvernementales.

Aujourd'hui, nous ne voyons plus de ces accidents financiers qui étaient la ruine de tant de familles. La mère de famille, qui devait être hospitalisée pendant une longue période, ou l'enfant, qui avait un accident sérieux, pouvaient être la ruine d'une famille d'ouvrier, de collet blanc ou de cultivateur, et cette famille devait se sacrifier pendant des années pour payer les comptes reçus. Il était grand temps de faire quelque chose pour protéger cette classe qui fait la force du peuple canadien-français.

L'ouvrier, le collet blanc et le cultivateur constituent la base de notre survivance nationale. Nous n'avions pas le droit de ne pas les protéger et de ne pas les faire bénéficier de \$157,000,000¹³ par année. L'opposition essaie de faire croire qu'il faut payer l'hôpital.

Personne ne s'est plus dévoué que le ministre de la Santé, qui aujourd'hui est la cible de toutes sortes d'attaques. Aujourd'hui, les choses vont mieux après une période d'ajustement et d'adaptation. Je crois sincèrement que nous devons rendre hommage au ministre de la Santé ainsi qu'à ses collaborateurs, le Dr Grégoire et le Dr Gélinas.

M. Johnson (Bagot): Ce n'est pas vrai que 450,000 personnes ne versent pas un sou. Elles ne paient peut-être pour leur hospitalisation, mais elles la paient en taxes. Nous pouvons affirmer que 60 % de ces personnes sont couvertes par une assurance. Tous les employés sont couverts par une assurance.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Non, c'est inexact.

M. Johnson (Bagot): Dans certains cas, l'assurance couvrait les frais de chirurgie, les services médicaux et la chambre d'hôpital. Aujourd'hui, ces mêmes personnes doivent payer des taxes majorées pour des services couverts par leur assurance. Le premier ministre dit que c'est le meilleur service au monde. Je dis qu'il n'est pas aussi bon que celui de l'Ontario.

Les frais partageables entre les gouvernements fédéral et provinciaux sont 40 % plus élevés en Ontario qu'au Québec. La province de Québec perd 20 % par rapport à l'Ontario, et la population québécoise contribue ainsi aux frais des autres provinces, parce que le gouvernement d'Ottawa est entré dans un domaine qui ne lui appartient pas.

Une voix ministérielle: N'auriez-vous pas créé un régime d'assurance-hospitalisation?

M. Johnson (Bagot): Oui, mais nous n'aurions pas commencé avec des services aux patients. Nous n'aurions pas couvert les riches.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Sous le régime de l'Union nationale, l'assistance spéciale n'accordait pas l'hospitalisation gratuite aux colons.

Il avoue avoir écrit plusieurs fois au ministre provincial de la Santé, alors qu'il était député fédéral de Montmagny-L'Islet, afin d'intercéder pour des colons pauvres.

M. Johnson (Bagot): Le premier ministre agit comme "patroneux". L'aveu du premier ministre est candide. Lui, le député fédéral du comté, il s'arrogeait le droit d'écrire au ministre, alors que ce devoir revenait au député provincial. Je me demande quel sort aurait eu la lettre du député provincial écrivant à un ministre du Cabinet fédéral.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le député provincial et moi, nous nous entendions très bien. Chaque fois qu'il m'a écrit, ses lettres étaient bien reçues. C'était un gentilhomme et j'agissais envers lui comme un gentilhomme.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Génie sanitaire et hygiène industrielle (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt-treize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Rassemblement des statistiques vitales (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six millions huit cent quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Prévention de la tuberculose, y compris subventions (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-deux millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitement des maladies mentales, y compris subventions (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq millions cinq cent quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Assistance publique, y compris subventions (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements des maladies vénériennes, y compris subventions (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq millions quatre cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Unités sanitaires (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Institut de microbiologie: subvention (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur son amendement au bill 25 modifiant la loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec et concernant Atlantic Iron Ore Limited.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 31 augmentant l'aide financière aux universités de la province;
- bill 43 modifiant la loi du boulevard Métropolitain;
- bill 45 autorisant l'achat de propriétés de Hammermill Paper Company;
- bill 53 modifiant la loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 171 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières;
- bill 180 concernant la succession de l'honorable Joseph Masson.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 161 modifiant la charte de la cité de Lachine, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est remplacé par le suivant:

"1. Le paragraphe 8^oa de l'article 473 de la loi des cités et villes, édicté, pour la cité, par l'article 7

de la loi 15-16 George VI, chapitre 72, est remplacé par le suivant:

"8^a. Pour accorder une pension annuelle, payable à même les fonds généraux de la cité,

"a) à tout officier ou employé permanent qui aura été au service de la cité pendant au moins vingt-cinq ans et qui aura atteint l'âge de soixante-cinq ans, s'il est de sexe masculin, ou de soixante ans, s'il est du sexe féminin; et

"b) à tout officier ou employé permanent qui aura été au service de la cité pendant au moins vingt-cinq ans et qui aura atteint l'âge de soixante ans, s'il est du sexe masculin, ou de cinquante-cinq ans, s'il est du sexe féminin, et qui désire prendre sa retraite pour cause d'invalidité ou autre raison majeure.

"Cette pension sera égale au montant obtenu en multipliant par le nombre d'années de service de l'officier ou employé la somme correspondant à un demi pour cent de son salaire annuel moyen pour les cinq années les mieux rémunérées de son service; déduction faite, toutefois, dans le cas du paragraphe b de l'alinéa précédent, de la somme correspondant à quatre pour cent du montant ainsi obtenue, multipliée par le nombre d'années restant à courir avant que le bénéficiaire de la pension ait atteint l'âge de soixante-cinq ans, s'il est du sexe masculin, ou de soixante ans, s'il est du sexe féminin.

"Le paiement de la pension pourra se faire par versements, mensuels ou autres, selon que déterminé par le règlement qui l'accordera.

"Dans aucun cas, y compris celui des officiers et employés actuellement à leur retraite, la pension ne devra être inférieure à neuf cents dollars par année."

Projets de loi:

Charte de Lachine

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 161 modifiant la charte de la cité de Lachine.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 183 modifiant la charte de la cité de Saint-Laurent, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 2 est modifié:

a) en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes, les mots "la municipalité de Notre-Dame-de-Liesse" par les mots "la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-Liesse";

b) en remplaçant, à la dernière ligne du deuxième alinéa, les mots "la municipalité de Notre-Dame-de-Liesse" par les mots "la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-Liesse".

2. L'article 3 est modifié en remplaçant, dans les huit dernières lignes, les mots "pendant dix jours dans l'année, à intervalle de six mois, en français, dans un journal français quotidien, et en anglais, dans un journal anglais quotidien du district de Montréal, ainsi qu'à deux reprises dans la *Gazette officielle de Québec*, également à intervalle de six mois" par ce qui suit: "une fois par mois pendant une période de dix mois en français, dans un journal français quotidien, et en anglais, dans un journal anglais quotidien du district de Montréal, ainsi qu'à deux reprises dans la *Gazette officielle de Québec*, à intervalle de six mois".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 197 modifiant la charte de la cité de Chomedey, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié:

a) en remplaçant, à la fin du premier alinéa, les mots "tout déficit devant être absorbé par le fonds général de la cité et tout excédent devant être versé au fonds général de la cité" par ce qui suit: "tout déficit devant être absorbé par les revenus provenant de la taxe de vente et, si nécessaire, du tarif de compensation pour le service d'aqueduc et tout excédent devant être versé au fonds général de la cité";

b) en insérant, à la suite du deuxième alinéa se terminant par les mots "le susdit règlement", l'alinéa suivant:

"Toutefois les taux uniformes établis sous l'autorité du présent article ne doivent en aucun temps, en ce qui concerne le quartier Renaud, excéder le total des taxes spéciales que les contribuables de ce quartier sont actuellement obligés de payer, et sous réserve expresse des dispositions de l'article 37 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 115."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 225 modifiant la charte de la ville de Saint-Eustache,

avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant, dans les huit dernières lignes, les mots "pendant dix jours dans l'année, à intervalle de six mois, en français, dans un journal français quotidien, et en anglais, dans un journal anglais quotidien en circulation dans la ville de Saint-Eustache, ainsi qu'à deux reprises dans la *Gazette officielle de Québec*, également à intervalle de six mois" par ce qui suit: "une fois par mois pendant une période de dix mois, en français, dans un journal français quotidien, et en anglais, dans un journal anglais quotidien en circulation dans la ville de Saint-Eustache, ainsi qu'à deux reprises dans la *Gazette officielle de Québec*, à intervalle de six mois".

2. L'article 2 est modifié en remplaçant, dans les huit dernières lignes, les mots "pendant dix jours dans l'année, à intervalle de six mois, en français, dans un journal français quotidien, et en anglais, dans un journal anglais quotidien en circulation dans la ville de Saint-Eustache, ainsi qu'à deux reprises dans la *Gazette officielle de Québec*, également à intervalle de six mois" par ce qui suit: "une fois par mois pendant une période de dix mois, en français, dans un journal français quotidien, et en anglais, dans un journal anglais quotidien en circulation dans la ville de Saint-Eustache, ainsi qu'à deux reprises dans la *Gazette officielle de Québec*, à intervalle de six mois".

Projets de loi:

Charte de Saint-Laurent

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 183 modifiant la charte de la cité de Saint-Laurent.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Chomedey

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 197 modifiant la charte de la cité de Chomedey.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Saint-Eustache

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 225 modifiant la charte de la ville de Saint-Eustache.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 146 constituant en corporation First Church of Christ, Scientist, Montréal, et prévoyant la constitution en corporations d'autres églises Christ, Scientist, dans la province de Québec, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

Le préambule est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne du troisième alinéa, les mots "acceptent les principes" par ce qui suit: "acceptent la doctrine et les principes".

Le Conseil a aussi voté le bill 203 modifiant la charte de la cité de Saint-Jean, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est biffé.

Les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 deviennent respectivement articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10.

Projets de loi:

First Church of Christ, Scientist

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 146 constituant en corporation First Church of Christ, Scientist, Montréal, et prévoyant la constitution en corporations d'autres églises Christ, Scientist, dans la province de Québec.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Saint-Jean

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 203 modifiant la charte de la cité de Saint-Jean.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à deux heures et demie de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Le chef de l'opposition et le premier ministre ont donné des explications par la suite, en dehors de la Chambre. M. Johnson le fit une demi-heure après, selon *Le Droit* du 6 juillet 1962, à la page 15. M. Lesage, une fois informé des propos de M. Johnson, alla à son tour à la tribune des journalistes démentir les propos de son adversaire, selon *Le Devoir* du 6 juillet 1962, à la page 2.

2. "stage", dans *Le Droit* du 6 juillet 1962, à la page 15.

3. Dans *Le Devoir* du 6 juillet 1962, à la page 14, c'est plutôt "664 plaintes en suspens".

4. Chiffre du *Nouvelliste* du 7 juillet 1962, à la page 8: 941 cas.

5. Dans *Le Montréal-Matin* du 6 juillet 1962, à la page 27, on peut lire ceci: "Bien qu'il soit député du comté de Champlain depuis 1944, M. Maurice Bellemare n'a jamais cessé d'être membre de la Fraternité des employés de chemins de fer. Il porte toujours sur lui sa carte de membre et il l'a même exhibée en Chambre hier." Pour ceux qui aiment les précisions, il a précisé qu'elle porte le numéro 924.

6. Dans *The Montreal Star* du 6 juillet 1962, à la page 4, on donne comme date le 31 décembre 1965.

7. Chiffre du *Soleil* du 6 juillet 1962, à la page 3: \$25,435,111.

8. Chiffre du *Montréal-Matin* du 6 juillet 1962, à la page 8: \$22,530,290.

9. "Quelques allusions à Thomas Tout-le-Monde ont été faites pendant l'étude du budget du ministre de la Santé. M. Jean-Jacques Bertrand demande: "Où est-il rendu? On ne voit plus d'annonce.", rapporte *Le Nouvelliste* du 6 juillet 1962, à la page 11.

10. Il a dû s'absenter ces derniers jours, rapporte le journaliste du *Nouvelliste* du 6 juillet 1962, à la page 11.

11. M. Couturier a repris une formule de feu M. Duplessis, écrit le journaliste du *Nouvelliste* du 6 juillet 1962, à la page 11.

12. Dans *L'Action catholique* du 6 juillet 1962, à la page 16, on dit plutôt que c'est le meilleur système qui existe à date "au monde".

13. Chiffre du *Soleil* du 6 juillet 1962, à la page 3: \$137,000,000.

Séance du vendredi 6 juillet 1962

Présidence de l'honorable J. R. Hyde

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Binette (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-huitième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 188 pour fusionner la cité d'Alma, la ville de Naudville, la ville de Riverbend et la ville d'Isle-Maligne.

Projets de loi:

Alma

M. Collard (Lac-Saint-Jean) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 188 pour fusionner la cité d'Alma, la ville de Naudville, la ville de Riverbend et la ville d'Isle-Maligne.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 188 sans l'amender.

M. Collard (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 36 du Bureau de la statistique du Québec;

- bill 52 du financement des investissements universitaires, 1962;

- bill 54 modifiant la loi des cités et villes;

- bill 59 modifiant la loi des services publics;

- bill 117 constituant en corporation l'École normale Notre-Dame-du-Sacré-Cœur;

- bill 201 concernant la Corporation de gaz naturel du Québec.

Questions et réponses écrites:

Institut de recherches de la sidérurgie (IRSID)

M. Lafontaine (Labelle): 1. Le gouvernement ou l'un de ses organismes, bureaux, offices, ou l'une de ses régions ou commissions a-t-il conclu une entente avec l'Institut de recherches de la sidérurgie, de France (IRSID), afin que ce dernier entreprenne une étude sur la possibilité d'établir au Québec une aciérie ou autre usine sidérurgique?

2. Si tel est le cas:

a) quel était le montant prévu comme rémunération, honoraires ou indemnité, payable à cet Institut, et à ses membres, experts et employés;

b) combien le gouvernement a-t-il déboursé ou devra-t-il déboursier pour cette étude;

c) quel est le nom de chacune des personnes, physiques ou morales, qui a reçu ou recevra un montant quelconque en rapport avec cette étude, et quel est le montant payé ou à payer à chacune d'elles?

L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):

1. Le premier ministre a demandé, dans une lettre datée du 20 décembre 1961, à l'Institut de recherches de la sidérurgie d'entreprendre une étude préliminaire du projet de sidérurgie dans la province de Québec.

2. a) 50,000 nouveaux francs plus les frais de déplacement et de séjour du personnel de l'IRSID;

b) à date, aucun déboursé. Il devra déboursier 50,000 nouveaux francs plus les frais de déplacement et de séjour du personnel de l'IRSID;

c) la société IRSID seule recevra pour cette étude le montant convenu de 50,000 nouveaux francs.

Projets de loi:**Ingénieurs**

L'honorable M. Jourdain (Gaspé-Nord) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 98 concernant les ingénieurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Motions des députés:**Boulevard
Métropolitain**

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion de la députée de Jacques-Cartier (Mme Kirkland-Casgrain):

Que cette Chambre prie le gouvernement d'étudier la possibilité d'adopter certaines mesures pour remédier à la situation de quelques municipalités qui, par l'effet de la loi concernant le boulevard Métropolitain (9-10 Elizabeth II, chapitre 61), ont à déboursier pour la construction de voies latérales un montant plus élevé que la contribution qu'elles auraient été appelées à payer pour la construction tant du boulevard que des voies latérales, suivant le mode de répartition originairement prévu.

Mme Kirkland-Casgrain (Jacques-Cartier) propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

Ladite motion est alors retirée.

**Hammermill Paper
Company**

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion de député de Bagot (M. Johnson):

Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie du rapport transmis au gouvernement par le ou les experts chargés d'évaluer les biens de Hammermill Paper Company, dans le comté de Matane.

M. Johnson (Bagot) propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

Ladite motion est alors retirée.

Subsides:**Budget des dépenses
1962-1963**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-six millions cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions pour construction d'hôpitaux et pour autres fins (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): Les autorités provinciales n'ont pas construit elles-mêmes d'hôpitaux, mais elles ont accordé des subventions pour l'ouverture de chantiers, par exemple ceux de Magog, Lévis, Arthabaska, Roberval, de l'hôpital Notre-Dame de Montréal, du Montreal General Hospital, ainsi que du Queen Elizabeth Hospital. Il y a présentement 31,646 lits de malades dans les hôpitaux généraux de la province, à l'exclusion des sanatoriums et des hôpitaux psychiatriques qui comptent un total de 29,659.

L'hôpital Notre-Dame d'Amqui, dont le gouvernement a continué la construction, ouvrira ses portes en août prochain, mettant ainsi 150 nouveaux lits à la disposition de la population. Pour l'hôpital de Roberval, le Cabinet provincial vient de décider d'accorder une aide financière de \$250,000 par année pendant 10 ans. Des soumissions ont été demandées; l'entrepreneur le moins exigeant a été François Jobin, de Québec, qui ne réclame que \$1,912,000.

M. Johnson (Bagot): On aurait dû choisir une entreprise de construction locale. Les entrepreneurs des régions où doit se faire du travail pour le gouvernement devraient pouvoir obtenir plus de travail.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): François Jobin habite près de chez moi, et il m'a

demandé d'employer le plus possible de la main-d'œuvre locale à Roberval. Le plan gouvernemental, en vue d'établir des régions, a été mis à l'essai au sein des ministères de la Voirie et des Travaux publics. Il avait pour but de donner aux entrepreneurs une meilleure chance de présenter des soumissions dans leur propre région. L'étendue de la région variait selon le travail à faire. L'expérience de régionalisation n'a pas donné de résultats probants. On a essayé de régionaliser les contrats dans 14 régions de la province.

Une difficulté a surgi lorsqu'il s'est agi d'établir jusqu'à quel montant on allait régionaliser. Le principal problème, cependant, est de définir la nature des petits contrats, selon la loi. Les gros contrats ne peuvent être accordés que par appels d'offres publics, et non par invitation. Et surtout, les représentations n'ont pas tardé dans les comtés voisins parce que des compagnies comme H. J. O'Connell ont incorporé des filiales dans chacun des comtés couverts par la tentative de régionalisation. Cette pratique est légale, et le gouvernement ne peut pas empêcher les incorporations massives faites dans le but de pouvoir soumissionner partout.

M. Johnson (Bagot): Le favoritisme s'exerce grâce à l'arrêté ministériel qui ordonne de demander des soumissions publiques, mais permet au ministre de demander des prix sur invitation à un groupe restreint de chefs d'entreprise, triés sur le volet, pour éliminer des entrepreneurs connus comme des amis de l'Union nationale. Il reproche à la Fédération libérale provinciale de profiter au maximum de cette échappatoire.

Il invoque en particulier le cas de la construction de l'hôpital de Roberval. Onze soumissionnaires ont été invités à soumissionner, parmi lesquels il y avait un organisateur libéral bien connu de Québec, M. François Jobin. Ce dernier avait la plus basse soumission, \$1,912,000, alors que l'entrepreneur de la région, M. Tremblay, arrivait bon second avec \$2,036,000.

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):

Je ne connais aucun des entrepreneurs appelés à soumissionner pour cet hôpital, sauf peut-être M. François Jobin. Ce sont les religieuses qui ont demandé les soumissions.

M. Johnson (Bagot): Il y a des entrepreneurs qui ont été éliminés, à Roberval, et justement dans la mise en application d'un arrêté en conseil sur l'appel obligatoire des soumissions.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):
Par qui ont-ils été éliminés?

M. Johnson (Bagot): Par l'architecte. Il est temps de mettre fin au système que facilite l'application de l'arrêté ministériel. On dit aux institutions...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):
Qui "on"?

M. Johnson (Bagot): La Fédération libérale.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):
C'est faux.

M. Johnson (Bagot): Je vais fournir des preuves.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):
Sortez-les. La situation décrite par le chef de l'opposition n'existe que dans son esprit.

M. Johnson (Bagot): J'affirme, dans cette Chambre, qu'avec ou sans consentement du premier ministre, la Fédération libérale provinciale exerce des pressions auprès des institutions hospitalières et qu'elle les menace en leur disant: "Si vous mettez le nom de tel ou tel entrepreneur sur la liste des soumissionnaires, vous en subirez les conséquences." C'est une manière hypocrite de faire du favoritisme.

À Montréal, des entrepreneurs travaillant depuis au-delà de 15 ans pour des communautés religieuses, notamment les Sœurs grises et les sœurs de la Providence, des hommes absolument compétents, ont été mis de côté à la suite de pressions par des membres en vue du Parti libéral.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):
Prouvez donc.

M. Johnson (Bagot): J'ai la preuve pour Roberval.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)
proteste contre ces affirmations qu'il qualifie de gratuites. Ce sont des accusations en l'air. Les faits invoqués par le chef de l'opposition ne justifient pas sa conclusion. Cette conclusion n'existe que dans son esprit. Le chef de l'opposition déclare qu'il a des preuves, mais il se garde bien de les produire. Sortez-les donc, si vous en avez. Qu'il me les fournisse et je les utiliserai.

M. Johnson (Bagot): L'architecte de l'hôpital de Roberval est M. Eugène Larose, un gros architecte libéral de Montréal. Un jour, un entrepreneur conservateur de la région de Roberval reçoit une lettre de la corporation de l'hôpital, avertissant l'entrepreneur qu'un contrat est sur le point d'être accordé. On est en janvier 1960. Le 23 mai 1961, M. Larose écrit au même entrepreneur, l'avertissant que l'entreprise est de l'ordre de \$2,500,000 et lui demande s'il a des contremaîtres et des employés compétents. "Le nom de votre société a été mis sur la liste des entrepreneurs aptes à faire ces travaux, et veuillez me dire si cela vous intéresse." Puis l'entrepreneur n'entend parler de rien.

Le 24 avril 1962, il écrit à M. Larose pour se renseigner, et l'architecte lui répond: "Je regrette de vous dire qu'à la suite d'une révision de la liste des entrepreneurs, pour en réduire le nombre, votre nom a été enlevé de la liste." En d'autres termes, le nom des invités au banquet était limité.

L'entrepreneur n'a pas aimé cela. L'arrêté avait commencé à faire sentir ses effets et l'entrepreneur a écrit à M. Larose qui lui répond, en date du 2 mai 1962: "Si vous êtes offusqué de ne pas avoir été invité à soumissionner, je le suis autant que vous. Permettez-moi de vous dire que, si votre nom n'est pas sur la liste, je n'en suis pas responsable, ni les religieuses non plus. On ne fait pas ce qu'on veut en ce bas monde, même si on veut honorer ses engagements."

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Si la liste a été approuvée par la Fédération libérale, alors pourquoi des entrepreneurs connus de l'Union nationale ont-ils été invités à présenter une soumission? Ces faits ne prouvent rien. Où trouve-t-on là-dedans que ce sont des libéraux qui ont agi?

M. Johnson (Bagot): Donnez-moi l'enquête et je l'établirai.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Quel est le nom de l'entrepreneur en cause?

M. Johnson (Bagot): C'est un adversaire reconnu du député libéral de Roberval, M. Jean-Claude Plourde. Il s'agit de Louis Dallaire et Fils, de Normandin. Il a été éliminé de la liste des soumissionnaires invités par l'intervention de la Fédération libérale du comté de Roberval.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Prouvez votre accusation.

M. Laporte (Chambly): Depuis des mois, l'opposition annonce que des douzaines de compagnies font faillite dans la province de Québec. Ne serait-ce pas le cas de la société Dallaire?

M. Johnson (Bagot): Non. Je connais la cote de cette compagnie.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je prends note, et je vais vérifier cette cote pour m'assurer si cette question n'entrerait pas en ligne de compte dans le cas actuel. Ce ne sont que des doutes et des soupçons. S'il y a des preuves, qu'on les fournisse et je sévirai. Les faits invoqués par le chef de l'Union nationale ne justifient pas ses dénonciations. Il se croit bien renseigné en disant que M. Euclide Perron n'a pas été retranché de la liste; et pourtant, c'est un partisan connu de l'Union nationale.

M. Johnson (Bagot): Ce que le premier ministre vient de dire est aux antipodes de la vérité. M. Perron a été mon adversaire acharné, aux dernières élections.

Il donne trois bonnes raisons pour lesquelles le contrat de construction de l'hôpital de Roberval doit aller à un entrepreneur sérieux et compétent de la région, M. Tremblay, qui a fourni la deuxième plus basse soumission. Ces raisons sont: 1° cela peut permettre l'embauche de plusieurs chômeurs de la localité et réduire les prestations d'assistance chômage; 2° avec un entrepreneur local, on a l'occasion de développer sur place une main-d'œuvre spécialisée, tandis qu'un entrepreneur de l'étranger amène souvent avec lui ses propres ouvriers spécialisés; 3° enfin, quand on octroie un contrat important à une entreprise de la région, on favorise l'éclosion d'usines secondaires greffées autour de l'entreprise principale.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) soulève plusieurs objections empêchant de limiter à une région la demande de soumissions, comme le fait d'une entreprise qui incorpore des filiales dans plusieurs régions. Il demande au chef de l'opposition s'il prendrait la responsabilité de payer \$94,000 de plus par année pour que le contrat aille à un entrepreneur de la région.

M. Johnson (Bagot): Pour des raisons que j'ai invoquées, oui. D'ailleurs, le ministre de la Jeunesse a dit lui-même, en Chambre, qu'il est prêt à accorder 5 % de plus, si c'est de nature à favoriser un entrepreneur local qui répond aux exigences.

M. Tremblay (Maisonneuve) parle en faveur de l'achat chez nous des marchandises qui entrent dans la construction d'un hôpital.

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): J'ai donné des ordres en conséquence dans les hôpitaux construits par le gouvernement et des conseils aux institutions qui reçoivent des subventions.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Dans le cas des hôpitaux, les contracteurs s'engagent à acheter, en premier lieu, des produits de la province de Québec, et des produits canadiens, en second lieu.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de onze millions cent soixante-treize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achats de terrains et construction et aménagement d'hôpitaux (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quarante-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Finances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pension de \$900 à M. A. S. DeBray et autres pensions versées par la Commission des accidents du travail (Finances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Provision pour augmenter tout crédit, sous réserve de l'approbation du Conseil de la trésorerie, à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas le montant le plus élevé de \$25,000 ou de 10 % du crédit ainsi augmenté; avec le droit d'utiliser à nouveau pour les mêmes fins tous montants remboursés au présent crédit (Finances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil de la trésorerie: administration (Finances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureau de l'audition: administration (Finances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent trente-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service des assurances: administration, bourses d'études, subventions et autres dépenses (Finances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Finances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Honoraires pour la garde des valeurs et autres dépenses (service de la dette publique finance)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Des députés ministériels demandent au chef de l'opposition s'il a lu les journaux, et plus particulièrement la chronique de MM. Dominique Clift et Richard Daignault, dans *La Presse*.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Avez-vous *La Presse* d'hier?

M. Johnson (Bagot): Oui, et je suis émerveillé des immenses connaissances de MM. Daignault et Clift qui ont une compétence exceptionnelle dans ce domaine. Je leur donne le crédit d'être ou de très grands experts ou de très grands partisans. Pour l'année fiscale 1960-1961, le coût du service de la dette s'établissait à \$20,631,000; pour l'année 1961-1962, il passait à \$25,092,000; enfin, pour l'année

1962-1963, il grimpe à \$28,315,000. Après deux ans d'administration libérale, il nous en coûte \$8,000,000 de plus par année pour le service de la dette, soit une augmentation de 40 %.

Mais les chiffres sont encore plus effrayants quand on regarde ce qu'il en coûte à la province en intérêts sur les emprunts obligatoires. Pour l'année 1960-1961, il en a coûté \$9,846,000; pour l'année 1961-1962, il en a coûté \$13,211,000; pour l'année 1962-1963, il en coûtera \$16,105,000. Les intérêts sur les emprunts obligatoires ont augmenté de 65 %. C'est une augmentation fantastique. Je prétends qu'il y a un saut tellement dangereux que le gouvernement risque de se casser le cou, sinon une jambe, sinon un bras tout au moins.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il n'y a là rien d'alarmant. J'ai appliqué la théorie que j'ai développée lorsque j'ai prononcé mon discours sur le budget. C'est une théorie saine. Il ne faudrait pas recommencer l'argumentation. Si on veut continuer dans cette veine, je serai obligé d'exposer à nouveau la philosophie du gouvernement au sujet des dépenses publiques et des emprunts, pour le bénéfice du chef de l'opposition.

M. Johnson (Bagot): Il n'est pas important que le premier ministre nous vende cette philosophie; c'est aux prêteurs qu'il devrait la vendre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Elle est déjà vendue.

Depuis que le chef de l'opposition a fait sa déclaration, j'ai reçu des offres d'un autre syndicat américain, d'un autre syndicat canadien et d'un autre groupe de courtiers exclusivement de la province de Québec, pour l'achat de l'emprunt que la province veut faire pour payer ses dépenses d'immobilisation.

M. Johnson (Bagot): Vendu? Bravo! Mes remarques ont été utiles pour avoir incité trois nouveaux groupes à vous prêter de l'argent. Le chef de l'opposition a donc réussi à secouer le monde des financiers, alors que le gouvernement a vainement tenté de le faire depuis plusieurs semaines.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le chef de l'opposition est obligé de prendre ma parole. Il n'y a rien de vrai dans la déclaration du chef de l'opposition au sujet des \$75,000,000 et au sujet de ce prétendu refus des financiers américains. Tout ce qui est vrai, c'est que je suis personnellement en négociations avec des maisons américaines,

canadiennes et québécoises. Le 10 février, quand je suis allé à New York, j'ai rencontré personnellement les représentants des plus importantes maisons de finance de l'est des États-Unis. Je les ai mis au courant de la situation financière du Québec. Je leur ai dit exactement ce que seraient nos besoins.

J'ai examiné avec eux les possibilités d'emprunt pour la province. Ils ont été extrêmement intéressés. Cependant, je leur ai dit qu'à ce moment, vu les circonstances, le gouvernement voulait en premier lieu s'adresser aux financiers de la province de Québec - et c'est ce que nous avons fait en avril - mais que, si les conditions changeaient, il y aurait peut-être lieu d'aller sur le marché américain. Mais, avec la dévaluation du dollar, les conditions ont changé par la suite, à tel point que ce sont les financiers américains eux-mêmes qui m'ont approché. J'ai rencontré personnellement des financiers américains au cours des derniers jours et j'ai pris part aux négociations, et je vais leur parler encore cet après-midi. Les négociations se poursuivent encore.

C'est tellement vrai que, pendant que nous siégeons en Chambre cet après-midi même, mon sous-ministre, M. J.-H. Biéler, a dû quitter cette Chambre deux fois. Savez-vous pourquoi? C'était pour aller répondre à l'appel téléphonique de financiers avec lesquels nous négocions actuellement des emprunts. Pour l'information du chef de l'opposition, je dois dire que ces téléphones ne venaient pas des trois nouveaux groupes financiers intéressés à nous prêter de l'argent, mais de deux autres groupes, l'un américain et l'autre, canadien, avec lesquels nous étions déjà en négociations. J'ai déploré la déclaration faite hier par le chef de l'opposition.

M. Johnson (Bagot): Mais elle vous a fourni trois offres additionnelles.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Cela prouve assez bien que le chef de l'opposition s'est trompé, c'est le moins qu'on puisse dire, quand il a affirmé que la situation financière de la province de Québec était mauvaise. Le chef de l'opposition est si peu pris au sérieux par les cercles financiers de Montréal et de New York que sa déclaration a produit un effet contraire à celui qu'il voulait qu'elle produise. D'ailleurs, nous aurons d'ici quelques jours la preuve éclatante de l'excellent crédit dont jouissent la province et le gouvernement que je dirige sur les marchés financiers.

M. Johnson (Bagot): Tout cela est fort joli, mais le premier ministre a parlé de trois nouvelles

offres, et il n'a pas précisé quels montants il voulait emprunter et à quel taux d'intérêt et les autres conditions.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Non, et je ne vais pas le faire non plus. Je ne l'ai pas dit parce que ce n'est pas dans l'intérêt public de venir ici, alors que je suis en train de négocier avec des financiers américains et canadiens, et de dire quel taux d'intérêt est discuté. Voyons! Depuis quand, lorsqu'on négocie un emprunt avec deux groupes, on dévoile publiquement les conditions des prêteurs?

M. Johnson (Bagot): J'ai dit, hier, et je le répète aujourd'hui, que des personnes, au nom du gouvernement de la province, ont essayé un échec auprès de deux syndicats financiers, lorsqu'ils ont approché des financiers américains pour tenter d'emprunter \$75,000,000 à 5 %. J'ai fait mon travail en montrant au public en quoi consiste la politique d'emprunt du gouvernement. Les jours où le gouvernement pouvait jouer à la cachette sont terminés.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): C'est absolument faux.

M. Johnson (Bagot): Et moi je dis que c'est absolument vrai. Quand j'ai posé hier la question au premier ministre, celui-ci a répondu: "Il n'est pas dans l'intérêt public que je réponde à cette question." Au lieu de cela, il aurait pu répondre "non" ou "nous sommes en négociations", quand j'ai posé ma question au sujet de l'emprunt, et tout aurait fini là.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Quand on peut ne pas dévoiler que nous sommes en négociations, cela est encore mieux.

M. Johnson (Bagot): Quand j'ai demandé si le gouvernement avait autorisé des personnes à négocier un emprunt aux États-Unis, le premier ministre n'avait qu'à répondre non. L'affaire n'aurait pas été loin.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): J'ai dit que c'était faux, parce que je négocie moi-même. Il n'y a jamais eu de refus pour quelque montant que ce soit. Je suis encore en négociations. Il répète que son sous-ministre a répondu à deux appels téléphoniques.

M. Johnson (Bagot): Tant mieux. Ça va mieux qu'hier.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Ça allait aussi bien hier qu'aujourd'hui. Je ne voulais pas dévoiler que des négociations étaient en cours. Mais, lorsque, après sa déclaration en Chambre, le chef de l'opposition est allé à la Tribune de la presse, j'ai été obligé de rencontrer les journalistes, afin de rétablir les faits et de démentir ses déclarations. C'est à ce moment que j'ai été forcé de dévoiler qu'il y avait des négociations.

M. Johnson (Bagot): Tout ceci est de l'enfantillage. Il n'y a rien de mal à révéler qu'on est en négociations. Seuls de grands journalistes et des néophytes comme Clift peuvent croire à cela.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): La politique courante est d'annoncer les emprunts d'un gouvernement le jour de leur émission et pas avant, pour éviter que d'autres gouvernements viennent en même temps sur le marché. Il n'y a jamais intérêt à révéler qu'il y a des négociations en cours pour obtenir un emprunt. Sous l'Union nationale, M. Duplessis ne révélait pas qu'il était en négociations.

M. Johnson (Bagot): Dans son discours du budget, le premier ministre a annoncé qu'il devait emprunter \$225,000,000 d'ici à mars prochain. Il n'y a donc rien de mystérieux à annoncer que des négociations sont en cours. On s'y attend. La province pourrait recevoir plus d'offres qu'elle ne pourrait en accepter à un taux de 6 %, mais elle aurait de la difficulté à emprunter de l'argent à un taux de 5 %.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Quand la province arrive sur le marché, je ne tiens pas à ce que les autres provinces et les municipalités le sachent. Elles aussi ont besoin de s'adresser au marché. Je ne voulais certainement pas qu'elles sachent que j'étais en négociations.

M. Johnson (Bagot): Mon devoir est de dénoncer le système d'emprunts du gouvernement et de révéler que des négociations sont en cours, pour éviter que le crédit de la province soit attaqué, car on ne demande pas de soumissions.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): On négocie...

M. Johnson (Bagot): Je déclare devant la Chambre que j'ai accompli mon devoir sur la foi

d'informations véridiques et qui sont confirmées par l'attitude du premier ministre. Il devrait me remercier d'avoir provoqué ces trois offres. Ça ne bougeait pas dans l'autre province, hier. Mais ça bouge maintenant que j'ai fait dire au premier ministre qu'il a reçu trois offres.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je suis heureux d'annoncer que nous sommes en pleines négociations et que tout va bien.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à la présente séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 55 modifiant la loi pour faciliter la formation du personnel enseignant;
- bill 56 modifiant la loi de l'instruction publique;
- bill 57 modifiant la loi de la convention collective;
- bill 58 modifiant la loi des subventions aux commissions scolaires;
- bill 60 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation;
- bill 182 concernant The Royal Trust Company Mortgage Corporation.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 118 modifiant la charte

de la cité de Sherbrooke, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 11 est remplacé par le suivant:

"11. La cité de Sherbrooke est autorisée à acheter de la Société agricole des Cantons-de-l'Est les biens de ladite Société aux conditions que le conseil municipal déterminera."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 145 modifiant la loi concernant la Société gazifère de Hull inc., avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en retranchant, dans la cinquième ligne, le mot "(annexe)".

L'annexe est biffée.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 226 concernant le testament de Benny Sadovnik, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Le préambule est modifié, dans la troisième ligne, en remplaçant le nom de "Harry Sadovnik" par celui de "Harry Abramovitch".

Projets de loi:

Charte de Sherbrooke

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 118 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Société gazifère de Hull inc.

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 145 modifiant la loi concernant la Société gazifère de Hull inc.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Testament de Benny Sadovnik

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 226 concernant le testament de Benny Sadovnik.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 184 modifiant la charte de la ville Laval-des-Rapides, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

L'article 7 est modifié:

a) dans la troisième ligne du paragraphe 606a, en insérant, après les mots "présent article", ce qui suit: "mais quant à l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal, sous réserve des dispositions de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 32";

b) dans la dixième ligne du paragraphe 606a, en insérant, après le mot "existante", ce qui suit: "selon le tracé qui sera déterminé par le conseil".

Projets de loi:**Charte de Laval-des-Rapides**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 184 modifiant la charte de la ville Laval-des-Rapides.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 44 des hôpitaux, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 12 est modifié en retranchant, dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, les mots "dont les actions sont cotées publiquement".

2. L'article 18 est modifié en insérant dans la deuxième ligne, après les mots "en vertu de l'article 20", ce qui suit: "ou 21".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 212 modifiant la charte de la cité de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 20 est modifié en retranchant les huit dernières lignes commençant par les mots "la cité est également autorisée" et se terminant par les mots "entre les avenues Holland et Chouinard".

2. L'article 21 est modifié en biffant le deuxième alinéa commençant par les mots "En prévision de ce réaménagement" et se terminant par les mots "d'Youville et Saint-Jean" et en ajoutant à la suite du premier alinéa se terminant par les mots "certaines parties de son territoire." ce qui suit:

"Pour donner suite à ces ententes, la cité peut, par règlement:

"a) Acquérir, par voie d'expropriation ou autrement, pour fins de rénovation et de réaménagement, les immeubles compris dans les territoires décrits aux plans numéros 9 et 11 apparaissant au rapport de la Commission d'enquête sur le logement de la cité de Québec, déposé en 1961, et plus amplement décrits comme suit:

"Aire de réaménagement numéro 1:

"De figure irrégulière, bornée au nord-est par la ligne nord-est du boulevard Langelier, au sud-est par la côte du boulevard Langelier et la ligne sud-est de la rue qui relie cette dite côte à la côte de l'Aqueduc et par le pied de la falaise, au sud-ouest par la ligne sud-ouest de la rue Montmagny et au nord-ouest par la rue Bagot et la rue Saint-Joseph.

"Aire de réaménagement numéro 3:

"De figure irrégulière, bornée vers le nord-est par le mur de fortification du département de la Défense nationale, au sud-est par la ligne sud-est de la rue Dauphine, au nord-est par la ligne sud-ouest de l'avenue Dufferin, au sud-est par la ligne sud-est de la rue Artillerie, au nord-est par la ligne nord-est de la rue Scott, au sud-est par la ligne sud-est de la rue Plessis, au sud-ouest par la ligne sud-ouest de la rue Claire-Fontaine et au nord-ouest par la ligne nord-ouest de la rue Saint-Jean.

"b) Exécuter des travaux de déblaiement en vue du réaménagement des immeubles acquis en vertu du paragraphe a).

"c) Disposer, par vente à l'enchère, des terrains rendus disponibles pour le réaménagement et dont la cité n'a pas besoin pour fins municipales.

"d) Emprunter, avec l'approbation de la Commission municipale de Québec, les montants nécessaires à l'acquisition des immeubles requis et à l'exécution des travaux projetés.

"L'exercice des pouvoirs prévus aux paragraphes a) et b) requiert l'approbation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil."

3. L'article 27 est modifié:

a) en insérant dans la troisième ligne, après le mot "circulation", le mot "avant";

b) les deux alinéas suivants sont ajoutés à la suite dudit article se terminant par les mots "à intervalle de six mois":

"Les taux de la taxe scolaire fixés par la Commission des écoles catholiques de Québec et par le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Québec, pour l'exercice financier 1959-1960, par résolution du 24 février 1959, sont déclarés valides et légaux.

"La prescription desdites taxes ne commencera à courir que du 1^{er} juillet 1962."

Projets de loi:

Hôpitaux

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 44 des hôpitaux.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 212 modifiant la charte de la cité de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures¹

Questions et réponses écrites:

Pont sur la rivière aux Vaches

M. Élie (Yamaska): Quel montant total a été dépensé par le ministère des Travaux publics pour la construction du pont sur la rivière aux Vaches, dans le village de Saint-Bonaventure, comté d'Yamaska, au cours des années 1960 et 1961?

L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Pont semi-permanent sur la rivière aux Vaches, à Saint-Bonaventure, comté de Yamaska. Site: rang Saint-Jean-Baptiste, en face de l'église: \$10,744.87.

Imprimerie Canada enr.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): 1. L'Imprimerie Canada enr., de Sillery, a-t-elle obtenu des contrats d'achat ou d'impression du gouvernement de la province ou de ses organismes, depuis le 5 juillet 1960 jusqu'au 5 mai 1962?

2. Si tel est le cas, quel est le montant total versé par le gouvernement et par ses organismes à ladite Imprimerie Canada enr., du 5 juillet 1960 jusqu'au 5 mai 1962: a) en vertu des contrats d'achat; b) en vertu des contrats d'impression?

3. Quels sont le nom et l'adresse des personnes faisant affaire sous cette raison sociale?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): 1. Oui.

2. a) Aucun montant; b) \$143,484.33.

3. M. J.-Antoine Ouellet, président, 2008, rue Massé, Sillery, P.Q.; Mme Fernande Ouellet-Delage, secrétaire, 1301, rue Dubuisson, Sillery, P.Q.; Mme Gabrielle Grondin-Ouellet, directrice, 2008, rue Massé, Sillery, P.Q.

Alma Steel Ltd.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): 1. Quels sont les nom, prénom et adresse: a) des directeurs; b) du secrétaire-trésorier de la compagnie Alma Steel Ltd.?

2. a) Cette compagnie a-t-elle obtenu des contrats d'achat ou d'entreprise du gouvernement, ou d'un de ses offices ou d'une des régies ou commissions?

b) Si tel est le cas, quels sont la nature et le montant de chaque contrat?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): 1. Cette compagnie ne semble pas exister, n'étant pas enregistrée au bureau de la loi des compagnies, ni au bureau des archives de la province de Québec, pas plus que dans la province d'Ontario.

2. a) Nil. b) Nil.

Comptes et mandats impayés

M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): 1. À combien s'élevaient les comptes ou mandats impayés du gouvernement:

a) le 31 mars 1962;

b) le 31 mai 1962?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): 1.

a) \$16,625,257.22;

b) \$4,076,200.39.

Le premier de ces deux chiffres représente la situation à la date effective du 31 mars; par la suite et jusqu'à la clôture des comptes au début de juin, beaucoup d'autres mandats imputables à l'exercice 1961-1962 ont été reçus au bureau de l'audition et, en conséquence, le chiffre qui figurera aux *Comptes publics* sera de l'ordre de \$63,000,000. Depuis de nombreuses années, seules les factures présentées pour paiement et vérifiées par le bureau de l'audition ont été considérées comme comptes à payer, et il n'est pas possible d'établir le montant des factures détenues par les ministères à une date antérieure donnée.

Subsides:

Budget des dépenses et budget supplémentaire 1962-1963²

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québe)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)

propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Affaires fédérales-provinciales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Un sous-ministre des Affaires fédérales-provinciales sera nommé d'ici une période plus ou moins longue. Il est difficile de trouver une personne pour assumer ce poste. J'ai quelqu'un en vue, dit-il, mais il ne sera pas libre avant quelque temps. Nous avons l'intention de former des cadres, cette année. Le ministère a pour but de voir aux relations entre le Québec et le gouvernement fédéral et entre notre province et les neuf voisins!

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)

propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Honoraires, dépenses diverses et imprévues (Affaires fédérales-provinciales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-dix-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureau du lieutenant-gouverneur (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Johnson (Bagot) réclame la formation d'une commission qui serait chargée de surveiller les dépenses du gouvernement, et plus spécialement du département des achats. Je formulerai cette demande, dit-il, aussi souvent et aussi longtemps que je ne l'aurai pas obtenue ou que l'Union nationale ne sera pas retournée au pouvoir. La commission comprendrait trois représentants du gouvernement et deux de l'opposition. Il faut redonner confiance à la population, non seulement à cause des erreurs qui ont pu survenir sous l'Union nationale, mais à cause, aussi, des erreurs du régime actuel.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Si

le chef de l'opposition savait les plaintes que je reçois au sujet des achats, il ne dirait certainement pas que le gouvernement favorise surtout les libéraux. J'aurais peur d'avoir des représentants de l'Union nationale sur la commission. Tout d'un coup qu'ils contamineraient nos libéraux.

M. Johnson (Bagot): Au train où vont les choses, les gens du Service des achats du gouvernement accepteront des pots-de-vin d'ici un an.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

La province sauve de l'argent en faisant des appels d'offres pour l'achat de peinture³, d'asphalte, de semences de gazon et de parapets en métal.

M. Johnson (Bagot): Cette déclaration n'est pas exacte. Le premier ministre n'est pas capable de prouver son affirmation.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le système adopté par le gouvernement actuel, pour demander des soumissions, a permis à la province de réaliser d'importantes économies, comparativement aux prix qui étaient payés en 1959, sous le gouvernement de l'Union nationale.

M. Johnson (Bagot): Ce ne sont que des rumeurs. Plus ça change, plus c'est pareil.

Il demande au premier ministre de ne pas faire ainsi du placotage ou du commérage sans avoir des preuves à l'appui.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Le chef de l'opposition parle de ragots à cause de son accident d'hier. Il s'est mis les pieds dans les plats cette fois-ci⁴.

Au seul item de l'achat de peinture pour le tracé des lignes blanches sur nos routes, il y a eu une économie de 28 % représentant un montant de \$175,000, en 1961, de 6 % à 9 % sur l'asphalte liquide, 8 % sur l'asphalte solide, 10 % sur les semences de gazon, et 15 % sur les parapets. La qualité est aussi bonne que lorsque les achats étaient faits sous l'Union nationale.

M. Johnson (Bagot) veut connaître les autres dépenses qu'a entraînées l'enquête entreprise aux frais des contribuables, depuis la réponse donnée à une question précédente.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): À la date du 23 mai 1962, la commission d'enquête Salvas a coûté au Trésor provincial une somme additionnelle de \$9,519.01 depuis le 15 mars précédent.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission du service civil (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Bertrand (Missisquoi) suggère que les fonctionnaires du gouvernement puissent avoir recours à l'arbitrage lorsqu'ils sont congédiés.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) promet d'étudier sérieusement, avec les officiers de la Commission du service civil, s'il n'y a pas moyen d'instituer un mécanisme qui fonctionnerait dans l'intérêt des employés.

M. Bertrand (Missisquoi): En amendant l'article 232 de la loi de l'instruction publique, le gouvernement oblige les commissions scolaires à donner par écrit les raisons pour lesquelles elles congédient un instituteur. De plus, l'instituteur congédié a droit d'appel de la décision devant une commission d'arbitrage, ou en vertu de la loi des relations entre les commissions scolaires et leurs employés, selon cet amendement.

Pourquoi le gouvernement, qui détient une autorité supérieure à toutes les autres, n'agirait-il pas de la même façon à l'endroit de ses employés? Pourquoi ne leur permettrait-il pas, comme aux instituteurs, d'être entendus avant d'être condamnés? Il me semble que le gouvernement devrait donner l'exemple en instituant un système semblable à la Commission du service civil, en faveur des fonctionnaires provinciaux. Ce serait la plus élémentaire justice.

M. Bellemare (Champlain) fait des représentations dans le même sens.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) prend l'engagement d'étudier sérieusement ce que les deux députés de l'opposition ont exposé.

Il promet au député de Champlain d'étudier de nouveau le cas de M. Edmond Rivard, un ancien employé du Service des pensions de vieillesse, qui fut remercié de ses services après l'avènement au pouvoir du gouvernement libéral.

M. Bellemare (Champlain): On n'avait pas vraiment de bonnes raisons pour le congédier, et même le ministre a demandé son réengagement.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Dans les circonstances, dit-il, il devra trouver de bonnes raisons pour s'expliquer si M. Rivard n'est pas réembauché.

M. Johnson (Bagot) préconise qu'un employé civil congédié pour activités politiques ait droit d'appel. Il propose la formation d'un tribunal d'appel pour entendre les employés contre lesquels on a des griefs à élever. Il faudrait que l'accusé soit confronté avec celui qui porte l'accusation, qu'il puisse se faire accompagner d'un avocat, s'il le désire, et qu'il

réponde à son accusateur. Lorsque l'Union nationale reviendra au pouvoir, il y aura un tribunal d'appel, et personne ne sera mis à la porte avant de se faire entendre et d'être confronté avec son accusateur.

L'article 60 de la loi du service civil, qui défend aux employés de la province d'avoir des activités politiques, a été appliqué d'une manière antidémocratique. On a congédié des employés de façon sommaire et injuste, sans même les entendre. On n'a tenu aucun compte de la personne humaine et des droits de l'homme. Après les dernières élections, en 1960, il y a plus de libéraux qui se sont parjurés pour obtenir un emploi que jamais dans aucun pays.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) nie cette affirmation. Au contraire, dit-il, lorsque des accusations ont été portées contre des employés, j'ai personnellement exigé qu'une enquête soit faite sur chaque cas. Un grand nombre de fonctionnaires se sont mêlés de politique aux dernières élections, malgré l'avertissement précis que j'avais donné. Lorsque j'ai été choisi candidat dans Québec-Ouest, j'ai personnellement demandé aux employés de la province de ne pas se mêler de politique.

M. Talbot (Chicoutimi): Plusieurs employés reconnus comme des libéraux ont-ils été congédiés en vertu de l'article 60?

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): On ne m'a pas rapporté de grief contre eux, dit-il.

M. Johnson (Bagot): C'est la meilleure que j'aie encore entendue. Comment le premier ministre peut-il dire une chose semblable lorsqu'on a vu des employés de la province envahir les comtés de Chambly et de Jacques-Cartier, aux élections complémentaires, et travailler pour les candidats libéraux?

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil d'orientation économique (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission d'aménagement de Québec,

y compris subventions (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Régie d'épuration des eaux, y compris subventions (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réceptions du gouvernement (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Honoraires, frais juridiques et autres dépenses (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission d'aménagement de Québec - Acquisition de propriétés (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à l'établissement et au maintien des colons, y compris subventions (Agriculture et Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Travaux de colonisation (Agriculture et Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Enseignement agricole, y compris subventions (Agriculture et Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

La décision d'établir une école technique d'enseignement agricole à cet endroit a été prise après la préparation du budget général. Les subventions et primes, qui accapareront une partie de ce budget, se sont élevées plus que ne croyait le ministre.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)

propose: 16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions et primes (Agriculture et Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à l'amélioration des fermes en vertu de 9-10 Elizabeth II, chapitre 55 (Agriculture et Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Société du crédit agricole, Ottawa: différence d'intérêt payable par le gouvernement pour le bénéfice des cultivateurs en vertu du bill 39 (Agriculture et Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Le montant de \$100,000 prévu pour la Société du crédit agricole, Ottawa, concerne la différence d'intérêt payable par le gouvernement provincial pour le bénéfice des cultivateurs en vertu du bill 39 concernant les prêts agricoles.

M. Johnson (Bagot): Cette loi n'a pas tardé à être mise en application.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il s'agit de payer sur les prêts faits depuis 1951 et non sur les prêts qui seront faits à l'avenir.

M. Johnson (Bagot): Ce n'est pas ce que j'ai compris, dit-il, lors de l'étude du bill 39. Nous verrons l'an prochain.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat de terrains et construction de bâtiments, et construction de chemins et ponts de colonisation (Agriculture et Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-sept mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service des recherches et de l'enseignement (Chasse et Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Levesque (Bonaventure):

L'Université Laval a confié à un comité spécial l'étude de la situation de l'École supérieure des pêcheries de Sainte-Anne-de-la-Pocatière. Lorsque le budget principal de la province a été préparé, on croyait que le comité aurait déposé son rapport, mais il a tardé à le faire. Ce rapport sera déposé vers la fin de juillet. Il a donc fallu prévoir le paiement des salaires aux membres du comité en attendant que le rapport soit présenté.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)

propose: 21. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de construction navale (Chasse et Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Levesque (Bonaventure): On avait l'intention de faire construire un autre chalutier d'acier. Le chalutier coûtera un montant global de \$240,000, mais le fédéral doit y contribuer jusqu'à concurrence de \$180,000.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 22. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions (Chasse et Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

L'honorable M. Levesque (Bonaventure): Le séchoir à morue, construit à Gaspé, a été incendié, il y a quelques mois. Plutôt que de le reconstruire, des subventions seront versées aux pêcheurs. Il y a actuellement une très forte demande pour la morue séchée et salée.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 23. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureau de l'audition, administration (Finances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Cette somme est nécessaire, dit-il, pour l'administration au Bureau de l'audition.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 24. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

25. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Recherches scientifiques et techniques: honoraires professionnels et frais de déplacement (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

26. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles normales (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

27. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Comité d'étude de l'enseignement technique et professionnel (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

28. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Poursuites au criminel (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

29. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Prévention de la tuberculose, y compris subventions (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Bernatchez (Lotbinière): Le médecin vétérinaire de mon comté, dit-il, le Dr Denis Blondin, a été congédié à l'automne 1960, et on ne l'a pas encore remplacé. Le Dr Blondin était en charge de l'inspection des viandes dans le comté.

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): On cherche un candidat.

M. Johnson (Bagot): Eurêka! On vient de trouver une des causes de la mauvaise qualité des viandes. Les viandes n'étant pas inspectées, ça fait évidemment plus de viande sur le marché. Y a-t-il d'autres cas où un inspecteur des viandes a été destitué sans être remplacé?

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup) ne répond pas.

M. Johnson (Bagot): Le ministre n'a-t-il pas déclaré que, durant cette crise de la viande impropre à la consommation, les médecins ne pouvaient pas faire davantage pour mettre fin à cette calamité? Et nous découvrons aujourd'hui que des médecins vétérinaires, inspecteurs de viandes, ont été destitués et non remplacés.

L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup): Je n'ai jamais fait, dit-il, la déclaration que rapporte le chef de l'opposition.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 30. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements des maladies mentales, y compris subventions (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

31. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. Johnson (Bagot): La dette globale de nos hôpitaux atteint environ \$250,000.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Les dettes des hôpitaux de la province se montent au total à \$119,000,000⁵. Les hôpitaux Sainte-Justine et Notre-Dame de Montréal doivent, à eux deux, quelque \$42,000,000.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 32. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office du film (Secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

33. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat de la concession forestière de Dionne & Frère dans le comté de Matapédia (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

34. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent douze mille⁶ dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à la présente séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Voies et moyens:

Budget des dépenses 1962-1963

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1963, il soit permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de la province, une somme ne dépassant pas \$877,826,875.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à la présente séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

Projets de loi:

Loi des subsides No 6, 1962

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 63

octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1963, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Voies et moyens:

Budget supplémentaire 1962-1963

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1963, il soit permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de la province, une somme ne dépassant pas \$4,671,900.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Projets de loi

Loi des subsides No 7, 1962

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 64 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1963, et pour d'autres fins du service public.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 61 concernant la ville de Baie-Comeau et les commissaires d'écoles de Baie-Comeau;
- bill 170 concernant les successions d'Elzéar Baillargeon et de Charles-J. Baillargeon;
- bill 188 pour fusionner la cité d'Alma, la ville de Naudville, la ville de Riverbend et la ville d'Isle-Maligne.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 17 concernant l'évaluation pour fins scolaires, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 5 est modifié en remplaçant, dans les première et deuxième lignes de l'article 518a, les

mots "paragraphe 3 de l'article 509" par ce qui suit: "paragraphe 4 de l'article 508".

2. L'article 8 est modifié:

a) en retranchant la lettre "a", après le chiffre 7, dans la première ligne;

b) en remplaçant, dans la première ligne de l'article 5, les mots "Aussitôt après le dépôt" par ce qui suit: "Dans les trente jours du dépôt";

c) en remplaçant, dans la deuxième ligne de l'article 6, les mots et chiffres "des articles 508 à 518a" par ce qui suit: "des articles 510 à 518";

d) en ajoutant, à la fin dudit article 6, les alinéas suivants:

"Pour tout immeuble dont l'évaluation est alors l'objet d'une contestation, le rôle de perception est basé sur la partie non contestée de l'évaluation.

"Lorsque la décision a été rendue sur la contestation, le trésorier ou secrétaire-trésorier de la municipalité corrige le rôle de perception en conséquence.

"La taxe payable en raison de la correction est réputée être devenue exigible en même temps que celle qui a été originairement imposée.";

e) en ajoutant, à la fin de l'article 7, l'alinéa suivant:

"Lorsque la taxe scolaire basée sur l'évaluation en litige atteint cinq cents dollars, il y a appel de la décision de la Cour de magistrat à la Cour du banc de la reine dont le jugement est final. Cet appel s'exerce de la même manière que l'appel des décisions d'une Cour municipale, suivant les articles 9 à 15 de la loi des cours municipales (chapitre 17)."

3. L'article 13 est modifié:

a) en remplaçant, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa de l'article 10, les mots et chiffres "des articles 510 à 518a" par ce qui suit: "des articles 510 à 518";

b) en ajoutant, à la fin dudit article 10, les alinéas suivants:

"Pour tout immeuble dont l'évaluation est alors l'objet d'une contestation, le rôle de perception est basé sur la partie non contestée de l'évaluation.

"Lorsque la décision a été rendue sur la contestation, le trésorier ou secrétaire-trésorier de la municipalité corrige le rôle de perception en conséquence. La taxe payable en raison de la correction est réputée être devenue exigible en même temps que celle qui a été originairement imposée.";

c) en ajoutant, à la fin de l'article 11, l'alinéa suivant:

"Lorsque la taxe scolaire basée sur l'évaluation en litige atteint cinq cents dollars, il y a

appel de la décision de la Cour de magistrat à la Cour du banc de la reine dont le jugement est final. Cet appel s'exerce de la même manière que l'appel des décisions d'une cour municipale, suivant les articles 9 à 15 de la loi des Cours municipales (chapitre 17).".

Projets de loi:

Évaluation scolaire

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 17 concernant l'évaluation pour fins scolaires.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 50 constituant la Société générale de financement du Québec;
- bill 62 modifiant la loi des tribunaux judiciaires;
- bill 65 modifiant la loi des relations ouvrières.

Projets de loi:

Loi électorale

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 intitulé: loi électorale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Lechasseur (Verchères)

Le comité siège durant quelque temps.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 63 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1963, et pour d'autres fins du service public.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 64 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1963, et pour d'autres fins du service public.

Projets de loi:**Loi
électorale**

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 15 intitulé: loi électorale de Québec.

En comité:

La séance est suspendue⁷.

Messages du lieutenant-gouverneur:**Sanction royale**

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Madame, Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

17 Loi concernant l'évaluation pour fins scolaires;

25 Loi modifiant la loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec et concernant Atlantic Iron Ore Limited;

27 Loi modifiant le Code de la route;

31 Loi augmentant l'aide financière aux universités de la province;

36 Loi du Bureau de la statistique du Québec;

43 Loi modifiant la loi du boulevard Métropolitain;

44 Loi des hôpitaux;

45 Loi autorisant l'achat de propriétés de Hammermill Paper Company;

50 Loi constituant la Société générale de financement du Québec;

52 Loi du financement des investissements universitaires, 1962;

53 Loi modifiant la loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales;

54 Loi modifiant la loi des cités et villes;

55 Loi modifiant la loi pour faciliter la formation universitaire du personnel enseignant;

56 Loi modifiant la loi de l'instruction publique;

57 Loi modifiant la loi de la convention collective;

58 Loi modifiant la loi des subventions aux commissions scolaires;

59 Loi modifiant la loi des services publics;

60 Loi modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation;

61 Loi concernant la ville de Baie-Comeau et les commissaires d'écoles de Baie-Comeau;

62 Loi modifiant la loi des tribunaux judiciaires;

65 Loi modifiant la loi des relations ouvrières;

117 Loi constituant en corporation l'École normale Notre-Dame-du-Sacré-Cœur;

118 Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;

137 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Michel;

145 Loi modifiant la loi concernant la Société gazifère de Hull inc.;

146 Loi constituant en corporation First Church of Christ, Scientist, Montréal, et prévoyant la constitution en corporations d'autres églises Christ, Scientist, dans la province de Québec;

160 Loi modifiant la charte de la cité de Pointe-Claire;

161 Loi modifiant la charte de la cité de Lachine;

170 Loi concernant les successions d'Elzéar Baillargeon et de Charles-J. Baillargeon;

171 Loi modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières;

180 Loi concernant la succession de l'honorable Joseph Masson;

182 Loi concernant The Royal Trust Company Mortgage Corporation;

183 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Laurent;

184 Loi modifiant la charte de la ville Laval-des-Rapides;

188 Loi pour fusionner la cité d'Alma, la ville de Naudville, la ville de Riverbend et la ville d'Isle-Maligne;

193 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun;

197 Loi modifiant la charte de la cité de Chomedey;

198 Loi concernant la succession Christine Fuoco Tirelli;

201 Loi concernant la Corporation de gaz naturel du Québec;

212 Loi modifiant la charte de la cité de Québec;

225 Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Eustache;

226 Loi concernant le testament de Benny Sadovnik.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse alors à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente les bills suivants pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

63 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1963, et pour d'autres fins;

64 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1963, et pour d'autres fins du service public.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances et poursuivent l'étude du bill 15 en comité plénier.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

(Mimuit, 7 juillet 1962)

Le comité siège durant quelque temps.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 15 intitulé: loi électorale de Québec.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Bédard (Québec)

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose: 1. Que l'Assemblée législative nomme, par résolution, un officier appelé "président général des élections" dont le traitement sera de seize mille dollars par année et que les articles 221, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 242a, 243 et 269 de la loi des tribunaux judiciaires, concernant la révocation et la pension des juges de district, s'appliquent, *mutatis mutandis*, au président général des élections.

Adopté.

2. Que, au cas de décès, de maladie, de démission, d'absence, ou d'empêchement d'agir du président général des élections, le lieutenant-gouverneur en conseil lui nomme un suppléant dont il déterminera le traitement, et que ce suppléant exerce tous les pouvoirs et remplisse tous les devoirs du président général des élections.

Adopté.

3. Que les dépenses que l'exécution de la loi qui accompagne les présentes résolutions occasionne au gouvernement et à ses fonctionnaires de même que le traitement et les dépenses du président général des élections et de son personnel soient payés par le ministre des Finances de la province sur le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 15 intitulé: loi électorale de Québec.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 15 après l'avoir amendé⁸.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Johnson (Bagot): L'opposition vote en troisième lecture le projet de loi électorale parce que nous estimons qu'il renferme de bons principes. Nous approuvons la limitation des dépenses électorales et certaines autres modifications. Nous regrettons cependant que certaines autres modifications que l'opposition jugeait essentielles n'aient pas été incorporées au projet. S'il y a lieu, nous nous proposons d'en reparler à la reprise de la session, à l'automne prochain.

L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges): Cette loi électorale constitue une innovation majeure en Amérique par sa limitation des dépenses électorales. Si l'opposition n'a pas eu satisfaction au sujet des articles concernant la publicité électorale, il faut dire que la publicité constituait la plus grande partie des dépenses électorales.

M. Gabias (Trois-Rivières) attire l'attention de la Chambre sur le fait que la loi des élections contestées ne limite pas les dépenses électorales. Il faudrait corriger la situation. À son avis, les dépenses électorales au Québec n'ont pas été pires qu'ailleurs.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) accepte qu'on remette l'étude de la loi des élections contestées à l'automne.

Adopté, après division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Indemnités des députés

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): (Jetant un regard circulaire sur la Chambre) Y aurait-il unanimité pour l'adoption d'une loi haussant les indemnités? Je pourrais présenter une motion immédiatement pour accorder une augmentation de salaire aux députés.

(Brouhaha)

Un député suggère qu'une session de sept mois, qui se poursuivra à l'automne, mettra certains députés dans le trou.

M. Johnson (Bagot) encourage les hausses de traitement aux employés de la province qui le méritent. Le gouvernement a violé sa promesse d'économiser. La course à l'assiette au beurre n'a fait, au contraire, que s'accroître. L'administration y est allée très largement en multipliant le nombre des employés. J'en vois la preuve dans un document déposé devant la Chambre et qui démontre que, de juillet 1960 à mai 1962, le ministre des Richesses naturelles a engagé des employés dont les salaires annuels représentent une dépense additionnelle de \$853,470.

Travaux de la Chambre:

Souhaits de fin de session

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): La province de Québec doit essayer de donner l'impression d'un front uni, en cette période d'austérité et de troubles financiers que le Canada traverse. Dans cet esprit, dit-il, je tenterai d'exprimer des opinions de la province de Québec sur lesquelles les deux partis représentés en Chambre s'entendent, au cours des nombreux engagements que je remplirai durant la période de vacances.

M. Johnson (Bagot): Il n'y a rien de plus accablant quand, aux difficultés financières du pays, s'ajoutent les difficultés financières de la province.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Il n'existe pas de telles difficultés pour la province.

Je souhaite à tous, dit-il, une excellente réunion avec leur famille. Je suis assuré qu'à la rentrée, les députés retourneront au Parlement avec une ardeur nouvelle. La Chambre a procédé à des travaux très fructueux, à des études sérieuses. Il ne faut pas regretter d'avoir consacré cinq semaines au projet de loi modifiant la charte de Montréal, parce que tout ce qui fut discuté peut bénéficier à l'ensemble de la province.

M. Johnson (Bagot) rend hommage à ses collègues de l'opposition qui, à son avis, ont accompli un travail d'équipe rarement vu. Il souhaite que les journalistes, lorsqu'ils chercheront des sujets pour écrire des articles, dans quelques jours, soulignent les longues heures passées à étudier la loi électorale au-dessus des lignes de parti. Évidemment, (souriant), nous avons dû nous surveiller, afin de ne pas nous faire passer de Québec...

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): L'expression est changée. Ce n'est plus se faire un Québec, mais se faire passer un Bagot!

M. Johnson (Bagot): Je souhaite, dit-il, un repos réparateur au premier ministre particulièrement.

M. Johnson (Bagot) et l'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) offrent des vœux au député de Montmorency (M. Prévost) qui célébrera son anniversaire de naissance le 11 juillet.

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest): Je n'oublierai jamais cette date, puisqu'elle coïncide avec la date anniversaire de mon fils aîné.

M. l'Orateur invite tous les députés à ses appartements au parlement, pour une brève réception.

La Chambre est ajournée à 3 heures de l'après-midi, le mardi 6 novembre.

Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée au mardi 6 novembre 1962, à trois heures de l'après-midi.
Adopté.

La séance est levée à minuit quarante-deux minutes⁹.

NOTES

1. Il est très rare, au moment où la Chambre siège, qu'un député traverse le parquet pour aller causer avec "un ami d'en face". L'incident s'est produit à deux reprises, vendredi soir. C'est le premier ministre qui a d'abord traversé pour aller causer brièvement avec M. Jean-Jacques Bertrand, député de Missisquoi. Par la suite, on a vu M. Yves Gabias, député de Trois-Rivières, contourner le trône de l'Orateur pour aller consulter l'honorable Paul-Gérin Lajoie et le chef du gouvernement.

Les journalistes ont ensuite compris que ces pourparlers visaient justement à remettre l'étude de la loi des élections contestées à l'automne, selon le

journaliste du *Nouvelliste* du 7 juillet 1962, à la page 18.

2. Budget supplémentaire déposé en Chambre le 19 juin; les crédits supplémentaires sont étudiés au cours de cette séance du comité des subsides qui termine d'abord l'étude des crédits du budget principal. Les résolutions 1 à 12 concernent le budget des dépenses 1962-1963, tandis que les résolutions 13 à 34 traitent du budget supplémentaire 1962-1963.

3. "Antoine Talbot, cité durant l'enquête Salvais pour avoir autorisé des pourcentages sur des travaux de peinture à des organisateurs du parti lorsqu'il était ministre des Finances, se leva de son siège et alla fumer la pipe derrière le fauteuil de l'Orateur, lorsque les achats de peinture furent mentionnés", selon *The Montreal Star* du 7 juillet 1962, à la page 35.

4. Le journaliste du *Montreal Star* du 7 juillet, à la page 35, indique que le premier ministre fait référence à l'emprunt de \$75,000,000.

5. Chiffre du *Nouvelliste* du 9 juillet 1962, à la page 18: \$190,000,000.

6. Les *Journaux de l'Assemblée législative*, à la page 746, font mention de \$12,000, mais \$112,000 est inscrit dans le texte du budget supplémentaire, *Budgets et budgets supplémentaires 1961-1962 à 1967-1968*, à la page 11.

7. Il est 10 h 50, selon *Le Nouvelliste* du 9 juillet 1962, à la page 1.

8. Nous n'avons aucune indication quant aux amendements adoptés en comité plénier. D'une part, les journaux ne rapportent aucun débat à ce sujet et, d'autre part, nous n'avons retrouvé aucune copie du projet de loi 15 dans les archives.

9. Le journaliste de *La Presse* du 7 juillet 1962, à la page 1, ajoute "très précisément".

